

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

THÈSE

PRÉSENTÉE À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
YVAN ROUSSEAU

“L'ENRACINEMENT ET LA TRANSFORMATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL
LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS
DU CENTRE DU QUÉBEC ET SES ÉTABLISSEMENTS AFFILIÉS 1909-1970”

DÉCEMBRE 1993

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Résumé: *

Cette étude sociohistorique est consacrée à l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières, la plus ancienne des onze fédérations régionales, et à ses caisses affiliées depuis leurs origines jusqu'au tournant des années 1960. Elle se veut une contribution à la connaissance du mouvement des caisses à un double point de vue: la formation et les transformations de son organisation à l'échelle locale et régionale; et, d'autre part, les relations qu'il entretient et les intérêts qu'il met en jeu dans son milieu ambiant. Partant d'une exploitation systématique des archives de la Fédération des caisses populaires Desjardins du centre du Québec et de ses établissements affiliés de même que celles de la Confédération des caisses Desjardins, l'analyse est menée sous l'angle de quatre grandes dimensions d'analyse intrinsèquement liées: les bases sociales du mouvement des caisses, sa relation au territoire, ses dynamismes internes ainsi que ses activités financières. L'évolution du mouvement des caisses est donc appréhendée à travers un ensemble de facteurs qui relèvent tant de pressions structurelles internes que des rapports qu'elles entretiennent avec le milieu social.

Le monde rural a constitué en quelque sorte le berceau du mouvement des caisses dans la région du centre du Québec. Jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre, celui-ci entretient des relations privilégiées avec le monde agricole, la petite bourgeoisie et le clergé. Cette alliance s'est historiquement nouée sur la base d'un projet aux contours bien définis: soutenir les activités des petits producteurs par des conditions de financement avantageuses et, plus largement, régénérer le tissu social d'une société rurale en proie à d'importantes forces de dislocation. Avec la force d'attraction exercée par la ville et l'activité des grands ensembles commerciaux, financiers et industriels, les caisses urbaines vont progressivement s'imposer comme l'élément moteur de la croissance du mouvement. Leur affirmation favorise, au fil des décennies, l'élargissement des bases sociales du mouvement et la redéfinition des rapports de pouvoir à sa direction. Ses anciennes classes d'appui doivent en effet faire une place de plus en plus grande aux nouvelles, issues de l'économie urbaine et industrielle et porteuses de toutes autres aspirations. Elles doivent également compter avec l'influence grandissante exercée par les gérants de caisse en voie de professionnalisation.

Le caractère inégal du réseau des caisses de la région apparaît comme une donnée incontournable pour cerner les enjeux qui ont été associés à la formation de l'Union régionale de Trois-Rivières (URTR) et à son évolution subséquente. Cette dernière a incarné avec une énergie sans cesse renouvelée l'idée d'un pouvoir régional fort au sein de l'organisation du mouvement des caisses. Dès sa création, l'URTR est investie d'une triple mission qu'elle se disputera plus tard avec la Fédération provinciale: étendre le réseau des caisses à l'ensemble des paroisses de la région, assurer leur suivi quotidien et leur inspection et, enfin, centraliser les disponibilités locales au sein de sa caisse régionale. La réussite de cette entreprise est toutefois loin d'être assurée au départ. À peine mise en activité, la jeune Union est confrontée à d'importantes résistances de la part des caisses locales. Cette opposition empruntera plusieurs sentiers: refus de s'affilier, de se faire inspecter, de déposer à la caisse régionale, d'acquitter sa cotisation annuelle, mouvement sécessionniste d'un groupe de caisses sud-riveraines, etc. Des tensions d'un genre similaire imprègnent les négociations menées par les unions régionales autour du projet de se fédérer au sein d'un organisme provincial. Dans le cadre de ces discussions avec les dirigeants des autres unions, l'URTR négocie avec âpreté son espace au sein du mouvement. Sous-financée et soumise aux susceptibilités autonomistes de ses caisses affiliées, elle demeure la chose d'un petit groupe d'hommes d'affaires recruté principalement des milieux urbains de la rive nord et de curés rattachés aux établissements ruraux avoisinants.

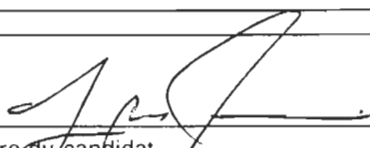
Au cours de la période suivant le déclenchement de la Guerre, la situation de l'URTR se transforme radicalement. Elle devient en peu de temps l'un des lieux d'expression privilégiés des rapports de forces entre ses caisses affiliées. Si le discours des promoteurs de l'Union font encore une large place aux thèmes de l'attachement à la terre et du catholicisme social, la composition sociale des instances régionales ne laisse toutefois aucun doute sur les transformations qui ont cours. Les dirigeants des caisses urbaines succèdent à ceux des caisses rurales, les curés sont tous relayés par des laïcs et la presque totalité des élus régionaux sont gérants de caisses. L'essor des activités de la caisse régionale pendant la Seconde Guerre a constitué la clé de voûte du renforcement et de l'autonomisation de l'Union. À partir de ce moment, elle devient un interlocuteur central dans le fonctionnement quotidien de ses établissements affiliés. La consolidation du dispositif régional se confirme par l'importance qu'il acquiert dans la gestion des liquidités locales et par des actions plus énergiques en vue de resserrer son encadrement sur les activités des caisses affiliées. Elle s'appuie par ailleurs sur le développement des appareils, lesquels font une place plus importante aux initiatives des nouveaux spécialistes.

Mais cette tendance au renforcement du dispositif régional n'est pas absolue. Il faut en effet la replacer dans le contexte plus large de l'évolution d'ensemble du mouvement Desjardins à compter de la Deuxième Guerre. À cet égard, l'Union régionale est soumise à l'action de deux mouvements de provenances et de finalités contradictoires: la force centrifuge exercée par la pression des grosses caisses et, d'autre part, l'activité centripète déployée par les agents du dispositif provincial. Le pouvoir régional, comme le provincial, fait d'abord l'objet de contestations de la part des caisses, en particulier des grosses caisses des centres urbains, qui dénoncent aussi bien les ponctions financières auxquelles elles sont soumises que les nouveaux contrôles dont elles font l'objet. Ensuite, le poids économique relatif de l'URTR et de ses caisses affiliées s'affaiblit constamment dans l'ensemble du mouvement Desjardins à la faveur de l'influence grandissante exercée par l'Union de Montréal. Cette nouvelle donnée vient atténuer les positions fortement régionalistes qu'avaient défendues ses premières générations de dirigeants et amène les nouvelles à considérer l'affermissement du dispositif provincial comme la condition du renforcement des structures de l'URTR. Si, au cours des années 1940 et 1950, les unions constituent le maillon fort du pouvoir fédéral, cet avantage tient toutefois de moins en moins devant les nouvelles contraintes imposées par la concurrence. Au tournant des années 1960, un glissement s'opère en faveur de la Fédération provinciale. Ce processus est d'abord favorisé par les entités régionales elles-mêmes qui doivent se concerter en vue de se donner des politiques plus cohérentes à l'égard du marché et rationaliser la gestion de leurs ressources. Les tensions entre les pouvoirs locaux, régionaux et centraux ne s'atténuent pas pour autant, mais elles s'expriment désormais par l'intermédiaire des agents d'appareils: gérants professionnels, cadres de direction, cadres de service et experts de divers ordres.

(suite au verso)

Signature du candidat

Date:

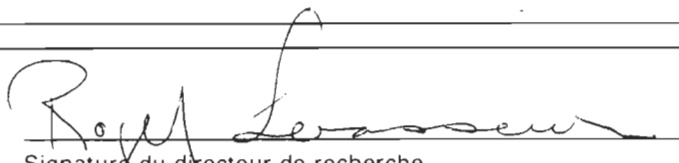
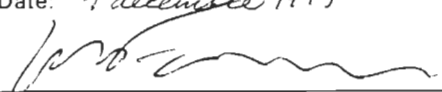

7 décembre 1993

Signature du co-auteur (s'il y a lieu)

Date:

Signature du directeur de recherche

Date: 7 décembre 1993

Signature du co-directeur (s'il y a lieu)

Date:

12 déc. 1993

Les agents de cette «technostructure étagée» sont le produit de réarrangements structuraux de longue haleine entre les divers intervenants du mouvement portant à la fois sur leurs propriétés objectives et sur leurs représentations. À travers ces processus, les agents des dispositifs de gérance et d'encadrement des trois paliers d'organisation du mouvement tendent à se présenter comme un groupe en soi, mû par des intérêts spécifiques, porteur d'un projet de développement et d'une rationalité qui lui sont propres. Le positionnement des gérants dans les instances politiques du mouvement favorise la mise en place d'une véritable «démocratie de cadres», c'est-à-dire d'un mode de délégation et d'exercice du pouvoir qui se caractérise par une tendance au fusionnement du politique et de l'administratif. Ce mode de représentation se substitue à l'ancien, fondé sur la mise à contribution des filières notabiliaires locales. Il introduit une distance plus grande entre, d'une part, les sociétaires et leurs élus, et de l'autre, le personnel cadre de l'organisation.

À la stratégie de développement promue par les éléments anciens de la petite bourgeoisie et axée sur le soutien à la petite production et sur le financement des institutions municipales et religieuses, succèdent, après la guerre, de nouvelles stratégies animées par les dirigeants des appareils des divers niveaux du mouvement. La libéralisation des politiques de crédit, l'éveil au crédit industriel et commercial, la création et l'acquisition de nouvelles sociétés de même que les initiatives en vue d'élargir la capacité d'investissement du mouvement ont constitué les principales manifestations de sa réorientation. Ces nouvelles stratégies de croissance traduisent, à l'heure de la Révolution tranquille, la volonté de plus en plus affirmée des dirigeants du mouvement de prendre part à la décision économique au sein de la société québécoise. À plusieurs autres égards, elles favorisent la délocalisation des capitaux et accentuent le procès de la centralisation des pouvoirs amorcé précédemment.

La centralisation des pouvoirs et la délocalisation des capitaux apparaissent ainsi comme le résultat d'un processus complexe dans le cadre duquel les intervenants des diverses composantes du mouvement négocient sans cesse pour y établir, conserver ou élargir leurs espaces respectifs. Dans la perspective du long terme, l'on observe tout de même la mise en place de tendances significatives. En effet, la délocalisation des pouvoirs et des ressources financières, c'est d'abord et avant tout l'effritement des prérogatives exercées par le notable local dans le mouvement lancé par Alphonse Desjardins et ses successeurs pendant l'entre-deux-guerres. La centralisation ne fait pourtant pas disparaître celui-ci, mais son rôle et sa place dans le mouvement Desjardins, s'ils demeurent indispensables, s'en trouvent profondément modifiés. Au départ, le notable constitue la pièce maîtresse du réseau des caisses. En misant sur ses contacts avec l'extérieur, l'étendue de ses relations d'affaires et l'ascendant qu'il exerce parmi ses concitoyens, il permet aux caisses de s'enraciner dans les communautés de base et de profiter en quelque sorte de ses réseaux de clientèles. Le renforcement des dispositifs de gérance et des structures d'encadrement introduit un changement majeur dans les rapports entre le notable et la caisse populaire, et partant, dans le fonctionnement et la régulation internes de ce système. Cette fois-ci, le notable se trouve en situation de dépendance à l'égard de l'institution. C'est désormais cette dernière qui alimente son réseau de clientèles, et c'est sur cette base qu'il continue à s'y impliquer.

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette thèse est redevable à plusieurs personnes et à de nombreux organismes.

Je tiens d'abord à exprimer toute ma gratitude à Roger Levasseur qui a assumé la direction de mes recherches. Je lui suis reconnaissant de l'intérêt qu'il a manifesté pour cette thèse et de la confiance indéfectible qu'il m'a témoignée à toutes les étapes de sa réalisation. Cet ouvrage, comme l'ensemble des travaux que nous avons réalisés conjointement sur le mouvement Desjardins depuis 1988, est le fruit d'une complicité intellectuelle et d'une amitié qui sont allées en s'approfondissant au fil des années. Ses commentaires et ses suggestions se sont révélés un apport inestimable au contenu final de ce document. Dans cette perspective, je désire également souligner la contribution de Marcel Fournier qui a assumé la codirection de la thèse en faisant preuve de compétence, de souplesse et de générosité. Ma gratitude s'adresse aussi aux professeurs Serge Gagnon, Benoît Lévesque, Paul Sabourin et Normand Séguin qui ont accepté de compléter les cadres du jury de thèse. L'accueil réservé au manuscrit et la pertinence de leurs remarques se sont révélés particulièrement stimulants pour mes recherches futures.

Mes remerciements vont ensuite aux divers responsables et au personnel du Mouvement Desjardins sans lesquels mes recherches n'auraient été possibles. Le soutien que j'y ai recueilli s'est traduit par un appui financier substantiel et par une ouverture d'esprit hors du commun en ce qui a trait à la consultation des archives. La liste des personnes qui ont soutenu le projet serait trop longue à énumérer. Qu'il me soit toutefois permis de souligner le soutien de monsieur Jean Marineau, secrétaire général de la Fédération des caisses populaires Desjardins du centre du Québec. Il a manifesté dès le début son appui et s'est révélé un interlocuteur attentif dans le cadre de mes travaux. Madame Nicole Garneau, responsable du service de la gestion documentaire ainsi que le personnel du service m'ont guidé avec compétence et disponibilité dans la consultation des archives. À la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, messieurs André Hamelin et Francis Leblond de même que madame Marie-Andrée Fortin nous ont apporté leur concours avec diligence et générosité. À ceux-ci et à tous les autres, je désire offrir mes remerciements les plus sincères.

Dirigé avec compétence et dévouement par Normand Séguin, le Centre d'études québécoises a constitué un environnement intellectuel particulièrement stimulant pour la réalisation de mes recherches. Que ce soit parmi les membres de sa direction, du corps professoral ou parmi son personnel, je n'y ai trouvé qu'encouragements. Je me dois également de mettre en évidence le travail des assistants de recherche Clémence Bélanger, Mireille Lehoux, Alain Ruest, Jean Carpentier et Gilles Vallée qui ont été mis à contribution dans l'élaboration des dossiers de recherche. François Guérard, professionnel de recherche, m'a guidé avec patience et

compétence dans la réalisation de la cartographie. Ce fut un véritable plaisir de travailler avec lui.

Sans le soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC), du fonds FCAR et de l'Université du Québec à Trois-Rivières, il m'aurait été probablement impossible de rendre à terme mes études doctorales. Je veux leur témoigner toute ma reconnaissance.

De façon un peu plus personnelle, j'aimerais remercier Yvon Cloutier et Mario Dumont qui se sont prêtés de bonne grâce à la lecture des versions préliminaires du manuscrit. Enfin, cette thèse n'aurait sans doute pas vu le jour sans la coopération de ma compagne, Huguette, sans l'exemple de courage que m'offrait ma mère, et sans la présence animée de Miguel, de Marilène et de Jonathan.

RÉSUMÉ

Cette étude sociohistorique est consacrée à l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières, la plus ancienne des onze fédérations régionales, et à ses caisses affiliées depuis leurs origines jusqu'au tournant des années 1960. Elle se veut une contribution à la connaissance du mouvement des caisses à un double point de vue: la formation et les transformations de son organisation à l'échelle locale et régionale; et, d'autre part, les relations qu'il entretient et les intérêts qu'il met en jeu dans son milieu ambiant. L'évolution des caisses Desjardins est appréhendée ici à travers un ensemble de facteurs qui relèvent tant de pressions structurelles internes que des rapports qu'elles entretiennent avec le milieu social.

Le monde rural a constitué en quelque sorte le berceau du mouvement des caisses dans la région du centre du Québec. Jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre, celui-ci entretient des relations privilégiées avec le monde agricole, la petite bourgeoisie et le clergé. Cette alliance s'est historiquement nouée sur la base d'un projet aux contours bien définis: soutenir les activités des petits producteurs par des conditions de financement avantageuses et, plus largement, régénérer le tissu social d'une société rurale en proie à d'importantes forces de dislocation. Avec la force d'attraction exercée par la ville et l'activité des grands ensembles commerciaux, financiers et industriels, les caisses urbaines vont progressivement s'imposer comme l'élément moteur de la croissance du mouve-

ment. Leur affirmation favorise, au fil des décennies, l'élargissement des bases sociales du mouvement et la redéfinition des rapports de pouvoir à sa direction. Ses anciennes classes d'appui doivent en effet faire une place de plus en plus grande aux nouvelles, issues de l'économie urbaine et industrielle et porteuses de toutes autres aspirations. Elles doivent également compter avec l'influence grandissante exercée par les gérants de caisse en voie de professionnalisation.

Le caractère inégal du réseau des caisses de la région apparaît comme une donnée incontournable pour cerner les enjeux qui ont été associés à la formation de l'Union régionale de Trois-Rivières (URTR) et à son évolution subséquente. Cette dernière a incarné avec une énergie sans cesse renouvelée l'idée d'un pouvoir régional fort au sein de l'organisation du mouvement des caisses. Dès sa création, l'URTR est investie d'une triple mission qu'elle se disputera plus tard avec la Fédération provinciale: étendre le réseau des caisses à l'ensemble des paroisses de la région, assurer leur suivi quotidien et leur inspection et, enfin, centraliser les disponibilités locales au sein de sa caisse régionale. La réussite de cette entreprise est toutefois loin d'être assurée au départ. À peine mise en activité, la jeune Union est confrontée à d'importantes résistances de la part des caisses locales. Cette opposition empruntera plusieurs sentiers: refus de s'affilier, de se faire inspecter, de déposer à la caisse régionale, d'acquitter sa cotisation annuelle, mouvement sécessionniste d'un groupe de caisses sud-riveraines, etc. Des tensions d'un genre similaire imprègnent les négociations menées par les unions régionales autour du projet de se fédérer au sein d'un organisme provincial. C'est finalement l'État qui forcera l'entente en amenant les unions à jeter les bases de la Fédération provinciale en 1932. Dans le cadre de ces discussions avec les dirigeants des autres unions, l'URTR négocie avec âpreté son espace dans l'organisation d'ensemble du mouvement. Sous-financée et soumise aux susceptibilités autonomistes de ses caisses affiliées, elle demeure la chose d'un petit groupe d'hommes d'affaires recruté principalement des milieux urbains de la rive nord et de curés rattachés aux établissements ruraux avoisinants.

Au cours de la période suivant le déclenchement de la guerre, la situation de l'URTR se transforme radicalement. Elle devient en peu de

temps l'un des lieux d'expression privilégiés des rapports de forces entre ses caisses affiliées. Si le discours et les représentations des promoteurs de l'Union font encore une large place aux thèmes de l'attachement à la terre et du catholicisme social, la composition sociale des instances régionales ne laisse toutefois aucun doute sur les transformations qui ont cours. Les dirigeants des caisses urbaines succèdent à ceux des caisses rurales, les curés sont tous relayés par des laïcs et la presque totalité des élus régionaux sont gérants de caisses. L'essor des activités de la caisse régionale pendant la Seconde Guerre a constitué la clé de voûte du renforcement et de l'autonomisation de l'Union. À partir de ce moment, l'URTR devient un interlocuteur central dans le fonctionnement quotidien de ses établissements affiliés. La consolidation du dispositif régional se confirme par l'importance qu'il acquiert dans la gestion des liquidités locales et par des actions plus énergiques en vue de resserrer son encadrement sur les activités des caisses affiliées. Elle s'appuie par ailleurs sur le développement des appareils, lesquels font une place de plus en plus importante aux initiatives des nouveaux cadres, recrutés principalement auprès des réseaux financiers traditionnels, et bientôt des nouvelles filières universitaires.

Mais cette tendance au renforcement du dispositif régional n'est pas absolue. Il faut en effet la replacer dans le contexte plus large de l'évolution d'ensemble du mouvement Desjardins à compter de la Deuxième Guerre. À cet égard, l'Union régionale est soumise à l'action de deux mouvements de provenances et de finalités contradictoires: la force centrifuge exercée par la pression des grosses caisses et, d'autre part, l'activité centripète déployée par les agents du dispositif provincial. Le pouvoir régional, comme le provincial, fait d'abord l'objet de contestations de la part des caisses, en particulier des grosses caisses des centres urbains, qui dénoncent aussi bien les ponctions financières auxquelles elles sont soumises que les nouveaux contrôles dont elles font l'objet. Ensuite, le poids économique relatif de l'URTR et de ses caisses affiliées s'affaiblit constamment dans l'ensemble du mouvement Desjardins à la faveur de l'influence grandissante exercée par l'Union de Montréal. Cette nouvelle donnée vient atténuer les positions fortement régionalistes qu'avaient défendues ses premières générations de dirigeants et amène les nouvelles à considérer

l'affermissement du dispositif provincial comme la condition du renforcement des structures de l'URTR. Si, au cours des années 1940 et 1950, les unions constituent le maillon fort du pouvoir fédéral, cet avantage tient toutefois de moins en moins devant les nouvelles contraintes imposées par la concurrence. Au tournant des années 1960, un glissement s'opère en faveur de la Fédération provinciale. Ce processus est d'abord favorisé par les entités régionales elles-mêmes qui doivent se concerter en vue de se donner des politiques plus cohérentes à l'égard du marché et rationaliser la gestion de leurs ressources. Les tensions entre les pouvoirs locaux, régionaux et centraux ne s'atténuent pas pour autant, mais elles s'expriment désormais par l'intermédiaire des agents d'appareils: gérants professionnels, cadres de direction, cadres de service et experts de divers ordres.

Les agents de cette «technostructure étagée» sont le produit de réarrangements structuraux de longue haleine entre les divers intervenants du mouvement portant à la fois sur leurs propriétés objectives et sur leurs représentations. À travers ces processus, les agents des dispositifs de gérance et d'encadrement des trois paliers d'organisation du mouvement tendent à se présenter comme un groupe en soi, mû par des intérêts spécifiques, porteur d'un projet de développement et d'une rationalité qui lui sont propres. Le positionnement des gérants dans les instances politiques du mouvement favorise la mise en place d'une véritable «démocratie de cadres», c'est-à-dire d'un mode de délégation et d'exercice du pouvoir qui se caractérise par une tendance au fusionnement du politique et de l'administratif. Ce mode de représentation se substitue à l'ancien, fondé sur la mise à contribution des filières notabiliaires locales. Il introduit une distance plus grande entre, d'une part, les sociétaires et leurs élus, et de l'autre, le personnel cadre de l'organisation.

À la stratégie de développement promue par les éléments anciens de la petite bourgeoisie et axée sur le soutien à la petite production et sur le financement des institutions municipales et religieuses, succèdent, après la guerre, de nouvelles stratégies animées par les dirigeants des appareils des divers niveaux du mouvement. La libéralisation des politiques de crédit, l'éveil au crédit industriel et commercial, la création et l'acquisition de nouvelles sociétés de même que les initiatives en vue d'élargir la capacité

d'investissement du mouvement ont constitué les principales manifestations de sa réorientation. Ces nouvelles stratégies de croissance traduisent, à l'heure de la Révolution tranquille, la volonté de plus en plus affirmée des dirigeants du mouvement de prendre part à la décision économique au sein de la société québécoise. À plusieurs autres égards, elles favorisent la délocalisation des capitaux et accentuent le procès de la centralisation des pouvoirs amorcé précédemment.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	II
RÉSUMÉ.....	V
TABLE DES MATIÈRES.....	X
LISTE DES TABLEAUX.....	XV
LISTE DES FIGURES.....	XVII
LISTE DES CARTES.....	XX
AVANT-PROPOS.....	XXI
INTRODUCTION.....	1
1- La production historiographique.....	4
La thèse de la «reconquête économique»	5
Évoluer dans un environnement capitaliste.....	12
Trois synthèses historiques.....	16
La réalité contemporaine des coopératives.....	25
2- Les enjeux d'une étude régionale sur les caisses Desjardins.....	35
Une histoire largement méconnue	35

Une étude de cas.....	38
Une institution et son milieu.....	40
Les dynamismes internes de l'organisation des caisses.....	45
L'activité financière du mouvement des caisses.....	52
Chapitre 1: LA DIFFUSION ET L'ENRACINEMENT DES CAISSES.....	54
1- Un monde en bouleversement.....	54
Un nouvel ordre économique	55
La grande industrie et la ville s'imposent.....	55
La résistance s'organise.....	59
Le Centre du Québec pendant le premier tiers du siècle.....	64
Au nord: de l'économie agro-forestière à l'exploitation industrielle de la forêt.....	68
Au sud: dominance du monde rural et émergence de la grande entreprise.....	71
Le projet d'Alphonse Desjardins.....	76
2- Un mouvement à dominante rurale, précaire et faiblement intégré (1900-1935).....	80
L'essor des premières caisses (1909-1920).....	81
Le soutien du clergé épiscopal.....	81
La mise à contribution du clergé paroissial et des notables.....	86
La mobilisation du monde agricole pendant l'Entre-deux-guerres.....	96
L'émergence d'un leadership fédéral.....	98
Multiplier les caisses et gagner les cultivateurs à la vision coopérative du crédit agricole.....	100
Des établissements fragiles et un recrutement limité.....	105
3- La conquête des paroisses (1935-1945)	111
La propagation des caisses.....	111
L'ouverture sur la ville.	115
4- L'enracinement des caisses et la mutation de leurs bases sociales dans l'après-guerre.....	120
Un sociétariat dense et diversifié.....	126

Une nouvelle donne à la direction des caisses locales	130
Une présence constante des petits propriétaires et des autonomes.....	133
Un positionnement des nouvelles couches salariées.....	134
Un recul du monde agricole.....	136
Le monde ouvrier.....	137
Du rentier «fortuné» au dirigeant «retraité».....	138
Chapitre 2: LA RÉGIONALISATION DU MOUVEMENT.....	141
1- La difficile émergence de l'union régionale pendant l'entre-deux-guerres	144
De la caisse locale à la fédération régionale	145
Le litige entre Lévis et Trois-Rivières.....	145
Une initiative de la petite bourgeoisie trifluvienne et du clergé.....	150
Les vicissitudes du démarrage.....	154
Amener les caisses récalcitrantes à joindre la jeune Union.....	154
Inciter les caisses locales à déposer à l'Union régionale.....	157
De l'union régionale à la fédération provinciale	163
Une subvention aux caisses ou la mise en place d'un crédit agricole d'État?.....	164
Le pacte confédéral de 1932.....	170
2- Un pouvoir régional en formation.....	177
L'essor de la caisse régionale	178
La concurrence de la Fédération provinciale.....	181
Les assises du pouvoir régional	186
Un pouvoir laïc et urbain exercé par la petite bourgeoisie d'affaires	188
Une coexistence difficile entre le sud et le nord.....	191
3- L'extension des prérogatives régionales dans l'après-guerre.....	194
L'envers de la croissance.....	196
Un développement inégal.....	196
Une centrale de placements pour les liquidités locales.....	202

L'érosion des bases paroissiales	206
Un renforcement des dispositifs fédéraux d'encadrement.....	207
Redéfinir les modalités de financement des structures fédérales.....	207
De l'incitation à la contrainte.....	210
La mobilisation des fonds locaux dans des initiatives «nationales».....	213
Le mouvement des «caisses millionnaires».....	215
Un contre-pouvoir à l'élargissement de la sphère d'intervention des fédérations.....	216
Quand les limites paroissiales deviennent une entrave à la croissance.....	218
L'ascension des gérants professionnels des établissements urbains	220
Le poids politique des caisses urbaines.....	221
Le recul de la petite bourgeoisie d'affaires et la montée des gérants.....	223
Chapitre 3: LA VIE INTERNE DU MOUVEMENT.....	227
1- La gérance et l'organisation du travail dans les caisses	232
Le recrutement des premiers gérants.....	234
Faire partie de l'élite locale.....	234
Une élite évoluant à la charnière de la vie municipale et des relations de clientèles.....	239
De la gestion familiale à la gérance professionnelle	241
La vie quotidienne des caisses au tournant des années 1960: quelques exemples.....	241
Une affaire de famille.....	253
L'effritement des filières familiales.....	261
Profession: gérant de caisse	262
La croissance et la spécialisation du personnel.....	268
2- Des hommes d'organisation à l'organisation des hommes.....	278
Entre la «militance» et l'activité professionnelle.....	279
L'activité des élus dans une association faiblement développée	279
Au cœur du pouvoir régional: le gérant.....	285
Les héritiers	294
L'émergence d'une technostructure étagée.....	295
La fragmentation des services et le développement des appareils.....	297
La montée des spécialistes.....	303
La diffusion d'une nouvelle rationalité.....	309
De la participation.....	315

Chapitre 4: LES STRATÉGIES ET LES POLITIQUES FINANCIÈRES.....	322
1- Les pratiques financières des caisses pendant l'entre-deux-guerres.....	326
La collecte et la gestion de l'épargne.....	327
Les dominantes du discours fondateur sur le crédit.....	332
Servir le développement de la localité.....	333
Soutenir les petits producteurs en favorisant l'octroi de petits prêts	335
Les pratiques de crédit.....	339
Le volume et la structure des opérations des caisses.....	340
Les usages du crédit.....	346
Le financement des institutions locales et religieuses	352
2- De nouvelles stratégies financières pendant les décennies d'après-guerre.....	356
La libéralisation du crédit.....	357
Gérer l'incertitude.....	359
La contestation des politiques restrictives de crédit.....	361
De l'épargne «vertueuse» au crédit «ordonné».....	367
Conquérir le marché du prêt à la consommation.....	369
Du producteur au consommateur.....	374
Évoluer parmi les «grands».....	376
Financer l'industrie et le commerce.....	378
La concurrence bancaire.....	385
Élargir son pouvoir d'investissement.....	388
CONCLUSION.....	395
BIBLIOGRAPHIE.....	411
APPENDICES.....	435

LISTE DES TABLEAUX

1.1	Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie socioprofessionnelle, le statut au terme de l'assemblée de fondation et la souscription de parts sociales, diocèses de Nicolet et Trois-Rivières, 1909-1920 (nombres absolus et %)	90
1.2	Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie socioprofessionnelle, le statut au terme de l'assemblée de fondation et la souscription de parts sociales, Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1935 (nombres absolus et %)	104
1.3	Progression des caisses des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières envisagée selon diverses variables, Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1935	109
1.4	Progression des caisses populaires selon le nombre d'établissements, le nombre de sociétaires et l'actif, Union régionale de Trois-Rivières, 1915-1970	112
1.5	Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie socioprofessionnelle et le statut au terme de l'assemblée de fondation, Union régionale de Trois-Rivières, 1936-1945 (nombres absolus et %)	117
1.6	Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie socioprofessionnelle et le statut au terme de l'assemblée de fondation, Union régionale de Trois-Rivières, 1946-1970 (nombres absolus et %)	129
1.7	Les élus des caisses populaires regroupés selon leurs professions, Union régionale de Trois-Rivières, 1940, 1955 et 1965 (nombres absolus et %)	132
3.1	Les gérants fondateurs des caisses populaires regroupés selon leurs professions, Union régionale de Trois-Rivières, 1909-1950 (nombres absolus)	240
3.2	La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires présentée selon les catégories d'emplois, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965 (nombres absolus)	255

3.3	La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires envisagée selon les liens parentaux entre le personnel et les gérants, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965 (nombres absolus)	258
3.4	La participation féminine à l'exercice de la gérance locale envisagée selon son intensité, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965 (nombres absolus & %)	260
4.1	Les prêts sur reconnaissance de dette effectués par les caisses au cours de l'année 1930, Union régionale de Trois-Rivières (nombre, valeur \$ et %)	345
4.2	Les prêts sur reconnaissance de dette effectués par les caisses au cours de l'année 1931, Union régionale de Trois-Rivières (nombre, valeur \$ et %)	345
4.3	Les prêts sur reconnaissance de dette effectués par les caisses au cours de l'année 1932, Union régionale de Trois-Rivières (nombre, valeur \$ et %)	345
4.4	Les prêts sur reconnaissance de dette effectués par les caisses au cours de l'année 1933, Union régionale de Trois-Rivières (nombre, valeur \$ et %)	345

LISTE DES FIGURES

1.1	La population de la région du centre du Québec, localités rurales et urbaines, 1901-1931 (nombres absolus)	66
1.2	Recrutement de nouveaux sociétaires, caisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet, Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1935 (année de comparaison = 1920)	106
1.3	Profil de la main-d'œuvre régionale regroupée en quatre grands groupes d'occupations, 1941-1961 (% de la population active)	124
1.4	Adhésion des populations locales aux caisses populaires, Union régionale de Trois-Rivières, 1915-1965 (nombres absolus)	128
2.1	Affiliation des caisses des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières, Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1935	156
2.2	Localisation des disponibilités liquides des établissements locaux, caisses des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières, Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1935	159
2.3	La structure de représentation du mouvement des caisses Desjardins en 1935	172
2.4	Dépôt de la liquidité encaisse des établissements affiliés, Union régionale de Trois-Rivières, 1935-1945	179
2.5	Indice de croissance réelle de l'actif des établissements affiliés, caisses rurales et urbaines, Union régionale de Trois-Rivières, 1945-1970 (année 1945 = 100)	201
2.6	Structure de l'actif de la caisse régionale regroupée selon trois grandes catégories d'activités financières, Union régionale de Trois-Rivières, 1945-1970 (pourcentages)	205
3.1	La professionnalisation de la gérance locale envisagée selon la profession déclarée des gérants, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1975	264
3.2	Mode de rétribution des gérants de caisses, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965 (pourcentage du nombre de caisses)	265

3.3	Progression du revenu annuel moyen des gérants de caisses, caisses rurales et urbaines, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965 (dollars courants)	266
3.4	La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires présentée selon les catégories d'emplois, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1970 (nombres absolus)	269
3.5	La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires envisagée selon les liens parentaux avec les gérants, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1945-1965	270
3.6	Progression et répartition de la masse salariale dans les caisses populaires, échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965	272
3.7	La structure de l'Union régionale de Trois-Rivières de 1920 à 1940	282
3.8	Fréquence des assemblées des trois conseils, Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1939 (nombres absolus)	284
3.9	La structure de l'Union régionale de Trois-Rivières de 1945 à 1960	291
3.10	Progression du personnel et de la masse salariale annuelle, Union régionale de Trois-Rivières, 1935-1970 (nombres absolus et milliers de dollars courants)	298
3.11	La structure de l'Union régionale de Trois-Rivières en 1970	300
3.12	Progression du personnel de la FQUR, 1945-1970 (nombres absolus)	305
4.1	Progression de la valeur des dépôts et des parts sociales, caisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet, 1915-1940 (milliers de \$ courants et %)	329
4.2	La progression du volume d'affaires des caisses examinée selon la valeur des prêts, des placements et des bénéfices, caisses populaires des diocèses de Nicolet de Trois-Rivières, 1915-1933 (en milliers de \$ courants)	342
4.3	La structure des opérations financières des caisses locales examinée selon trois catégories d'activités, caisses populaires des diocèses de Nicolet de Trois-Rivières, 1926-1933 (en milliers de \$ courants et en %)	343
4.4	Les motifs d'emprunts des cultivateurs dans les caisses populaires, Union régionale de Trois-Rivières, 1934-35 (% du nombre total de mentions)	348
4.5	La composition du portefeuille d'obligations des caisses locales et de l'Union régionale en 1939-40 selon la destination des titres (% de la valeur totale du portefeuille)	354

4.6	Évolution de la structure de l'actif des caisses locales examinée selon l'usage des fonds, caisses affiliées à l'URTR, 1940-1970 (en millions de \$ courants et en %)	360
4.7	Évolution de la proportion de sociétaires disposant d'un emprunt, Union régionale de Trois-Rivières, 1940-1970 (en % et en nombres absolus)	371
4.8	Ventilation du portefeuille de valeurs au 30 août 1971, Union régionale de Trois-Rivières (% de la valeur nominale totale du portefeuille de valeurs)	377

LISTE DES CARTES

1.1	La région du Centre du Québec dans l'ensemble de la Province de Québec	65
1.2	Les caisses populaires fondées dans les diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières entre 1909 et 1920	87
1.3	Le sociétariat des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières en 1935 (selon sept grandes catégories)	113
1.4	Le sociétariat des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières en 1945 (selon sept grandes catégories)	114
1.5	Le sociétariat des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières en 1965 (selon sept grandes catégories)	127
2.1	La répartition régionale des actifs des caisses populaires affiliées à l'URTR en 1945 (valeur regroupée selon six grandes catégories)	199
2.2	La répartition régionale des actifs des caisses populaires affiliées à l'URTR en 1965 (valeur regroupée selon six grandes catégories)	200

AVANT-PROPOS

L'histoire de cette thèse est le fruit d'une étroite collaboration entre Roger Levasseur et le soussigné. Cette collaboration s'est établie au fil de la progression de nos travaux et ce, depuis les premières intuitions de recherche jusqu'à nos publications communes. Elle s'est traduite à peu près à tous les niveaux de la recherche. Ce qui implique l'élaboration des problématiques et des stratégies de recherche, la mise au point des méthodologies d'enquête, la direction du travail des assistants de recherche et la rédaction des articles. Dans le rayonnement de ces travaux, un premier article de revue à teneur conceptuelle fut publié par Roger Levasseur¹. Cette première publication se voulait en quelque sorte une version plus intégrée et plus succincte de problématiques que nous avons eu l'occasion de mettre au point dans le cadre du démarrage de nos travaux sur le mouvement Desjardins. Trois autres articles ont suivi. Deux ont été publiés en collaboration avec Roger Levasseur². Un troisième signataire, Michel

¹ R. Levasseur, «Vers une histoire sociale du mouvement des caisses Desjardins en Mauricie: de ses débuts (1909) à nos jours», *Coopératives et développement*, 22, 2 (1990-1991)

² R. Levasseur et Y. Rousseau, «L'évolution des bases sociales du mouvement des caisses. Le sociétariat de la Fédération régionale du centre du Québec (1909-1965)»,

Bellefleur, est venu se greffer à l'équipe dans l'autre article³. Enfin, un quatrième article conjoint portant, cette fois-ci, sur la dynamique des pouvoirs régionaux au sein du mouvement Desjardins a été accepté pour fin de publication⁴. La thèse que nous soumettons s'inscrit dans la foulée de ces travaux. À plusieurs égards, elle a servi à les alimenter et, à de nombreux autres, elle s'en est directement inspirée.

Les grandes articulations de la thèse, sa cohésion d'ensemble de même que plusieurs de ses développements appartiennent cependant au seul signataire de ces lignes. Elle s'appuie par ailleurs sur l'exploitation de matériel et de sources inédites.

Yvan Rousseau
décembre 1993

Revue d'histoire de l'Amérique française, 45, 3 (hiver 1992): 343-374; «Un tournant dans l'évolution des caisses Desjardins au Québec: la question du crédit à la consommation dans l'Après-guerre», *Annals of Public and Cooperative Economics / Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 63, 1 (hiver 1992): 25-54.

³ M. Bellefleur, R. Levasseur et Y. Rousseau, «La libéralisation du crédit dans le mouvement des caisses Desjardins», dans: P. Lanthier et G. Rousseau, *La culture inventée*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992: 211-229.

⁴ R. Levasseur et Y. Rousseau, «Le pouvoir des régions dans le mouvement des caisses Desjardins: l'exemple de la Fédération régionale du centre du Québec (1920-1970)», *Recherches sociographiques*, [à paraître].

INTRODUCTION

Au crépuscule de son premier centenaire d'existence, le mouvement des caisses Desjardins figure parmi les plus importantes institutions financières au Québec. Des membres qui se comptent par millions, des établissements situés dans près d'un millier de localités, onze fédérations régionales de caisses regroupées au sein d'une confédération et une caisse centrale font de lui le réseau financier le plus dense et le plus fréquenté au Québec¹. Au-delà de 37 000 cadres et employés et près de 20 000 élus lui sont rattachés. Plus d'une vingtaine de sociétés et de filiales spécialisées sont nées dans le giron de ce mouvement. Elles œuvrent dans les domaines des assurances, de la fiducie, du crédit industriel, de l'investissement, du courtage de valeurs mobilières, etc. Les changements intervenus depuis l'époque, pas si lointaine, où la caisse logeait modestement ses affaires dans la résidence familiale de son gérant, à l'enseigne du magasin général ou encore à celle du presbytère, auront donc été profonds et accélérés. À l'ère marquée par l'action des *hommes d'organisation* a succédé, pour ainsi dire, celle de *l'organisation des hommes*.

¹ Le rayonnement de l'organisation du mouvement Desjardins déborde maintenant les confins du territoire québécois. Trois fédérations de caisses populaires établies dans les aires francophones de l'Ontario, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick, se sont jointes à lui en tant que membres auxiliaires. Au moment d'écrire ces lignes, la Desjardins Federal Savings Bank venait de lancer ses activités dans l'État de la Floride aux États-Unis.

Dans le cours de son évolution, le mouvement des caisses Desjardins a constamment retenu l'attention de ses contemporains. Peu d'institutions, pourrait-on dire, ont été aussi interpellées dans le cadre des grands enjeux économiques qui ont mobilisé l'opinion publique québécoise. Dans cette perspective, l'on conçoit que les références aux caisses populaires dans la production historiographique aient été nombreuses. Plus rares sont cependant les travaux consacrés à l'étude du mouvement des caisses à proprement parler. À plusieurs égards, il est demeuré longtemps un parent pauvre de l'historiographie québécoise. Nos connaissances de la structure de ce mouvement, de ses dynamismes internes, de ses bases sociales et des grandes transformations survenues à ces chapitres restent partielles, et tiennent le plus souvent de lieux communs. Il apparaît pourtant comme un terrain privilégié pour comprendre la formation du Québec contemporain du point de vue de son originalité, de sa cohésion interne et de ses foyers de tensions.

Cette étude de sociographie historique est consacrée à l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières, la plus ancienne des onze fédérations régionales, et à ses caisses affiliées depuis leurs origines jusqu'à la fin des années 1960². Elle se veut une contribution à la connaissance du mouvement des caisses à un double point de vue: la formation et l'évolution de son organisation à l'échelle locale et régionale;

² De 1920 à 1932, quatre unions régionales de caisses voient le jour: Trois-Rivières (1920), Québec (1921), Montréal (officiellement fondée en 1924 bien qu'elle ait existé sous l'appellation de Bureau central d'inspection de Montréal à compter de 1921) et Gaspé (1925). Elles sont aujourd'hui désignées sous l'appellation de fédérations régionales. En 1932, elles procèdent à la fondation de la «Fédération de Québec des Unions régionales des caisses populaires Desjardins», maintenant désignée sous le nom de Confédération. Entre 1934 et 1944, six autres unions régionales voient le jour, toutes établies sur la base des limites diocésaines. Pour la clarté de l'exposé, nous nous en tiendrons aux appellations de l'époque, celles d'unions régionales et de Fédération provinciale.

et, d'autre part, les relations qu'il entretient et les intérêts qu'il met en jeu dans son milieu ambiant. Nos travaux analysent les dynamismes internes des caisses locales et de leur fédération régionale et examinent l'évolution de leurs bases sociales, du projet de développement qu'elles nourrissent à l'égard de leur milieu d'implantation et des solidarités qu'elles y déploient. En clair, l'évolution du mouvement des caisses est appréhendée à travers un ensemble de facteurs qui relèvent tant de pressions structurelles internes que des rapports qu'elles entretiennent avec le milieu social.

Cette recherche repose sur l'exploitation systématique des archives de la Fédération des caisses populaires Desjardins du centre du Québec et de la Confédération des caisses Desjardins. Ces fonds d'archives comportent l'ensemble de leurs procès-verbaux, leurs rapports annuels, les rapports d'inspection et les états financiers mensuels de chacune des caisses affiliées de même qu'une quantité importante de dossiers conservés au fil de la période étudiée. Trois milliers de rapports relatifs aux caisses affiliées (états financiers, déclarations de fondations, rapports d'inspections, etc.) et la quasi totalité des registres de délibérations des deux instances fédérales entre 1920 et 1970 ont été consultés pour mener à terme cette recherche.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous nous proposons de faire un survol de la production historiographique consacrée à l'étude de la coopération au Québec. Ensuite serons-nous à même de préciser les questionnements sous-jacents à notre démarche et de rendre compte des principaux enjeux rattachés à une étude régionale du mouvement des caisses Desjardins.

1- LA PRODUCTION HISTORIOGRAPHIQUE

Les historiens ne se sont intéressés à l'étude du mouvement des caisses Desjardins que tardivement. En fait, la première étude historique d'envergure sur le phénomène fut réalisée par Yves Roby, il y a plus de vingt-cinq ans³. Bien qu'ils aient publié peu de travaux sur les caisses Desjardins à proprement parler, les chercheurs des sciences humaines se sont vivement intéressés au phénomène de la coopération, et ce bien avant les années 1960. Cet intérêt s'est initialement manifesté à partir de deux foyers d'activité intellectuelle: l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (HEC) et la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval⁴. L'*Actualité économique*, l'*Action Nationale* et les publications du Service Extérieur d'Éducation de l'Université Laval furent les principaux véhicules de leurs travaux et de leur pensée depuis les années 1930 jusqu'aux années 1960⁵.

³ Yves Roby, *Alphonse Desjardins et les caisses populaires 1854-1920*, Montréal, Fides, 1964.

⁴ Pour être plus exact, il faut mentionner ici que le rayonnement des intellectuels pendant cette période déborde largement ces deux seules institutions. Des écrits sur la coopération paraissent régulièrement dans les publications de l'École Sociale Populaire sous la direction des Jésuites, du Conseil Supérieur de la Coopération (*Revue Ensemble*) et à l'intérieur de la *Revue d'Oka*, pour en nommer quelques-unes. Nous nous en tenons ici à la seule production des milieux universitaires.

⁵ L'*Actualité économique* fut créée en 1925; elle sera l'organe officiel de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal à compter de ce moment. Quant à l'*Action Nationale*, elle fut fondée en 1933 sous l'égide de l'abbé Lionel Groulx. Elle succéda, pour ainsi dire, à l'*Action Française* qui arrêta de paraître en 1928. Elle était directement rattachée à la Ligue d'Action Nationale. Bien que les deux revues soient à vocation différente, rien ne distingue véritablement leurs pensées respectives jusqu'à la fin de la guerre, si ce n'est que la première est plus militante. La plupart des intellectuels qui ont écrit sur la coopération, collaboraient aux deux revues pendant les années 1930-44. Le Service Extérieur d'éducation sociale de l'Université Laval, pour sa part, était rattaché à l'École des Sciences sociales (devenue Faculté en 1943), alors dirigée par le Père Georges-Henri Lévesque.

La thèse de la «reconquête économique»

Dans le prolongement de la réflexion amorcée au tournant du siècle par Errol Bouchette⁶, reprise ensuite par l'École Sociale Populaire, l'*Action Française* avait promu l'idée d'une «reconquête économique» pendant les années 1920. Cette reconquête, soutenait-on, devait s'appuyer sur deux stratégies: la formation d'un capital autochtone et une réforme de l'éducation. Elle préconisait, en outre, une intervention accrue de l'État, un contrôle des investissements étrangers et l'harmonisation du développement de l'agriculture et de l'industrie. Elle était favorable à l'accroissement de la richesse matérielle des Canadiens français à condition qu'elle ne compromette pas leur attachement à la religion catholique. L'épargne canadienne-française était la pierre angulaire de cette stratégie de reconquête de l'économie. Partant de l'idée d'un détournement de l'épargne à la faveur de la grande industrie anglo-canadienne et américaine, on proposait sa canalisation au sein des établissements financiers canadiens-français. Leur renforcement, disait-on, allait favoriser un réinvestissement de l'épargne sous forme de capital vers l'industrie et le commerce canadiens-français. Les premiers travaux sur la coopération d'épargne et de crédit s'inscrivent dans ce climat d'effervescence nationaliste et se nourrissent à peu près tous de la thèse de l'infériorité économique des Canadiens français. À la façon d'un véritable paradigme, cette thèse orientera, pour ainsi dire, la majeure partie de la production historiographique consacrée à la coopération avant les années 1960.

⁶ Notamment dans les ouvrages suivants: «Emparons-nous de l'industrie», *Écrits du Canada français*, 35, 1972 (paru initialement en 1901); *L'indépendance économique du Canada français*, 3^e édition, Montréal, Wilson et Lafleur, 1913 (première édition en 1906).

Ce sont les questions relatives à l'épargne qui semblent avoir préoccupé initialement les chercheurs pendant les années 1930. Dans un article intitulé «L'épargne et les Canadiens français», J.-A. Larivière s'intéressa à la question du contrôle de l'épargne⁷. Partant de données gouvernementales et d'estimations relatives à la localisation de l'épargne canadienne-française, il soutenait l'hypothèse suivant laquelle cette dernière était détournée et administrée à la faveur de la formation du capital anglo-canadien et américain. Il procédait ensuite à une recension des établissements canadiens-français et à l'étude de leur importance relative. Ce capital, soutient l'auteur, naît «chez les petits épargnants, qui se partagent la plus grande partie de la richesse de la nation»⁸. L'épargne étant la «source du capital» et les Canadiens français formant la grande masse des petits épargnants, la reconquête de l'économie passe par l'éducation des «classes laborieuses» à la pratique de l'épargne et par le soutien aux institutions financières canadiennes-françaises: «plus nos dépôts dans nos propres caisses seront nombreux, plus nos entreprises productives auront la chance de se développer», concluait-il⁹.

Dans le prolongement de la thèse précédente, A. Gravel s'intéressa lui aussi à l'épargne canadienne-française, à la différence toutefois que son étude était davantage centrée sur les caisses populaires¹⁰. Réfutant l'argumentation voulant que l'«asservissement économique des Canadiens-

⁷ J.-A. Larivière, «L'épargne et les Canadiens-français», *Études économiques*, 2 (1932), pp. 7-69. Ce périodique parut de 1931 à 1937. On y publiait, en outre, des thèses préparées par les candidats au diplôme des HEC.

⁸ *Ibidem*, p. 14.

⁹ *Ibidem*, p. 51.

¹⁰ A. Gravel, «Les Caisses populaires Desjardins dans Québec», *Études économiques*, 7 (1937), pp. 181-213

français» soit attribuable à leur manque de capitaux, il soutenait au contraire que le problème en était un «d'organisation de l'épargne». Il proposait que les caisses prennent en charge cette organisation en vue, d'une part, de financer les petites et moyennes industries ainsi que le commerce et, d'autre part, qu'elles offrent en collaboration avec l'État le crédit agricole nécessaire à la modernisation de l'agriculture.

Il faudra un certain temps avant que les chercheurs ne consacrent de nouvelles études aux coopératives d'épargne et de crédit. Du milieu des années 1930 à la fin de la guerre, on assiste à un essor sans précédent des coopératives au Québec: non seulement les caisses et les coopératives agricoles vont-elles littéralement quadriller le territoire québécois, mais de nouvelles expériences visent à les étendre aux secteurs de la consommation, de l'habitation, des assurances, de l'électricité, de la foresterie, des pêches, etc. Fascinés par les succès enregistrés par cette formule d'organisation économique, les intellectuels vont l'investir d'une véritable mission nationale. Fait à signaler, leur réflexion sur le phénomène coopératif s'élargit désormais à la notion de «mouvement coopératif»¹¹. Par conséquent, la coopération d'épargne et de crédit sera le plus souvent appréhendée comme étant l'une des composantes de ce mouvement et non comme une entité en elle-même. Par ailleurs, la thèse de l'infériorité économique des Canadiens français reprend un second souffle suite à la parution de deux ouvrages sur la question. Paru sous le titre *Mesure de notre taille*, le

¹¹ La création du Conseil supérieur de la coopération (devenu Conseil de la coopération du Québec) en 1942, sous l'initiative du Père Lévesque, fut en quelque sorte l'expression politique de cette volonté d'unifier les coopératives des divers secteurs de l'économie et de favoriser la coordination de certaines de leurs activités.

premier de ces ouvrages est signé par Victor Barbeau¹². Il marque profondément les milieux nationalistes québécois et demeure une référence fondamentale pour comprendre la pensée coopérative des années 1930-50. V. Barbeau trace le portrait d'une bourgeoisie canadienne-française faible, peu concentrée et réduite à quelques secteurs. Il insiste d'autre part sur la disparition ou l'absorption de plusieurs entreprises par les monopoles. Fait à signaler, ce livre sonne l'alarme. Trois ans plus tard, F.-A. Angers renchérit avec un article épousant sensiblement la même thèse. Dans «La position économique des Canadiens français dans Québec», il analyse en effet la position économique des Canadiens français et conclut qu'ils n'occupent qu'une place marginale parmi les possesseurs d'entreprises et que leur rôle en est un de subalternes¹³. Ce sont trois économistes rattachés aux HEC, Victor Barbeau, François-Albert Angers et Esdras Minville, qui incarnèrent avec le plus d'obstination cette idée d'une reconquête économique par l'intermédiaire de la coopération.

Les deux premiers ont publié un nombre impressionnant d'articles et d'ouvrages sur le thème de la coopération en plus d'être étroitement impliqués au sein du mouvement coopératif¹⁴. Leur réflexion sur la coo-

¹² V. Barbeau: *Mesure de notre taille*, Montréal, Le Devoir, 1936.

¹³ F.-A. Angers, «La position économique des Canadiens français dans Québec», *Actualité économique* (octobre 1939).

¹⁴ En marge de ses activités dans l'enseignement universitaire, Barbeau était un acteur important dans la diffusion des coopératives et un partisan convaincu de la formule. Il était le principal chef de file du mouvement en faveur de l'établissement de coopératives dans le secteur de la consommation. Il fonda d'ailleurs la coopérative de consommation La Familiale en 1937 qu'il présida pendant de nombreuses années et fut, un peu plus tard, vice-président fondateur du Conseil supérieur de la coopération. Il animait des cercles d'étude et prononçait des conférences sur la consommation à travers le Québec. Angers était également au nombre des militants les plus dévoués à la cause des coopératives. Son oeuvre la plus complète à cet égard est relativement récente et reste, à ce jour, une référence importante dans l'historiographie sur la coopération: *La coopération. De la réalité à la théorie économique*, tome I: *Le monde vivant de la coopération*, Montréal, Fides, 1974,

pération est similaire à plusieurs égards. Un postulat fondamental oriente dans un même sens les travaux des deux universitaires. Il s'agit de la thèse suivant laquelle le développement économique est déterminé non par la production mais par la consommation. Partant de cette proposition, ils voient dans le poids démographique qu'occupent les consommateurs canadiens-français sur le marché, la condition objective d'une possibilité de reconquête du contrôle de leur économie. En 1940, Angers écrivait:

«L'idée coopérative ne vise pas à autre chose, en effet, que d'organiser la distribution d'abord, puis la production ensuite, à partir du consommateur et *pour* le consommateur. Normalement, les organisations coopératives vont donc mettre l'économie au service de la consommation, c'est-à-dire, dans un pays où la vaste majorité des consommateurs est canadienne-française, au service des Canadiens français.»¹⁵

Barbeau dit sensiblement la même chose en soutenant l'idée selon laquelle la coopération favorise le renforcement des consommateurs: «Elle leur apprend, dit-il, qu'ils représentent une puissance, qu'ils sont rois et maîtres de toute l'activité industrielle et commerciale».¹⁶ La coopération, soutiendront les deux économistes, avait cette capacité d'harmoniser les rapports entre les différentes classes du peuple canadien-français et favorisait, d'autre part, l'éclosion d'une élite économique: conditions de la mise en place d'une «économie nationale»¹⁷. En somme, Angers et Barbeau concevaient

226 p.; tome II: *L'activité coopérative en théorie économique*, Montréal, Fides, 1976, 445 p.

¹⁵ F.-A. Angers, «Nous sauver par la coopération», *Actualité économique*, 15, 2 (janvier 1940), p. 285-86 (les soulignés sont de l'auteur).

¹⁶ V. Barbeau, «Le coopératisme. Une solution au problème économique et social de notre province», *Actualité économique*, 16, 1 (avril 1940), p. 15.

¹⁷ Barbeau insiste abondamment sur la nécessité d'une collaboration entre les différentes classes du peuple canadien-français dans *Ibidem*, p. 20. Pour sa part, Angers écrivait en 1942: «Nous allons devoir accepter une formule d'organisation économique qui permette à la masse populaire de reconquérir la maîtrise de sa vie économique et de créer ce milieu économique où les talents des nôtres pourront être mieux utilisés et servir, par là, à

la coopération comme une forme particulière de rapports économiques et entretenaient l'espoir de la voir s'imposer, par la seule force du nombre que représentent les Canadiens français, comme forme dominante de l'économie¹⁸.

Du groupe des intellectuels rattachés aux HEC, Esdras Minville est sans doute celui qui s'identifia de plus près au courant favorable au corporatisme social¹⁹. Dans le cadre d'une stratégie de reconquête économique, Minville concevait les coopératives comme des unités de production au même titre que les entreprises capitalistes. Sans souhaiter en faire la forme dominante d'organisation de la production, il privilégiait leur multiplication dans différents secteurs: consommation, épargne, habitation, assurances, etc. Pour lui, le coopératisme correspond à l'épanouissement du corporatisme en ce sens qu'il favorise, dit-il, l'appropriation et l'exploitation collectives des entreprises. Une bonne partie de son œuvre pendant les années 1930-40 est d'ailleurs consacrée à une tentative de

nous donner cette phalange d'hommes d'affaires qui construiront notre cité économique». V.g. F.-A. Angers, «L'idée coopérative fait son chemin», *Actualité économique*, 18, 5 (oct. 1942), p. 470.

¹⁸ Organisées en vertu de principes distincts, les coopératives, écrivait Angers, permettaient «de bâtir des entreprises économiques s'inspirant de principes suffisamment différents de l'entreprise capitaliste pour y être en quelque sorte *parallèles* et pouvoir ainsi *échapper aux lois de la concurrence*». V.g.: *op.cit.*, p. 274 (nous soulignons).

¹⁹ De 1938 à 1942 notamment, l'influence du corporatisme s'étend à plusieurs autres intellectuels aussi intéressés par la coopération. Signalons au passage les écrits suivants: Georges-Marie Bilodeau, *Le vrai remède. Étude de la crise actuelle*, Québec, Action catholique, 1937, 48 p.; Firmin Létourneau, «Les coopératives dans une économie corporative», dans Semaines sociales du Canada: *La coopération*, Montréal, E.S.P., 1937, pp. 223-35; Gérard Filion, «La corporation en marche», *Action Nationale*, 11 (6, juin 1938), pp. 522-33; Joseph-Papin Archambault, «Corporation et coopératives», *L'Ordre nouveau*, 2, 1 (octobre 1939), pp. 1-4; Père Georges-Henri Lévesque, «Corporatisme et coopératisme», *Action Nationale*, 16, 2 (octobre 1940), pp. 92-95. Barbeau et Angers partagèrent eux-aussi, pour un temps, cette idée d'une réorganisation de l'économie à partir des corporations et des coopératives. Leur intérêt pour les premières s'estompa graduellement au profit des secondes.

synthèse entre les doctrines coopératiste et corporatiste, plus précisément à la recherche d'une «troisième voie» dans l'organisation de l'économie. Synthèse, soutenait-il, particulièrement adaptée à la réalité économique des Canadiens français:

«... les Canadiens français, écrit-il en 1943, mal pourvus de capitaux, ne peuvent édifier des entreprises du type capitaliste assez nombreuses et assez fortes pour concourir avec celles que les populations environnantes établissent chez elles et chez nous; par conséquent, s'ils veulent ressaisir leur vie économique par la base, ils doivent recourir à la forme d'organisation qui leur convient le mieux: l'association de personnes, dont le type le plus puissant, le plus souple est la coopérative»²⁰.

De Minville, les analystes de l'historiographie ont surtout retenu l'originalité de sa pensée. Mais il a aussi dirigé des études de milieux qui témoignent de certains aspects intéressants de la réalité des coopératives de cette époque. C'est le cas de l'ouvrage *Notre milieu. Aperçu général sur la province de Québec* où l'on traite de la coopération en plusieurs endroits²¹. C'est aussi le cas de *L'agriculture*, où un chapitre complet est consacré à la coopération en milieu rural et où les caisses populaires, les coopératives agricoles et les mutuelles sont abordées. Les autres chapitres traitent abondamment de coopération et contiennent plusieurs statistiques à caractère historique²².

En somme, la majeure partie des travaux réalisés par les milieux de la recherche universitaire pendant les années 1930 et 1940 fut tributaire de la thèse nationaliste de la reconquête économique par la coopération. Dans

²⁰ Esdras Minville, «L'économique: progrès ou régression?», *Action Nationale*, 21, 1 (janvier 1943), p. 27.

²¹ *Notre milieu. Aperçu général sur la province de Québec*, Montréal, Fides, «Études sur notre milieu», 1942, 443 p.

²² *L'agriculture*, Montréal, Fides, «Études sur notre milieu», 1943, 555 p.

la production historiographique associée à ce courant de pensée, la dimension associative de la coopération prédomine et les coopératives sont définies, le plus souvent, dans leur opposition à l'entreprise capitaliste. Parce qu'ils conçoivent l'économie coopérative comme étant parallèle à l'économie capitaliste, ces intellectuels vont nourrir le projet d'en faire la forme économique dominante de la société et, par là, ils vont l'investir de prérogatives nationales, culturelles et morales. L'influence de ce courant de pensée va perdurer bien au-delà de cette période tout en faisant l'objet de critiques de plus en plus insistantes.

Évoluer dans un environnement capitaliste

Pendant l'après-guerre, les caisses deviennent un acteur non négligeable dans la configuration des rapports de forces sur les marchés de l'épargne et du crédit au Québec. Dans le contexte du déploiement de la consommation de masse, elles sont tiraillées par d'importants débats relatifs à leur politique de crédit. Les intellectuels seront mis à contribution dans le cadre de ces débats. À la question du prélèvement et du contrôle de l'épargne par les caisses vient donc s'ajouter celle de la réaffectation des sommes accumulées, à savoir leur politique de placement et de crédit²³. L'opposition introduite par les premiers chercheurs entre coopératives et entreprises capitalistes fait place à l'analyse de leurs similitudes. Les

²³ L'idée de la nécessité pour les caisses de «rationaliser leur politique de prêt» avait été formulée dès les lendemains de la guerre dans une étude consacrée à la question par l'abbé Jean-Paul Lachance des HEC. Partant d'une analyse statistique des prêts et des placements réalisés par les caisses entre 1936 et 1943, l'auteur concluait à l'inadéquation des pratiques financières des «grosses» caisses qui, disposant de fonds plus importants, tendaient à favoriser le placement au détriment du crédit. À ce sujet: Jean-Paul Lachance, «La politique de prêt des caisses populaires», *L'Actualité économique*, 22, 2 (juillet 1946), pp. 278-300.

critiques de la thèse nationaliste de la reconquête économique par la coopération feront valoir que les coopératives évoluent dans un contexte économique dynamisé par l'entreprise capitaliste et poseront le problème de leur adaptation.

L'une des premières contributions scientifiques à la connaissance de l'histoire économique des coopératives fut celle d'Albert Faucher. Ce dernier entra en contact avec le Père Lévesque vers la fin des années 1930. L'intérêt que la Faculté des Sciences sociales portait aux études sur la coopération l'amena à s'intéresser aux questions coopératives et à collaborer aux travaux de l'équipe des cours du soir. Pendant les années 1940, il réalisa plusieurs études sur la coopération au Québec et au Canada²⁴. L'intérêt des travaux de Faucher tient à ce qu'il élargit la connaissance du phénomène aux nouvelles perspectives de recherche ouvertes par l'histoire économique et, d'autre part, à l'utilisation qu'il fait de la méthode d'analyse comparative. Dans ses essais sur la coopération, il met l'accent sur les facteurs démographiques, géographiques et économiques pour expliquer la diffusion du phénomène en Amérique du Nord. La proximité avec les États-Unis et les relations de voisinage entre le Québec et les autres provinces sont au centre de ses analyses. Il publia également une série de cinq articles à caractère biographique sur Alphonse Desjardins dans lesquels il insistait sur l'importance de son travail intellectuel avant qu'il ne

²⁴ Albert Faucher, *Introduction à l'étude de la coopération dans la province de Québec*, Toronto, University of Toronto, 1944; *L'entreprise coopérative, sa genèse, son rôle économique*, Cahiers de l'Ecole des sciences sociales, politiques et économiques de Laval, 3, 7, 1944, 30 p.; ajoutons trois études parues dans les livrets publiés dans le cadre des publications du Service Extérieur d'Éducation Sociale en 1947: «La coopération agricole dans l'Ontario et les provinces de l'Ouest»; «La coopération agricole dans la Province de Québec»; «La coopération au Canada». Ces trois derniers titres ont tous été réédités dans Albert Faucher, *Histoire économique et unité canadienne*, Montréal, Fides, 1970, 296 p.

procède à la fondation de la première caisse populaire, et soulignait les caractéristiques et l'originalité de son projet²⁵. Les résultats des ces recherches exploratoires furent rassemblés dans un volume qu'il co-signa avec le sénateur Cyrille Vaillancourt, alors gérant de la Fédération des unions régionales des caisses populaires, à l'occasion du cinquantenaire de la fondation de la première caisse populaire en 1950. En plus de regrouper des textes alors inédits d'Alphonse Desjardins, ce petit volume comporte une biographie du fondateur des caisses populaires ainsi qu'une analyse des caractéristiques de son projet qu'ils comparent aux initiatives européennes²⁶. Dans un article qu'il rédigea un peu plus tard, Faucher exprimait ses positions sur la thèse défendue par l'école nationaliste rattachée aux HEC. Dans «Investissement, épargne et position économique des Canadiens français», il procédait en effet à une critique systématique des postulats de la thèse suivant laquelle la reconquête par les Canadiens français de leur économie était possible par une gestion nationaliste de leurs épargnes²⁷. En insistant sur les facteurs d'intégration économique à l'échelle continentale et sur le principe même de la gestion de l'épargne désormais «conditionnée par tout le réseau capitaliste», il mettait en doute la réussite d'une telle entreprise. Il reprochait aux tenants de cette thèse leur méconnaissance des mécanismes qui présidaient au développement de l'économie du XX^e siècle.

²⁵ «Alphonse Desjardins, 1854-1920», (cinq articles couvrant divers aspects de la vie et l'oeuvre d'Alphonse Desjardins) dans: *Vie Française*, vol. XI, nos 1-6 (août-septembre 1947 à janvier-février 1948).

²⁶ Cyrille Vaillancourt et Albert Faucher, *Alphonse Desjardins pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Lévis, Le Quotidien Ltée, 1950, 232 p.

²⁷ Paru dans: *L'enseignement primaire*, avril 1956; réédité plus tard dans: Albert Faucher *Histoire économique et unité canadienne*, Montréal, Fides, 1970, pp. 199-208.

C'est un économiste formé à l'école keynésienne qui mènera la critique la plus articulée à l'égard du discours dominant sur les caisses Desjardins à compter des années 1950. André Raynauld publia en effet trois articles importants sur les pratiques financières des caisses populaires²⁸. L'originalité de son analyse tient d'abord au fait qu'il insiste moins sur les différences entre les caisses et les autres institutions financières capitalistes que sur leurs similitudes en matière de pratiques financières. Le point de départ des études de Raynauld est celui de l'entreprise: «l'association, écrit-il, est elle-même une entreprise» dans laquelle «l'entrepreneur est l'usager ou le producteur des services» [...], «c'est donc finalement la nature de l'entrepreneur qui définit la coopérative. La définition est complète et suffisante. Tout le reste n'est qu'interprétation»²⁹. Dans son premier article, Raynauld tenta d'évaluer la progression financière des caisses depuis 1940 et s'intéressa plus particulièrement à leurs gains sur les marchés de l'épargne et du crédit. Il démontrait notamment l'existence de similitudes dans les politiques respectives des caisses et des banques en matière de gestion des actifs. Dans un article publié au début des années 1960, il proposait une «réaffectation» des capitaux gérés par les caisses. Il suggérait notamment l'abaissement de la part de l'épargne consacrée aux prêts hypothécaires et aux placements obligataires à la faveur du crédit à la consommation et à l'engagement de capitaux dans une société mixte (État/coopératives) consacrée au financement industriel.

²⁸ «Notes sur les caisses populaires», *Actualité économique*, 32, 3 (oct.-déc. 1956), pp. 474-487; «Les caisses populaires devraient se réorienter», *Maclean*, 1, 4 (juillet 1961), pp. 13, 62-65 [Une version mise à jour de cet article fera l'objet d'un chapitre dans: *Institutions économiques canadiennes*, Montréal, Beauchemin, 1964, 476 p.; «Les coopératives à l'heure du XXème siècle», *Cité libre*, 87 (1966), pp. 6-10.

²⁹ «Les coopératives à l'heure du XXème siècle», *op.cit.*, p. 6.

Partisan d'une libéralisation des politiques de crédit des caisses, Raynauld interviendra à quelques reprises en tant que conférencier à l'occasion des Congrès de caisses populaires. L'article qu'il publia dans la revue *Cité libre* en 1966 est sans doute celui qui eut le plus de retentissement parmi les chercheurs intéressés par la coopération. Rédigé dans un style particulièrement tranchant, cet essai constitue une critique cinglante du discours tenu par les promoteurs de la coopération. Abordant successivement la nature, l'idéologie et la productivité des coopératives, Raynauld met en doute leur capacité de résoudre les problèmes économiques contemporains. L'intérêt de cet essai polémique de Raynauld, sur lequel nous n'insisterons pas davantage, tient à la rupture qu'il consomme dans l'historiographie sur la coopération. Jusqu'à cette date, les postulats de la recherche sur la coopération n'avaient jamais fait l'objet d'un véritable questionnement. En concevant les caisses populaires sous l'angle de leurs similitudes avec les entreprises, Raynauld les invitait à prendre le virage entrepreneurial dans un contexte où elles étaient appelées à devenir un acteur de premier plan dans l'économie québécoise.

Trois synthèses historiques

Yves Roby fut le premier historien de formation à réaliser une étude d'envergure sur les caisses Desjardins. Cette première véritable mise en forme de l'histoire des caisses jusqu'en 1920 emprunte à la fois au genre biographique et à l'histoire sociale. Elle a le mérite de mettre de côté les soucis apologétiques qui avaient caractérisé jusqu'alors la plupart des écrits consacrés à la vie du fondateur des caisses populaires³⁰. Pour Roby,

³⁰ Signalons quelques exemples: Georges Boyles, *The Poor Man's Prayer: The Story*

l'émergence des caisses et leur succès pendant cette phase initiale de leur développement s'expliquent par la combinaison de deux facteurs: les bouleversements économiques du Québec au tournant du siècle (difficultés de l'agriculture, urbanisation, exode rural au profit des centres manufacturiers, etc.) et, d'autre part, la synthèse originale et particulièrement adaptée à son milieu que représente le modèle mis au point par Desjardins en s'inspirant des expériences coopératives européennes en matière d'épargne et de crédit. Il consacre par ailleurs de nombreuses pages à l'imposant travail d'organisation et de propagande réalisé par Desjardins et ses proches collaborateurs, aux stratégies déployées pour fonder de nouvelles caisses et met en lumière certains aspects de leur fonctionnement jusqu'en 1920. Il insiste abondamment sur l'allié qu'a constitué le clergé dans le projet de Desjardins et souligne enfin son rôle de premier plan dans la direction des opérations des caisses pendant les premières années de leur fonctionnement. Si cette étude à caractère historique a le mérite de se distinguer des précédentes par la rigueur de l'approche méthodologique préconisée par son auteur, elle comporte aussi d'importantes faiblesses au plan conceptuel et laisse plusieurs questions sans réponse. Ainsi, la notion de «classes laborieuses», utilisée couramment par Alphonse Desjardins pour désigner les agents de la petite production et plus particulièrement les petits propriétaires, est-elle reprise telle quelle par l'auteur sans véritablement en interroger le sens³¹. Faiblesses qui tiennent également à l'importance qu'il accorde à l'influence exercée par Alphonse Desjardins sur l'évolution des

of Credit Union Beginnings, New York, Harper, 1951, 207 p.; André Vachon, *Alphonse Desjardins. Un modèle pour la jeunesse*, Charlesbourg, s.é., 1962, 44 p.

³¹ À maintes occasions dans le texte, Roby s'en tiendra au discours que tient Desjardins pour qualifier son projet, faisant valoir notamment qu'il s'agissait d'un «plan destiné à revaloriser les conditions de vie de nos classes laborieuses et à les tirer du marasme où elles se trouvent», V.g. Roby, *op.cit.*, p. 135.

caisses pendant les deux premières décennies de leur existence³². Le personnage du fondateur apparaîtra ainsi sous le jour de ses attributs personnels (son altruisme, sa détermination et sa clairvoyance sociale) sans être véritablement re-situé dans le panorama des forces économiques, sociales et politiques de son époque. Roby sera conséquemment porté à insister abondamment sur les facteurs de cohésion d'un mouvement dirigé par son fondateur mais très peu sur les tensions et les enjeux qui le travaillent à l'interne.

Cette première véritable synthèse de l'histoire des caisses populaires a constitué, en quelque sorte, une œuvre majeure dans l'historiographie consacrée à la question. Au plan de l'interprétation cependant, elle va dans le même sens que les explications traditionnelles qui attribuent l'émergence des coopératives à l'existence de conditions économiques difficiles et à la clairvoyance sociale des leaders³³. Ces interprétations comportent deux

³² Signalons, à titre d'illustration, un passage particulièrement évocateur à cet égard: «Le succès de l'oeuvre, écrit Roby, reposait entièrement sur les épaules d'un seul homme. Desjardins avait créé la Caisse populaire, l'avait implantée au Canada et en avait conservé la direction exclusive; il en réglait le fonctionnement à la façon d'un chef d'orchestre». *Ibidem*, p. 137.

³³ Cette interprétation, partagée par les dirigeants, se retrouve dans la majeure partie des travaux consacrés aux coopératives au Québec et à l'étranger. Elle transpire encore de la plupart des monographies réalisées sur les caisses Desjardins. Signalons quelques exemples récents pour le Québec: Léo Bérubé et al., *Les caisses populaires Desjardins solidaires depuis 60 ans*, Montréal, Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, 1984, 96 p.; Jacques Lamarche, *La saga des caisses populaires*, Montréal, Les Éditions La Presse, 1985; Myroslaw Smereka, *Au-delà des divergences: Histoire de la Caisse populaire de Paquetteville*, Sherbrooke, Éditions de l'Université de Sherbrooke, 1985; Marcel Labonté, *Les maillons de la chaîne: l'édification du Mouvement Desjardins en Estrie*, Sherbrooke, Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie, 1988. Au Canada anglais, signalons les travaux de Ian MacPherson, notamment, *Each for all: a History of the Co-operative Movement in English Canada, 1900-1945*, Toronto, The Carleton Library, 1979; et les nombreux ouvrages de Moses M. Coady, en particulier, *Le sens social du mouvement coopératif, Antigonish*, Université St-Francis Xavier, 1956. Pour les États-Unis, on se reportera à la synthèse largement esquissée par J. Carroll Moody et Gilbert Fite, *The Credit Union Movement: Origins and Development, 1850-1970*, Lincoln, Nebraska, University of Nebraska Press, 1971.

failles importantes. D'abord, le prosélytisme des leaders n'explique pas leur présence dans certains milieux particuliers et à certaines époques déterminées et leur inexistence en d'autres lieux et en d'autres temps. Ensuite, il n'existe pas de relations causales entre les conditions économiques difficiles et l'essor de la coopération³⁴. On comprend mieux, à partir d'une telle hypothèse, que la formule n'ait pas connu plus de succès dans les pays sous-développés.

Dans un ouvrage qui s'annonce être le premier d'une série consacrée à l'histoire du mouvement Desjardins, l'historien Pierre Poulin a récemment repris le chantier laissé en friche par Roby et a proposé une nouvelle synthèse de l'évolution des caisses populaires entre 1900 et 1920³⁵. Son ouvrage se veut surtout attentif aux conditions d'émergence et de développement des caisses qu'il situe plus largement comme une réponse particulière «d'une société soumise à la pression de forces économiques et politiques qui menacent son organisation et ses structures traditionnelles»³⁶. À travers une analyse minutieuse du fonds d'archives Alphonse-Desjardins, Poulin a insisté sur la configuration du réseau d'organisations et d'individus sur lequel s'est appuyé le fondateur des caisses pour mener à terme son projet de diffusion des coopératives d'épargne et de crédit. À

³⁴ En s'appuyant sur la thèse du développement inégal, R. J. Sacouman a étudié l'implantation des coopératives en Nouvelle-Écosse durant les années 1930 et 1940. Par une analyse des caractéristiques structurelles des localités réceptives à l'implantation des coopératives et de celles qui ont été moins réceptives, il a établi certains rapprochements entre l'inégal développement capitaliste et la configuration régionale des coopératives: les aires régionales plus prospères et les plus développées étant généralement les mieux prédisposées à accueillir les coopératives. V.g.: R. J. Sacouman, «Underdevelopment and the Structural Origins of Antigonish Movement Co-operatives in Eastern Nova Scotia», *Acadiensis*, 7, 1 (automne 1977), pp. 66-85

³⁵ P. Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins. Desjardins et la naissance des caisses populaires 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, I, 1990, 373 p.

³⁶ *Ibidem*, p. 31.

cet égard, il définit ces dernières comme étant l'expression plus large d'un «mouvement social». Mouvement dont la naissance et la progression seraient étroitement liées à d'autres mouvements sociaux naissants: en particulier le mouvement d'action sociale catholique lancé par les évêques et le mouvement nationaliste animé par les Bourassa, Asselin, Montpetit et autres. Les pages qu'il consacre aux relations entre les leaders des trois mouvements et à leurs convergences idéologiques comptent parmi les plus intéressantes. Par ailleurs, Poulin a approfondi la question de la législation coopérative à laquelle Desjardins engagea plusieurs années d'efforts et le rayonnement de ses activités aux États-Unis.

Par rapport à la démarche de son prédécesseur, l'intérêt de l'étude de Poulin réside donc dans l'effort qu'il emploie à re-situer plus largement l'activité d'Alphonse Desjardins et l'évolution des caisses populaires pendant les années 1900 et 1910. Cependant, les alliances entretenues par les leaders du mouvement des caisses avec les autres forces sociales et politiques de l'époque, telles qu'il les représente, ne tiennent le plus souvent qu'à leurs seules affinités idéologiques et à ce qui semble être le point de convergence de leurs projets respectifs: la résolution de la «question sociale» et «nationale» posée par le déploiement du capitalisme de grande échelle et le libéralisme économique. Tout, dans ce récit, gravite autour du personnage du fondateur, de sa pensée, de ses activités et de ses liaisons avec les leaders du monde religieux ou nationaliste. Quant à l'activité des caisses à proprement parler, elle ne fait l'objet que de peu d'attention: au plus une trentaine de pages sur plus de 300. Enfin, le problème des tensions internes du mouvement des caisses est encore une fois largement escamoté.

Le problème des tensions vécues au sein de l'organisation des caisses et de leurs enjeux sociaux est au centre de la thèse soutenue par le troisième historien. Ronald Rudin a proposé une interprétation originale de l'évolution des caisses populaires de leurs origines à la fin du deuxième conflit mondial³⁷. *In Whose Interest?* explore principalement deux ordres de problèmes: les bases sociales du mouvement des caisses et, d'autre part, les enjeux de classes relatifs à sa centralisation.

Dans la première partie intitulée «The Petite Bourgeoisie and the Poor», Rudin examine, durant la phase d'implantation des caisses populaires, les relations entretenues par leurs leaders de première souche, recrutés principalement parmi les effectifs de l'ancienne petite bourgeoisie, et les éléments les plus pauvres du Québec rural et urbain. S'opposant à une perception véhiculée par un important courant historiographique, il remet en cause l'idée que l'établissement des caisses se soit appuyé sur la mobilisation des classes les plus pauvres de la société québécoise. L'émergence des caisses, soutient-il, fut tributaire de l'action des agents d'une classe particulière de la société «namely Quebec's traditional petite bourgeoisie of small business, clerics, and professional men»³⁸. Craignant que les avancées du grand capital et la progression de l'urbanisation n'aggravent davantage leur situation, les agents de la petite bourgeoisie auraient, selon lui, misé sur le caractère décentralisé et le rayonnement local de ces établissements pour rétablir leur influence au sein de la société canadienne-française. Dans cette perspective, poursuit-il, le projet des fondateurs des

³⁷ R. Rudin, *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires 1900-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 185 p.

³⁸ *Ibidem*, p. xii.

caisses n'était pas tant d'améliorer le sort des couches sociales les plus démunies que de reconduire les anciennes lignes d'autorité sociale du Québec. Pour parvenir à ses fins, cette petite bourgeoisie avait cependant besoin de l'appui des plus pauvres; les caisses, dans la vision proposée par cette classe, y seraient apparues comme «an institution to bring together the petite bourgeoisie and the poor»³⁹. Figures dominantes des communautés locales et de ses principales institutions, les premiers leaders orientèrent le développement des caisses dans des directions qui n'étaient pas toujours compatibles avec les intérêts du plus grand nombre et les principes fondateurs des coopératives d'épargne et de crédit. En effet, observe l'auteur, les politiques qu'ils préconisèrent pour développer les caisses décourageaient souvent la participation populaire.

À la veille de la Deuxième Guerre, poursuit R. Rudin, le leadership de la petite bourgeoisie est ouvertement contesté de l'intérieur par les agents d'une nouvelle classe montante, issus des cadres de la grande organisation bureaucratique. Postés aux commandes de la nouvelle fédération provinciale et gagnés aux vertus de la centralisation, les nouveaux dirigeants vont préconiser des politiques qui heurteront de plein fouet les positions des leaders traditionnels, réfractaires à tout mouvement en faveur d'une direction centralisée des caisses. Dans la partie intitulée «Challenge from a New Class», Rudin aborde les tensions provoquées par l'affirmation de la fédération provinciale qui culminèrent au sortir de la guerre avec le détachement de neuf caisses des cadres de l'Union régionale de Montréal. Ces tensions, qu'il définit largement comme l'expression d'un conflit entre ancienne petite bourgeoisie et nouvelle classe moyenne, sont

³⁹ *Ibidem*, p. 26.

analysées sous l'angle de trois enjeux: la centralisation des pouvoirs, la confessionnalité des caisses et leurs relations avec l'État.

Voilà, résumées succinctement, les principales réponses de l'auteur à la question qu'il formulait dans le titre de son ouvrage. La thèse est séduisante; rédigée dans un style limpide et incisif, elle forme un ensemble relativement cohérent grâce à un effort de contextualisation digne de mention. Les interprétations proposées par Rudin dans chacune des deux parties de l'ouvrage ne sont toutefois pas exemptes de critiques.

Dans la première partie consacrée aux bases sociales du mouvement, toute la démarche de l'historien vise, en fait, à démontrer la faiblesse de l'enracinement des caisses parmi les classes populaires de la société québécoise du premier tiers du siècle. Si sa démarche réussit parfois à se faire convaincante par sa rigueur méthodologique, la thèse qu'elle s'attarde à réfuter pose certains problèmes. En effet, A. Desjardins et ses collaborateurs n'ont jamais réellement soutenu, sauf exceptions, qu'ils entendaient s'appuyer sur les éléments les plus pauvres des localités mais bien sur ceux de la petite bourgeoisie. Dans le discours des promoteurs de l'époque, «classes laborieuses» et «classes démunies» ne sont pas nécessairement synonymes. Lorsque Desjardins utilise le premier vocable pour nommer les groupes qu'il entend favoriser à travers les caisses populaires, il ne fait pas allusion aux éléments les plus démunis de la société mais bien aux petits propriétaires et aux indépendants. Or, toute l'argumentation de Rudin part de cette confusion entre les deux notions. À certains égards, le ton utilisé par l'auteur de même que l'ensemble de sa démarche voisinent qua-

siment le procès d'intention⁴⁰.

La seconde partie centrée sur la centralisation et la contestation interne du leadership de la petite bourgeoisie procède davantage de l'analyse de discours et de l'application souvent mécaniste de l'approche en termes de classes. L'antagonisme que l'auteur tente de reconstruire entre les éléments de la petite bourgeoisie et les agents de la nouvelle classe moyenne ne repose en définitive que sur peu de choses, soit les conflits qui opposèrent les notaires Wilfrid Guérin et Eugène Poirier, à la direction de deux caisses montréalaises, et Cyrille Vaillancourt, dirigeant de la fédération provinciale. Il en résulte un portrait peu nuancé des personnages, de leurs alliances et de leurs positions ainsi qu'une vision linéaire de la centralisation où le poids politique des unions régionales au sein du mouvement est largement sous-estimé. La logique empruntée par Rudin dans sa reconstruction historique tient, pour une large part, à l'équation réductrice qu'il effectue en associant, d'un côté, la petite bourgeoisie aux deux notaires montréalais et à la tradition, et de l'autre côté, les agents de la nouvelle classe moyenne au sénateur Vaillancourt et à la modernité. Enfermé dans cette conception peu dynamique des relations entre les deux classes, Rudin manque quelques bonnes occasions d'en restituer la complexité. À cet égard, il dissimule mal certains malaises, notamment à propos de la représentation massive des éléments de la petite bourgeoisie, plutôt autonomistes, au conseil d'administration de la fédération provinciale au moment où se réalise la centralisation des ressources et des pouvoirs. Embarras

⁴⁰ Cette impression est particulièrement frappante dans le texte qu'il a présenté à l'occasion du colloque tenu au Centre d'études québécoises à l'automne 1990: «Alphonse Desjardins et le marketing des caisses populaires, 1900-1920», dans: Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, *La culture inventée*, Québec, IQRC, 1992: 173-186.

aussi lorsqu'il explique pourquoi les deux notaires, pourtant farouchement autonomistes, étaient favorables à la création d'une caisse provinciale qui aurait eu pour effet de centraliser les fonds à l'échelle provinciale alors que s'y opposèrent leurs adversaires Cyrille Vaillancourt et Laurent Létourneau, ceux-là même qui étaient porteurs du projet de centralisation. Il expliquera la première «incongruité» historique par le fait qu'une fois au pouvoir, le gérant Vaillancourt pouvait difficilement être révoqué, «given his unparalleled understanding of the complex financial institution that was taking shape»⁴¹. La vision centralisatrice de Vaillancourt, enchaîne-t-il, aurait été partagée par certains élus — il n'en identifie cependant que trois — et les cadres du service d'inspection de la Fédération⁴². Dans le cas de la centralisation des fonds, il soutiendra que dans cet enjeu précis les tensions régionales prirent le dessus sur les intérêts de classes des protagonistes.

Au demeurant, l'ouvrage de l'historien Rudin se veut une contribution importante à la compréhension de la formation du mouvement des caisses et des tensions qui l'ont traversé depuis ses origines jusqu'à la fin de la Seconde Guerre.

La réalité contemporaine des coopératives

La réalité des «grosses» coopératives s'est imposée à l'attention des chercheurs au cours des deux dernières décennies. Elle a donné lieu à une production intellectuelle abondante et diversifiée. À la suite des travaux menés par des économistes et des historiens, se sont additionnés ceux des

⁴¹ *In Whose Interest?... op.cit.*, p. 99.

⁴² *Ibidem*, p. 101-102.

sociologues, des politologues et des chercheurs associés aux sciences de la gestion et de l'administration. Les questions qui vont retenir l'attention de ces chercheurs vont s'articuler autour de deux thèmes majeurs: la nature du phénomène coopératif et son rapport avec l'économie dominante et, d'autre part, la «technocratisation» des organisations coopératives.

Dans la foulée de sa croissance exceptionnelle au cours des vingt dernières années, le mouvement Desjardins est devenu une organisation complexe et un acteur de premier plan au sein de l'économie québécoise. Il est devenu courant chez les analystes d'en traiter comme d'une entreprise monopoliste relativement intégrée⁴³. À l'examen de la taille de ses actifs, de ses modes de gestion, de ses méthodes de mise en marché, de sa logique d'accumulation et du contrôle qu'il exerce sur une partie significative de l'activité économique, rien ne semble profondément distinguer Desjardins de l'entreprise à caractère monopoliste. Des observations semblables pourraient être faites à propos du développement récent des coopératives du secteur agricole⁴⁴. L'évolution des coopératives depuis la Seconde Guerre a recentré les débats théoriques autour de la question de leur «dénaturation» en contexte capitaliste⁴⁵. Deux phénomènes se sont

⁴³ Voir, entres autres: André Bastien, «Le mouvement coopératif Desjardins: de l'époque héroïque à l'ère technocratique», *Forces*, 30 (1er trimestre 1975), pp. 4-15; P. Fournier, «Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise», in P. Fournier (dir.): *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives A. Saint-Martin, 1978, pp. 137-181; F. Moreau, *Le capital financier québécois*, Montréal, Éditions coopératives A. Saint-Martin, 1981; Y. Bélanger et P. Fournier, *L'entreprise québécoise. Développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987, 187 p.; G. Lesage, «Desjardins à l'ère du gigantisme. Moderniser et élargir sans perdre ses racines» in *Le Devoir*, 23 mars 1989.

⁴⁴ Voir, par exemple: Claude Beauchamp, *Agropur: cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du canton de Granby 1938-1988*, Montréal, Boréal, 1988.

⁴⁵ Question soulevée initialement par Franz Oppenheimer pendant les années 1910 qui soutenait que les coopératives ne pouvaient que se «dénaturer» en fonctionnant dans un

offerts à l'attention des chercheurs à cet égard: 1) l'incapacité de la formule coopérative de s'imposer comme forme dominante de l'économie et d'engendrer un type nouveau de société; 2) son incapacité de se constituer en secteur distinct au sein de l'économie, d'en humaniser les rapports par son rôle de contrepoids aux pratiques économiques courantes⁴⁶. À cet égard, comme le fait remarquer Isaac Guelfat, il semble que la formule coopérative ait plutôt eu tendance à faire siennes les formes et les règles économiques de l'ensemble dominant⁴⁷.

Dans le cadre de ces questionnements, les travaux de l'économiste Claude Vienney sont sans aucun doute ceux qui ont eu le plus de rayonnement parmi les chercheurs intéressés à ces problèmes⁴⁸. Celui-ci va proposer une problématique originale de la formation, du fonctionnement et des transformations des coopératives. Dans le prolongement des propo-

environnement non-coopératif. Voir: *Économie pure et économie politique*, Giard et Brière, Paris, 1914.

⁴⁶ Georges Fauquet avait déjà soulevé, en 1935, cette incapacité d'étendre la formule coopérative à l'ensemble de l'économie: «La Coopération est *essentiellement*, en effet, dans toutes ses formes, une construction à partir des petites unités de l'économie ménagère et de l'économie paysanne et artisanale. [...] si l'on s'en tient à une vision positive des réalités, écrit-il plus loin, il apparaît que ni la Coopération de consommation seule, ni même l'ensemble des formes de la Coopération, ne peuvent envahir toute l'économie.» En contrepartie, Fauquet avait élaboré une stratégie fondée sur la notion de «secteur coopératif», lequel, en s'imbriquant au «secteur proprement privé» (regroupant, dans sa typologie, les petites unités de l'économie domestique et de l'économie paysanne et artisanale), devait tendre à «ne constituer qu'un seul système, [...] un système de structure fédéraliste qui associe ses petites unités de base pour leur bien commun, tout en maintenant leur autonomie». V.g. *Le secteur coopératif. Essai sur la place de l'Homme dans les Institutions coopératives et de celles-ci dans l'économie*, Paris, I.F.C., 5ème édition française, 1965 [éd. originale en 1935], p. 14-15 (les soulignés sont de l'auteur).

⁴⁷ I. Guelfat, *La coopération devant la science économique*, Paris, PUF, 1966, pp. 67-68.

⁴⁸ Notamment les deux ouvrages suivants: *Les Institutions coopératives comme agents de transformations économiques et sociales*, Paris, École de Hautes Études en Science Sociale, Centre de Recherches Coopératives, 1974-75, 132 p.; *Socio-économie des organisations coopératives. Formation et transformations des institutions du secteur coopératif français*, Paris, Coopératives d'information et d'édition mutualiste, I, 1982, 396 p.

sitions avancées par Fauquet, il identifie la nature particulière de ces organisations comme étant la «combinaison d'un groupement de personnes et d'une entreprise réciproquement liés par un rapport d'activité et de sociétariat». Sa contribution théorique est principalement de deux ordres. En tant qu'entreprises, avance-t-il, la particularité des coopératives ne réside pas tant dans leur capacité de transformer les formations sociales que dans celle de s'y adapter. À ce titre, elles permettent aux agents, dont les conditions de production et d'intégration au marché sont perturbées par l'affirmation du capitalisme, de ré-associer leurs activités au nouveau cadre imposé par le mode de production désormais dominant. En tant qu'associations, les coopératives reconduisent des dimensions de la vie sociale caractéristiques de la communauté perturbée. Elles permettent aux associés d'établir des règles pour reproduire d'anciennes sociabilités et réaffirmer leur attachement à des références idéologiques ou politiques. Cette relation entre l'entreprise et l'association de personnes, entre le «rapport d'activité et le rapport de sociétariat», aurait donc un double effet contradictoire: elle assure le maintien de formes anciennes de sociabilités tout en favorisant l'intégration des formes économiques antérieures aux nouvelles. Elle est par ailleurs au cœur des transformations des coopératives dans la mesure où l'adaptation à l'environnement économique dominant est aussi une adaptation à un environnement changeant. En s'adaptant à un environnement économique changeant, les membres des coopératives se «ré-identifient» comme des acteurs différents de ce qu'ils étaient antérieurement.

Cette nouvelle façon de concevoir les rapports entre les coopératives et leur environnement a servi de fil conducteur à un bon nombre d'études réalisées au cours des dernières années. L'historien André Gueslin expli-

que l'émergence des mutuelles de crédit françaises pendant la seconde moitié du XIX^e siècle par la désarticulation de l'«économie paysanne» provoquée par le mode de production capitaliste⁴⁹. Devant la marginalisation de cette économie rurale, explique-t-il, la paysannerie «ré-associe» son activité au nouveau mode de production. La coopération «apparaît alors comme le moyen de cette adaptation», et les mutations successives que vont connaître les mutuelles de crédit dans les années subséquentes seraient d'abord des adaptations à une loi du développement économique contemporain: le «déclin de l'agriculture»⁵⁰. Dans la même veine, le sociologue J.-Y. Thériault s'est intéressé au mouvement coopératif acadien en le définissant à la fois comme une réponse particulière à la soumission de l'économie acadienne à un développement capitaliste de type périphérique et comme une forme de résistance à la décomposition des rapports sociaux propres au mode de production des petits producteurs⁵¹. Résistance qui, dans le cas acadien, se serait doublée d'aspirations «nationalitaires».

À ces interrogations sur la nature des rapports entre les coopératives et leur environnement économique, s'en sont ajoutées de nouvelles sur l'importance croissante du rôle assumé par la «technostructure» dans leur fonctionnement interne. Le problème de la «technocratisation» des organisations coopératives est en effet apparu comme l'un des thèmes majeurs

⁴⁹ Voir notamment les ouvrages suivants: *Les origines du crédit agricole (1840-1914)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1978, 454 p.; *Histoire des crédits agricoles*. Tome I: *L'envol des Caisses Mutuelles (1910-1960)*, Paris, Economica, 1984, 955 p. et Tome II: *Vers la banque universelle? (depuis 1960)*, Paris, Economica, 1984, 463 p.

⁵⁰ A. Gueslin, *Histoire des crédits agricoles*. Tome I, pp. 8-11.

⁵¹ J.-Yvon Thériault, *Acadie coopérative et développement acadien: contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistance*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, (thèse de doctorat), 1981, 562 p.; voir aussi: «Développement dépendant et pénétration coopérative», *Revue de l'Université de Moncton*, 7, 20 (1980), pp. 7-23.

des recherches sur la coopération au cours des dernières décennies. Dans la foulée des travaux menés par le sociologue Albert Meister sur les associations, ces études se sont notamment attardées aux incidences du phénomène technocratique sur le fonctionnement démocratique des coopératives et sur l'agencement des rapports de pouvoir entre les différents acteurs du monde de la coopération.⁵² Meister faisait valoir le rôle croissant joué par les éléments de cette technostucture dans le développement et le fonctionnement des associations volontaires contemporaines et portait un jugement très sévère sur les tendances récentes de leur évolution au plan démocratique⁵³. Son collègue Henri Desroche a repris ces questionnements dans le cadre de ses travaux sur les coopératives. Il s'est intéressé au jeu des quatre grandes figures des coopératives contemporaines que sont les sociétaires, les administrateurs élus (bénévoles ou cadres), les employés et les cadres nommés⁵⁴. Aux dires de Desroche, ce seraient surtout ces derniers, membres de l'«élite directoriale», qui favoriseraient les changements au sein des organisations coopératives afin d'accroître leur influence, ceci au nom de l'efficacité et de la rationalité. La centralisation des ressources et des activités serait au cœur de ces changements. Cette

⁵² À ce sujet, on consultera l'ouvrage suivant qui est devenu un classique: A. Meister, *La participation dans les associations*, Paris, Editions Economie et Humanisme et Les Editions Ouvrières, 1974, pp. 189-294.

⁵³ Parmi les phénomènes relevés par Meister, mentionnons un affaïssement du militantisme, un élargissement de la place occupée par les spécialistes et les permanents, la substitution d'une participation «instrumentale, fonctionnelle» à la participation «militante et spontanée» des origines, un affaiblissement de l'emprise des idéologies, une augmentation de la taille des organisations, etc. Au terme de son analyse, Meister concluait à l'institutionnalisation des associations. Ces dernières n'étant plus opposées à leur environnement économique dominant, mais nécessaires à sa reproduction». (A. Meister, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Editions Economie et Humanisme et Les Editions Ouvrières, 1972, pp. 166-187.

⁵⁴ Henri Desroche, *Le projet coopératif; son utopie et sa pratique, ses appareils et ses réseaux, ses espérances et ses déconvenances*, Paris, Editions ouvrières, 1976, pp. 334-356.

appropriation des pouvoirs par le centre contribuerait à creuser «le fossé entre les membres et la direction», à atténuer le pouvoir démocratique exercé par les élus et, par là, à accroître les difficultés des coopératives «à conserver la pleine vigueur de leur base démocratique»⁵⁵. Les rapports entre ces quatre populations d'acteurs exprimeraient, selon sa formule, une «démocratie quadripartite», dont deux pôles, les sociétaires et les administrateurs élus, expriment la dimension associative de la coopérative alors que les deux autres, les cadres nommés et les employés, rendent compte pour leur part de ses assises entrepreneuriales.

Ces interrogations sur l'évolution de la vie démocratique au sein de l'organisation des caisses ont trouvé des échos parmi les observateurs québécois, bien que les études approfondies à ce chapitre soient peu nombreuses. Signalons au passage les articles de C. Archibald-K. Paltiel et de G. Caldwell parus respectivement en 1977 et 1980 qui, pour l'essentiel, appartiennent beaucoup plus au genre impressionniste qu'à celui de l'étude concrète⁵⁶. D'autres analystes ont souligné l'émergence d'une techno-structure agissant en fonction de ses propres ambitions, c'est-à-dire «la croissance de *leur* organisation, l'accroissement de *leur* pouvoir en fonction de *leur* compétence»⁵⁷, faisant valoir également qu'elle en arrive souvent «à croire davantage à l'efficacité capitaliste qu'aux vertus du

⁵⁵ *Ibidem*, p. 340.

⁵⁶ C. Archibald et K. Paltiel, «Du passage des corps intermédiaires aux groupes de pression: la transformation d'une idée illustrée par le mouvement coopératif Desjardins», *Recherches sociographiques*, 18, 1 (janvier-avril 1977), pp. 59-92; G. Caldwell, «Révolution du pouvoir dans le mouvement des caisses populaires: technocrates et notables dans le même lit, sous la couverture de la morale coopérative, pendant que les intellectuels ferment les yeux», dans: ACSALF: *La transformation du pouvoir au Québec*, Montréal, Éditions coopératives A. Saint-Martin, 1980.

⁵⁷ J. Besner et L.-C. Bertrand, «Les Caisses Populaires», *L'Action Nationale*, LXII (février 1973), p. 470.

développement coopératif»⁵⁸. À l'intérieur même de l'organisation des caisses, des observateurs mesurent l'importance qu'ont acquise ces «technocrates». Le renforcement de leur influence, notent-ils, mènerait à un affaissement de la participation des membres «de sorte que toute la marche de la coopérative [serait] remise entre les mains des cadres et du bureau de direction, formé d'à peu près toujours les mêmes personnes»⁵⁹, lesquelles «ne croient pas à la participation [...] et la craignent même parfois»⁶⁰. À notre connaissance, une seule étude approfondie a abordé de front le problème du pouvoir des cadres au sein du mouvement Desjardins, il s'agit du mémoire de maîtrise que Michel Beauchamp a consacré aux directeurs-gérants des caisses populaires de la région de Québec⁶¹. Il a souligné le rôle de premier plan qu'ils avaient joué dans le cadre d'enjeux relatifs aux activités du réseau des caisses au cours des années 1970.

Ces dernières années, la recherche sur les coopératives au Québec a eu nettement tendance à se spécialiser et ses écoles de pensée se sont multipliées. Aux études synthèses se sont ajoutées les études de cas. Aux travaux sur le «mouvement coopératif» ont succédé les travaux sur des secteurs déterminés du mouvement coopératif. Dans le domaine de l'agriculture québécoise, il faut signaler les recherches de C. Beauchamp, D. Côté et M. Vézina qui se sont penchés sur la place et le rayonnement des

⁵⁸ Y. Gauthier, «Les coopératives au Québec: un miroir pour notre collectivité», *Possibles*, 1, 2 (1977), p. 73.

⁵⁹ C. Beauchamp et al., *La coopération, formule de développement*, document de travail, 12^{ème} Congrès du MCPD, décembre 1972, Québec, p. 19.

⁶⁰ C. Beauchamp, in *Les institutions coopératives d'épargne et de crédit dans le développement économique et social*, Actes de la Rencontre internationale de Montréal, octobre 1975, F.Q.C.P.D., Lévis, 1976, p. 397.

⁶¹ M. Beauchamp, *Organisations coopératives et pouvoir: Les directeurs-gérants des caisses populaires Desjardins affiliées à l'Union régionale de Québec, leurs atouts et l'utilisation de ces atouts*, thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, 1979, 131 p.

activités des coopératives agricoles sur les marchés de l'agro-alimentaire⁶². Dans le secteur de la consommation, M.-C. Malo et M. Marengo ont cherché à élucider les phases de l'évolution et des transformations qu'y ont connues les coopératives depuis leur essor vers la fin des années 1930⁶³. Le déclin des coopératives de consommation, selon la thèse soutenue par M. Marengo, serait le résultat d'une rupture entre la dimension mercantile de leurs activités et le caractère associatif de leur fonctionnement.

C'est un peu le même genre de dichotomie que l'on retrouve au nombre des préoccupations des équipes de recherche récemment constituées autour de la problématique des relations de travail dans les caisses Desjardins. Les études exploratoires menées par ces chercheurs de l'UQAM et de l'Université de Sherbrooke ont mis en évidence le caractère particulièrement tendu des relations de travail qui y prévalent⁶⁴. Benoît Lévesque, notamment, insiste sur l'effritement des anciens compromis qui s'étaient historiquement établis entre les parties patronale et syndicale du mouvement des caisses, et sur l'importance des enjeux qui devraient se nouer autour des relations de travail avec le décroisement des marchés

⁶² C. Beauchamp, *Agropur: cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du canton de Granby 1938-1988*, Montréal, Boréal, 1988; Daniel Côté et Martine Vézina, «Place des coopératives agricoles dans l'agro-alimentaire québécois», *Coopératives et développement*, 19, 1 (1987-1988).

⁶³ Marie-Claire Malo, *Émergence, fonctionnement et transformation de l'organisation coopérative des consommateurs québécois (1938-1978)*, Ph. D., Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales (science sociales du développement coopératif), 1980, 574 p.; Claudine Marengo, «Naissance, évolution et déclin des coopératives de consommation en France et au Québec», *Coopératives et développement*, 22, 1, (1990-1991): 33-58.

⁶⁴ Yves Bélanger, Dorval Brunelle, Benoît Lévesque et Suzie Melançon, *Le Mouvement Desjardins. L'institution financière et les relations de travail au Saguenay / lac Saint-Jean et à Montréal*, Montréal, UQAM, 1989, 233 p.; Michel Grant, *Les relations de travail dans les caisses populaires: affrontement ou coopération?*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM), 1990, 31 p.; Jean-Paul Gravel et André Mercier, *Portrait du syndicalisme dans les coopératives au Québec*, Sherbrooke, IRECUS, Université de Sherbrooke, 1988

financiers⁶⁵.

Les études récentes sur les coopératives s'articulent donc autour de problématiques généralement plus concises et plus près de leurs problèmes actuels. Au risque de devoir réduire la complexité des phénomènes envisagés, disons que ces travaux cherchent, de diverses façons et selon différentes optiques, à élucider la question de l'adéquation entre la spécificité des coopératives — en termes de structure, d'organisation et de fonctionnement — et les problèmes de gestion, de croissance, de rentabilité et de relations de travail auxquels elles sont confrontées.

Dans les sentiers ouverts par ces nouvelles avenues de recherche, les thèmes de l'identité et de la spécificité de la formule coopérative, qui avaient alimenté la réflexion intellectuelle des années 1970⁶⁶, occupent une place toute aussi névralgique. Au demeurant, c'est le présent et le devenir des coopératives dans un environnement économique changeant, beaucoup plus que leur passé, qui semble plus que jamais retenir l'attention des chercheurs. L'«entreprise coopérative» se présente pourtant comme une réalité sociale et économique difficilement saisissable sans le recul que permet l'approche historique.

⁶⁵ B. Lévesque, «Coopération et syndicalisme. Le cas des relations du travail dans les caisses populaires Desjardins», *Relations industrielles*, 46, 1 (1991), pp. 13-44.

⁶⁶ Citons, parmi de nombreux autres, les travaux suivants: C. Pichette, «La Coopérative, Entreprise Privée ou Publique?», *Revue du CIRIEC, CIRIEC Canadian Review*, 3, 2 (juillet-décembre 1970), pp. 14-26; G. Davidovic, «The Character of the Cooperative Enterprise», *Revue du CIRIEC, CIRIEC Canadian Review*, Centre canadien international de recherches et d'information sur l'économie publique et coopérative, 3, 2 (juillet-décembre 1970), pp. 27-92; F. Bernard, *Cooperative Structures and Crisis Management*, Cambridge, Ph. D. (sociologie), Harvard University, 1976, 252 p.; J.-G. Desforges, D. Lévesque et B. Tremblay, «Dynamique de la coopérative: association et entreprise», *Gestion, Revue internationale de gestion*, 4, 2 (avril 1979), pp. 39-48.

2- LES ENJEUX D'UNE ÉTUDE RÉGIONALE SUR LES CAISSES DESJARDINS

Une histoire largement méconnue

Ce tour d'horizon de la production historiographique consacrée aux caisses Desjardins et plus généralement aux coopératives reste bien incomplet. Nous n'avons insisté que sur les contributions qui nous semblaient les plus révélatrices des grandes orientations de la recherche qui se sont dessinées depuis les années 1930. Il serait fastidieux d'entreprendre un bilan exhaustif d'une production par ailleurs passablement hétéroclite. C'est pourquoi nous nous en tiendrons à quelques remarques d'ordre général.

D'abord, il y a lieu de relever la relation étroite qui s'est tissée entre le monde de l'action coopérative et celui de la recherche sur les coopératives. À quelques exceptions près, il existe une sorte de mimétisme entre le discours que tiennent volontiers les coopératives sur elles-mêmes, leur identité et leurs origines, et celui que la recherche peut entretenir sur les mêmes objets. Dans les études sur la coopération, la distance critique entre militants et chercheurs est pour le moins ténue. Non seulement les intellectuels ont-ils cherché à connaître la coopération, mais ils l'ont souvent investi de prérogatives qui n'étaient pas toujours du ressort de la recherche scientifique. À cet égard, deux sentiments transpirent de la plupart de leurs travaux. Chez les uns, partisans de la formule et profondément nationalistes, elle apparaît comme une panacée aux problèmes économiques de la société québécoise. Chez les autres, établissant des liens de parenté entre autogestion et coopération, des coopératives, épurées de

l'emprise technocratique et renouant avec leurs valeurs fondamentales, offriraient des potentialités nouvelles d'«autodéveloppement»⁶⁷. En somme, beaucoup d'espoirs ont été investis sur les vertus de la coopération; ce qui fera dire à Desroche, dans le titre d'un ouvrage qui est devenu un classique, que le projet coopératif en est un d'«espérances et de déconvenances»⁶⁸. La réflexion menée par les intellectuels s'en est tenue le plus souvent à confronter la réalité des coopératives à leurs idéaux de développement et de participation, ou encore à reconstruire cette réalité en prenant pour principal matériau le discours qu'elles tiennent sur elles-mêmes. Les études de cas concrets restent cependant peu nombreuses. Encore plus rares sont les travaux appuyés sur une approche sociographique rigoureuse. Bon nombre d'interprétations ont ceci en commun: elles ont peu de prise sur l'histoire.

En second lieu, la plupart des travaux qui se sont penchés sur Desjardins l'ont analysé à partir du «haut», laissant ainsi le lecteur avec l'image d'une organisation dynamisée à partir de son centre. Bien que l'on ait constamment associé le succès des caisses d'épargne et de crédit à leur enracinement local, peu d'études se sont attardées à élucider concrètement ces points d'attache, la plupart se limitant à souligner leur grande marge d'autonomie par rapport aux instances fédérales de l'organisation. Exception faite de la monographie réalisée par R. Rudin sur la Caisse de

⁶⁷ Voir par exemple: «Faire l'autogestion. Réalités et défis», numéro thématique de *Possibles*, vol. 4, no 3, printemps-été 1980; Delmas Lévesque, «L'expérience coopérative québécoise: émergence, essor, diffusion du mouvement coopératif québécois», *Coopératives et développement*, Revue du C.I.R.I.E.C., 21, 1, (1989-90), 183-222. [Paru initialement dans le vol. 14, no 2, 1981-82].

⁶⁸ Voir à ce propos, H. Desroche, *op. cit.*, pp. 35-49.

Lévis⁶⁹, il n'existe pas encore d'études approfondies sur les caisses locales⁷⁰. Encore plus mince est notre connaissance des structures régionales de l'organisation. Si l'on exclut de notre recension les études commanditées et réalisées dans le cadre d'anniversaires de fondation⁷¹, aucun ouvrage ne s'est encore sérieusement intéressé au rôle joué par les fédérations régionales dans l'évolution du mouvement des caisses.

Cette perspective de recherche n'est pourtant pas sans intérêt. L'existence des unions régionales est antérieure à celle de la Fédération provinciale. En misant sur le développement de leurs caisses régionales, elles ont initié la centralisation d'une partie des fonds locaux à compter des années 1930. Ces caisses ont permis aux unions régionales de générer leurs propres revenus et de financer la mise en place de leur dispositif d'encadrement alors que le développement de la Fédération provinciale, pour sa part, était lié à une subvention gouvernementale annuelle et, de plus en plus, aux cotisations des caisses affiliées. Les actifs du mouvement étant demeurés largement localisés dans les régions, un pouvoir régional

⁶⁹ R. Rudin, «In Whose Interest ? The First Years of the First Caisse Populaire, 1900-1945», *Historical Paper / Communications historiques*, Société historique du Canada, 1987.

⁷⁰ Dans la bibliographie qu'il a élaborée sur le mouvement coopératif québécois, G. Deschênes a bien recensé plusieurs dizaines de monographies de caisses réalisées pendant les années 1940 et 1950 par des finissants au programme de baccalauréat en sciences commerciales (Faculté de commerce) de l'Université Laval. Si ces monographies sont révélatrices de l'engouement de cette faculté universitaire pour la coopération, elles ont plutôt mal vieilli et leur intérêt, au plan de la connaissance historique, reste passablement limité.

⁷¹ Quelques exemples de monographies réalisées sur les Fédérations régionales: Léo Bérubé et al., *op. cit.* [Fédération de Montréal]; M. Labonté, *Les maillons de la chaîne: l'édification du Mouvement Desjardins en Estrie*, Sherbrooke, Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie, 1988; A. Bernard «Les caisses Populaires ont 75 ans», *Revue d'histoire et de traditions populaires de la Gaspésie*, 53, janvier-mars 1976, pp. 4-40, [Fédération de la Péninsule et des Îles (Gaspésie)]; G. Rivard, *Recueil de souvenirs*, Trois-Rivières, Union régionale de Trois-Rivières des caisses populaires Desjardins, 1977.

relativement important s'est historiquement constitué au sein de l'organisation des caisses. Le partage des pouvoirs entre les unions régionales et la Fédération provinciale au sortir de la guerre, croyons-nous, est plutôt à l'avantage des régions⁷². Ce rapport de pouvoir entre le centre et les régions est d'ailleurs l'un des grands enjeux des refontes de structures introduites au sein de l'organisation pendant les années 1960-70.

Enfin, les historiens se sont bien intéressés aux caisses Desjardins, comme en témoignent les trois ouvrages dont nous avons fait état précédemment, mais ils ont laissé en friche la période postérieure à la Deuxième Guerre. Les archives du mouvement Desjardins n'ont d'ailleurs pas encore été exploitées pour cette période. L'après-guerre apparaît pourtant comme une phase cruciale dans les orientations qui allaient se faire jour au sein du mouvement des caisses au cours des années 1960 et 1970. Notons au passage l'affirmation des caisses urbaines, une concurrence plus vive avec les autres institutions financières, le renforcement des dispositifs d'encadrement des entités fédérales, la montée des cadres et des spécialistes.

Une étude de cas

Cette étude sociohistorique s'inscrit dans le cadre d'un chantier de recherche ouvert depuis 1988 sur l'histoire sociale du mouvement des caisses sous la direction de Monsieur Roger Levasseur. Elle fait suite à des études menées antérieurement sur la vie associative, les élites locales et les

⁷² Cette hypothèse, qu'il s'agira évidemment d'étayer, va donc dans un sens tout à fait différent de l'interprétation de Rudin dans la section de son ouvrage consacrée au problème de la centralisation.

réseaux sociaux en Mauricie au XX^e siècle⁷³. Elle en porte d'ailleurs les empreintes. L'Union régionale de Trois-Rivières et ses caisses affiliées circonscrivent notre terrain d'investigation depuis la fondation des premiers établissements en 1909 jusqu'aux années 1960. Établies sur les territoires bornés par les limites des diocèses de Trois-Rivières (depuis 1920), sur la rive nord du Saint-Laurent, et de Nicolet (depuis 1922), sur la rive opposée, elles offrent un assortiment de situations suffisamment varié pour que les résultats de nos travaux soient révélateurs de l'évolution d'ensemble du mouvement. En effet, la structuration de la région du Centre du Québec au XX^e siècle va s'appuyer sur quatre pôles de développement urbain et industriel de relative importance, quelques petites villes, axées tantôt sur l'agriculture et tantôt sur l'industrie, et un bon nombre de localités rurales à vocation plutôt agricole⁷⁴. Trois ordres de questionnements sont au cœur de notre étude: les rapports entretenus par les caisses et l'Union régionale avec leur environnement social, les dynamismes internes de leur organisation et, enfin, leurs activités financières.

⁷³ Quelques uns de ces travaux sont parus dans le cadre de la publication des actes d'un colloque tenu à Trois-Rivières sur le thème de la sociabilité en 1988: Roger Levasseur et Normand Séguin, «Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières, 1940-1980» in Roger Levasseur (dir.), *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990, pp. 281-96; Y. Rousseau, «Leadership associatif et forces sociales: La Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie au XX^e siècle», *Idem.*, pp. 307-324. Signalons également la monographie que nous avons réalisée sur la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie: Yvan Rousseau, *Vie associative et rapports sociaux: le cas de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie (1934-1975)*, Mémoire de maîtrise (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1987.

⁷⁴ Les agglomérations urbaines de Trois-Rivières/Cap-de-la-Madeleine et Shawinigan/Grand-Mère (rive nord du Saint-Laurent), Drummondville, Victoriaville et leur proche périphérie (rive opposée) vont former les principales bases du développement urbain de la région étudiée. En marge de ces agglomérations, on trouve quelques petites villes telles que Louiseville, La Tuque et Nicolet. Le reste du territoire régional est formé de campagnes et de villages.

Une institution et son milieu

Le mouvement Desjardins s'offre à nous comme un instrument de promotion et un lieu d'expression de groupes définis au sein de la société locale et régionale. Nous visons ici à rendre compte des grandes transformations d'ordre structurel qui travaillent le mouvement dans ses modes de liaison au milieu local et régional. Quelles sont les forces sociales qui ont présidé à l'essor et au développement des caisses populaires dans les localités et à l'échelle de la région? Comment l'Union régionale de Trois-Rivières (URTR) s'est-elle constituée en tant que représentante attitrée des caisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet et quels ont été les enjeux relatifs à cette régionalisation? Quels sont les intérêts sociaux qui se sont exprimés à travers la mise en place de l'organisation des caisses? Telles sont, formulées à leur plus simple expression, les grandes questions explorées dans les deux premiers chapitres de cette thèse.

Sur un plan général, les discours et les pratiques des leaders du mouvement, nous en faisons une hypothèse générale, tendent à évoluer et à converger vers un projet global: la formation d'une élite économique francophone dans le cadre d'une formule d'organisation particulière. Le «faire soi-même» en association constituerait, selon les tenants de la coopération, une formule originale d'organisation de la vie économique, distincte du recours à l'intermédiaire capitaliste ou à l'État. En raison de la faiblesse des capitaux privés détenus par les francophones, font-ils valoir, la coopération d'épargne et de crédit serait un moyen privilégié pour la constitution d'un réservoir important de capitaux de manière à enclencher une reconquête de l'économie par les francophones et de leur assurer

un meilleur contrôle sur le développement de leur société.

Dans son application concrète, cette formule recouvre cependant divers sens et participe de plusieurs finalités, qui à la fois s'opposent et s'appellent, selon les agents, les lieux et les époques en cause. Formulé à partir des instances fédérales du mouvement, le discours sur la coopération valorisera le plus souvent la nécessité d'une direction et de politiques unifiées: la région dans le cas de l'Union régionale, la province dans le cas de la Fédération provinciale⁷⁵. Réappropriée et reformulée par les acteurs locaux dans le cadre de relations de clientèles, la coopération prend une coloration particulière: celle d'une «harmonisation» des rapports entre les «élites» représentées aux instances de décision de la caisse et les sociétaires et, d'autre part, celle d'une collaboration «profitable» entre la caisse et les forces économiques du milieu. Ainsi la conduite d'une telle entreprise n'est pas à la portée de tous, elle est réservée à l'élite: «Les œuvres économiques, disait en 1925 l'abbé Irénée Trudel, propagandiste de l'Union régionale de Trois-Rivières, ne sont possibles que par une élite...»⁷⁶. Mais de quelle élite s'agit-il? Quels groupes la composent? Comment évolue-t-elle dans la durée?

Selon les intentions mêmes d'Alphonse Desjardins, les dirigeants des caisses devaient se recruter parmi les élites locales, ou encore ceux qu'il nommait les «principaux citoyens» de chaque communauté. Milieu de vie qu'il estime adapté à la réalité sociale et nationale du Québec au tournant

⁷⁵ Les expressions pouvoir fédéral, instances fédérales ou structures fédérales que nous utiliserons abondamment tout au long de cet ouvrage réfèrent à la fois aux unions régionales et à la Fédération provinciale.

⁷⁶ J.-R.-I. Trudel, *Les oeuvres économiques, la caisse populaire, la coopération agricole, le crédit populaire*, Trois-Rivières, Imp. Le Bien Public, 1925, p. 2

du siècle, la paroisse s'offre à lui comme le cadre approprié à la mobilisation de la petite épargne, celle des «classes laborieuses», et au financement de la petite production. Assez rapidement cependant, ce modèle d'inspiration ruraliste et communautariste est éprouvé par la réalité d'une société qui s'urbanise et s'industrialise à multiples vitesses. Aux leaders de première souche, composés de membres du clergé, d'exploitants agricoles et d'éléments plus anciens de la petite bourgeoisie vont s'ajouter par la suite les agents des nouvelles professions salariées issues de la socio-économie contemporaine (les cadres et les professionnels salariés). Bien que faisant appel à des forces communes, les caisses étudiées présentent des états d'équilibre qui diffèrent; chacune étant dominée par un bloc d'alliances dont la composition lui est propre eu égard à son milieu d'implantation. Aussi, voulons-nous analyser, dans une évolution longue de plusieurs décennies, l'émergence et le positionnement de nouveaux groupes au sein des instances représentatives des caisses et de l'Union régionale, relayant en partie les «anciens» et contribuant à en réorienter le développement.

Dans le contexte du Québec des années trente-soixante, le mouvement Desjardins participe, en concertation avec d'autres agents (Église, État, syndicats, intellectuels, etc.), à l'émergence et à l'affirmation d'un *mouvement social de développement*, selon le sens donné par Alain Touraine à ce concept⁷⁷. Il en exprime les trois dimensions: 1) un mouvement de classe animé et dirigé principalement par les diverses composantes de la petite bourgeoisie; 2) un mouvement nationaliste en lutte

⁷⁷ Cette perspective d'analyse a été explorée par Roger Levasseur dans une note de recherche publiée récemment: R. Levasseur, «Vers une histoire sociale du mouvement des caisses Desjardins en Mauricie: de ses débuts (1909) à nos jours», *Coopératives et développement*, vol. 22, n° 2 (1990-1991).

contre la domination étrangère; 3) un mouvement tourné vers la modernisation et l'intégration nationales. En d'autres termes, le mouvement des caisses traduit en premier lieu les deux facettes de l'action de la petite bourgeoisie francophone: d'une part, la résistance de ses éléments anciens à leur marginalisation devant l'expansion du capitalisme anglo-canadien et américain; de l'autre, l'affirmation d'éléments nouveaux, issus du développement même de la socio-économie contemporaine, orientés vers la constitution d'un capital autochtone.

D'inspiration «populiste» et nationaliste, il parle au nom des «classes laborieuses» contre la bourgeoisie étrangère, au nom de l'émancipation économique des Canadiens français. Par ailleurs, il entend reconduire des pratiques et des structures de sociabilité (le catholicisme, les valeurs associées à la vie rurale, la mutualité paroissiale, etc.) qui sont précisément menacées par l'ordre économique montant. Les coopératives deviennent alors des lieux où les agents qui les forment établissent des règles leur permettant de continuer de valoriser d'anciens rapports sociaux et de réaffirmer leur attachement à des références idéologiques.

Tout en s'appuyant sur des assises communautaires et en valorisant d'anciennes sociabilités, le mouvement Desjardins s'inscrit dans un processus de modernisation et d'adaptation fonctionnelle à l'économie de marché. À cet égard, l'histoire du mouvement des caisses est faite de résistances et d'adaptations aux réalités sociales et économiques qui s'imposent tout au long du XX^{ème} siècle: par exemple, l'urbanisation, la généralisation du salariat, la concentration de la propriété et du pouvoir économique et le déploiement de la consommation de masse. Au rythme de sa progression

financière, il se transforme profondément: il participe d'abord d'un mouvement social de développement, puis s'affirme progressivement comme l'une des composantes d'un *mouvement de classe dirigeante*.

Cette mutation, serons-nous à même de constater, ne se réalise pas sans heurts. Elle procède de tensions multiples: entre les régions, entre les forces favorables à l'autonomie locale et celles qui préconisent la mise en place d'une direction centralisée, entre la ville et la campagne, et entre classes sociales. La région du Centre du Québec s'offre à nous comme un terrain privilégié pour analyser l'évolution de ces tensions et tenter d'en élucider les enjeux. Elle s'est historiquement formée à partir d'une réunion de deux grandes aires régionales (qui recoupent en fait les limites respectives des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet) séparées par la frontière naturelle que constitue le fleuve Saint-Laurent. Assises sur des infrastructures économiques sensiblement différentes, les caisses sud-riveraines et nord-riveraines ont entretenu des relations particulièrement tendues tout au long de la période étudiée. En marge de ce premier pôle d'expression des tensions régionales, se déploient d'autres oppositions tout aussi importantes: entre les établissements ruraux et urbains, entre les groupes sociaux qui les composent ou investissent leur direction et, plus largement, entre l'Union de Trois-Rivières, les autres unions régionales et la Fédération provinciale.

L'ensemble de ces questions sera abordé successivement dans les deux premiers chapitres. Le premier est consacré à la formation du sociétariat du mouvement des caisses à l'échelle régionale. Celui-ci est appréhendé à travers une analyse de la formation du réseau des caisses et de l'évolution de ses bases sociales. Nous visons à rendre compte des grandes

transformations d'ordre structurel qui travaillent le mouvement dans ses relations au territoire local et régional, au monde rural et au monde urbain et, plus largement, aux classes sociales. Dans le second chapitre, nous examinons l'émergence puis la consolidation de l'URTR en tant qu'organisme distinct et autonome, ses relations avec ses caisses affiliées et ses rapports avec la Fédération provinciale.

Les dynamismes internes de l'organisation des caisses

L'élucidation des rapports entretenus par le mouvement des caisses avec son environnement social ne suffit pas pour rendre compte d'une évolution complexe. Il faut la compléter par l'analyse minutieuse de l'évolution de ses propres contradictions internes. Le troisième chapitre est entièrement consacré à ces questions: la structuration et l'exercice du pouvoir sont au centre de l'analyse. Il s'agira, à cet égard, d'explorer les lignes de fractures qui traversent l'organisation coopérative dans la durée. Cette vie interne, voulons-nous démontrer, participe à la fois des intérêts conflictuels des acteurs qu'elle met en jeu (les membres, les élus bénévoles, les cadres élus, les cadres nommés et les employés), et d'une tension constante entre l'action centrifuge exercée par les dirigeants rattachés aux instances locales et l'activité centripète des dirigeants régionaux. Des tensions similaires caractérisent les relations entre l'Union régionale et la Fédération provinciale.

Comment les problèmes relatifs à la gérance et au personnel des caisses ont-ils été historiquement formulés au sein du mouvement? Comment, d'autre part, la structure opérationnelle des caisses s'est-elle mise en

place dans un contexte où elles étaient relativement autonomes à ce chapitre? Ces deux questions seront d'abord analysées.

On connaît l'importance qu'Alphonse Desjardins accordait aux gérants: non seulement s'assure-t-il du concours d'une personne compétente à cette fonction avant même de procéder à la fondation d'une caisse (un curé, un secrétaire municipal, etc.), mais il voit personnellement à initier les gérants aux rudiments de la gestion des coopératives et à parfaire leur formation comptable. Pendant longtemps, les problèmes qui se posent aux caisses sont ceux d'une organisation encore peu développée: leurs gérants, à l'exemple des autres élus, se recrutent parmi les élites locales; l'apprentissage du métier se fait «sur le tas» et leurs activités s'assimilent à plusieurs égards à celles des militants. Par ailleurs, l'administration quotidienne des affaires financières, la division du travail et les rapports de travail qui prédominent d'abord au sein des établissements sont similaires, à plusieurs égards, aux *patterns* d'organisation caractéristiques des petites entreprises familiales. Dans ces entreprises dynamisées à partir de la famille, les réseaux parentaux sont une filière privilégiée dans le recrutement du personnel et, plus largement, dans l'organisation interne du travail. Les revenus tirés de l'administration quotidienne des établissements sont un complément au revenu familial et les femmes (en particulier les épouses et les filles de gérants) sont souvent celles qui assument effectivement la gérance.

Une autre forme d'organisation du travail coexiste avec le mode familial au sein du mouvement pendant l'après-guerre. Elle est apparentée au modèle qui tend alors à prévaloir dans les entreprises et se caractérise

par l'introduction des nouvelles techniques de *management*. Déjà perceptible aux lendemains de la Seconde Guerre dans quelques grosses caisses, elle s'impose définitivement à compter des années 1960. Ces deux formes d'organisation du travail entretiennent par ailleurs des relations hybrides: elles se complètent, s'entremêlent et coexistent souvent au sein des mêmes établissements. En somme, c'est la coexistence entre une technostructure encore faiblement développée, voire embryonnaire dans la plupart des cas, et la mise à contribution des filières locales et familiales qui nous semble le mieux caractériser le mode d'organisation des entreprises coopératives de niveau local des années 1940-50. L'analyse s'attardera ici à la complexité et à la diversité des situations rencontrées parmi les caisses.

Le renforcement du dispositif de gérance locale, quoiqu'inégalement appuyé d'un établissement à l'autre, apparaît comme l'un des traits marquants de l'évolution des caisses Desjardins pendant l'après-guerre. L'affirmation du corps des gérants s'est réalisée à travers trois processus qui feront l'objet d'une analyse sociographique: la professionnalisation de leurs fonctions, leur autonomisation par rapport aux autres élus et, enfin, leur positionnement au sein de l'organisation d'ensemble du mouvement. Nous voulons démontrer qu'il s'est structuré, à travers cette affirmation des gérants, un pouvoir «périphérique», fondé sur leur fonction de médiation entre le milieu local représenté par ses élites et les instances fédérales du mouvement⁷⁸.

⁷⁸ Cette expression étant entendue au sens que lui a prêté P. Grémion dans l'étude qu'il a consacrée au problème de la centralisation dans l'administration politique française. La notion de «pouvoir périphérique» renvoie plus largement à l'idée selon laquelle la centralisation, loin de supprimer le pouvoir local, en génère des formes spécifiques, «obscurcs sans doute, parallèles souvent, suffisamment affirmées cependant pour contrebalancer le pouvoir du sommet». À ce sujet: P. Grémion, *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Seuil, 1976, p. 12.

Les grandes lignes du processus de formation de *l'entreprise coopérative* locale ayant été restituées, nous abordons ensuite le problème de la mise en place du dispositif d'encadrement régional. Bien qu'encore embryonnaire, un «corps d'élites» — recruté parmi les effectifs des grandes institutions financières et formé dans les écoles spécialisées — est en place à l'Union régionale de Trois-Rivières au sortir de la guerre. Il entretient des relations tendues avec la Fédération provinciale, pour qui la guerre a été l'occasion de parachever la mise au point de son système d'inspection professionnelle. Pour l'essentiel, les structures fédérales d'encadrement et la répartition des pouvoirs établies aux lendemains de la guerre vont prévaloir jusqu'au début des années 1960.

Globalement, cette période aura été celle des gérants locaux, plus particulièrement les gérants des établissements urbains les plus prospères. Jouissant d'une grande marge de manœuvre à la direction de leur établissement et largement représentés aux instances fédérales, ils exercent un véritable contre-pouvoir. À compter du milieu des années 1950, de nouveaux cadres — gagnés aux vertus de la centralisation et de l'organisation bureaucratique et formés aux nouvelles disciplines de la gestion et de l'administration — arrivent en nombre croissant au sein de l'Union régionale et de la Fédération provinciale. Ils investissent les nouveaux services développés par le mouvement, mais aussi par ses sociétés affiliées. Porteurs d'une nouvelle rationalité, ces derniers vont jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des réformes de structures de l'organisation des caisses au cours des années 1960. En privilégiant une approche de type sociographique, ce chapitre se propose de cerner les étapes majeures de la constitution des appareils d'encadrement fédéraux et d'élucider les

dynamismes qu'ils introduisent dans le développement des caisses. L'analyse prendra en compte le processus historique suivant lequel les cadres vont se donner une cohésion pour devenir un groupe en soi, mu par ses propres intérêts et définissant les problèmes et leurs solutions à la lumière de leur propre projet.

C'est à l'existence et à l'activité des sociétaires et de leurs élus que tient le caractère associatif de la coopérative. C'est d'autre part la relation qu'entretiennent ces deux figures types de l'association qui est au cœur de la démocratie de représentation. La connaissance de cette relation, de son évolution et de sa transformation est fondamentale pour rendre compte de la montée des cadres au sein de l'organisation. Le pouvoir des cadres, comme l'ont souligné les travaux de Godbout, se nourrit de la distance plus ou moins grande qui sépare les représentés de leurs représentants⁷⁹. Alphonse Desjardins accordait beaucoup d'importance à l'association. Il en discute abondamment dans son *Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec*⁸⁰. Il voyait dans l'association coopérative une façon de contrer les «méfaits de l'ingérence du gouvernement» et de vaincre «l'individualisme rural». Ces institutions «administrées par les intéressés eux-mêmes», disait-il, devaient favoriser la participation collective des populations paroissiales. Cet idéal de participation, qui emprunte à plusieurs courants de pensée, renvoie aux notions d'action collective, de démocratie et d'égalité. Elles sont d'ailleurs inscrites dans les textes

⁷⁹ Notamment dans les deux ouvrages suivants: Jacques T. Godbout, *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 1987, 190 p.; *La participation contre la démocratie*, Montréal, Editions Saint-Martin, 1983, 190 p.

⁸⁰ A. Desjardins, *Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec*, dans: C. Vaillancourt et A. Faucher, *op. cit.*, pp. 131-232.

définissant le cadre juridique du fonctionnement des caisses populaires: élection des dirigeants *par* et *parmi* les sociétaires, partage des bénéfices entre les sociétaires au *prorata* de leurs activités, gratuité des fonctions administratives, égalité des voix au chapitre de l'élection (un membre, une voix), souveraineté de l'assemblée générale, etc. Les mêmes principes furent appliqués au fonctionnement des associations coopératives de niveau fédéral. Comment l'adhésion et la participation des sociétaires se sont-elles effectivement traduites dans le cours de l'évolution des caisses? À quoi tiennent les liens qu'ont historiquement entretenus les membres avec leur association? Sociétaires ou clients?

En théorie, ce sont les élus qui administrent les caisses entre la tenue des assemblées générales annuelles, étudient les demandes de prêts, fixent les taux d'intérêts et procèdent au placement des fonds non prêtés aux sociétaires. Ils agissent à l'intérieur de deux structures prévues à cet effet: le conseil d'administration et la commission de crédit. La troisième structure, le conseil de surveillance, a été initialement pensée pour s'assurer que les deux premières s'acquittaient de leur mandat dans le meilleur intérêt des sociétaires entre la tenue des assemblées générales. Le conseil de surveillance joue, en quelque sorte, un rôle de «chien de garde» des intérêts des membres qui, autrement, n'interviennent de façon privilégiée qu'à deux occasions: au moment de l'élection et à l'occasion du partage des bénéfices. Toutefois, en marge de cette structure formelle d'exercice du pouvoir, il y a l'exercice du pouvoir réel tel que le révèle l'analyse plus serrée des pratiques des acteurs. À cet égard, un premier constat ressort à l'examen de l'évolution des effectifs des trois conseils des caisses et de l'Union régionale dans le temps long: leur durée en poste se calcule

souvent au nombre de décennies plutôt qu'au nombre d'années. Cette stabilité est favorisée par plusieurs facteurs sur lesquels nous nous pencherons plus attentivement: faible participation aux assemblées générales, peu de candidatures, etc. Mais elle s'explique principalement, croyons-nous, par le mode de renouvellement des élus qui semble prédominer dans la plupart des caisses: la *cooptation*⁸¹. Cette pratique renvoie plus largement à l'existence de réseaux (qui tiennent aux relations de clientèles, mais aussi aux sociabilités plus informelles) entre la caisse et le milieu social à l'intérieur desquels les élus mettent en valeur leur capital de relations sociales. Partant du cas de l'Union régionale et de quelques cas types de caisses, nous analyserons le fonctionnement de ce mode de reproduction des élus.

En définitive, l'exercice de la démocratie et la structuration du pouvoir, tels que nous les observons, se présentent de façon tout à fait originale chez Desjardins. Avec les années, s'affirme ce que l'on pourrait nommer une «démocratie de cadres», c'est-à-dire un mode d'exercice et de reproduction du pouvoir qui se caractériserait par une tendance au fusionnement des organes de représentation et des organes de fonctionnement, de la décision et de l'exécution, du politique et de l'administratif... Ce phénomène se traduit par l'enchevêtrement des figures respectives du cadre et de l'élu, deux archétypes qui sont généralement renvoyés dos à dos dans les études sur la vie associative.

⁸¹ La cooptation étant entendue au sens que lui a prêté Selznik: «To risk a definition, écrit-il, co-optation is the process of absorbing new elements into leadership or policy determining structure of an organization as a mean of adverting threats to its stability or existence». Vg.: «Foundation of the theory of organization», *American Sociological Review*, XIII, février 1947. Voir également, P. Grémion *Op. Cit.*, pp. 412-415.

L'activité financière du mouvement

Mais l'exercice du pouvoir ne constitue pas une fin en soi. Les rapports de pouvoir entre les divers agents du mouvement Desjardins ne prennent véritablement tout leur sens que dans la mesure où l'on s'interroge sur les enjeux économiques qui leur sont rattachés. Et en considérant l'ampleur que vont prendre les capitaux administrés par le réseau des caisses, l'on conçoit aisément l'importance de ces enjeux. Les activités financières des caisses et de l'Union régionale retiennent notre attention dans le dernier chapitre de la thèse. Ces activités, comme nous serons à même de le constater, sont étroitement liées aux bases sociales du mouvement des caisses et aux rapports qu'il entretient plus largement avec les forces vives des localités, de la région et du Québec. En dernière analyse, elles sont toujours l'expression d'un rapport social. Partant de ce point de vue, nous chercherons à comprendre comment la mutualité d'épargne et de crédit s'est effectivement traduite à travers les pratiques et les politiques préconisées par les caisses et l'Union régionale.

L'histoire des caisses à cet égard c'est celle d'une adaptation — lente et difficile par moments, accélérée en d'autres temps — à l'évolution des marchés et aux façons de faire des grands ensembles financiers. Le projet poursuivi par A. Desjardins et ses contemporains est d'organiser un crédit décentralisé en vue de financer les petits producteurs locaux, notamment les exploitants agricoles et les divers agents de l'ancienne petite bourgeoisie propriétaire. En principe, la caisse populaire doit élargir l'accès au crédit à ces groupes évoluant en marge des grands circuits de financement, et ceci de deux façons: d'abord, en favorisant l'octroi de petits prêts à des

conditions avantageuses; ensuite, en laissant la maîtrise des capitaux aux mains des principaux intéressés, c'est-à-dire aux dirigeants locaux. Sous la pression des grands changements socio-économiques et des transformations internes du mouvement des caisses, ce projet est appelé à connaître de profondes remises en question. La première série de ruptures à se manifester à cet égard s'est traduite par l'abandon progressif des politiques productivistes de crédit, appelées tantôt «prêts de production», tantôt «prêts d'exploitation», à la faveur du crédit à la consommation. La seconde s'est exprimée par un phénomène de «délocalisation» des disponibilités des caisses. Elle est favorisée par l'engagement de capitaux de plus en plus imposants dans les circuits de financements des institutions religieuses, publiques et bientôt financières et industrielles.

Les politiques en matière d'épargne, de crédit et de placements sont donc au cœur des alliances et des oppositions qu'ont entretenues les divers agents du mouvement aux différents moments de son évolution. Comment ont évolué les usages sociaux du crédit? À quels groupes les disponibilités des caisses ont-elles effectivement bénéficié? Quelle a été la contribution des caisses et de l'Union au financement des activités des corporations religieuses, locales et gouvernementales? Quel a été le rôle assumé par les entités fédérales du mouvement dans la mise en circulation des capitaux à l'échelle régionale et québécoises? Ces quelques questions seront abordées dans le dernier chapitre.

Chapitre 1

LA DIFFUSION ET L'ENRACINEMENT DES CAISSES

1- UN MONDE EN BOULEVERSEMENT

L'histoire des caisses dans la région du Centre du Québec pendant le premier tiers du siècle, c'est celle d'une résistance du monde rural à sa marginalisation dans le contexte d'une économie régionale profondément bouleversée. Sous les dehors d'un certain conservatisme social, elle traduit d'autre part la volonté des agriculteurs les mieux en point d'adapter leurs exploitations aux nouvelles réalités qui s'imposent au développement des marchés. Aussi, cette histoire entretient-elle des rapports très serrés avec l'Église, le monde agricole organisé, la petite bourgeoisie d'affaires francophone et, plus largement, avec les milieux nationalistes qui sont alors en pleine effervescence.

Le sens de cette évolution première du mouvement des caisses est évidemment à rechercher du côté des bouleversements de la socio-économie régionale, lesquels seront abordés après un bref rappel des grandes transformations qui se déploient à l'échelle de la société québécoise; mais il tient aussi, comme nous le verrons plus loin, au projet nourri par les promoteurs de la formule coopérative, aux alliances qu'ils ont entre-

tenues et aux caractéristiques de l'organisation coopérative mise au point par Alphonse Desjardins.

Un nouvel ordre économique

La grande industrie et la ville s'imposent

L'économie québécoise connaît d'importantes secousses pendant le premier tiers du XX^e siècle. Non seulement la poussée industrielle amorcée précédemment va-t-elle s'accélérer, mais ce sont désormais les monopoles qui vont en donner le ton. Engagée dans la mise en valeur de ses richesses naturelles, la structure industrielle québécoise s'en trouve profondément modifiée: l'hydroélectricité, les pâtes et papiers, l'électrométallurgie, l'électrochimie et les mines deviennent en peu de temps les grands piliers d'une économie tournant en large partie pour approvisionner des marchés extérieurs. Cette progression du front industriel s'accompagne d'un mouvement de concentration des capitaux sans précédent comme ailleurs au Canada et en Occident. Les banques furent à l'avant-garde du processus. Rapidement, les industries allaient emboîter le pas¹. Les grandes transformations économiques du Québec furent initiées en large partie par des entreprises d'origine étrangère, d'abord britanniques puis de plus en plus américaines². La croissance globale des investissements étrangers est en

¹ Le Canada comptait 37 banques à charte en 1896; elles n'étaient plus qu'une dizaine en 1928. Les quatre banques les plus importantes contrôlaient 43% de tout le capital bancaire au début du siècle; en 1930 cette proportion passe à 82%. La même année et toujours pour le Canada, 1% des entreprises contrôlent 63% de l'ensemble du capital industriel. V.g.: Gilles Piedalue, «Les groupes financiers du Canada 1900-1930. Étude préliminaire», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30, 1, juin 1976: pp. 3-34.

² Ici encore une fois, il est difficile d'isoler le cas québécois du cas canadien en raison de l'insuffisance de données. La part des Britanniques dans les investissements étrangers

effet substantielle entre 1900 et 1930: ils passent de 1,2 à 7,6 milliards \$³.

Cette croissance industrielle et les vagues successives de concentrations d'entreprises provoquent des bouleversements majeurs au sein de la société québécoise. Encore majoritairement établies dans les campagnes au tournant du siècle, les populations se massent de plus en plus dans les villes. En 1900, deux Québécois sur cinq vivent en milieu urbain; cette proportion passe à deux pour trois en 1930. De petites agglomérations urbaines, qui s'étaient développées bon an mal an en misant sur la mise sur pied d'industries à vocation régionale tout en servant de lieu de transit ou d'écoulement pour la production agricole des campagnes avoisinantes, vont connaître une croissance démographique sans précédent. Autour des cheminées d'usines s'agglomèrent d'imposantes populations ouvrières. Vivant dans des conditions particulièrement difficiles, la classe ouvrière se fait de plus en plus revendicatrice⁴. Des marchés devenus plus vastes, plus denses et plus diversifiés favorisent la prolifération des activités liées au commerce de détail et s'ouvrent au développement d'un secteur des services. Bref, pendant le premier tiers du siècle, un nouvel ordre économique s'impose, entraînant à ses suites un effritement des formes de production et de distribution de l'ancienne économie.

Au rythme de la croissance des effectifs de la classe ouvrière, se

au Canada passe de 85 à 36% entre 1900 et 1930; celle des Américains est haussée de 14 à 61% pour la même période. V.g.: Bernard Bonin, *L'investissement étranger à long terme au Canada. Ses caractères et ses effets sur l'économie canadienne*, Montréal, École des Hautes Études commerciales, 1967, p. 85.)

³ *Ibidem*.

⁴ J. Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, PUL, 1979, 342 p.

profile une marginalisation du rôle et de la place des travailleurs indépendants et des petits entrepreneurs dans la production et les échanges. De plus en plus, la grande entreprise impose ses «façons de faire» sur le plan économique et offre une concurrence difficilement soutenable aux plus petites. Misant sur la mécanisation des procédés de fabrication et disposant d'importants réseaux de financement, l'entreprise industrielle prend le pas sur le travail artisanal. Impuissants devant la déqualification de leur travail, de nombreux artisans joignent ainsi les rangs de la classe ouvrière. Si, dans un premier temps, la croissance urbaine paraît favoriser la prolifération des petits commerces, elle s'accompagne assez rapidement d'une marginalisation de leur position dans la nouvelle économie. Ces derniers doivent de plus en plus transiger avec des grossistes et manufacturiers qui, étant devenus de grandes entreprises, peuvent imposer sans trop de difficultés leurs conditions de financement. Le déploiement des marchés destinés à la consommation et l'introduction des nouveaux moyens de transport favorisent d'autre part l'arrivée de grandes entreprises commerciales. Elles accaparent une partie croissante du secteur de la distribution au détriment des petits détaillants⁵.

Face à ces changements, l'agriculture apparaît comme une branche dévastée. Les vagues de migration des populations rurales vers les centres industriels avoisinants et les industries de la Nouvelle-Angleterre se poursuivent à un rythme soutenu. Entre 1920 et 1929, la part de l'agriculture dans la valeur nette de l'ensemble de la production québécoise chute de 36,9 à 19,7%; celle de la production manufacturière, pour sa part,

⁵ P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I: *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, pp. 528-532.

s'accroît de 37,6 à 47,0%⁶. Ces bouleversements posent un problème majeur à une économie rurale principalement basée sur l'exploitation agricole et, de façon complémentaire, sur des activités comme l'exploitation forestière, la pêche et la petite industrie: celui de sa désarticulation à la nouvelle économie dominante. En effet, comme l'a relevé Morisset, l'agriculture doit livrer en quantité croissante deux marchandises contradictoires: d'une part, la marchandise agricole propre à nourrir les non-agriculteurs établis dans les villes; de l'autre, la force de travail nécessaire pour faire tourner les usines, les commerces et les services de l'économie urbaine⁷. Pour se réinsérer dans les nouveaux circuits d'un marché désormais dynamisé par l'expansion du réseau urbain, elle doit augmenter sa productivité et ajuster sa production aux nouveaux besoins des marchés. Cette adaptation ne peut cependant se réaliser sans qu'elle ait résolu le problème de son financement. Si, vers la fin du XIX^e siècle, l'industrie laitière paraissait venir à la rescousse des agriculteurs, c'était en effet pour leur poser le problème implacable du crédit. Or, les banques ne les favorisent pas sur ce plan. L'expansion du réseau des succursales bancaires montre bien un progrès sensible de l'intérêt des banques à charte pour le Québec rural; mais souvent, elles y sont intéressées davantage pour l'épargne que pour le crédit. En témoigne l'ouverture de sous-agences qui, entre autres caractéristiques, ne peuvent accorder de prêts⁸.

Devant l'ampleur des problèmes sociaux liés à l'industrialisation et à

⁶ *Annuaire du Québec*, annexe 1923, 1931.

⁷ M. Morisset, *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1987, p. 6.

⁸ R. Rudin, *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises 1835-1925*, Montréal, Boréal, 1988, p. 174-175.

l'urbanisation, les institutions contrôlées par l'Église sont littéralement débordées et les interventions de l'État restent encore bien timorées. Malgré tout, l'action gouvernementale s'étend à de nouvelles prérogatives telles que les relations de travail, le placement de la main-d'œuvre, l'aide à l'indigence, la santé et l'hygiène publique. Ce qui inquiète vivement l'Église qui voit dans la multiplication des interventions étatiques le renforcement d'un pouvoir concurrentiel au sien.

La résistance s'organise

Deux grands mouvements d'opinions dominant l'espace public québécois pendant les années 1900-1930: l'un, d'inspiration libérale, est véhiculé par des gens d'affaires, des hommes politiques et la presse à grand tirage; l'autre, de tradition catholique, est porté par les membres du clergé et de plus en plus par les groupements nationalistes parmi lesquels les membres des professions libérales sont particulièrement actifs⁹. Deux visions du développement, deux projets de société sont en cause. Convaincus que l'avenir leur appartient et disposant du soutien de l'État, les premiers sont d'ardents promoteurs de la croissance urbaine et industrielle. Pour eux, l'industrialisation par le grand capital apporte une réponse au problème de l'exode rural vers les États-Unis et contribue, dans un contexte de croissance économique, à l'amélioration des conditions de vie. En somme, la ville et l'industrie symbolisent le progrès; elles incarnent les forces de l'avenir. Cet enthousiasme des tenants du discours libéral qui insistent sur la face positive du progrès industriel tranche avec celui de leurs vis-à-vis qui, voyant leur situation se détériorer, le perçoivent davantage comme

⁹ P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, *op. cit.*, pp. 695-707.

une menace. Le monde rural, le clergé et les milieux nationalistes sont au cœur d'une véritable contre-offensive pendant cette période.

Les agriculteurs ressentent intensément les effets des nouvelles tendances de l'évolution économique. Qu'il s'agisse d'acquérir de l'équipement, de s'approvisionner en semences et en moulée ou d'écouler leur production sur les marchés, ils doivent désormais composer avec des intermédiaires de plus en plus puissants, lesquels arrivent sans trop de difficultés à imposer leurs conditions. C'est à ce prix que s'industrialise le Québec. Ces bouleversements de l'économie rurale amènent les agriculteurs à se regrouper dans le cadre de coopératives et à se doter d'associations professionnelles. Entre 1910 et 1920, plus de 300 coopératives agricoles sont fondées à travers la province; elles servent surtout à approvisionner les cultivateurs en fournitures de divers ordres et à la mise en marché des produits agricoles¹⁰. Le clergé figure parmi les principaux artisans de la diffusion de ces coopératives. L'essor de la coopération agricole est bientôt suivi par les premières tentatives de regroupement syndical chez les cultivateurs vers la fin des années 1910. En 1924, au moment où l'agriculture québécoise vit des heures particulièrement difficiles, l'Union catholique des cultivateurs voit le jour.

Le problème agraire inquiète vivement l'Église. Omniprésente dans la société et plus particulièrement dans la campagne, elle se sent menacée devant l'ampleur de l'industrialisation et de l'urbanisation. Débordée par la rapidité et l'ampleur des bouleversements sociaux, elle craint

¹⁰ C. Beauchamp, «Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricoles, 1900-1930: quelques éléments de la pratique», *Recherches sociographiques*, XX, 3, septembre 1979, pp. 337-381.

un éventuel divorce avec la masse des fidèles. La progression des idées libérales, le progrès du syndicalisme parmi les ouvriers et les agriculteurs, le déclenchement de grèves importantes et la tenue de manifestations populaires dans les villes lui font craindre le pire¹¹. Forte de son emprise sur les institutions de santé, d'éducation et d'assistance publique, elle redoute surtout que son influence ne s'érode devant la progression des forces de centralisation, en l'occurrence le pouvoir de l'État¹². Tout en maintenant le cap sur l'agriculture et la colonisation, l'Église s'éveille à la nécessité d'ajuster sa stratégie d'encadrement social au caractère irréversible de l'urbanisation pendant le premier tiers du XX^e siècle.

Au risque d'assister impuissante à l'effritement de ses prérogatives sociales, elle cherche d'abord à retenir à la terre des populations rurales dont l'exode se poursuit à vive allure. La mise en valeur de nouveaux territoires agricoles constitue toujours l'une des priorités de l'Église, laquelle prendra des allures d'urgence nationale pendant les années trente. À cet égard, elle compte sur la poursuite du travail amorcé pendant le siècle précédent par les sociétés diocésaines de colonisation, les œuvres des missionnaires-colonisateurs et les missionnaires agricoles. Pour réussir l'entreprise de colonisation, il fallait cependant que le métier d'agriculteur regagne ses lettres de noblesse; il fallait, en d'autres termes, rentabiliser l'agriculture. La coopération agricole et, plus tard, le syndicalisme d'agriculteurs allaient offrir les moyens de cette rentabilisation.

¹¹ J. Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, pp. 94-102.

¹² J. Hamelin et N. Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois*, tome 1: 1898-1940, Montréal, Boréal, 1984, p. 236.

Mais c'est surtout dans les milieux urbains que les positions de l'Église apparaissent les plus fragiles. Sur ce plan, elle doit d'ailleurs réévaluer sa stratégie d'implantation territoriale. Au cours de la période, la fondation de paroisses demeure un souci constant chez les évêques. Entre 1898 et 1930, l'extension de l'échiquier paroissial tient pour les deux tiers au mouvement de colonisation. Mais le poids des paroisses urbaines se fait chaque décennie plus déterminant¹³. L'Église doit d'autre part réexaminer sa stratégie d'encadrement à l'égard de ces populations urbaines rapidement multipliées. L'action sociale catholique allait se présenter comme une alternative aux mouvements sociaux d'origines diverses alors en pleine effervescence. Non seulement le clergé engage-t-il des énergies vers les mouvements coopératifs, syndicaux et nationalistes, mais il crée de son propre chef un vaste mouvement d'action catholique, lequel regroupe une multitude d'associations toutes plus ou moins vouées à la défense de la «race», de la langue et de la religion: Association catholique de la jeunesse canadienne-française, Ligues du Sacré-Cœur, École sociale populaire, Semaines sociales du Canada, etc.

Dans une large mesure, le discours du clergé et celui des milieux nationalistes convergent pendant cette période. Plusieurs se montrent ouvertement hostiles à l'industrialisation qui met en péril la société rurale. Cette résistance se fait de plus en plus manifeste avec les années. L'ampleur des investissements industriels provoque une véritable levée de boucliers dans la presse nationaliste. On réclame du gouvernement des mesures énergiques pour solutionner les problèmes de l'agriculture et de l'exode rural. La situation est jugée d'autant plus inquiétante que

¹³ J. Hamelin et N. Gagnon, *Op. Cit.*, pp. 258-262.

l'industrialisation est réalisée par le capital étranger, entraînant à ses suites des valeurs qui menacent les fondements de la civilisation française et catholique. Symbole du pouvoir anglo-saxon et de la grande industrie capitaliste, la ville conserve une connotation péjorative dans certaines consciences nationalistes et cléricales:

«Nous aurons le sol ou nous n'aurons rien, avançait un conférencier dans le cadre des assises annuelles des Semaines sociales du Canada en 1928. L'industrie, les banques, le grand commerce, n'appartiendront bientôt plus qu'à une poignée de magnats de la finance. L'industrie du papier va tomber bientôt entre les mains d'un des deux groupes qui se disputent l'empire des forêts... Toutes les chutes d'eau, converties en pactoles, ne couleront bientôt plus que dans les caisses de la Shawinigan (Shawinigan Water & Power, Y.R.). Le petit commerce nous échappe. Il n'y a pas aujourd'hui une petite ville de 3 000 âmes qui n'a pas une couple de Dominion Store qui font mourir d'inanition les petits épiciers canadiens-français. Que nous reste-t-il? La terre. Ceux qui viendront après nous seront agriculteurs ou seront les esclaves du capital américain aux États-Unis ou esclaves du même capital dans la province de Québec, ce qui n'est pas mieux».¹⁴

Ce rejet de l'industrialisation n'est cependant pas le propre de l'ensemble du mouvement nationaliste, ni même de l'ensemble du clergé¹⁵. Un certain nombre de nationalistes réalise le caractère irréversible des transformations économiques, mais dénonce le fait que les Canadiens-français n'y participent qu'à titre de subalternes. Dès le tournant du siècle, Errol Bouchette suggère qu'au mot d'ordre «emparons-nous du sol» s'en ajoute un nouveau: «emparons-nous de l'industrie». Cette problématique sera approfondie et diffusée par un groupe d'intellectuels rattachés à

¹⁴ J. Bergeron, «La colonisation», *Semaines sociales du Canada*, Montréal, 1928. Citation rapportée par M. Morisset, *Op. Cit.*, p.15.

¹⁵ À ce sujet: Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Boréal, Montréal, 1988, 301 p.; Lucia Ferretti, *Entre voisins. La société paroissiale en milieu urbain, Saint-Pierre-Apôtre de Montréal 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, 264 p.

l'École des Hautes études commerciales pendant les années 1910-1920. Avec les années, le thème de la reconquête économique par les Canadiens français s'impose à l'attention des nationalistes québécois et s'enrichit d'une réflexion et de débats plus serrés autour des questions relatives à l'épargne et au crédit.

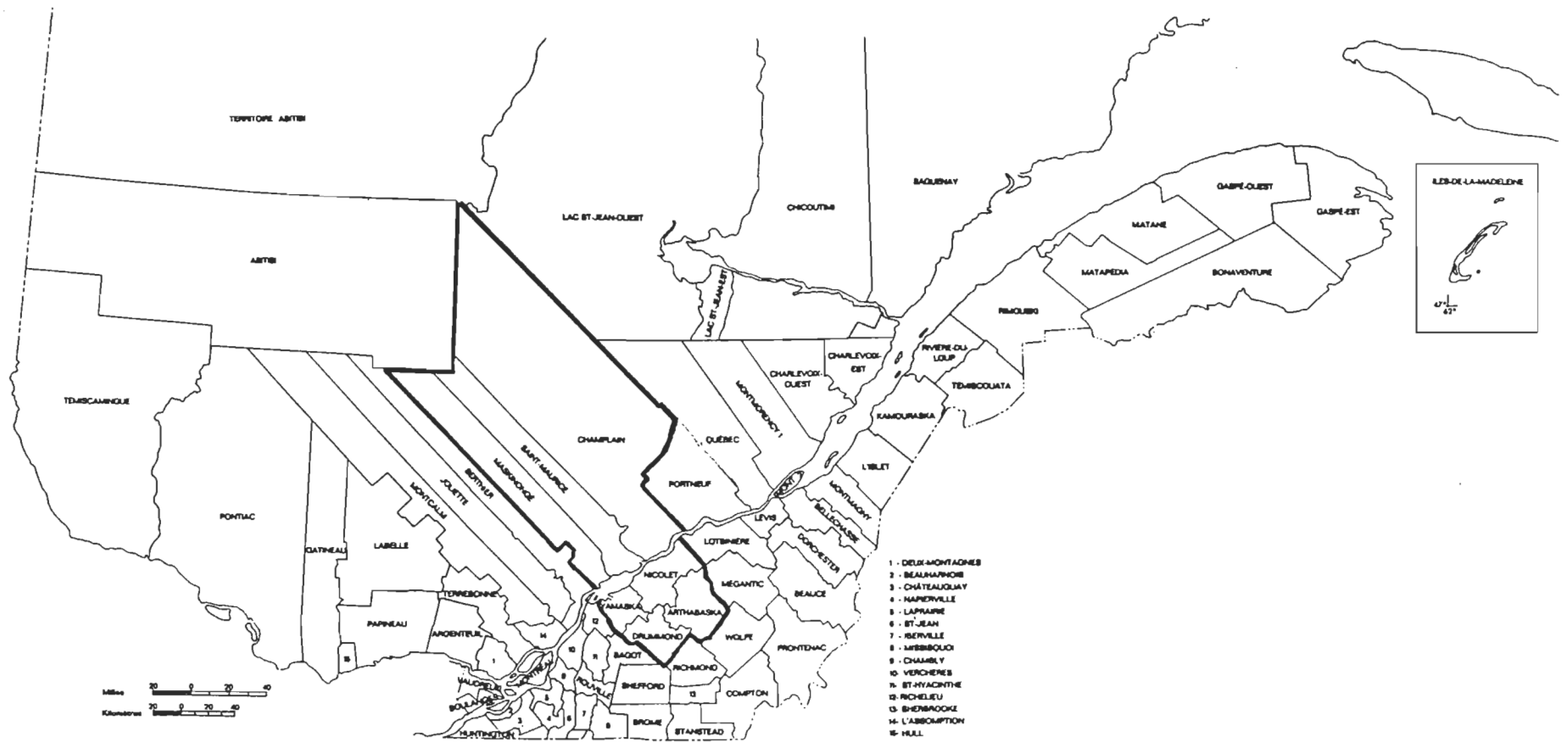
Le Centre du Québec pendant le premier tiers du siècle

La région que l'on appelle communément le Centre du Québec n'existe pas comme telle au début du XX^e siècle. Il existe en fait deux aires territoriales diocésaines distinctes situées sur l'une et l'autre des deux rives du fleuve Saint-Laurent: celle de Trois-Rivières et celle de Nicolet. Sur la rive nord du fleuve, le diocèse de Trois-Rivières regroupe trois vastes comtés fédéraux érigés sous forme de corridors depuis le Saint-Laurent jusqu'aux confins de l'Abitibi: Maskinongé, Saint-Maurice et Champlain. L'essentiel de sa population se concentre dans sa partie méridionale. Au sud, le diocèse de Nicolet est départagé en quatre comtés de dimensions plus modestes: Nicolet, Yamaska, Arthabaska et Drummond.

Le Centre du Québec compte alors pour bien peu dans le panorama industriel du Québec. Les sept comtés totalisent un peu plus de 160 000 résidants, soit environ un dixième de la population québécoise. Aussi cette population est-elle essentiellement rurale avec 83% de ses effectifs en 1901. L'ensemble du Québec, rappelons-le, est déjà urbanisé dans une proportion de 40% à pareille date.

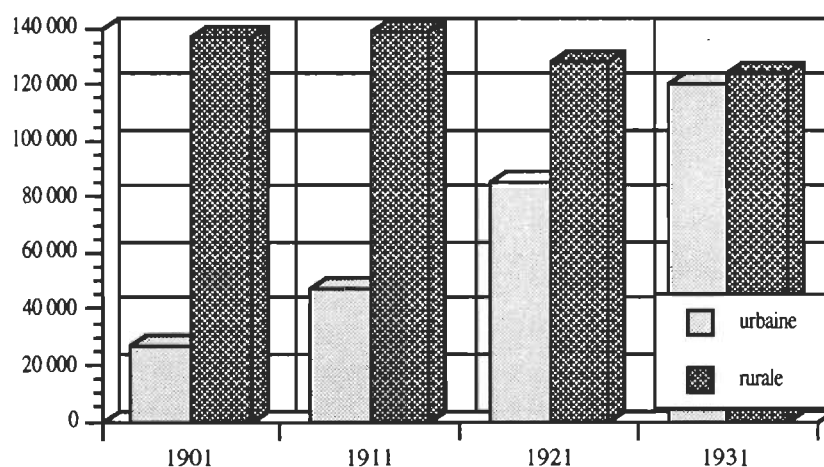
À l'exemple de l'évolution qui se déroule à plus vaste échelle, la région du Centre du Québec connaît de profonds bouleversements pendant

CARTE 1.1
La région du Centre du Québec dans l'ensemble du Québec méridional
divisions de recensement



le premier tiers du siècle, rattrapant en large partie les reculs qu'elle accusait par rapport à la province aux chapitres de l'industrialisation et de l'urbanisation. Sur le plan démographique d'abord, sa population enregistre une hausse substantielle: elle s'accroît dans une proportion de 50% entre 1901 et 1931. Un examen de la figure 1.1 montre par ailleurs que cette augmentation est attribuable à la seule croissance des villes, les localités rurales ayant même essuyé des diminutions de leurs effectifs.

FIGURE 1.1
La population de la région du centre du Québec,
localités rurales et urbaines, 1901-1931*
nombres absolus



Sources: Recensements du Canada, 1901-1931.

Un résidant sur deux habite la ville en 1931, comparativement à un sur six une trentaine d'années plus tôt. Sur le plan de l'industrialisation, les progrès de la région sont tout aussi significatifs. La valeur totale de la production manufacturière régionale passe en effet de 4,7 à 9,2% de l'ensemble de la valeur de la production québécoise; l'importance relative des emplois manufacturiers localisés dans la région s'accroît dans des propor-

tions similaires¹⁶. Si l'on exclut la région de Montréal, la part de la région du Centre du Québec dans la valeur totale de la production manufacturière augmente de 12 à 25%; celle des emplois manufacturiers passe de 12 à 22%¹⁷.

L'agriculture régionale connaît sa part de difficultés pendant cette période. Plusieurs exploitants agricoles, incapables de vivre de la terre, abandonnent leurs fermes pour aller s'établir à la ville en quête d'un travail plus rémunérateur et d'une vie meilleure. La région compte plus de 1 700 fermes abandonnées en 1941¹⁸. En dépit d'un accroissement important de la population régionale, le nombre de cultivateurs enregistre une baisse importante: des 18 714 cultivateurs recensés en 1901, il n'en reste plus que 16 023 en 1931¹⁹. Cette saignée parmi le nombre d'agriculteurs s'accompagne d'autre part d'un mouvement de concentration de la propriété du sol. En effet, ce sont les plus petits d'entre-eux qui périclitent: le nombre de fermes de moins de 100 acres diminue constamment depuis le début du siècle, cependant que les fermes de plus de 100 acres se comptent en nombre croissant²⁰.

Ce premier survol offre un certain éclairage de l'ampleur des trans-

¹⁶ Selon les chiffres avancés par N. Brouillette, *Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois: la Mauricie, 1900-1975*, thèse de doctorat, Université McGill, 1983, p. 321, 329.

¹⁷ *Idem.*

¹⁸ *Recensement du Canada*, 1941.

¹⁹ *Recensements du Canada*, 1901 et 1931. Les fermes de moins d'un acre ne sont pas considérées dans les données.

²⁰ Le nombre de fermes de moins de 100 acres accuse un net recul entre 1901 et 1931, passant de 10 954 à 7 432; les fermes de plus de 100 acres, pour leur part, sont portées de 7 760 à 8 745 pendant la même période. Toujours pour les mêmes années, la superficie améliorée moyenne des terres agricoles est haussée de 47 à 78 acres dans le diocèse de Nicolet et de 42 à 73 acres dans celui de Trois-Rivières. Vg.: *Recensements du Canada*, 1901 et 1931.

formations qui sont à l'œuvre au sein de la socio-économie régionale. Il en occulte cependant une dimension importante, sans laquelle il est difficile de saisir la dynamique de croissance particulière qui va y propulser le mouvement des caisses. Un examen plus approfondi des caractéristiques respectives des deux diocèses et des comtés compris dans les limites territoriales du Centre du Québec révèle en effet l'existence de disparités importantes sur lesquelles nous allons maintenant devoir insister.

***Au nord: de l'économie agro-forestière à l'exploitation industrielle
de la forêt***

Des deux diocèses formant le territoire du Centre du Québec, Trois-Rivières est celui qui vit le plus intensément les bouleversements sociaux et économiques du premier tiers du siècle. Non seulement la poussée industrielle y est-elle plus intense, mais son rythme d'urbanisation compte parmi les plus accélérés à l'échelle du Québec. En trois décennies seulement, la population nord-riveraine est littéralement doublée. Moins peuplé que le diocèse de Nicolet en 1901, le diocèse de Trois-Rivières le surpasse largement trois décennies plus tard. Il le distance également au chapitre de l'urbanisation avec un taux de 60% en 1931, en comparaison à un maigre 33% pour les populations établies sur le territoire diocésain de Nicolet.

Cette croissance exponentielle des villes de la rive nord s'explique en grande partie par le déploiement de la grande industrie monopoliste dans la mise en valeur du potentiel hydroélectrique de la Rivière Saint-Maurice et par la mise en place de la nouvelle économie du bois. La clé de l'essor industriel que va connaître la rive nord réside sans contredit dans la création et l'expansion rapide d'une entreprise: la Shawinigan Water &

Power. Fondée en 1898, elle s'affirmera comme «le principal maître d'œuvre du développement régional pendant plus d'un demi-siècle»²¹. Non seulement est-elle parvenue à ériger un immense réseau de production et de distribution d'électricité à la grandeur du Québec méridional, mais en attirant des entreprises consommatrices d'électricité, elle a joué un rôle moteur dans l'industrialisation de la région²². En une trentaine d'années, un réseau de sept usines de pâtes et papiers est établi le long du Saint-Maurice. À la fin des années 1920, environ 5 800 ouvriers y travaillent, dont près de la moitié dans la seule agglomération de Trois-Rivières (incluant Cap-de-la-Madeleine). Dans les villes de La Tuque, Grand-Mère et Cap-de-la-Madeleine, l'industrie du papier assure plus de 80% des emplois manufacturiers au début des années 1930. Bien qu'elles reposent sur des économies plus diversifiées, les villes de Trois-Rivières et de Shawinigan vivent également à l'ère du papier. En effet, les papetières y procurent respectivement 30 et 37% des emplois manufacturiers²³. C'est dire l'impact de la nouvelle économie du bois dans l'évolution des villes de la rive nord. De nombreux autres établissements industriels faisant appel à une abondante main-d'œuvre voient le jour pendant cette période. Dans le secteur des textiles notamment, le groupe Wabasso Cotton Mill, formé autour de C. R. Whitehead en 1907, développe tout un réseau de filiales depuis la ville de Trois-Rivières. Vers la fin des années 1920, la Mauricie présente donc une structure industrielle lourde, fortement concentrée

²¹ R. Hardy et N. Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express/Musée de l'Homme, 1984, p. 193.

²² C. Bellavance, *Shawinigan Water and Power. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec 1898-1963*, Ph. D. UQAM (histoire), 1991, 642 p.

²³ P. Lanthier et A. Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique, 1870-1975*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, cahier n° 6, p. 154, 156.

autour d'un pouvoir économique à coloration anglophone²⁴. Cette structure consacre l'écrasante primauté du grand capital à base extra-régionale.

En somme, le contraste est grand avec la situation qui prévalait pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, alors qu'un petit groupe d'entrepreneurs alimentait depuis Trois-Rivières le commerce international du bois scié. La dérégionalisation du capital est l'une des caractéristiques majeures du développement industriel de la Mauricie. Dans le cadre de ces transformations, Trois-Rivières conservera ses prérogatives de métropole régionale. Elle est toujours un centre administratif régional, une capitale religieuse, un foyer d'activités commerciales et le siège des principales maisons d'enseignement de la vallée du Saint-Maurice. Ces fonctions métropolitaines y favorisent le développement d'un bon noyau de représentants des professions libérales et d'une petite bourgeoisie d'affaires particulièrement active.

La Mauricie demeure un milieu éminemment francophone. Cependant, à la faveur de la nouvelle économie de marché puis de l'industrialisation, les anglophones exercent une influence sans commune mesure avec leur poids démographique. Ce rôle de premier plan, ils l'exercent d'abord en leur qualité de propriétaires des établissements industriels, mais aussi en tant que personnel cadre et technique des grandes entreprises, et encore à titre de membres des hiérarchies locales²⁵. Formant une minorité peu perméable au contact de la majorité francophone, ils habitent des quartiers

²⁴ C. Bellavance, «Patronat et entreprise au XX^{ème} siècle: l'exemple mauricien», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38, 2, automne 1984, pp. 181-201.

²⁵ Pour le cas de Trois-Rivières notamment, on consultera: R. Levasseur et N. Séguin, «Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières, 1940-1980», *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990, pp. 281-296.

distincts dont l'aménagement contraste singulièrement avec l'habitat des masses ouvrières francophones, et disposent de leur propre réseau d'institutions.

Au côté des comtés de Saint-Maurice et de Champlain qui entrent résolument à l'ère industrielle, le cas de Maskinongé contraste fortement. Faiblement peuplé en comparaison aux deux autres comtés, sa croissance démographique est à peu près nulle pendant les trois premières décennies. Encore 80% de ses 16 000 habitants résident en milieu rural en 1931. Ils y vivent principalement de l'agriculture. Louiseville, qui jouit de la présence d'un certain nombre de manufactures, d'ateliers artisanaux, de scieries et de moulins, occupe une position centrale dans ce comté, jouant en quelque sorte le rôle de chef-lieu du monde agricole.

*Au sud: dominance du monde rural et émergence
de la grande entreprise*

Pendant les trois premières décennies du XX^e siècle, les populations des comtés de la rive sud du Saint-Laurent connaissent une croissance modérée. Entre 1901 et 1931, la population globale des comtés sud-riverains ne s'accroît que dans une proportion de 12%; cette augmentation est de l'ordre de 90% du côté de la rive nord. Malgré des progrès sensibles au chapitre de l'urbanisation, on est loin de l'ampleur des mouvements démographiques qui se déroulent au nord: deux résidants sur trois y habitent encore les campagnes en 1931. Bien que moins peuplé que le diocèse de Trois-Rivières, celui de Nicolet dispose d'un réseau de paroisses beaucoup plus dense. Les paroisses, généralement moins étendues et moins

populeuses, s'y comptent en plus grand nombre²⁶. Ce fait, comme nous le verrons plus loin, aura des incidences importantes sur la configuration régionale du réseau des caisses, et par là, sur les rapports que vont entretenir les caisses situées de part et d'autre du Saint-Laurent. Des quatre comtés compris dans l'aire territoriale de la rive sud, ceux de Nicolet et de Yamaska tranchent nettement avec les deux autres. Ils sont peu touchés par l'urbanisation et l'agriculture, loin de régresser, conserve une place prépondérante dans leurs économies respectives.

Un premier constat ressort à l'examen de l'évolution de l'agriculture régionale pendant le premier tiers du siècle: elle apparaît moins déstabilisée au sud du Saint-Laurent qu'elle ne l'est au nord. Aussi, l'agriculture pratiquée au sud compte-t-elle pour une part croissante de l'activité économique agricole du Centre du Québec. En termes absolus, 60% des agriculteurs de la région habitent la rive sud en 1901; cette proportion est portée aux deux tiers en 1931, et ce, en dépit d'un écart considérable entre les populations sud-riveraines et nord-riveraines²⁷. La valeur de l'infrastructure agricole (bâtiments, terres, équipements et bétail réunis) localisée du côté sud du Saint-Laurent représente près de 60% de l'infrastructure régionale agricole²⁸. La superficie cultivée au sud compte pour une part croissante de la superficie agricole régionale: 61% en 1901, 65% en 1931 et 68% en 1941²⁹. En somme, l'agriculture reste une donnée fondamentale dans l'évolution de l'économie de la rive sud pendant les trois premières

²⁶ Le nombre de paroisses augmente de 62 à 70 dans le diocèse de Nicolet entre 1905 et 1930. Dans le diocèse de Trois-Rivières, ce nombre est porté de 41 à 62. (*Le Canada ecclésiastique*, Montréal, Beauchemin, années 1906 et 1931.

²⁷ Selon les données des *Recensements du Canada* pour les années 1901 et 1931;

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ *Ibidem*.

décennies du XX^e siècle.

Au chapitre de l'industrialisation, on s'y attendra, l'évolution d'ensemble de la rive sud contraste fortement avec celle que connaissent les comtés situés de part et d'autre de la Rivière Saint-Maurice. Un premier examen des données relatives à l'industrie de chacune des deux sous-régions, révèle en effet la présence d'une armature industrielle beaucoup plus légère et nettement moins concentrée sur la rive sud. Son importance relative dans l'ensemble de la structure industrielle de la région est même en régression au profit du renouveau de l'économie nord-riveraine. De 36% qu'elle était en 1900, la part de la production du sud dans l'ensemble de la valeur de la production industrielle régionale ne représente plus que 27% en 1932³⁰. On observe à peu près les mêmes tendances au niveau des emplois manufacturiers. Fait à signaler, la rive sud compte davantage d'établissements manufacturiers que n'en compte la rive nord. Des 551 établissements recensés dans la région en 1900, 333 y sont localisés. En 1932, elle dispose de 432 des 778 établissements recensés³¹. Plus nombreuses et de dimensions plus modestes, ces industries témoignent du caractère encore artisanal de la production de l'économie sud-riveraine. En fait, ses effectifs manufacturiers se composent principalement de scieries, de beurreries, de fromageries et de tanneries. Ces données générales masquent cependant des différences importantes entre les comtés. D'abord, les comtés ruraux de Nicolet et Yamaska ne sont à peu près pas touchés par l'industrialisation; à l'inverse, Arthabaska et Drummond connaissent une progression significative. La mise en place de la structure

³⁰ N. Brouillette, *op.cit.*

³¹ *Ibidem.*

industrielle du comté d'Arthabaska est venue, pour l'essentiel, des initiatives d'entrepreneurs locaux des agglomérations de Victoriaville et de Warwick. Victoriaville apparaît comme la seconde agglomération urbaine en importance du côté de la rive sud du Saint-Laurent. Comme Drummondville, elle connaît une forte croissance industrielle pendant les années 1920 à la faveur des industries du textile, du vêtement et de la transformation du bois. Ces transformations viendront renforcer son statut de sous-centre à l'intérieur du comté d'Arthabaska. Le cas drummondvillois mérite un examen plus approfondi.

L'industrialisation de Drummondville présente deux analogies avec celle des villes de la rive nord: elle fut l'œuvre du grand capital et une minorité anglophone passablement influente y fut associée. À la veille de la Première Guerre, elle n'était qu'une petite ville commerciale, encore peu industrialisée, avec environ 3 000 habitants³². Avec l'intensification des hostilités en Europe, l'Ætna Chemical Company, une entreprise sous contrôle britannique, choisit le site de Drummondville pour y implanter une usine de poudre à canon: elle sera exploitée pendant trois ans, embauchant entre 2 000 et 3 000 ouvriers au plus fort de la production³³. La fin des hostilités met le cadenas aux portes de la poudrière et laisse sans travail une abondante main-d'œuvre déjà formée à la production en série. L'entre-deux-guerres est marqué par la venue d'une série d'entreprises étrangères. Ces dernières influenceront profondément le développement

³² M. Martin, *Drummondville: son développement et ses travailleurs 1925-1940*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, éditée par les Cahiers de la Société historique du Centre du Québec, Drummondville, 1984, p. 172.

³³ Selon un historien local: J.-C. Saint-Amant, *Un coin des Cantons de l'Est. Histoire de l'envahissement pacifique mais irrésistible d'une race*, Drummondville, La Parole, 1932, p. 363-364.

ultérieur de la ville. De 1918 à 1939, sa population quintuple: elle atteint alors le cap des 20 000 résidants³⁴. Par ailleurs, sa structure industrielle est largement dominée par l'industrie du textile et des vêtements: 86% des emplois manufacturiers s'y rattachent³⁵. Avec ses 2 700 employés, la Canadian Celanese embauche 60% de cette main-d'œuvre. C'est dire le pouvoir économique exercé par cette entreprise sous contrôle anglo-américain³⁶.

Propulsée par cette croissance industrielle, démographique et commerciale, Drummondville exercera une force d'attraction croissante sur sa proche périphérie. Misant sur sa situation géographique avantageuse, ses élites nourrissent l'ambition de la voir s'affirmer comme pôle régional principal au sud du Saint-Laurent. Ces ambitions seront constamment minées par le poids de l'agglomération trifluvienne et par celui de Sherbrooke, située à une centaine de kilomètres plus au sud en Estrie.

Située à une vingtaine de kilomètres au sud de Trois-Rivières, la ville de Nicolet entretient des rapports étroits avec un arrière pays agricole ouvert pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elle y exerce en quelque sorte un rôle de centre de services. Ville épiscopale, elle est aussi le siège de nombreuses communautés religieuses et compte plusieurs établissements d'enseignement. Vers la fin du XIX^e siècle, les activités liées à la coupe et au commerce du bois y sont particulièrement florissantes; elles connaîtront un certain déclin par la suite. Le rayonnement de Nicolet à

³⁴ M. Martin, *op. cit.*

³⁵ E.-C. Hugues, *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal, Boréal Express, 1972, p. 72.

³⁶ M. Martin, *op. cit.*

l'échelle de la région ne débordera pas réellement ses rapports avec le monde rural environnant; en fait, elle se développera de plus en plus dans le rayon d'influence de Trois-Rivières.

L'émergence des caisses populaires apparaît comme une réponse particulière aux transformations économiques et sociales dont nous avons fait état. Cette réponse est celle d'une société soumise à des pressions qui menacent son organisation, ses structures et son cadre de vie. Elle exprime la résistance de l'Église, du monde agricole et de la petite bourgeoisie à la marginalisation de leur place avec la montée de la nouvelle économie industrielle. La naissance des caisses s'inscrit dans cette mouvance qui crée des conditions particulièrement propices à l'éclosion de mouvements sociaux. Des forces contradictoires et des tensions parfois vives traverseront ces mouvements tiraillés entre le repli sur les cadres traditionnels d'une société rurale par ailleurs idéalisée et, d'autre part, la volonté d'aménager une place aux francophones au sein de la nouvelle économie industrielle.

Le projet d'Alphonse Desjardins

Le Québec fut le berceau des coopératives d'épargne et de crédit en Amérique du Nord. Au tournant du XX^{ème} siècle, elle y est introduite par Alphonse Desjardins, un ancien journaliste devenu sténographe à la Chambre des Communes. Après quelques années consacrées à l'étude de la coopération et à la mise au point d'un modèle adapté à la réalité du Québec, il fonde la première caisse populaire à Lévis en 1900. Pendant les sept années suivantes, le pionnier lévisien passe le plus clair de son temps à

effectuer des démarches pour obtenir de l'État un cadre juridique pour assurer le fonctionnement des caisses populaires ainsi qu'à se gagner des alliés dans son projet d'en établir de nouvelles. Projet auquel il se consacra plus intensément à compter de 1909. Pas moins de 187 caisses relativement dispersées et jouissant d'une autonomie à peu près complète, vont être organisées dans la province de Québec de son vivant³⁷.

Ramené à sa plus simple expression, l'objectif poursuivi par Alphonse Desjardins à travers la caisse populaire était de canaliser la petite épargne à l'échelle de la localité selon la formule de l'association coopérative, d'en confier la gestion à des représentants élus et de favoriser l'organisation d'un crédit décentralisé. À travers la mise en place de ces établissements autonomes, il escomptait revitaliser la petite production agricole, artisanale et industrielle marginalisée par la progression du capitalisme de grande entreprise et la concentration du pouvoir économique. La caisse populaire devait aussi permettre à l'«honnête travailleur» (celui-ci comprenant aussi bien le cultivateur que l'ouvrier ou l'artisan) de se sortir d'une impasse financière, de rembourser ses dettes par des prêts avantageux ou d'assumer ses obligations. En d'autres termes, la coopérative d'épargne et de crédit telle que constituée dans sa version originale renvoie à deux finalités complémentaires: d'une part, le soutien à des activités de production qui, étant exclues des circuits financiers traditionnels, sont en perte d'autonomie; de l'autre, la reproduction des «producteurs» autonomes ou salariés aux prises avec des difficultés passagères.

La paroisse est apparue au fondateur comme étant l'environnement

³⁷ P. Poulin, *op. cit.*, p. 152.

social le plus adéquat au fonctionnement et à la viabilité de la caisse populaire. Ce choix tient à plusieurs raisons. Par les contacts intimes et nombreux qu'elle favorise entre ses résidants, la paroisse, croit-il, réunit les conditions idéales pour répondre à la double exigence de sécuriser l'épargne des sociétaires et de s'assurer de la solvabilité et de la moralité des usagers du crédit:

«Par ses relations répétées et constantes de la vie religieuse et municipale comme celle des activités d'ordre matériel ou du voisinage, précise-t-il en 1912, la paroisse offre un champ d'action admirable pour un organe économique dont les opérations sont surtout basées sur la confiance mutuelle, reposant elle-même sur un *ensemble de connaissances certaines de ce que vaut chacun des membres de l'association*»³⁸

En assoyant le fonctionnement de la coopérative locale sur une aire territoriale de petite dimension, Desjardins veut garantir la décentralisation de l'épargne et du crédit. Contrairement aux grandes banques qu'il accuse de détourner les capitaux des campagnes à la faveur des villes, la caisse populaire pourra ainsi assurer la disponibilité de l'épargne locale pour les besoins de crédit de la paroisse: «Nos caisses, au contraire [des banques], écrit-il à un gérant en 1920, resteront à jamais le boulevard et la forteresse imprenables de nos épargnes parce qu'elles sont fondées sur l'unité paroissiale, cette admirable cellule qui a tant fait par le passé pour la conservation de notre foi et de notre caractère national»³⁹.

Partant d'une vision consensuelle des communautés paroissiales, Desjardins insiste sur la fonction d'harmonisation sociale et économique

³⁸ A. Desjardins: *La Caisse populaire*, Montréal, L'École sociale populaire, 1912 (nous soulignons).

³⁹ Citation rapportée par P. Poulin, *op. cit.*, p. 92.

que la caisse est appelée à y jouer. La caisse populaire, soutient-il en guise de critique à la loi des syndicats agricoles de 1902 qui restreignait leur *membership* aux seuls agriculteurs, doit favoriser l'«union intime et féconde de toutes les classes [...] vouloir les éloigner, les isoler les unes des autres c'est courir à coup sûr l'inévitable danger de stériliser une partie des énergies...»⁴⁰.

Dans son entreprise, il réserve d'ailleurs un rôle de premier plan aux élites locales qu'il désigne sous les expressions de «principaux citoyens», d'«autorités sociales» ou encore de «classes dirigeantes»: «...ces citoyens dévoués, ces coeurs animés d'un patriotisme pratique et élevé, nous les trouverions dans nos classes dirigeantes [...] il suffirait de bien prendre nos précautions pour présenter l'oeuvre nouvelle sous ses aspects les plus sérieux et les plus séduisants pour trouver le contingent d'élite capable d'en assurer le succès».⁴¹ Avant tout, Desjardins mise sur la participation du curé, le considérant comme la «principale autorité sociale» de la paroisse. Il compte également sur le concours des administrateurs municipaux et scolaires ainsi que sur «les notaires, les instituteurs, hommes instruits, tout préparés d'avance à aborder avec compétence les devoirs si essentiels à la bonne marche de ces associations»⁴². À maintes reprises, il sollicite leur concours pour introduire et multiplier les caisses, mais aussi pour les diriger: «ces hommes éclairés, amoureux du bien public, pourront non seulement provoquer des créations, mais ils pourront

⁴⁰ A. Desjardins. «Loi concernant les syndicats coopératifs; exposé des motifs», dans C. Vaillancourt et A. Faucher. *Alphonse Desjardins. Pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Lévis, Le Quotidien, 1950, p. 106.

⁴¹ A. Desjardins, «Mémoire sur l'organisation de l'agriculture...», *op. cit.*, p. 211.

⁴² *Ibidem*, p. 215.

aussi y entrer, les faire fonctionner en acceptant les charges que la confiance de leurs co-sociétaires leur confiera.»⁴³.

Disposant de ressources limitées, Desjardins misait sur l'effet d'entraînement qu'était susceptible de produire l'implantation de caisses modèles dans chacune des régions⁴⁴. C'est donc au «ras du sol», dans les localités, que le pionnier lévisien entreprit l'étape première de sa croisade en faveur de l'établissement des caisses populaires. Une fois leur viabilité assurée et leur nombre suffisant, il caressait le projet de les fédérer afin de leur donner une unité de direction et centraliser leurs surplus au sein d'une caisse centrale.

2- UN MOUVEMENT À DOMINANTE RURALE, PRÉCAIRE ET FAIBLEMENT INTÉGRÉ (1909-1935)

La première phase d'existence du mouvement des caisses coïncide avec l'arrivée du XX^e siècle et se prolonge jusqu'au milieu des années trente. Cette période est globalement marquée par l'influence d'Alphonse Desjardins, de ses proches collaborateurs et de ses successeurs immédiats parmi lesquels figurent notamment les représentants du clergé. Les caisses s'apparentent alors à un mouvement à dominante rurale inégalement développé, encore peu intégré malgré leur regroupement à l'échelle régionale puis nationale durant l'entre-deux-guerres, et particulièrement sensible aux fluctuations de l'économie régionale. Cette phase pionnière de l'existence

⁴³ A. Desjardins. *loc. cit.* p. 107.

⁴⁴ «Je veux mettre au moins dans chaque comté, dit-il dans une citation rapportée par P. Grondin, une caisse qui serve de modèle aux autres». P. Grondin, «Historique des caisses populaires», in *La Caisse Populaire Desjardins*, V, 1 (janvier-février 1936), p. 7.

des caisses est également celle d'une organisation recrutant l'essentiel de ses effectifs parmi les agriculteurs et la petite bourgeoisie. En dépit des efforts déployés par les promoteurs de la formule des caisses, elles demeurent encore peu enracinées parmi les collectivités locales. Le projet porté par les leaders de première souche va reposer sur trois orientations constamment réaffirmées durant l'entre-deux-guerres: l'organisation de base fondée sur la paroisse, l'initiative laissée aux élites locales pour assurer la diffusion et le fonctionnement des caisses ainsi que le rôle central qu'elles sont appelées à jouer dans le monde agricole.

L'essor des premières caisses (1909-1920)

Le soutien du clergé épiscopal

Au moins trois caractéristiques du projet d'Alphonse Desjardins ont pu le rendre attrayant aux vues du clergé québécois. D'abord, il s'inspire étroitement de deux courants de pensée qui gagnent en influence parmi les effectifs du clergé au tournant du siècle: le catholicisme social et le nationalisme canadien-français. Ensuite, l'organisation de base de la caisse populaire épouse parfaitement celle de l'Église. Elle voit dans cette entreprise une façon de revitaliser l'économie paroissiale et, par là, de retenir ses fidèles à l'ombre de leur clocher natal. Il ne faut pas sous-estimer enfin le caractère agrarien du projet plus largement nourri par le fondateur des caisses. En effet, ce dernier associe étroitement le développement des caisses à celui de l'agriculture, à l'accroissement de sa productivité par l'utilisation de méthodes modernes de culture et de mise en marché⁴⁵.

⁴⁵ À ce sujet, on peut référer à la section que Desjardins intitule «Le rôle de la caisse

«Toute sa pensée, dira de lui l'historien P. Poulin, tend vers le développement de l'agriculture et la régénération de la société rurale»⁴⁶. L'ensemble de ces facteurs, ajoutés au fait que Desjardins est reconnu pour être un ardent dévot du Sacré-Cœur, ne sont évidemment pas pour déplaire au clergé. L'Église fut une pièce maîtresse dans l'essor du mouvement des caisses pendant les années 1910. Desjardins employa d'ailleurs beaucoup d'énergie pour se gagner son soutien: d'abord pour forcer le gouvernement à légiférer en faveur des caisses, ensuite pour les diffuser et les diriger pendant leur phase de démarrage. La région du Centre du Québec ne fait pas exception.

Les premiers documents relatifs aux activités d'Alphonse Desjardins dans la région remontent à l'année 1905, alors qu'il sollicite l'adhésion des évêques trifluvien et nicolétain à l'Action populaire économique (APE), une société composée de personnalités influentes du milieu canadien-français qu'il créa dans le but de forcer le gouvernement fédéral à pourvoir son projet de caisses populaires d'un cadre juridique⁴⁷. Les deux évêques de la région acceptèrent avec empressement l'invitation qui leur était faite. Reconnu pour être un chaud partisan de la formule, l'évêque du diocèse de Trois-Rivières voyait dans ces caisses une institution particulièrement adaptée aux difficultés économiques des milieux ruraux:

«Votre lettre du 15 avril, écrit-il à Desjardins, me fait connaître la

populaire dans l'agriculture et la colonisation» dans le «Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec», in C. Vaillancourt et A. Faucher, *op. cit.*, pp. 178-184.

⁴⁶ P. Poulin, *op.cit.*, p. 95.

⁴⁷ Parmi les personnalités associées à l'APE au moment de sa création, se trouvent notamment l'archevêque de Québec, des hommes politiques des parlements fédéral et provincial et d'autres personnages identifiés à l'agriculture et aux milieux nationalistes. Pour plus de détails, on consultera: P. Poulin *op. cit.*, pp. 121-122.

formation d'une nouvelle association: l'Action Populaire Économique, dont le but est surtout de venir en aide, par la création multipliée de caisses rurales, aux classes ouvrières et laborieuses de nos villages et de nos campagnes. Cette association me paraît répondre à un besoin réel de nos populations, et, dirigée par les hommes éminents qui la composent, elle saura mener à bonne fin sa laborieuse entreprise. Pourquoi, en effet, ces petites banques rurales et coopératrices, d'accès facile et à la portée de tous, où les intéressés pourraient traiter commodément et à toute heure, ne produiraient-elles pas au milieu de nous ce qu'elles ont produit ailleurs avec tant de fruits?»⁴⁸

L'appui accordé par l'Évêché de Trois-Rivières aux initiatives de Desjardins ne s'est pas démenti pendant les années qui ont suivi ces premiers contacts. En février 1911, l'évêque du diocèse adressait une lettre circulaire invitant ses prêtres à fonder des caisses: «Le moment me paraît venu, écrit-il, d'en établir dans chacune de nos paroisses. Plusieurs d'entre vous l'ont déjà fait, du reste, ils n'ont qu'à s'en féliciter»⁴⁹. Un exemplaire du *Catéchisme des Caisses Populaires* était joint à la lettre. Un vœu émis à l'occasion du Congrès diocésain d'action sociale tenu en août 1912 réitère cette volonté de voir des caisses s'établir dans chacune des paroisses du diocèse: «Que dans toutes les paroisses de ce diocèse soient organisées par l'initiative commune des prêtres et des laïques et conformément au besoin de chaque localité, des œuvres économiques propres à promouvoir le bien-être matériel et moral des classes laborieuses, à savoir des Caisses Populaires, des coopératives agricoles, des mutualités professionnelles ou paroissiales»⁵⁰. Cet appui sans équivoque de l'évêché trifluvien aux caisses populaires n'est pas étranger à ses inquiétudes face aux bouleverse-

⁴⁸ M^{gr} François-Xavier Cloutier à A. Desjardins, Trois-Rivières, 1^{er} mai 1905.

⁴⁹ Lettre circulaire n^o 93, 15 février 1911, citée par W.F. Ryan, *The Clergy and Economic Growth in Quebec 1896-1914*, Québec, PUL, 1966, p. 102.

⁵⁰ «Congrès d'Action sociale des Trois-Rivières», *Le Devoir*, 20 août 1912.

ments qui se déploient alors à l'échelle de la région. Aux lendemains du Congrès de 1912, M^{gr} Cloutier exprimait à Desjardins ses appréhensions à l'égard de la progression des idées d'inspiration «libérale» et «socialiste» parmi la population des fidèles et résumait dans ces termes l'esprit qui était à la base de cet appui:

«Je voudrais faire pénétrer partout la conviction qui est chez-moi très profonde, que notre cher pays s'en va à la révolution, si nous ne savons pas nous lever à temps et arrêter le libéralisme religieux, social, politique et économique, qui mine sourdement notre peuple. Pour cela, il nous faut l'organisation, l'action sociale et tout particulièrement l'organisation économique, qui sera le moyen de ramener l'union indispensable du peuple et du clergé. Voyez donc comment nos ouvriers s'en vont, avec la meilleure foi du monde, vers le socialisme. Ils y sont poussés par les excès du capitalisme, par la nécessité de défendre leur vie; mais en entrant dans une voie funeste, qu'ils ne connaissent pas, ils se dirigent vers des abîmes. Il faudrait les associer dans des unions vraiment chrétiennes [...] Vous, cher Monsieur, vous comprenez bien ce travail d'organisation populaire qui est à faire au milieu de nous [...]»⁵¹.

Il semble par ailleurs que cet enthousiasme de l'évêque trifluvien pour la cause coopérative allait bien au-delà des simples déclarations d'appui. En effet, d'après certaines indications glissées dans sa correspondance avec le pionnier lévisien, l'évêque suivait de très près la progression des caisses dans le diocèse. À au moins deux occasions, il serait même intervenu personnellement pour régler des situations problématiques. «J'ai commencé à m'occuper de rétablir de l'ordre dans la conduite de nos caisses populaires, écrit-il à Desjardins pour le rassurer en 1915, et je vais continuer ce travail sans plus tarder»⁵². À une autre occasion, il lui signale avoir résolu «la petite difficulté» de la Caisse de Saint-Narcisse: «[...] si

⁵¹ M^{gr} F.-X. Cloutier à A. Desjardins, Trois-Rivières, 7 septembre 1912.

⁵² M^{gr} F.-X. Cloutier à A. Desjardins, Trois-Rivières, 3 octobre 1915.

elle reprend, poursuit-il, nous devons y porter remède sans tarder»⁵³.

Bien que plus discret et plus tardif, le soutien de l'évêché nicolétain n'en fut pas moins réel. C'est avec enthousiasme que M^{gr} Brunault, évêque du diocèse, adhère à l'APE en 1905, louangeant le «noble but» qu'elle s'était assigné⁵⁴. Il faudra un certain temps avant que ce dernier n'invite ses prêtres à soutenir activement les fondations de caisses dans son diocèse⁵⁵. Ce qu'il fit en 1913 en réinvitant le fondateur des caisses à prononcer une conférence devant les prêtres du diocèse réunis à l'occasion d'une retraite ecclésiastique. Le journal *La Vérité* rapporte que l'évêque aurait profité de l'occasion pour enjoindre ses curés «à préparer les voies pour que chaque paroisse du diocèse soit bientôt pourvue d'une de ces caisses...»⁵⁶.

Une fois assuré du soutien des autorités diocésaines au projet de fondation des caisses, encore fallait-il les établir et les faire fonctionner. En dépit de certaines difficultés, les années 1910 sont marquées par l'éclosion de près d'une quarantaine de caisses dans la région. Toutes n'ont cependant pas survécu à l'épreuve du temps: près de la moitié des caisses

⁵³ M^{gr} F.-X. Cloutier à A. Desjardins, Trois-Rivières, 26 février 1917.

⁵⁴ M^{gr} J.-S.-H. Brunault à A. Desjardins, Nicolet, 28 avril 1905.

⁵⁵ Un litige entre l'Association des Marchands-Détaillants et les promoteurs de la formule coopérative dans le cadre des débats parlementaires autour d'un bill relatif aux caisses populaires éclata sur le parquet de la Chambre des communes en 1909. Il révéla la tiédeur de certains évêques au projet de caisses populaires. M^{gr} Brunault était de ceux-ci. Dans une lettre adressée à Desjardins dans le cadre de ce litige, il lui rapportait le contenu de la position qu'il avait exprimée à J.-M. Beaudry, président des Marchands-Détaillants qui lui demandait si, oui ou non, il avait donné des directives engageant les curés du diocèse à soutenir les caisses: «Sa Grandeur, écrit-il, n'a jamais donné à son clergé aucune instruction concernant les Sociétés Co-opératives, [...] il n'est pas à sa connaissance qu'aucun prêtre de son diocèse s'en soit occupé. [...] la question des Sociétés Co-opératives est une question libre, et [en] conséquence, elle préfère rester neutre sur le sujet.» V.g.: M^{gr} J.-S.-H. Brunault à A. Desjardins, Nicolet, 15 février 1910.

⁵⁶ «Les Caisses Populaires», *La Vérité*, 30 août 1913, p. 44.

établies pendant cette période ne vivra pas assez longtemps pour franchir le cap des années 1930. Six d'entre-elles sont d'ailleurs mortes dans l'œuf. Malgré tout, le noyau de caisses en activité aux lendemains du décès du leader lévisien en 1920 était suffisamment développé pour relancer le mouvement.

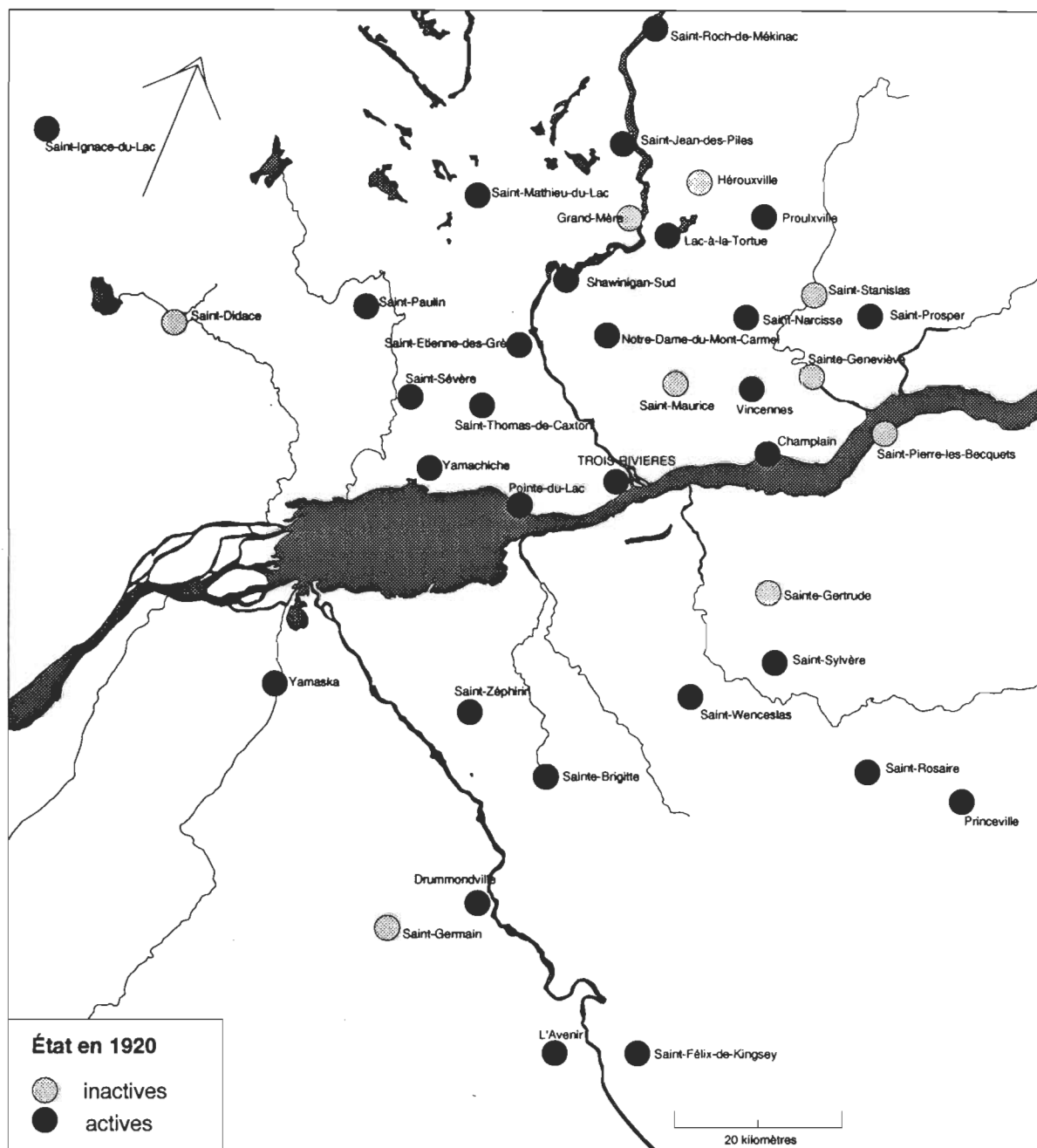
La mise à contribution du clergé paroissial et des notables

Dans quelle mesure les mots d'ordre lancés par les évêques ont-ils été repris par le clergé paroissial? L'empressement de l'évêché trifluvien à appuyer l'entreprise de Desjardins et la prudence affichée par son vis-à-vis nicolétain ont sans doute eu des incidences sur la propagation des caisses sur les deux rives du Saint-Laurent pendant les années 1910. La naissance des premiers établissements sur la rive nord précède en effet de deux ans celle des caisses situées sur la rive opposée. Voyons d'abord comment se présente la progression des caisses pendant ces années. Nous serons ensuite à même d'évaluer l'appui du clergé paroissial et d'identifier les autres forces sociales engagées dans la fondation des premiers établissements.

Alphonse Desjardins vint en Mauricie à quelques reprises pendant l'année 1909; il y fonda les cinq premières caisses populaires⁵⁷. Au moment de la création de l'Union régionale de Trois-Rivières en décembre 1920, 39 établissements avaient été organisés sur le territoire qui était appelé à devenir le sien. Desjardins procéda à la fondation de 26 d'entre

⁵⁷ Nous reprenons dans cette section plusieurs aspects que nous avons développés ailleurs en collaboration avec R. Levasseur. Voir: R. Levasseur et Y. Rousseau, «L'évolution des bases sociales du mouvement des caisses. Le sociétariat de la Fédération régionale du centre du Québec (1909-1965)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45, 3 (hiver 1992), pp. 343-374.

CARTE 1.2
Les caisses populaires fondées dans les diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières
entre 1909 et 1920



eux et ce, au cours des seules années comprises entre 1909 et 1915; la plupart des autres furent fondés par les abbés Philibert Grondin, son proche collaborateur, et J.-Irénée Trudel, missionnaire agricole et organisateur des caisses populaires dans la région de Trois-Rivières. Vingt-neuf de ces caisses étaient encore en activité au moment du décès du fondateur, les autres ayant dû interrompre leurs activités pour une raison quelconque⁵⁸.

Un premier examen de ces caisses fait ressortir les traits dominants de leur configuration régionale: elles forment un ensemble à coloration nettement rurale, concentré dans les paroisses des comtés de Champlain et de Saint-Maurice établis sur la rive nord du Saint-Laurent. Les onze caisses actives de la rive sud en 1920 sont disséminées à l'intérieur des quatre comtés formant le diocèse de Nicolet. Quoique Desjardins n'ait jamais explicitement réduit la portée de son entreprise aux milieux ruraux, ce fut leur terrain de prédilection. En effet, toutes les caisses actives dans la région en 1920, à l'exception de trois, sont établies dans les campagnes: elles rassemblent 80% de l'ensemble des sociétaires et disposent des deux tiers de l'actif total du mouvement à l'échelle régionale⁵⁹. Avec un actif global de 840 000 \$ et plus de 4 000 sociétaires, les établissements de la rive nord du Saint-Laurent gèrent des fonds cinq fois plus importants et regroupent trois fois plus de membres que ceux de la rive opposée⁶⁰.

⁵⁸ La situation des dix caisses inactives en décembre 1920 se présente comme suit: 6 ont été fondées par A. Desjardins mais n'ont jamais véritablement fonctionné; la caisse de Saint-Maurice est paralysée des suites d'une défalcation en 1920; Yamachiche et Sainte-Gertrude sont fermées en 1918; Saint-Roch-de-Mékinac avait été fermée en 1913, soit un an après sa fondation.

⁵⁹ Les critères ayant servi à déterminer les caractéristiques rurales ou urbaines des caisses sont abordés à l'annexe I. Le lecteur est invité à s'y référer pour une discussion plus approfondie sur ces questions.

⁶⁰ Les chiffres ont été obtenus à partir des données publiées dans l'édition de 1921 de *l'Annuaire du Québec*.

Quelles sont maintenant les forces sociales qui se sont solidarisées autour de la fondation de ces premiers établissements? L'étude des groupes socioprofessionnels en présence à l'occasion des assemblées de fondation et des premiers élus des caisses fournit un certain éclairage du jeu des classes qui s'est déployé autour de la création des établissements⁶¹. Nous disposons d'informations sur 18 des 39 caisses fondées entre 1909 et 1920, pour un total de 416 signataires de déclarations de fondation. L'exploitation systématique des déclarations de fondation nous a permis de recenser, pour chacune de ces caisses, le nom, la profession, l'état civil et le sexe de chacun des fondateurs de même que le nombre de parts sociales qu'ils souscrivent. Les procès-verbaux des assemblées de fondation et de la première réunion des conseils d'administration ont été mis à profit pour identifier les élus aux trois conseils des caisses. Précisons enfin que toutes ces caisses, à l'exception de deux, ont été établies en milieu rural; ce qui, du reste, respecte sensiblement les proportions observées pour l'ensemble des établissements érigés pendant cette période. Le tableau 1.2 présente les résultats obtenus du traitement de ces données. Trois phénomènes ressortent de ce tableau: le poids considérable des cultivateurs parmi les fondateurs, la présence pour le moins discrète du monde des employés, des ouvriers et des autres professions salariées ainsi que la représentation significative des éléments associés à la petite propriété et aux membres des professions libérales (incluant le clergé).

Plus de la moitié des fondateurs de caisses populaires se recrutent parmi le groupe des cultivateurs. Ce qui, à première vue, ne surprendra

⁶¹ Le lecteur désireux de connaître les détails de la démarche méthodologique relative à la procédure de classification socioprofessionnelle est invité à consulter l'appendice 3 à la fin de l'ouvrage.

guère, puisque la grande majorité des établissements fondés l'ont été en milieu rural. En regard du poids qu'ils représentent parmi l'ensemble des participants aux assemblées de fondation, ils demeurent cependant sous-représentés au chapitre des élections aux trois conseils (conseils d'administration, commissions de crédit et conseils de surveillance) et à celui des souscriptions de parts sociales. Ils occupent en effet le tiers des postes électifs et ne détiennent que 36% des parts sociales émises dans le cadre de ces assemblées.

TABLEAU 1.1
Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie
socioprofessionnelle, le statut au terme de l'assemblée de fondation et
la souscription de parts sociales, diocèses de Nicolet et Trois-Rivières,
1909-1920*
nombre absolus et (%)

<i>catégories socioprofessionnelles</i>	non élus	élus	total des fondateurs	parts sociales souscrites
1. commerçants, entrep. & industriels	24 (7,5)	19 (19,8)	43 (10,3)	90 (7,7)
2. cadres et administrateurs	3 (0,9)	3 (3,1)	6 (1,4)	15 (1,3)
3. membres des professions libérales	6 (1,9)	27 (28,1)	33 (7,9)	332 (28,3)
4. spécialistes et techniciens	7 (2,2)	0 (0,0)	7 (1,7)	12 (1,0)
5. employés	3 (0,9)	1 (1,0)	4 (1,0)	8 (0,7)
6. cultivateurs et professions assimilées	196 (61,3)	33 (34,4)	229 (55,0)	420 (35,8)
7. artisans et gens de métiers	25 (7,8)	7 (7,3)	32 (7,7)	109 (9,3)
8. ouvriers	41 (12,8)	1 (1,0)	42 (10,1)	108 (9,2)
9. rentiers	15 (4,7)	5 (5,2)	20 (4,8)	79 (6,7)
TOTAUX	320 (100,0)	96 (100,0)	416 (100,0)	1 173 (100,0)

Sources: Déclarations de fondation, procès-verbaux des assemblées de fondation et des premières séances des conseils d'administration des caisses populaires affiliées à l'URTR.

* Les professions indéterminées ainsi que les sociétaires auxiliaires ont été éliminés du classement.

Par ailleurs, le poids du monde ouvrier, des employés, du personnel cadre et spécialisé (catégories # 2, 4, 5 et 8 réunies), bref de l'ensemble des professions salariées qui connaissent une croissance appréciable avec l'industrialisation et l'urbanisation, est quasi négligeable tant au niveau des participants aux assemblées de fondation qu'au chapitre des élections: à

peine 14% des fondateurs et 5% des élus. La faible représentation de ces groupes tient au caractère rural des milieux en cause. Mais même dans le cas des caisses urbaines, comme nous le verrons plus loin, leur présence demeure passablement discrète.

Le comportement des petits industriels ou commerçants, des membres des professions libérales et des artisans (catégories # 1, 3 et 7 réunies) est sans doute le plus intéressant à observer⁶². À plusieurs égards, le marchand, le petit industriel, le forgeron et le notaire forment un ensemble passablement cohérent au sein de la société locale. Mis à part le cas des religieux qui représente un cas particulier, tous entretiennent à différents degrés un rapport au marché local. Œuvrant à leur propre compte, un bon nombre d'entre eux vivent des moments difficiles pendant cette période, ou du moins, ils se sentent profondément menacés par les bouleversements qui ont cours. L'intérêt des données relatives à l'implication de ces groupes ne tient pas tant à leur poids nominal qu'à leur propension à se faire élire aux postes clefs de l'organisation. Ils représentent approximativement le quart des signataires de déclarations de fondation, une portion tout de même non négligeable si l'on tient compte du fait que les cultivateurs en forment plus de la moitié à eux-seuls. Par ailleurs, ils dominent largement les trois conseils avec 55% des postes électifs, et

⁶² Nous devons apporter certaines précisions ici sur le cas plus problématique de la catégorie #7. Dans le classement des professions, nous avons regroupé comme artisans l'ensemble des professions à dominante manuelle dont le statut autonome ne faisait aucun doute: forgerons, fromagers, cordonniers, selliers, entrepreneurs menuisiers, boulangers, etc. Sont considérés comme appartenant à la sous-catégorie des «gens de métiers», les professions dont le statut autonome ou salarié est impossible à déterminer dans un contexte de prolétarianisation. C'est le cas notamment des métiers exercés dans le secteur de la construction. Il est clair que plus on avance dans le temps, plus la dernière sous-catégorie va se gonfler au détriment de la première. Dans le cas des années 1909-20, la catégorie # 7 se compose très largement d'artisans.

souscrivent 45% des parts sociales à eux-seuls.

Alphonse Desjardins, nous l'avons vu précédemment, misait sur la mobilisation du clergé paroissial pour multiplier les caisses. Comment cette participation s'est-elle effectivement traduite dans la région? Ici, comme ailleurs dans la province, elle fut très importante. Des 18 caisses établies entre 1909 et 1920 et pour lesquelles nous disposons d'informations, 17 ont bénéficié du soutien actif de prêtres ou de curés à l'occasion de leur fondation. Cet engagement du clergé paroissial est allé bien au-delà du simple patronage. À eux-seuls, les 20 religieux impliqués ont souscrit près du quart des parts sociales émises aux assemblées. Seize d'entre-eux se font élire à la direction de leur établissement. Précisons que les postes qu'ils occupent ne sont généralement pas les moindres: parmi les 16 élus en question, dix exercent la présidence et trois la gérance, soit les deux postes les plus névralgiques de l'organisation.

Replacées dans leurs contextes respectifs, ces alliances localisées entre exploitants agricoles, marchands, membres de professions libérales et représentants du clergé mettent en jeu des intérêts le plus souvent associés à ceux des figures dominantes de la paroisse. En effet, les notables sont généralement des intermédiaires privilégiés pour y introduire les caisses; ils se solidarisent avec leur milieu social selon des scénarios diversifiés. Ainsi à la Caisse de Saint-Étienne-des-Grès, fondée en 1912 par A. Desjardins, dans une localité à vocation agricole de 1 500 résidants, 64 participants souscrivent un total de 286 parts sociales. Au terme de l'assemblée de fondation, la présidence de la caisse est confiée au curé de la paroisse et la gérance à un homme d'affaires de la place. Un médecin,

un autre homme d'affaires, deux artisans, trois cultivateurs, un marchand et un journalier remplissent les autres charges. Fait significatif, les onze élus détiennent près de 60% des parts sociales émises au cours de cette assemblée de fondation. Des 42 professions connues, 18 sont celles de cultivateurs⁶³. L'assemblée de fondation de la Caisse de Trois-Rivières, pour sa part, a lieu en 1909 en présence d'Alphonse Desjardins. Elle mobilise une quinzaine de notables très en vue de la localité. Un curé, un médecin, alors maire de la ville, et un notaire en assument respectivement la présidence, la vice-présidence et la gérance. Ils sont entourés d'une équipe composée d'un autre représentant de la profession médicale, de deux avocats, de quatre marchands, d'un entrepreneur et de quatre individus associés au monde des affaires trifluvien⁶⁴. La fondation en 1912 de la Caisse de Champlain, une localité rurale de 1 600 résidants située en bordure du Saint-Laurent à une vingtaine de kilomètres de Trois-Rivières, offre par ailleurs un autre scénario. L'assemblée de fondation se déroule devant une assistance regroupant une centaine de participants, composée à 30% de cultivateurs. Au terme des élections, ces derniers détiennent quatre des 15 sièges aux trois conseils. Notons au passage que la présidence est confiée au député du comté, un cultivateur de l'endroit. Au total, les indépendants dominent largement la direction de la caisse. Outre les cultivateurs, on retrouve des médecins (2), des commerçants (2), des agents liés à la petite navigation (3), des rentiers (2), un correspondant et un meunier. Bien qu'absent de la direction de la caisse, le curé de la paroisse souscrira

⁶³ Caisse de Saint-Étienne-des-Grès, *Déclaration de fondation, Procès-verbal de l'assemblée générale, Procès-verbal du conseil d'administration*, 6 juin 1912.

⁶⁴ Caisse de Trois-Rivières, *Déclaration de fondation, Procès-verbal de l'assemblée générale, Procès-verbal du conseil d'administration*, 24 octobre 1909.

100 parts sociales à l'assemblée; ce qui représente une somme importante pour l'époque⁶⁵.

Vers le milieu des années 1910, le mouvement de fondation des caisses paraît devoir s'essouffler dans la région. De 1914 à 1916, il ne gagne que trois nouvelles caisses. Desjardins est littéralement débordé de travail, sans compter ses problèmes de santé qui l'obligent à ralentir ses activités. Vers la fin de l'année 1915, il doit se résigner à confier certaines tâches à des collaborateurs. Assumant personnellement la supervision des caisses à partir de Lévis, il était plutôt tiède à l'idée de céder ce travail à d'autres. M^{gr} Cloutier intercédait en faveur de trois de ses curés auprès du fondateur, lesquels étaient actifs depuis déjà un certain temps au sein du mouvement:

«Il y aura bientôt cinq ans, écrit-il à Desjardins en 1915, que j'ai fait connaître à mes curés, mon désir qu'il y ait une caisse populaire dans chaque paroisse du diocèse. La moitié environ ont répondu à ce désir. Parmi les autres, il y en a qui attendent depuis longtemps, m'ont-ils dit, votre visite dans le but de faire cette fondation. Chacun, du reste, comprend que vous n'avez pas le loisir de répondre à toutes les demandes. Dans ce cas, trouveriez-vous bon de procéder par intermédiaire, comme vous avez bien voulu le faire une fois déjà dans mon diocèse? Des prêtres, autorisés par vous, effectueraient la fondation en votre nom, et vous feraient rapport de leurs opérations. De cette façon, votre contrôle nous serait assuré, et nous favoriserions l'extension rapide de l'œuvre. Si ce mode d'action vous paraît convenable, je vous propose les noms de trois de mes curés dont vous connaissez l'expérience et le succès en ces matières: M. Irénée Trudel, Curé de Saint-Étienne des Grès, M. E. Fusey, Curé du Mont-Carmel et M. J. E. Poisson, Curé de la Pointe-du-Lac...»⁶⁶.

Des trois curés proposés par l'évêque, deux joueront un rôle de

⁶⁵ Caisse de Champlain, *Déclaration de fondation, Procès-verbal de l'assemblée générale, Procès-verbal du conseil d'administration*, 10 novembre 1912.

⁶⁶ M^{gr} F.-X. Cloutier à A. Desjardins, Trois-Rivières, 14 septembre 1915.

premier plan pendant les années qui vont venir: d'abord en tant que propagandistes du mouvement, ensuite à titre de promoteurs de la première union régionale. Tous deux sont très familiers avec le milieu agricole mauricien. Né à Saint-Stanislas dans une famille de cultivateurs, l'abbé Trudel (1871-1931) est ordonné prêtre en 1897. Il exercera son ministère dans plusieurs paroisses rurales de la région sans compter ses nombreuses activités dans le domaine de l'agriculture. Organisateur du monde agricole, l'abbé Trudel menait ses activités sur plusieurs fronts: missionnaire agricole (depuis 1915), organisateur des coopératives agricoles (à compter de 1917), aumônier et président de la Coopérative fédérée (pendant les années 1920) et, à la demande du ministre québécois de la colonisation, il devint missionnaire colonisateur en 1924⁶⁷. En 1920, l'évêque de Trois-Rivières le libérait d'une partie de son travail pastoral pour promouvoir les caisses populaires et les coopératives dans le diocèse. Aux dires de ses contemporains, l'abbé Trudel est devenu, au décès de Desjardins, l'un des principaux chefs de file du mouvement des caisses à l'échelle du Québec⁶⁸. Joseph-Edmond Poisson (1870-1951) naît à Warwick d'une famille dont le père est menuisier. Ordonné prêtre en 1894, il exerce son ministère dans pas moins de cinq paroisses rurales de la région avant d'être assigné pour de bon à la cure de Pointe-du-Lac en 1913. Après avoir fondé puis géré la Caisse de Saint-Jean-des-Piles pendant trois années, il en fonde une nouvelle à son arrivée à Pointe-du-Lac en 1913. Il y cumulera les charges de président et de gérant jusqu'à sa retraite en 1948⁶⁹.

⁶⁷ G. Rivard, *Recueil de souvenirs*, Trois-Rivières, Union régionale de Trois-Rivières des caisses populaires Desjardins, 1977, pp. 34-37.

⁶⁸ *La Revue Desjardins*, 23, 8-9 (août 1957), et 24, 2 (février) 1958.

⁶⁹ *Ibidem*.

La mobilisation du monde agricole pendant l'entre-deux-guerres

«Années folles», «prospérité» et «croissance» sont des épithètes couramment accolées aux années 1920. Elles correspondent en effet à une phase accélérée du développement des grandes villes contemporaines. Pour les populations rurales et plus particulièrement pour ceux qui exercent alors le métier de la terre, les années 1920 s'apparentent plutôt à des «années noires». La Première Guerre avait notamment favorisé le développement d'une agriculture davantage intégrée au marché. Dans le cadre de l'effort de guerre canadien, il fallait nourrir les régiments de soldats engagés dans les hostilités, mais surtout l'Angleterre et l'Europe. Répondant à un accroissement substantiel de la demande de la part des gouvernements, de l'industrie, des exportateurs et de l'armée pour certaines denrées et profitant d'une politique de prix favorable, plusieurs agriculteurs s'étaient lancés dans la production marchande, délaissant certaines productions domestiques. En 1920 et 1921, les prix agricoles s'effondrent brusquement. La fin des hostilités puis les politiques tarifaires protectionnistes déployées par les États-Unis allaient entraîner une baisse dramatique de la demande pour les denrées que les agriculteurs s'étaient mis à produire abondamment. Elle entraîna avec elle, une chute considérable de leurs revenus. Pour les producteurs qui avaient misé sur l'adaptation de leur production au marché, la baisse de revenus se doublait d'un problème de financement.

L'idée de s'organiser sur le terrain économique allait bientôt apparaître comme une nécessité parmi les agriculteurs. L'idée n'était pas complètement nouvelle. En effet, les premières coopératives agricoles

québécoises avaient vu le jour en 1901. Par la suite, elles s'étaient multipliées pendant les années 1910⁷⁰. Trois syndicats d'agriculteurs naissent successivement en 1918: l'Union des agriculteurs de la province de Québec, l'Union des cultivateurs et les Fermiers-Unis. Les deux premières se fusionnent l'année suivante sous le nom d'Union des cultivateurs de la province de Québec, laquelle se joindra aux Fermiers-Unis en 1922. Animées par les cultivateurs les mieux en point et les notables locaux, ces organisations portent toutes sensiblement les mêmes revendications: modernisation agricole, libre-échange, crédit agricole, etc.⁷¹. Devant le succès mitigé de ces premières tentatives, le projet d'établir une nouvelle association fait son chemin et l'Union catholique des cultivateurs est fondée en 1924.

Pendant l'entre-deux-guerres, les initiatives d'un ensemble de forces sociales convergent vers une vaste projet de revitalisation de l'économie rurale. Le clergé, le ministère de la colonisation et de l'agriculture, les cultivateurs organisés et les milieux nationalistes sont au cœur de cette entreprise. Les caisses populaires y prendront également une part très active, notamment dans le cadre des débats relatifs au crédit agricole.

Au tournant des années 1920, le mouvement des caisses entre dans une phase critique de son évolution, laquelle marquera profondément son développement ultérieur. Desjardins décède le 31 octobre 1920 à l'âge de

⁷⁰ Entre 1909 et 1920, 311 de ces coopératives ont été fondées à travers le Québec. Toutefois, plus de la moitié d'entre elles sont mortes dans l'œuf. Dans la région du Centre du Québec, 47 de ces coopératives avaient été organisées, la plupart étant établies du côté de la rive sud du Saint-Laurent. Vingt-sept d'entre elles étaient encore en activité en 1920, dont 19 sur la rive sud. V.g.: C. Beauchamp, *op. cit.*, p. 345.

⁷¹ M. Morisset, *op. cit.*, p. 31.

66 ans. Il laisse à ses suites environ 140 caisses dispersées à travers la province, sans autre unité de direction que celle qu'il leur donnait à partir de Lévis. Il laisse également à ses éventuels successeurs un projet inachevé de fédération et d'établissement d'une caisse centrale.

L'émergence d'un leadership fédéral

La fédération de caisses qui naît précipitamment aux lendemains du décès du leader lévisien n'est pas celle qu'il avait voulu établir à la grandeur du Québec, mais une fédération régionale assise sur les limites territoriales du diocèse⁷². Le 15 décembre 1920, les représentants d'une douzaine de caisses du diocèse de Trois-Rivières procédaient à la fondation de l'Union régionale des Trois-Rivières. La nouvelle Union régionale se voyait attribuer en outre les mandats suivants: propager l'idéal de la coopération, fonder de nouvelles caisses, procéder à leur inspection et établir une caisse régionale⁷³. D'abord circonscrite au territoire couvert par les comtés fédéraux de Saint-Maurice, Maskinongé et Champlain, l'Union élargissait, en 1922, son aire d'activité aux comtés de Nicolet, Yamaska, Arthabaska et Drummond, situés sur la rive sud du Saint-Laurent⁷⁴.

La création de la première union régionale fut l'expression de la volonté d'un groupe de dirigeants autonomistes de la région de Trois-Rivières, lesquels étaient plutôt tièdes à l'idée d'adhérer à une fédération

⁷² Les questions relatives à la formation de l'Union régionale seront approfondies au chapitre suivant, lequel est consacré entièrement à la régionalisation du mouvement des caisses. Nous nous en tiendrons ici qu'à de brefs rappels pour favoriser la clarté de l'exposé.

⁷³ *Statuts de l'Union régionale des caisses populaires de Trois-Rivières*, 15 décembre 1920.

⁷⁴ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 27 avril 1922.

provinciale telle que préconisée par Alphonse Desjardins. Réfractaires à l'idée d'abandonner la gestion de leurs fonds à une éventuelle caisse provinciale, ils percevaient dans la régionalisation un moindre mal à la centralisation. Les fondateurs de la nouvelle Union s'identifiaient à peu près tous aux figures dominantes de la société locale. C'est ce qui ressort d'un premier examen des documents officiels relatifs à la fondation de l'URTR. La moitié des douze signataires de la déclaration de fondation de l'Union sont des prêtres⁷⁵. Les autres signatures sont celles de secrétaires municipaux et scolaires (2), d'un maire de municipalité, d'un homme d'affaires bien en vue dans le milieu trifluvien, d'un sacristain et d'un notaire⁷⁶. Quant aux premiers élus régionaux, ils sont, pour la plupart, des personnages très influents dans leurs milieux respectifs. Ils se recrutent principalement parmi les éléments des professions libérales et les membres du clergé, lesquels occupent une position privilégiée avec neuf des 15 postes électifs.

Le mouvement en faveur du regroupement des caisses dans le cadre d'organisations régionales allait gagner graduellement les autres parties de la province. En effet, les régions de Québec (1921), Montréal (1924) et Gaspé (1925) emboîtèrent le pas les années suivantes⁷⁷. En 1932, les

⁷⁵ Il s'agit des curés J.-R.-I. Trudel (Saint-Étienne-des-Grès) et J.-Edmond Poisson (Pointe-du-Lac) dont nous avons fait état précédemment ainsi que les abbés J.-A. Laflèche (Saint-Paulin), Ovila Landry (Saint-Roch-de-Mékinac), Thomas Caron (Saint-Maurice) et J.-E. Héroux (Saint-Boniface). V.g.: URTR, *Déclaration de fondation*, 15 décembre 1920.

⁷⁶ Les autres signatures sont celles des individus suivants: J.-A. Gravel (notaire, Saint-Narcisse), Joseph Trudel et J.-O. Beaumier (tous deux secrétaires municipaux et scolaires, Saint-Prosper et Almaville), Donat Brunel (sacristain à Notre-Dame-du-Mont-Carmel), Sinaï-T. Lupien (maire de Lac-à-la-Tortue) et Thomas Bournival (un courtier en valeurs mobilières, Trois-Rivières). *Ibidem*.

⁷⁷ L'Union régionale de Montréal fut fondée officiellement en 1924. Cependant, elle existait *de facto* depuis 1921 sous l'appellation de Bureau central d'inspection de

représentants des quatre Unions régionales procèdent à la fondation de la Fédération de Québec des Unions régionales de caisses populaires. Comme l'indique son nom, il s'agit bien d'un regroupement d'unions régionales et non de caisses populaires.

Avec l'allocation d'une subvention annuelle de 20 000 \$ du ministère de l'Agriculture du Québec, la nouvelle Fédération provinciale est investie de pouvoirs importants au sein de l'organisation du mouvement Desjardins, notamment en matière d'inspection et d'approbation des placements⁷⁸. Dotées de caisses régionales et occupant la totalité des sièges du conseil d'administration et de l'assemblée générale de la Fédération provinciale, les unions régionales exercent toutefois un poids considérable. Avec la création de l'Union régionale, le leadership en matière d'organisation et d'encadrement des caisses se déplace de Lévis vers Trois-Rivières.

***Multiplier les caisses et gagner les cultivateurs à la vision
coopérative du crédit agricole***

Poursuivant la stratégie de Desjardins, les nouveaux dirigeants régionaux allaient privilégier l'établissement de caisses dans les localités rurales et porter une attention particulière à la consolidation des positions de la jeune Union sur la rive sud du Saint-Laurent. À maintes occasions, ils exprimèrent leur intention d'établir des caisses dans chacune des paroisses, reprenant à leur propre compte le mot d'ordre lancé à plusieurs reprises par les

Montréal. Entre 1934 et 1944, six autres unions régionales voient le jour: Sherbrooke (1934), Rimouski (1937), Joliette (1938), Ouest québécois et Saint-Hyacinthe (1944).

⁷⁸ Cette subvention annuelle destinée à favoriser l'établissement de caisses populaires et surtout l'inspection annuelle de chacune des caisses fut portée à 30 000 \$ en 1937, 40 000 \$ en 1940, 80 000 \$ en 1942, 75 000 \$ en 1947 et, finalement, 90 000 \$ entre les années 1959 et 1972. FQUR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*.

autorités religieuses et notamment par l'Évêché de Trois-Rivières durant les années 1910⁷⁹.

Le mot d'ordre «une caisse par paroisse» s'est fondu de plus en plus étroitement aux revendications des cultivateurs organisés pour la mise en place d'un système de crédit agricole. Formulé au moment de l'éclosion des premiers syndicats d'agriculteurs vers la fin des années 1910, le mouvement en faveur d'un crédit agricole allait gagner rapidement les autres organisations du monde rural pour finalement se cristalliser au sein de l'U.C.C. à partir de 1924. Les caisses, par l'intermédiaire de leurs propagandistes, ont été au cœur de ces débats. Missionnaire agricole et organisateur des caisses populaires dans la région de Trois-Rivières, l'abbé Trudel a été l'un des principaux porte-parole de la position des caisses⁸⁰. Les discussions sur l'opportunité d'organiser un système de crédit agricole allaient donner lieu à de vigoureux débats. L'enjeu des dissensions n'était pas tant la nécessité ou non d'organiser le crédit agricole que le choix de l'institution la plus appropriée pour le dispenser: l'État ou les caisses populaires? Au fil des années, les positions des protagonistes se sont polarisées entre les partisans d'un crédit d'État et les tenants de la formule coopérative. Les premiers concevaient le crédit comme un instrument devant faciliter le passage à la production de marché et, à court terme,

⁷⁹ À ce sujet: URTR, *Procès-verbaux des séances du conseil d'administration*, 27 avril et 31 août 1922; *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 11 décembre 1923; «Tous pour chacun et chacun pour tous»: lettre circulaire adressée aux curés des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet, avril 1922; *Rapport des travaux et délibérations du Congrès des caisses populaires Desjardins*, Québec, 6, 7 et 8 octobre 1925.

⁸⁰ Les termes et les enjeux de ce débats ont été analysés sommairement par les auteurs suivants: F. Létourneau, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, sans éd., 1950, pp. 283-292; J.-P. Kesteman, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, U.C.C.-U.P.A. 1924-1984*, Montréal, Boréal, 1984, pp. 75-78; M. Morisset, *op. cit.*, pp. 33-35.

comme une façon d'endiguer l'endettement et l'exode rural. Ils pensaient évidemment à un crédit à long terme, à bas taux d'intérêt. Favorables à l'idée d'une participation des caisses dans la distribution du crédit agricole, ils faisaient toutefois valoir la nécessité d'une injection de fonds de la part du gouvernement. Les seconds, partisans de la formule coopérative, favorisaient un système basé exclusivement sur le réseau des caisses. Pour les tenants de cette alternative, l'effort financier gouvernemental devait être consacré à la diffusion des caisses. Le problème le plus urgent, font-ils valoir, c'est d'établir ces institutions dans toutes les paroisses. Les discussions sur le crédit agricole ne connaîtront leur dénouement qu'en 1936 avec la création de l'Office du crédit agricole par le gouvernement québécois. La progression trop lente du mouvement des caisses, aussi bien en termes de nombre d'établissements qu'en termes de capacité financière, a amené les agriculteurs organisés à se tourner vers l'État provincial.

La stratégie d'implantation territoriale préconisée par les leaders régionaux du mouvement des caisses s'est articulée étroitement aux débats sur le crédit agricole. Non seulement la volonté de multiplier les caisses pour dispenser le crédit agricole est-elle constamment réaffirmée mais elle donne lieu à un renforcement de la base rurale du réseau des caisses à l'échelle de la région. Trente-six des 41 établissements fondés par les promoteurs de l'URTR dans les diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet pendant les années 1920-35 l'ont été dans des paroisses rurales. Ceci sans compter que trois des cinq caisses considérées comme urbaines ont été établies dans des localités s'apparentant davantage à des chefs-lieux du monde agricole qu'à des villes au sens contemporain du terme⁸¹. En

⁸¹ Il s'agit des caisses de Saint-Médard-de-Warwick (1921), Nicolet (1922) et

marge de ses activités sur son aire de juridiction, l'URTR fit quelques incursions hors région. Au moins 26 autres caisses, toutes établies en milieu rural, lui ont été affiliées de façon plus ou moins temporaire entre les années 1925 et 1935. Ces caisses, souvent organisées par les propagandistes de l'URTR, logeaient sur les territoires des diocèses de Joliette (11), Sherbrooke (9) et Saint-Hyacinthe (2) ainsi que dans la région de l'Abitibi (4). Elles quitteront les rangs de l'URTR pendant les années 1930 et 1940 avec la création d'unions dans leurs régions d'appartenance. Aux caisses des autres diocèses, il faut également ajouter un certain nombre de coopératives agricoles qui, ayant contracté un emprunt de la caisse régionale, lui étaient affiliées en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs. En définitive, la régionalisation des caisses amorcée au tournant des années 1920 n'aura pas introduit de rupture par rapport à la situation héritée de l'activité d'Alphonse Desjardins et de ses proches collaborateurs, renforçant même l'assise agricole du réseau de caisses.

Cet état de faits se confirme à l'examen des déclarations de fondation des établissements fondés entre 1920 et 1935, lesquels ont fait l'objet d'un traitement analogue à celui qui a été réalisé pour la période antérieure. On remarque en effet la progression très nette enregistrée par le groupe des cultivateurs parmi les fondateurs de caisses. Non seulement dominant-ils largement les assemblées de fondations des caisses, mais ils sont beaucoup plus influents à leur direction, détenant à eux-seuls au-delà de 60% des postes aux trois conseils. Cette proportion n'était que du tiers

Louiseville (1926). Ces municipalités comptent des populations oscillant entre 2 000 et 3 500 résidents au moment où ces caisses y ont été établies. À l'époque, elles se caractérisent en outre par la fonction de chef-lieu qu'elles exercent à l'égard des campagnes avoisinantes.

TABLEAU 1.2
Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie
socioprofessionnelle, le statut au terme de l'assemblée de fondation et
la souscription de parts sociales, Union régionale de Trois-Rivières,
1921-1935*
nombre absolus et (%)

<i>catégories socioprofessionnelles</i>	non élus	élus	total des fondateurs	parts sociales souscrites
1. commerçants, entrep. & industriels	18 (3,9)	20 (8,8)	38 (5,5)	60 (6,3)
2. cadres et administrateurs	6 (1,3)	4 (1,8)	10 (1,5)	40 (4,2)
3. membres des professions libérales	16 (3,5)	32 (14,0)	48 (7,0)	155 (16,3)
4. spécialistes et techniciens	2 (0,4)	4 (1,8)	6 (0,9)	10 (1,1)
5. employés	7 (1,5)	1 (0,4)	8 (1,2)	8 (0,8)
6. cultivateurs et professions assimilées	341 (74,1)	144 (63,2)	485 (70,5)	527 (55,4)
7. artisans et gens de métiers	41 (8,9)	11 (4,8)	52 (7,6)	86 (9,0)
8. ouvriers	22 (4,8)	7 (3,1)	29 (4,2)	45 (4,7)
9. rentiers	7 (1,5)	5 (2,2)	12 (1,7)	20 (2,1)
TOTAUX	460 (100,0)	228 (100,0)	688 (100,0)	951 (100,0)

Sources: Déclarations de fondation, procès-verbaux des assemblées de fondation et des premières séances des conseils d'administration des caisses populaires affiliées à l'URTR.

* Les professions indéterminées ainsi que les sociétaires auxiliaires ont été éliminés du classement.

avant 1920. Ces gains sont allés de pair avec une certaine désaffection des membres des professions libérales et des agents du petit commerce et de l'industrie locale, lesquels ne représentent plus que le quart des élus comparativement à la moitié pour les années antérieures au décès du fondateur. Le clergé paroissial, notamment, avait joué un rôle névralgique à la direction des premiers établissements; il joue un rôle beaucoup plus effacé dans les années postérieures au décès d'Alphonse Desjardins. Lorsqu'élus, les curés le sont généralement au conseil de surveillance⁸².

⁸² Entre 1921 et 1935, les 33 prêtres recensés dans les déclarations de fondations disponibles ne sont plus que cinq à exercer une charge aux conseils d'administration locaux; ils sont cependant 15 à siéger aux conseils de surveillance.

Des établissements fragiles et un recrutement limité

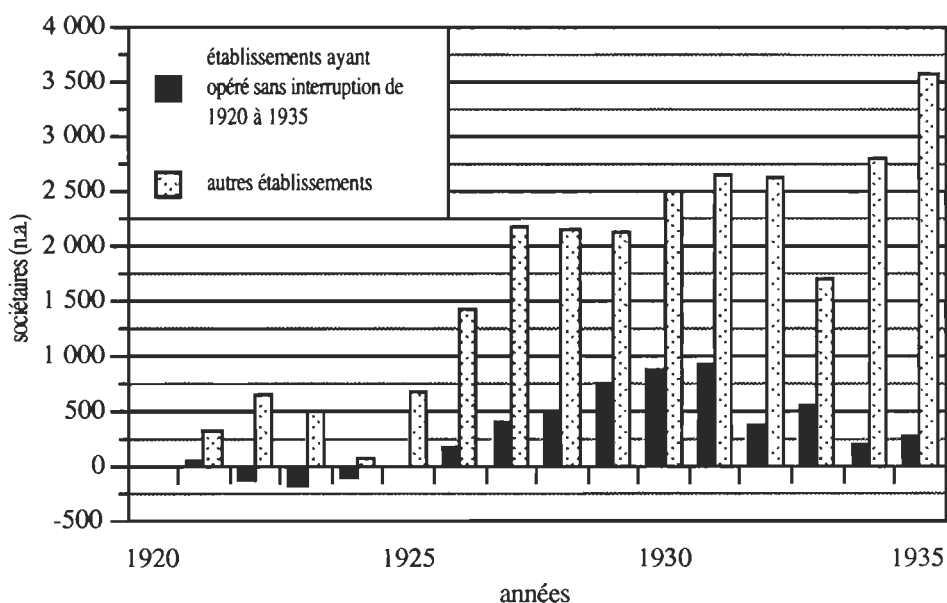
Le développement des caisses est à l'image de l'évolution de la société rurale pendant cette période. Il se réalise à travers des phases plus ou moins longues de croissance, de stagnation et même, dans nombre de cas, de régression. Si le recrutement de sociétaires et la progression financière semblent s'intensifier par moments, ces périodes de reprise ne sont souvent que de courte durée.

L'objectif d'étendre le réseau des caisses à l'ensemble des paroisses fut d'abord loin d'être atteint. L'expansion du réseau d'établissements ne s'est amorcé véritablement qu'avec la création de la Fédération provinciale et l'octroi gouvernemental qui fut alloué à cet effet à compter de 1932. Bien que les promoteurs de l'Union régionale aient établi 20 nouvelles caisses et en aient réorganisé trois autres entre les années 1920 et 1932 dans les diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet, pas moins de onze fermetures ont lieu à la même époque; ce qui, en définitive, ne laisse qu'un gain net de douze caisses par rapport à la situation qui prévalait avant la création de la fédération régionale. À quoi ces fermetures d'établissements sont-elles attribuables? La réponse à cette question est plurielle. Les difficultés que connaît l'économie rurale y sont sans doute pour beaucoup, mais cette explication reste partielle. Les fermetures de caisses ne sont pas nécessairement le lot des localités les plus mal en point à ce chapitre. Il faut s'en remettre aussi aux facteurs locaux et au climat de désorganisation générale qui prévaut au sein du mouvement. En dépit de la formation des fédérations, le mouvement des caisses reste encore largement tributaire de ces liens avec le milieu local et demeure, en définitive, peu intégré. Par

conséquent, les situations appréhendées d'une caisse à l'autre vont fluctuer en fonction des réalités particulières des localités en cause: le départ ou la démission d'un gérant à qui l'on ne trouve pas de successeur, une mauvaise récolte, la présence d'une banque, une défalcation, la présence ou non de particuliers ou de marchands faisant office de prêteurs, de mauvais jugements dans l'octroi des prêts, des liquidités insuffisantes ou, tout simplement, des rivalités locales sont autant de facteurs qui risquent à tout moment de compromettre la croissance et même l'avenir d'une caisse.

Dans une perspective d'ensemble, la croissance des caisses est irrégulière et relativement modeste pendant les quinze premières années d'existence de l'URTR. Les actifs locaux sont particulièrement volatiles et

FIGURE 1.2
Recrutement de nouveaux sociétaires,
caisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet
Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1935*
(cumulatif, année de comparaison = 1920)



Sources: Annuaire du Québec, 1921-1934, rapports mensuels des caisses au 31 décembre des années 1934 et 1935.

* Sont inclus parmi les autres établissements, les caisses qui, étant actives en 1920, ont cessé momentanément ou définitivement leurs opérations entre 1920 et 1935 ainsi que les caisses nouvellement fondées pendant cette période.

le recrutement de sociétaires reste circonscrit à des segments passablement limités des populations paroissiales. Entre les années 1920 et 1935, le nombre total de sociétaires à l'échelle de la région est presque doublé. Nos données indiquent par ailleurs que cette croissance ne procède pas tant d'un élargissement du sociétariat des établissements de première souche que de l'accroissement de leur nombre. En effet, les caisses les plus anciennes et les mieux en point sur le plan financier n'ont pratiquement pas accru leur sociétariat de 1920 à 1935. Le recrutement de nouveaux sociétaires, tel que l'illustre la figure 1.2, est venu principalement des établissements nouvellement fondés.

À la veille de la Seconde Guerre, les caisses ne parviennent toujours pas à rassembler plus de 10% des résidants des localités desservies et le crédit n'y est accessible qu'à une infime minorité⁸³. Dans les meilleurs cas, celui des caisses rurales établies de longue date, le taux d'adhésion des populations locales oscille généralement entre 15 et 20%; dans le cas des caisses urbaines, le taux se situe autour de 5%. La proportion des emprunteurs dans les populations desservies est passablement limitée: 2% dans le cas des caisses rurales et 0,5% dans celui des caisses urbaines entre 1915 et 1935. Partant de l'examen de cinq cas types de caisses, les travaux de Rudin ont bien démontré à cet égard que, jusqu'à la Seconde Guerre du moins, ce sont les éléments plutôt prospères des localités d'implantation

⁸³ Les taux d'adhésion ont été calculés en mettant en rapport le sociétariat de chacune des caisses et la population de leurs circonscriptions territoriales respectives. Les populations des localités non desservies ne sont pas prises en compte; ce qui donne une image plus précise des rapports entre les caisses et leur milieu ambiant. Les sources et les ouvrages suivants ont été mis à contribution: J. Roy, D. Robert et L. Verreault-Roy, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique: 1850-1971*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, U.Q.T.R., 1980; Statistique Canada, *Recensements*, années 1931-41-51-61; *Le Canada ecclésiastique*, Librairie Beauchemin Limitée, Montréal, éditions 1916-1966.

des caisses qui adhèrent au mouvement⁸⁴. Nous ne disposons pas des informations qui nous permettent de corroborer cette hypothèse; une telle entreprise à l'échelle de l'ensemble des caisses exigerait un investissement démesuré. Plusieurs éléments peuvent expliquer, en partie, le caractère ténu des rapports entre les caisses et les populations paroissiales durant cette première phase de leur évolution. Il faut d'abord souligner que les conditions d'existence de larges segments du monde agricole et de la classe ouvrière demeurent passablement difficiles pendant l'entre-deux-guerres. L'intérêt, voire la capacité, d'adhérer aux caisses s'en trouvent amoindris. En effet, l'acquisition de la part sociale et le paiement de la «taxe d'entrée» continuent à représenter une dépense non négligeable pour bon nombre d'ouvriers et d'agriculteurs⁸⁵.

Plus de 25 ans après l'apparition des premiers établissements dans la région, un total de 74 caisses avaient été organisées, 22 avaient fermé et cinq avaient été réorganisées (tableau 1.3). Les 57 caisses actives comp- taient plus de 9 000 sociétaires et géraient un actif total de 1,7 million \$. Vingt-trois d'entre elles n'avaient pas plus de trois années d'existence, résultat des efforts déployés au début des années 1930 pour étendre le mouvement à la rive sud du Saint-Laurent.

⁸⁴ R. Rudin, *op. cit.*, pp. 28-44.

⁸⁵ Rudin a suggéré certains éléments d'interprétation à l'égard de la faiblesse des taux d'adhésion. Il a souligné, à partir du cas de la Caisse de Lévis, que le relèvement de la «taxe d'entrée» pouvait constituer un obstacle au recrutement de nouveaux membres. Cette politique, poursuivie par les dirigeants de la caisse, aurait entraîné une contraction du sociétariat à la faveur d'une augmentation du nombre de *déposants*. (*Ibidem*, pp. 42-44). Ces pratiques ne semblent cependant pas avoir été généralisées dans la région du Centre du Québec.

TABLEAU 1.3
Progression des caisses des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières,
selon diverses variables
Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1935*

année	fondations (cumulatif)	réorganisations (cumulatif)	fermetures (cumulatif)	caisses actives (n.a.)	sociétaires (n.a.)	actif (milliers de \$)
1920	39	0	10	29	5 518	990
1921	41	0	10	31	5 864	1 069
1922	44	0	10	34	6 015	863
1923	44	0	10	34	5 832	863
1924	44	1	11	34	5 474	1 068
1925	47	0	13	35	6 184	1 215
1926	50	0	13	38	7 096	1 485
1927	50	0	14	37	8 087	1 736
1928	52	0	18	35	8 163	1 917
1929	54	0	19	36	8 385	1 765
1930	55	0	19	37	8 871	1 825
1931	55	0	19	37	9 057	1 769
1932	55	0	19	37	8 480	1 655
1933	59	3	21	41	7 752	1 438
1934	62	4	21	45	8 500	1 575
1935	74	5	22	57	9 349	1 757

Sources: Annuaires du Québec, années 1921-1934; Rapports mensuels des caisses au 31 décembre de l'année 1935; Procès-verbaux de l'URTR, 1920-1935; Déclarations de fondation des caisses affiliées à l'URTR.

* Les caisses des autres diocèses ayant été temporairement affiliées à l'URTR ne sont pas prises en compte dans les données. Les chiffres relatifs aux fondations, aux réorganisations ainsi qu'aux fermetures de caisses sont le résultat de calculs personnels.

Parmi les caisses actives, 32 sont localisées du côté de la rive sud du Saint-Laurent. Plus nombreuses et plus jeunes, ces dernières sont néanmoins de dimension beaucoup plus modeste que les caisses de la rive opposée: elles rassemblent 43% de l'ensemble des sociétaires mais ne disposent que de 20% de l'actif total des établissements affiliés. Le mouvement Desjardins reste largement tributaire de ses liens avec le monde rural. Avec 6 700 sociétaires et un actif d'un million \$, les 51 caisses rurales dominent largement l'Union régionale: elles représentent ainsi plus de 70% des sociétaires des caisses affiliées et contrôlent plus de 60% de l'actif du

mouvement. Par ailleurs, celui-ci est travaillé par de profondes disparités de développement: en 1935, 70% de l'actif géré par les 57 caisses affiliées à l'URTR est localisé dans les coffres d'une dizaine d'entre elles. La seule Caisse de Trois-Rivières dispose du quart de l'actif du mouvement à l'échelle régionale.

Au terme des 25 premières années d'existence du mouvement des caisses dans la région du Centre du Québec, s'achève une période au cours de laquelle il est demeuré tributaire de ses rapports avec le monde agricole organisé, la petite bourgeoisie propriétaire et l'Église. Cette alliance s'est nouée autour d'un projet aux contours bien définis: celui de revitaliser la petite propriété locale et, plus largement, de régénérer le tissu social d'une société rurale soumise à d'importantes forces de dislocation. Dans ce contexte, les caisses sont demeurées peu sensibles au recrutement de sociétaires parmi le monde ouvrier et les nouvelles classes moyennes dont les effectifs devenaient chaque jour plus imposants. De même, elles ont été peu enclines à s'établir en milieu urbain. Dans le cadre d'une économie dynamisée par la force d'attraction croissante exercée par la ville et l'activité des grands ensembles commerciaux, financiers et industriels, le développement des caisses a été à l'image des bouleversements de l'économie rurale de l'entre-deux-guerres: modeste, précaire et instable.

3- LA CONQUÊTE DES PAROISSES (1935-1945)

À compter du milieu des années 1930, l'évolution des caisses allait connaître une nouvelle tournure. La création de la Fédération de Québec des Unions régionales en 1932, l'octroi d'une subvention gouvernementale annuelle pour l'établissement et l'inspection des caisses populaires ainsi qu'une croissance économique nourrie par l'effort de guerre vont créer un climat particulièrement favorable au décollage des caisses. En l'espace d'une dizaine d'années, la configuration du réseau des caisses est profondément bouleversée. Cette époque charnière de l'évolution du mouvement des caisses est notamment marquée par son ouverture à la ville et son rythme de croissance inégalé tant sur le plan de son sociétariat que sur celui de ses assises financières.

La propagation des caisses

Les années qui vont du milieu des années 1930 à la fin de la guerre se caractérisent par la poursuite des efforts intensifs pour étendre le réseau des caisses, à la différence toutefois que des énergies vont être engagées pour renforcer ses positions dans les villes. Au terme de la guerre, l'objectif d'établir «une caisse par paroisse» est partiellement réalisé: 129 des 144 paroisses comprises dans l'aire d'activité de l'Union ont leurs propres établissements.

Pas moins de 16 réorganisations et 57 fondations ont lieu à l'échelle de la région de 1936 à 1945, soit plus de la moitié des établissements en

activité à la fin de la guerre. Une seule caisse cessera ses opérations durant ces années alors que, dans la période antérieure, les établissements nouvellement fondés avaient à peine compensé les fermetures. Les caisses réalisent par ailleurs des percées significatives dans les villes où leur nombre est porté de six à 30 (tableau 1.4).

TABLEAU 1.4
Progression des caisses populaires selon le nombre d'établissements,
le nombre de sociétaires et l'actif,
Union régionale de Trois-Rivières, 1915-1970*

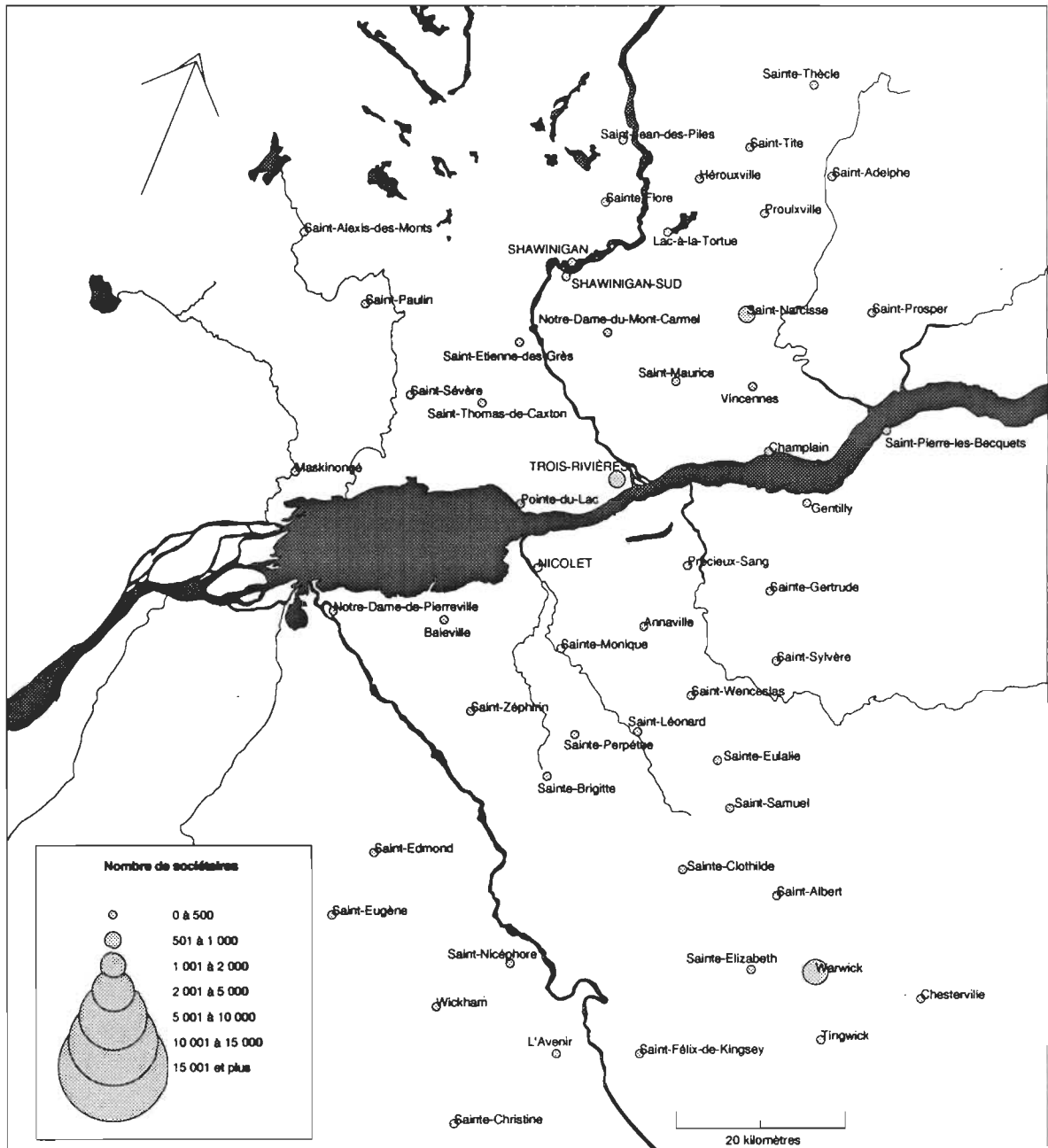
années	établissements ruraux			établissements urbains		
	caisses actives (n.a.)	sociétaires (n.a.)	actif (000\$)	caisses actives (n.a.)	sociétaires (n.a.)	actif (000\$)
1915	20	3 524	230	2	886	73
1920	25	3 995	644	4	1 523	345
1925	28	4 361	725	6	1 823	490
1930	29	6 154	1 054	7	2 717	770
1935	51	6 691	1 084	6	2 658	676
1940	73	13 062	2 214	18	6 831	1 421
1945	96	28 689	11 344	30	28 440	10 312
1950	100	38 110	16 841	32	49 926	22 574
1955	97	44 572	21 261	35	70 605	37 502
1960	97	54 247	29 447	38	95 653	63 386
1965	97	66 899	46 500	40	135 047	102 784
1970	98	84 464	75 937	42	182 904	172 321

Sources: Annuaires du Québec, 1915-1933; Rapports mensuels des caisses au 31 décembre, 1935-1965, Procès-verbaux de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1965; Déclarations de fondation des caisses populaires.

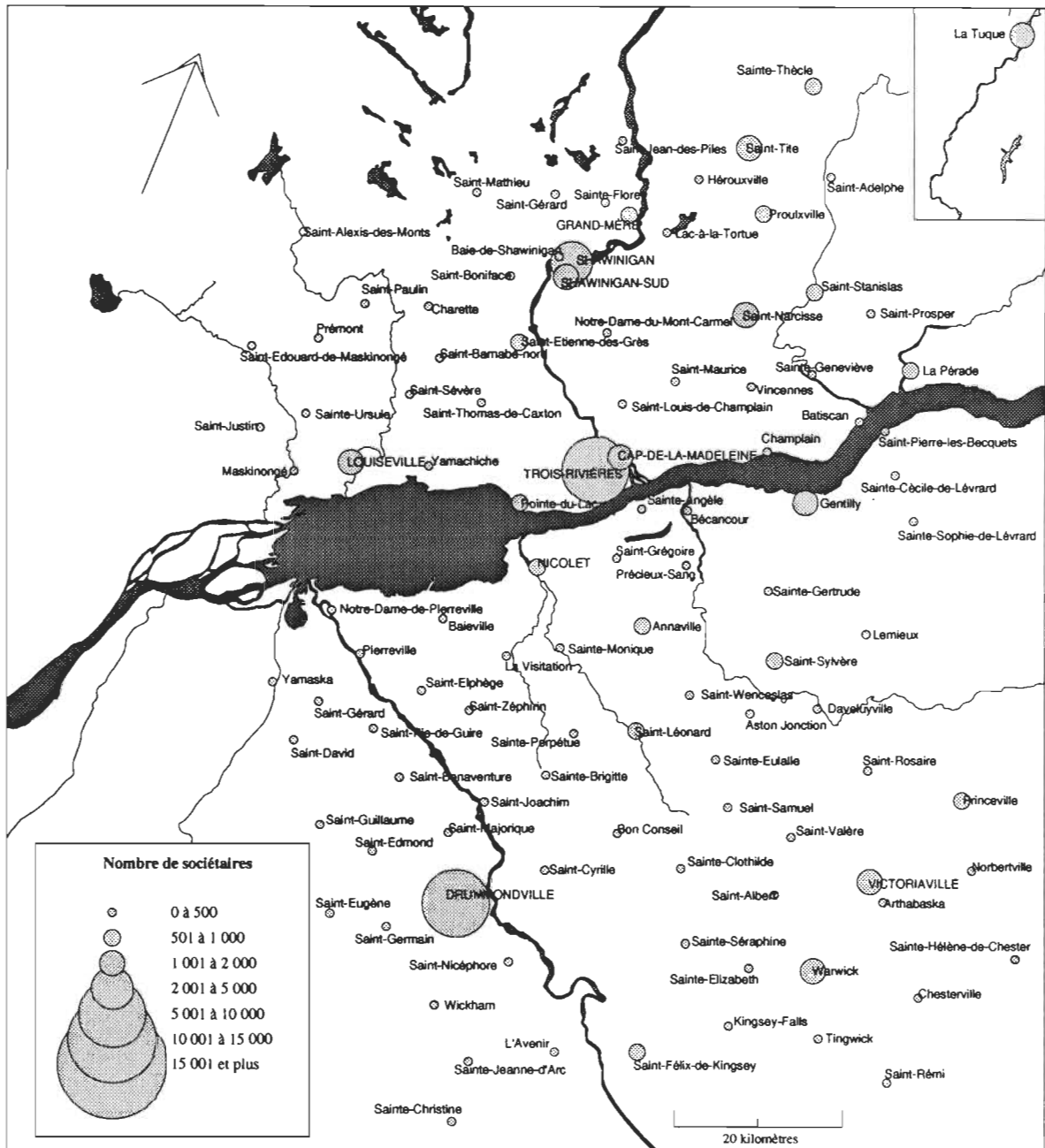
* Les caisses situées à l'extérieur des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet et ayant été temporairement affiliées à l'URTR ne sont pas prises en considération. De même, les données relatives aux caisses des Séminaires de Trois-Rivières et de Nicolet ne sont pas comptabilisées.

La conjoncture qui prévaut durant la guerre est tout à fait exceptionnelle. La croissance économique accélérée et les restrictions à la consommation imposées par l'économie de guerre favorisent l'épargne. Les caisses, particulièrement dans les villes, atteignent des taux de croissance et un rythme de développement inégaux. En l'espace de cinq ans,

CARTE 1.3
Le sociétariat des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières en 1935
 (selon cinq catégories)



CARTE 1.4
Le sociétariat des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières en 1945
 (selon cinq catégories)



l'actif de l'ensemble des caisses affiliées est multiplié par six et leur sociétariat par trois. L'actif des caisses urbaines est multiplié par vingt et leur nombre de sociétaires quadruple alors que les caisses rurales voient leur actif quintupler et leur nombre de sociétaires doubler.

Au sortir de la guerre, le mouvement Desjardins est profondément modifié. Après s'être longuement appuyé sur le poids des ruraux, il s'ouvre résolument à la réalité urbaine. Les caisses rurales rassemblaient encore les deux tiers des sociétaires du mouvement en 1940, et disposaient toujours de 60% de son actif. Cinq ans plus tard, elles se partagent à peu près également les effectifs du mouvement avec les caisses urbaines tant au plan du sociétariat que de l'actif, bien que les dernières soient beaucoup moins nombreuses et généralement plus jeunes. L'expansion des années 1935-1945 favorise une meilleure répartition régionale des effectifs du mouvement. Avec 72 des 129 établissements en activité à la fin de l'année 1945, les caisses de la rive sud voient leur poids financier gagner en importance par rapport à celui des caisses de la rive opposée. Leur part de l'actif régional passe en effet de 20 à 40% entre 1935 et 1945. Une dizaine d'années aura suffi à l'URTR pour étendre son réseau d'établissements à l'ensemble du territoire alors qu'elle avait eu peine à maintenir ses positions durant la période antérieure.

L'ouverture sur la ville

La croissance du sociétariat depuis les origines s'était réalisée à l'horizontale, suivant le rythme imprimé par l'accroissement du nombre d'établissements et recrutant l'essentiel de ses effectifs parmi les éléments du monde

agricole et de la petite bourgeoisie locale. Ce faisant, le mouvement Desjardins était resté peu sensible à l'urbanisation et à l'industrialisation régionales ainsi qu'aux nouvelles classes salariées dont les effectifs devenaient de plus en plus imposants. Les percées dans les villes à compter de la seconde moitié des années 1930 vont modifier de façon substantielle ses bases sociales. Bien qu'encore abondamment représentés, les agriculteurs et les éléments anciens de la petite bourgeoisie vont désormais composer avec des groupes nouvellement mobilisés au sein des caisses urbaines qui connaissent alors une croissance accélérée.

À compter de 1940, les caisses Desjardins recrutent plus largement parmi les populations desservies qu'elles ne le faisaient jadis. L'adhésion aux caisses s'étend à des segments nettement plus importants des populations locales: en 1945, un résidant sur cinq était membre de la caisse populaire de sa localité. On se souviendra que cette proportion n'atteignait pas 10% pendant le premier tiers du siècle. Les caisses rurales recueillaient l'adhésion de 28% des résidents de leur localité en 1945 alors que les caisses urbaines en obtenaient 16% la même année. Ces proportions étaient respectivement de 17 et de 5% cinq ans plus tôt.

Cet enracinement se confirme à l'examen de la composition sociale des fondateurs et des élus lors d'assemblées de fondation de caisses. Ce sont d'abord les caisses urbaines qui vont ouvrir cette première brèche. En effet, la composition des assemblées de fondation dans le cas des caisses rurales est à peu près similaire à ce qu'elle était durant la période antérieure. Elles continuent à mobiliser très largement les agriculteurs qui représentent plus des deux tiers des participants aux assemblées de fondation et dominent nettement leurs trois conseils. Les assemblées des caisses

urbaines reflètent davantage qu'auparavant la diversité de leurs milieux respectifs (tableau 1.5). Bien qu'encore amplement représentés aux postes clés, les agents de la petite propriété et les professions libérales doivent transiger avec l'arrivée de nouveaux groupes. Cette diversification des intérêts en présence se traduit par les percées réalisées parmi les salariés (personnel cadre et spécialisé, employés et ouvriers réunis). Ils forment près de la moitié des participants aux assemblées de fondation des caisses urbaines érigées entre 1936 et 1945 et détiennent quatre sièges sur dix aux trois conseils. Ils ne représentaient que le quart des fondateurs et moins du cinquième des élus durant la période précédente.

TABLEAU 1.5
Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie
socioprofessionnelle et le statut au terme de l'assemblée de fondation
Union régionale de Trois-Rivières, 1936-1945*
nombres absolus et (%)

<i>catégories / statuts</i>	<i>établissements urbains</i>			<i>établissements ruraux</i>		
	non élus	élus	total	non élus	élus	total
1. commerçants, entrep. & industriels	63 (10,8)	44 (18,3)	107 (13,0)	65 (6,1)	43 (8,5)	108 (6,9)
2. cadres et administrateurs	7 (1,2)	8 (3,3)	15 (1,8)	9 (0,9)	7 (1,4)	16 (1,0)
3. membres des professions libérales	34 (5,8)	14 (5,8)	48 (5,8)	36 (3,4)	36 (7,1)	72 (4,6)
4. spécialistes et techniciens	10 (1,7)	14 (5,8)	24 (2,9)	17 (1,6)	9 (1,8)	26 (1,7)
5. employés	44 (7,6)	20 (8,3)	64 (7,8)	14 (1,3)	4 (0,8)	18 (1,2)
6. cultivateurs et professions assimilées	104 (17,8)	41 (17,0)	145 (17,6)	744 (70,3)	341 (67,4)	1 085 (69,2)
7. artisans et gens de métiers	96 (16,5)	37 (15,4)	133 (16,1)	75 (7,1)	36 (7,1)	111 (7,1)
- artisans	27 (4,6)	9 (3,7)	36 (4,4)	51 (4,8)	25 (4,9)	76 (4,9)
- gens de métiers	69 (11,8)	28 (11,6)	97 (11,8)	24 (2,3)	11 (2,2)	35 (2,2)
8. ouvriers	212 (36,4)	59 (24,5)	271 (32,9)	79 (7,5)	18 (3,6)	97 (6,2)
- contremaîtres	17 (2,9)	14 (5,8)	31 (3,8)	3 (0,3)	2 (0,4)	5 (0,3)
- spécialisés et non spéc.	195 (33,6)	45 (18,7)	240 (29,1)	76 (7,9)	16 (3,2)	92 (5,9)
9. rentiers	13 (2,2)	4 (1,7)	17 (2,1)	19 (1,8)	11 (2,2)	30 (1,9)
TOTAUX	583 (100,0)	241 (100,0)	824 (100,0)	1 058 (100,0)	506 (100,0)	1 564 (100,0)

Sources: Déclarations de fondation, procès-verbaux des assemblées de fondation et des premières séances des conseils d'administration des caisses populaires affiliées à l'URTR.

* Les professions indéterminées ainsi que les sociétaires auxiliaires ont été éliminés du classement.

Par ailleurs, les assemblées de fondation dans les paroisses urbaines s'ouvrent à des acteurs aux intérêts plus diversifiés que dans les situations observées précédemment. Ainsi, la Caisse de Saint-François-d'Assise, établie dans une paroisse ouvrière de Trois-Rivières en 1944, est fondée au cours d'une assemblée réunissant 48 participants. Trois des 19 ouvriers prenant part à l'assemblée sont élus à l'un ou l'autre des trois conseils de la caisse; les neuf commerçants présents y occupent, pour leur part, cinq des onze sièges⁸⁶. Une assemblée composée à 70% d'ouvriers donne naissance à la Caisse de Saint-Simon en 1936, dans une paroisse de Drummondville peuplée de travailleurs du textile. Au terme de la tenue des élections, les ouvriers sont titulaires de quatre sièges dont trois au conseil de surveillance. Les postes clés restent cependant du ressort de la petite bourgeoisie locale: la gérance est confiée à un notaire et la présidence du conseil d'administration à un rentier. La commission de crédit est présidée par un propriétaire foncier, les deux autres charges étant confiées à des marchands⁸⁷.

La période 1935-1945 correspond également à un nouveau recul des positions du clergé à la direction des caisses. Les curés continuent à s'associer à la cause des caisses Desjardins en participant aux assemblées de fondation mais ils le font davantage à titre de sociétaires et sont de moins en moins nombreux à figurer parmi les élus. Lorsqu'ils sont élus, ils siègent aux conseils de surveillance, la plupart de ceux-ci jouant un rôle négligeable dans l'administration des caisses en dépit des prescriptions de

⁸⁶ Caisse de Saint-François-d'Assise, *Déclaration de fondation, Procès-verbal de l'assemblée générale, Procès-verbal du conseil d'administration*, 22 mars 1944.

⁸⁷ Caisse de Saint-Simon, *Déclaration de fondation, Procès-verbal de l'assemblée générale, Procès-verbal du conseil d'administration*, 14 décembre 1936.

la *Loi des syndicats coopératifs*. Des 70 curés ou vicaires recensés dans les déclarations de fondations des caisses établies entre 1936 et 1945, seulement trois détiennent un siège d'administrateur alors que 19 sont élus aux conseils de surveillance.

En somme, cette période de croissance est celle d'une conquête de la région menée sur trois fronts: un quadrillage du territoire par l'établissement d'une caisse par paroisse; un recrutement plus intensif parmi les populations locales; et, enfin, une percée significative dans les villes. La diffusion des caisses en milieu urbain se réalisa au rythme du peuplement des nouvelles paroisses érigées par l'Église. Dans l'esprit des leaders du mouvement, la paroisse urbaine offrait aux caisses un tissu social apparenté à l'image qu'ils avaient de la communauté rurale: des communautés stables, solidaires de leurs notables, attachées aux valeurs religieuses et familiales et soucieuses d'établir leurs enfants. Elle offrait aussi un cadre suffisamment restreint pour que puissent jouer les relations d'interconnaissance dans l'octroi du crédit et la gestion de l'épargne. Assez rapidement, comme nous le verrons plus loin, la mutualité paroissiale va se frotter à la réalité du marché en milieu urbain: le voisinage entre caisses inégalement développées et la concurrence avec les autres institutions financières sont au nombre des enjeux qui pointent au sortir de la guerre.

4- L'ENRACINEMENT DES CAISSES ET LA MUTATION DE LEURS BASES SOCIALES DANS L'APRÈS-GUERRE

La période qui s'achève avec la fin de la guerre aura été l'occasion pour le mouvement des caisses d'entreprendre le virage imposé par la croissance économique et démographique du front urbain. La suivante voit cette coloration urbaine nouvellement acquise déteindre de plus en plus fortement sur sa dynamique de croissance. Globalement, ces années qui vont de l'après-guerre à la fin des années 1960 sont marquées par un renforcement des tendances antérieurement apparues. Elles vont se traduire par une transformation des principales caractéristiques des bases sociales de son organisation.

Le Québec, comme l'ensemble de l'Occident en général, connaît alors une forte croissance économique stimulée par un accroissement substantiel des investissements et de la production. La migration des ruraux vers les villes, temporairement stabilisée pendant la Grande crise, reprend à un rythme accéléré. Par ailleurs, le niveau de vie des Québécois n'a rien de commun avec ce qu'ils avaient connu durant les années trente. Le revenu personnel moyen passe en effet de 655 \$ en 1946 à 1 455 \$ en 1961, soit un rythme d'accroissement nettement supérieur à celui de l'inflation⁸⁸.

La croissance générale du mouvement des caisses à compter de 1945 est favorisée par cette prospérité relative. L'actif des caisses affiliées à

⁸⁸ P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 188.

l'URTR est multiplié par douze entre les années 1945 et 1970, passant de 22 à 248 millions \$⁸⁹. L'arrivée en masse de nouveaux adhérents vient grossir les rangs du sociétariat des caisses. Elles s'ouvrent à de larges segments de la population régionale. Elles comptent près de 250 000 sociétaires en 1970 comparativement à 57 000 en 1945⁹⁰. L'accroissement soutenu du pouvoir d'achat et l'expansion que connaissent les villes se traduisent par un recours de plus en plus important au crédit, d'abord hypothécaire puis à la consommation depuis la fin des années 1950. Par ailleurs, cette croissance trahit de profondes inégalités de développement entre les caisses affiliées.

Les exploitants agricoles et les éléments les plus anciens de la petite bourgeoisie francophone, comme nous l'avons vu précédemment, ont été étroitement associés à l'émergence et au développement des caisses Desjardins dans le cadre des bouleversements que connaissait la socio-économie régionale du premier tiers du siècle. Loin de s'estomper, ces bouleversements reprennent à un rythme renouvelé avec le déclenchement des hostilités mondiales au tournant des années 1940. Avant de procéder à l'examen des bases sociales des caisses, nous devons d'abord insister sur les changements qui se déploient à la grandeur de la région.

La croissance démographique est l'une des manifestations les plus tangibles des transformations qui ont cours à l'échelle régionale pendant

⁸⁹ Chiffres obtenus d'un traitement des données tirées des *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre, années 1945 et 1970.

⁹⁰ *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre, années 1945 et 1970. À l'échelle du Québec, les mêmes tendances s'observent tant au niveau de l'accroissement du sociétariat qu'à celui de la progression financière. Entre 1945 et 1970, par exemple, le sociétariat des caisses passe de 371 000 à 2 500 000 membres, leur actif est porté de 120 millions à environ 2 milliards de dollars pour les mêmes années.

l'après-guerre. Entre 1941 et 1971, la population totale de la région du Centre du Québec s'accroît dans une proportion appréciable, passant de 280 à plus de 400 milliers de résidants. Cet accroissement est redevable à l'expansion et à la densification du tissu urbain, les populations rurales voyant même leurs effectifs décroître en termes absolus. Encore la décroissance de ces dernières est-elle atténuée par le regain que connaissent certaines localités rurales situées à proximité des centres urbains. L'hémorragie de la population agricole, pour sa part, reprend à vive allure après le répit qu'elle avait connu pendant une dizaine d'années: elle perd plus de la moitié de ses effectifs entre 1941 et 1971. À la fin des années 1960, elle représente moins d'un dixième de la population régionale en comparaison au tiers en 1941⁹¹.

L'on peut se figurer l'ampleur des changements en examinant, d'autre part, l'évolution de la structure de l'économie régionale pendant la même période. Trois phénomènes résument à larges traits le développement de l'économie régionale pendant l'après-guerre: le déclin de l'importance relative de l'agriculture, le plafonnement de la croissance de la main-d'œuvre industrielle et l'expansion des activités liées au développement du secteur tertiaire.

Temporairement jugulée pendant les années 1930, la saignée parmi les effectifs du monde agricole se poursuit avec une vigueur renouvelée. Le nombre d'occupants agricoles accuse en effet une perte nette de près de

⁹¹ Cette chute est beaucoup plus prononcée sur la portion du territoire située au nord du Saint-Laurent que sur la partie logée au sud. Dans le premier cas, ces proportions sont respectivement de 22, 11 et 6% pour les années 1941, 1961 et 1971. La rive sud, bien que fortement touchée par la désertion des fermes, reste plus fortement arrimée au monde agricole: encore à 49% en 1941, l'importance relative de sa population agricole chute à 31% en 1961, puis à 15% en 1971. (*Recensements fédéraux*, 1941, 1951 et 1961)

30% entre les seules années 1941 et 1961. Si l'on remonte au recensement de 1971, la diminution est de l'ordre de 50%⁹². En fait, de moins en moins de gens vivent du métier de la terre: l'ensemble de la main-d'œuvre agricole ne représente plus que 15% de la population active régionale en 1961 en comparaison de 30% en 1941. Même l'économie rurale vit à l'heure de la diversification, l'agriculture perdant constamment du terrain à la faveur des autres activités économiques: de 65% qu'elle était au tournant des années 1940, la proportion de la main-d'œuvre agricole par rapport à la population active rurale n'est plus que de 40% vingt ans plus tard. Ce déclin du poids nominal des effectifs du secteur agricole dans l'ensemble de l'économie régionale ne doit cependant pas être confondu avec un déclin de l'agriculture en soi, mais à sa transformation, laquelle renvoie à la mécanisation des modes d'exploitation du sol et à une production désormais conditionnée par les forces du marché⁹³.

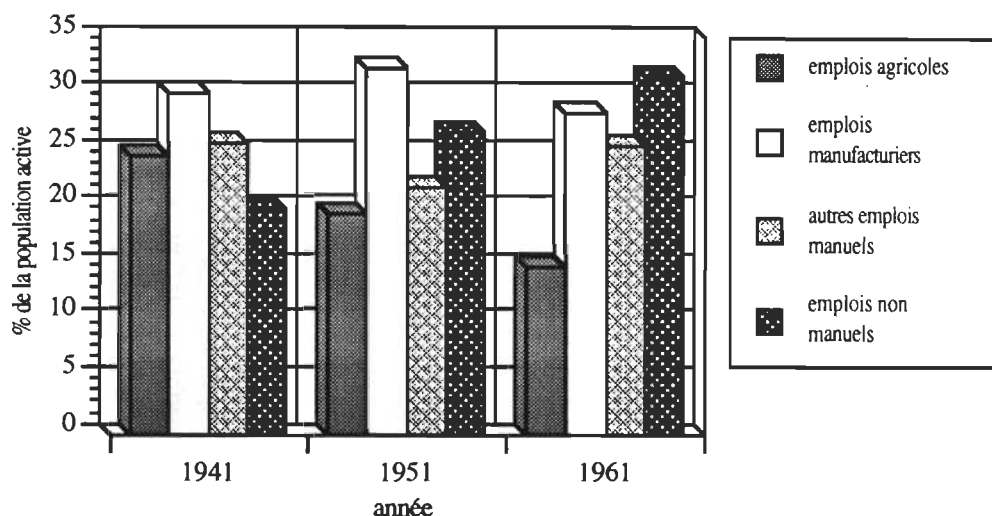
La grande industrie monopoliste continue d'être le moteur de la croissance régionale durant l'après-guerre. Concentrée dans les grandes agglomérations urbaines, elle favorise un renforcement des quatre pôles de développement régional qui s'étaient imposés avant la Deuxième Guerre⁹⁴.

⁹² Les recensements fédéraux donnent un total de 17 042 agriculteurs en 1941 contre 12 269 en 1961 et 8 861 en 1971 pour les comtés de la Région du Centre du Québec. À l'échelle du Québec, la chute est encore plus accentuée avec 38% d'agriculteurs en moins. Cet écart entre la région et la province s'explique partiellement par la nouvelle définition donnée aux fermes par Statistique Canada en 1961, laquelle fait baisser de façon particulièrement importante le nombre d'occupants agricoles entre 1951 et 1961. Or, pour l'essentiel, cette redéfinition n'a à peu près pas affecté le cas de la région du Centre du Québec.

⁹³ Dans un contexte peu inflationniste, la valeur moyenne des fermes dans la région (bâtiments, terre, machinerie, outillage et bétail) passe de 4 960 à 16 370 \$ entre 1941 et 1961. La superficie moyenne des fermes restantes a nettement tendance à s'accroître pour sa part. Elle est portée de 113 à 139 acres durant la même période. *Recensements du Canada*, années 1941, 1951 et 1961.

⁹⁴ À savoir Trois-Rivières / Cap-de-la-Madeleine et Shawinigan / Grand-Mère (rive nord du Saint-Laurent) ainsi que Drummondville et Victoriaville (rive opposée).

FIGURE 1.3
Profil de la main-d'œuvre régionale
regroupée en quatre grands groupes d'occupations*,
1941-1961
(% de la population active)



Sources: *Recensements du Canada*, années 1941, 1951 et 1961; N. Brouillette, *Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois: la Mauricie, 1900-1975*, thèse de doctorat, Université McGill, 1983, p. 321, 329.

* Le groupe d'occupations intitulé «emplois non manuels» reste une donnée approximative. Il comprend un ensemble de professions à dominante non manuelle exercées dans les administrations, les commerces, les services et la finance. Les détails sont abordés en annexe.

Dans un contexte peu inflationniste, la valeur totale de la production manufacturière de la région est portée de 184 à 613 millions de dollars entre 1941 et 1961⁹⁵. Si l'importance relative de la main-d'œuvre manufacturière paraît devoir s'essouffler à compter du milieu des années 1950, ce n'est que pour céder du terrain au développement des activités liées au secteur tertiaire et, à un autre niveau, à la multiplication des fonctions d'encadrement, de gestion et d'administration. Cette diversification de la structure de la main-d'œuvre régionale est perceptible à la figure 1.3. Pour les besoins de l'étude et en regard des contraintes posées par les recensements, nous avons regroupé l'ensemble des emplois à dominante non manuelle qui s'exercent hors de la production de biens à proprement

⁹⁵ N. Brouillette, *op. cit.*

parler, afin de comparer leur progression avec celle des emplois manufacturiers et agricoles pendant l'après-guerre⁹⁶. Ces activités présentent certains traits communs. Dans bon nombre de cas, elles émergent dans l'entre-deux-guerres et voient leurs effectifs se multiplier au rythme de l'étalement urbain et de l'industrialisation. Contrairement aux autres catégories d'emplois, ces activités liées à la distribution des biens, aux services, à l'encadrement et à l'administration vont connaître une croissance nourrie après la Deuxième Guerre. Cette progression traduit une double réalité qui s'impose alors à l'économie régionale: celle de la montée des nouvelles classes salariées et, d'autre part, celle de l'importance acquise par le secteur tertiaire par rapport aux deux autres en tant que générateur d'activité économique.

Dans le contexte que nous venons de décrire, comment les rapports entre les caisses et leur milieu ambiant ont-ils évolué? Comment ce mouvement encore arrimé à l'univers de la petite propriété et du monde rural s'est-il ouvert à celui du salariat et de la ville? Ce sont là deux questions sur lesquelles nous allons maintenant nous pencher.

⁹⁶ Les données socioprofessionnelles relatives aux comtés de recensements posent des problèmes difficilement surmontables. Le principal d'entre-eux tient à la confusion introduite entre les professions et les secteurs d'activité économique. À cette difficulté s'ajoute celle des réaménagements apportés aux critères de classification d'un recensement à l'autre. Ils rendent particulièrement difficile l'analyse diachronique. Par conséquent, les chiffres présentés ici doivent être considérés pour ce qu'ils sont, soit un indicateur du processus de diversification de la structure d'occupation de la force de travail à l'œuvre pendant l'après-guerre. Quelques-uns de ces problèmes ont été abordés par G. Bouchard et C. Pouyez: «L'utilisation des données socioprofessionnelles en histoire: le problème de la diachronie», *Histoire sociale/Social History*, XVI, 32, 1983, pp. 429-442; «Les catégories socioprofessionnelles: une nouvelle grille de classement», *Labour/Le Travail*, 15, printemps 1985, pp. 145-163.

Un sociétariat dense et diversifié

La progression du sociétariat durant l'après-guerre se caractérise par la stabilisation du nombre d'établissements, le recrutement intensif de nouveaux sociétaires et la diversification de leurs assises sociales.

En termes de gains nets, peu de nouvelles caisses viennent grossir les rangs de l'Union régionale entre 1945 et 1970, si ce n'est l'ajout d'une dizaine dans des paroisses urbaines nouvellement érigées. Les paroisses rurales de la région accueillent huit nouvelles caisses durant les cinq années qui suivent la guerre; elles sont cependant le théâtre d'un nombre à peu près égal de fermetures jusqu'en 1965. En somme, le mouvement dans son ensemble gagne peu en étendue.

C'est en profondeur que les caisses réalisent leurs gains. L'examen de l'évolution du taux d'adhésion dans les localités desservies par les caisses révèle en effet que le recrutement de leurs sociétaires se réalise de plus en plus largement. À l'échelle régionale, le taux d'adhésion aux caisses dans leurs milieux d'implantation passe de un sociétaire pour cinq résidents en 1945 à un pour deux en 1965. En milieu urbain, ces proportions sont respectivement de 17 et 52% alors qu'elles sont de 28 et 58% en milieu rural⁹⁷. Cette évolution positive du taux d'adhésion témoigne d'un enracinement des caisses et d'une plus grande diversité du sociétariat. À égalité avec les caisses urbaines vers la fin de la guerre, les caisses rurales

⁹⁷ Les données relatives aux taux d'adhésion ne doivent pas être interprétées de façon absolue. Elles ont été calculées à titre indicatif. Elles ne tiennent pas compte du phénomène du cumul de comptes dans plus d'un établissement qui, croyons-nous, prend une importance croissante pendant cette période. Utilisées à titre comparatif, elles demeurent néanmoins une indication fiable de l'enracinement des caisses.

CARTE 1.5
Le sociétariat des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières en 1965
 (selon cinq catégories)

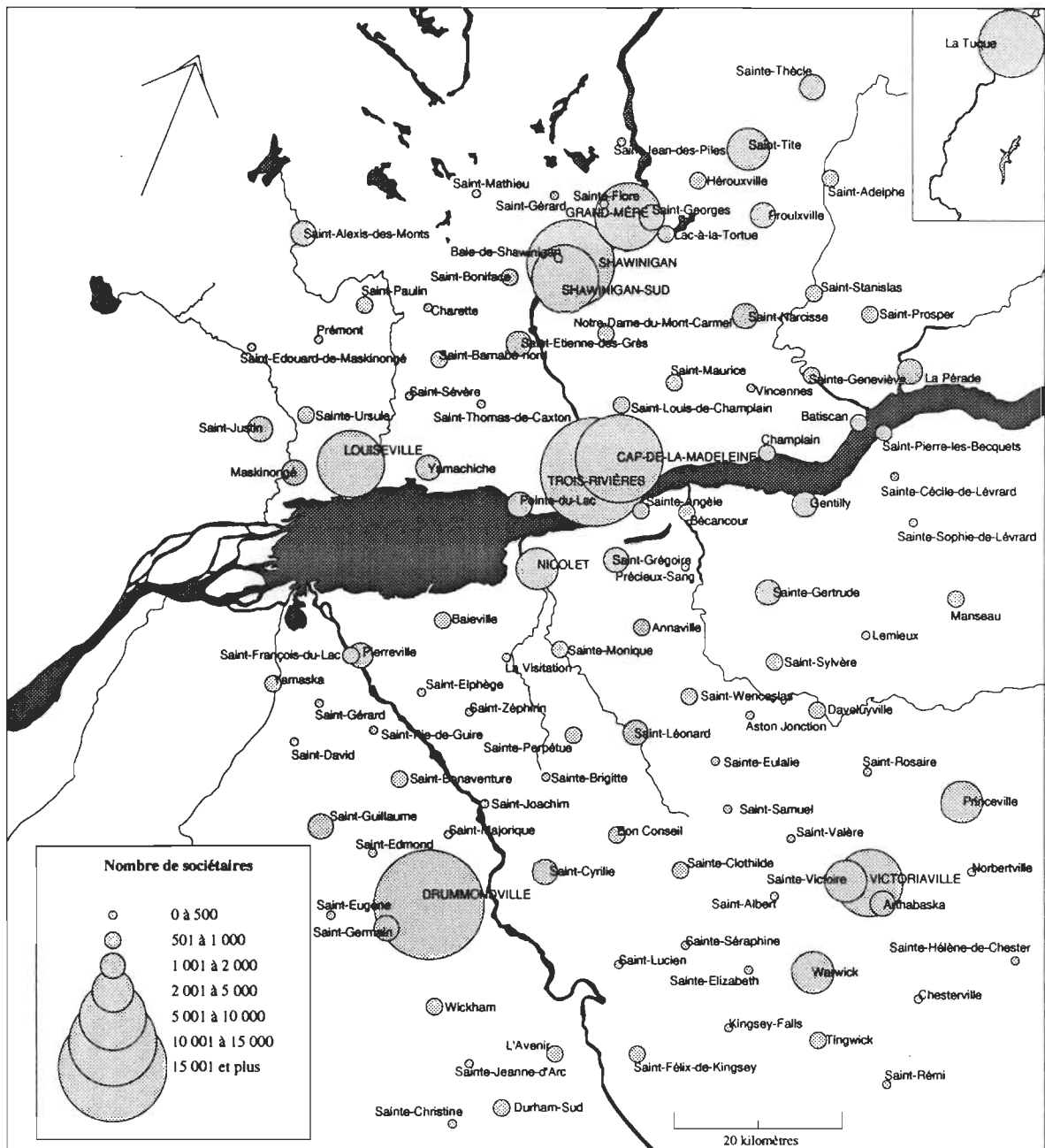
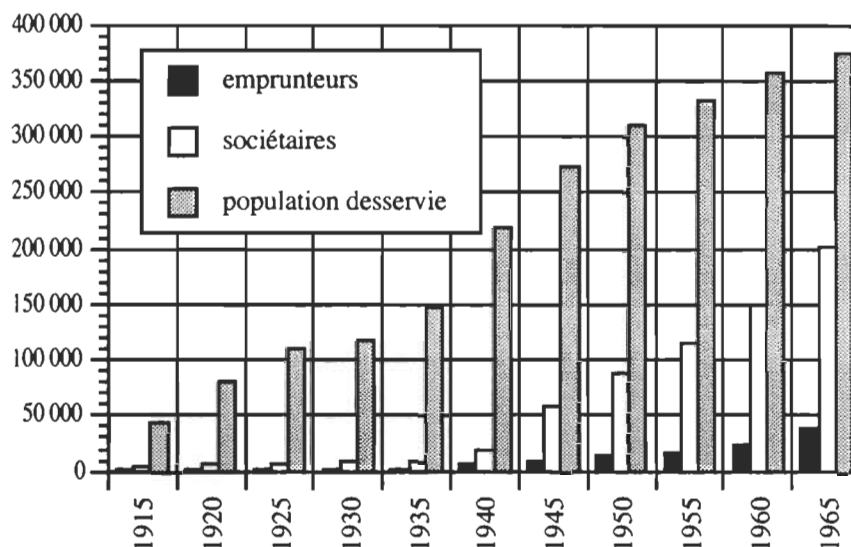


FIGURE 1.4
Adhésion des populations locales aux caisses populaires
Union régionale de Trois-Rivières, 1915-1965*
(nombres absolus)



*Sources: *Annuaire du Québec*, 1915-1930; *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre, 1935-1965; *Le Canada Ecclésiastique*, 1915-1965; *Recensements fédéraux*, 1931, 1941, 1951, 1961; J. Roy et al., *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique: 1850-1971*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, cahier no 3, U.Q.T.R., 1980.

voient leur poids relatif s'amenuiser constamment au profit de ces dernières dans les années qui suivent: plus de deux sociétaires sur trois habitent la ville en 1970.

Longtemps soutenues et animées par les agriculteurs et les éléments de l'ancienne petite bourgeoisie, les caisses s'ouvrent graduellement à des populations devenues plus composites, suivant en cela le rythme imprimé par la croissance démographique des villes. L'examen du profil socioprofessionnel des sociétaires et des élus des caisses nouvellement fondées durant cette période témoigne de la diversification des bases sociales du mouvement.

TABLEAU 1.6
Les fondateurs de caisses populaires selon la catégorie
socioprofessionnelle et le statut au terme de l'assemblée de fondation
Union régionale de Trois-Rivières, 1946-1970*
nombre absolus et (%)

catégories / statuts	établissements urbains			établissements ruraux		
	non élus	élus	total	non élus	élus	total
1. commerçants, entrep. & industriels	49 (8,9)	20 (12,7)	69 (9,7)	11 (6,3)	5 (8,2)	16 (6,8)
2. cadres et administrateurs	56 (10,1)	15 (9,5)	71 (10,0)	5 (2,9)	2 (3,3)	7 (3,0)
3. membres des professions libérales	40 (7,2)	16 (10,1)	56 (7,9)	5 (2,9)	4 (6,6)	9 (3,8)
4. spécialistes et techniciens	62 (11,2)	39 (24,7)	101 (14,2)	4 (2,3)	2 (3,3)	6 (2,5)
5. employés	70 (12,7)	13 (8,2)	83 (11,7)	4 (2,3)	3 (4,9)	7 (3,0)
6. cultivateurs et professions assimilées	7 (1,3)	1 (0,6)	8 (1,1)	92 (52,6)	26 (42,6)	118 (50,0)
7. artisans et gens de métiers	62 (11,2)	18 (11,4)	80 (11,3)	21 (12,0)	9 (14,8)	30 (12,7)
- artisans	18 (3,3)	7 (4,4)	25 (3,5)	14 (8,0)	6 (9,8)	20 (8,5)
- gens de métiers	44 (8,0)	11 (7,0)	55 (7,7)	7 (4,0)	3 (4,9)	10 (4,2)
8. ouvriers	181 (32,7)	34 (21,5)	215 (30,2)	32 (18,3)	9 (14,8)	41 (17,4)
- contremaîtres	17 (3,1)	6 (3,8)	23 (3,2)	2 (1,1)	1 (1,6)	3 (1,3)
- spécialisés et non spéc.	164 (29,7)	28 (17,7)	192 (27,0)	30 (17,1)	8 (13,1)	38 (16,1)
9. rentiers	26 (4,7)	2 (1,3)	28 (3,9)	1 (0,6)	0 (0,0)	1 (0,4)
TOTAUX	553 (100,0)	158 (100,0)	711 (100,0)	175 (100,0)	61 (100,0)	236 (100,0)

Sources: Déclarations de fondation, procès-verbaux des assemblées de fondation et des premières séances des conseils d'administration des caisses populaires affiliées à l'URTR.

* Les professions indéterminées ainsi que les sociétaires auxiliaires ont été éliminés du classement.

Dans l'ensemble, la composition sociale des assemblées de fondation reflète la montée du salariat. Près des trois quarts des fondateurs des caisses érigées en milieu urbain après la guerre sont des salariés. Cette diversification des intérêts en présence trouve des échos à la direction des caisses alors que les représentants des nouvelles professions salariées chez les «cols blancs» viennent y concurrencer les positions détenues par les petits propriétaires, les membres des professions libérales et les éléments des autres professions autonomes. Portion quasi négligeable des élus locaux avant la fin de la guerre, les cols blancs salariés (cadres et administrateurs, spécialistes et employés réunis) forment plus de 40% des élus des

caisses urbaines fondées après la guerre. Remarquons par ailleurs que les effectifs de ces cols blancs se recrutent dans une large mesure dans les échelons plus élevés de l'organisation sociale du travail. Les caisses rurales établies durant la même période traduisent sensiblement le même phénomène, alors que les cultivateurs voient leur poids relatif fléchir à la faveur des éléments d'autres groupes. Bien qu'ils représentent encore la moitié des participants aux assemblées de fondation, les exploitants agricoles perdent la majorité qu'ils détenaient à la direction des trois conseils.

En somme, l'après-guerre est l'occasion pour les caisses d'enrichir la composition sociale de leur sociétariat et d'accueillir de nouveaux groupes à leur direction. Avant la guerre, la croissance du nombre de sociétaires était fonction de l'accroissement du nombre d'établissements. L'après-guerre est marqué davantage par l'enracinement et la consolidation des caisses existantes. En outre, les agents associés à la petite production, au petit commerce et aux professions libérales, qui voient leur poids diminuer sensiblement à la direction des caisses locales, doivent transiger avec de nouveaux groupes issus du monde ouvrier et des couches salariées de la petite bourgeoisie.

Une nouvelle donne à la direction des caisses locales

Jusqu'à maintenant, nous n'avons examiné les bases sociales des caisses que sous l'angle d'un seul indicateur: la composition socioprofessionnelle des assemblées de fondation des caisses et de leurs élus. Il reste maintenant à compléter ces premières explorations par une analyse plus serrée de l'évolution du jeu des alliances à la direction de ces caisses. L'ouverture des établissements en direction de nouveaux groupes, laquelle s'est exprimée à

travers la croissance phénoménale de leur sociétariat, s'est-elle traduite par un phénomène similaire à leur direction? En d'autres termes, comment se sont réaménagées les alliances au sein de la structure de représentation des établissements locaux? Dans un contexte marqué par la généralisation du salariat, le déclin relatif de l'agriculture et la montée des nouvelles classes, on devrait s'attendre à ce que les groupes jadis en position de force soient relayés par de nouveaux groupes.

L'étude des groupes socioprofessionnels en présence à la direction des caisses locales fournit un certain éclairage des rapports de classes à la tête des établissements. Les élus des trois conseils d'une soixantaine de caisses échantillonnées, parmi les 126 en activité au sortir de la guerre, ont été retenus pour vérifier cette assertion. Nous avons recensé les noms, professions et fonctions des élus de chacune de ces caisses. Au total, 1 976 mentions professionnelles ont été prélevées. Les années 1940, 1955 et 1965 ont été retenues à des fins de comparaison⁹⁸.

Dans une épaisseur historique de 25 ans, quels sont les groupes qui montent, déclinent ou se maintiennent au sein de la structure de représentation locale du mouvement des caisses? Encore une fois, les scénarios observés d'un établissement à l'autre se conjuguent au pluriel; ils traduisent la diversité des milieux locaux. Bien que faisant appel à des forces communes, les caisses présentent en effet des états d'équilibre différents; chacune étant assise sur un bloc d'alliances dont les aménagements lui sont propres eu égard aux particularités de sa socio-économie et à son histoire singulière.

⁹⁸ Les détails relatifs à la procédure d'échantillonnage, d'enquête et de traitement statistique sont abordés aux appendices 1.4 et 1.5.

TABLEAU 1.7
Les élus des caisses populaires regroupés selon leurs professions,
Union régionale de Trois-Rivières, 1940, 1955 et 1965
nombre absolus et (%)

<i>catégories socioprofessionnelles</i>	1940		1955		1965	
	ruraux	urbains	ruraux	urbains	ruraux	urbains
1. propriétaires d'établissements & professions autonomes assimilées	59 (12,9)	38 (21,3)	67 (15,8)	39 (20,0)	58 (11,8)	45 (19,7)
2. membres des professions libérales	17 (3,7)	12 (6,7)	5 (1,2)	12 (6,2)	4 (0,8)	16 (7,0)
3. personnel cadre & administratif	16 (3,5)	8 (4,5)	23 (5,4)	28 (14,4)	37 (7,5)	40 (17,5)
4. cols blancs spécialisés	1 (0,2)	14 (7,9)	2 (0,5)	18 (9,2)	10 (2,0)	17 (7,5)
5. cols blancs semi & non spécialisés	7 (1,5)	10 (5,6)	8 (1,9)	13 (6,7)	10 (2,0)	21 (9,2)
6. cultivateurs & professions assimilées	287 (62,7)	32 (18,0)	235 (55,4)	23 (11,8)	233 (47,3)	15 (6,6)
7. ouvriers, contremaîtres & gens de métiers	30 (6,6)	52 (29,2)	43 (10,1)	55 (28,2)	71 (14,4)	51 (22,4)
8. rentiers, retraités et autres	41 (9,0)	12 (6,7)	41 (9,7)	7 (3,6)	70 (14,2)	23 (10,1)
TOTAL	458 (100,0)	178 (100,0)	424 (100,0)	195 (100,0)	493 (100,0)	228 (100,0)

Sources: Rapports d'inspection de 60 caisses affiliées à l'URTR.

* Les professions indéterminées ont été éliminées du classement.

On remarquera d'abord que les aménagements entre les groupes représentés sont nettement différenciés selon le caractère rural ou urbain des établissements étudiés. L'existence de cette différenciation tient évidemment à l'importance du groupe des agriculteurs en milieu rural, lequel est partiellement compensé par celui du monde ouvrier en milieu urbain. En référant au tableau 1.7, nous pouvons toutefois observer que certaines tendances se font jour à la grandeur de la région.

Une présence constante des petits propriétaires et des autonomes

En dépit de l'extension du lien salarial à une partie grandissante de la main-d'œuvre régionale pendant l'après-guerre, les petits propriétaires et les indépendants sont demeurés une force relativement importante à la direction des établissements. À eux-seuls, les industriels, les commerçants, les entrepreneurs et les professionnels autonomes (en incluant les membres des professions libérales) forment près de 30% des élus urbains et autour de 15% de leurs vis-à-vis ruraux pendant l'ensemble de la période. Un examen plus serré de la composition interne de cet ensemble met à jour l'existence de certains facteurs de cohésion interne sur lesquels nous devons insister.

C'est d'abord à travers les relations de clientèles que ces agents définissent leur rapport plus large à la localité. Près de la moitié des individus recensés dans le groupe des propriétaires d'établissements se recrute parmi les petits commerçants, essentiellement le commerce de détail. Les entrepreneurs (ceux dont l'étendue des activités reste difficile à évaluer tel que les entrepreneurs dans le secteur de la construction, par exemple) et les artisans représentent une part non négligeable des propriétaires recensés. Ils constituent environ le tiers des effectifs regroupés parmi les propriétaires. Les autres, soit environ le cinquième des effectifs de la catégorie, se répartissent principalement parmi les industriels et les propriétaires d'établissements financiers locaux (assurances, courtage de valeurs mobilières, entreprises comptables, etc.).

Les membres des professions libérales et le clergé paroissial, nous l'avons vu précédemment, ont joué un rôle capital dans la diffusion du

mouvement à l'origine. Très visibles et particulièrement actifs pendant les années 1910, l'historiographie a fini par ne voir qu'eux parmi les leaders des caisses locales⁹⁹. Or, dès le tournant des années 1940, leur présence à la direction des établissements locaux est relativement discrète: moins de 4% des élus des caisses rurales et près de 7% des mandataires des caisses urbaines. Si à l'époque, les effectifs de cette catégorie se répartissaient à peu près équitablement entre les membres du clergé et ceux des corporations traditionnelles, le poids des premiers va régresser de façon constante dans les années qui vont suivre¹⁰⁰.

Une percée des nouvelles couches salariées

À plusieurs égards, les agents que l'historiographie assimile généralement aux cols blancs ou aux nouvelles classes moyennes (catégories #3 et 4 réunies) forment un ensemble nettement distinct de celui dont nous venons de traiter. Les premiers, salariés, appartiennent le plus souvent aux organisations modernes et bureaucratiques œuvrant à grande échelle; les seconds se reproduisent sur la base de la petite propriété. Tandis que ceux-ci sont menacés par le capitalisme de monopole, les grandes unités de production, de distribution et de gestion, ceux-là, au contraire, y accroissent leurs

⁹⁹ Si la thèse faisant valoir le leadership du clergé est indéniable en ce qui concerne la première décennie d'existence du mouvement des caisses, elle est de moins en moins soutenable à compter des années 1920 comme nous l'avons vu. Encore aujourd'hui, bon nombre d'auteurs s'obstinent à prolonger cette influence jusqu'aux années 1960: «Le développement et l'évolution des caisses vont les conduire, lit-on dans un article récent, à se construire graduellement par la base par un enracinement très fort dans chaque milieu, avec l'appui du clergé, qui exercera un rôle dominant jusqu'en 1960.» (G. Lévesque et G. Sheehy, «Culture d'entreprise et informatisation: le cas du Mouvement Desjardins au Québec», *Coopératives et développement*, 22,1, 1990-91, p.103.)

¹⁰⁰ Le nombre de curés ou vicaires siégeant à l'un ou l'autre des trois conseils des 60 caisses retenues passe en effet de 14 en 1940, à sept en 1955 puis à un seul en 1965.

effectifs et s'affirment. Les conditions d'existence des uns sont inscrites dans le processus même qui fait disparaître les autres: la prolétarianisation¹⁰¹. En théorie, ces agents d'encadrement regroupent tous ceux qui, au sein des administrations publiques ou privées, occupent les positions intermédiaires entre la direction et l'exécution proprement dites. La réalité concrète est cependant plus complexe. Elle est fonction de la taille des administrations et des diverses formes d'organisation du travail qui y prévalent. Pour les besoins particuliers de notre exposé, nous avons distingué ces agents en deux catégories: le personnel cadre et administratif (catégorie #3) et les cols blancs spécialisés (catégorie #4). Les premiers se composent des individus qui, dans les procès de travail, assument globalement les fonctions déléguées du pouvoir patronal: directeurs de succursales, gérants de coopératives, directeurs de services, etc. Les seconds regroupent l'ensemble des salariés effectuant un travail relativement qualifié, sans assumer pour autant une autorité quelconque et dont la fonction est d'assurer l'entretien et la formation de la main-d'œuvre, la représentation, la production d'idées, de techniques et de connaissances: enseignants, conseillers, agents d'affaires, ingénieurs, etc.

En se reportant aux données du tableau 1.7, on observera que la représentation de ces groupes connaît une progression soutenue pendant la période étudiée. Portion quasi négligeable des élus et des sociétaires fondateurs avant la guerre, ils détiennent le quart des sièges aux trois

¹⁰¹ À ce sujet: C. Beaudelot, R. Estabiet et J. Malemort, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, pp. 275-280; L. Boltanski, «L'université, les entreprises et la multiplication des salariés bourgeois 1960-1975», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 34, septembre 1980, pp. 17-43; P. Dandurand, M. Fournier et L. Bernier, «Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec», *Sociologie et sociétés*, XII, 1, avril 1980, pp. 101-131.

conseils des caisses urbaines dès le milieu des années 1950. Des deux catégories, la première est beaucoup mieux représentée. Elle se compose principalement d'individus associés à la gérance d'établissements locaux tels que les coopératives, les petites entreprises, les écoles, les administrations publiques, etc. Elle compte aussi de nombreux cadres intermédiaires. Les agents de la seconde catégorie, pour leur part, se recrutent surtout chez les comptables et les enseignants, lesquels représentent respectivement 22 et 21 des 62 individus recensés. En additionnant les effectifs des cols blancs semi et non spécialisés (catégorie #5) aux deux groupes dont nous venons de traiter, on peut se faire une idée de la portée des changements intervenus à la direction des caisses entre 1940 et 1965: la part des sièges détenus par l'ensemble des cols blancs est en effet portée de 5 à 12% parmi les ruraux et de 18 à 34% chez leurs vis-à-vis urbains.

Un recul du monde agricole

À compter du début de la Seconde Guerre, le nombre d'agriculteurs est littéralement en chute libre à travers la région. Même en milieu rural, leur importance relative s'amenuise constamment à la faveur de nouveaux groupes. En se reportant aux dénombrements publiés dans les recensements, on constate que les cultivateurs formaient 40% de la population active des localités rurales de la région en 1941. Vingt ans plus tard, cette proportion n'est plus que de 28%.

La représentation du groupe des cultivateurs à la direction des caisses rurales a suivi en cela l'hémorragie d'effectifs qu'il a connu pendant cette période. En dépit d'un fléchissement constant de leur poids relatif,

ils y sont toutefois demeurés en grand nombre. Ils cumulent encore près de la moitié des charges électives dans les établissements ruraux au milieu des années 1960. En fait, il faudra attendre les années 1970 avant qu'ils y soient réduits au rang des minoritaires.

Le monde ouvrier

Après cinq décennies de progression rapide et à peu près ininterrompue, si l'on excepte la débâcle des années 1930, la grande industrie aura donné naissance à une classe ouvrière numériquement imposante: le tiers de la population active de la région au tournant des années 1950. À compter de ce moment cependant, le rythme de croissance du secteur industriel paraît devoir s'essouffler. N. Brouillette parle même d'un fléchissement de la croissance industrielle, laquelle va se traduire par de nombreuses pertes d'emplois dans les années subséquentes.

La représentation ouvrière dans les caisses populaires urbaines a atteint son sommet pendant les années 1940-50. Le monde ouvrier formait alors près de 30% des élus urbains, portion qui est loin d'être négligeable. À compter des années 1950 toutefois, le poids des ouvriers dans les caisses urbaines commence à se faire plus discret. En milieu rural, la représentation des ouvriers évolue selon une tendance inverse. Leur proportion est haussée de 7 à 14% entre 1940 et 1965.

Nous avons partagé le contingent d'ouvriers élus en deux sous-groupes afin de préciser leurs caractéristiques. Ainsi nous avons regroupé, d'une part, les contremaîtres, les gens de métiers et les ouvriers hautement spécialisés; et de l'autre, les travailleurs semi et non spécialisés. Plus

de 37% des 302 mentions professionnelles recensées appartiennent au premier sous-groupe. Les contremaîtres des grandes industries ainsi que les métiers du secteur de la construction sont les mentions qui reviennent le plus fréquemment. Les travailleurs d'usine forment la majorité des effectifs de l'autre sous-groupe.

Du rentier «fortuné» au dirigeant «retraité»

Encore au tournant des années 1950, les rentiers étaient souvent des gens «fortunés». Du moins, ils disposaient de biens ou d'un capital dont la valeur permettait de générer des revenus suffisamment élevés pour les entretenir. Figurant au nombre des déposants les plus importants de la caisse populaire, on comprend l'intérêt pour un rentier d'en investir la direction. Le premier régime de pension à caractère universel ne fut établi par l'État fédéral qu'en 1951. Il s'adressait alors aux retraités âgés de 70 ans et plus¹⁰². Dès lors, le statut des rentiers va évoluer graduellement dans une direction qui se rapprochera de plus en plus de celui des «retraités» selon le sens contemporain du terme.

En se référant toujours au tableau 1.7, on remarquera l'importance croissante des effectifs de la dernière catégorie parmi les élus locaux. Elle se compose presque exclusivement de rentiers: 188 des 194 mentions recensées pour l'ensemble de la période sont imputables à ce groupe. Au milieu des années 1960, ils représentent pas moins de 14% des élus ruraux et 10% de leurs vis-à-vis en milieu urbain. Nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour être en mesure de tracer le portrait des rentiers

¹⁰² À ce sujet: Y. Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, P.U.M., 1988, pp. 394-434.

recensés en 1940. En regard des considérations que nous avons apportées, on peut présumer qu'il s'agissait d'individus généralement à l'aise sur le plan financier. Quant aux rentiers dénombrés en 1965, ils sont en majorité des dirigeants de caisse de longue date ayant cessé leur vie active professionnelle. Plus des deux tiers d'entre-eux étaient en poste en 1955; plus du tiers l'était en 1940. À peu près tous déclaraient alors une profession. Ce phénomène traduit une double réalité sur laquelle nous allons devoir nous pencher un peu plus loin: le vieillissement des agents de la structure de représentation locale et la durée en poste exceptionnelle des élus du mouvement.

* * *
*

En définitive, les bases sociales du mouvement des caisses connaissent une transformation cruciale pendant l'après-guerre. Cette période est marquée en effet par le passage d'une organisation dynamisée par les agents de la petite propriété et la prédominance du monde rural à un mouvement composé majoritairement de salariés vivant dans les villes. Dans le cadre de ce processus, une double mutation se produit. D'abord, l'archétype originel du sociétaire, lequel renvoyait à l'univers des *petits producteurs* et à leurs problèmes de financement, est relayé par un nouveau: celui du *consommateur* aspirant aux nouveaux modes de vie qui s'imposent aux lendemains de la Seconde Guerre. Cette première mutation favorise, d'autre part, un réaménagement des alliances à la tête des établissements à la faveur d'une percée significative des éléments des nouvelles classes salariées. Ces agents, comme nous l'avons vu, se sont recrutés principalement aux échelons supérieurs ou intermédiaires de l'organisation du travail.

Les femmes ne sont pas parvenues à percer l'écran opaque qu'ont formé les hommes à la tête des établissements: leur importance relative au sein de la structure locale oscille en effet autour de 1% des élus pendant l'ensemble de la période. Jusqu'en 1963, la Loi des syndicats coopératifs, suivant en cela les dispositions relatives au statut juridique des femmes mariées contenues dans le code civil, rangeait ces dernières au rang de sociétaires auxiliaires: sans droit de vote à l'assemblée générale annuelle et sans accès aux charges électives. Cette absence ne signifie pas pour autant que leur participation à l'essor du mouvement ait été négligeable. Elle fut canalisée à travers d'autres canaux d'expression, souvent plus informels, comme nous aurons l'occasion de le constater dans le troisième chapitre.

L'élucidation de ce processus de «ré-identification des acteurs» à la base de l'organisation, pour reprendre l'expression de Vienney, était une partie capitale de notre démarche pour comprendre les enjeux et les tensions dont les caisses vont faire l'objet dans le cours de leur évolution. Avant d'y arriver, il nous faut d'abord examiner la formation des corps fédéraux et procéder à l'analyse des dynamismes qu'ils ont introduits dans l'organisation d'ensemble du mouvement.

Chapitre 2

LA RÉGIONALISATION DU MOUVEMENT

L'Union régionale de Trois-Rivières était la première fédération de caisses populaires à voir le jour au Québec quand, le 15 décembre 1920, un groupe de notables trifluviens et de leaders des caisses des campagnes avoisinantes procédèrent à sa fondation. Depuis quelques années déjà, l'idée de regrouper les coopératives locales dans une organisation fédérale et de réunir leurs surplus financiers au sein d'une caisse centrale était au cœur des préoccupations d'Alphonse Desjardins. À la veille de son décès, l'avenir des 140 caisses en activité à l'échelle du territoire québécois était incertain. Dispersées et particulièrement vulnérables aux fluctuations de l'économie, elles n'avaient eu pour seule unité de direction que celle qu'il leur imprégnait à travers la correspondance entretenue avec leurs gérants pendant ses moments libres. Contrairement au projet qu'il caressait, c'est sur une base régionale, et non provinciale, que les premières organisations fédérales allaient être établies. Suite à l'initiative trifluviennne, le mouvement en faveur de l'établissement d'unions régionales gagna graduellement les autres régions. La fédération provinciale ne sera fondée qu'une dou-

zaine d'années plus tard, soit en 1932, lorsque, pressés par l'État québécois qui menaçait de procéder lui-même à l'inspection des caisses, les porte-parole des quatre unions régionales en signèrent l'acte de naissance. En retour, le ministère québécois de l'agriculture consentait une subvention annuelle de 20 000\$, laquelle était conditionnelle à ce que la nouvelle Fédération mette sur pied un service centralisé d'inspecteurs professionnels. L'antériorité des locales sur les régionales, et de ces dernières sur la Fédération provinciale, allait marquer profondément le mouvement des caisses au cours de son évolution subséquente. Inscrite dans la genèse même de la structure du mouvement, une tradition d'autonomie particulièrement vivace allait s'exprimer à partir des établissements locaux et des organisations régionales.

L'étude de la formation du pouvoir régional à laquelle ce chapitre est en grande partie consacré a exigé que l'on prenne en considération non seulement ses structures et ses activités singulières, mais aussi celles de ses caisses affiliées et de ses vis-à-vis à l'échelle provinciale. Au cours de son histoire, l'URTR a dû constamment définir ses prérogatives et son identité à l'intérieur de cette zone intermédiaire située à la charnière de l'aire d'autonomie dévolue aux locales et de l'étendue des pouvoirs conférés par l'État à la Fédération provinciale, notamment en matière d'inspection. En clair, le pouvoir tel que nous le définissons est d'abord un pouvoir relationnel: il ne possède pas d'essence propre et ne s'exerce jamais dans l'absolu. Située dans cette perspective, l'URTR sera appréhendée ici comme étant l'expression d'un double rapport. À l'interne d'abord, elle est tributaire des tensions entre ses caisses affiliées: entre caisses rurales et urbaines, entre caisses sud-riveraines et nord-riveraines, entre «petites» et

«grosses» caisses. À travers les relations quotidiennes qu'elle est amenée à entretenir avec les autres Unions régionales et la Fédération provinciale, elle participe, d'autre part, de tensions plus larges à l'intérieur desquelles se joue sans cesse son importance relative dans l'organisation d'ensemble du mouvement.

Dans ce deuxième chapitre, nous examinons d'abord comment l'Union régionale s'est historiquement constituée en tant que regroupement attiré des caisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet et, du même souffle, en tant qu'organisme distinct et relativement autonome. Quels ont été les enjeux relatifs à la régionalisation du mouvement? Quels rapports l'URTR a-t-elle entretenus avec ses caisses affiliées? Comment ont évolué ses relations avec la Fédération provinciale? L'inspection, la centralisation de l'épargne, le financement des activités fédérales et l'encadrement des politiques locales, aurons-nous l'occasion de constater, ont été au cœur des enjeux sous-jacents à la formation puis à l'affirmation du pouvoir régional. Partant des grandes tendances d'évolution des caisses et des pôles d'expression des tensions régionales, nous analysons aussi les assises sociales de l'URTR. Qui sont les élus régionaux? De quelles caisses proviennent-ils? Quels sont leurs antécédents au sein du mouvement? Quelles sont les tendances qui se dessinent à ces chapitres? Nous nous interrogeons enfin sur la place occupée par l'URTR dans l'agencement des rapports de forces entre unions régionales à l'échelle du Québec. Quelle a été la contribution de l'URTR dans le développement d'ensemble du mouvement des caisses à la grandeur du Québec? Dans le contexte du rôle prédominant exercé par Montréal, comment ont évolué l'influence et le poids économique de l'Union régionale de Trois-Rivières dans l'ensemble

du mouvement? Telles sont, ramenées à leur plus simple expression, les principaux questionnements explorés dans ce chapitre.

La Deuxième Guerre mondiale s'impose d'emblée comme principale charnière de l'évolution du corps fédéral. Comme dans le cas de ses caisses affiliées, il existe un *avant* et un *après* guerre quand on fait l'histoire de l'URTR. La guerre apparaît ainsi comme une phase de transition au cours de laquelle la croissance urbaine va s'imposer comme l'élément moteur du développement du mouvement des caisses, relayant en peu de temps l'ancienne dynamique qui s'appuyait sur des relations privilégiées avec l'économie rurale. Aussi, ce chapitre comporte-t-il trois grandes sections consacrées chacune à l'une des trois grandes phases de cette évolution.

1- LA DIFFICILE ÉMERGENCE DE L'UNION RÉGIONALE PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Par les frontières qu'elle délimite et la portion de territoire qu'elle fait sienne, la région n'est pas une donnée «neutre», mais une aire de redéploiement des rapports sociaux. Les enjeux relatifs à la création de l'URTR en 1920 et à l'extension de son territoire à la rive sud deux ans plus tard ont porté principalement sur la maîtrise économique et politique de l'espace régional. Ce fut d'abord pour court-circuiter le projet lévisien d'établir une caisse centrale et de fédérer les établissements locaux au sein d'un organisme à caractère provincial que fut créée l'URTR. La première période de son histoire se déroule par ailleurs dans un contexte économique instable au cours duquel les caisses connaissent d'importantes difficultés. Confrontée à la résistance que lui font les caisses et disposant de peu

de moyens, la jeune Union intervient de façon sporadique et demeure, somme toute, peu structurée.

De la caisse locale à la fédération régionale

À maintes occasions, le fondateur signifia son projet de fédérer les caisses à l'échelle du Québec et de constituer une caisse centrale à partir de Lévis. L'opposition à ce projet vint d'une caisse en particulier, celle de Trois-Rivières qui, comme la Caisse de Lévis, nourrissait des ambitions expansionnistes. Soutenue par le clergé mauricien, elle fut l'instigatrice de la création de la première fédération de caisses.

Le litige entre Lévis et Trois-Rivières

Du temps de Desjardins, la configuration du réseau des caisses à l'échelle provinciale ne fut pas le résultat d'une stratégie arrêtée d'expansion géographique¹. Celui-ci se rend généralement là où l'on réclame sa présence. Il s'appuie le plus souvent sur les membres du clergé et les milieux nationalistes, et répond à l'intérêt que la publicité faite autour de l'institution éveille dans différentes localités. Faisant de l'autonomie des coopératives la pierre angulaire de son projet, Desjardins n'eut pas trop de mal à s'assurer le concours des élites locales pour organiser des caisses dans les paroisses; il en fut autrement de son projet de fédération.

Durant les trois dernières années de sa vie, il correspond avec les leaders des caisses au sujet de la création éventuelle d'une fédération des caisses populaires et de l'établissement d'une caisse centrale. Dans l'opti-

¹ P. Poulin, *op.cit.*, pp. 164-172.

que privilégiée par le leader lévisien, il s'agissait de deux institutions distinctes. Outre ses fonctions dans l'organisation de nouvelles caisses et la diffusion de l'idéal coopératif, il réservait à la première des prérogatives importantes dans l'encadrement des activités des unités locales: «Le projet de cette Fédération, écrit-il en 1917, serait donc de réunir [...] chaque Caisse, de suivre assidûment leurs travaux, vérifier leur comptabilité, surveiller et corriger au besoin leur gestion [...] et d'assurer la stricte observance de la loi, des statuts et des principes de la vraie coopération [...]»². La seconde devait assumer en quelque sorte le rôle de banque auprès des caisses locales: «La Caisse Centrale serait ni plus ni moins qu'une Caisse Populaire Centrale qui, au lieu d'avoir comme sociétaires des individus, aurait des Caisses»³. Cette dernière devait recueillir les dépôts des caisses affiliées et jouer un rôle de *vase communicant* dans la gestion de leurs liquidités et de leurs surplus: elle «pourrait, précise-t-il en 1920, utiliser une partie de ces fonds pour alimenter les Caisses locales qui, temporairement pour ne pas manquer de faire un bon placement, se trouveraient obligées de diminuer leur encaisse très largement et d'avoir recours à la Caisse centrale si le besoin se faisait sentir»⁴. À long terme, Desjardins estimait que les seuls revenus de la caisse centrale allaient permettre de financer les activités de la Fédération.

Il y avait cependant des obstacles de taille à la mise en place de cette double structure fédérale. Il fallait d'abord gagner les caisses à l'idée de la nécessité d'une direction centralisée. Disposant d'une complète autonomie,

² A. Desjardins, *Mémoire sur la Fédération des Caisses*, Lévis, 3 avril 1917.

³ *Procès-verbal du comité en vue de préparer la Fédération des Caisses Populaires*, Lévis, 16 septembre 1918.

⁴ A. Desjardins, *Lettre circulaire*, 3 juillet 1920.

plusieurs d'entre-elles étaient réfractaires à l'idée de placer leurs activités sous la supervision d'une structure fédérale. Il fallait également qu'elles consentent à abandonner la gestion d'une partie de leurs liquidités à une caisse centrale; en d'autres termes, il fallait qu'elles y déposent de façon significative. En attendant que les revenus de cette dernière ne soient suffisants pour assurer le financement des activités de la fédération, les caisses allaient toutefois devoir consacrer une part de leurs bénéfices à cet effet. Ce consentement était loin d'être acquis et Desjardins en était pleinement conscient. Quant à l'alternative d'une subvention gouvernementale, il y était résolument opposé⁵.

Au cours des discussions relatives au projet de fédération, les débats achoppèrent sur l'assise territoriale d'un éventuel regroupement. Ils se polarisèrent autour des positions des dirigeants des deux caisses les plus prospères: Lévis et Trois-Rivières⁶. Desjardins et ses proches collaborateurs étaient favorables au regroupement des caisses populaires en une fédération provinciale. La Caisse de Lévis leur semblait naturellement toute désignée pour assumer ce rôle de banque centrale. Depuis quelques années déjà, la «Caisse Mère» recevait des dépôts en provenance d'autres coopératives⁷. Pour leur part, les dirigeants de la Caisse populaire de Trois-Rivières et les leaders de certaines caisses voisines favorisaient l'établissement d'une fédération régionale agissant comme caisse centrale. En réponse à une lettre de Desjardins qu'il reçut à propos du projet de fédérer

⁵ «À cela, écrivait-il en 1920, je m'opposerais de toutes mes forces...». *Ibidem*.

⁶ La caisse mère, celle de Lévis, gérait en 1920 un actif de 1,149,100\$ alors que celle de Trois-Rivières, plus modeste mais deuxième en importance, détenait un actif de 214 147 \$ pour la même année. *Annuaire du Québec*, 1921.

⁷ En 1918, 26 caisses déposaient déjà une partie de leurs fonds à la Caisse de Lévis. Ce nombre fut porté à 32 en 1919. À ce propos, Yves Roby, *op. cit*, p. 131.

les caisses, le curé Poisson écrivait ce qui suit en 1920:

«Nous préférons, nous les gens de 3Rivières une fédération régionale des caisses du diocèse avec siège aux 3Riv. et inspecteurs locaux nommés un par l'évêque et un par la fédération (sic)... Nous aurions déjà cette Régionale; il ne nous manque que les constitutions et règlements qui doivent la régir, régler ses rapports et opérations avec les locales et assurer sa stabilité et son bon fonctionnement contre toute éventualité. Pour nous cette régionale pourrait et devrait être la Caisse Pop. des 3Riv. amendée en conséquence.»⁸

Comme dans le cas de Lévis, Trois-Rivières gérait depuis quelques années des dépôts de caisses situées dans sa périphérie et tout porte à croire que la concurrence que se faisaient les deux établissements pour les obtenir était vive⁹. Lévis, caisse millionnaire, ambitionnait de jouer ce rôle de banque centrale à l'échelle du Québec; Trois-Rivières, de dimension plus modeste, avait des visées régionales.

Au cours de l'année 1920, les événements allaient se précipiter. La Caisse de Trois-Rivières fut la principale instigatrice des pressions en faveur d'une régionalisation du mouvement des caisses. Tout semble indiquer que l'idée de caisse centrale plus que le projet de fédération fit l'enjeu des dissensions entre Trois-Rivières et Lévis. Le 3 juillet 1920, Desjardins avait fait parvenir une lettre circulaire aux dirigeants des

⁸ *Brouillon d'une lettre du curé J.-E. Poisson à Alphonse Desjardins*, 2 pages. Date non-indiquée mais vraisemblablement écrite entre le 3 juillet et le 31 octobre, moment du décès de Desjardins.

⁹ Dans une lettre de Desjardins à Sinaï Lupien, alors gérant de la caisse de Saint-Théophile-du-Lac, on peut lire ce qui suit: «Vous me parlez de la fédération des caisses. Hélas! C'est mon rêve depuis 20 ans... Quant à la demande de la Caisse des Trois-Rivières, je ne vous cache pas mes appréhensions et je ne voudrais pas vous donner des conseils tendant à vous engager d'y aller même pour l'échange de vos chèques au pair, ce qui serait un très mince avantage après tout. Quant à l'intérêt sur vos dépôts, la Caisse de Lévis accorde le 4% aux 32 Caisses déjà qui déposent chez elle et la vôtre pourrait avoir le même avantage pour une bonne partie de son encaisse. Et pour cela, il ne serait pas nécessaire de prendre une part, mon but étant de centraliser ainsi les Caisses et préparer la fédération dont nous venons de parler.» (*A. Desjardins à S.-T. Lupien*, 16 avril 1919).

caisses les invitant à adhérer à son projet de fédération provinciale¹⁰. La Caisse de Trois-Rivières prit une initiative parallèle en invitant les curés et les gérants de caisse du diocèse à une rencontre pour discuter de l'opportunité de former une «Fédération diocésaine des Caisses populaires et ensuite une Confédération provinciale de ces mêmes caisses»¹¹. Les chanoines Paquin et Massicotte, administrateurs de la Caisse de Trois-Rivières, et sept autres curés de paroisses assistèrent à cette réunion ouverte par le docteur Louis-Philippe Normand, président de la dite caisse. Au nombre des dix autres participants, signalons la présence de quatre autres dirigeants de la Caisse de Trois-Rivières. Les participants approuvèrent «l'idée d'une caisse centrale aux Trois-Rivières, sous le contrôle de la fédération diocésaine» et procédèrent à la nomination d'un comité chargé de préparer la formation de cette fédération¹². Le chanoine J.-E. Paquin, les curés Poisson et Trudel, Thomas Bournival, gérant de la Caisse de Trois-Rivières, et Sinaï-T. Lupien, gérant de la Caisse de Saint-Théophile-du-Lac, furent élus au sein du Comité. Dans une lettre circulaire adressée aux curés du diocèse au cours du mois d'octobre, le Comité précisait l'orientation que l'on voulait donner à l'institution:

«La nécessité d'une Fédération diocésaine des Caisses Populaires, écrivent-ils, n'échappe à personne. La réunion de toutes les

¹⁰ A. Desjardins, *Lettre circulaire*, 3 juillet 1920.

¹¹ Thomas Bournival, gérant de la Caisse de Trois-Rivières, *Lettre circulaire aux curés des paroisses du diocèse de Trois-Rivières*, 12 août 1920. La décision d'organiser cette assemblée avait été prise deux jours auparavant au cours d'une réunion du conseil d'administration de la Caisse de Trois-Rivières. Il fut alors résolu que «les différents gérants des Caisses Populaires du diocèse et les différents curés des paroisses où se trouvent ces caisses populaires, soient invités à une réunion qui serait tenue dans les bureaux de la Caisse Populaire des Rivières (sic.), pour discuter d'une Fédération Diocésaine...». Caisse Populaire de Trois-Rivières, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 10 août 1920.

¹² *Procès-verbal des délibérations des délégués des caisses populaires du diocèse de Trois-Rivières*, 18 août 1920.

Caisses éparses sous une direction centrale offre deux avantages précieux: la capitalisation d'une somme considérable formée de l'épargne individuelle de chaque groupe; l'unité de direction dans l'emploi et la mise à profit de ce montant accumulé... La fédération diocésaine, unie à la fédération semblable des autres diocèses, est un acheminement vers le but plus vaste d'une confédération provinciale de toutes nos Caisses populaires du Québec». ¹³

En clair, les instigateurs de ce mouvement régional n'acceptaient l'idée de fédération provinciale que dans l'éventualité où les régions y siègeraient en position de force; la centralisation régionale d'une partie des fonds des caisses locales était évidemment la condition première de cette position de force.

Une initiative de la petite bourgeoisie trifluvienne et du clergé

Les promoteurs de l'option régionale devancèrent les tenants du projet de centralisation provinciale. La découverte d'une défalcation survenue à la Caisse de Saint-Maurice, qui avait été soulagée d'une somme de 50 000\$ par son gérant, aura sans doute précipité les événements. Devant l'inexistence de service de surveillance et d'inspection, on craignait en effet que de tels incidents se reproduisent et qu'ils incitent l'État à soumettre les caisses au même régime d'inspection que les banques¹⁴. Le 15 décembre 1920, dans les locaux de la Corporation ouvrière catholique, naissait l'«Union régionale des caisses des Trois-Rivières». Après la signature des

¹³ Membres du Comité formé pour l'établissement d'une fédération diocésaine des caisses populaires, *Lettre circulaire aux curés des paroisses du diocèse de Trois-Rivières*, 6 novembre 1920.

¹⁴ C'est du moins la thèse avancée par les milieux officiels pour expliquer la création hâtive de l'URTR. À ce sujet: G. Rivard, *Recueil de souvenirs*, Trois-Rivières, Union régionale de Trois-Rivières des caisses populaires Desjardins, 1977, p. 25-26. À notre avis, cet événement ne fut pas déterminant, les tensions entre les dirigeants des caisses de Trois-Rivières et de Lévis, comme nous l'avons vu, lui étant antérieures.

documents officiels de fondation, les participants adoptèrent les statuts et règlements de la nouvelle société et procédèrent à l'élection de leurs représentants¹⁵. La structure diocésaine mise en place au cours de cette assemblée fut investie d'une triple mission: fonder de nouvelles caisses, encadrer les activités des établissements affiliés et, enfin, amorcer la centralisation des fonds locaux à travers la mise en opération de la caisse régionale. Dès la fondation de l'URTR, celle de la caisse régionale était décidée. Elle fut d'ailleurs coiffée de structures de direction identiques à celles des caisses populaires locales: un conseil d'administration, une commission de crédit et un conseil de surveillance¹⁶. À la différence des caisses locales toutefois, l'assemblée générale de la nouvelle société coopérative se composait de membres corporatifs plutôt que d'individus. Au demeurant, les mêmes principes de fonctionnement furent reconduits: un membre - un vote, répartition des bénéfices au *prorata* des opérations de chacun des sociétaires, gratuité des fonctions administratives, etc.¹⁷. Le coût de la part sociale fut initialement fixé à 50 \$ par établissement. Celui des cotisations fut établi à 2% de leurs bénéfices bruts annuels¹⁸.

La coalition d'intérêts qui se mobilisa autour du projet d'union régionale était dominée par des agents de la petite bourgeoisie d'affaires trifluvienne et des membres du clergé. La Caisse de Trois-Rivières

¹⁵ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale*, 15 décembre 1920.

¹⁶ Les fondateurs de l'URTR adoptèrent intégralement les statuts et règlements rédigés par l'abbé P. Grondin, un collaborateur de Desjardins. Une seule modification fut introduite, mais elle est fondamentale. Ils furent approuvés comme étant ceux d'une Union régionale couvrant le seul diocèse de Trois-Rivières, et non d'une «Union des Caisses Populaires Desjardins de la Province de Québec» tel que le stipulait la version originale.

¹⁷ *Statuts de l'Union régionale des caisses populaires des Trois-Rivières*, articles 7, 15 et 25.

¹⁸ *Ibidem*, article 6.

semble avoir été l'un des lieux d'expression privilégiés de cette alliance. Un examen du profil des premiers élus régionaux fait ressortir certains aspects intéressants de cet état de faits.

Les énergies déployées par la Caisse de Trois-Rivières dans la cause régionale et son intérêt à contrer une éventuelle centralisation provinciale des fonds locaux ont déjà été mis en évidence. Une fois l'Union établie, elle s'assura d'y être amplement représentée. Au terme de l'assemblée de fondation, les dirigeants de la Caisse de Trois-Rivières détenaient à eux-seuls pas moins de huit des 15 sièges disponibles aux trois conseils de l'Union. Les postes occupés n'étaient pas les moindres: la totalité des sièges de la commission de crédit (3), la présidence, la vice-présidence du conseil d'administration ainsi que les postes de gérant et d'assistant-gérant. Qui étaient ces dirigeants? La plupart étaient liés au monde des affaires trifluvien; certains comptent même parmi les personnages politiques les plus influents au sein de la société trifluvienne de l'époque¹⁹.

¹⁹ En voici quelques exemples. Après ses activités dans le domaine de l'importation alimentaire, Thomas Bournival avait vendu son commerce et s'était lancé depuis dans le courtage de valeurs mobilières. Il exerçait ces activités tout en assumant la gérance de la Caisse de Trois-Rivières. Son fils Roch lui succéda à ce dernier poste et remplaça, de plus, le premier gérant de la caisse régionale entre 1921 et 1924. Le notaire J.-A. Trudel, en marge de ses nombreuses activités sur la scène politique locale, était administrateur de la Quebec Power, une filiale de la Shawinigan Water & Power, et du Trust général du Canada. Henri Godin, pour sa part, était propriétaire et tenancier de l'Ile Saint-Joseph. Le cas du chirurgien L.-P. Normand est sans doute l'un des plus éloquents. Au nombre des personnages politiques les plus influents de la société trifluvienne, il était aussi copropriétaire de l'Hôpital Bourgeois et propriétaire d'une pharmacie. Il détenait par ailleurs des intérêts dans plusieurs compagnies minières, industrielles et commerciales. Il fut nommé président du Conseil privé du Canada par le gouvernement conservateur dirigé par le premier ministre King en 1921. Il fut président de l'URTR de 1920 à 1928, moment de son décès; il était alors maire de Trois-Rivières. Président de la SSJB pendant la deuxième moitié des années 1920 et plus tard échevin, le notaire J.-A. Lemire figurait aussi au nombre des premiers élus régionaux. À peu près tous ces individus étaient particulièrement actifs au sein de la Chambre de commerce. Les Trudel, Bournival, Normand et Godin entretenaient des relations étroites avec le Club des Conservateurs de Trois-Rivières.

Avec le tiers des sièges de la structure régionale, les membres du clergé étaient fortement représentés. Quatre des cinq religieux en poste se rattachaient à des caisses rurales situées dans la proche périphérie de Trois-Rivières. On reconnaît ainsi les curés Irénée Trudel, Edmond Poisson, Thomas Caron et Ephrem Fusey. Un siège à la commission de crédit était réservé au chanoine J.-Ephrem Paquin, procureur de l'Évêché depuis 1908 et bras droit de l'évêque du diocèse M^{gr} Cloutier. Il exerça ces charges jusqu'à son décès en 1930 en plus du poste d'administrateur qu'il occupait à la Caisse de Trois-Rivières depuis 1915. La présence et l'implication de cet influent personnage de la hiérarchie diocésaine est révélatrice des rapports intimes qui unissaient l'Évêché et la Caisse de Trois-Rivières. L'appui que s'accordaient mutuellement les deux institutions débordait le cadre de la simple reconnaissance symbolique. Un examen sommaire des livres de la Caisse trifluvienne pendant le premier tiers du siècle révèle que leurs relations étaient aussi des relations d'affaires. Les affaires transigées avec les institutions contrôlées par le clergé (écoles, fabriques, communautés religieuses, siège épiscopal, etc.) comptent en effet pour une part relativement importante du volume global de transactions de la Caisse²⁰.

De nombreuses ambiguïtés n'étaient toujours pas résolues au moment de la création de la première fédération de caisses populaires. Des difficultés importantes allaient lui être réservées au lendemain de la

²⁰ Caisse de Trois-Rivières, *Livre de caisse*, 1^{er} avril 1911 au 15 octobre 1912; *Livre de capital social*, octobre 1909 à 1918; *Livre de capital social et des dividendes versés*, 1910-11 à 1915-16; *Livre du Service des prêts*, décembre 1909 à 1911-12. À certaines occasions, l'Évêché de Trois-Rivières aurait même consenti des avances de fonds substantielles à la Caisse. En parcourant ses procès-verbaux, il est fait état des réclamations de l'Épiscopat trifluvien d'un montant de 10 000\$ qu'il avait prêté sur billet à la Caisse. Incapable de rembourser, la Caisse avait réussi à faire repousser l'échéance grâce au concours de M^{gr} Paquin auprès de l'Évêché. Caisse Populaire de Trois-Rivières, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 15 mars 1922.

signature de son acte de naissance. Née de l'opposition d'un groupe de dirigeants de la région de Trois-Rivières au projet de centralisation des fonds à l'échelle de la province, la jeune Union naissante allait à son tour se frotter à une résistance similaire mais en provenance, cette fois-ci, des caisses locales.

Les vicissitudes du démarrage

L'URTR fut initialement confrontée à deux ordres de problèmes: celui de l'affiliation et de l'inspection des caisses d'ancienne souche qui, jouant la carte de l'autonomie, étaient hostiles à tout mouvement en faveur d'une direction centralisée; et, d'autre part, celui du financement de ses activités, lequel passait notamment par la constitution de sa caisse centrale et impliquait que les caisses consentent à y déposer une partie de leurs disponibilités.

Amener les caisses récalcitrantes à joindre la jeune Union

Nous l'avons vu précédemment, l'une des premières préoccupations de l'Union régionale fut d'élargir et de consolider son sociétariat, voire d'«occuper» son territoire de juridiction. Pour ce faire, elle devait d'abord vaincre les résistances locales au projet de fédération. À cet égard, elle se buta à l'opposition de plusieurs caisses qui, jalouses de leur autonomie, étaient réfractaires à tout mouvement en faveur d'une direction centralisée. Les promoteurs du projet de fédération régionale eurent passablement de difficultés à réunir le nombre de caisses requis par la loi pour procéder à la fondation de l'Union régionale²¹. Des 19 caisses

²¹ Un amendement apporté à la *Loi des syndicats coopératifs* en 1915, permettait en

établies dans le diocèse de Trois-Rivières en 1920, neuf acceptèrent de signer la déclaration de fondation; les trois autres signatures étant, dans un premier cas, celles de deux représentants de caisses fermées et, dans l'autre cas, celle d'un représentant d'une caisse qui n'était pas encore fondée²². Parmi ce petit groupe de caisses fondatrices, deux se désaffilièrent dans les deux mois suivant la déclaration de fondation, ce qui, au début de l'année 1921, portait à sept le nombre de caisses affiliées²³.

Une fois l'Union fondée, encore fallait-il la faire reconnaître comme représentante légitime des caisses qui n'avaient pas accepté le nouveau cadre fédéral. Le processus d'affiliation des caisses déjà établies rencontra d'importantes résistances durant les années 1920 tel que l'illustre la figure 2.1: «quelques-unes, disait un ancien président régional qui occupait alors un poste d'administrateur, attendirent même d'y être forcées avant de faire le geste nécessaire»²⁴. Les réticences à l'inspection ainsi que l'idée de devoir consacrer un pourcentage de leurs bénéfices au financement de l'Union étaient les motifs les plus fréquemment évoqués par les caisses pour ne pas s'affilier. En adhérant à l'Union, elles acceptaient d'ouvrir leurs livres à son inspecteur, de faire parvenir un état financier mensuel de leurs affaires à son gérant ainsi qu'à verser une contribution régulière équiva-

outre à tout groupe composé d'au moins douze caisses de se constituer en fédération.

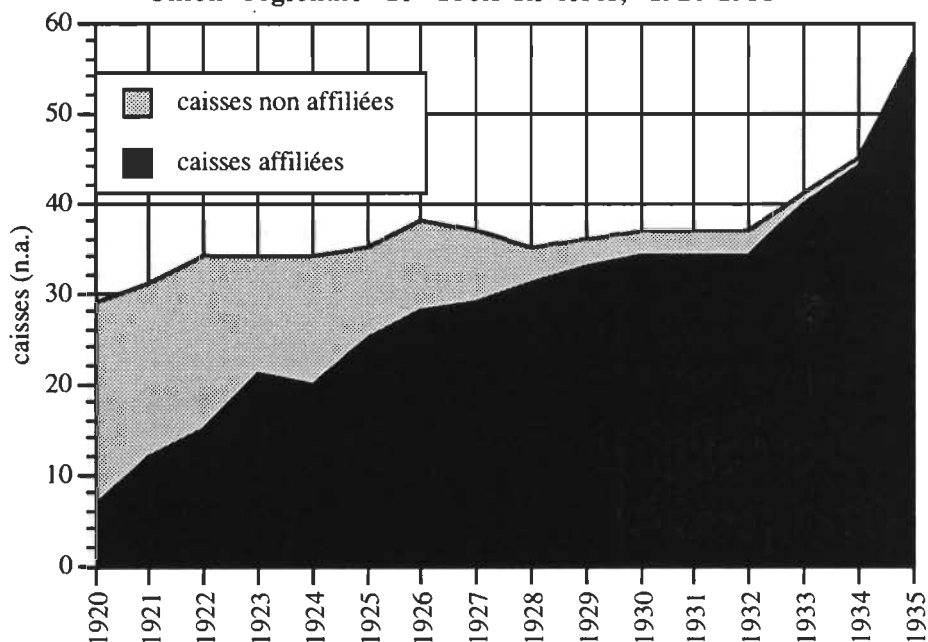
²² Au nombre des signataires de la déclaration de fondation, se trouvaient notamment les représentants des caisses de Saint-Maurice, paralysée de 1920 à 1924, de Saint-Roch-de-Mékinac, fermée depuis 1913 et, enfin, de Saint-Boniface-de Shawinigan qui n'avait pourtant pas encore d'existence légale. Cette dernière ne sera fondée qu'en juin 1921.

²³ Les signataires représentant les caisses de Saint-Prosper et d'Almaville n'avaient pas été autorisés à signer la déclaration de fondation par leurs conseils d'administration respectifs. Dans les deux cas, les signatures furent désapprouvées et les caisses adoptèrent une résolution à l'effet de ne pas s'affilier. (URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 13 avril 1921; Ernest Gravel, *président de la Caisse de Saint-Prosper*, à Guillaume Courtois, *secrétaire de l'URTR*, 28 février 1921.

²⁴ Sinaï-T. Lupien dans *La caisse populaire Desjardins*, décembre 1935.

lente à 2% de leurs bénéfices annuels à titre de cotisation. Or, à l'époque, la rémunération des gérants de caisses était souvent établie en fonction de ces bénéfices. Le versement d'une quote part au financement d'une structure extérieure grevait d'autant des surplus locaux par ailleurs forts modestes. Le témoignage rendu par l'abbé Trudel devant le Comité permanent de l'agriculture en 1922 abonde dans ce sens. À une question lui demandant d'expliquer les motifs du refus des caisses de s'affilier, il déclarait notamment: «Ce sont les gérants qui refusent pour des raisons particulières, peut-être pour faire de leur caisse leur chose, pour en garder le contrôle... C'est peut-être, aussi, pour mettre un peu plus de sous dans leur poche à la fin de l'année»²⁵.

FIGURE 2.1
Affiliation des caisses des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières,
Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1935*



Sources: Procès-verbaux de l'URTR, 1920-1935; Déclarations de fondation et Bulletins d'affiliation des caisses.

* Les caisses des autres diocèses ayant été temporairement affiliées à l'URTR ne sont pas prises en compte dans les données. Les chiffres sont le résultat de calculs personnels.

²⁵ Rapport du Comité permanent de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation sur opportunité de créer un crédit agricole, Québec, 14 décembre 1922, p. 56.

Cette opposition à la reconnaissance du nouveau cadre fédéral se prolongea durant une douzaine d'années. L'Union régionale regroupait 20 des 34 caisses en activité à la fin de l'année 1924, soit environ 60% des effectifs. En 1926, cette proportion passait aux trois quarts et en 1930 l'URTR ralliait la presque totalité des caisses, soit 34 sur 37. Nos données indiquent par ailleurs que la résistance des caisses logeait principalement du côté sud du Saint-Laurent. En 1924, l'Union avait obtenu l'adhésion d'environ 80% des caisses de la rive nord alors que cette proportion n'atteignait pas 30% sur la rive opposée. Trois ans plus tard, une seule caisse nord-riveraine n'était pas encore affiliée; le tiers des caisses actives de l'autre côté du fleuve n'étaient toujours pas gagné à l'idée de rallier la fédération. L'intervention du Gouvernement du Québec, à travers des dispositions introduites en 1925 et 1930 dans la *Loi des syndicats coopératifs*, allait finalement avoir raison de l'opposition des caisses récalcitrantes en rendant obligatoire l'inspection annuelle de tous les établissements²⁶.

Inciter les caisses locales à déposer à l'Union régionale

Le problème qui se pose avec le plus d'acuité à la jeune Union durant les années 1920 est celui de ses ressources financières. Devant la modestie des bénéfices réalisés par les caisses et leurs susceptibilités autonomistes, elle pouvait difficilement hausser la cotisation annuelle exigée des établissements affiliés. Elle pouvait encore moins entreprendre des actions contre ceux qui, en dépit de leur adhésion, n'acquittaient pas leur dû à l'Union.

²⁶ L'article 6782 de la Loi des syndicats coopératifs sanctionné le 3 avril 1925 obligeait les caisses à se faire inspecter au moins une fois l'an par un inspecteur rattaché à une fédération diocésaine. Les caisses non affiliées étaient tenues de faire exécuter cette inspection à leurs propres frais. L'amendement de 1930, pour sa part, introduisait le droit de regard et d'inspection gouvernementale à la demande d'un conseil d'administration, d'un Conseil de surveillance ou encore de 25 membres (ou les deux tiers) en règle.

Loin d'être l'exception, cette situation semblerait avoir été généralisée d'après certaines informations. Dans une lettre adressée au propagandiste chargé de l'inspection des caisses dans la région de Gaspé, l'abbé Trudel met ce dernier en garde de ne pas oublier «d'exiger le 2% que réclame (sic.) les règlements» au moment de ses tournées d'inspection. «Il faut, renchérit-il, habituer les administrateurs à donner quelque chose»²⁷. À son arrivée en mai 1924, le nouveau gérant de l'Union régionale fait remarquer «que de toutes les caisses affiliées, trois seulement paraissent avoir payé leurs parts sociales»²⁸. Le nombre total de caisses affiliées, faut-il le rappeler, atteignait la vingtaine à ce moment précis.

L'alternative était la mise en marche de la caisse régionale. Dès les lendemains de la création de l'Union, l'on invita les caisses à y déposer et l'on autorisa le gérant régional à placer les montants recueillis à la Caisse de Trois-Rivières²⁹. C'est en vain que cette première invitation fut lancée. Il faut attendre le milieu des années 1920, après des appels réitérés, avant que les caisses ne commencent à acheminer une partie de leurs dépôts liquides en direction de la caisse de l'Union régionale, et encore les montants en cause n'ont-ils le plus souvent qu'une valeur symbolique. La figure 2.2 donne un aperçu des difficultés rencontrées par l'URTR pour amener ses caisses affiliées à transiger avec la caisse régionale. L'histogramme que l'on y aperçoit représente la partie la plus liquide de l'actif des caisses au 31 décembre de chaque année, c'est-à-dire, le montant qui

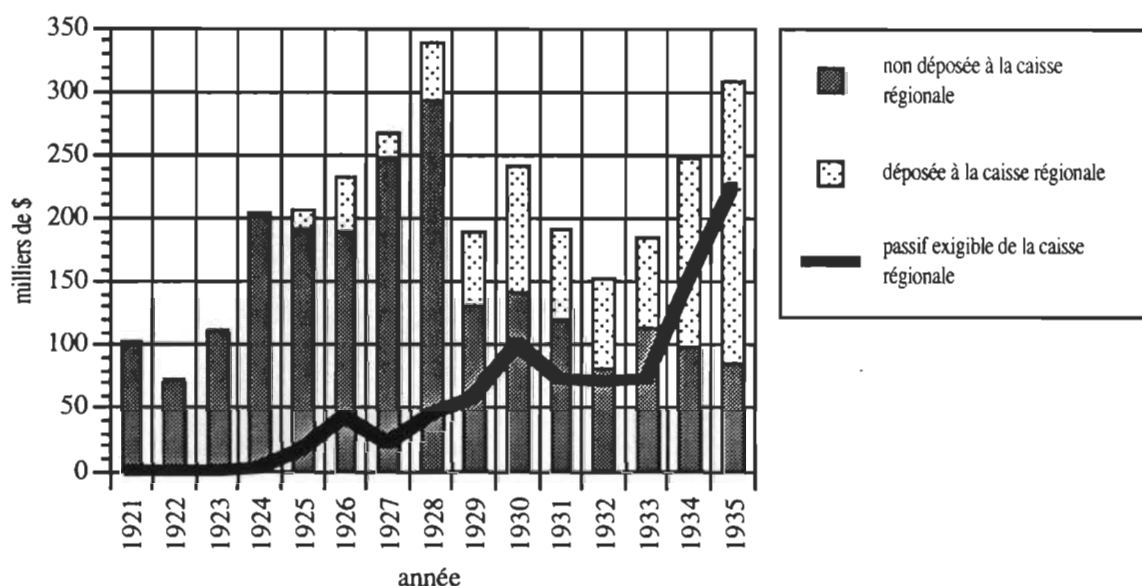
²⁷ Abbé J.-R.-I. Trudel à l'abbé J.-A. Saint-Laurent, Saint-Étienne-des-Grès, 14 février 1924.

²⁸ Lettre circulaire de Laurent Létourneau aux gérants des caisses populaires affiliées, Trois-Rivières, 30 mai 1924.

²⁹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 30 décembre 1920.

était le plus susceptible d'aboutir dans les coffres de la caisse régionale. La zone pâle est constituée de leurs dépôts à la caisse régionale tandis que la plus foncée représente les liquidités conservées en propre (environ 10% du total des liquidités) ou déposées dans d'autres établissements.

FIGURE 2.2
Localisation des disponibilités liquides des établissements locaux,
caisses des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières,
Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1935*



Sources: Procès-verbaux de l'URTR, 1920-1935; Rapports mensuels de la caisse régionale au 31 décembre des années 1934-35; Annuaire du Québec, 1921-1934, Rapports mensuels des caisses au 31 décembre, 1934-35.

* Les caisses des autres diocèses ayant été temporairement affiliées à l'URTR sont prises en compte dans les données. Nous avons exclu les emprunts de la caisse régionale auprès des banques à charte dans la courbe du passif exigible. Les chiffres sont le résultat de calculs personnels.

Deux questions surgissent à l'examen de la figure 2.2. À quoi tiennent ces hésitations des établissements locaux à soutenir la caisse régionale? Avec qui faisaient-ils alors leurs affaires? Les archives sont avares de détails précis sur cet aspect de leurs activités financières. Dans une perspective générale, il faut d'abord rappeler les difficultés que connaissent les caisses pendant cette période et le caractère volatile de leurs actifs. En clair, il existe encore peu de surplus disponibles pour la caisse régionale.

L'on apprend par ailleurs, à l'examen de certaines sources, que les appels pour inciter les caisses affiliées à déposer à la caisse régionale pendant les années 1920 ont été nombreux et sans succès. En effet, plusieurs caisses de la région, jalouses de leur autonomie, persistaient à déposer leurs surplus dans les banques à charte de leurs localités quand ce n'était à la Caisse de Trois-Rivières plutôt qu'à la caisse régionale³⁰.

Les relations entre la Caisse de Trois-Rivières et l'URTR sont passablement ambiguës durant la première moitié des années 1920: un seul homme cumule leur gérance et la caisse trifluvienne sert de banque d'affaires à la caisse régionale alors que, dans l'ordre des choses, la situation inverse aurait dû prévaloir. En 1924, l'Union procédait à l'engagement de Laurent Létourneau, un gérant de succursale à l'emploi de la Banque Nationale depuis 25 ans, pour assumer la gérance de la caisse régionale. Dès son arrivée à cette fonction, il se consacra à la tâche de négocier une entente avec les établissements bancaires de la ville de Trois-Rivières pour le compte d'affaires de la caisse régionale, marquant ainsi très nettement sa volonté de dissocier les activités de cette dernière de celles de la Caisse de Trois-Rivières³¹. La décision de l'URTR de transporter ses affaires dans une banque à charte en 1925 ne fut d'ailleurs pas sans affecter ses relations avec la Caisse trifluvienne. Une lettre adressée au gérant de la Caisse de Trois-Rivières par celui de l'URTR témoigne de la concurrence que se faisaient les deux institutions pour recueillir les fonds des caisses locales:

³⁰ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 21 septembre 1927.

³¹ L. Létourneau au gérant de la Banque d'Hochelaga de Trois-Rivières, Trois-Rivières, 6 juin 1924; F.-M. Marcotte, gérant de la Banque canadienne nationale de Trois-Rivières, à L. Létourneau, Trois-Rivières, 24 septembre 1925; Laurent Létourneau à F.-M. Marcotte, gérant de la Banque canadienne nationale de Trois-Rivières, Trois-Rivières, 26 septembre 1925.

«En principe, écrit-il, il avait été décidé dès le début que le compte [de la caisse régionale] devait être tenu dans une banque car les administrateurs ont cru que l'Union régionale ne doit pas déposer à une caisse mais au contraire ce sont les caisses populaires qui doivent déposer à l'Union. Et le fait de déposer chez-vous a été cause que plusieurs caisses ont continué à faire de même tandis qu'elles devaient déposer chez-nous»³².

L'affaire fut portée au conseil d'administration de la Caisse trifluvienne. Une résolution voulant qu'elle adhère à la caisse régionale et qu'elle se soumette aux conditions exigées fut rejetée³³. Le règlement de ce litige était névralgique pour la mise en activité de la caisse régionale: le tiers de l'épargne prélevée par le mouvement des caisses sur la rive nord du Saint-Laurent à cette époque l'était par la seule Caisse de Trois-Rivières. À compter de ce moment, les relations entre la Caisse et l'Union allaient se détériorer. Pendant que les dirigeants de la première, alors en poste aux trois conseils de l'URTR, s'en distançaient peu à peu, un nouveau leadership se constituait autour du gérant Létourneau, de Sinaï-T. Lupien et des abbés Trudel, Poisson et Caron. Les rivalités entre les deux institutions éclatèrent au grand jour en 1927 à l'occasion de l'assemblée générale de l'Union régionale. Devant la concurrence faite par la Caisse de Trois-Rivières dans la sollicitation des dépôts des établissements affiliés, laquelle s'était traduite par une chute de l'ordre de 50% de leurs dépôts à l'URTR par rapport à l'année précédente, le gérant Létourneau offrit sa démission:

«Actuellement quelques caisses déposent à la Caisse de Trois-Rivières, ce qui est un non-sens et de plus n'est pas régulier. Cela permet à cette dernière d'augmenter sa réserve aux dépens de celle

³² L. Létourneau, secrétaire-gérant de l'URTR, à T. Bournival, secrétaire-gérant de la Caisse de Trois-Rivières, 2/04/1926.

³³ En fait, la résolution ne fut pas adoptée. Le résultat fut le suivant: deux votes en faveur, deux contre et trois abstentions. Caisse populaire de Trois-Rivières, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 12 mai 1926.

de l'Union. Avant l'existence de cette dernière, on a pu tolérer que les caisses déposent à celle des Trois-Rivières mais maintenant toutes celles qui le peuvent devraient déposer à l'Union régionale»³⁴.

Bien que l'accession de L. Létourneau à la gérance régionale ait coïncidé avec des invitations de plus en plus pressantes aux caisses affiliées pour les amener à déposer à la caisse régionale, les résultats ont été très lents à se faire sentir. En 1926, celui-ci estimait à un demi million \$ l'actif minimal dont devait disposer la caisse régionale pour assurer son fonctionnement; ce montant ne sera atteint qu'en 1940. Ce n'est pas faute d'y avoir mis du zèle que les promoteurs de l'URTR ne réussirent pas à lui attirer les dépôts des caisses. À partir de 1924 notamment, ils y ont consacré une bonne partie de leurs énergies. Les visites d'inspection du curé Poisson, les tournées régionales de l'abbé Trudel pour affilier les établissements, les lettres circulaires aux gérants de caisses ainsi que les conférences prononcées par Létourneau sur le sujet étaient autant d'occasions pour rappeler aux caisses qu'elles devaient soutenir l'URTR³⁵. La précarité de la caisse régionale durant l'entre-deux-guerres ne tient pas uniquement à la conjoncture économique défavorable mais aussi à l'opposition des caisses locales à la centralisation de leurs fonds à l'échelle régionale. À compter de 1928, on assiste à une lente progression de ses affaires. Quant aux relations entre l'Union et la Caisse de Trois-Rivières,

³⁴ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 21 septembre 1927. Par ailleurs, il faut mentionner que les caisses ne connaissent pourtant pas de difficultés particulières à ce moment précis, ayant même vu leur actif augmenter de 22%.

³⁵ Voir notamment la conférence que prononça Laurent Létourneau à l'occasion du Congrès des caisses populaires tenu à Québec en 1925. Dans cette conférence intitulée «Rapports entre la caisse paroissiale et l'Union régionale», il traite abondamment de l'importance de centraliser les surplus des locales à travers la caisse centrale. Le texte de l'exposé fut reproduit intégralement dans *Le Bien public* le 22 décembre 1925 ainsi que dans *Le Nouvelliste* le 28 décembre de la même année.

elles furent rétablies avec l'élection de Létourneau à la vice-présidence de cette dernière³⁶. La faible reprise des affaires de la caisse régionale fut toutefois compromise par la dépression des années 1930.

De l'union régionale à la fédération provinciale

Les dissensions mises en lumière lors de la formation de la première fédération de caisses populaires ne s'estompent pas avec la régionalisation du mouvement; elles se déploient à une échelle plus large. Sitôt les quatre premières unions régionales établies dans la première moitié des années 1920, s'engagent les débats relatifs à la fondation d'une fédération provinciale. Cette fois-ci, les protagonistes, leurs stratégies et, plus largement, le contexte diffèrent sensiblement. D'abord, l'Église intensifie ses efforts sur le front de ce qu'elle nomme la «question sociale». Bien que les membres du clergé se fassent plus discrets à la direction des établissements locaux, comme nous l'avons précédemment relevé, ils sont très actifs à la tête des Unions régionales. En cela, ils demeurent des interlocuteurs privilégiés dans le cadre des tractations relatives à la formation de la Fédération provinciale. Tout comme ils le sont dans les débats sur le crédit agricole d'État, le syndicalisme et la coopération agricoles, les syndicats ouvriers, etc. L'organisation des «retraites fermées», les Semaines sociales du Canada et les congrès diocésains, notamment, sont autant d'occasions de multiplier les appels aux «classes dirigeantes» pour qu'elles s'occupent activement des «œuvres sociales et économiques». Toujours sous la direction des Libéraux, l'État québécois montre les signes d'une volonté,

³⁶ Caisse de Trois-Rivières, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 12 février 1929.

bien qu'encore timide, d'intervenir dans le développement économique, de se doter d'une politique agricole plus cohérente à l'égard de l'évolution des marchés. Pourvoyeur de fonds aux unions régionales et interpellé pour intervenir sur la question du crédit agricole, l'État s'est imposé comme un acteur de premier plan dans les événements qui ont amené ces dernières à se fédérer.

Les négociations entre les Unions régionales furent ardues. Elles achoppèrent sur les pouvoirs des Unions régionales de caisses au sein d'une éventuelle Fédération provinciale et, encore une fois, sur le projet de centraliser les fonds locaux au sein d'une caisse provinciale. L'Union régionale de Trois-Rivières, par l'intermédiaire des abbés Trudel et Poisson et de son gérant Laurent Létourneau, a été un pivot dans la cohésion d'ensemble du mouvement des caisses et dans ses relations avec le gouvernement québécois dans la décennie 1920. Sa position dans le cadre de ces négociations fut celle d'un pouvoir régional fort. Elle s'est opposée à maintes occasions au projet de fédération plus centralisée que préconisait l'Union régionale de Québec.

*Une subvention aux caisses ou la mise en place d'un
crédit agricole d'État?*

Au début des années 1920, l'Assemblée législative adoptait une résolution autorisant le gouvernement à former un Comité chargé d'étudier l'opportunité d'établir un crédit agricole. Parallèlement, l'abbé Trudel entreprenait des démarches auprès du ministre de l'agriculture du gouvernement québécois, J.-E. Caron, pour qu'il consente à supporter financièrement les caisses. L'octroi était sollicité parce que, disait-on, les caisses offraient

déjà ce service aux agriculteurs. Dès lors, les deux hommes vont entretenir des relations incessantes et, ceci, non seulement par l'intermédiaire des caisses, mais également par l'entremise de la Coopérative fédérée³⁷. L'audience du propagandiste de l'URTR devant le Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation fut l'occasion d'échanger leurs points de vue respectifs sur la formule du crédit agricole. La position de Trudel et de ses pairs sur cette question se résume pour l'essentiel à l'idée suivant laquelle l'action des caisses était préférable à celle du gouvernement dans ce domaine: «Je crois, dit-il, que les caisses populaires, partout où elles sont bien organisées et bien administrées, peuvent satisfaire à tous les besoins des cultivateurs»³⁸. Il exprimait par ailleurs la crainte que d'éventuelles caisses de crédit agricole supportées par l'État ne viennent concurrencer les coopératives sur leur propre terrain. Le ministre Caron n'était pas opposé à l'idée d'établir le crédit agricole par l'entremise des caisses, mais devant les difficultés des Unions régionales à organiser l'inspection, il voulait s'assurer d'un certain contrôle des fonds investis.

Le 3 mai 1923, le ministre versait une première allocation de 3 000 \$ pour favoriser la «propagande et l'inspection des caisses»; celle-ci devant être répartie entre les trois unions régionales alors en activité. L'abbé Trudel administrait ce montant en fonction de leurs dépenses respectives au chapitre de l'inspection. Selon des indications contenues dans

³⁷ Le ministre Caron fut intimement associé aux tractations qui menèrent à la mise sur pied de la Coopérative fédérée vers la fin de l'année 1922. L'abbé Trudel, pour sa part, exerçait les charges d'aumônier et de président du Comité de propagande de la coopérative.

³⁸ *Rapport du Comité permanent de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation sur l'opportunité de créer un crédit agricole*, Québec, 14 décembre 1922.

une lettre adressée par L. Létourneau au successeur de J.-E. Caron en 1929, cette subvention annuelle pouvait atteindre 8 000 \$³⁹. Ce financement, somme toute modeste, des activités des Unions régionales se prolongea pendant l'ensemble de la décennie. L'arrivée de J.-L. Perron à la tête du ministère de l'agriculture, suivie par celle d'Adélard Godbout l'année suivante, ont amené le gouvernement à reconsidérer l'aide accordée aux unions régionales. Dans le programme agricole lancé par le ministre Perron et poursuivi par son successeur, aucun octroi n'était prévu pour les caisses. Les deux ministres ont offert une fin de non-recevoir aux démarches de Laurent Létourneau et du curé Poisson pour que le ministère reconsidère sa décision⁴⁰. Ils ne voulaient désormais traiter qu'avec un seul interlocuteur: «... aussi longtemps, écrit Godbout au curé Poisson en 1931, qu'elles [les caisses] ne seront pas fédérées dans un organisme central avec lequel nous pourrions traiter, je ne crois pas qu'il puisse être question pour ni l'un ni l'autre des départements d'intervenir pour les aider»⁴¹. Le gouvernement québécois venait d'adhérer au «Prêt agricole canadien» et devant les pressions de l'U.C.C., qui était insatisfaite de la formule, il était de plus en plus question qu'il prenne directement en charge l'organisation d'un crédit agricole d'État⁴². Par ailleurs, les pertes subies dans les quelques déconfitures de caisses au tournant des années 1930 l'avaient amené à resserrer ses contrôles sur leurs activités. En

³⁹ L. Létourneau à J.-L. Perron, Trois-Rivières, 12 septembre 1929.

⁴⁰ *Ibidem.* et Curé J.-E. Poisson, administrateur de l'URTR à Adélard Godbout, ministre de l'agriculture, Pointe-du-Lac, 25 mars 1931.

⁴¹ A. Godbout à J.-E. Poisson, Québec, 25 avril 1931.

⁴² J.-A. Saint-Laurent à L. Létourneau, Saint-Jean-l'Évangéliste, 20 novembre 1931; L. Létourneau à J.-A. Saint-Laurent, Trois-Rivières, 28 novembre 1931; J.-A. Saint-Laurent à L. Létourneau, Saint-Jean-l'Évangéliste, 8 décembre 1931. Voir également: F. Létourneau, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, L'imprimerie populaire, 1950, pp. 287-288.

outre, un amendement à la Loi des syndicats coopératifs en 1930 introduisait un droit de regard et d'inspection gouvernementale dans les affaires des caisses⁴³. Devant les difficultés des Unions régionales à s'acquitter de leurs tâches d'inspection et de supervision, l'État québécois affichait de plus en plus ouvertement sa volonté d'intervenir directement. Il pesa d'ailleurs de tout son poids dans les négociations qui amenèrent les unions régionales à se fédérer.

Ces dernières ont entretenu des relations intenses et parfois très tendues durant l'ensemble de la décennie 1920. En effet, leurs promoteurs concentraient leurs interventions à l'occasion des commissions d'enquête, des Congrès de l'U.C.C. et des coopératives agricoles, et coordonnaient leurs démarches auprès du gouvernement. Parallèlement, ils discutaient du projet de fédération provinciale. L'URTR fut le foyer de cette vie de relations. Dès 1921, elle convoque les abbés Hébert de Montréal et Grondin de Québec afin de doter les Unions régionales de statuts uniformes⁴⁴. Le Congrès des représentants des sociétés coopératives agricoles, tenu aux lendemains de l'enquête gouvernementale sur l'opportunité de créer le crédit agricole, jeta les bases d'un premier comité de coordination des activités des Unions régionales: J.-R.-I. Trudel, Sinaï-T. Lupien et Roch Bournival de l'URTR en faisaient partie⁴⁵. Le comité, baptisé «Comité de

⁴³ L'amendement de 1930 autorisait le gouvernement à procéder lui-même à l'inspection des caisses qui refusaient toujours de se soumettre à l'autorité des unions régionales en la matière. L'inspection gouvernementale pouvait avoir lieu à la demande d'un conseil d'administration, d'un conseil de surveillance ou encore de 25 membres (ou les deux tiers) en règle.

⁴⁴ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 20 octobre 1921 et *Procès-verbal d'une assemblée spéciale*, 1, 19 novembre 1921.

⁴⁵ *Congrès des représentants des sociétés coopératives agricoles*, tenu à Québec, le 23 janvier 1923.

propagande du crédit populaire», organisa son premier et dernier congrès en 1924. L'abbé Trudel en fut le principal instigateur. Il fut également au cœur de l'organisation du premier congrès provincial de caisses populaires qui se déroula l'année suivante. Entre les deux événements, la position de l'URTR sur le projet de fédération provinciale et de constitution d'une caisse centrale commence à se préciser:

«Je dois vous dire, écrit Trudel à J.-A. Saint-Laurent de l'Union régionale de Gaspé, que la caisse centrale n'existe pas encore, on a, bien à tort (sic.) donner (sic.) ce nom à la Caisse régionale de Lévis. Cette caisse centrale sera fondée quand nous aurons douze caisses régionales [...] En outre, à Lévis, pour la région de Québec on a fondé deux sociétés; une qui est l'Union régionale et qui s'occupe de l'inspection et une autre que l'on nomme la Caisse centrale qui fait des opérations financières; chose absolument anormale et qu'il faudra corriger?»⁴⁶

Le congrès de 1925 fut d'ailleurs largement dominé par les tenants de l'option régionaliste, parmi lesquels Trois-Rivières était amplement représentée. Après l'allocution et la conférence prononcées par J.-R.-I. Trudel, l'abbé J.-A. Saint-Laurent fut invité à traiter des «avantages des Unions régionales». Ce qu'il fit en mettant l'accent sur l'importance des caisses régionales dans la réaffectation des surplus disponibles des caisses paroissiales et sur l'idée de les réinvestir dans l'aire régionale: «... les épargnes d'un même district, avançait-il, devront, autant que possible, être employées dans ce district»⁴⁷. Idée qui fut approfondie par L. Létourneau, lequel enchaînait avec une conférence centrée sur les «rapports entre la caisse populaire paroissiale et l'Union régionale». Au nombre des résolutions adoptées à l'occasion de ce Congrès, un appel fut lancé aux caisses

⁴⁶ J.-R.-I. Trudel à J.-A. Saint-Laurent, Saint-Étienne-des-Grès, 23 février 1925.

⁴⁷ *Rapport des travaux et délibérations du Congrès des caisses populaires Desjardins*, tenu à Québec les 6, 7 et 8 octobre 1925.

pour qu'elles déposent leurs disponibilités à l'Union régionale. L'on forma également un comité permanent composé d'un représentant de chacune des unions régionales.

Le comité, nommé plus tard «Comité central de propagande», allait agir à la fois comme porte-parole des caisses dans leurs rapports avec le gouvernement et comme lieu de médiation entre les quatre unions. L'abbé Trudel en assumait la présidence et L. Létourneau en était le secrétaire⁴⁸. C'est de cette structure contrôlée à partir de Trois-Rivières que les promoteurs des quatre unions s'adressaient au gouvernement, prenaient position sur le crédit agricole, planifiaient leurs interventions à l'U.C.C. et négociaient entre eux. À ce dernier chapitre, les discussions ne furent pas toujours harmonieuses, particulièrement entre les deux unions plus importantes: Québec et Trois-Rivières. Comme en 1920, la caisse centrale est demeurée la pierre d'achoppement de leurs relations. Réagissant à une invitation lancée par Montréal en mars 1926 en vue d'organiser un congrès général des caisses pour jeter les bases d'une fédération provinciale⁴⁹, Létourneau écrivait ce qui suit à l'abbé Trudel: «Ce projet de fédération des *Caisses* ou des *Unions* me laisse perplexe et je me demande si ce n'est pas encore Québec qui est en dessous avec sa *Caisse centrale*. À tout événement je trouve que le projet est peut-être prématuré [...] la fédération provinciale des caisses sera nécessaire [...] quand les caisses des Unions régionales seront établies sur des bases solides»⁵⁰. L'enjeu était formulé

⁴⁸ Un seul représentant par Union siégeait au dit Comité. C'est en tant que mandataire de l'Union régionale de Gaspé que Laurent Létourneau assistait aux réunions.

⁴⁹ *Gérard Tremblay à L. Létourneau* (lettre circulaire), Montréal, 16 mars 1926.

⁵⁰ *L. Létourneau à J.-R.-I. Trudel*, Trois-Rivières, 17 mars 1926 [les soulignés sont de l'auteur].

dans des termes non équivoques: Trois-Rivières était favorable à l'idée de se fédérer à la condition toutefois que cette fédération soit établie sur la base des corps régionaux. Dans cette optique, la centralisation de l'épargne, les subventions gouvernementales et le pouvoir devaient demeurer aux régions.

Le pacte confédéral de 1932

Au tournant des années 1930, les pourparlers en vue de fédérer les unions s'intensifient. Le ministre de l'agriculture Adélard Godbout venait de réaffirmer que l'assistance financière du gouvernement était conditionnelle à l'établissement d'une fédération provinciale⁵¹. Par ailleurs, Lévis relançait le projet de fédérer les unions. Dans le cadre des négociations qui se sont alors enclenchées, Trois-Rivières a constamment promu l'option régionaliste. Convoqués par l'abbé Trudel en février 1931, les administrateurs de l'URTR amendaient une première proposition de Lévis de façon à marquer très nettement cette orientation⁵². Le 26 juillet 1931, l'abbé Joseph-Roger-Irénée Trudel s'éteint à l'aube de ses 60 ans. La perte de cet ardent promoteur de l'option régionaliste conjuguée au rôle plus discret de Philibert Grondin annoncent un déplacement du leadership au sein du mouvement des caisses. Cyrille Vaillancourt, un ancien haut fonctionnaire du ministère de l'agriculture alors en poste à l'Union régionale

⁵¹ A. Godbout à J.-E. Poisson, Québec, 23 février 1931.

⁵² L'on suggéra d'abord de changer l'appellation de la dite fédération provinciale pour celle de «Fédération des Unions Régionales des Caisses Populaires» afin de lever toute équivoque sur son membership. Quant au partage de la subvention gouvernementale, il était clair dans l'esprit des administrateurs que les fonds devaient aller aux régions: «la Fédération recevra les allocations et les distribuera aux Unions au *prorata* du nombre de caisses inspectées par chaque Union». (URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 24 février 1931)

de Québec, et Laurent Létourneau vont désormais jouer un rôle de premier plan. Leur arrivée augure un changement d'attitude à l'égard du rôle de l'État. Les tensions entre les partisans d'un pouvoir centralisé à partir de Lévis et les tenants d'un pouvoir régional fort sont cependant toujours en arrière-plan des débats.

En novembre 1931, les représentants des quatre Unions régionales réunis à l'Évêché de Trois-Rivières s'entendent sur une déclaration commune en vue d'entreprendre une requête pour fonder la «Fédération provinciale de Québec des caisses populaires Desjardins»⁵³. Deux autres séances seront nécessaires avant qu'ils ne signent la déclaration de fondation. Après d'intenses négociations, la «Fédération de Québec des Unions régionales de caisses populaires Desjardins» (FQUR) devient officiellement une réalité le 24 février 1932⁵⁴. Les parlementaires québécois venaient juste de sanctionner une loi relative à son financement⁵⁵.

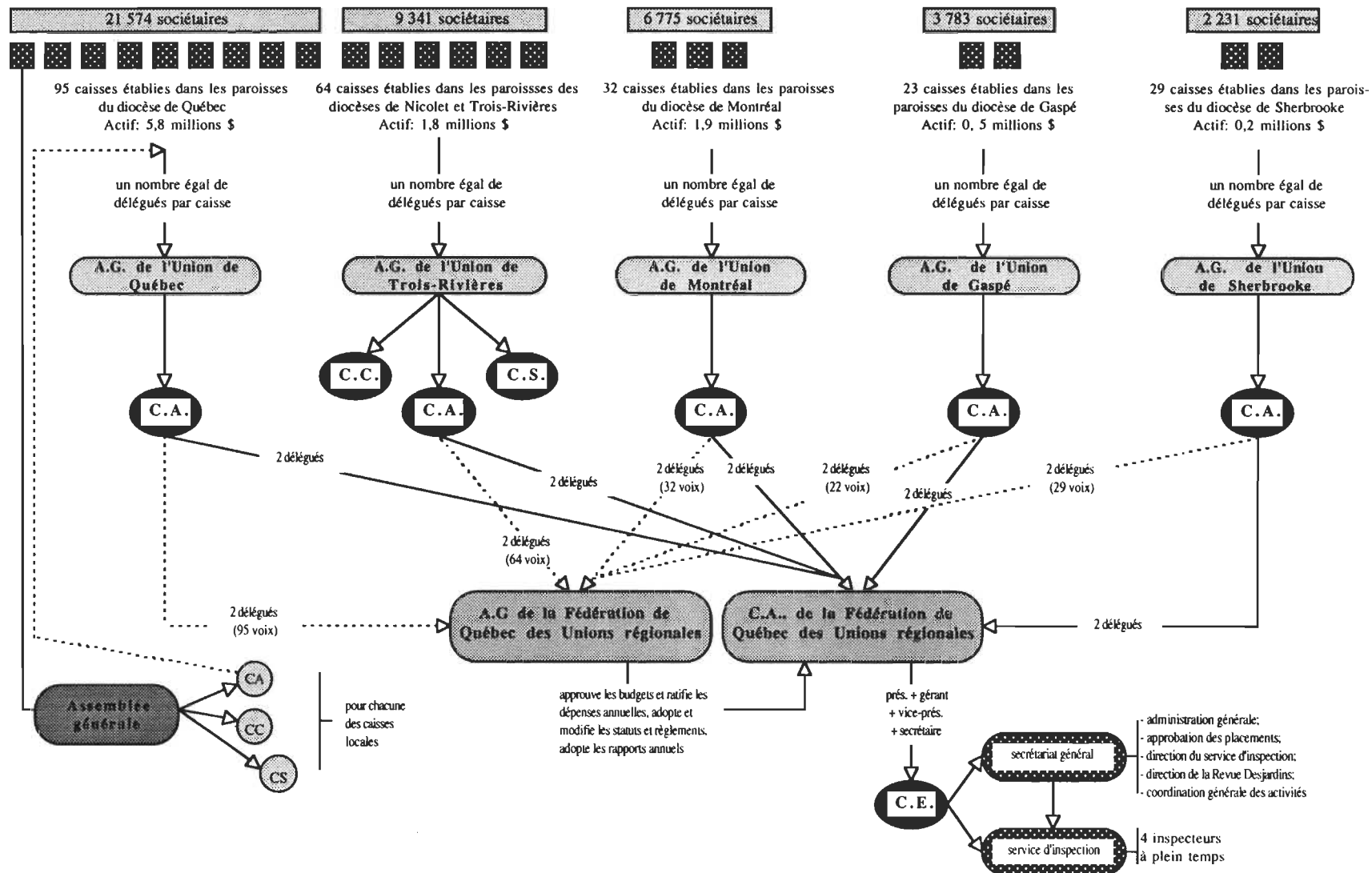
Avec l'allocation d'une subvention annuelle de 20 000 \$ du ministère de l'Agriculture du Québec, la nouvelle Fédération provinciale est investie d'importantes prérogatives au sein de l'organisation d'ensemble du mouvement Desjardins, notamment en matière d'inspection et d'approbation des placements. En retour ses fondateurs s'assurent qu'elle demeure tributaire du pouvoir des unions régionales: non seulement y détiennent-elles le pouvoir décisionnel, mais elles conservent le contrôle exclusif des

⁵³ *Première séance préliminaire à la fondation de la Fédération provinciale*, tenue à l'Évêché de Trois-Rivières, 17 novembre 1931.

⁵⁴ *Procès-verbal de l'assemblée des Unions régionales des caisses populaires Desjardins*, tenue le 24 février 1932

⁵⁵ *Loi concernant les Caisses populaires dites Desjardins organisées en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec*, sanctionnée le 19 février 1932 (22 Georges V, chapitre 9).

Figure 2.3
La structure de représentation du mouvement des caisses Desjardins en 1935*



* Les caisses non affiliées ne sont pas comprises. Les établissements non compris dans les limites territoriales couvertes par les Unions régionales et temporairement rattachés à ces dernières sont incluses. Les données relatives aux actifs, au sociétariat et au nombre d'établissements sont tirées de: FQUR, *Situation des caisses populaires Desjardins au 31 décembre 1935*.

caisses centrales. Ses statuts prévoient notamment la tenue d'une assemblée générale annuelle composée exclusivement d'unions régionales; chacune comptant autant de voix qu'elle a de caisses affiliées. Aussi, un droit de vote égal est accordé à toutes les unions à son conseil d'administration (deux délégués par union)⁵⁶. Les questions relatives à l'encadrement des activités des caisses locales — par exemple, l'inspection, la surveillance des caisses et l'approbation des placements — ont été partagées pour l'essentiel de la façon suivante: la réalisation des inspections à proprement parler relève de la Fédération provinciale, cependant, les unions continuent d'être les seules représentantes de leurs caisses affiliées. Ce qui leur laisse une bonne marge de manœuvre, même dans les domaines définis comme étant sous la juridiction de la Fédération provinciale: étude et approbation des placements, achat et vente d'obligations, suivi des inspections, etc.

En définitive, la création de la FQUR a été le résultat d'un véritable «pacte» confédéral entre les unions régionales dans lequel l'État québécois joua un rôle déterminant. Le compromis entre les tenants d'un pouvoir central fort et les promoteurs de l'autonomie régionale s'est résumé *grosso modo* à ceci: les premiers ont consenti à laisser en suspend l'épineuse question de l'établissement d'une seule caisse centrale, en retour de quoi leurs vis-à-vis leur cédaient d'importantes prérogatives au chapitre de l'inspection. Ce compromis était toutefois bien fragile. À peine la nouvelle fédération s'était-elle mise en activité qu'elle était contestée. Le partage des pouvoirs en matière d'encadrement des caisses est au cœur des enjeux qui vont opposer l'URTR et la jeune Fédération.

⁵⁶ *Statuts de la FQUR*, articles XI et XVI (alinéa 1).

Il faut d'abord rappeler que les statuts adoptés au cours de la première séance du conseil d'administration de la FQUR comportaient certaines ambiguïtés en ce qui a trait à l'inspection et à l'approbation des placements. L'URTR avait apporté de nombreux amendements de façon à accroître la marge de manœuvre des unions régionales dans ces domaines que l'État voulait davantage centralisés. C'est avec dépit qu'elle donna son aval à la version finale du document, espérant sans doute intervenir pour le faire modifier plus tard⁵⁷. Les enjeux étaient de taille, l'inspection et l'approbation des placements étant alors au cœur du dispositif d'encadrement des activités des caisses⁵⁸.

La stratégie préconisée par l'URTR pendant les années 1930 s'est déployée en deux volets. Elle a d'abord consisté à décourager toute tentative de la part de la Fédération provinciale d'entretenir des relations directes avec ses caisses affiliées. Elle a d'autre part visé à cantonner autant que possible sa marge de manœuvre dans une position de subordination à l'égard des unions régionales. À cet égard, l'inspection fait l'objet d'un

⁵⁷ Bien qu'ils soient finalement approuvés, il est fait mention dans le procès-verbal de l'assemblée convoquée à cet effet que les statuts «ne rencontrent pas tout à fait les vues du conseil d'administration» (URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 7 avril 1932).

⁵⁸ Investie de pouvoirs d'ordre légal, l'inspection permet au corps inspectant de savoir, de faire rapport, d'accumuler des informations et, partant de là, d'infléchir les orientations de l'ensemble des caisses et de chacune d'entre elles. Elle ouvre l'accès en quelque sorte à une connaissance du mouvement à partir de ses entrailles. Quant aux placements, ils mettent directement en cause l'autonomie des caisses locales et régionales dans la gestion de leurs capitaux, c'est-à-dire leur capacité de les investir là où elles le veulent bien. Il s'agit d'une part croissante de l'actif des caisses à cette époque. Soulignons également que les achats et ventes d'obligations impliquent généralement le prélèvement de commissions, lesquelles pouvaient constituer une source de revenus non négligeable pour les fédérations dans le contexte de leur sous-financement. Il faut enfin rappeler que Létourneau s'adonnait personnellement au courtage de valeurs mobilières: les caisses représentaient pour lui un marché intéressant en retour de quoi il assumait la gérance de l'URTR à peu de frais. Nous traiterons plus loin ce dernier aspect.

important litige pendant l'ensemble de la décennie. À peine la réalisation des premières inspections de caisses était-elle amorcée, l'URTR réaffirmait son intention de conserver l'entière responsabilité des établissements logés sur son territoire:

«... l'Union régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières entend conserver son autonomie entière et la surveillance immédiate des Caisses qui lui sont affiliées, lit-on dans une résolution adoptée en 1932. [...] le rôle de la Fédération, est-il précisé, doit en être un de haute surveillance, de directives et de stimulation, en outre de l'administration et du partage équitable de l'allocation du gouvernement; [...] les statistiques compilées par la Fédération doivent être générales, les particularités devant rester du ressort et à la discrétion des Unions Régionales; [...] par conséquent les caisses locales [doivent continuer] à envoyer leurs rapports mensuels à leur Union Régionale qui en fera de temps à autre un résumé pour la Fédération. Le conseil d'administration de l'Union régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières espère toujours que [...] cette dernière dans son champ d'activités ne voudra pas empiéter sur celui des Unions Régionales de manière à diminuer les activités et la nécessité de ces dernières en les éliminant petit à petit au bénéfice de la Fédération provinciale»⁵⁹

En d'autres termes, bien que l'URTR se soit résignée à l'idée de devoir céder la réalisation des inspections à la Fédération provinciale, elle s'est opposée vigoureusement à ce que celle-ci entretienne des relations directes avec ses caisses affiliées. Aussi, elle a constamment cherché à subordonner l'activité de la FQUR en cette matière aux juridictions des unions régionales: «... les inspections de la dite fédération, insiste-t-elle à nouveau un peu plus tard, sont sous la surveillance immédiate de chaque Union Régionale»⁶⁰. L'inspection de la Caisse de Pointe-du-Lac, laquelle révéla l'existence de placements de fonds problématiques, fit réagir le curé Poisson dans des termes pour le moins révélateurs:

⁵⁹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 7 novembre 1932.

⁶⁰ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 12 juin 1933.

«Quant à la Caisse de la Pointe-du-Lac *c'est mon œuvre comme curé*. Je l'ai fondée et administrée pour le bien de mes paroissiens et non pour leur détriment. J'ai donné l'assurance à l'Union Rég. qu'aucun sociétaire ni déposant ne perdrait un sous dans *ma* Caisse populaire [...] j'entends conserver ma complète autonomie sans toutefois refuser d'accepter les conseils et suggestions que l'Union Régionale jugera à propos de m'adresser. J'ai confiance à l'Union Régionale à laquelle je suis affilié, conclut-il, mais les empiétements de la Fédération m'inquiètent depuis... ses commencements.»⁶¹

Des rivalités du même ordre opposent la FQUR et l'URTR à propos de l'approbation des placements. C'est sur division du vote et après de vives discussions que C. Vaillancourt, gérant de la FQUR, amena les unions régionales à céder certaines de leurs prérogatives en matière d'approbation des placements en 1938⁶². En vertu de cette décision, celles-ci allaient désormais être tenues d'obtenir une approbation préalable de la Fédération pour une part importante des achats d'obligations réalisés pour le compte de leurs caisses affiliées. L'URTR enregistra sa dissidence en faisant valoir qu'elle s'opposerait «de toutes ses forces» à un éventuel amendement à la loi⁶³. Le litige n'était toujours pas résolu deux ans plus tard, la première continuant à placer des fonds sans autorisation préalable et la seconde refusant de les ratifier⁶⁴.

⁶¹ J.-E. Poisson à Laurent Létourneau, Pointe-du-Lac, 11 août 1933. [les soulignés sont de l'auteur]

⁶² FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 1 juillet 1938.

⁶³ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée conjointe des trois conseils*, 13 juillet 1938. L'article 40 de la Loi des syndicats coopératifs était évoqué par l'URTR. Cet article prescrivait que les placements des caisses devaient être approuvés par les Unions régionales ou la fédération. Il ne précisait cependant pas qui des Unions ou de la Fédération devait exercer en dernière instance le pouvoir de ratifier les placements. Quant à la Fédération provinciale, elle misait sur l'un des articles de sa constitution qui confirmait sa juridiction en matière d'approbation des placements. Par ailleurs, il était de plus en plus question dans les coulisses que la FQUR requière un amendement à la loi de façon à lever les quiproquos autour de cette question.

⁶⁴ FQUR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, séances tenues les 23 février, 25 juillet et 17 novembre 1939 et le 24 juillet 1940.

Née de l'opposition d'un groupe de caisses de la Mauricie au projet de centraliser leurs épargnes dans une caisse centrale unique, l'Union régionale de Trois-Rivières a constitué par la suite l'un des pôles d'expression les plus dynamiques du régionalisme au sein du mouvement Desjardins. À la veille de la Deuxième Guerre, rien n'est encore définitivement joué. À travers les négociations qu'elle mène de front avec ses caisses affiliées et la Fédération provinciale, l'URTR tente toujours d'établir son espace au sein de ce mouvement encore largement rural. Cependant, l'on pressent que les choses sont à la veille de bouger. Les fondations de caisses se maintiennent à vive allure et, depuis peu, elles ont commencé à s'implanter sérieusement dans les villes. Au ralenti depuis près de dix ans, l'économie montre les signes d'un redressement à la faveur des hostilités qui se préparent en Europe. Ce qui laisse présager une éventuelle affluence des épargnes des citoyens vers les coffres des caisses populaires.

2- UN POUVOIR FÉDÉRAL EN FORMATION (1935-1945)

Pendant la Deuxième Guerre, les restrictions à la consommation et le climat défavorable au crédit créent des disponibilités sans précédent dans les caisses locales. Au sortir de la guerre, la configuration et le rythme de croissance du mouvement sont méconnaissables. Encore incertain au tournant des années 1930, son avenir semble désormais assuré. L'ampleur et surtout la rapidité des changements exercent une pression considérable sur les corps fédéraux. Les fondations de caisses et l'accroissement général du volume d'affaires entraînent en effet une forte augmentation des responsa-

bilités de l'URTR, comme des autres unions, notamment dans l'approbation de leurs placements et la supervision quotidienne de leurs autres activités. Avec le gonflement de l'épargne déposée dans les coffres des caisses à compter de la Seconde Guerre, le plein financement des activités du corps régional devient envisageable. Pour la première fois depuis 1920, l'URTR peut espérer que ses caisses affiliées lui acheminent avec régularité des dépôts plus substantiels. L'essor de la caisse régionale amorcé durant la guerre va constituer la clé de voûte de l'autonomisation du pouvoir régional

L'essor de la caisse régionale

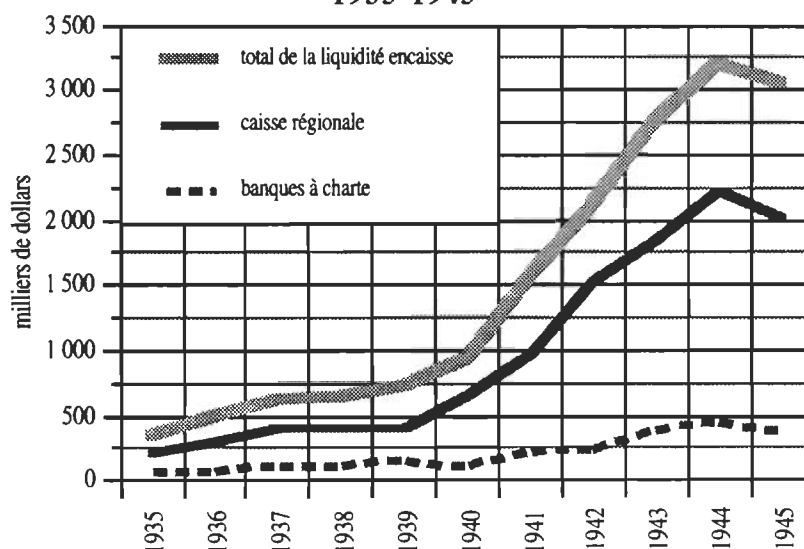
La précarité des assises financières de l'Union régionale et son incapacité de générer les revenus nécessaires au développement de ses activités expliquent, dans une large mesure, ses difficultés pendant l'entre-deux-guerres. Malgré le zèle avec lequel elle défend et promeut sa caisse régionale, le rendement de cette dernière demeure nettement insuffisant. À la veille de la Deuxième Guerre, l'URTR est encore incapable de rémunérer son gérant sur une base permanente et les appels aux caisses affiliées pour qu'elles déposent leurs surplus à la caisse régionale sont persistants⁶⁵. Les réticences des caisses à déposer à l'Union sont à ce point similaires à ce qu'elles étaient dans la décennie antérieure que L. Létourneau reprend de façon à peu près intégrale la conférence qu'il avait prononcée à ce sujet en 1925⁶⁶.

⁶⁵ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 4, 26 septembre 1939.

⁶⁶ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 29 septembre 1936. Intitulée «Les relations qui doivent exister entre la caisse régionale et les caisses locales et du bien qui en découle pour ces dernières», la conférence fut également publiée en 1940 dans

Tel que l'illustre la figure 2.4, il faut attendre le début de la guerre avant que l'URTR ne s'impose définitivement comme principale gestionnaire des liquidités locales, laissant les banques à charte loin derrière. En effet, les dépôts des établissements locaux à la caisse régionale sont quintuplés entre les seules années 1939 et 1945. Ce phénomène fait suite à une certaine stagnation pendant la seconde moitié des années 1930. À la fin de la guerre, les deux tiers de la liquidité «encaisse» des établissements locaux — environ 10% de leur actif — se trouvent dans les coffres de l'URTR. Quant aux dépôts dans les succursales bancaires, ils ne représentent plus que 13% de leur encaisse, en comparaison avec 23% en 1935. C'est en quelque sorte la poussée de l'actif des caisses conjuguée au dépôt d'une fraction substantielle et constante de leurs liquidités à l'URTR qui lui permettent dès lors d'accroître le sien et de financer ses activités.

FIGURE 2.4
Dépôt de la liquidité encaisse des établissements affiliés,
Union régionale de Trois-Rivières,
1935-1945*



Sources: Rapports mensuels de l'URTR et de ses caisses affiliées au 31 décembre des années 1935-1945.

*Les chiffres sont le résultat de calculs personnels.

À partir du milieu des années 1940, ces bénéfices, additionnés aux cotisations annuelles des caisses affiliées, sont suffisamment importants pour permettre à l'Union régionale de s'autofinancer. En termes absolus, son actif passe d'un quart de million à plus de deux millions de dollars entre 1935 et 1945; les revenus tirés de la gestion de cette masse financière sont portés de 6 300 à 66 600\$. Bien sûr, deux millions de dollars c'est encore peu en comparaison avec les banques à charte; c'est même relativement modeste si l'on se réfère au fait que la seule Caisse de Trois-Rivières, par exemple, dispose déjà d'un actif dépassant le million et demie à pareille date. Ce qu'il importe de retenir, ce sont les relations d'affaires qui s'établissent dorénavant entre l'URTR et ses caisses affiliées.

Quels ont été les facteurs décisifs de ce démarrage de la caisse régionale? Sous un angle général, la croissance des caisses locales se réalise alors dans un contexte bien précis: l'économie de guerre. Dans le cadre des restrictions à la consommation et du climat défavorable au crédit qui prévalent à ce moment, les disponibilités locales ont été relativement abondantes. La crainte des lendemains de la guerre a incité les caisses locales à jouer de prudence dans la gestion de leurs actifs. Par ailleurs, les dirigeants régionaux ne ménagent pas leurs appels à la prudence et recommandent de «gérer les caisses comme si le pire devait arriver». Année après année, les mêmes mots d'ordre sont répétés à l'occasion des assemblées générales⁶⁷. Enfin, une entente arrachée à l'Association des banquiers canadiens en 1939 a permis de régulariser les relations entre le mouvement des caisses et les banques à charte dans un sens favorable au renforcement du rôle des caisses régionales. En vertu de cet arrangement, les représen-

⁶⁷ *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles des années 1939 à 1947.*

tants des deux banques canadiennes-françaises acceptaient de transiger avec les caisses régionales à des conditions uniformes plutôt qu'avec chacune des coopératives locales. Les banques, il va sans dire, y trouvaient leur propre compte. En recueillant les dépôts des caisses régionales, elles disposaient en effet d'un volume d'épargne appréciable et de surcroît déjà centralisé⁶⁸.

Au terme de cinq années de croissance intensive de sa caisse régionale, les revenus de l'URTR lui permettent d'entretenir un personnel spécialisé. En 1945, son secrétariat général compte neuf salariés permanents et recourt occasionnellement aux services de son président à titre de propagandiste⁶⁹. Fait à signaler, les quatre cadres alors en fonction ont été recrutés au sein des grands établissements bancaires et financiers⁷⁰. Encore embryonnaire, le dispositif d'encadrement et de gérance de l'URTR commençait à prendre forme.

La concurrence de la Fédération provinciale

Parallèlement à ce renforcement des pouvoirs régionaux, la Fédération provinciale devient une structure capitale dans l'organisation du mouvement des caisses. En 1945, elle compte 45 employés, dont 30 inspec-

⁶⁸ Cette entente conclue par les gérants des Unions régionales le 8 février 1939 fut ratifiée par les administrateurs de l'URTR (*Procès-verbal du conseil d'administration*, 17 février 1939). Elle fait suite à des relations difficiles entre les deux institutions à compter du milieu des années 1930 (*Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 juin 1936).

⁶⁹ URTR, *Rapport d'inspection*, 29 mai 1945.

⁷⁰ Outre le cas de Laurent Létourneau sur lequel nous avons précédemment insisté, l'URTR fait l'acquisition des services de Robert Durand (16 ans à la BCN dont 2 à titre d'inspecteur) et de Rosaire Couture (16 ans à la Banque Provinciale) aux postes d'inspecteurs propagandistes ainsi que de Jean-Jacques Caron à titre de gérant-adjoint (qui avait auparavant travaillé pour le compte de la Sun Life) en 1943 et 1944. URTR, *Procès-verbaux des séances du conseil d'administration*, 11 mai 1943, 9 mai et 5 décembre 1944.

teurs et 15 employés affectés au secrétariat général, et dispose d'un budget annuel d'environ 133 000 \$⁷¹. En comparaison aux neuf employés de l'URTR à pareille date, il n'y a qu'un pas à franchir pour conclure à un renforcement de la structure provinciale au détriment des instances régionales⁷². En réalité, les enjeux relatifs à la centralisation du mouvement sont plus complexes qu'ils n'apparaissent à la lueur de ces quelques données. Dans cette structure fédérale à double niveau, deux dispositifs en tension constante se renforcent quotidiennement dans leurs relations mutuelles et à travers leurs interventions auprès des caisses affiliées. Sans vouloir atténuer l'importance des gains réalisés par les tenants d'une intégration du mouvement à l'échelle provinciale, il faut reconnaître que les forces centrifuges du mouvement sont encore très fortes. À plusieurs égards, ce sont les unions régionales qui constituent le maillon fort du pouvoir fédéral au sortir de la guerre, et ce en raison de trois facteurs principaux.

Le premier facteur apparaît à l'examen des sources de financement de chacune des structures fédérales. Abstraction faite des revenus, somme toute très modestes, qu'elle tire de diverses activités (environ 15% du total de ses revenus), la FQUR est dépendante de deux pourvoyeurs de fonds: la subvention du gouvernement provincial (la moitié de ses ressources) et les cotisations des caisses (un peu plus du tiers de ses revenus) qu'elle se

⁷¹ FQUR, «Rapport d'activités annuel, année sociale 1945-46», annexe au *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 25 avril 1946.

⁷² C'est l'interprétation qu'en fait R. Rudin pour qui la guerre fut l'occasion d'un renforcement du dispositif provincial au détriment des structures locales et régionales: «In spite of persistent opposition from those loyal to the autonomy of both individual caisses and regional associations, écrit-il, the advocates of centralization had largely won out by the end of Second World War.». (R. Rudin, *In Whose Interest?...*, *op. cit.*, p. 103)

partage avec les unions régionales⁷³. Pour majorer ses dépenses, elle doit donc s'en remettre à la volonté de l'État québécois de hausser son octroi annuel ou encore à celle des caisses et des unions d'augmenter leur quote part. Le lobby pratiqué par la FQUR auprès du gouvernement québécois a porté certains fruits: fixée à 20 000\$ en 1932, la subvention annuelle pour l'établissement et l'inspection des caisses est augmentée graduellement jusqu'à 80 000\$ en 1942. Malgré cette augmentation, ses ressources sont demeurées déficitaires; elle a dû miser sur un accroissement des contributions des caisses affiliées. N'ayant pas accès directement à ces dernières, elle devait d'abord s'en remettre aux unions régionales. Après de longues et intenses négociations, les unions ne s'entendaient toujours pas sur l'adoption d'un mode de contribution uniforme au sortir de la guerre⁷⁴. Cette fois-ci, la résistance logeait du côté de l'Union de Montréal. L'enjeu de ces contributions était double: il s'agissait, d'une part, d'établir un équilibre entre les quotes-parts des «grosses» et des «petites» caisses et, de l'autre, de s'entendre sur les modalités du partage de ces revenus entre les unions et la Fédération provinciale. À cette résistance régionale s'ajoute celle des caisses locales comme en font foi des allusions à l'idée de «préparer les esprits à une hausse éventuelle des contributions» ainsi que

⁷³ Ces estimés sont basés sur des chiffres de l'année financière 1945-46. FQUR, *op.cit.*

⁷⁴ En 1940, l'on adopta un mode de contribution fixé à 1/20 de 1% de l'actif total de chaque caisse affiliée (limites minimale de 5\$ et maximale de 250\$). (FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 24 juillet 1940; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 3 août 1940). Cette cotisation fut portée du simple au double en 1943, soit 1/10 de 1% (FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 23 mars 1943; URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 13 octobre 1943). Par ailleurs, le partage de ces contributions entre les deux structures fédérales fut également révisé: la part des unions régionales fut abaissée de 75 à 70 puis à 50% en faveur de la FQUR entre 1943 et 1945. Ces hausses successives suscitérent l'opposition des Unions de Montréal et de Gaspé. La cas montréalais n'était toujours pas résolu aux lendemains de la guerre.

les précautions prises par les dirigeants régionaux avant de soumettre ces questions à l'adoption des assemblées générales⁷⁵. En somme, le plus ou moins grand développement de la structure provinciale est tributaire de volontés extérieures à la sienne.

Le deuxième facteur tient précisément au fait que cette incapacité de s'autonomiser sur le plan financier a été en quelque sorte voulue et entretenue par les unions régionales. Fortes des revenus tirés des opérations de leurs caisses régionales, elles se sont systématiquement opposées à ce que la FQUR développe des services qui auraient pu favoriser son autonomie financière. C'est ainsi que le projet de constituer une caisse provinciale, ramené sur la table par les représentants de Gaspé et Montréal en 1941, avorta au terme de deux ans de discussions infructueuses devant l'opposition, cette fois-ci, des Unions de Québec et Trois-Rivières⁷⁶. Dans la même veine, l'URTR ne se délesta pas de services dont elle prélevait des

⁷⁵ Par exemple: FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 25 août 1938; URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 11 octobre 1938.

⁷⁶ Nous ignorons dans le détail le sort réservé à ce projet qui était pourtant un enjeu d'importance capitale. Selon nos sources, une résolution suivant laquelle le conseil d'administration de la FQUR devient celui de la caisse provinciale avec instruction d'en préparer les règlements est adoptée en mai 1941 (FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 15 mai 1941). La question est débattue à quelques autres occasions sans véritablement déboucher sur quelque chose de concret. En novembre 1942, les contours du projet se précisent: sa «mission» serait «de canaliser les sommes non employées par les Unions régionales». L'on forme un comité mandaté pour étudier le fonctionnement d'une éventuelle caisse provinciale, la possibilité que chacune des régions y dépose au moins 50 000\$ (sans option de retrait) et le projet de compensation provinciale (FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 10 novembre 1942). Létourneau et Vaillancourt, à la tête des caisses régionales les plus importantes, se sont opposés tous deux au projet, lequel recueillait l'appui des représentants des Unions de Montréal, Gaspé et Sherbrooke. Il en est question pour la dernière fois en janvier 1943. Malgré la tiédeur de Létourneau et Vaillancourt à cette idée, l'on l'adopte le principe de l'inauguration de la caisse et l'Union de Montréal immobilise sur le champ une somme de 50 000\$; celle de Gaspé offre 10 000\$ (FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 26 janvier 1943). Le projet devait cependant recevoir l'adhésion de chacune des unions. Il mourut dans l'œuf à cette étape précise du processus de décision.

commissions. Elle refusa, entre autres, d'abandonner son service de papeterie au bénéfice de la Fédération provinciale⁷⁷. Elle continua aussi de s'opposer énergiquement à ce que la FQUR n'assume à elle seule les responsabilités en matière d'approbation des placements et d'achat d'obligations⁷⁸. Bref, les forces régionales du mouvement ont littéralement cantonné le pouvoir central à la réalisation des inspections tout en renforçant leur capacité d'intervenir dans les cas problématiques à ce chapitre. En 1945, la FQUR consacrait 60% de ses revenus annuels dans l'inspection des caisses.

Le dernier facteur, et non le moindre, réside dans le fait que les forces régionales du mouvement sont logées au cœur même de la structure de décision provinciale: elles occupent la totalité des sièges de son conseil d'administration et de son assemblée générale. En conséquence, les agents des deux structures n'entretiennent pas des rapports d'extériorité mais bien d'intériorité. Le noyau dur du pouvoir fédéral est incarné par les unions régionales et plus particulièrement par leurs gérants au sortir de la guerre. La nomination de L. Létourneau à la présidence du conseil d'administration provincial en 1944, un poste qu'il occupera jusqu'à son décès en 1955, est révélatrice du poids des unions régionales au sein du mouvement.

Profitant de la conjoncture exceptionnelle créée par l'économie de guerre, la Fédération provinciale et les unions régionales se renforcent de

⁷⁷ En avril 1940, des échanges ont lieu au sujet d'une éventuelle uniformisation des services de papeterie mis en place par les unions régionales. Un an plus tard, l'on demande à l'URTR d'abandonner son service afin de le centraliser à la FQUR. Cette demande est refusée. FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 avril 1940; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 25 avril 1941.

⁷⁸ Le litige entre les deux instances fédérales autour de cette question n'est toujours pas résolu à la fin de la guerre. Le service est assumé conjointement par les deux niveaux de décision.

façon significative à travers leurs interventions auprès des caisses affiliées. Toutefois, ce mouvement favorable à la centralisation ne se réalise pas dans l'absolu. Les caisses conservent en effet une marge d'autonomie à peu près complète en matière de gestion interne et de politiques financières. Même dans les domaines où l'autorité des pouvoirs fédéraux est consacrée par la loi, comme dans le cas de l'approbation des placements par exemple, les caisses ne sont pas dépourvues d'atouts. Libres de déterminer la valeur de leurs dépôts à la caisse régionale, elles disposent d'un moyen de marchandage d'importance capitale pour négocier des arrangements à leur avantage⁷⁹. Le renforcement des dispositifs d'encadrement fédéraux est au nombre des grands enjeux qui pointent au sortir de la guerre. Avant d'aborder cette question, approchons-nous davantage des élus régionaux.

Les assises du pouvoir régional

Trente-six caisses affiliées en 1930, 57 en 1935, 91 en 1940, 126 en 1945: durant cette courte période, la tendance est à la multiplication des caisses, voire au quadrillage de l'échiquier paroissial de la région. Ce processus, nous l'avons vu, favorise les établissements urbains et l'atténuation des écarts de développement entre les caisses situées de part et d'autre du

⁷⁹ Un exemple choisi parmi d'autres servira à illustrer cette affirmation. En 1940, le conseil d'administration de l'URTR est saisi de la demande d'une caisse voulant financer une émission d'obligations de la commission scolaire de sa localité. Après étude de la requête, il se trouve que ce placement n'est pas des plus judicieux en termes de risque et de rentabilité et qu'en vertu de ces seuls critères il ne devrait pas être approuvé. La décision rendue par le conseil est pourtant positive. D'autres critères étaient intervenus dans la prise de décision: la caisse, l'une des plus importantes, menaçait en effet de diminuer ses dépôts à l'URTR (URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 3 novembre 1940). L'efficacité de ce moyen de pression, comme on le voit, est fonction de l'importance financière des caisses.

Saint-Laurent. Cette nouvelle configuration des forces à l'échelle de la région a exercé des pressions de plus en plus fortes sur les structures décisionnelles de l'Union régionale. Les enjeux ont pris d'autant plus d'importance que cette dernière devenait un rouage essentiel dans la vie quotidienne et le devenir du mouvement des caisses. Comme les caisses locales, l'union régionale est formée de trois conseils. Le conseil d'administration se compose de neuf représentants alors que la commission de crédit et le conseil de surveillance en comptent chacun trois. De ces trois structures, la première est la plus importante à l'époque: c'est de là que s'élaborent les stratégies et les politiques poursuivies par l'URTR. La caisse régionale se comportant à la façon d'une centrale de placements, les administrateurs sont ceux qui décident *de facto* de l'affectation de la plus grande partie de son actif⁸⁰. Au total, les trois conseils régionaux regroupent 15 représentants provenant des caisses affiliées et élus pour des termes renouvelables de trois ans⁸¹. Qui sont donc ces élus régionaux? De quelles caisses proviennent-ils? Quels sont leurs points d'ancrage dans leurs milieux respectifs? La composition des trois conseils de l'Union régionale présente certaines constances dans le temps long de même qu'elle connaît des changements significatifs. L'examen de la représentation des caisses et du profil des élus régionaux permet d'en élucider quelques-unes.

⁸⁰ La caisse régionale ne prêtant qu'une portion négligeable de son actif, entre 3 et 8 % selon les années, les commissaires de crédit ne jouent qu'un rôle secondaire. Quant aux membres du conseil de surveillance, ils ne se réunissent qu'à l'occasion de l'assemblée des trois conseils convoquée généralement à la suite de l'inspection annuelle de la caisse régionale. C'est dire l'importance relative du conseil d'administration par rapport à celle des deux autres conseils. Ces questions seront abordées dans le troisième chapitre.

⁸¹ En principe, les représentants de l'URTR sont tous rattachés à l'une ou l'autre de ses caisses affiliées. Toutefois, deux personnages particulièrement influents de la ville de Trois-Rivières, les notaires J.-A. Trudel et J.-A. Lemire, font figure d'exception dans les années 1920.

Un pouvoir laïc et urbain exercé par la petite bourgeoisie d'affaires

Sur un plan général, une première observation s'impose à l'analyse de nos données: il existe un écart pour le moins étonnant entre le profil socioprofessionnel des élus locaux et celui des représentants régionaux. De ce point de vue, il faut tout de suite s'éloigner de la conception selon laquelle l'URTR serait un microcosme de la structure de représentation locale. Cette affirmation se confirme par la représentation négligeable du monde agricole: deux des 36 individus ayant exercé une charge à l'un ou l'autre des trois conseils régionaux se déclarent cultivateurs. C'est très peu en regard de leur poids au niveau local. Encore se distinguent-ils du commun des cultivateurs de la région. C'est le cas d'Antonio Élie, lequel fut administrateur de 1929 à 1941. Pendant son mandat, Élie était député provincial du comté de Yamaska sous la bannière des Conservateurs entre 1931 et 1935 avant de passer au poste de ministre adjoint de l'agriculture entre 1936 et 1939 pour le gouvernement Duplessis. En outre, ce personnage influent possédait des intérêts dans plusieurs compagnies⁸². C'est également le cas de Josaphat N. Gervais, un agriculteur de Saint-Timothée entré en fonction en 1939. Cet organisateur politique de l'Union nationale œuvrait également dans le domaine des assurances.

La faiblesse de la représentation agricole aux trois conseils régionaux est une constante et ce, depuis la fondation de l'URTR. Elle contraste fortement avec l'influence qu'y exercent les caisses urbaines. L'Union

⁸² À la gérance de la Caisse de La Baie pendant 23 ans, Élie était notamment propriétaire-gérant de la Renardière de La Baie, membre de la Betteraverie de Saint-Hilaire, président du Syndicat du Rachat des Rentes seigneuriales et directeur de l'Association Holstein-Freisian du Canada. Il fut décoré de l'Ordre du Mérite agricole et de celui de Saint-Grégoire-le-Grand. Il demeurera en politique active jusqu'à la fin des années 1950.

régionale est née en sol trifluvien sous l'initiative de ses notables les plus en vue. En dépit de la connotation agriculturiste de son discours et de ses pratiques, elle a entretenu des rapports de plus en plus étroits avec le monde urbain. En 1925, les caisses urbaines occupent déjà huit des 15 postes aux trois conseils de l'URTR. Elles sont en progression constante jusqu'à la fin de la guerre: onze des 15 élus régionaux proviennent des caisses urbaines en 1945. Cette dominance urbaine est plus tardive au conseil d'administration; elle s'impose définitivement pendant la guerre, soit au moment où le contrôle des structures décisionnelles de l'URTR devient un enjeu d'importance significative: encore majoritaires avec cinq des neuf sièges en 1939, les caisses rurales n'en détiennent plus que le tiers en 1945. En fait, tout porte à croire que c'est par l'intermédiaire des curés ruraux que se sont établies les liaisons entre l'URTR et le monde agricole organisé pendant l'entre-deux-guerres. Le leadership exercé par les abbés Trudel, Poisson et Caron pendant cette époque témoigne de cet état de faits⁸³. Leurs départs viennent atténuer les rapports entre le monde agricole organisé et l'Union régionale. La présence du clergé à l'Union régionale est d'ailleurs de plus en plus discrète pendant la période. Avec la démission en 1945 de l'abbé Edgar Laforest, curé d'une paroisse ouvrière de Drummondville, s'achève la laïcisation de la structure de représentation régionale amorcée pendant les années 1920⁸⁴.

À l'inverse du clergé et des membres des professions libérales, le

⁸³ L'abbé Thomas Caron, comme l'abbé Trudel à propos duquel nous avons précédemment insisté, exerçait aussi la charge de missionnaire agricole. Il le fit de 1902 jusqu'au milieu des années 1930. Il était administrateur de la Caisse de Saint-Maurice.

⁸⁴ Le nombre de curés en fonction aux trois conseils régionaux passe en effet de cinq à trois entre 1925 et 1935 puis à aucun à la fin de la guerre.

monde des affaires est de mieux en mieux représenté. En fait, ce sont eux qui prennent la relève. À la fin de la guerre, les deux tiers des élus régionaux entretiennent à divers titres des relations avec le monde francophone des affaires. Parmi eux, quatre œuvrent dans le secteur des assurances (en incluant le cultivateur J.-N. Gervais), deux dans le courtage d'obligations et le septième, un notaire, est lié à un promoteur immobilier établi dans une paroisse ouvrière. Trois marchands viennent compléter le tableau. Des gens d'affaires donc, œuvrant dans des domaines circonscrits au négoce de biens et de services. Les autres charges sont assumées par un agronome, un instituteur, un rentier, un trésorier municipal et un médecin.

La composition sociale des intérêts en présence est toutefois plus complexe qu'elle n'apparaît sous le seul rapport des mentions professionnelles. Leurs convergences vont bien au-delà de cette réalité. Aux administrateurs et présidents de caisses succèdent les gérants, lesquels sont de plus en plus nombreux à siéger aux instances régionales. Quatre des 15 élus aux trois conseils de l'URTR étaient des gérants de caisses en 1925. Ils sont onze à la fin de la guerre. La même tendance s'observe au conseil d'administration où leur nombre est porté de trois à sept entre 1925 et 1945. À cette époque, nous le verrons plus loin, le statut des gérants présente encore de nombreuses similitudes avec celui des autres élus. Dans la plupart des caisses, la gérance est exercée à temps partiel et demeure faiblement rémunérée. La tendance des caisses à déléguer leurs gérants pour les représenter aux instances régionales traduit leur influence croissante au sein du mouvement.

Une coexistence difficile entre le sud et le nord

Le remplacement des anciens dirigeants par les nouveaux a suscité des tensions parfois très vives à l'échelle de la région pendant la guerre. Elles ont été d'autant plus vives que l'Union régionale devenait un intermédiaire de premier plan dans les affaires quotidiennes de ses caisses affiliées. La contestation de la représentativité de l'Union régionale s'est développée parmi un groupe bien précis de ses caisses affiliées, celles de l'agglomération urbaine de Drummondville qui était alors en plein essor industriel.

Née du regroupement des caisses de la rive nord et étendue plus tard à la rive sud, l'URTR avait été en quelque sorte imposée aux caisses logées sur cette partie du territoire. Les campagnes d'affiliation menées par les propagandistes régionaux n'y avaient d'ailleurs connu qu'un succès mitigé. Dispersé et faiblement développé, le réseau des caisses sud-riveraines avait fait l'objet d'une attention particulière des promoteurs régionaux qui, à compter de 1930, en avaient multiplié le nombre d'établissements. Entre 1935 et 1945, les écarts de développement entre les caisses des deux rives diminuent considérablement et le nombre de caisses sud-riveraines surpasse celui des caisses du nord.

Cette nouvelle configuration régionale a favorisé l'éclosion d'un mouvement prônant le détachement d'une partie des caisses de la rive sud des cadres de l'URTR. Faiblement représentées aux trois conseils de l'URTR, elles lui reprochaient d'être administrée en fonction des intérêts de la Mauricie et ambitionnaient de se fédérer au sein de leur propre union régionale. L'inspection de l'une des caisses drummondvilloises en 1941 révéla l'étendue du projet: il était question d'associer les caisses de Drum-

mondville et de sa région à celles du comté de Bagot, de les amener à laisser l'Union en bloc et d'en établir une nouvelle⁸⁵. Des assemblées de sociétaires avaient même eu lieu à ce sujet. Devant cette menace sécessionniste, le conseil d'administration de l'URTR adopte dès le début de l'année 1939 une résolution afin que les initiatives favorables à la création d'unions et de caisses régionales soient soumises à l'approbation préalable de la FQUR et préconise la formation de comités régionaux à caractère consultatif⁸⁶. «La décentralisation poussée trop loin, réaffirme-t-elle devant les récriminations du mouvement sécessionniste, nuira à tout le système»⁸⁷. Le conflit éclata au grand jour sur le parquet de l'assemblée générale annuelle de 1941. Au cours de cette assemblée tumultueuse, l'on réserva quatre sièges du conseil d'administration régional aux caisses sud-riveraines⁸⁸. Ce nombre était de deux en 1935. Quant aux deux autres conseils régionaux, la commission de crédit et le conseil de surveillance, ils sont demeurés sous le contrôle exclusif des représentants des caisses nord-riveraines, les dirigeants des établissements trifluviens se réservant notamment les trois postes de la commission de crédit.

La menace sécessionniste ne sera définitivement écartée que vers la fin de la guerre; le litige et les enjeux autour de la représentativité de l'URTR restent cependant entiers. Au cours d'une assemblée générale tenue en 1944, une proposition d'élection en bloc des officiers sortant de charge souleva l'ire d'une partie des délégués qui réclamaient en outre que

⁸⁵ R.-H. Tremblay, *chef du Service d'inspection de la FQUR*, à C. Vaillancourt, Sherbrooke, 14 février 1941; C. Vaillancourt à L. Létourneau, Québec, 27 mars, 1941.

⁸⁶ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 17 février 1939.

⁸⁷ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 16 mai 1940.

⁸⁸ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 15 octobre 1941.

les officiers soient réélus un à un. Un important débat sur la représentation des diverses parties du territoire s'en suivit⁸⁹.

* * *

*

Pendant la guerre de 1939-45, le mouvement des caisses se met à l'heure de l'économie régionale dominante, caractérisée principalement par la prépondérance de la grande industrie et la force d'attraction croissante exercée par la ville sur le développement des marchés. L'essor des activités de l'URTR et son rapport à la société régionale pendant cette période s'inscrivent très largement dans ce contexte. Assise sur un mouvement en pleine mutation, elle est devenue en peu de temps l'un des lieux d'expression privilégiés des rapports de forces entre ses caisses affiliées. En s'autonomisant, elle s'est imposée comme une force agissante voire structurante du développement des caisses dans la région. Si, au sortir de la guerre, le discours des promoteurs de l'Union conserve toujours des accents ruralistes et catholiques, sa composition sociale ne laisse toutefois aucun doute sur ses transformations. Les urbains ont succédé aux ruraux, les clercs ont tous été relayés par des laïcs et la plupart de ces élus régionaux sont gérants de caisse. Dans le même temps, les rapports entre le nord et le sud tendent à s'équilibrer. Ce réaménagement des rapports de forces à la tête de l'Union régionale est révélateur d'une rupture importante dans ses relations avec ses anciennes forces d'appui. Déjà s'annonce la marginalisation de l'influence des caisses rurales au sein du mouvement.

⁸⁹ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 26 octobre 1944

3- L'EXTENSION DES PRÉROGATIVES RÉGIONALES DANS L'APRÈS-GUERRE

Pendant l'après-guerre, les tendances au renforcement des pouvoirs fédéraux, déjà entrevues pendant la période précédente, se poursuivent et s'accroissent. Assises sur un mouvement en forte croissance, les unions régionales et la Fédération provinciale consolident leurs organisations respectives. À la faveur de la force d'attraction grandissante exercée par la région montréalaise dans la vie économique d'après-guerre, s'amorce un déplacement du centre névralgique de l'activité financière au sein du mouvement. Cette nouvelle réalité favorise l'érosion de l'importance relative du poids économique des unions de Québec et de Trois-Rivières à l'avantage du pôle montréalais. Entre 1945 et 1965, la proportion de l'actif du mouvement logée dans les caisses affiliées à l'URTR passe de 18 à 12%. Les établissements rattachés à l'Union de Québec enregistrent une chute toute aussi accentuée: de 40 à 27% pour les mêmes années. À l'inverse, les caisses affiliées à l'Union de Montréal voient leur part de l'actif portée de 15 à 40% entre 1945 et 1965⁹⁰. Avec plus de 35 millions \$ d'actif, l'URTR représente la quatrième caisse régionale en importance au tournant des années 1970, loin derrière Montréal et Québec et, surpassée de peu, par Saint-Hyacinthe. Elle se partageait le second rang avec Montréal à la fin de la guerre⁹¹. C'est dire le poids grandissant de l'Union de Montréal dans l'évolution des rapports de forces au sein du mouvement

⁹⁰ FQUR, *Situation des caisses affiliées au 31 décembre*, années financières 1945-1965.

⁹¹ FQUR, *Situation des caisses centrales et des unions régionales au 31 décembre*, années financières 1945-1970.

Desjardins pendant l'après-guerre⁹².

Malgré un affaiblissement de sa position relative à l'échelle du Québec, l'URTR devient un interlocuteur central dans la vie quotidienne de ses caisses affiliées. À l'image de la croissance financière enregistrée par les actifs locaux, celui de la caisse régionale s'accroît dans des proportions considérables: il est multiplié par douze pendant les 25 années qui suivent la fin de la Deuxième Guerre⁹³. Forte des revenus tirés de l'exploitation de sa caisse régionale, l'URTR étend sa structure de services à de nouvelles prérogatives et réaffirme de plus en plus nettement sa volonté de resserrer son encadrement dans les activités de ses établissements affiliés. À cet égard, elle est soumise à l'action de deux mouvements de provenances et de finalités contradictoires: la force centrifuge déployée par la pression des grosses caisses et, d'autre part, l'action centripète exercée par son vis-à-vis provincial. Avant d'aborder ces questions, il faut revenir plus en détail sur l'évolution de sa structure et de ses activités financières pendant cette période.

⁹² En considérant son poids démographique et sa centralité dans l'économie québécoise, la région de Montréal occupe, en définitive, une position très effacée au sein du mouvement Desjardins jusqu'à la Deuxième Guerre. Elle devient plus forte, de plus en plus forte, par la suite. Ce phénomène est une donnée capitale dans le réaménagement des rapports de forces interrégionaux au sein du mouvement Desjardins de l'après-guerre et, partant, il pèse de tout son poids dans la redéfinition des enjeux relatifs à son intégration. Ceci explique, dans une certaine mesure, le rapprochement des positions des Unions de Québec et de Trois-Rivières, à compter de la Deuxième Guerre, sur la question de la centralisation provinciale. Pour parvenir à une vision équilibrée de l'histoire du mouvement Desjardins, il faudra bien un jour que le cas montréalais fasse l'objet de recherches plus approfondies. Le lecteur comprendra que cette entreprise soit hors de notre portée en regard du cadre et des objectifs de notre démarche.

⁹³ En fait, il s'accroît sensiblement dans les mêmes proportions que celui de ses caisses affiliées entre 1945 et 1970. URTR, *Rapports annuels*, 1945-1970.

L'envers de la croissance

Pour peu que l'on veuille comprendre l'évolution singulière du dispositif régional dans l'après-guerre, il nous faut insister au préalable sur les forces et les dynamismes de croissance qui sont à l'œuvre à la base du mouvement. L'une des caractéristiques fondamentales du développement de ses établissements affiliés pendant cette période réside dans leurs écarts de croissance considérables. Ces écarts, comme nous allons le voir à l'instant, ont trouvé leur expression la plus vive dans la marginalisation des caisses rurales et dans le courant de contestation des prérogatives fédérales animé par les «caisses millionnaires», lequel sera abordé un peu plus loin.

Un développement inégal

En octobre 1941 à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'URTR, des délégués de caisses rurales suggéraient l'organisation d'une «campagne intensive d'attachement à la terre»⁹⁴. Cette suggestion faisait suite aux remarques de l'un d'entre eux qui avait exprimé ses inquiétudes devant «la désertion des campagnes au profit des villes où les gens, disait-il, [allaient] travailler aux munitions». Dans le cadre d'un appui à une campagne d'adhésion lancée par l'UCC au tournant des années 1950, le gérant Létourneau tentait de faire la démonstration suivant laquelle la «croisade de l'épargne» était à la base de la «prospérité de la classe agricole» et que celle-ci était fonction de la croissance des caisses rurales et urbaines⁹⁵. Au

⁹⁴ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 15 octobre 1941.

⁹⁵ «...toutes nos classes urbaines, lit-on dans le rapport du conseil d'administration présenté à l'assemblée générale de 1950, ont intérêt à ce que la classe agricole soit prospère pour lui permettre d'acheter le produit manufacturé. Si cette dernière ne peut le faire, l'industrie produira au ralenti et par suite la classe ouvrière en souffrira [...] En travaillant à augmenter l'influence de l'association professionnelle des cultivateurs,

cours de la décennie, la situation particulière des caisses rurales inquiète vivement les divers intervenants du mouvement: «baisse du solde d'épargne dans les campagnes», «détournement de l'épargne rurale dans des obligations minières et industrielles», «effondrement du solde d'épargne dans les caisses rurales», «instabilité», «insuffisance des actifs pour prêter aux cultivateurs», «ralentissement et diminution d'actifs», tels sont les diagnostics qui reviennent le plus fréquemment années après années⁹⁶. Pour contrer l'exode des jeunes ruraux vers les villes — principale cause, dit-on, de l'effondrement de l'économie rurale — diverses solutions sont avancées⁹⁷. Les caisses d'établissement rural, lesquelles devaient favoriser l'enracinement des jeunes ruraux à la terre et la conservation de l'épargne à la campagne, sont au nombre des grands débats qui animent le mouvement des caisses pendant cette période.

«Le problème rural», pour reprendre la formule des contemporains, s'est donc imposé comme une préoccupation majeure pour les divers intervenants du mouvement des caisses pendant les années 1950. Aucune des initiatives n'a véritablement été en mesure d'endiguer le dépeuplement des campagnes et, avec lui, les difficultés des caisses rurales. La tendance de fond dans la croissance du mouvement des caisses de la région pendant

conclut-on, nous aiderons énormément à notre croisade de l'épargne, car, plus la classe agricole sera prospère, plus nos caisses rurales le seront et par ricochet, nos caisses urbaines». URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 25 octobre 1950.

⁹⁶ Notamment: FQUR, *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles*, 9 juin 1953 et 24 mai 1955, *Procès-verbaux des séances du conseil d'administration*, 22 avril 1954 et 15 août 1957; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 5 juillet 1956, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 29 octobre 1959.

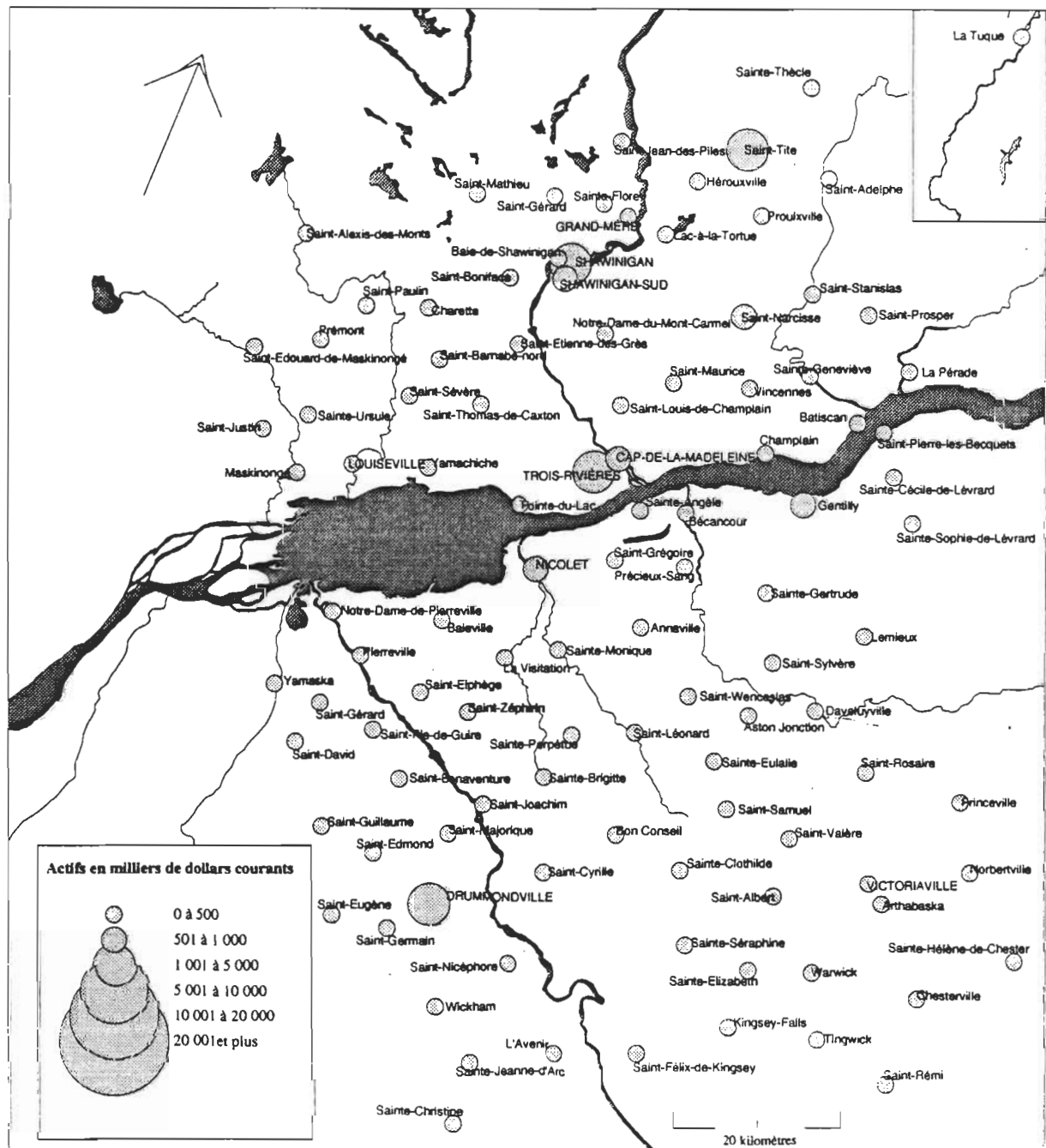
⁹⁷ *La colonisation, notre salut!...*, Lettre pastorale de l'Épiscopat de la province de Québec, Édition spéciale de la Fédération des sociétés diocésaines de colonisation, Québec, 11 octobre 1946; A. Rioux, *Le problème rural. Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Montréal, 1955, 166 p.

l'après-guerre est manifestement à la marginalisation des établissements ruraux. Elle tient, pour une large part, d'un développement régional dynamisé par l'affirmation des pôles de croissance urbaine, lesquels agissent comme principales forces d'attraction de la vie économique de la région. Elle tend à renforcer l'importance relative d'un petit groupe de caisses, très majoritairement urbaines, et à diminuer de façon parallèle le poids relatif de la grande majorité des établissements, principalement ruraux. En dollars constants, la croissance moyenne annuelle des actifs ruraux se maintient autour de 2% entre 1945 et 1955; elle dépasse 10% pour les actifs urbains. Malgré un certain redressement au cours des années postérieures, le niveau de croissance des caisses rurales reste bien en deçà de celui des caisses urbaines, creusant ainsi des écarts sans cesse grandissants.

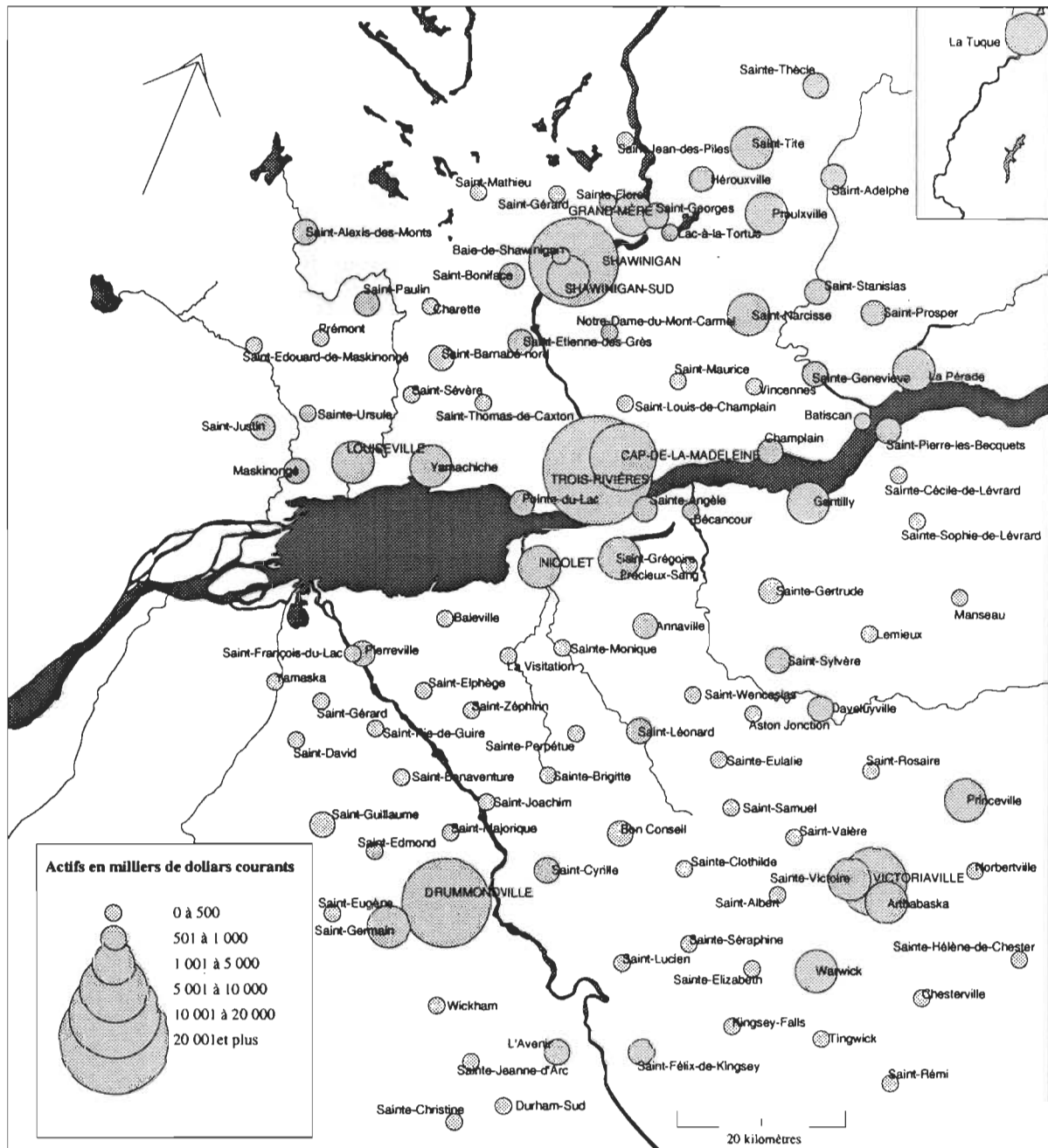
Les difficultés des caisses rurales contrastent avec les succès financiers enregistrés par les plus grosses caisses des milieux urbains. Ces dernières tendent en effet à contrôler une part croissante de l'actif global du mouvement. Au sortir de la guerre, 17 des 129 caisses en activité (13% des établissements) disposent de la moitié de l'actif cumulé à l'échelle régionale; les 89 caisses les plus petites (69% des établissements) se partagent le quart de cet actif⁹⁸. On pourrait attribuer ces disparités à la jeunesse d'un grand nombre de caisses à la fin de la guerre. Or, cette tendance à la polarisation des ressources, loin de s'estomper, prend de l'ampleur (cartes 2.1 et 2.2). Ainsi, la moitié de l'actif réuni des 139 caisses en activité à l'échelle régionale est gérée par 16 d'entre-elles (11,5% des caisses) en 1965; le quart de cet actif est distribué parmi les 99

⁹⁸ Les chiffres présentés dans cette section ont été obtenus d'un traitement statistique des données tirées des *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre, années 1945, 1950, 1955, 1960 et 1965.

CARTE 2.1
La répartition régionale des actifs des caisses populaires affiliées à l'URTR en 1945
 (valeur regroupée selon six grandes catégories)

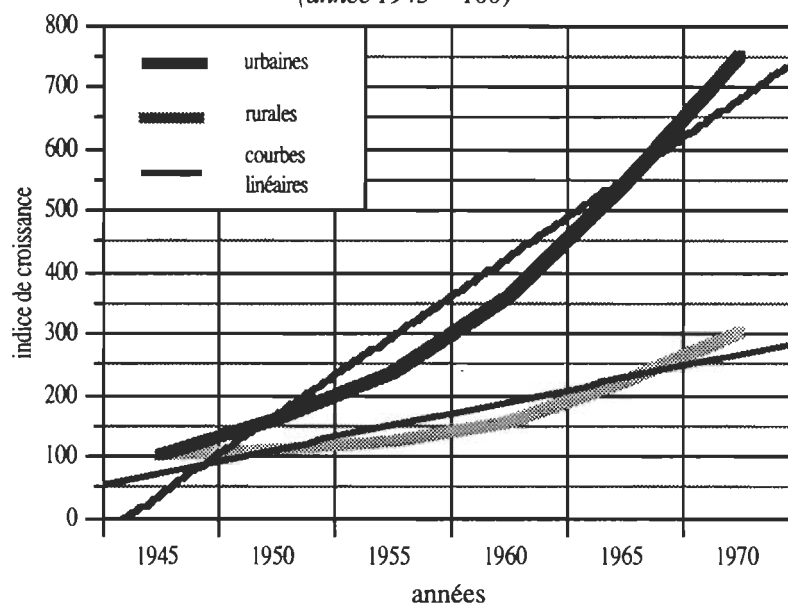


CARTE 2.2
La répartition régionale des actifs des caisses populaires affiliées à l'URTR en 1965
 (valeur regroupée selon six grandes catégories)



caisses les plus modestes (71% des établissements). Les trois quarts de ces 16 «grosses» caisses ont été fondées entre 1936 et 1945. En comparaison, neuf des 17 caisses qui se partageaient la moitié de l'actif régional en 1945 avaient été fondées avant 1935.

FIGURE 2.5
Indice de croissance réelle de l'actif des établissements affiliés,
caisses rurales et urbaines
Union régionale de Trois-Rivières, 1945-1970*
(année 1945 = 100)



* Sources: *Situation des caisses affiliées* au 31 décembre de l'année financière. Données comparatives établies à partir des actifs des caisses convertis en dollars de 1945.

Une analyse plus serrée de l'évolution des caractéristiques du bloc des plus grosses caisses laisse entrevoir certains aspects significatifs de la réalité qui tend à s'imposer. Treize des 30 caisses les plus importantes au plan financier sont implantées en milieu rural en 1945. En 1965, seulement deux caisses rurales figurent au nombre des 30 plus gros établissements. En fait, les nouveaux écarts entre les caisses sont fonction de leur proximité avec l'un ou l'autre des quatre pôles majeurs de l'urbanisation dans la région. En 1945, la moitié des 30 caisses les plus importantes sur

le plan financier sont localisées dans l'une ou l'autre des quatre grandes agglomérations suivantes: Trois-Rivières/Cap-de-la-Madeleine (6), Shawinigan/Grand-Mère (3), Drummondville (4), Victoriaville (2). Vingt ans plus tard, ces quatre agglomérations sont le siège des activités de 25 des 30 plus grosses caisses affiliées à l'URTR.

L'envers de la croissance d'après-guerre, c'est la coexistence parfois difficile entre des caisses inégalement développées alors que le pouvoir et l'influence dans l'organisation du mouvement se mesurent de plus en plus à la taille des actifs. L'émergence du mouvement des «caisses millionnaires» au tournant des années 1950 a été l'expression politique du pouvoir économique grandissant exercé par les «grosses caisses». Un pouvoir qu'elles ont d'abord assumé en marge des prérogatives des instances fédérales, mais de plus en plus à partir même de ces dernières. L'évolution de la caisse régionale est révélatrice de ces nouvelles réalités.

Une centrale de placements pour les liquidités locales

La croissance de la caisse régionale pendant l'après-guerre est fonction de l'accroissement du volume d'affaires de ses établissements affiliés. En termes absolus, son actif passe de 2,8 à 33,7 millions \$ entre 1945 et 1970. De ce dernier montant, 1,4 millions \$, soit environ 4% de son passif, lui appartiennent en propre⁹⁹. Le reste est composé des dépôts de ses caisses affiliées. Il s'agit d'une première indication du renforcement de l'organe financier régional durant cette période. À ce chapitre d'ailleurs, la caisse régionale s'impose définitivement comme un intermédiaire de

⁹⁹ Situation de la caisse régionale au 31 août, années financières 1945 et 1970.

premier plan dans la gestion des liquidités locales. La part de l'encaisse des établissements locaux déposée dans les succursales bancaires est en chute continuelle entre 1945 et 1970, passant de 13 à moins de 5%. À l'inverse, leurs dépôts à la caisse régionale sont en progression constante: ils sont portés de 66 à près de 85% pour les mêmes années¹⁰⁰.

Les revenus totaux de l'URTR, incluant les cotisations de ses caisses affiliées, enregistrent une croissance encore plus forte que ses actifs: en termes absolus, ils passent de 74 500 \$ en 1945, à 723 800 \$ en 1965 puis à un peu plus de 2 millions \$ en 1970¹⁰¹. Au tournant des années 1970, les quatre cinquièmes de ces revenus proviennent des placements réalisés par la caisse régionale. Les cotisations locales, les commissions et les bénéfices d'exploitation de divers ordres comptent respectivement pour 8, 6 et 7% de l'ensemble des revenus de l'URTR. Quant aux intérêts prélevés sur les prêts aux caisses affiliées, ils ne représentent qu'une fraction négligeable des sources de financement des activités régionales: moins de 1/2 de 1%¹⁰². Les bénéfices de la caisse régionale sont jugés assez élevés pour que ses dirigeants jugent, au cours de l'exercice financier 1952-53, le moment venu d'accorder des ristournes aux caisses, modulées selon la valeur de leurs dépôts.

En comptant sur cet accroissement soutenu de ses revenus, l'URTR va s'employer à consolider un dispositif d'encadrement encore fragile au sortir de la guerre. Cette structure, que nous analyserons en détail dans le

¹⁰⁰ *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre, années financières 1945 à 1970.

¹⁰¹ *Situation de la caisse régionale au 31 août* avant le partage des bénéfices, années financières 1945, 1965 et 1970.

¹⁰² URTR, *État des revenus et dépenses pour l'année terminée le 31 août 1970*.

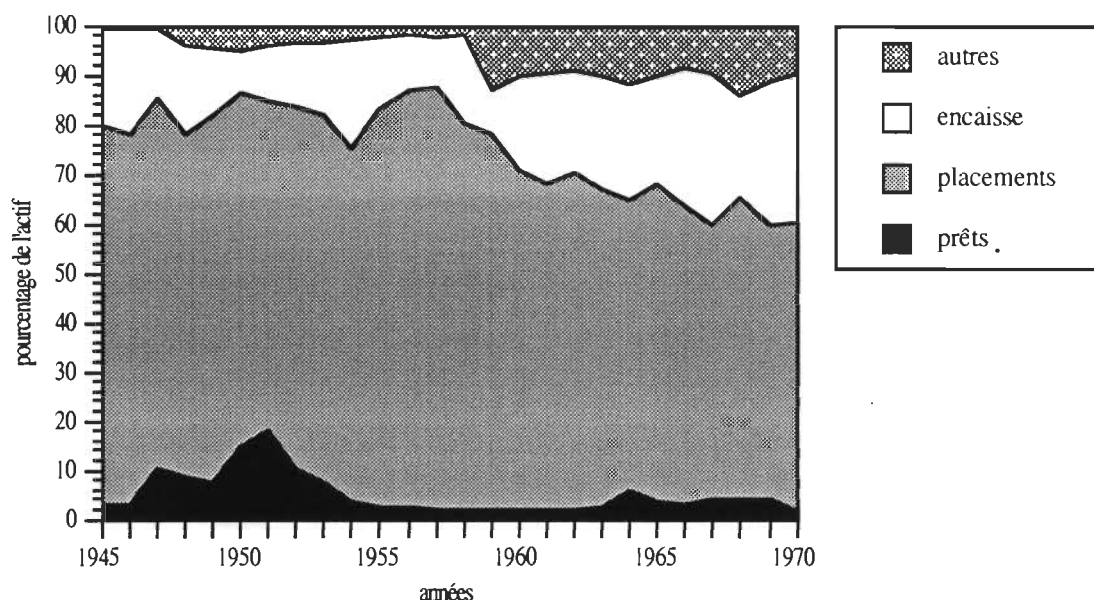
prochain chapitre, s'est développée en regard de deux grandes tendances: la spécialisation des services et la croissance du personnel. Entre 1945 et 1970, le personnel de l'URTR est porté de neuf à 60 employés. Environ le tiers d'entre eux se rattachait à des fonctions cadres ou intermédiaires en fin de période. Le budget de fonctionnement de l'Union est haussé de 25 milles à trois quart de million \$ au cours de la même période.

Ces données traduisent l'importance acquise par la caisse régionale dans la gestion quotidienne des liquidités de ses établissements affiliés. Il faut maintenant procéder à l'examen plus détaillé de la structure de son passif. En d'autres termes, il faut nous demander à qui appartiennent les fonds gérés par la caisse régionale? La réponse à cette question nous renvoie évidemment au caractère inégal du développement des caisses sur lequel nous avons précédemment insisté. La croissance de la caisse régionale pendant l'après-guerre est redevable dans une grande mesure aux dépôts d'un groupe de plus en plus restreint de ses établissements affiliés. En 1945, les dépôts de 28 des 124 caisses en activité représentent la moitié du passif de l'URTR; ceux des 67 caisses les plus petites (un peu plus de la moitié des établissements affiliés) ne forment pour leur part que le quart de son passif. En 1970, les disparités sont encore plus évidentes: 21 des 140 caisses affiliées alimentent la moitié du passif de l'URTR. Les 89 caisses les plus modestes (près des deux tiers des établissements affiliés) ne contribuent que pour le quart de son passif¹⁰³. En somme, le caractère inégal du procès de développement du mouvement des caisses est inscrit au cœur même de la structure financière régionale. Cela explique, à certains égards, les politiques financières de la caisse régionale: privilégier les pla-

¹⁰³ *Ibidem*.

cements au détriment des prêts (figure 2.6) ou accorder des ristournes suivant l'importance des dépôts.

FIGURE 2.6
Structure de l'actif de la caisse régionale
regroupée selon trois grandes catégories d'activités financières
Union régionale de Trois-Rivières, 1945-1970*
(pourcentages)



* Sources: Situation de la caisse régionale au 31 août après partage des bénéfices selon les informations contenues dans les *Rapports annuels de l'URTR*, 1945-1970.

Contrairement à la vocation que voulaient lui attribuer ses promoteurs à l'origine, la croissance financière de la caisse régionale ne s'est donc pas traduite par des interventions plus structurantes vis-à-vis les caisses qui, faute de fonds suffisants, étaient incapables de soutenir la demande locale de crédit. Les surplus des «grosses» caisses n'ont pas véritablement joué en faveur des plus petites. Ils ont été largement réinvestis dans des placements à court terme plutôt que prêtés aux petites caisses qui en avaient besoin. Bon an mal an, la valeur des placements représente entre 60 et 80% de l'actif de l'URTR; son encaisse varie autour de 20%. Ce qui ne laisse, en moyenne, qu'un maigre 5% pour les prêts. Quant à la

répartition des ristournes, elle ne joue pas en faveur des caisses les plus modestes. En effet, la décision d'octroyer des ristournes aux caisses, modulées selon leurs contributions et leurs dépôts à la caisse régionale à compter de 1952-53, outre qu'elle vise à attirer vers elle des fonds plus substantiels, favorise ses plus gros pourvoyeurs de fonds¹⁰⁴. Somme toute, les assises financières de la caisse régionale reposent dans une bonne mesure sur la participation inégale des établissements locaux à la croissance de ses actifs et de ses revenus.

L'érosion des bases paroissiales

La dynamique de croissance qui s'impose à l'organisation des caisses dans l'après-guerre remet en cause l'un des fondements du modèle coopératif mis au point par A. Desjardins et soulignés à grands renforts par ses successeurs, à savoir sa filiation avec la paroisse. Cette concordance entre le territoire paroissial et l'aire d'activité de la caisse, dans l'esprit du fondateur, renvoyait au principe suivant lequel l'épargne, le crédit et les placements devaient servir le développement local. Elle reposait, d'autre part, sur une rationalité économique particulièrement originale qui plaçait la mutualité paroissiale au cœur de la régulation des rapports entre l'épargne et les risques associés au crédit. Par exemple, dans le cadre de politiques axées sur le primat de l'épargne, les mécanismes d'attribution du crédit étaient étroitement liés aux réseaux de sociabilité de la paroisse: exigence de la caution, critères relatifs à la moralité des emprunteurs, motifs d'emprunts, etc.

¹⁰⁴ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 septembre 1954.

Devant la poursuite de l'urbanisation et la concurrence offerte par les banques et les sociétés spécialisées, ces pratiques étaient de moins en moins concevables. Par ailleurs, l'approfondissement des écarts de croissance entre les caisses allait accentuer les problèmes relatifs à leurs relations de voisinage. Pendant l'après-guerre, deux mouvements sont à l'œuvre et contribuent de différentes façons à miner le caractère paroissial de la coopération d'épargne et de crédit. L'un tient à l'élargissement des prérogatives fédérales; l'autre provient de la base de l'organisation, plus précisément des «grosses» caisses.

Un renforcement des dispositifs fédéraux d'encadrement

Le premier de ces mouvements est venu des unions régionales et de la Fédération provinciale. En dépit de leur discours réaffirmant le caractère paroissial des caisses populaires, leurs activités sont allées dans le sens d'un renforcement de leurs capacités d'intervention dans les politiques des caisses, contribuant ainsi à «délocaliser» des pouvoirs et des activités jadis du ressort des caisses locales. Par ailleurs, elles ont mobilisé une partie croissante des fonds locaux dans le financement de leurs propres structures et dans des projets à caractère «national».

Redéfinir les modalités de financement des structures fédérales

Aux lendemains de la guerre, les unions régionales et la Fédération provinciale ont encore peu de prise sur les activités et les politiques des caisses. Outre les prérogatives qu'elles exercent dans les domaines de l'inspection et de l'approbation des placements, elles ne détiennent dans une large mesure qu'un pouvoir moral ou conseil. La vie quotidienne de

l'Union régionale se résume grosso modo au travail de ses neuf employés permanents, aux réunions que tiennent occasionnellement ses administrateurs ainsi qu'à l'organisation et à la tenue de l'assemblée générale annuelle de ses caisses affiliées. C'est beaucoup en comparaison avec la situation qui prévalait avant la guerre. Mais c'est encore peu en regard du lot de problèmes associés à l'augmentation des affaires de ses 124 caisses. Le même constat pourrait être appliqué à la Fédération provinciale qui, avec ses 45 employés en 1945, doit inspecter chaque année plus de 900 caisses établies à la grandeur du Québec, voir à l'approbation de leurs placements, publier la revue mensuelle, élaborer les statistiques, etc.

Au nom de la cohésion du réseau des caisses et du respect des principes légués par le fondateur, les instances fédérales réitèrent leur volonté d'accroître leur autorité et d'encadrer certaines de leurs activités. Cette commune volonté des unions et de la Fédération provinciale d'intervenir de façon plus énergique est toutefois subordonnée à la réalisation de deux conditions: elles doivent d'abord s'assurer d'une hausse substantielle de leurs revenus; elles doivent d'autre part asseoir leurs pouvoirs sur une base juridique. Ces questions sont au centre de vifs débats au sein du mouvement. Comment déterminer les quotes-parts de chacune des caisses dans le financement des unions et de la Fédération? Quelles sont les activités des caisses qui doivent faire l'objet de contrôle de la part des instances fédérales? Qui des unions ou de la Fédération doit exercer ces contrôles? Quelles seront les réactions des caisses aux pouvoirs que tentent de s'octroyer les instances fédérales? Procédons à l'examen de ces questions.

Au sortir de la guerre, une nouvelle hausse de la contribution des

caisses apparaît de plus en plus comme l'alternative au plafonnement de la valeur de l'octroi gouvernemental. En 1947, le conseil d'administration de la Fédération adopte une résolution enjoignant cette dernière à prendre les dispositions nécessaires en vue d'accroître ses revenus et de parer à l'éventualité d'une cessation du versement de la subvention gouvernementale¹⁰⁵. Au terme de deux années de négociations, les dirigeants des unions régionales et de la FQUR concluent un accord sur l'établissement d'un nouveau mode de contribution¹⁰⁶. Perçu comme le grand événement de l'année 1948-49, ce nouveau mode contributoire devait rendre la FQUR «plus forte et plus utile» tout en lui assurant que ses moyens iraient grandissant avec la croissance des caisses¹⁰⁷. Parallèlement, les unions régionales ont consenti à lui abandonner une part de plus en plus importante des contributions du fait qu'elles exploitaient les caisses centrales: la quote part de la FQUR est en effet portée du quart en 1932, à la moitié en 1945 puis à près des deux tiers au début des années 1950. Cette ponction additionnelle sur les ressources locales conjuguée à l'abandon par les entités régionales d'une part grandissante de leur quote part, ont permis à la FQUR d'accueillir un nombre croissant de cadres et de spécialistes à compter des années 1950. Son personnel passe de 45 salariés en 1945, à 102 en 1960 et à près de 250 en 1970¹⁰⁸. Son budget annuel est porté de

¹⁰⁵ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 13 mai 1947.

¹⁰⁶ À la contribution annuelle de 1/10 de 1% de l'actif des caisses, l'on ajouta une souscription additionnelle fixée à 2% de leurs bénéfices bruts annuels. Ce mode a prévalu jusqu'en 1971. FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 25 novembre 1948.

¹⁰⁷ FQUR, *Procès-verbal l'assemblée générale annuelle*, 10 mai 1949.

¹⁰⁸ FQUR, «Rapports d'activités annuels, années sociales 1965-66, 1959-60», annexés au *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles*, 25 avril 1946 et 17 mai 1960; *Rapport annuel*, 1970.

133 à 557 puis à 2 529 milles \$ pour les mêmes années¹⁰⁹. La subvention gouvernementale ne représente plus que 3,5% du financement de ses activités en 1970; elle lui fournissait plus de la moitié de ses revenus en 1945.

Dans la mesure où une part importante des contributions locales lui était destinée, l'URTR, il va sans dire, y trouvait aussi son compte. En misant sur celles-ci et sur les bénéfices tirés des opérations de la caisse régionale, elle s'est assurée les services d'un nombre de plus en plus important de cadres, spécialistes et employés: ils sont environ une soixantaine à la toute fin des années 1960¹¹⁰.

De l'incitation à la contrainte

La consolidation des structures fédérales s'est accompagnée d'un élargissement de leurs prérogatives dans des domaines qui étaient demeurés sous juridiction exclusivement locale. À ce chapitre d'ailleurs, leur capacité réelle d'intervention dans les affaires des caisses souffrait de nombreuses insuffisances. À défaut de pouvoir intervenir dans leur politique de prêts et dans la gestion de leurs liquidités, l'on «invitait» les caisses à demander l'avis de l'Union, à «suivre ses directives et ses conseils» ou encore l'on faisait adopter des «vœux» par les assemblées générales¹¹¹. Les résultats obtenus de la «manière douce» n'étaient toutefois pas très concluants. Tel gérant, par exemple, serait «difficile à diriger... et [ne serait] pas un coopérateur avec l'Union ou la Fédération qu'il critique plutôt qu'il n'encou-

¹⁰⁹ *Ibidem.*

¹¹⁰ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 10 décembre 1969.

¹¹¹ URTR, *Procès-verbaux des séances du conseil d'administration* tenues les 9 mai 1944 et 16 juillet 1948; *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles* tenues les 16 octobre 1946, 15 octobre 1947, 29 septembre 1948.

rage»¹¹². Certaines caisses feraient «des affaires à l'extérieur de leurs circonscriptions territoriales en sollicitant les sociétaires des autres caisses»¹¹³. Telle autre serait «administrée comme une banque», consentirait «de gros prêts sans exiger de garanties suffisantes»; son conseil d'administration laisserait «trop de latitude au gérant»¹¹⁴. Les assemblées générales annuelles sont souvent l'occasion pour le gérant régional de rappeler qu'«un trop grand nombre de caisses ne suivent pas les directives de l'Union et de la Fédération»¹¹⁵.

C'est pour lui permettre «d'exercer un certain contrôle sur les caisses affiliées» que l'URTR, comme les autres unions, fait voter une série d'amendements à ses statuts au début des années 1950¹¹⁶. Cinq d'entre eux introduisent des contrôles régionaux importants dans des domaines jusqu'alors réservés aux seules caisses. Il s'agit de: l'obligation pour les caisses d'adopter les statuts-types exigés par l'Union; l'obligation de respecter les normes de liquidité décrétées par cette dernière; l'approbation préalable de l'Union pour les «gros prêts» (c'est-à-dire ceux qui représentent plus de 5% de leurs actifs); l'interdiction de prêter à des sociétés coopératives, industrielles ou commerciales sans l'autorisation régionale; l'obligation pour les caisses de convoquer, à la demande de l'Union, une assemblée générale spéciale de leurs sociétaires dans les cas jugés litigieux. Quant à leurs placements, ils font toujours l'objet du

¹¹² URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 16 juillet 1948.

¹¹³ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 26 septembre 1939.

¹¹⁴ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 15 février 1940, 17 septembre 1946.

¹¹⁵ URTR, *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles* tenues les 16 octobre 1946, 15 octobre 1947, 29 septembre 1948.

¹¹⁶ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 5 septembre 1951.

double contrôle exercé par l'Union et la Fédération. Pour ajouter plus de mordant aux nouveaux règlements, l'Union régionale se réserve le droit de désaffilier les caisses récalcitrantes¹¹⁷. Ces amendements sont révélateurs de la position de force qu'acquièrent les unions dans les années 1950. La plupart de ces nouvelles prérogatives des unions deviennent force de loi en 1963 avec la promulgation de la Loi des caisses d'épargne et de crédit. Cette dernière vient confirmer la situation de fait qui s'est imposée à la réalité organisationnelle du mouvement des caisses au fil des années. Elle donne également le coup d'envoi à une intégration plus serrée des composantes locale, régionale et provinciale de l'organisation des caisses.

Tout en resserrant son encadrement, l'URTR, comme les autres unions, maintient son opposition à ce que la Fédération provinciale intervienne directement auprès de ses caisses affiliées sans sa médiation ou son «entremise». À maintes reprises, elle refuse de lui accorder, comme elle le réclame, le pouvoir de convoquer directement ses caisses affiliées en assemblée spéciale¹¹⁸. Si l'inspection demeure une prérogative de la Fédération, la surveillance et le suivi à donner aux recommandations de l'inspecteur relèvent toujours de son champ de compétences. Aussi reste-t-elle la seule à pouvoir intervenir dans les situations problématiques de certaines caisses. Chaque cas fait l'objet de négociations entre l'Union et la Fédération, mais aussi avec la caisse impliquée, à plus forte raison s'il s'agit d'une grosse caisse. Les enjeux économiques étant, dans ce cas-ci, beaucoup plus importants.

¹¹⁷ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 24 octobre 1951.

¹¹⁸ Voir à ce sujet FQUR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, les 17 janvier 1950, 16 décembre 1959 et 27 octobre 1960; URTR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, les 24 octobre 1951 et 21 juin 1960.

La mobilisation des fonds locaux dans des initiatives «nationales»

Vers le milieu des années 60, un déplacement de pouvoir s'amorce au sein du mouvement en faveur de la Fédération. Cette dernière suscite la création de nombreux comités et services. L'ensemble de ces nouvelles structures favorise la normalisation et l'uniformisation des activités des caisses et des unions. Donnons à titre d'illustration la création du Comité provincial du congrès des caisses populaires en remplacement du Comité permanent des gérants de caisses, lequel organisait les congrès annuels des caisses millionnaires, du Comité provincial d'étude sur la liquidité, du comité d'étude sur les taux d'intérêts et des dépôts d'épargne à terme, etc.; création aussi des services de l'éducation, du personnel et des placements.

Si les entités fédérales se livrent à une concurrence parfois vive dans l'encadrement des caisses, elles se concertent de plus en plus sur un enjeu bien précis: la mobilisation des fonds locaux à des projets nationaux. En collaboration étroite avec les unions, la Fédération suscite la création de deux institutions destinées à soutenir les besoins de protection des caisses et des sociétaires: la Société d'assurance des caisses populaires (1944) et l'Assurance-Vie Desjardins (1948). N'ayant pas obtenu dans la Loi des caisses d'épargne et de crédit le pouvoir d'acheter des actions de banques ou d'une société de fiducie, les caisses mettent sur pied la Société d'Aubigny, puis l'Association coopérative Desjardins, pour être en mesure d'acquérir légalement des sociétés. Au début des années 1960, trois acquisitions viennent renforcer les positions du mouvement : La Sauvegarde (1962), La Sécurité (1963) et la Fiducie du Québec (1963). Parallèlement, les caisses s'associent à la mise sur pied de la Société générale de financement en 1962: cinq millions de dollars y sont initialement investis par les

caisses et trois sièges leur sont réservés à son conseil d'administration. En 1963, l'Institut coopératif Desjardins voit le jour; il se donne pour objectif de combler les besoins d'éducation et de formation des dirigeants et des employés du mouvement.

La création de nouvelles sociétés et l'acquisition d'entreprises existantes ont été rendues possibles par la mise à contribution des réserves que les caisses se sont constituées au fil des ans. Majoritairement financée par les réserves locales, cette diversification des activités du mouvement a été orchestrée par les instances fédérales. Ces initiatives de la Fédération, des unions et plus tard des autres sociétés affiliées traduisent, à l'ère des réformes amorcées pendant la Révolution tranquille, leur volonté de prendre une part plus active dans l'économie québécoise. Elles annoncent également un débordement des activités financières du mouvement, allant de la paroisse vers le marché «national». À travers ce processus, les pouvoirs de la Fédération et des unions régionales s'étendent et se consolident; ils s'appuient sur des dispositifs d'intervention de plus en plus élaborés.

En définitive, l'élargissement de la sphère d'activités des pouvoirs fédéraux participe d'une certaine forme de *délocalisation* des activités et des ressources du mouvement. En effet, les instances fédérales entendent non seulement encadrer les caisses mais également mobiliser les ressources locales dans la mise en œuvre d'une stratégie, bien qu'encore modeste, de développement de l'économie québécoise.

Le mouvement des «caisses millionnaires»

Les intrusions fédérales dans les affaires locales n'ont pas été menées de façon absolue et les principales intéressées ne se sont pas contentées de les accueillir passivement. Au tournant de l'année 1950 est formé le Comité des grosses caisses, appelé aussi Comité des «caisses millionnaires» ou encore Comité des gérants¹¹⁹. C'est notamment autour de celui-ci que se sont réactualisés les débats sur la question de l'autonomie des instances et que s'est organisée l'opposition aux nouveaux pouvoirs des unions et de la Fédération. L'existence du Comité se prolonge durant une douzaine d'années alors qu'il voit à l'organisation de congrès annuels réservés aux seules caisses «millionnaires», indépendamment des instances fédérales du mouvement. La prise en charge par la FQUR en 1962 de la responsabilité des congrès met un terme à l'existence de cette structure parallèle. Elle était devenue, selon la formule même des administrateurs de l'URTR, «un état dans l'état»¹²⁰. Les caisses millionnaires affiliées à l'URTR ont participé activement à la vie de ce mouvement; certains gérants, tels ceux des caisses de Trois-Rivières et de Louiseville, ont même été étroitement associés à sa direction¹²¹.

Les récriminations des grosses caisses se sont articulées autour de trois thèmes majeurs: le mode de contribution, les intrusions des pouvoirs

¹¹⁹ L'appellation «caisse millionnaire» est empruntée au langage courant des dirigeants des caisses durant les années 1950. Elle servait alors à désigner les caisses les plus importantes en termes financiers, à savoir celles dont l'actif était supérieur à un million \$. Étant formé d'un groupe de gérants rattaché à ces dernières, il était aussi appelé Comité des gérants.

¹²⁰ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 20 avril 1961.

¹²¹ À ce sujet: CCPEDQ, *Entrevue avec Robert Durand, gérant de la Caisse de Trois-Rivières*, réalisée par Paul Lacaille, Lévis, 20 juillet 1976.

fédéraux dans leurs politiques financières et, enfin, la limitation de leurs activités au cadre paroissial.

Un contre-pouvoir à l'élargissement de la sphère d'intervention des fédérations

Le mode contributoire mis en vigueur en 1948 était basé sur la taille des actifs des caisses et sur l'ampleur de leurs revenus bruts. Aucune limite n'était imposée à la valeur de leurs contributions. Plus les actifs et les revenus d'une caisse s'accroissaient, plus son coût d'adhésion augmentait. Dans le contexte des disparités de développement considérables qui prévalent au sein du mouvement, la ponction des fédérations sur les «grosses» caisses est perçue par ces dernières comme démesurée en regard des services qu'elles en tirent. Une certaine critique laisse même à entendre qu'il serait plus avantageux de se faire inspecter par des firmes de comptables. Ce à quoi les dirigeants de la FQUR rétorquent que les «contributions substantielles des grosses caisses» sont à la base d'une coopération bien entendue, et encore qu'elles sont nécessaires pour «protéger les plus petites»¹²².

Mais c'est principalement contre la volonté des unions et de la Fédération d'intervenir dans la gestion de leurs actifs que se manifeste l'opposition des «grosses caisses». Elles en ont contre des directives qui les obligent à maintenir des liquidités qu'elles estiment trop élevées. Cette politique, font-elles valoir, compromet la rentabilisation de leurs actifs. Elles en ont également contre des contrôles qu'elles jugent excessifs dans l'approbation de leurs placements. Certaines critiques associant les

¹²² FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 15 mai 1952.

Vaillancourt et Charron à des «dictateurs» se font entendre ici et là¹²³. Enfin, elles en ont surtout contre les pouvoirs que veulent s'arroger les pouvoirs centraux dans l'approbation de leurs prêts¹²⁴. Pour elles, il s'agit là d'une ingérence inadmissible et d'une attaque sans précédent au principe de l'autonomie.

Les tensions entre les grosses caisses et les instances fédérales ont atteint leur paroxysme au tournant des années 1960 à l'occasion du dépôt du bill privé 78. Ce projet de loi, piloté par les dirigeants régionaux et provinciaux, se proposait d'amender la Loi des syndicats coopératifs de façon à donner force de loi aux modifications apportées aux statuts des unions régionales en 1951. La contestation est venue du Comité des gérants qui considérait la teneur du bill comme une «ingérence arbitraire» et une «menace à l'autonomie des caisses». Pour contrer l'adoption par l'assemblée législative du controversé projet de loi, des gérants des régions de Trois-Rivières, Québec et Montréal ont sollicité les appuis de deux ministres en poste et ont fait parvenir au premier ministre une série de télégrammes dénonçant ses aspects centralisateurs¹²⁵. Devant ces protestations, le gouvernement décida de le retirer et invita les dirigeants de la Fédération et des unions à s'entendre d'abord avec les caisses. La mise en échec du projet de loi est révélatrice du poids politique des grosses caisses au sein du mouvement. La plupart des règlements introduits par les unions au début des années 1950 ont été finalement sanctionnés dans la Loi.

¹²³ *Ibidem*.

¹²⁴ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 24 octobre 1951; FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 21 septembre 1954.

¹²⁵ François La Roche, *président du Comité permanent des caisses populaires*, à Antonio Barette, *Premier ministre du Québec*, Arvida, 25 février 1960; CCPEDQ, *Entrevue avec Robert Durand*, *op.cit.*.

des caisses d'épargne et de crédit adoptée trois ans plus tard. Toutefois les dirigeants des unions et de la Fédération ne sont pas parvenus, en raison de l'opposition des caisses locales, à traduire en termes légaux les responsabilités régionales en matière d'approbation des «gros» prêts¹²⁶.

Quand les limites paroissiales deviennent une entrave à la croissance

La question de la limitation des activités des caisses au cadre paroissial fait l'objet de tensions très vives entre les caisses «millionnaires» et les instances fédérales au cours des années 1950 et 1960. Se sentant trop à l'étroit pour soutenir leur croissance, les premières voulaient des assouplissements aux juridictions relatives au cadre territorial de leurs activités. Ce à quoi les unions et la Fédération ont réaffirmé, au nom des principes édictés par le fondateur, une fin de non-recevoir.

La situation était particulièrement problématique dans les villes où la multiplication des paroisses avait amené l'Église à fractionner au besoin le territoire des plus anciennes. Les caisses de première souche étaient évidemment réfractaires à l'idée de voir leur territoire d'activité amputé par l'implantation de nouveaux établissements dans les paroisses limitrophes. En pratique, elles ont déployé trois stratégies pour maintenir ou élargir leur base d'opération. Elles ont d'abord résisté à l'établissement de nouvelles caisses sur leur territoire initial. Elles ont aussi sollicité les sociétaires ou les résidants des paroisses voisines, exerçant ainsi une concurrence jugée déloyale aux petites caisses par des taux d'intérêt plus avantageux sur l'épargne et le crédit. Enfin, durant la première moitié des

¹²⁶ C'est-à-dire les prêts excédant 5% de l'actif d'une caisse et les prêts aux sociétés coopératives, commerciales ou industrielles.

années 1950, elles contestaient ouvertement la limitation de leurs activités au cadre paroissial, faisant parvenir, devant le refus des instances fédérales, des demandes d'extension de territoire au sous-secrétaire de la province¹²⁷. Les caisses millionnaires percevaient la restriction de leurs activités au territoire paroissial comme une atteinte à leur autonomie et comme une centralisation excessive du pouvoir entre les mains des fédérations.

Les débats relatifs au cadre paroissial se sont prolongés au-delà des années 1960. Mais avec le temps, une plus grande perméabilité des limites territoriales des caisses s'est confirmée, surtout dans les milieux urbains. Les instances fédérales ont assoupli progressivement leur position à l'égard des caisses urbaines, évoquant la mobilité des populations de ces milieux¹²⁸. Le congrès de 1965 fut l'occasion pour les participants de s'interroger sur la pertinence de la paroisse comme cadre territorial de la caisse populaire. Dans son allocution d'ouverture, le président de la Fédération provinciale, Émile Girardin, ouvrait les discussions sur la possibilité de regrouper des sociétaires sur une base professionnelle plutôt que paroissiale et soulevait l'éventualité de fusionner certaines caisses afin de consolider l'actif des plus petites¹²⁹. Le second choix fut retenu. Les fusions de caisses et l'ouverture de comptoirs pendant les années 1970-80 sont venues confirmer les orientations prises au milieu des années 1960.

¹²⁷ *Lettre du sous-secrétaire de la province à la Fédération de Québec des Unions régionales*, Québec, 11 mai 1955. Voir également la conférence de C. Vaillancourt intitulée «Comment une caisse peut-elle, en pratique, dévier de l'esprit du Commandeur Desjardins? Quels seraient les moyens efficaces d'éducation populaire qui conserveraient à nos caisses l'esprit du fondateur?», *Compte rendu du cinquième congrès des caisses populaires importantes*, tenu à Sherbrooke les 7, 8 et 9 mai 1956, pp. 10-29.

¹²⁸ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 3 octobre 1965.

¹²⁹ *La caisse populaire et la communauté québécoise en 1965, Rapport des travaux du 9^e congrès des caisses populaires*, tenu à Montréal du 14 au 18 juin 1965, 147 p.

L'ascension des gérants professionnels des établissements urbains

Avec le renforcement des prérogatives de l'URTR, la représentation régionale devient un enjeu majeur pour les caisses affiliées. Les termes de cet enjeu avaient d'ailleurs déjà été formulés à l'occasion de l'assemblée générale de 1944: «c'est une question de justice, faisait valoir un groupe de participants, que chaque comté desservi par l'URTR soit représenté à son conseil d'administration»¹³⁰. Ces délégués en avaient contre la représentation régionale des caisses qu'ils estimaient inéquitable; ils s'opposaient aussi à la procédure d'élection couramment utilisée à l'époque, laquelle consistait à réélire en bloc les élus sortants de charge. Ces questions ont continué d'alimenter les débats autour de la représentativité de l'URTR. Avec les années, elles ont été liées de plus en plus étroitement au problème de l'équité de la représentation entre «petites» et «grosses» caisses. Déjà au tournant de l'année 1950, des critiques font valoir que «l'URTR, à partir de son conseil d'administration, [est} administrée par des petites caisses»¹³¹. Deux types d'argumentation sont avancés dans le cadre de cette discussion. Les uns, à la tête de petits établissements, font valoir le principe de l'égalité des caisses. Les autres, à la direction de gros établissements, aspirent à une reconnaissance politique de leur contribution à la croissance économique du mouvement. C'est en réponse à ces pressions de la base que la composition du conseil d'administration régional est portée de neuf à onze membres en 1962.

L'évolution des bases sociales du pouvoir régional pendant l'après-guerre est révélatrice du réaménagement des rapports de forces qui se fait

¹³⁰ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 26 octobre 1944.

¹³¹ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 26 octobre 1949.

jour entre les caisses de la région et de l'affirmation de nouveaux groupes à l'interne. Elle nous renvoie en effet à deux réalités. Elle confirme l'importance des caisses urbaines dans la croissance régionale du mouvement et reconduit, sur le plan politique et symbolique, le caractère inégal de sa structure. Elle traduit, d'autre part, l'influence grandissante des gérants dans l'ensemble du mouvement.

Le poids politique des caisses urbaines

La prédominance des caisses urbaines au sein des instances décisionnelles de l'URTR était déjà acquise au sortir de la Deuxième Guerre. Leur contribution à la croissance générale du mouvement au cours des années 1945-1970 est venue en quelque sorte renforcer leur influence politique au sein des instances régionales. À l'inverse, la marginalisation économique des caisses rurales s'est traduite par une érosion de leur poids relatif à l'URTR. En termes absolus, la présence des caisses rurales aux trois conseils régionaux est demeurée similaire à ce qu'elle était en 1945, soit quatre sièges dont trois au conseil d'administration et un autre au conseil de surveillance. L'élargissement des cadres du conseil d'administration régional pendant la première moitié des années 1960 n'aura profité qu'aux caisses urbaines. Avec 12 des 16 postes disponibles, elles dominent aisément les trois conseils régionaux en 1970¹³². À pareille date, faut-il le rappeler, plus des deux tiers des établissements affiliés sont implantés en

¹³² À compter de 1955, il faut distinguer le gérant régional des autres administrateurs de l'URTR. À la différence de Létourneau qui assumait aussi la présidence de la Caisse de Trois-Rivières, son successeur Jean-Jacques Caron n'était lié à aucune caisse locale. Comme lui cependant, il remplissait la charge de secrétaire du conseil d'administration et disposait, à ce titre, d'un droit de vote. Il agissait également comme délégué de l'URTR au conseil d'administration de la Fédération provinciale. Il siégea aussi à son comité exécutif à partir de 1955 puis en fut vice-président à compter de 1959.

milieu rural.

La probabilité pour une caisse d'accéder à l'un ou l'autre des trois conseils régionaux est fonction non seulement de son appartenance aux milieux urbains, mais encore de la taille de son actif. Avec un actif moyen trois fois plus élevé que celui de l'ensemble des établissements affiliés, les caisses représentées se distinguent par leur importance économique. Cette caractéristique vaut pour l'ensemble de la période. À l'aube des années 1970, onze des 16 caisses en présence disposent d'actifs supérieurs à deux millions de dollars. Les trois quarts des caisses affiliées gèrent alors des actifs inférieurs à ce dernier montant, et plus de la moitié se situe encore sous le seuil du million de dollars. Les écarts dans la représentation régionale, aussi bien entre les deux rives du Saint-Laurent qu'entre les comtés, recourent dans une bonne mesure le rythme plus ou moins accéléré d'urbanisation des diverses zones de la région et la croissance financière inégale des caisses.

En définitive, les bases de la représentation régionale du mouvement au cours de cette période tendent à consacrer la primauté économique des caisses rattachées aux quatre principaux centres urbains de la région: Trois-Rivières / Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan / Grand-Mère, Drummondville et Victoriaville. En effet, la croissance financière du mouvement des caisses à compter de la Seconde Guerre devient largement tributaire de l'essor de ces pôles. C'est à l'intérieur de ces centres urbains que se sont retrouvées les caisses les plus prospères, et au sein desquelles s'est recrutée la majorité des représentants de l'Union. D'ailleurs, les rivalités régionales pour le contrôle des instances décisionnelles tiennent de

plus en plus à la représentation de ces centres. C'est de ceux-ci que les pressions sur le pouvoir régional se font le plus fortement sentir et que les critiques à l'égard de sa représentativité sont les plus vives¹³³. À l'aube des années 1970, le problème de la représentativité régionale reste entier.

Le recul de la petite bourgeoisie d'affaires et la montée des gérants

Au lendemain de la guerre, les gérants étaient déjà en position dominante au sein des instances décisionnelles de l'Union régionale. Avec onze des 14 sièges disponibles, si l'on exclut celui du secrétaire-gérant de l'Union, ils dominaient largement les trois conseils régionaux. Ces gérants présentaient alors de nombreuses similitudes avec les autres élus. C'est en concurrence avec leurs autres activités professionnelles qu'ils s'acquittaient le plus souvent de leurs fonctions au sein de leur caisse. Comme eux, ils entretenaient des relations privilégiées avec l'univers des professions autonomes et du petit commerce, tantôt à titre de marchands, tantôt dans le négoce de services financiers. Sous ce double rapport, rien encore ne les distingue profondément des autres élus¹³⁴.

Au cours des années 1960, le quasi monopole exercé par les gérants de caisses sur la structure décisionnelle de l'URTR s'étend à la faveur de la mise en place de nouveaux comités. Quatre nouveaux comités viennent en effet se greffer aux trois conseils régionaux pendant cette décennie: les comités d'éducation, des taux, des placements et de la compensation. Au total, 47 nouveaux sièges se sont ouverts avec leur formation, 36 étant

¹³³ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 7 décembre 1967, 25 novembre 1969.

¹³⁴ Ces questions seront approfondies dans le chapitre 3.

réservés aux représentants des caisses affiliées et onze étant occupés par des cadres de l'URTR. En 1970, les gérants forment toujours les trois quarts des élus aux trois conseils régionaux. Par ailleurs, 34 des 36 sièges dévolus aux caisses dans les nouveaux comités reviennent à leurs gérants. Loin de s'affaiblir, la présence des gérants dans les organes de décision de l'URTR s'est donc considérablement renforcée dans les décennies 1950 et 1960.

À la différence de leurs prédécesseurs, les gérants des années récentes sont investis d'un statut de permanent. En d'autres termes, la gérance de la caisse est devenue leur unique occupation. Sur la douzaine de gérants en présence aux trois conseils régionaux en 1970, un seul s'adonnait à une activité professionnelle autre que l'administration de sa caisse à proprement parler. En 1945, cette situation était le lot de tous les gérants qui siégeaient à l'URTR.

Avec la professionnalisation de la gérance locale, l'emprise exercée par les éléments de la petite bourgeoisie d'affaires sur les instances régionales se relâche à la faveur de la formation d'un nouveau groupe dominant. Dans nombre de cas, cette dominance petite-bourgeoise s'exerçait par l'intermédiaire même des gérants, pour qui cette activité était complémentaire à leurs autres affaires. Or, ces gérants, que nous analyserons plus loin, tendent de plus en plus à œuvrer sur une base permanente au sein de leur caisse d'appartenance.

À travers le positionnement des gérants dans les instances décisionnelles régionales se met en place un mode d'exercice et de délégation des pouvoirs tout à fait original. En effet, une véritable «démocratie de

cadres» se substitue à l'ancien mode de représentation régionale, lequel reposait sur la mise à contribution des filières notabiliaires et religieuses. Les figures dominantes de cette époque se nommaient Louis-Philippe Normand, J.-A. Trudel, Antonio Élie, Polydore Beaulac, Sinaï-T. Lupien et Laurent Létourneau, pour en nommer quelques-uns. Tous étaient liés à différents degrés au monde des affaires. Plusieurs avaient accédé aux diverses hiérarchies politiques et dans certains cas y avaient atteint des sommets: échevins, commissaires d'écoles, maires, députés et ministres. Parmi les membres du clergé, rappelons les J.-R.-I. Trudel, J.-Edmond Poisson, Thomas Caron, Ephrem Fusey et J.-Ephrem Paquin. C'est à travers ces personnages que s'établissaient les relations entre la jeune URTR, les milieux d'affaires francophones, les organisations agricoles et l'évêché trifluvien. Au fil des ans, les éléments du clergé et, un peu plus tard, de la petite bourgeoisie d'affaires ont abandonné la gouverne politique de l'Union régionale entre les mains des «professionnels» de la gérance locale.

Au plan microsociologique, ce phénomène se traduit par la fusion du cadre et de l'élus, deux figures fondamentales qui sont généralement renvoyées dos à dos dans les études sur la vie associative. Ce qui confère aux gérants de caisses un pouvoir tout à fait exceptionnel dans l'organisation d'ensemble du mouvement Desjardins. Partant de leur qualité d'élus locaux, ils ont graduellement conquis les instances décisionnelles fédérales. Ils sont devenus des acteurs majeurs dans la médiation des rapports entre les caisses, l'union régionale et la Fédération provinciale, figurant au premier rang des promoteurs de l'autonomie locale tout en logeant au cœur même d'un pouvoir fédéral de plus en plus centralisé. Le pouvoir gran-

dissant des gérants, comme nous le verrons plus loin, fait l'objet d'une contestation interne au cours des années 1960. Elle est alimentée de façon contradictoire par deux groupes situés aux antipodes de l'organisation: les élus bénévoles de la base et les cadres des fédérations.

Chapitre 3

LA VIE INTERNE DU MOUVEMENT

Jusqu'ici, nous avons cherché à identifier les forces du milieu qui ont investi les caisses locales et l'Union régionale aux différentes phases de leur évolution. Dans cette perspective, les instances de représentation locales et régionales ont été appréhendées comme l'un des lieux privilégiés à partir desquels se sont aménagées les alliances entre les divers groupes d'appui du mouvement. L'étude des bases sociales de l'association coopérative ne suffit pas pour rendre compte d'une évolution complexe; il faut la compléter par l'analyse de sa propre dynamique interne. La vie de relations qui s'est historiquement constituée au sein du mouvement obéit à deux rationalités étroitement liées qui font sa singularité: celle de l'association que forment ses membres et celle de l'entreprise financière dont la vitalité est soumise à l'économie de marché. Rendre raison de la complexité de cette vie relationnelle, de ses cohésions et de ses tensions internes, l'examiner sous l'angle de l'association et de l'entreprise, tel est l'objet assigné à ce chapitre. Il nous faut maintenant en préciser le cadre général.

Dans l'analyse de la vie interne du mouvement, les notions de *pouvoir formel* et de *pouvoir réel*, de même que celles de *structure formelle* et de *structure réelle* vont constituer des éléments clés. Elles serviront à distinguer, d'une part, le pouvoir et les différents éléments de l'organisation tels qu'ils se donnent à voir dans les déclarations et les définitions officielles et, de l'autre, les modalités d'exercice du pouvoir et le fonctionnement de l'organisation tels que nous serons amené à les observer sur le terrain. Une seconde distinction doit être établie entre, d'un côté, les différentes instances du mouvement où se concentrent les organes décisionnels et la représentation des divers intérêts (les assemblées générales et les trois conseils des caisses et de l'Union), et de l'autre côté, les organes affectés à la mise en œuvre des décisions et à la production des services. Les éléments du premier type forment la structure de représentation, alors que les seconds appartiennent à la structure opérationnelle. À travers cette double structure, aussi bien au niveau des caisses qu'à celui des entités fédérales, s'établissent et évoluent les rapports entre les divers agents du mouvement: entre les membres, leurs mandataires élus, les cadres et les employés. Dans les caisses, l'on parlera des sociétaires, des élus des trois conseils, du gérant et des employés. Sous certaines réserves, cette disposition particulière des forces internes des établissements locaux vaut pour l'Union et la Fédération provinciale à la différence toutefois que leur *membership* se compose non pas d'individus mais de membres corporatifs: des caisses dans le premier cas, des unions régionales de caisses dans le second. Dans ce système de représentation à trois niveaux, l'équilibre précaire entre les agents de ces quatre populations, qualifié par Henri Desroche de «démocratie quadripartite», est central dans toute tentative visant

à en élucider l'évolution des rapports de pouvoir¹.

Pour utiles qu'elles soient à l'analyse du jeu des divers agents du mouvement, ces considérations générales nous laissent avec une image bien statique de leur réalité. Une soixantaine d'années sépare en effet le point de départ de cette étude de son point d'arrivée. Une longue période au cours de laquelle les activités des caisses, leur administration quotidienne et les agents rattachés à leur organisation vont connaître de profondes transformations. Au début, il n'existe que de modestes associations locales de petits producteurs, de commerçants et d'indépendants réunis pour mettre leurs épargnes en commun et se faire mutuellement crédit: des associations encore faiblement structurées autour de l'activité de leurs sociétaires et de leurs élus. Au point d'arrivée, le fonctionnement quotidien de ces établissements se règle à travers une vie de relations infiniment plus complexe, caractérisée en outre par l'importance de leur dispositif de gérance et par le rôle non moins important assumé par les agents des corps fédéraux dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques.

Le problème de la formation des agents associés à l'exercice de la gérance et des autres fonctions cadres est au cœur de la démarche que nous allons privilégier dans ce chapitre. Suivant leurs points d'attache au sein de l'organisation du mouvement, nous les distinguerons en trois groupes: les gérants de caisse, les cadres de l'Union régionale et ceux de la Fédération provinciale. Les agents de cette «technostructure» étagée, voulons-nous démontrer, ne sont pas surgis de nulle part, pas plus que leur

¹ H. Desroche, *op.cit.*, pp. 334-356.

affirmation ne s'est accompagnée de ruptures nettes, datées et clairement localisables. Ils sont le produit de réarrangements structuraux de longue durée entre les divers intervenants du mouvement. À travers ces processus, les agents des dispositifs de gérance et d'encadrement du mouvement tendent à se détacher du corps des représentants élus et à se réincarner comme un groupe en soi, mû par ses intérêts spécifiques, porteur d'un projet de développement et d'une rationalité qui lui sont propres. La cohésion entre ces «professionnels de la coopération», auxquels vont s'ajouter plus tard de nouvelles cohortes de cadres et un personnel rapidement multiplié, tient à un aspect fondamental: les agents permanents des «appareils» défendent d'abord ceux-ci. Au demeurant, ils reconduisent sous un autre mode, le mode technobureaucratique; les tensions entre pouvoirs locaux, régionaux et centraux.

L'organisation du mouvement Desjardins s'est historiquement construite par la base. C'est pourquoi il apparaît incontournable de devoir consacrer la première section du chapitre au problème de la formation de la gérance locale. Au rythme de l'accroissement du volume d'affaires des caisses, le personnage du gérant est devenu un rouage central dans leur gestion quotidienne. En sa qualité de cadre et d'élu, il a constitué une pièce maîtresse dans la médiation des rapports entre le milieu local représenté par ses élites et les instances fédérales du mouvement. Ce mode particulier d'intégration du mouvement se met en place au moment de son décollage pendant la Seconde Guerre et prédomine jusqu'au tournant des années 1960. Les gérants locaux vont toutefois devoir compter avec l'influence grandissante qu'exercent les cadres des organisations fédérales dans l'élaboration des politiques et dans la gestion des ressources du mouve-

ment. Ces derniers feront l'objet de la deuxième section du chapitre. En prenant l'Union régionale pour exemple, il s'agira d'une part de cerner les grandes étapes de la mise en place de son dispositif d'encadrement et, d'autre part, d'examiner les enjeux qui vont être associés à l'élargissement de son aire d'intervention. L'agrandissement de l'espace occupé par les agents de la «technostructure» régionale, apparaîtra ainsi comme une réponse spécifique aux besoins imposés par le développement des services dispensés par l'Union et à sa volonté d'encadrer plus fermement le fonctionnement et les activités de ses caisses affiliées. Le processus à travers lequel les effectifs cadres du mouvement vont s'approprier la maîtrise de cet espace n'est pas élucidé pour autant. Pour saisir cette dynamique, il faut retourner à l'association coopérative et s'approcher davantage des rapports qui se sont historiquement établis entre les membres et leurs représentants élus. Le pouvoir des cadres, c'est l'hypothèse de départ que nous allons privilégier tout au long de ce chapitre, se nourrit de la distance plus ou moins grande qui sépare les élus des membres qu'ils sont supposés représenter. Avec les années, il s'agit de notre seconde hypothèse, une véritable «démocratie de cadres» va se substituer *de facto* au leadership exercé initialement par les élites locales, lequel se caractérisait par la mise en valeur de leur capital de relations dans le milieu.

1- LA GÉRANCE ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL DANS LES CAISSES

«Plusieurs facteurs contribuent au succès d'une Caisse populaire. Cependant, sans conteste, le plus important de tous, c'est M. le Gérant. Une Caisse aura beau avoir un Conseil d'administration de premier choix, d'excellents commissaires de crédit, de bons hommes dans le Conseil de surveillance, si son gérant manque de qualités essentielles, elle ira mal.»²

Philibert Grondin, 1939.

«... aujourd'hui, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, c'est le gérant qui mène la caisse avec tous ses pouvoirs.»³

Frédéric Poliquin, 1976.

Comment les problèmes relatifs à la gérance et au personnel des caisses ont-ils été historiquement formulés au sein du mouvement? Comment était assuré le fonctionnement quotidien des caisses dans un contexte où elles étaient relativement autonomes sur ce plan? Comment ont évolué les rapports entre les gérants et les autres élus avec la professionnalisation des premiers? Tels sont, ramenés à leur plus simple expression, les problèmes qui vont retenir notre attention ici. Il n'existe pas de réponses simples à ces questions.

Au cœur des années 1960, le réseau des quelques 140 caisses affiliées à l'URTR s'apparente encore d'une certaine manière à une véritable mosaïque. L'autonomie locale de même que les disparités de développement entre les établissements affiliés, comme nous aurons l'occasion de le voir, rendent difficile tout effort de généralisation. La vie de relations qui va se nouer autour des différents agents d'une caisse donnée est grosse de

² Louis Arneau (pseudonyme de Philibert Grondin), «Qualités d'un Gérant — St-Léon de Standon», *La Caisse Populaire Desjardins*, 5, 1 (janvier 1939): p. 5

³ CCPEDQ, *Entrevue avec monsieur Frédéric Poliquin (par Paul Lacaille)*, Lévis, 1976, p. 7.

toute l'histoire du milieu local concerné, des particularités de sa socio-économie et des stratégies des groupes sociaux localisés. L'élucidation de la complexité de cette réalité locale n'est envisageable qu'à travers la lunette de l'approche monographique. On le comprendra, un tel exercice — en admettant son intérêt — est hors de portée dans le cadre de l'approche synthétique et globale que nous avons privilégiée jusqu'à maintenant.

Pour contourner ces difficultés, une soixantaine de caisses a été préalablement échantillonnée parmi les 140 qui étaient en activité en 1965⁴. Leurs rapports d'inspection annuelle ont ensuite fait l'objet d'un dépouillement exhaustif sur une base quinquennale pour les années comprises entre 1935 et 1965⁵. Dans une démarche proprement sociographique, nous avons pu reconstituer dans la diachronie leur structure opérationnelle (gérance et personnel) et faire quelques incursions dans leur administration quotidienne. À l'analyse des résultats livrés par cette étude de sociographie historique, il apparaîtra que deux filières, ayant chacune leur propre rationalité, ont été mises à contribution dans la mise en place du dispositif de gérance de la plupart des caisses: la famille et la

⁴ Pour les détails relatifs à la procédure d'échantillonnage et aux caractéristiques des caisses sélectionnées, nous invitons le lecteur à se reporter à l'appendice 1, situé à la fin de l'ouvrage.

⁵ À compter de 1933, le service d'inspection de la FQUR procède annuellement à l'inspection minutieuse de chacune des caisses affiliées. Au terme de chaque inspection, un rapport sous forme standardisée d'une longueur moyenne d'une douzaine de pages est rédigé par l'inspecteur. Ces rapports ont été conservés intégralement et sont disponibles sur microfilms. Fourmillant d'informations inédites, ils ont été mis à profit pour l'étude de la structure de la gérance locale et du personnel (nom, poste et rémunération de chacun des employés; autre profession du gérant, mode et montant de la rétribution versée au gérant, etc.), la vie des trois conseils (fréquence des assemblées, pouvoirs du gérants, etc.) et les politiques financières effectivement poursuivies par les caisses (taux d'intérêt, *taxe d'entrée*, bénéfices, structure des dépenses et partage des bénéfices nets).

profession. Avant de s'opposer, ces deux formes d'organisation et de reproduction de l'entreprise coopérative vont entretenir une relation hybride, s'entremêlant et coexistant souvent au sein des mêmes unités. Au demeurant, le renforcement du dispositif de gérance locale, quoiqu'inégalement appuyé, ressortira comme l'un des traits marquants de l'évolution des caisses Desjardins pendant les années 1950 et 1960. Mais avant d'aborder ces questions, il faut nous demander comment les caisses ont résolu les problèmes relatifs au recrutement de leurs gérants à l'origine.

Le recrutement des premiers gérants

Comment Alphonse Desjardins, ses collaborateurs et ses successeurs immédiats concevaient-ils le rôle du gérant, sa spécificité par rapport aux autres membres du corps des élus? Comment entrevoyaient-ils le problème de leur rémunération? Parmi quels groupes escomptaient-ils les recruter?

Faire partie de l'élite locale

Sur un plan théorique, Alphonse Desjardins n'a pas véritablement pensé le problème de la gérance comme un problème en soi. Nonobstant l'importance qu'il lui accorde dans le bon fonctionnement de la caisse, nulle part dans ses écrits le gérant n'est-il envisagé du point de vue de ses différences potentielles avec les autres élus. Du strict point de vue de son rapport à la structure de l'organisation, le gérant est un administrateur parmi les autres. À ce titre, il dispose des mêmes prérogatives et est soumis aux mêmes obligations que l'ensemble des autres administrateurs. Ces dispositions sont d'ailleurs inscrites dans la *Loi des syndicats coopératifs*: droit

de vote égal, participation aux bénéfices, obligation d'être sociétaire et par conséquent de résider dans la paroisse, élection au conseil par l'assemblée générale annuelle pour un mandat renouvelable de trois ans, interdiction d'emprunter ou de se porter caution d'un emprunteur, etc. Quant au problème de sa rémunération, il allait être résolu graduellement avec la croissance du volume d'affaires de l'établissement. Dans l'esprit du fondateur, l'acquisition par le gérant d'un statut de salarié n'était pas de nature à redéfinir son rapport à la coopérative étant donné sa liaison formelle aux décisions collectives du conseil d'administration. En attendant que la caisse ne fasse ses frais, le principe de la gratuité des services devait s'appliquer:

«Vous savez, écrit Desjardins à un curé de Drummondville, que les deux ou trois premières années une telle caisse ne peut pas même donner une légère indemnité au gérant pour son travail et qu'il doit se résigner à donner ses services *gratuitement*. C'est là le grand obstacle [...] il faut qu'il se pénètre bien de l'idée qu'une caisse populaire n'est pas une entreprise, un comptoir d'escompte quelconque, un maquignonage d'argent, mais avant tout une œuvre sociale et paroissiale. [...] Vous le voyez donc bien, c'est une œuvre qui exige des sacrifices, surtout du gérant, et il faut un homme bien décidé à les faire sans compter.»⁶

En pratique cependant, Desjardins était pleinement conscient du fait que, parmi l'ensemble des élus des trois conseils, le gérant était celui dont le rôle était le plus décisif, qu'il pouvait faire la différence entre le succès ou l'échec d'une caisse. Avant même de procéder à la fondation d'une caisse, il accorde une importance au moins tout aussi grande au recrutement d'une personne compétente à cette fonction (un curé, un secrétaire municipal, un instituteur, un notaire, etc.) qu'à l'obtention du soutien actif

⁶ A. Desjardins au curé Georges Mélançon, Lévis, 30 mai 1917 [les soulignés sont de Desjardins].

du curé de paroisse. Une fois la caisse établie, c'est au gérant que Desjardins s'adresse le plus souvent. À travers une correspondance nourrie, il voit personnellement à les initier aux rudiments de la gestion des coopératives et à parfaire leur formation comptable. Dans une relation teintée de paternalisme, il leur rappelle l'esprit et la lettre de la *Loi des syndicats coopératifs*, supervise leurs entrées aux livres, analyse leurs bilans financiers et s'assure de la progression des établissements. Tel gérant n'a-t-il pas donné de nouvelles, Desjardins de lui écrire: «... mon désir de me renseigner auprès de vous provenait seulement de votre long silence qui commençait un peu à m'inquiéter, je l'avoue, tout comme un père qui aime ses enfants s'inquiète de n'en pas avoir des nouvelles»⁷. «Il y a bien longtemps que je n'ai pas reçu de vos états financiers», s'enquiert-il à tel autre gérant, «Je crains, renchérit-il, que vous ne me négligiez»⁸. «Je vous exhorte, écrit-il à un autre correspondant après avoir examiné ses états financiers, à accroître davantage vos réserves qui sont encore bien faibles par rapport au total de l'actif [...] Il faudra aussi vous occuper de faire souscrire de nouvelles parts car votre capital social est trop faible comparé à l'épargne. Ne manquez pas, rappelle-t-il, de m'envoyer chaque mois vos états, car j'y tiens beaucoup»⁹. Les énergies déployées par Desjardins dans le suivi de chacune des caisses tiennent à sa crainte que l'une d'entre elles, des suites d'un mauvais jugement de son gérant, ne se place dans une mauvaise posture financière: «Une caisse qui va mal, écrit-il en 1919, est

⁷ A. Desjardins à S.-T. Lupien, gérant de la Caisse de Saint-Théophile-du-Lac, Lévis, 8 octobre 1918.

⁸ A. Desjardins à J.-J. Crête, gérant de la Caisse de St-Sévérin-de-Proulxville, Lévis, 7 novembre 1918.

⁹ A. Desjardins à Donat Brunelle, gérant de la Caisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Lévis, 29 septembre 1919.

un boulet dangereux pour l'œuvre, voilà pourquoi je suis aussi prudent aujourd'hui et que j'entoure ces fondations de toutes les précautions possibles»¹⁰.

Le gérant s'est donc imposé très tôt comme un personnage clé dans le fonctionnement des caisses. La mise en place des unions régionales et de la Fédération provinciale pendant l'entre-deux-guerres est venue renforcer cet état de faits. Plus que jamais, c'est par l'intermédiaire du gérant que vont s'établir les rapports entre les caisses et les agents «extérieurs» à l'enceinte locale. C'est d'ailleurs à cette époque que s'élabore un discours plus articulé sur la gérance locale au sein du mouvement. Axé autour du thème des «devoirs et responsabilités du gérant», ce discours insiste notamment sur les vertus morales requises pour exercer la fonction et met en valeur le rôle assumé par les gérants dans le bon fonctionnement des caisses. Les assemblées générales annuelles de l'URTR, les tournées d'inspection du curé Poisson, les causeries et les conférences sont autant d'occasions de souligner l'importance de ceux que l'on associe déjà à «l'âme de toute Caisse qui marche sur le bon sens»¹¹. Sans compter la série d'articles, rédigés sous la plume de l'abbé Philibert Grondin, qui paraissent dans la *Revue Desjardins* au cours de la seconde moitié des années 1930: «Messieurs et chers gérants, écrit-il au moment où la vague de fondations de caisses est à son plus fort, vous n'ignorez pas le rôle prépondérant que vous jouez dans vos caisses respectives. Vous y êtes tout, ou presque, étant la cheville ouvrière de ces organismes sociaux. À vous, revient la

¹⁰ *Desjardins à Mélançon... op. cit.*, Lévis, 30 mai 1917.

¹¹ Notamment: URTR, *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles*, 11 décembre 1923, 27 septembre 1933 et 26 septembre 1939.

responsabilité de la Comptabilité; celle de la formation de vos officiers et de vos sociétaires; celle enfin de la régie interne de votre Caisse»¹². Les épithètes les plus souvent accolées au «bon gérant» sont généralement empruntées au vocabulaire du monde associatif de l'époque. Le gérant, dit-on, c'est «un homme qui travaille dans les œuvres sociales»; il se doit à plus forte raison «d'être honnête, soigneux, sobre, discret; il lui faut aussi être sociable, coopérateur sûr...»¹³. «Il doit donc avoir le sens social [...], être capable de s'entendre avec ses officiers et ses sociétaires», sans oublier bien entendu qu'il doive «connaître sa Caisse sur le bout de son doigt, la loi et les règlements qui la régissent, les sages directives de son Union régionale et, plus encore, de la Fédération»¹⁴.

L'émergence de ce discours, dont les emprunts au catholicisme social ressortent à l'évidence, traduit le rôle de premier plan déjà assumé par les gérants à la tête des établissements locaux avant même que ces derniers n'aient véritablement connu leur essor économique. Ce discours en pleine effervescence, on l'aura remarqué, insiste davantage sur ces qualités particulièrement prisées par le monde associatif nommées communément «loyauté», «dévouement» ou «sens social» que sur les compétences et l'expertise nécessaires à l'exercice de la fonction. Il faut maintenant nous interroger sur l'identité de ceux qui, les premiers, se sont offerts à ce poste.

¹² Louis Arneau (pseud. de P. Grondin), «Lettre ouverte à M. le gérant de la Caisse de St-X...», *La Caisse Populaire Desjardins*, 5, 7 (août-septembre 1939): p. 79.

¹³ Louis Arneau (pseudonyme de P. Grondin), «Devoirs de M. le Gérant», *La Caisse Populaire Desjardins*, 3, 10 (décembre 1937): p. 113.

¹⁴ Louis Arneau (pseudonyme de P. Grondin), «Qualités d'un Gérant — St-Léon de Standon», *op.cit.*

*Une élite évoluant à la charnière de la vie municipale
et des relations de clientèles*

Correspondants privilégiés d'Alphonse Desjardins, principaux interlocuteurs des agents rattachés aux corps fédéraux du mouvement et pièce maîtresse du discours des propagandistes; il est temps de replacer ces gérants de première souche parmi l'ensemble de leurs concitoyens. Ils sont quelques 140 à figurer parmi les fondateurs des caisses établies ou réorganisées entre 1909 et 1950. Nous disposons d'informations sur 115 d'entre eux, dont 83 en milieu rural et 32 en milieu urbain. Qui sont-ils? Que font-ils? Et quel est leur ancrage dans la paroisse?

Le tableau 3.1 précise le profil socioprofessionnel de ces 115 gérants fondateurs. À certains points de vue, leurs caractéristiques recourent sensiblement celles que nous avons pu établir précédemment pour l'ensemble des élus locaux. L'on remarque ainsi une propension très nette des agents des professions autonomes à investir la gérance. Les agriculteurs, les agents du petit commerce et les membres des professions libérales réunis (en excluant les curés) fournissent en effet plus de la moitié des effectifs recensés parmi les gérants de caisse. La représentation des éléments du petit commerce et des professions libérales y est toutefois beaucoup plus affirmée: 44% pour les gérants en comparaison à 25% pour la totalité des élus. À l'inverse, celle des cultivateurs est nettement plus modeste: 17% chez les gérants comparativement à 52% chez les élus. Comme les autres élus, les gérants sont généralement des personnages bien en vue dans leurs localités respectives. Pour plusieurs d'entre eux, cette visibilité tient aux rapports privilégiés qu'ils entretiennent avec le marché local, tantôt à titre de marchands de détail, tantôt dans le négoce de servi-

TABLEAU 3.1
Les gérants fondateurs des caisses populaires
regroupés selon leur profession
Union régionale de Trois-Rivières, 1909-1950*
nombres absolus

<i>catégories socioprofessionnelles</i>	rurales	urbaines	TOTAL
1. propriétaires d'établissement & professions autonomes assimilées	18	11	29
2. membres des professions libérales	22	2	24
3. personnel cadre & administratif	6	3	9
4. cols blancs spécialisés	5	7	12
5. cols blancs semi et non spécialisés	2	3	5
6. cultivateurs & professions assimilées	20	0	20
7. ouvriers & gens de métiers	8	6	14
8. rentiers, retraités et autres	2	0	2
TOTAL	83	32	115

Sources: Déclarations de fondation, procès-verbaux des assemblées de fondation et des premières séances des conseils d'administration des caisses populaires affiliées à l'URTR.

* Les professions indéterminées ont été éliminées du classement.

ces financiers et professionnels. Pour d'autres, et souvent les mêmes, cette visibilité est actualisée par des relations intimes avec le monde politique local. En effet, un bon nombre de gérants gravite autour des administrations locales à caractère public: des maîtres de postes et des secrétaires municipaux ou scolaires, sans compter ceux — et on peut présumer qu'ils sont nombreux — qui s'y rattachent à titre de représentants élus (maires, conseillers, commissaires scolaires, etc.). Il faut enfin signaler la présence d'une douzaine de curés parmi les gérants des 83 caisses rurales retenues.

En définitive, les premiers gérants de caisse présentent plusieurs similarités avec leurs collègues des trois conseils. Recrutés parmi les effectifs d'une petite bourgeoisie locale aux horizons variés, de conditions plutôt modestes et même précaires dans certains cas, ces petits marchands,

notaires, assureurs, trésoriers municipaux, curés et cultivateurs acquièrent une visibilité qui paraît rehausser leur statut au sein de la paroisse. Cette aspiration à la notabilité n'explique toutefois que partiellement leur prédisposition à investir la gérance des établissements. À l'époque où s'intensifie le rythme de fondation des caisses, les éléments les plus instruits des localités d'accueil appartiennent à cette petite bourgeoisie. Familiers avec les réseaux de clientèles locales, ils sont souvent les mieux renseignés sur la valeur économique de chacun de leurs concitoyens. De ce double point de vue, ces catégories sociales étaient donc les plus enclines à l'exercice de la gérance. En l'absence de telles candidatures, c'est d'ailleurs le curé qui prend sur lui cette responsabilité. Cette situation est fréquente dans les caisses rurales établies pendant les années 1910. L'on peut enfin présumer que la gérance ait pu représenter pour un certain nombre de candidats, en particulier ceux dont l'activité professionnelle était la plus fragile, une stratégie proprement économique. Moyennant quelques années de vaches maigres, ils pouvaient en effet espérer que la responsabilité allait leur offrir des gratifications intéressantes à plus ou moins long terme. Mais nous anticipons ici sur le contenu des prochaines pages.

De la gestion familiale à la gérance professionnelle

La vie quotidienne des caisses au tournant des années 1960: quelques exemples

Nous sommes en 1960 à Saint-M..., une localité rurale de 1 600 résidents située à une quinzaine de kilomètres au nord de Trois-Rivières, dans la propriété des sœurs Juliette et Fernande R.... Établi en plein cœur du village, ce petit immeuble est soumis quotidiennement à un incessant va-et-

vient de la part des résidants de l'endroit. C'est qu'en plus d'y avoir établi leur résidence personnelle, les sœurs R... y exploitent un petit commerce qui tient lieu de restaurant et d'épicerie. Chaque jour depuis maintenant une vingtaine d'années, des clients viennent y prendre un repas ou s'y procurer quelques marchandises. C'est aussi à cet endroit que les 600 sociétaires de la Caisse de Saint-M... font leurs affaires. Un petit comptoir a d'ailleurs été aménagé à cet effet dans la partie de l'immeuble où logent les sœurs R.... Fondée par Alphonse Desjardins, la Caisse de Saint-M... est l'une des plus anciennes de la région. Avec un actif d'un quart de million de dollars, sa situation est comparable à celle de la majorité des caisses affiliées à l'URTR. L'aînée des deux sœurs en assume la gérance. Elle reçoit pour ce faire un salaire annuel de 2 900 \$ et charge un loyer mensuel de 25 \$ à la caisse¹⁵. Sa sœur Fernande est rétribuée à raison de 400 \$ par an pour l'assistance qu'elle accorde occasionnellement à la tenue de la caisse¹⁶. Les revenus qu'elles retirent de la gérance sont bien modestes; mais en les additionnant aux recettes de leur petit commerce, elles parviennent sans trop de mal à boucler les fins de mois. Des revenus modestes, mais tout de même en progression constante depuis 1944 alors que Mlle R..., comme on l'appelle toujours, acceptait le poste de secrétaire-gérante. Elle succédait au Docteur V... qui, âgé de 79 ans, avait maintes fois demandé à être relevé de ses fonctions. En l'absence de candidat, le curé de la paroisse et vice-président de la caisse avait insisté pour qu'il continue de remplir la fonction. La caisse était en complète désorganisation. C'est du moins ce qu'en rapportaient les inspecteurs de la Fédération

¹⁵ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Saint-M...*, 11 octobre 1960.

¹⁶ *Ibidem*.

année après année. L'un d'eux l'avait visitée en 1940: «Monsieur V..., écrivait-il dans son rapport, fait de la médecine à ce qu'il m'en dit, en amateur, c'est d'ailleurs un causeur très abondant et le temps lui paraît chose relative [...] il est de ces choses, poursuivait-il, qui doivent être faites à temps et de la manière reconnue la plus avisée...»¹⁷. Aucune «balance de vérification» n'avait été faite depuis le passage de l'inspecteur précédent en 1938; le conseil de surveillance était «pratiquement nul» et les signatures des membres au rapport mensuel étaient rédigées «par le gérant lui-même»¹⁸. L'arrivée de Mlle R... à la gérance a coïncidé avec un certain essor des activités de la caisse. Mais depuis 1950, l'actif de la coopérative régresse constamment. Les difficultés de l'agriculture locale y sont pour beaucoup.

Toujours en 1960 à quelque 25 kilomètres un peu plus au nord du village de Saint-M..., la Caisse de Z... présente un scénario fort différent. Implantée dans un quartier ouvrier populeux de la région de Shawinigan/Grand-Mère, elle connaît un achalandage soutenu. Depuis peu la caisse s'est fait construire un nouvel immeuble, on était rendu beaucoup trop à l'étroit dans l'ancien local. Avec un actif qui s'élève à 1,7 millions \$ et plus de 2 000 sociétaires, elle figure dans le peloton des 20 caisses les plus importantes en termes économiques parmi les 135 regroupées au sein de l'URTR en 1960. Depuis maintenant 41 ans, Omer B... est secrétaire-gérant de la Caisse de Z...; il n'avait pas 20 ans quand il débuta à cette fonction en 1919. Trois ans plus tôt, il avait été du nombre des fondateurs de la caisse. Omer B... est bien connu des gens du milieu. Trois généra-

¹⁷ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Saint-M...*, 25 avril 1940.

¹⁸ *Ibidem*.

tions de la famille B... sont étroitement associées à la vie municipale et scolaire. Avant d'agir comme délégué de la Commission municipale du Québec dans la région mauricienne, Omer B... avait été secrétaire municipal et scolaire dans sa localité pendant près de 25 ans. Une fonction qu'il avait assumée tout en dirigeant la Caisse de Z.... Son intérêt pour la chose municipale et scolaire lui vient sans doute de son père qui exerçait les mêmes charges avant lui. Depuis sa nomination à la Commission municipale, le fils aîné d'Omer B... lui a succédé au poste de secrétaire municipal¹⁹. La destinée de la famille B... est intimement liée à celle de la Caisse de Z.... Ses quelques 2 000 sociétaires sont familiers avec l'épouse d'Omer B... et leurs douze enfants. Ils ont à peu près tous travaillé, à différents degrés, pour le compte de la caisse²⁰. La Caisse de Z..., c'est donc une affaire de famille chez les B.... Monsieur B... est rémunéré depuis longtemps à même une commission qu'il perçoit sur l'actif mensuel de la caisse. Avec la progression des affaires au cours des vingt dernières années, les revenus tirés de cette commission sont devenus suffisamment intéressants pour qu'il ne se consacre plus qu'à sa seule activité de gérant de caisse. Cette année, ce montant s'élèvera à environ 20 000 \$²¹. La moitié de la somme sera consacrée à son salaire; l'autre moitié lui servira à rétribuer son fils J.-P..., son adjoint depuis déjà trois ans, sa fille et son épouse ainsi que deux autres employées qui œuvrent sur une base régulière²². Arrivé à l'âge de 62 ans, Omer B... songe à se retirer graduel-

¹⁹ Ces informations sont tirées de: «Quelques souvenirs de M. J.-Omer B... sur la chose scolaire à...», *Le Nouvelliste*, 22 novembre 1952, pp. 8-9; «Décès de M. J.-O. B...», *Le Nouvelliste*, 4 mars 1977, p. 2.

²⁰ FQUR, *Rapports d'inspection de la Caisse de Z...*, années 1935-1965.

²¹ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Z...*, 31 août 1960.

²² *Ibidem*.

lement de la gérance. Son fils J.-P..., qu'il a personnellement formé, lui semble la personne toute désignée pour lui succéder à ce poste.

Dans la paroisse voisine existe une caisse depuis 1929, il s'agit de la Caisse de W.... Son actif d'un peu plus de 3 millions \$ et ses quelques 4 000 sociétaires la placent au sixième rang parmi les caisses de la région en termes d'importance économique. La Caisse de W..., il va sans dire, loge dans ses propres locaux depuis déjà un certain temps. Elle est en effet propriétaire d'un vaste immeuble érigé dans la partie la plus animée du centre-ville. Comme dans le cas de la Caisse de Z..., le gérant de la Caisse de W... est un personnage bien en vue parmi ses concitoyens. Après quelques années passées au poste d'échevin, à figurer à la tête de plusieurs associations locales et à s'être occupé activement de retraites fermées, Polydore P... avait agi comme député provincial du comté de Saint-Maurice entre 1939 et 1944²³. Polydore P... est gérant fondateur de la Caisse de W.... Il travaillait alors comme vérificateur des livres des municipalités et comme syndic de faillites, un travail effectué à son propre compte depuis qu'il avait obtenu un certificat en comptabilité de la Commission municipale du Québec. Il avait ensuite abandonné ce travail pour se lancer dans le courtage d'assurances et de valeurs mobilières, un négoce particulièrement lucratif pendant la Seconde Guerre²⁴. Depuis la fin des années 1940, Polydore P... consacre tout son temps à la seule gérance de la caisse²⁵. La progression de l'établissement avait été tellement rapide au cours des cinq dernières années qu'il avait dû concentrer de plus en plus

²³ «Artisans du progrès de la vallée du St-Maurice», *Le Nouvelliste*, supplément, 12 avril 1941, 48 p.; «Polydore P... n'est plus», *Le Nouvelliste*, 12 mars 1981, p. 2.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ FQUR, *Rapports d'inspection de la Caisse de W...*, années 1935-1965.

ses efforts à sa direction. Pendant ses absences prolongées, c'est sa fille Maryse qui, en sa qualité de pro-gérante, administrait effectivement la caisse. Elle était aidée de ses deux sœurs et de son beau-frère²⁶. De la même façon que son congénère de la paroisse voisine, Polydore P... est rémunéré à même une commission qu'il perçoit mensuellement de l'actif de la caisse. Il en est ainsi depuis les origines de la caisse. Cette année, le montant total de la commission s'élèvera à environ 17 000\$. La moitié lui reviendra en propre; l'autre moitié lui servira à rétribuer son fils et ses six autres employés²⁷. À 67 ans, Polydore P... se donne encore deux ou trois autres années avant de se retirer complètement. D'ailleurs, il a déjà commencé à préparer le terrain. C'est ainsi que depuis cinq ans, il a délégué de plus en plus de ses responsabilités à son adjoint, son fils Gaston. Ce dernier est maintenant prêt pour prendre la relève.

Nous sommes toujours en 1960, mais dans les locaux appartenant cette fois-ci à la Caisse de Y..., la plus importante des caisses affiliées. Elle dispose d'un actif de quelque neuf millions de dollars, plus du double de la caisse qui la suit immédiatement au chapitre des actifs, et compte 12 000 sociétaires. Localisée avantageusement au centre-ville de la capitale du papier, la Caisse de Y... y est propriétaire de l'un des édifices les plus modernes. De construction toute récente, son architecture tranche avec celle de l'Évêché, situé à quelques pas. En pénétrant à l'étage réservé à la caisse, l'on aperçoit six longues files de clients alignées face à autant de guichets. Au-delà d'une quinzaines d'employés s'affairent à répondre aux besoins de la clientèle: des caissiers, des caissières, des secrétaires, un

²⁶ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de W...*, 12 mars 1945.

²⁷ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de W...*, 5 octobre 1959.

gérant-adjoint, un comptable ainsi qu'un préposé au crédit qui agit également comme responsable du personnel²⁸. Robert D... est gérant de l'établissement depuis 1949; il avait alors 38 ans. Son itinéraire professionnel est bien différent de celui des deux gérants dont nous venons de faire état. Avant que la gérance de la Caisse de Y... ne lui soit offerte, monsieur D... avait travaillé six ans comme inspecteur-propagandiste pour le compte de l'Union régionale. Auparavant, il avait œuvré pendant 15 ans à l'emploi de la Banque canadienne nationale au poste de comptable puis d'inspecteur²⁹. C'est donc la filière professionnelle qui a conduit Robert D... à la tête de la plus importante caisse affiliée. Il succédait alors aux membres de la famille G..., relayés à cette fonction de père en fils depuis 1910. Les G... appartenaient à l'ancienne filière notabiliaire et affairiste trifluvienne. Avant de fonder sa propre maison de courtage au début du siècle, le père Thomas G... s'était constitué un capital à travers un négoce qu'il réalisait dans le domaine de l'importation de marchandises alimentaires. Il avait poursuivi ses activités de courtier tout en assumant la gérance de la Caisse Y.... Ancien échevin, vice-président honoraire de la SSJB et patron du Club des Conservateurs, il était particulièrement connu des milieux politiques trifluviens³⁰. En 1922, alors âgé de 72 ans, il avait abandonné la gérance de la caisse ainsi que la direction de sa maison de courtage à son fils Roch. L'emprise des G... sur la gérance de la caisse avait cessé abruptement quand les administrateurs avaient décidé de remercier Roch G... de ses services en 1948. À ce qu'on dit, il avait la réputation d'être plus

²⁸ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Y...*, 27 avril 1960.

²⁹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 11 mai 1943.

³⁰ «Les conservateurs se préparent», *Le Nouvelliste*, 15 mai 1924; «Un résumé de la carrière de feu Thomas G...», *Le Nouvelliste*, 9 novembre 1931, p. 2.

enclin à placer les fonds qu'à les prêter. Dans certains milieux, on le surnommait d'ailleurs la «fourmi»³¹. Quand Robert D... remplaça son prédécesseur, il maintint Émile G..., le fils de Roch, au poste d'adjoint. L'une de ses premières initiatives avait été d'abolir l'ancien système de rétribution basé sur la commission au gérant³². Cette année, la masse salariale de la Caisse de Y... s'élèvera à environ 60 000\$; c'est quatre fois plus qu'il y a une dizaine d'années³³. Selon toute vraisemblance, Robert D... appartient à la génération montante des gérants de caisse. Il est d'ailleurs l'une des têtes d'affiche du Comité des gérants. Le nom de cet ancien président de l'Action catholique et de la Chambre de commerce locale figure toujours parmi leurs dirigeants, sans compter sa nomination à la présidence du Club Richelieu et aux conseils d'administration de plusieurs autres corporations ou associations³⁴.

Desservant les quelques 450 résidants d'une petite localité agricole située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Trois-Rivières, la Caisse de Saint-T... fut fondée par l'abbé Trudel en 1921. Avec son actif de 150 000\$ et ses 220 membres, elle figure au 99^{ème} rang parmi les 135 caisses affiliées à l'URTR en 1960. L'ambiance ici contraste fortement avec l'activité mercantile qui prévaut à la Caisse de Saint-M..., et encore plus avec l'achalandage des trois caisses urbaines dont nous venons de faire état. Ici, les locaux de la caisse sont logés gratuitement à l'enseigne du presbytère. Il en est ainsi depuis 40 ans. Mlle Marie-Rose D..., la femme

³¹ CCPEDQ, *Entrevue avec monsieur Frédéric Poliquin...* op.cit.

³² FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Y...*, 11 avril 1950.

³³ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Y...*, 27 avril 1960.

³⁴ «Robert D... à la retraite», *Le Nouvelliste*, 20 juin 1977, p. 15; «Décès de M. Robert D...», *Le Nouvelliste*, 9 avril 1984.

de ménage du curé depuis une dizaine d'années, est secrétaire-gérante de l'établissement. Au moment de sa nomination en 1955, elle était déjà bien familière avec les affaires de la caisse puisqu'elle assistait le curé X... qui était titulaire du poste depuis 1947. À son arrivée à ce ministère paroissial, ce dernier avait été appelé à remplacer son prédécesseur, l'abbé S..., lequel avait lui-même succédé au curé A... qui agissait comme président-gérant depuis la fondation de la caisse³⁵. Pendant 35 ans, les trois curés s'étaient acquittés de cette tâche sur une base bénévole ou moyennant une rémunération quasi symbolique³⁶. Cette année, les revenus bruts de la Caisse de T... s'élèveront à 6 600\$. De ce montant, 1 280\$ serviront à dédommager Mlle Marie-Rose D... pour le temps qu'elle aura consacré à la gérance de la caisse³⁷.

À mi-chemin entre les villes de Nicolet et de Sorel dans une paroisse agricole prospère de 1 600 résidants, Armand L..., un commerçant de machinerie agricole, est gérant de la Caisse de Saint-F... depuis 12 ans. Logée dans la résidence personnelle du gérant, la caisse dispose d'un actif de 300 000\$ et regroupe quelque 630 sociétaires. L'histoire d'Armand L... débute en 1939 au moment où, sur la suggestion de l'Union régionale, l'on décida de réorganiser la Caisse de Saint-F... sur de nouvelles bases. Gérée depuis sa fondation en 1925 par le député Antonio É..., un cultivateur versé dans le milieu des affaires qui avait été promu ministre adjoint de l'agriculture, elle était alors en très mauvaise posture financière. Un arrangement avait été conclu avec l'ancien gérant de façon à amortir les

³⁵ FQUR, *Rapports d'inspection de la Caisse de T...*, années 1935-1965.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de T...*, 17 octobre 1960.

pertes de l'établissement et l'on «refonda», pour ainsi dire, la Caisse de Saint-F...³⁸. Napoléon B..., un commerçant impliqué dans l'une des coopératives de l'endroit, avait été élu à la vice-présidence, une fonction qu'il délaissa rapidement à la faveur du poste de gérant. Monsieur B... géra la caisse tout en s'occupant de son commerce de machinerie agricole jusqu'à son décès en 1948. Sa fille Rita, qui l'assistait dans ses fonctions, venait d'épouser Armand L.... C'est ainsi que le couple Armand et Rita L... a continué d'exploiter le commerce du père tout en assumant la gérance de la caisse. Bien que le poste de gérant soit formellement détenu par Armand L..., c'est son épouse qui prend la plus grande part dans la direction des activités quotidiennes de la caisse³⁹. Un article de la *Loi des syndicats coopératifs* relègue en effet les femmes mariées au rang de sociétaires auxiliaires et les prive ainsi du droit d'être élues aux postes de direction d'une caisse populaire⁴⁰. Pour leur travail à la gérance de la caisse, les L... recevront 1 250\$ en 1960. Ce montant inclut une somme de 180\$ qu'ils perçoivent à titre de loyer⁴¹. C'est encore bien peu quand on considère que les revenus de la caisse ont plus que doublé au cours des cinq dernières années. Armand L... songe à se départir de son commerce et à consacrer tout son temps à la gérance de la caisse. La concurrence offerte par les gros distributeurs de Nicolet et de Sorel est devenue insoutenable. Il évalue que les revenus de la caisse, quoiqu'encore modestes, sont tout de même suffisamment élevés pour que les administrateurs con-

³⁸ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 14 mai 1958.

³⁹ FQUR, *Rapports d'inspection de la Caisse de Saint-F.....*, années 1935-1965.

⁴⁰ Cet article de la législation encadrant le fonctionnement des caisses a prévalu jusqu'en 1963 au moment de l'adoption de la *Loi des caisses d'épargne et de crédit*. Il avait été rédigé de façon à se conformer aux dispositions du code civil relatives au statut des femmes mariées.

⁴¹ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de Saint-F.....*, 5 juillet 1960.

sentent à lui offrir un salaire un peu plus décent. En combinant le capital qu'il récupérerait de la vente du commerce à un salaire un peu plus substantiel pour le travail à la caisse, le couple estime que ses revenus lui permettraient de vivre aisément⁴².

* * *
*

Des histoires comme celles que nous venons d'évoquer, il s'en compte autant qu'il existe de caisses affiliées dans la région. L'on pourrait ainsi enchaîner avec les récits de chacune des 129 autres caisses rattachées à l'URTR en 1960. Chaque histoire de caisse, chaque itinéraire de gérant aurait quelque chose de singulier, voire une rationalité qui lui serait propre. Réobjectivées à la lunette de l'approche sociologique, ces histoires de cas sont pleines de toute l'histoire de leurs milieux respectifs et des particularités de leur socio-économie ambiante. Elles sont aussi intimement liées aux stratégies de conversion sociale des acteurs de même qu'aux stratégies de reproduction familiale. Elles ont enfin quelque chose à voir avec le degré de développement des établissements concernés. Pour toutes ces raisons, et pour plusieurs autres, le mouvement des caisses de l'après-guerre s'apparente à une véritable mosaïque. Une mosaïque à l'intérieur de laquelle des caisses dont les actifs se comptent par millions de dollars en côtoient d'autres qui n'atteignent pas encore le quart de million; des caisses administrées sur une base permanente par d'anciens gérants de banque et des établissements gérés à mi-temps par des commerçants, des

⁴² C'est effectivement ce qui arrivera. Armand L... vendit son commerce deux ans plus tard. Le salaire du couple fut immédiatement porté de 1 280 à 4 000\$. Il augmenta progressivement pendant les années suivantes. Ils furent en fonction jusqu'en 1973 au moment de leur retraite. FQUR, *Rapports d'inspection de la Caisse de Saint-F...*, 1963-1975.

secrétaires municipaux ou même des curés; des caisses enfin, dont les *patterns* de fonctionnement s'assimilent à ceux des entreprises «modernes», et d'autres qui sont dynamisées par les filières parentales.

Pendant longtemps, les problèmes qui se posent aux caisses sont ceux d'une organisation faiblement développée: les gérants, à l'exemple des autres élus, se recrutent parmi les élites locales; l'apprentissage du «métier» de gérant se fait «sur le tas»; et les «savoir faire» se transmettent le plus souvent à travers la filière familiale. Ce mode de reproduction de la gérance locale prédomine dans un contexte marqué en outre par une autonomie à peu près complète des caisses en matière d'administration interne, un volume d'affaires relativement faible et la restriction de leurs activités à l'enceinte paroissiale. Suivant le rythme imprimé par la croissance des établissements et le lot éventuel de nouveaux problèmes qui vont s'y greffer, les gérants vont devoir consacrer davantage de temps à leur gestion et s'adjoindre un personnel de plus en plus nombreux. Devant des initiatives plus structurantes des corps fédéraux dans les domaines de la gestion et de la formation du personnel, un décroisement des marchés de l'épargne et du crédit et leurs propres insuffisances, les réseaux familiaux et paroissiaux vont faire l'objet de pressions de plus en plus fortes.

Nous avons abondamment insisté sur les stratégies multiples qui ont été préconisées par les caisses pour résoudre les problèmes relatifs à leur gérance. Il faut maintenant réexaminer ces problèmes de façon plus systématique en cherchant cette fois-ci à dégager les constantes et les ruptures.

Une affaire de famille

La plupart des caisses logèrent dans les résidences personnelles ou les commerces de leurs gérants à l'origine. D'autres établirent leur place d'affaires dans des presbytères. Elles y sont souvent demeurées jusqu'à ce qu'elles fassent l'acquisition de leurs propres immeubles, soit pendant les années 1950 et 1960. Au milieu des années 1950, trois caisses sur cinq nichent dans la propriété de leur gérant⁴³. Un petit comptoir aménagé discrètement dans un coin du magasin général ou dans le hall d'entrée de la résidence familiale suffisait amplement aux besoins. Une fois la caisse lancée, le gérant pouvait prélever un loyer de façon à se faire dédommager pour les frais de chauffage, l'électricité et le téléphone. Dans le contexte de leur faible développement, c'était sans doute l'alternative la moins coûteuse. C'était également la solution la plus pratique étant donné que les autres activités professionnelles des gérants les retenaient le plus souvent à l'extérieur de la caisse. Dans la résidence familiale, pour prendre l'exemple le plus fréquent, l'on pouvait toujours compter sur la présence de l'épouse ou l'un des autres membres de la famille pour répondre aux besoins des sociétaires. Dans les locaux du magasin général, pour prendre un autre exemple, l'on pouvait miser sur l'employée. Le service aux sociétaires de la caisse s'y confondait, à toutes fins utiles, avec le service à la clientèle du commerce.

Cet état de faits peut sembler anodin à première vue; mais à y regarder de plus près, le phénomène est particulièrement riche de signifi-

⁴³ Cet estimé de même que la plupart des données qui vont suivre dans cette section ont été établis à partir des informations contenues dans les rapports d'inspection des 60 caisses échantillonnées dont nous avons fait précédemment état. Pour plus de détails, l'on consultera l'annexe 2.

cation sociale. Il faut comprendre ici que non seulement les caisses vont aménager leur infrastructure matérielle dans des propriétés familiales, mais elles vont être dynamisées à partir de ce milieu de vie. En effet, l'administration quotidienne et les rapports de travail qui prédominent longtemps au sein des caisses sont similaires à plusieurs égards aux *patterns* d'organisation caractéristiques des petites entreprises familiales. Dans cette perspective, les femmes — en particulier les épouses et les filles des gérants — ont souvent été celles qui assumaient effectivement la gérance, quoiqu'elles aient été peu nombreuses parmi les détenteurs formels du poste.

Nous allons maintenant tenter d'évaluer de façon plus systématique ces affirmations. Pour ce faire, nous examinerons la structure opérationnelle des caisses telle que nous avons pu la reconstituer à partir des rapports d'inspection des 60 caisses échantillonnées. Chacune d'entre elles, faut-il le rappeler, a fait l'objet d'un suivi systématique depuis 1933, soit la première année d'activité du service d'inspection de la FQUR, jusqu'en 1965⁴⁴. Les informations contenues dans ces rapports ont été traitées de façon à présenter trois points de vue complémentaires sur l'évolution de leur structure opérationnelle: les catégories d'emploi, les parentèles ainsi que la participation effective des femmes à l'exercice de la gérance. La première série de résultats obtenue de cette démarche est exposée dans trois tableaux qu'il nous faut maintenant présenter et commenter.

⁴⁴ Pour les années 1935 et 1940, le nombre de caisses observées n'atteint toutefois pas le total de 60. Ceci s'explique tout simplement par le fait qu'à ces dates un certain nombre de caisses comprises dans l'échantillon n'étaient pas encore fondées. Cette précision vaut pour l'ensemble des données présentées sur la base de l'échantillon en question.

Nous avons d'abord procédé à un regroupement des divers membres du personnel des caisses selon le statut de leur emploi. Le tableau 3.2 en présente les résultats. Avant de les commenter, quelques précisions s'imposent sur la méthode qui a présidé à l'élaboration des catégories d'emploi. Outre le poste de gérant, nous avons distingué les membres du personnel à partir de trois grandes catégories générales: les intermédiaires, les employés réguliers et les employés non réguliers. Les premiers regroupent les salariés des établissements qui, œuvrant sur une base régulière, y occupent les positions intermédiaires entre la direction et l'exécution proprement dites. Les seconds se composent de l'ensemble des employés dont les tâches relèvent davantage de l'exécution, travaillant à temps plein et rémunérés sur la base d'un salaire établi annuellement. Les emplois que nous avons définis comme non réguliers appartiennent aux employés occasionnels et à temps partiel ainsi qu'à ceux qui, étant des proches parents du gérant, ne reçoivent pas de rémunération en leur nom propre.

TABLEAU 3.2
La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires
présentée selon les catégories d'emplois,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965*
nombre absolus

<i>année</i>	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965
<i>nombre de caisses</i>	42	53	60	60	60	60	60
gérants	42	53	60	60	60	60	60
intermédiaires	1	0	1	5	7	8	16
employés réguliers	2	7	35	60	85	114	135
employés non réguliers	3	13	25	31	38	34	35
TOTAL	48	73	121	156	190	216	246

Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1933-1965.

* La catégorie d'employés «intermédiaires» comprend les gérants-adjoints, comptables, chefs du personnel, caissiers en chef et assistants-gérants (lorsque le nombre d'employés le justifie). Les employés «non réguliers» incluent, outre le personnel à temps partiel, ceux qui ne reçoivent pas de rémunération en leur nom propre.

D'un point de vue général, l'on remarquera que la croissance du personnel a été relativement continue pendant l'ensemble de la période: en incluant les titulaires du poste de gérant, la moyenne d'employés par établissement passe en effet de 1,1 en 1935, à 2,0 en 1945 puis à 4,1 en 1965. Encore une fois les situations se montrent sous des jours passablement différents selon les milieux ruraux et urbains. Dans le premier cas, la progression est très modeste: la moyenne d'employés par établissement y est haussée de 1,7 à 2,8 entre 1945 et 1965. Dans le second cas, l'accroissement est substantiel: la moyenne y est portée de 2,8 à 7,8. Ces données générales confirment à plusieurs titres le caractère rudimentaire de l'organisation du travail qui prévaut dans la plupart des établissements locaux. Elles n'en traduisent pas moins une tendance très nette à l'élargissement de leur structure opérationnelle⁴⁵. Exception faite des emplois non réguliers qui voient leur importance relative diminuer sans cesse depuis la guerre, les effectifs associés aux postes réguliers et intermédiaires ont enregistré une croissance constante. La plupart des emplois assimilés à la rubrique «non réguliers» sont détenus par des employés recensés par les inspecteurs — généralement des membres de la famille proche du gérant — mais qui ne reçoivent pas de rémunération en leur nom propre. Cette situation est fréquente dans les caisses où la rémunération des gérants s'établit sur la base d'un pourcentage appliqué au volume d'affaires ou encore à l'actif. Dans un premier scénario, la rétribution du personnel se réalise à la discrétion du gérant en tenant compte de la valeur de sa commission personnelle. Dans l'autre scénario, cette commission est appropriée comme un revenu familial. Dans les deux scénarios, la position

⁴⁵ Nous reviendrons de façon plus approfondie sur ces questions un peu plus loin.

d'employeur est non seulement personnifiée par le gérant, mais à la différence de la situation où prédomine le rapport salarial, elle s'y trouve institutionnalisée. La mise à contribution de la filière familiale n'empêche toutefois pas le lien salarial de se généraliser à la plupart des établissements comme en fait foi la progression des emplois que nous avons définis comme «réguliers» ou «intermédiaires».

Dans la rédaction de leurs rapports, les inspecteurs font généralement mention de l'existence de liens parentaux entre les gérants et le personnel des établissements. Ces précisions sont apportées dans une section du rapport réservée spécifiquement à l'énumération des noms, fonctions et salaires de chacun des employés. Partant de cette documentation, nous avons cherché à retracer systématiquement l'existence de telles liaisons. Les résultats de ce travail sont exposés dans le tableau 3.3. Avant de les expliciter, il faut apporter quelques précisions sur les données relatives aux années 1935 et 1940. Dans les rapports rédigés au cours de ces années, les inspecteurs omettent fréquemment les noms des membres de la famille du gérant qui, participant à la tenue de la caisse, ne reçoivent pas de rémunération en leur nom propre. Ces omissions, ajoutées au fait que plusieurs gérants arrivent encore à s'acquitter seuls de la totalité du travail expliquent la faible participation familiale enregistrée avant 1945.

L'évolution de la structure du personnel telle que la révèle le tableau 3.3 témoigne de la coloration familiale des rapports de travail qui prédominent dans les caisses. Il apparaît d'abord très nettement que c'est en mettant à profit le travail des membres de leur famille proche que les gérants ont initialement solutionné les problèmes relatifs à l'augmentation du

TABEAU 3.3
La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires
envisagée selon les liens parentaux entre le personnel et les gérants,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965*
nombres absolus

<i>année</i>	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965
<i>nombre de caisses</i>	42	53	60	60	60	60	60
époux/épouses	1	3	14	20	21	21	19
fils	0	3	3	4	11	10	8
filles	2	6	14	22	15	13	13
pères/mères	0	0	0	0	0	0	2
frères/sœurs	0	0	2	2	2	4	5
gendres/brues	0	0	1	1	1	1	0
indéterminé	0	1	1	2	2	3	2
aucun lien parental apparent	3	7	26	44	77	103	131
TOTAL	6	20	61	95	130	156	186

Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1933-1965.

* Les données n'incluent pas les gérants. La rubrique «indéterminé» comprend des employés portant le même nom de famille que le gérant mais avec qui l'existence ou non de liens parentaux n'a pu être précisée.

volume d'affaires des établissements. La moitié du personnel en fonction en 1950 entretient des liens de parenté directs avec le gérant. L'on remarquera par ailleurs que ce sont surtout les femmes qui sont mises à contribution, en l'occurrence les épouses et les filles des gérants. Dans un bon nombre de petites localités, la gérance de la caisse c'est un peu comme la tenue du bureau de poste. Si, dans la plupart des cas, ce sont les hommes qui détiennent formellement les titres, ce sont souvent les femmes qui assument effectivement les charges qui leur sont rattachées. Dans ces milieux, le «métier» de gérant de caisse, comme celui de maître de poste, ne fait pas vivre une famille. Il constitue en quelque sorte un revenu familial d'appoint. À preuve, les filles de la maisonnée sont habituellement initiées

aux rudiments de la tenue de la caisse à un âge relativement jeune et demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles se marient. Le recours aux fils, pour sa part, n'a lieu que plus tardivement, souvent au moment où le gérant et son épouse arrivent à un âge avancé. Dans nombre de cas, comme nous l'avons illustré précédemment, ils succèdent à leur père à la gérance des établissements.

Les femmes ont donc constitué l'une des figures les plus importantes dans l'administration quotidienne des établissements locaux pendant l'après-guerre. Cette présence féminine est particulièrement intense dans les caisses organisées et administrées à la manière de l'entreprise familiale. Comment cette participation féminine s'est-elle traduite? Quels rapports les femmes ont-elles entretenus avec l'exercice de la gérance à proprement parler? En vertu des dispositions sur le statut juridique des femmes mariées contenues dans le code civil québécois, leur présence parmi les détenteurs des postes de gérant a été plutôt discrète⁴⁶. Au meilleur de leur représentation (tableau 3.4), soit au cours des années 1935-45, près d'un établissement sur dix est géré par des femmes. Par la suite, leur poids relatif s'amenuise constamment. Elles ne détiennent plus qu'un poste de gérant sur 30 en 1965. Tout se passe comme si la croissance des caisses

⁴⁶ Jusqu'en 1964, le code civil plaçait les femmes mariées sous la tutelle de leurs époux et les privait en conséquence de plusieurs droits à caractère civil et économique. Il faut attendre l'adoption de la loi 16 en 1964 pour que cesse cet état de choses. En reconnaissant l'égalité juridique des deux époux, les amendements apportés au code civil consacrent le droit pour les femmes d'exercer des responsabilités civiles ou financières qui leur étaient interdites jusqu'alors. Jusqu'en 1963, faut-il le rappeler ici, la Loi des syndicats coopératifs reprenait à la lettre ces dispositions légales. Les femmes mariées étaient ainsi rangées au nombre des sociétaires auxiliaires, privées du droit de vote et n'étaient pas éligibles aux postes de direction. En assimilant ces dernières au groupe des sociétaires réguliers, la Loi des caisses d'épargne et de crédit adoptée en 1963 lève les obstacles juridiques qui leur interdisaient l'accès aux postes de direction et leur reconnaît le droit de transiger des affaires en leur nom.

avait fini par rendre ces postes plus attrayants aux hommes et à en distancer les femmes. Les gérantes que nous avons recensées étaient d'ailleurs généralement rattachées à de petites caisses. Toutes étaient veuves ou célibataires. La faiblesse de la représentation féminine parmi les détenteurs du poste de gérant ne rend toutefois pas compte de leur influence réelle dans la tenue de la plupart des établissements de l'époque. En parcourant les rapports d'inspection, nous avons en effet recensé plusieurs cas de caisses gérées *de facto* par des femmes mariées mais qui, en conformité avec la loi, ne détenaient pas le poste associé à l'exercice de la fonction. Un exemple, parmi d'autres, suffira à illustrer notre propos. Sur les papiers officiels d'une caisse située à la périphérie de Drummondville, le gérant en poste au cours de l'année 1960 était un mécanicien d'usine; il ve-

TABLERAU 3.4
La participation féminine à l'exercice de la gérance locale
envisagée selon son intensité,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965*
nombres absolus & (%)

<i>année</i>	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965
<i>nombre de caisses</i>	42	53	60	60	60	60	60
non-participation	36 (85,7)	41 (77,4)	34 (56,7)	29 (48,3)	30 (50,0)	31 (51,7)	36 (60,0)
collaboration	2 (4,8)	5 (9,4)	18 (30,0)	22 (36,7)	22 (36,7)	20 (33,3)	16 (26,7)
gérance effective	— —	2 (3,8)	3 (5,0)	5 (8,3)	5 (8,3)	6 (10,0)	6 (10,0)
détention du poste	4 (9,5)	5 (9,4)	5 (8,3)	4 (6,7)	3 (5,0)	3 (5,0)	2 (3,3)

Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1933-1965.

* Les chiffres apparaissant sous la rubrique «gérance effective» comprennent les femmes qui exercent de facto les charges associées à la fonction sans être titulaires du poste.

nait à peine d'être embauché et s'acquittait gratuitement de son travail⁴⁷. Il avait récemment épousé l'ancienne gérante, laquelle exerçait cette charge depuis 1945. Depuis son mariage, cette dernière figure à titre d'assistante bien qu'elle ait continué d'assumer les responsabilités associées à la gérance. Dans le cadre des restrictions au statut juridique des femmes mariées, des arrangements de ce type étaient monnaie courante. Nous en avons retracé quelques cas (tableau 3.4) et les avons assimilés à la rubrique intitulée «gérance effective». La mise en œuvre de telles stratégies n'est toutefois pas aisément repérable. Nous soupçonnons d'ailleurs que les situations de ce genre aient été beaucoup plus fréquentes que ne le laissent paraître les données. En effet, les situations de «collaboration» à la gérance recèlent probablement plusieurs autres cas d'espèces. La plupart du temps, elles mettent en cause la participation de l'épouse ou de la fille du gérant, mais les sources investiguées ne permettent pas d'établir avec certitude la nature de leur rapport avec la direction des établissements. Nonobstant les considérations relatives à leur participation, retenons de tout ceci que les femmes assument des responsabilités majeures au sein d'un établissement sur deux dans l'après-guerre. Retenons enfin que ces responsabilités sont exercées dans un contexte bien précis: celui d'une mise à contribution des familles proches des gérants.

L'effritement des filières familiales

Au moment où la majorité des caisses vivent encore à l'ère de la gestion familiale, un second groupe d'établissements, principalement de souche urbaine, est engagé dans une autre dynamique de croissance. Affranchis

⁴⁷ FQUR, *Rapport d'inspection de la Caisse de L'Avenir*, 26 septembre 1960.

de leurs autres activités professionnelles, leurs gérants poussent vers l'expansion de leurs caisses et aspirent diriger des établissements financiers majeurs dans leurs milieux respectifs. Aussi, l'administration de ces «grosses» caisses commence-t-elle à se complexifier: des actifs rapidement multipliés, un volume d'affaires en progression soutenue et la nécessité d'offrir un service concurrentiel vont bientôt favoriser la professionnalisation de la gérance et le gonflement de leur personnel.

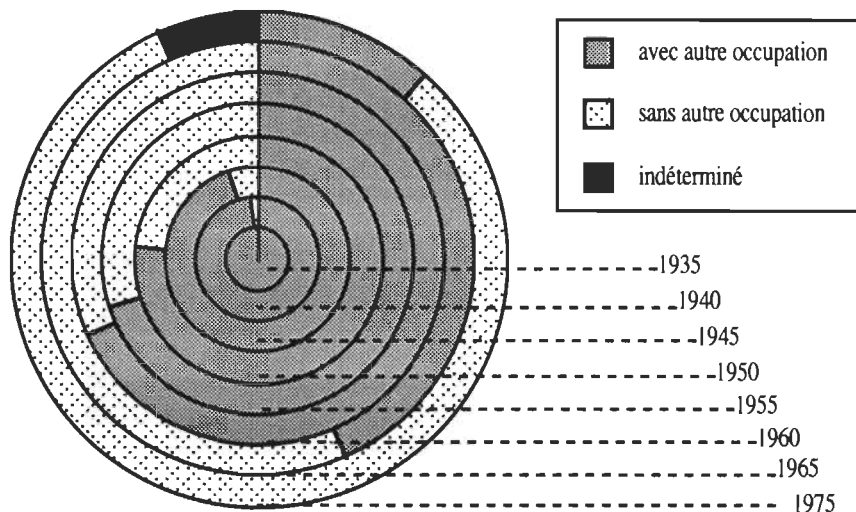
Profession: gérant de caisse

Les gérants de caisse des années trente s'apparentent à plusieurs points de vue à leurs collègues en poste aux trois conseils. Dans cette perspective, leur statut au sein des coopératives de l'époque emprunte davantage à l'image du militant qu'à celle du professionnel à proprement parler. C'est en marge de leurs occupations professionnelles qu'ils se consacrent à leur gestion et, le plus souvent, ils le font gratuitement ou sur la base d'une rémunération quasi symbolique. Leurs connaissances des rudiments de l'administration financière, ils les doivent à leurs propres antécédents professionnels quand ce n'est à l'expérience qu'ils ont accumulée à travers la tenue quotidienne de la caisse. Les premières visites de caisses réalisées par le service d'inspection de la FQUR en 1933 révélèrent d'ailleurs l'existence de situations pour le moins très problématiques chez plusieurs d'entre elles: des liquidités nettement insuffisantes pour couvrir les demandes de retraits d'épargne, des placements de fonds de qualité douteuse, une structure décisionnelle inactive, des gérants ne sachant à peu près pas écrire, des registres de délibérations mal tenus, des prêts en souffrance depuis de nombreuses années, des mesures de sécurité inadéquates, etc. Ce

sont là quelques uns des diagnostics fréquemment consignés dans les rapports des inspecteurs. Ils témoignent de la précarité financière des caisses au cours de la dépression économique et du caractère encore rudimentaire de leur organisation.

À compter de la Deuxième Guerre, l'augmentation du volume d'affaires des caisses va exercer une pression de plus en plus forte sur leur structure opérationnelle. Pour être soutenue, cette croissance nécessitait que le travail de gestion et d'organisation soit effectué sur une base continue. La professionnalisation de la gérance locale apparaît donc comme l'une des tendances marquantes de l'évolution des caisses dans l'après-guerre. Elle favorise un relâchement de l'emprise des éléments de la petite bourgeoisie locale sur la direction des établissements à la faveur de la constitution puis de l'affirmation d'un groupe de gérants aux propriétés distinctes. Dans plusieurs cas, l'on s'en souviendra, cette dominance petite bourgeoise s'exerçait par l'intermédiaire même des gérants, pour qui l'administration de la caisse était complémentaire à leurs autres activités. La professionnalisation de la gérance s'est effectuée selon trois processus distincts. Le premier est celui de l'engagement de gérants de carrière à proprement parler. Ces derniers, disposant d'antécédents dans les institutions bancaires ou au sein même de l'organisation des caisses, ont été recrutés par les plus gros établissements. Leur engagement fait suite au désistement d'anciens gérants — des notaires et des médecins, par exemple — qui vont se replier sur l'exercice de leur profession. Le second processus, à l'inverse, est celui de la conversion sociale des gérants en poste. Ces derniers délaissent leurs activités professionnelles pour se consacrer exclusivement à la gérance de leur caisse. Dans bien des cas, ces activités

FIGURE 3.1
La professionnalisation de la gérance locale
envisagée selon la profession déclarée des gérants,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1975

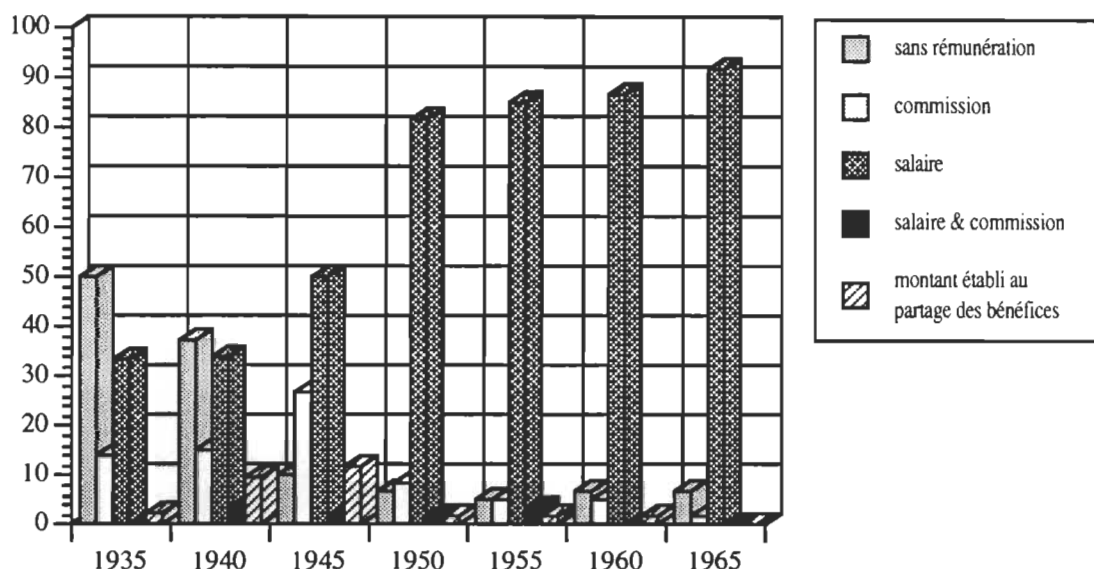


Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965; FQUR, Rapports financiers et statistiques des caisses d'épargne et de crédit, 1975.

se ramenaient au secrétariat de la municipalité ou à la tenue d'un commerce quelconque. Le troisième processus, enfin, voit les gérants retraités remplacés par des agents œuvrant sur une base permanente. Amorcée initialement dans les gros établissements urbains au lendemain de la guerre (figure 3.1), la professionnalisation du statut des gérants gagne la majorité des établissements à compter des années 1960. La proportion des gérants à temps plein est en effet passée de 23% en 1950, à 32% en 1960 puis à 57% en 1965. En 1975, le processus était à toute fin pratique achevé: au moins neuf gérants sur dix exerçaient leurs fonctions sur une base permanente.

La rétribution des gérants constitue un indicateur intéressant de leur professionnalisation. Dans un contexte où les caisses étaient complètement autonomes au chapitre de la gestion de leur personnel, comment se sont établis les liens proprement économiques entre les gérants et les caisses?

FIGURE 3.2
Mode de rétribution des gérants de caisses,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965*
(pourcentage du nombre de caisses)



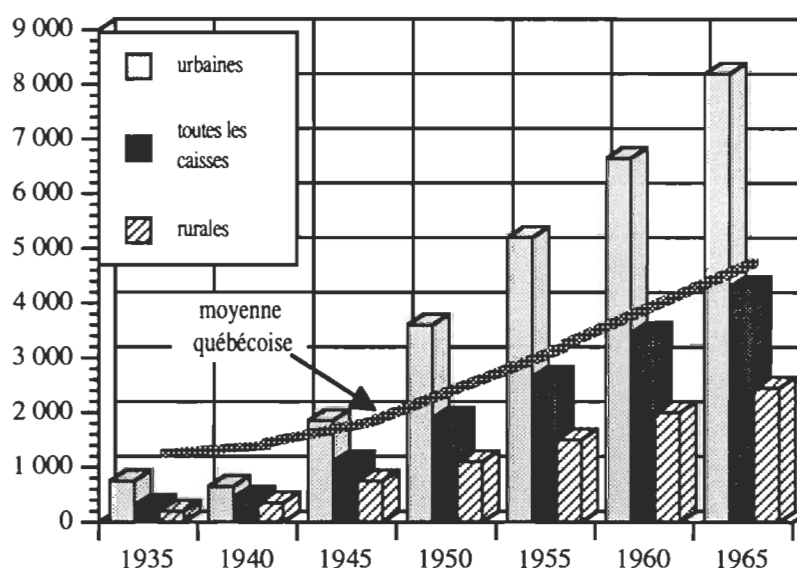
Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965.

Ils l'ont été de diverses façons comme le laisse voir la figure 3.2, mais ils tendent rapidement à s'établir sur une base salariale. Dès 1950, il est devenu la règle dans plus de 80% des caisses de verser un salaire régulier à leur gérant. La proportion de gérants bénévoles ou rémunérés symboliquement, à l'inverse, enregistre une chute accélérée: cette situation prévalait dans la moitié des établissements en 1935; en 1950, la réalité du bénévolat ne subsiste plus que dans quelques rares exceptions. Au lendemain de la guerre, le rapport salarial s'impose définitivement aux autres modes de rétribution. En 1950, les gérants rémunérés à commission, c'est-à-dire en vertu d'un pourcentage qu'ils prélevaient sur l'actif mensuel, ne se retrouvent plus que dans une proportion marginale de caisses⁴⁸. Ils étaient un sur trois dans cette situation en 1945.

⁴⁸ Cette façon de rétribuer les gérants fut privilégiée par plusieurs caisses urbaines pendant la guerre, soit au moment où elles enregistrèrent des taux de croissance excep-

Gérer une caisse pendant l'entre-deux-guerres, c'est en quelque sorte prêter ses compétences et son temps à une cause sociale, celle de l'association coopérative. Dans ce contexte, ce sont des facteurs tels que le militantisme et l'ambition de notabilité, beaucoup plus que l'intérêt pécuniaire, qui vont jouer dans les rapports entre les caisses et leurs gérants. Avec la croissance économique des caisses, ces relations vont tendre à s'établir de plus en plus en vertu de considérations marchandes. Les revenus

FIGURE 3.3
Progression du revenu annuel moyen des gérants de caisses,
caisses rurales et urbaines,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965
(dollars courants)



Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965; Ministère de l'industrie et du commerce, Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire du Québec*, 1966-67, tableau 22, p. 497.

tionnels. La plupart du temps, cette commission était basée sur l'actif mensuel moyen; elle pouvait varier entre 0,1 à 1% de celui-ci. Quelques caisses l'appliquaient directement sur les entrées mensuelles d'épargne; d'autres versaient un pourcentage sur la valeur des prêts consentis mensuellement. Dans certains établissements enfin, la commission était combinée à un salaire régulier. Cette stratégie, qui avait pour effet de lier directement les intérêts immédiats du gérant à la progression financière de l'établissement, plaçait celui-ci dans une situation de véritable entrepreneur. Il prenait sur lui l'entière responsabilité du personnel, fixant personnellement les conditions de travail et d'embauche des employés et leur versant leurs salaires à même sa commission.

consentis aux gérants (figure 3.3) ont en effet enregistré des progrès constants depuis la guerre: entre 1945 et 1965, leur revenu moyen est multiplié par quatre⁴⁹. Dès 1945, un gérant de caisse urbaine gagne un revenu annuel moyen supérieur de 14% à la moyenne générale québécoise. En 1965, cet écart est de l'ordre de 78%. Pour s'attirer des agents de carrière ou maintenir en poste des gérants expérimentés les caisses urbaines ont donc dû ajuster assez rapidement leurs conditions générales d'embauche en fonction des impératifs du marché de l'emploi, et plus particulièrement aux conditions en vigueur dans les succursales bancaires. La situation est tout autre en milieu rural. L'on remarque en effet que les revenus de leurs gérants sont demeurés bien en-deçà de ceux de leurs vis-à-vis des milieux urbains: ils gagnent en moyenne trois fois moins que ces derniers. Leurs revenus sont même restés sous de la moyenne québécoise. L'on mesure à l'examen de ces écarts, le caractère très inégal de la professionnalisation de la gérance. Si les gérants des milieux urbains œuvrent à peu près tous sur une base permanente au milieu des années 1960, la plupart de leurs homologues des milieux ruraux le font encore en marge de leurs autres occupations professionnelles⁵⁰.

Au demeurant, la professionnalisation confère au groupe des gérants des propriétés nouvelles. Ce processus les amène à se réincarner comme des agents distincts du groupe des élus bénévoles et à s'assimiler de plus en plus étroitement à l'univers des cadres. À la différence de ces derniers et

⁴⁹ Si l'on convertit ces montants en dollars constants, l'accroissement réel du revenu moyen des gérants entre 1945 et 1965 correspond à 210% pour l'ensemble des caisses.

⁵⁰ Tous les gérants des caisses urbaines comprises dans notre groupe témoin se consacraient exclusivement à la direction de leur caisse en 1965; cette situation ne prévalait que dans 40% des caisses rurales.

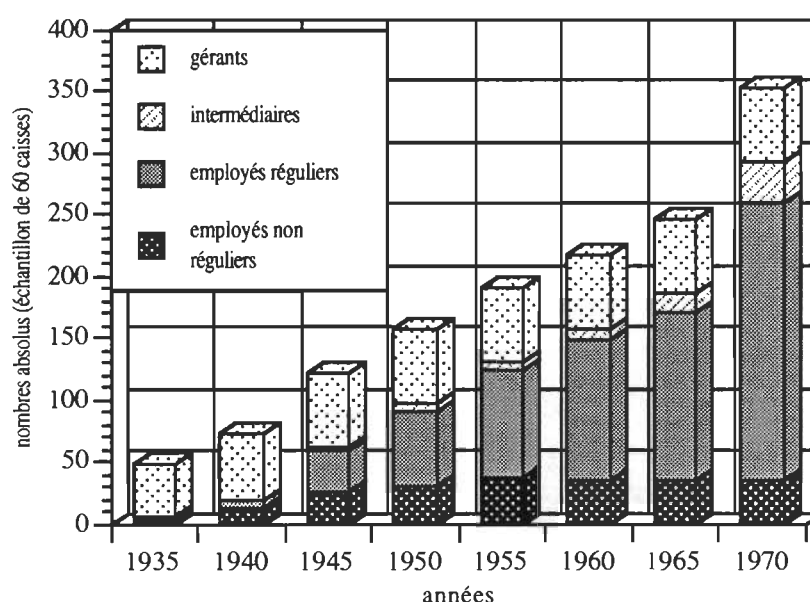
à celle des permanents embauchés dans les mouvements associatifs, le gérant de caisse a conservé l'ensemble des prérogatives rattachées à son statut d'élus. En sa qualité de secrétaire du conseil d'administration, il est demeuré au cœur du pouvoir décisionnel local. Plus, la quotidienneté de son implication lui procure à la longue une connaissance approfondie des règles de fonctionnement et des mécanismes de négociations internes. Sa «permanence», si l'on veut, lui confère des atouts considérables dans les négociations qu'il mène auprès des élus bénévoles dans l'exercice de la décision locale. Par ailleurs, en acquérant un statut de professionnel, le gérant de caisse se trouve à se réobjectiver comme un agent partiellement extérieur à l'association coopérative. Sa carrière et son avancement sont en effet directement rattachés à des normes de promotion qui échappent de plus en plus à la rationalité de l'association. Le gérant de caisse tel qu'il apparaît dans les plus grosses caisses est un spécialiste et un patron. C'est d'ailleurs sur cette base qu'il est embauché et que sont établis son revenu et ses conditions de travail. En retour d'un salaire et de gratifications diverses, l'on attend de lui essentiellement la même chose que ce que les banques escomptent de leurs gérants, à savoir qu'il fasse progresser les actifs de l'entreprise, accroisse sa «clientèle», rentabilise ses opérations et dirige le travail d'un personnel dont les effectifs se font de plus en plus nombreux. Ce sont là des questions sur lesquelles nous allons devoir nous attarder.

La croissance et la spécialisation du personnel

À l'origine, les gérants de caisse assumaient pratiquement à eux-seuls l'ensemble du travail nécessaire à la bonne marche des établissements. Ils effectuaient les entrées aux livres, faisaient personnellement les transac-

tions avec les sociétaires, plaçaient les fonds, rédigeaient les rapports et la correspondance, etc. Ils étaient à la fois gestionnaires, comptables, secrétaires, caissiers et organisateurs. Avec les années, le besoin de personnel d'appoint s'est fait de plus en plus sentir. Dans les caisses les plus développées, la seule gestion du personnel allait devenir un problème en soi. C'est en introduisant les nouvelles techniques de *management* propres aux entreprises qu'elles vont solutionner leurs problèmes d'organisation du travail. C'est ainsi que leurs gérants sont amenés à délaisser progressivement les tâches d'exécution qu'ils avaient continué d'assumer à défaut de personnel pour ne plus se consacrer qu'aux seules fonctions de direction. Des adjoints, des comptables, des conseillers de crédit et même des responsables

FIGURE 3.4
La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires
présentée selon les catégories d'emplois,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1970*
nombres absolus



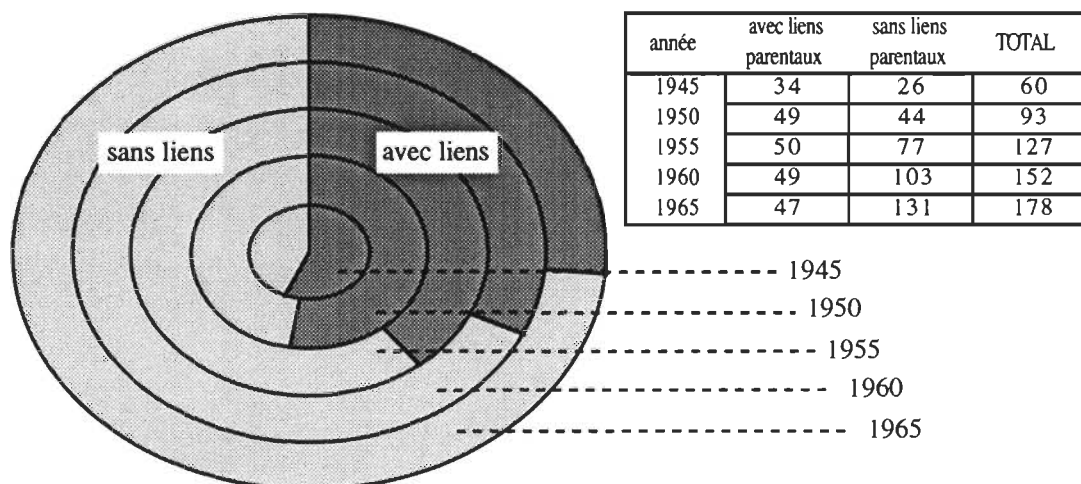
Sources: FQR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1933-1965; URTR Rapports annuels des 60 caisses affiliées, 1970.

* La catégorie d'employés «intermédiaires» comprend les gérants-adjoints, comptables, chefs du personnel, caissiers en chef et assistants-gérants (lorsque le nombre d'employés le justifie). Les employés «non-réguliers» incluent, outre le personnel à temps partiel, ceux qui ne reçoivent pas de rémunération en leur nom propre.

du personnel s'interposent entre la gérance et les postes subalternes (figure 3.4). Pour l'essentiel, la nouvelle forme d'organisation du travail qui se met en place se caractérise par une dissociation entre la gérance et l'exécution des tâches proprement dite, l'émergence de fonctions intermédiaires, la déqualification et la féminisation des tâches subalternes de même que la généralisation du rapport salarial. Dès le milieu des années 1950, les filières familiales s'érodent. L'on passe d'une gestion paternaliste à une gestion plus taylorienne des rapports de travail.

La frontière entre l'ancienne et la nouvelle forme d'organisation n'est cependant pas aussi tranchée qu'elle n'apparaît à première vue. Elles coexistent, de façon complexe et contradictoire, dans la majorité des établissements selon des aménagements variables. C'est cette coexistence entre une «technostructure» faiblement développée — embryonnaire dans la plupart des cas — et la mise à contribution des filières paroissiales et

FIGURE 3.5
La structure de la main-d'œuvre dans les caisses populaires
envisagée selon les liens parentaux avec les gérants,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1945-1965*



Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1933-1965.

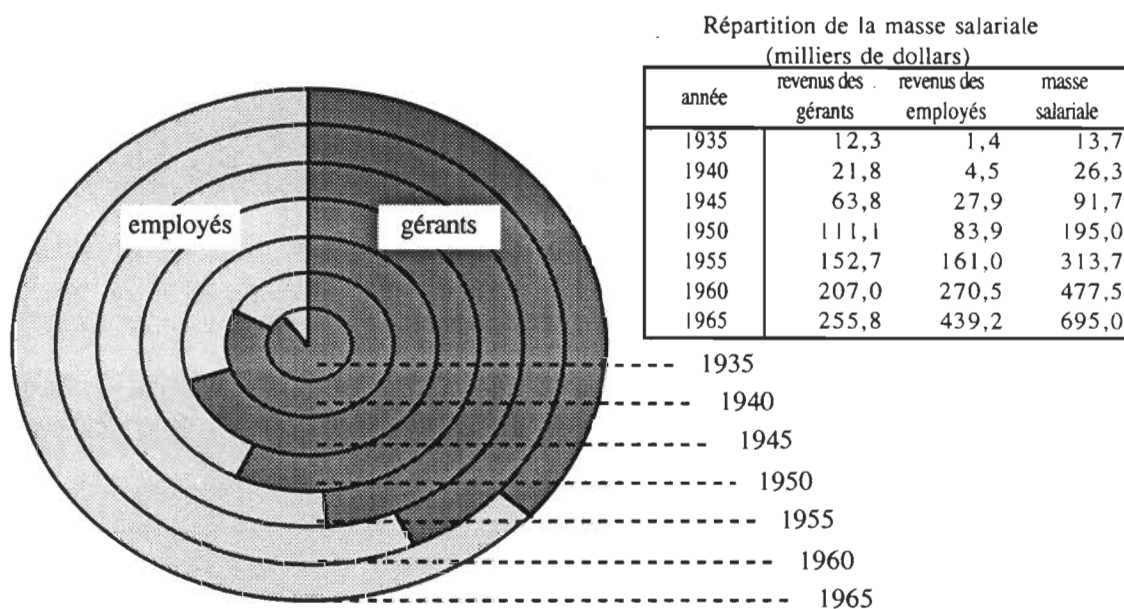
* Les employés dont les liens parentaux avec les gérants sont indéterminés ne sont pas pris en considération.

familiales qui paraît le mieux définir la forme d'organisation du travail prédominante dans les caisses jusqu'aux années 1960. Au fil des années cependant, la filière familiale s'est révélée incapable de soutenir l'accroissement du volume d'affaires des établissements (figure 3.5), faisant une place de plus en plus importante au recrutement de personnel à l'extérieur de l'enceinte familiale. En 1950, plus de la moitié du personnel en fonction dans les caisses était composée de membres de la famille proche des gérants; quinze ans plus tard, ils n'en représentent plus que le quart. Cette érosion des rapports entre la famille et la gérance locale n'est pas étrangère au mouvement qui voit les caisses acquérir leurs propres immeubles au cours des années 1950-60. Comme nous l'avons déjà relevé, la plupart des caisses ont été hébergées dans les résidences personnelles des gérants. Au cours des années suivantes, elles sont de plus en plus nombreuses à quitter les résidences des gérants pour s'établir dans leurs propres locaux. L'acquisition d'un immeuble est considérée comme un événement capital dans la mémoire historique cultivée par le mouvement des caisses. Elle est célébrée en grande pompe et rien n'est ménagé pour en manifester l'importance: bénédiction d'usage, inauguration officielle, invitation de personnalités publiques, photographies officielles, etc.⁵¹. Sur un plan symbolique, l'immeuble incarne la «réussite» financière de la caisse populaire et marque en quelque sorte son entrée parmi les forces économiques de la localité. Au-delà des rituels et des significations symboliques rattachés à l'événement, il faut voir dans celui-ci un autre phénomène qui n'est pas sans importance: la séparation entre la résidence familiale du gérant et le site des activités de la caisse. Dans ce contexte, les

⁵¹ La *Revue Desjardins* des années 1950 et 1960 consacre régulièrement plusieurs pages à la publicisation de ces événements.

femmes ont été de plus en plus distancées de la gérance effective des établissements. Si leur poids relatif dans l'ensemble de la main-d'œuvre a tendance à s'accroître, c'est dans l'exercice des fonctions subalternes — le plus souvent comme caissières ou secrétaires — que leur importance se fait davantage sentir.

FIGURE 3.6
Progression et répartition de la masse salariale
dans les caisses populaires,
échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965



Sources: FQUR, Rapports d'inspection d'un échantillon de 60 caisses affiliées à l'URTR, 1935-1965.

Avec les années, les caisses vont devoir consacrer une part grandissante de leurs revenus à la rémunération de leur personnel (figure 3.6). Auparavant, ces dépenses se limitaient *grosso modo* à la seule rétribution des gérants. Et encore les montants en cause étaient-ils très modestes. Les dépenses consacrées à l'entretien du personnel ont enregistré une croissance soutenue dans les années d'après-guerre: entre 1945 et 1965, elles sont multipliées par plus de sept fois, soit une proportion à peu près similaire à la progression de leurs actifs. Durant la même période, la part des salaires

versés par les caisses à leurs employés est portée de 30 à 63% de leur masse salariale; la part restante étant consacrée à la rétribution des gérants.

Les problèmes relatifs à la formation du personnel et aux relations de travail sont devenus une préoccupation constante et un enjeu de première importance au sein du mouvement Desjardins. Dès les années 1940 d'ailleurs, un glissement de sens est perceptible dans le discours sur la gérance locale. Les thèmes du dévouement et de la loyauté y sont toujours omniprésents, mais ils font une place de plus en plus grande à celui de la compétence et aux problèmes de répartition des tâches entre gérants et employés⁵². À la même époque, le service d'inspection de la FQUR fait paraître les premiers manuels de formation destinés aux gérants et l'Université Laval commence à dispenser des cours à l'intention des gérants et des employés de caisses populaires. Pendant les années 1950, les dirigeants des caisses les plus développées discutent de l'application à leurs établissements des principes de *management* en vigueur dans les entreprises et de la fixation de paramètres pour rémunérer leur personnel⁵³. Dans quelques établissements, la structure opérationnelle va se scinder progressivement en deux grandes sections: le travail au comptoir et la gestion des dossiers (hypothèques, récupération des prêts en retard, placements, comptabilité, etc.). Certes, ces initiatives sont encore bien timides, mais elles sont symptomatiques de l'importance qu'acquiert le personnel dans le fonctionne-

⁵² Voir notamment: R.-H. Tremblay, «La gérance des grosses caisses», *Revue Desjardins*, 13, 3-4 (mars et avril 1947): p. 48 et pp. 66-67.

⁵³ J. F. Guillemette, «Relations entre employés, gérants et administrateurs», *Rapport du 2^{ème} congrès des caisses populaires millionnaires*, Trois-Rivières, 19 et 20 juin 1953; J. Roland Bellemare, «Les petits et gros problèmes des caisses importantes», *Rapport du 3^{ème} congrès des caisses populaires importantes*, Montréal, 11-12 et 13 mai 1954; Roland Côté, «La répartition des tâches et les responsabilités du personnel», *Compte rendu du 5^{ème} congrès des caisses populaires importantes*, Sherbrooke, 7-8 et 9 mai 1956.

ment des caisses. Elles annoncent par ailleurs les bouleversements à venir.

Les années 1960 correspondent en effet à une période névralgique dans l'évolution de la structure du personnel des caisses et ce, tant du point de vue de sa croissance et de sa diversification qu'à celui des politiques d'encadrement. Plus on avance dans la décennie, plus s'accroissent les tendances d'évolution qui s'étaient fait jour précédemment à ces chapitres. Affranchi du carcan familial, affecté à la réalisation de tâches plus spécialisées et fort de son nombre, le personnel va s'affirmer comme pièce maîtresse dans l'administration et le fonctionnement des établissements locaux. La nécessité de pourvoir les caisses d'une politique cadre en matière de formation et de gestion du personnel s'est imposée à l'attention des intervenants du mouvement pendant cette décennie. Le leadership de la FQUR et des unions régionales en cette matière a été ponctué par deux séries d'initiatives, lesquelles vont avoir un impact décisif.

Au tournant des années 1960 d'abord, naissent les services d'éducation provincial et régionaux. Ceux-ci sont bientôt suivis par la création de l'Institut coopératif Desjardins (ICD) en 1963. Leur création fait suite à plusieurs années de discussions sur l'opportunité de développer une structure de services voués spécifiquement à l'éducation et la formation du personnel et des dirigeants du mouvement. En l'espace de cinq ans, pas moins de 25 000 participants — pour la plupart, des employés, des cadres et des élus des trois niveaux de l'organisation du mouvement — seront mobilisés dans les sessions de formation dispensées par l'ICD⁵⁴. À travers des initiatives qui se proposaient de «démocratiser l'accès aux nouvelles

⁵⁴ ICD, «Réflexion faite: l'Institut coopératif Desjardins, cinq ans après», *La Revue Desjardins*, 34, 12 (décembre 1968): p. 204.

connaissances» et de «favoriser la participation collective au progrès social», l'ICD va jouer un rôle névralgique dans la diffusion des techniques «modernes» de gestion des organisations et des entreprises, d'animation et de planification, notamment parmi les nouvelles cohortes de cadres et d'employés⁵⁵. Les activités de l'Institut et des services d'éducation sont apparues à plusieurs égards comme une vaste entreprise de mobilisation des ressources humaines du mouvement à la refonte de ses structures au cours des années 1960. L'un des enjeux de cette refonte, dont la teneur sera analysée plus loin, est précisément de réorganiser le cadre de travail et de redéfinir le partage des responsabilités entre les divers intervenants des caisses, des unions et de la Fédération de façon à les rendre plus «efficaces», plus «fonctionnels» et plus «rationnels»⁵⁶. Il s'agit là, on l'aura deviné, des thèmes de prédilection du nouveau pouvoir technocratique exercé par les cadres des instances fédérales de l'organisation.

La création du service du personnel de la FQUR au tournant de l'année 1965, imitée par l'URTR quelque cinq ans plus tard, constitue une autre étape charnière dans la mise en place de la nouvelle organisation du travail. C'est d'abord pour résoudre ses propres problèmes de gestion du personnel que la FQUR est incitée à se doter d'un tel service. Ses activités se sont toutefois orientées rapidement vers les caisses locales. En effet, dès

⁵⁵ «L'Institut coopératif Desjardins — 1963-1969», *La Revue Desjardins*, 35, 3 (mars 1969): pp. 56-58.

⁵⁶ Sur un plan idéologique, l'ICD a d'ailleurs constitué l'un des lieux d'élaboration du discours qui servira à gagner les esprits à l'idée de la nécessité de «moderniser» et de centraliser les structures, et ce, au nom de la démocratie de participation: «Toute l'action de l'Institut Coopératif Desjardins, lit-on dans l'article précédemment cité, gravite autour du développement de l'action collective démocratique [...] Cette action doit être structurée de façon à ce qu'elle soit la plus rationnelle, la plus fonctionnelle et la plus efficace possible. L'Institut Coopératif Desjardins [...] tend donc à transformer l'homme en un élément participant pleinement et de façon ordonnée à la vie en société.» *Ibidem*, p. 57.

1966, le service procède à la réalisation d'une enquête auprès du personnel des caisses (fonctions, âge, ancienneté, instruction, salaires, etc.). L'objectif de l'opération: élaborer des échelles de salaires afin de fournir aux caisses les informations nécessaires à l'établissement d'une politique salariale⁵⁷. Cette première initiative est bientôt suivie par l'introduction de mesures dont le dessein est d'uniformiser les conditions d'embauche, de salaire et de travail en vigueur dans l'ensemble des caisses et d'en rationaliser l'administration afin d'atteindre «un haut standard d'efficacité»⁵⁸.

Ces nouvelles mesures contribuent à accréditer parmi des groupes d'employés la vision selon laquelle les caisses sont des entreprises comme les autres et qu'à ce chapitre, elles doivent leur offrir un traitement équitable⁵⁹. Le mouvement syndical est ainsi lancé. L'éclosion des premiers conflits de travail et les percées syndicales réalisées dans les caisses pendant la seconde moitié des années 1960 sont révélatrices d'une rupture importante dans l'organisation des caisses, et ce à deux égards⁶⁰.

⁵⁷ FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 9 mars 1966.

⁵⁸ FQUR, *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles*, 14 mars 1967, 12 mars 1968, 11 mars 1969.

⁵⁹ D'ailleurs, même le langage des cadres de la haute direction du service du personnel trahit les orientations plus entrepreneuriales qu'ils veulent donner au développement du mouvement: «1968, dira le directeur du service dans son rapport annuel, a été une année au cours de laquelle on a davantage pris conscience de l'importance que peut jouer le personnel dans le développement de l'entreprise et de l'importance d'en rationaliser l'administration». FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 11 mars 1969.

⁶⁰ Pour la période qui retient notre attention et dans les sources à notre disposition, nous n'avons pu retracer l'existence de percées syndicales significatives dans la région. Toutefois, certains conflits de travail allèrent jusqu'à provoquer des démissions de gérants. Dans les régions des Cantons de l'est, de Chicoutimi, de Joliette et de Montréal, des conflits de travail parfois très durs ont cours de 1966 à 1969. URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 28 juillet 1966; FQUR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 7 février 1967, 12 mars 1968, 19 mars 1969. À propos des relations de travail dans les caisses populaires, l'on consultera: B. Lévesque, «Coopération et syndicalisme. Le cas des relations de travail dans les caisses populaires Desjardins», *Relations industrielles*, 46, 1, 1991, pp. 13-44.

En adhérant au principe de la centralisation des négociations des conventions collectives, les dirigeants des caisses et des unions se sont d'abord trouvés à abandonner des pans entiers des juridictions qu'ils exerçaient en matière de gestion du personnel⁶¹. C'est ainsi que les mesures visant à uniformiser et à rationaliser l'administration des caisses affiliées, d'abord appliquées sur une base volontaire, l'ont été de façon de plus en plus contraignante.

Par ailleurs, les premiers conflits de travail, plus que tout autre événement, traduisent l'effritement du «compromis» associatif sur la base duquel avaient évolué les relations entre les membres, les employés et la direction des caisses depuis les origines⁶². En vertu de ce «compromis» et dans le contexte de la précarité financière des coopératives, les intérêts de chacun étaient subordonnés aux solidarités d'appartenance à l'association. La gérance familiale est ainsi apparue comme l'une des manifestations les plus tangibles de cette rationalité particulière qui exigeait un fort engagement de tous au nom d'une communauté d'intérêt et d'objectifs. Avec le durcissement des relations de travail, l'on assiste à l'érosion du compromis associatif et de la gestion de type paternaliste qui lui était associée et, d'autre part, à l'établissement d'un nouveau rapport de force — de type fordiste cette fois-ci — entre employés et patrons. Dans le cadre du nouveau compromis, l'employé tend à se réobjectiver comme un élément extérieur à l'entreprise conformément à l'organisation taylorienne du travail fondée sur la dissociation entre la conception et l'exécution.

⁶¹ «Le syndicalisme dans le mouvement», mémoire présenté par G. Jobin, directeur du service du personnel, dans: FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 7 février 1967.

⁶² B. Lévesque, pour sa part, le définit comme un «compromis coopératif». À ce sujet: B. Lévesque, *op. cit.*

2- DES HOMMES D'ORGANISATION À L'ORGANISATION DES HOMMES

Nous avons déjà présenté plusieurs arguments en regard du renforcement du dispositif régional d'encadrement. Mais notre propos est demeuré plutôt allusif, insistant tantôt sur la mise en place de contrôles sur les activités et les ressources locales, tantôt sur ses rapports conflictuels avec le dispositif provincial. Pour comprendre les enjeux des transformations du mouvement des caisses au cours des années 1960, il faut recentrer l'analyse sur la formation de ce dispositif à proprement parler, plus précisément sur les agents qui l'ont investi. Avant d'aller plus loin, nous devons d'abord préciser le sens attribué à la notion de dispositif d'encadrement. Celle-ci renvoie aux formes, aux structures et aux agents à travers lesquels sont mises en œuvre les décisions, les politiques et les activités arrêtées par les corps décisionnels de l'organisme. Quant aux cadres, ils comprennent, outre le gérant qui représente un cas d'espèce particulier, l'ensemble des agents qui, à divers degrés et en échange d'une rémunération, assument la gestion et le développement des services spécialisés: inspection, comptabilité, gestion des ressources, formation, éducation, etc. Bien qu'ils soient subordonnés à l'autorité des élus, les cadres peuvent exercer un pouvoir considérable. Ce pouvoir repose notamment sur leur capacité de mise en œuvre des politiques et des activités préconisées par les élus. Un dispositif d'encadrement peut donc exister sans que les agents chargés de l'exécution des fonctions qui lui sont rattachées ne soient des cadres à proprement parler. Dans le cas de l'URTR comme dans celui de la plupart des associations coopératives, ces fonctions ont d'abord été assumées par des élus.

Notre objectif ici est de porter au jour le processus à travers lequel les cadres de niveau régional se sont affirmés en tant que catégorie sociale historiquement constituée, d'analyser leurs relations avec les autres groupes et, enfin, d'examiner leurs trajectoires sociales et leur vision du développement de l'organisation. Comment les cadres en sont-ils venus à former une composante spécifique du groupe des dirigeants régionaux, dotée de propriétés et d'intérêts spécifiques, porteuse d'une vision singulière du développement de l'organisation? Quel est leur mode de cohésion? Comment évoluent leurs rapports avec les élus? Telles sont les grandes questions que nous allons examiner dans les prochaines pages. Au préalable, il faut revenir sur les deux premières décennies d'existence de l'URTR alors que les tâches d'encadrement et d'organisation sont entièrement assumées par des élus.

Entre la «militance» et l'activité professionnelle

Trois grandes responsabilités sont confiées à l'URTR au moment de sa fondation: gérer la caisse régionale, inspecter les établissements affiliés et, enfin, étendre le réseau des caisses à l'échelle de la région. L'examen de ces prérogatives et des agents qui les ont exercées, permet de cerner le fonctionnement de l'association régionale pendant l'entre-deux-guerres.

L'activité des élus dans une association faiblement développée

Au cours des décennies 1920 et 1930, l'Union régionale procède à la fondation de près d'une cinquantaine d'établissements, en réorganise quelque 14 autres, multiplie ses interventions dans les diverses manifestations du

monde agricole ou nationaliste, rédige et distribue des dizaines de tracts, parvient non sans difficultés à constituer une caisse régionale, assure tant bien que mal la représentation de ses membres devant les intervenants bancaires et gouvernementaux et inspecte annuellement chacune de ses caisses affiliées (jusqu'en 1932). L'ensemble de ce travail d'organisation, nous l'avons vu précédemment, se réalise dans un contexte passablement difficile: la situation financière des caisses reste précaire et celles-ci sont profondément divisées quant au rôle qu'elles veulent faire jouer à l'organisme régional.

La vie de la jeune Union pendant l'entre-deux-guerres, c'est donc celle d'une organisation faiblement structurée dont le fonctionnement se règle davantage sous le mode *bona fide* qu'à travers la procédure prescrite par sa constitution et ses règlements. En 1935, ses dépenses de fonctionnement se chiffrent à environ 1 500 \$⁶³. Cette somme est à peine supérieure au revenu annuel moyen des particuliers québécois à l'époque. L'on comprend aisément qu'elle soit incapable de rémunérer son gérant sur une base permanente et, à plus forte raison, d'embaucher du personnel. L'on comprend également que ses bureaux soient toujours logés dans la résidence personnelle du gérant L. Létourneau, un endroit qu'elle occupe depuis 1924. C'est à la fois plus pratique pour celui-ci, qui peut ainsi mener de front son commerce d'obligations et d'assurances et l'administration des affaires de l'Union, et moins onéreux pour cette dernière. Pour la tenue de ses assemblées régulières, elle reçoit l'hospitalité de l'Évêché trifluvien ou se réserve des salles paroissiales. Pour l'essentiel, l'Union régionale de l'entre-deux-guerres se résume à la vie d'un petit groupe d'hommes

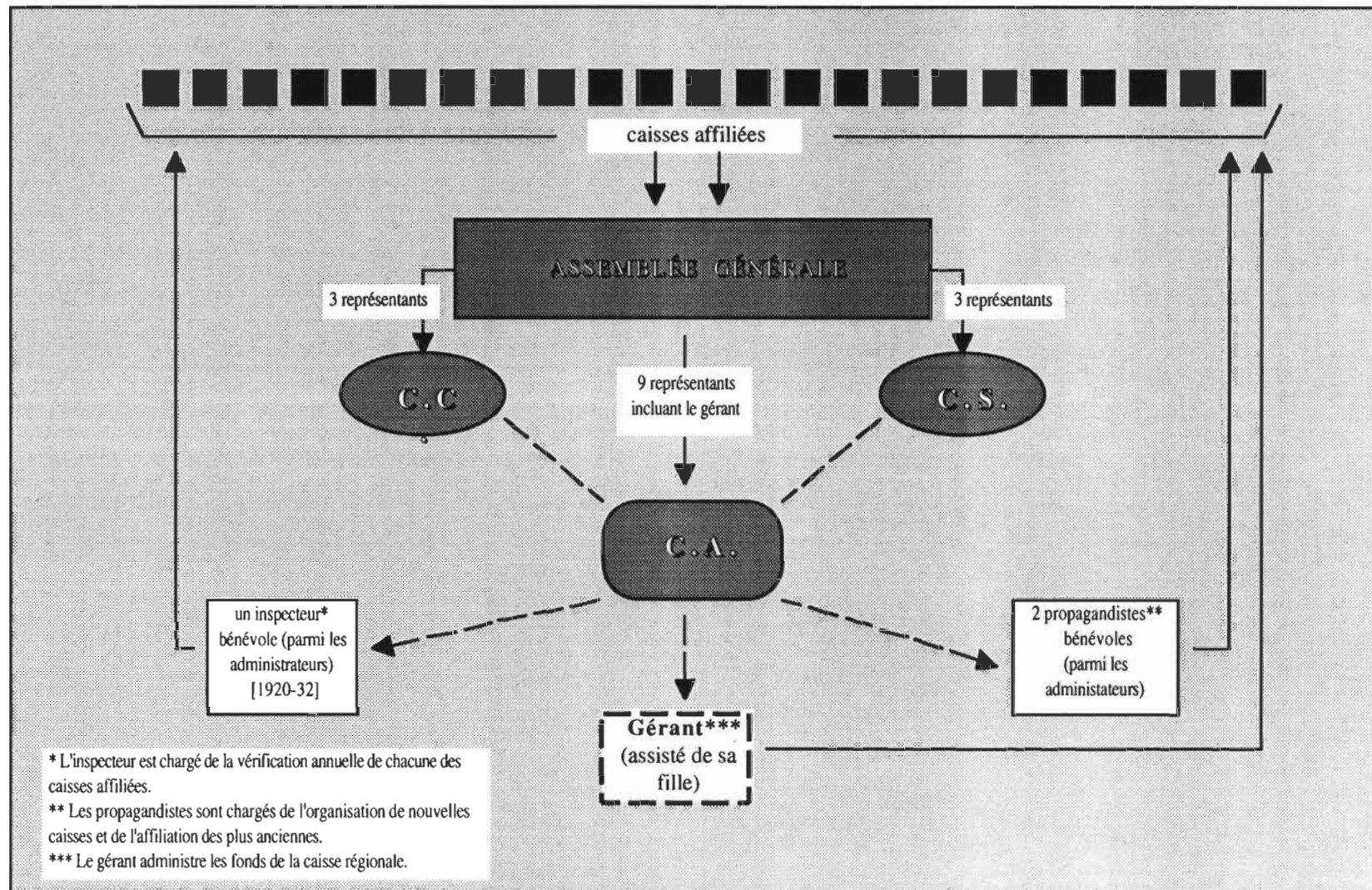
⁶³ *Rapport d'inspection*, 13 novembre 1936.

d'affaires francophones et de curés: des hommes d'affaires de condition plutôt modeste partageant leur temps entre la gérance de leur caisse, leur négoce personnel et leur engagement dans la cause régionale; des curés entretenant des rapports avec le monde agricole organisé et d'autres en ligne directe avec l'Évêché trifluvien. Autour de ce noyau de dirigeants, au nombre de quatre ou cinq au plus, se retrouvent pour des mandats plus ou moins longs des élus de divers horizons.

En l'absence de personnel, c'est à un petit groupe d'administrateurs régionaux que sont confiées pratiquement toutes les tâches de direction, d'encadrement et d'organisation nécessaires à la bonne marche de l'association. Le noyau dur de la direction régionale se ramène essentiellement à trois personnages: le gérant, l'inspecteur et le propagandiste. Ce trio, composé à l'origine d'administrateurs élus, a constitué pendant longtemps l'épine dorsale de l'URTR, et ce bien avant que leurs activités ne soient confiées à des professionnels. Voyons les faits.

Avant la mise sur pied du service d'inspection de la FQUR en 1932, le curé Poisson inspecte bénévolement les caisses de la région. Les inspections sont alors réalisées de façon rudimentaire: aucun rapport n'est rédigé; seuls des comptes-rendus sont présentés verbalement et sur une base plus ou moins régulière devant le conseil d'administration de l'URTR. L'abbé Trudel et S.-T. Lupien s'occupent pour leur part de l'organisation des nouveaux établissements. Le premier s'acquitte gratuitement de ses fonctions en marge des responsabilités qu'il cumule à titre de missionnaire agricole et de curé de paroisse. Au moment de son décès en 1931, c'est le président de l'Union, S.-T. Lupien, qui lui succède. Cet agent d'assurances

FIGURE 3.7
La structure de l'Union régionale de Trois-Rivières de 1920 à 1940

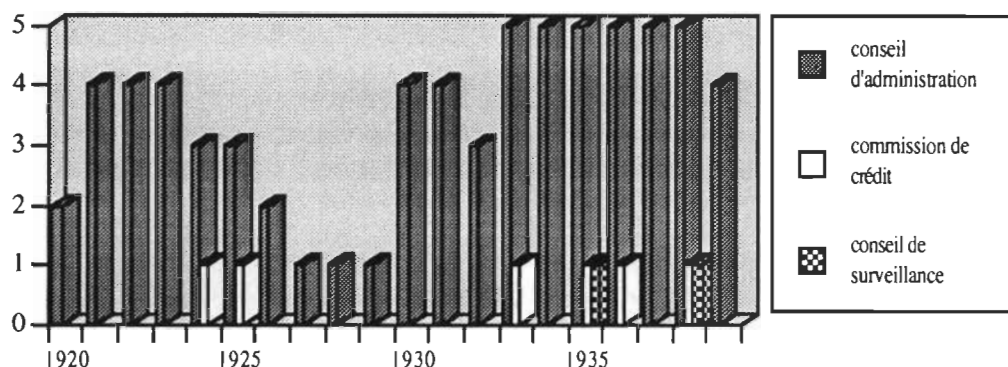


fonde la majorité des caisses de la région pendant les années 1930 et 1940. En marge de son activité de propagandiste, il exerce occasionnellement la fonction d'inspecteur. Pour le dédommager, l'Union lui verse de modestes honoraires à même la quote part de la subvention gouvernementale qu'elle percevait pour l'inspection et la fondation des caisses⁶⁴. Quant au gérant régional, son statut est similaire à plusieurs égards à celui des gérants locaux. La gestion de la caisse régionale, c'est un peu une histoire de famille. De sa résidence personnelle, le gérant administre les affaires de l'Union avec l'assistance de sa fille qu'il rémunère à même une partie de son salaire. Parallèlement, il maintient ses activités de courtage et transige occasionnellement des placements pour le compte de l'Évêché de Trois-Rivières et... pour les caisses affiliées.

En regard de cette absence de personnel permanent, les élus avaient-ils davantage d'influence sur la gestion et les politiques de l'organisme régional? À en juger par la fréquence des assemblées des trois conseils (figure 3.8), leur rôle dans l'exercice du pouvoir régional apparaît bien discret. En effet, les commissaires de crédit ne se sont réunis qu'à six reprises au cours des décennies 1920 et 1930. Pendant la même période, les membres du conseil de surveillance n'ont été convoqués que deux fois, et encore l'ont-ils été à la suite des pressions réitérées par le service d'inspection de la FQUR qui leur reprochait de ne pas s'acquitter de leur

⁶⁴ Nous ignorons la valeur et les modalités exactes en vertu desquelles étaient établis ces honoraires. Les états financiers de l'URTR ne contiennent en effet aucun détail à ce sujet. À la lecture des procès-verbaux, l'on apprend toutefois que les sommes en question étaient bien modestes. En 1933, une résolution du conseil d'administration fixe le salaire à 3 \$ par jour. En vertu de ce mode de rétribution, Lupien avait perçu des honoraires de 345 \$ pour son travail de propagandiste pour l'année financière 1934-35. En 1943, il percevait une allocation annuelle de 1 000 \$. Elle fut portée à 1 260 \$ un peu plus tard. URTR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 14 mars 1933, 14 septembre 1943 et 11 septembre 1950.

FIGURE 3.8
Fréquence des assemblées des trois conseils,
Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1939
(nombres absolus)



Sources: Procès-verbaux, 1920-39; Rapports d'inspection 1933-40

mandat. Bien qu'ils assument un rôle beaucoup plus actif, les administrateurs ne se réunissent généralement qu'entre deux et cinq fois l'an suivant la conjoncture. De ce nombre de réunions, l'une précède habituellement l'assemblée générale annuelle et s'apparente à certains égards à une séance de ratification des dépenses, des placements et des autres décisions déjà prises par le gérant. Une autre suit immédiatement la tenue de l'assemblée générale et a pour seul objet la nomination des titulaires des postes de président, vice-président et secrétaire.

Au total, il s'agit donc d'un pouvoir exercé par un nombre restreint d'administrateurs. Ce pouvoir est non seulement concentré, mais sa reproduction est soumise à un processus contrôlé par le conseil d'administration. L'assemblée générale des caisses exerce en effet peu de prise sur le renouvellement des membres des trois conseils, lequel s'effectue moins par le mode de l'élection que par celui de la cooptation. Elle est plutôt appelée à ratifier les choix arrêtés par un petit groupe d'administrateurs dans le remplacement des démissionnaires ou à entériner des propositions d'élec-

tions en bloc. En regard du caractère ténu des rapports entre représentants et représentés et de l'apathie des trois conseils, l'on peut déjà présu-mer de la marge de manœuvre dont dispose le gérant. Approchons-nous davantage de celui-ci.

Au cœur de l'exercice du pouvoir régional: le gérant

Lorsqu'en 1924, le procureur de l'Évêché de Trois-Rivières, le chanoine Paquin, fut chargé par ses collègues du conseil d'administration régional d'approcher Laurent Létourneau pour lui offrir le poste du gérant démis-sionnaire, l'URTR était plutôt mal en point: ses dirigeants étaient passa-blement divisés, les caisses de la région lui offraient de fortes résistances et la caisse régionale était inactive. Âgé de 43 ans, le candidat pressenti venait de quitter la Banque Nationale des suites de sa fusion avec la Banque d'Hochelaga. Il gérait alors la succursale de Trois-Rivières. Fils d'un marchand général de la ville de Québec, L. Létourneau était passé à l'em-ploi de la Banque Nationale en 1899 à la suite de ses études à l'Académie commerciale de Québec, une institution administrée par les Frères des Écoles Chrétiennes. Il s'était vu confier la gérance de la succursale ban-caire de Saint-Casimir après qu'il eût obtenu le titre de fellow de la Cana-dian Bankers Association. Il avait occupé ce poste pendant une quinzaine d'années avant son arrivée à direction de la succursale trifluvienne en 1920. Depuis son départ de la banque, Létourneau s'était lancé dans le courtage de valeurs mobilières⁶⁵. De son propre aveu, l'ancien banquier ne connaissait à peu près rien des caisses populaires au moment où il

⁶⁵ Ces informations sont tirées de: *Biographies canadiennes-françaises*, Tome XV, Montréal, 1955, p. 480; G. Rivard, *op.cit.*, pp. 115-117; *Vedettes 1952. Le fait français au Canada*, Montréal, Société nouvelle d'édition, 1953 (1ère éd.), 1953, p. 299.

accepta la gérance de l'Union⁶⁶. Au demeurant, ce sont ses compétences en matière de gestion bancaire et financière qui intéressaient l'Union. Celle-ci n'avait toutefois rien à lui offrir. Létourneau accepta l'offre de l'URTR à la condition qu'il puisse poursuivre ses activités de courtage, un commerce qu'il exploitera jusqu'à la fin de la guerre.

L. Létourneau dispose donc de compétences, d'aptitudes et d'une expérience particulières — en somme, d'un *habitus* — hors du commun chez les coopérateurs au moment de son entrée en fonction. Qualifié par ses contemporains de «banquier converti à la coopération», il est familier avec les «façons de faire», les jeux des négociations et les mécanismes de fonctionnement des grandes institutions bancaires⁶⁷. Par cette connaissance pratique du *know how* bancaire, il possède ainsi plusieurs atouts dans un marché financier où la tendance est manifestement à la concentration des capitaux et à la centralisation des pouvoirs. En ce sens, il appartient aux forces de l'avenir. Mais la trajectoire sociale de ce fils de marchand est plus complexe qu'elle n'apparaît sous l'éclairage de sa seule expérience bancaire. Il ne faut pas oublier que pendant la majeure partie de sa carrière de gérant à l'Union, Létourneau agit à son propre compte comme intermédiaire dans le négoce de valeurs mobilières. Partant de cet état de faits, sa position sociale converge à plusieurs égards avec celle des hommes d'affaires francophones de condition plutôt modeste. Il faut enfin mentionner que Létourneau est profondément catholique. Il compte en effet parmi les bienfaiteurs et les membres actifs de nombreux organismes

⁶⁶ «Un triple anniversaire», *La Revue Desjardins*, 20, 8-9 (août-septembre 1954): pp. 127-128.

⁶⁷ É. Turmel, «Monsieur Laurent Létourneau, président de la Fédération», *Revue Desjardins*, 10, 6 (juin 1944): p. 104.

religieux; ce qui, en regard de l'influence du clergé dans les milieux de la coopération, n'est évidemment pas pour lui nuire⁶⁸. L'itinéraire social de Létourneau, comme celui de bon nombre des dirigeants régionaux et provinciaux des années 1920-1950, se situe en quelque sorte à la croisée de la trajectoire déclinante de la petite bourgeoisie autonome et de la trajectoire ascendante de la nouvelle élite postée à la tête des grandes organisations bureaucratiques. Pour toutes ces raisons, le discours, les positions et les pratiques effectives du gérant Létourneau pendant les quelques 30 années où il va assumer la direction de l'URTR expriment à la fois la survivance des forces du passé et l'affirmation des forces de l'avenir⁶⁹. La connaissance de ce personnage, de sa trajectoire sociale et de son ascension au sein du mouvement constitue la clé pour résoudre l'énigme de la formation de la première «génération» de cadres au sein du mouvement.

Le gérant Létourneau s'est rapidement imposé comme le pivot de l'organisation régionale. Son influence tient à la fois à la marge d'autonomie dont il dispose dans l'exercice de ses prérogatives de gérant, et aux postes clés qu'il cumule aux diverses instances décisionnelles du mouve-

⁶⁸ Mentionnons, entre autres, son implication aux Conférences de Saint-Vincent-de-Paul, à la Ligue du Sacré-Coeur, au sein de la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François et dans la chorale de la Cathédrale de Trois-Rivières. Il est aussi un adepte des retraites fermées. «M. le commandeur Laurent Létourneau, président de la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Québec», *Revue Desjardins*, 21, 12 (décembre 1955): pp. 185-186.

⁶⁹ En ceci, le portrait du personnage de Létourneau présenté par Rudin dans la section de son ouvrage réservée aux enjeux de la centralisation du mouvement pendant la Deuxième Guerre, nous apparaît réducteur. En voulant appuyer la thèse d'un antagonisme entre la petite bourgeoisie et la nouvelle classe moyenne, Rudin range Létourneau au nombre des principaux agents de cette élite montante. Partant de son modèle d'analyse et d'une vision parfois manichéenne des rapports de pouvoir, l'auteur ne retient toutefois de Létourneau — comme de Vaillancourt d'ailleurs — que les dimensions de sa pratique qui confirment son interprétation. Enfermé dans cette conception peu dynamique des rapports de classes et du pouvoir, Rudin manque quelques bonnes occasions d'en restituer la complexité. À ce sujet, voir R. Rudin, *op.cit.*, pp. 93-99.

ment. Pendant les trois décennies où il est en fonction, sa stratégie est d'ailleurs tout orientée vers le renforcement du dispositif de gérance et, d'autre part, le cumul des postes dans les instances stratégiques du mouvement. Examinons d'abord la mise en place du dispositif de gérance, ensuite serons-nous à même d'apprécier son ascension parmi les élus.

Dès son entrée en fonction, le nouveau gérant de l'Union se voit confier une importante marge de manœuvre par les administrateurs. L'on escompte alors beaucoup du savoir-faire de l'ancien banquier: «Son expérience dans le domaine bancaire, témoigne l'un des animateurs du mouvement, son audace même devaient nous en faire un collaborateur précieux. On nous assurait que son séjour dans les affaires commerciales ne lui avaient pas donné une déformation professionnelle si à craindre dans nos Caisses. Ses connaissances en comptabilité nous seraient précieuses»⁷⁰. Pendant les dix premières années où il est en poste, Létourneau seconde le curé Poisson dans l'inspection des caisses, organise les assemblées régulières de l'Union et lance tant bien que mal les opérations de la caisse régionale. Il exerce ses fonctions sur une base sporadique et à peu près gratuitement, réservant le gros de son temps à ses activités de courtage. L'abbé Trudel, alors propagandiste, lui voue une confiance absolue. Les deux hommes partagent d'ailleurs les mêmes vues sur le projet de fédération provinciale et se consultent régulièrement sur ces questions.

Au décès de l'abbé Trudel en 1931, Létourneau devient rapidement la plaque tournante de l'organisation régionale. C'est lui qui, avec S.-T. Lupien et l'abbé Poisson, met au point la stratégie de l'URTR et défend ses

⁷⁰ É. Turmel, *op.cit.*

positions dans le cadre des tractations qui vont mener à la création de la FQUR; c'est encore lui qui, depuis son domicile, dirige les opérations de la caisse régionale; c'est enfin lui qui, en dépit des prescriptions de la Loi des syndicats coopératifs, octroie les prêts et effectue les placements. En définitive, sa marge de manœuvre est à peu près absolue dans tout ce qui concerne la gestion des fonds de la caisse régionale⁷¹. La manière «expéditive» avec laquelle le gérant Létourneau dirige les affaires de l'Union au cours de ses trente années d'activités, donne lieu à des controverses. Parmi le groupe des administrateurs d'abord, le curé Poisson s'est opposé à maintes occasions à l'élargissement de ses pouvoirs et à l'accroissement de son salaire. Partisan du principe de la gratuité des fonctions, il jugeait sa rémunération trop élevée en regard du temps qu'il consacrait aux affaires de l'Union⁷². Il estimait d'autre part que le gérant outrepassait les pouvoirs du conseil d'administration dans l'exercice de ses fonctions⁷³. Ces façons de procéder lui sont également reprochées à plusieurs reprises par le Service d'inspection de la FQUR. On considérait que ses activités de courtiers le plaçaient en situation de conflit d'intérêt dans laquelle il était à la fois partie offrante et partie prenante dans les transactions obligataires des caisses affiliées⁷⁴. On jugeait trop faible la fréquence des assemblées

⁷¹ À l'occasion d'une assemblée tenue en 1935, les administrateurs accordèrent une marge d'autonomie à peu près complète au gérant en matière de dépenses et de placements (URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 janvier 1935). Quant aux prêts de la caisse régionale, nous avons déjà relevé l'inertie de la commission de crédit. Les rares assemblées qu'elle tient consistent *de facto* à ratifier des prêts déjà consentis par le gérant.

⁷² URTR, *Procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration*, 14 mars 1933, 9 janvier 1935, 12 février 1936.

⁷³ URTR, *Procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration*, 5 novembre 1934 et 9 janvier 1935.

⁷⁴ URTR, *Procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration*, 20 janvier 1937 et 19 mars 1948, *Procès-verbal de l'assemblée conjointe des trois conseils*, 28 octobre 1941; FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 21 mars 1938.

des trois conseils et trop élevée la marge d'autonomie du gérant en matière de dépenses⁷⁵. Ce à quoi les dirigeants de l'URTR rétorquaient qu'ils trouvaient plus expéditive et plus efficace cette manière de procéder et qu'ils estimaient plus important de «développer un personnel compétent que d'amener les administrateurs à se réunir plus fréquemment»⁷⁶.

C'est effectivement sous la gérance de Létourneau que les premiers cadres permanents font leur entrée et que s'organisent les services de base de l'Union. Cette organisation, à la fois simple et modeste, va prévaloir jusqu'au tournant des années 1960. Elle se ramène à l'existence de deux services renvoyant chacun à l'une des deux missions fondamentales de l'Union, à savoir l'encadrement des caisses affiliées et la gestion des liquidités locales. Les deux services sont chapeautés par le secrétariat général, lequel est dirigé de main ferme par le gérant et son adjoint (figure 3.9). Les spécialistes rattachés à chacun des deux services œuvrent sur une base multifonctionnelle. Les «inspecteurs-propagandistes», par exemple, peuvent aussi bien être affectés à l'organisation de nouvelles caisses et à l'encadrement d'établissements en difficulté qu'à la réalisation d'inspections. Fait à signaler, la plupart d'entre-eux sont des transfuges des institutions financières concurrentes⁷⁷. En 1955, l'URTR compte 18 salariés, dont près de la moitié se rattache à l'exercice de fonctions cadres ou intermédiaires, et gère une masse salariale évaluée à quelques 75 000\$⁷⁸. C'est encore bien

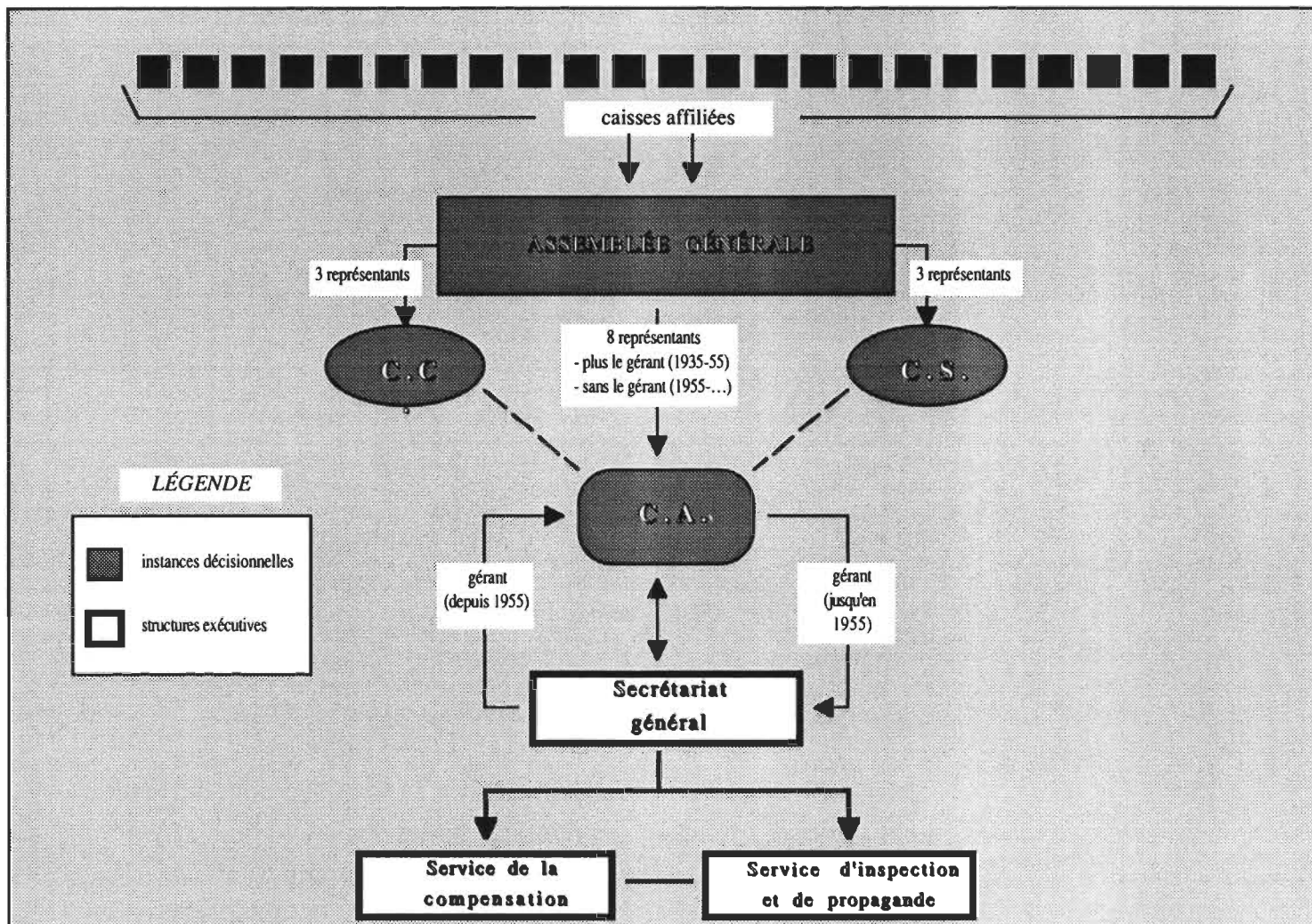
⁷⁵ *Rapports d'inspection*, 6 mai 1947 et 27 mars 1950.

⁷⁶ URTR, *Procès-verbaux des assemblées conjointes des trois conseils*, 11 décembre 1947, 4 août 1949 et 5 octobre 1950.

⁷⁷ Six des inspecteurs-propagandistes embauchés par Létourneau, dont nous connaissons les origines, avaient œuvré précédemment pour le compte de grandes banques. L'adjoint et successeur de Létourneau avait auparavant travaillé pour le compte de la Sun Life. Les antécédents des autres cadres embauchés nous sont inconnus.

⁷⁸ *Rapport d'inspection*, 23 mai 1956.

FIGURE 3.9
La structure de l'Union régionale de Trois-Rivières de 1945 à 1960



peu en regard de l'évolution ultérieure qu'elle va connaître à ces chapitres. Toutefois, ce petit groupe de cadres et de spécialistes joue déjà un rôle de première importance dans le fonctionnement quotidien de l'URTR. Le gérant délaissera ses activités de courtage vers la fin de la guerre pour se consacrer exclusivement à la direction de l'Union. Dès lors, son statut professionnel et sa rémunération vont se comparer de plus en plus avantageusement à ceux des cadres de direction des grandes entreprises de l'époque.

Sa marge d'autonomie et son influence, le gérant régional les doit en grande partie à sa stratégie de positionnement dans les instances décisionnelles du mouvement. Il s'agit là de l'une des caractéristiques qui distinguent les premiers cadres du mouvement de leurs successeurs que nous analyserons plus loin. En effet, la professionnalisation des premiers cadres de direction du mouvement, loin de les éloigner des lieux d'exercice du pouvoir décisionnel, a plutôt eu tendance à les rapprocher davantage. À cet égard, Laurent Létourneau comprend rapidement l'importance d'occuper des postes clés aux trois niveaux de l'organisation. C'est ainsi qu'en 1929, il se fait élire à la vice-présidence de la Caisse de Trois-Rivières, la plus puissante des caisses affiliées. En 1940, il y est élu président. Par la suite, ses prérogatives de dirigeant élu vont sans cesse s'élargir et se diversifier. Il ajoute bientôt à son actif la vice-présidence (1941) puis la présidence (1944) de la Fédération provinciale, la présidence de la Société d'assurance des caisses populaires (1944) et la vice-présidence de l'Assurance-Vie Desjardins (1948). À ces charges qu'il exerce toujours en 1954, vient s'ajouter la présidence de l'URTR qu'il assumera jusqu'à son décès l'année suivante en concurrence avec la gérance.

L'ascension de l'ancien banquier au sein de l'organisation des caisses doit sans doute beaucoup à ses compétences particulières en matière de finance bancaire et au charisme qu'il exerçait parmi ses pairs. D'un caractère autoritaire et pragmatique, L. Létourneau gérait l'Union de main ferme, savait négocier avec son conseil d'administration et dirigeait son personnel en «père de famille». Il possédait une connaissance pratique étendue des principes de gestion bancaire et un sens des affaires aiguisé. Cette interprétation est partagée par nombre de ses contemporains⁷⁹. Mais cette ascension, Létourneau la doit aussi et surtout à son réseau d'appuis parmi les représentants de l'Église et les milieux nationalistes animés par la petite bourgeoisie d'affaires. Ce «capital social», il l'a sans cesse entretenu et élargi en amenant, en outre, l'URTR à soutenir — tant sur un plan financier que symbolique — les œuvres de l'Église et en mettant à profit ses convictions religieuses, régionalistes et nationalistes⁸⁰. En ce sens, il personnifie l'alliance, beaucoup plus que l'antagonisme, entre la petite bourgeoisie d'affaires francophone, l'Église et un groupe de cadres en formation. En 1953, la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie le faisait membre honorifique, soulignant par là son «dévouement à la cause des siens dans la région»⁸¹. Quelques mois plus tard, il était élevé au rang de commandeur de l'Ordre de Saint-Sylvestre, une décoration pontificale⁸².

⁷⁹ CCPEDQ, *Entrevues avec messieurs Frédéric Poliquin, Jean-Jacques Caron et Robert Durand (par P. Lacaille)*, tenues en 1975 et 1976, Lévis [documents ronéotypés].

⁸⁰ L'appui mutuel que s'accordent l'Église et le mouvement des caisses pendant cette époque tient non seulement à des considérations idéologiques mais aussi à des motifs proprement économiques. Nous verrons en outre dans le prochain chapitre le rôle de premier plan qu'ont joué les caisses populaires dans le financement des travaux d'infrastructure de l'Église au cours de cette période.

⁸¹ «Notre président à l'honneur», *Revue Desjardins*, 20, 12 (décembre 1953): p. 185.

⁸² «Notre président, M. Laurent Létourneau, commandeur de l'Ordre de Saint-Sylvestre», *Revue Desjardins*, 20, 6-7 (juin-juillet 1954): pp. 105-106.

Les héritiers...

Lorsqu'il décéda en novembre 1955, Létourneau était âgé de 76 ans. Il avait ralenti son rythme de travail en raison de problèmes de santé, abandonnant graduellement de ses responsabilités à son gérant-adjoint et successeur, Jean-Jacques Caron. Ce dernier était arrivé à l'Union en 1944. Les antécédents de Jean-Jacques Caron sont similaires en certains points à ceux de son prédécesseur. Après des études commerciales dans une maison administrée par les Frères de l'Instruction Chrétienne, il était entré au service de la Sun Life, une importante entreprise torontoise d'assurance-vie. Pendant la quinzaine d'années où il y avait été en fonction, il avait obtenu un certificat de la Life Insurance Institute, un institut affilié à l'Université Queen's de Toronto⁸³. Les deux hommes ont donc été formés à l'école des grandes corporations financières. Ils partagent sensiblement la même volonté de maintenir les prérogatives régionales dans l'organisation des caisses et les mêmes convictions nationalistes et religieuses.

Pour toutes ces raisons, J.-J. Caron apparaît en quelque sorte comme l'héritier spirituel de son prédécesseur. Sous un autre éclairage toutefois, le nouveau gérant se distingue de l'ancien. D'abord, il arrive à l'Union à une époque où celle-ci, alors en plein essor, est déjà en mesure de le rémunérer sur une base permanente. Ce qui n'était pas le cas de son prédécesseur qui, en marge de ses responsabilités de gérant, entretenait un rapport direct au marché. La relation qu'entretient Caron avec l'organisation régionale tient essentiellement au salariat et aux prérogatives qui lui sont assignées en tant que cadre de direction. En conséquence, sa position et

⁸³ CCPEDQ, *Entrevue avec Jean-Jacques Caron (par P. Lacaille)*, Lévis, 28 novembre 1975, Lévis [document ronéotypé]; G. Rivard, *op.cit.*, pp. 165-166.

l'amélioration de cette dernière vont être liées directement au renforcement des appareils. Bien qu'élu par l'assemblée générale de l'Union, le nouveau gérant, contrairement à l'ancien, ne possède aucun point d'attache au sein de l'organisation locale⁸⁴.

Avec le décès de Létourneau, s'achève la période dorée des forces régionalistes au sein du mouvement, une période caractérisée par la coexistence entre les agents de la petite bourgeoisie et un groupe de cadres en formation. L'arrivée de Caron annonce une ère de transition au cours de laquelle cette coexistence va être de moins en moins tranquille. La multiplication des effectifs cadres et leur positionnement à la tête des nouvelles structures fédérales vont constituer l'une des pièces maîtresses de la réorientation du mouvement dans la décennie 60.

L'émergence d'une technostucture étagée

Si l'Union des années 1920-1955 est fortement colorée par la personnalité et les «façons de faire» de ses dirigeants, celle des années postérieures l'est davantage par le développement de ses appareils. À l'instar des autres composantes de l'organisation des caisses, l'Union régionale de Trois-Rivières et ses caisses affiliées vivent de profonds bouleversements internes au cours de la décennie 1960. Trois mouvements de fond viennent redéfinir le cadre structurel à l'intérieur duquel elles avaient évolué depuis

⁸⁴ En vertu de la constitution de l'URTR, les membres éligibles à son conseil d'administration devaient tous être des délégués en règle de ses sociétés affiliées. Cette disposition s'appliquait au titulaire du poste de secrétaire-gérant. N'étant lié à aucune caisse locale, Caron était élu en tant que délégué de l'Assurance-Vie Desjardins, laquelle était affiliée à l'URTR comme à chacune des unions régionales d'ailleurs. Caron, il faut le mentionner, siégeait au conseil d'administration de l'Assurance-Vie Desjardins depuis le décès de Létourneau.

la Deuxième Guerre: la normalisation de leurs politiques, la rationalisation de leur administration et la diversification de leurs services. De concert avec les unions, la Fédération provinciale assume un leadership de plus en plus affirmé dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement du mouvement Desjardins. Ces nouvelles stratégies sont axées sur le renforcement sans précédent des dispositifs régionaux et provincial; elles se traduisent par l'extension de leurs structures de services, l'acquisition de sociétés concurrentes et la création de nouvelles. Bref, la tendance est manifestement à la centralisation pendant cette période, un processus imposé à la fois par la complexité croissante des problèmes de logistique interne et la portée des nouveaux enjeux auxquels les caisses doivent faire face.

Ces enjeux sont de taille. À l'aube des années 1960, les marchés financiers entrent résolument à l'ère du décloisonnement. Les secteurs qui étaient traditionnellement dévolus aux caisses sont investis par leurs concurrents bancaires et les sociétés spécialisées dans le petit prêt aux particuliers. Le poids des dispositions juridiques limitant les opérations financières du mouvement des caisses pèse de plus en plus lourdement sur sa capacité de rentabiliser ses actifs⁸⁵. Les nouvelles conditions imposées aux caisses par les banques en matière de compensation des ordres de paiement et d'approvisionnement en monnaie en 1959 ont pour effet de rendre ces blocages encore plus évidents.

La conjugaison de l'ensemble de ces facteurs tend à accréditer parmi

⁸⁵ Notamment, la possibilité pour les caisses d'acquérir des actions ordinaires ou privilégiées de corporations industrielles, commerciales et financières et celle d'offrir un crédit commercial et industriel.

les dirigeants des fédérations la thèse suivant laquelle les stratégies et les politiques de développement du mouvement doivent être uniformisées et coordonnées centralement. Cette thèse, dont on peut d'ores et déjà anticiper les impacts sur la structure et les modalités d'exercice des pouvoirs, est promue par un groupe de dirigeants en particulier: les cadres. Le cas régional que nous allons examiner ici s'inscrit dans ce contexte général.

La fragmentation des services et le développement des appareils

La consolidation des infrastructures fédérales apparaît sans aucun doute comme le phénomène le plus marquant de la décennie 1960 pour le mouvement Desjardins. L'évolution de l'URTR s'inscrit dans cette tendance. Le processus n'est pas nouveau: il s'amorce dès la Deuxième Guerre et se poursuit à un rythme modéré pendant les années 1950. Toutefois, les moyens qu'elle va mettre à sa disposition au cours de la décennie suivante sont sans commune mesure avec ce qu'ils étaient dix années auparavant. Le renforcement de la structure régionale se vérifie à l'examen de ses ressources humaines, matérielles et financières. Voyons d'abord les chiffres, ensuite serons-nous à même d'en évaluer les implications.

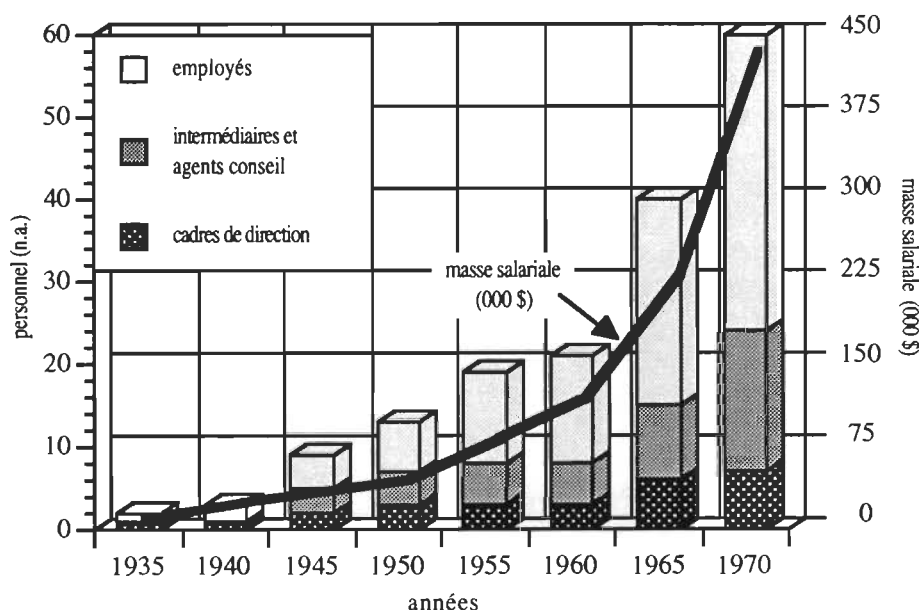
Entre 1960 et 1970, l'actif de l'Union régionale est porté du simple au double, passant de 17 à 34 millions \$⁸⁶. Ses revenus bruts, incluant les bénéfices de la caisse régionale et les contributions de ses caisses affiliées, sont multipliés par près de quatre fois. Ils étaient d'environ un demi million \$ en 1960 en comparaison à plus de deux millions \$ en 1970⁸⁷. Ces

⁸⁶ *Situation de la caisse régionale au 31 août, années financières 1960 et 1970.*

⁸⁷ *Rapport d'inspection, 16 mai 1961; URTR, État des revenus et dépenses pour l'année terminée le 31 août 1970.*

augmentations s'expliquent principalement par la croissance accélérée des actifs locaux pendant la même période. L'examen de la répartition des revenus bruts laisse entrevoir un accroissement considérable de l'importance relative de la structure régionale dans l'organisation d'ensemble du mouvement. En effet, la partie des revenus bruts consacrée à son fonctionnement est portée de 21 à 37% entre 1960 et 1970; à l'inverse, la part retournée aux caisses affiliées — sous forme d'intérêts sur leurs dépôts, de bonis et de ristournes — chute de 72 à 59%. En termes absolus, le budget de fonctionnement de l'Union atteint trois quarts de millions \$ en 1970; il n'était que d'environ 100 000 \$ dix ans auparavant⁸⁸. Ce retournement de situation tient principalement à la ponction exercée par la croissance

FIGURE 3.10
Progression du personnel et de la masse salariale annuelle
Union régionale de Trois-Rivières, 1935-1970
(nombres absolus et milliers de dollars courants)



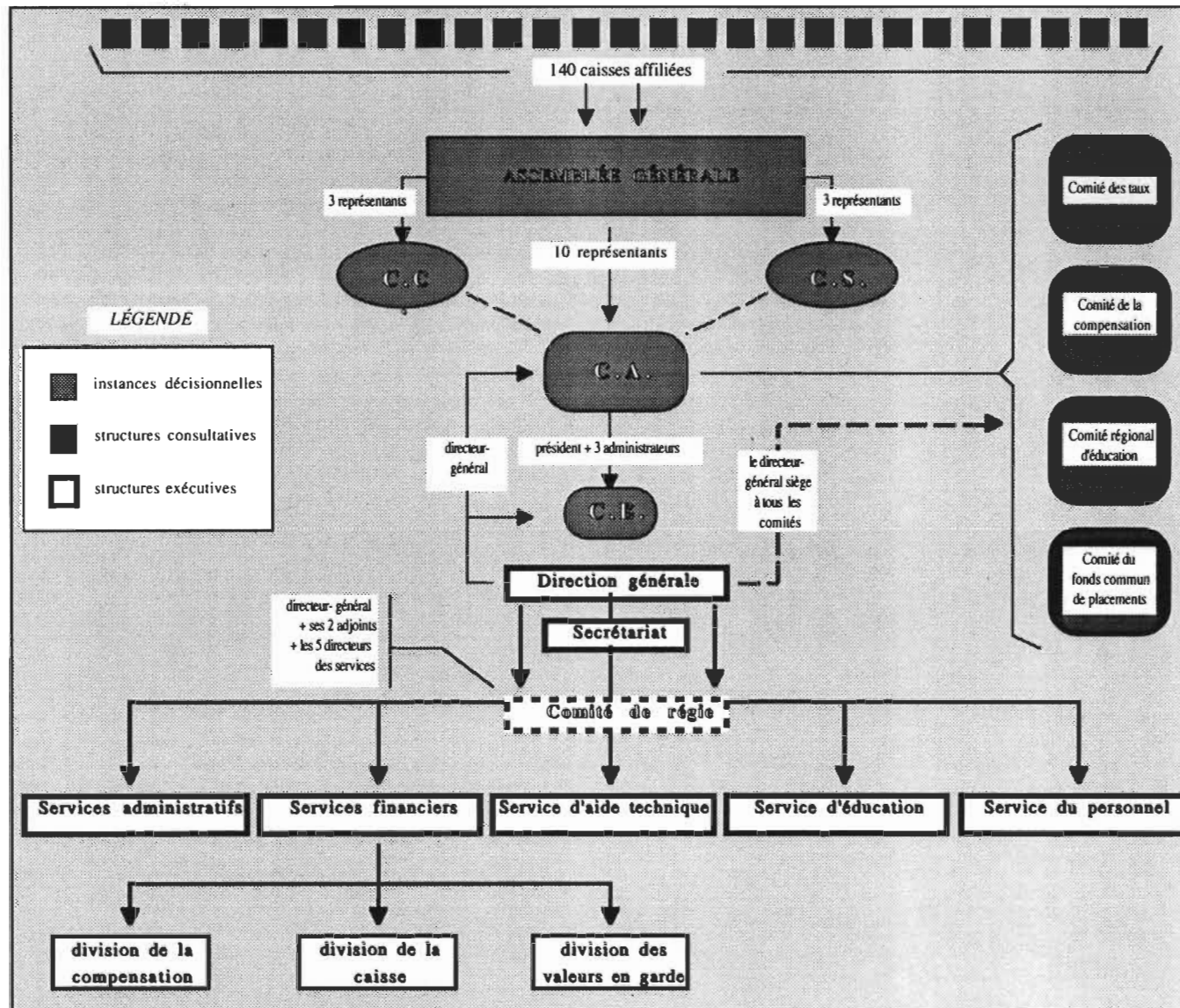
Sources: FQUR, Rapports d'inspection de l'URTR, 1933-65; URTR, Rapports annuels et procès-verbaux, 1935-70.

⁸⁸ *Ibidem.*

de son personnel. En l'espace de dix ans, le nombre total d'employés est porté du simple au triple pendant que la masse salariale est multipliée par cinq (figure 3.10). Pour loger son personnel et répondre à ses besoins d'espace grandissants, l'URTR se fait construire un spacieux immeuble. Débutés en 1967, les travaux de construction seront parachevés un an plus tard. Bref, le développement de la structure régionale est accéléré comme en font foi ces données. Il répond à deux processus distincts mais complémentaires.

À l'horizontale, il se produit un fractionnement des structures de base à partir desquelles s'était organisées les activités de l'organe régional depuis la fin de la guerre. Le processus, que l'on peut se représenter en se reportant à la figure 3.11, s'amorce au début des années 1960 avec la création du service d'éducation, résultat du sectionnement de l'ancien service d'inspection et de propagande (désormais appelé service d'aide technique). Il gagne bientôt les services financiers (anciennement le service de la compensation), auxquels vont se ramifier trois divisions internes. Quant au secrétariat général, il abandonne la plupart de ses prérogatives aux nouveaux services, notamment aux services administratifs. Au tournant des années 1970, l'URTR procède enfin à la mise sur pied de son propre service du personnel. Du côté des corps représentatifs, quatre comités consultatifs — sous le contrôle direct du conseil d'administration — sont établis. Des cadres de services, des administrateurs régionaux et des gérants locaux — nommés par le conseil d'administration régional — y siègent conjointement.

FIGURE 3.11
La structure de l'Union régionale de Trois-Rivières en 1970



Il s'agit donc d'une structure beaucoup plus étendue qu'elle ne l'était auparavant, mais en même temps nettement plus hiérarchisée. Cet état de faits se confirme par le renforcement de la direction générale, la création du comité exécutif et du comité de régie ainsi que par la multiplication des agents intermédiaires. La nouvelle structure opérationnelle repose sur trois catégories de personnel distinctes. Au bas de la hiérarchie, se trouve le groupe des employés. Ils assurent l'exécution des tâches administratives routinières sans intervenir dans les processus décisionnels. Le deuxième échelon est formé du personnel de niveau intermédiaire: chefs d'équipes ou de divisions, inspecteurs, agents d'éducation, comptables, etc. L'échelon supérieur est subdivisé entre la direction générale, laquelle entretient des relations directes avec le conseil d'administration et le comité exécutif, et la direction des services. Ce petit groupe de cadres de direction se compose du directeur-général⁸⁹, de ses deux adjoints et des directeurs de services. Ils assument à différents niveaux la gestion quotidienne des activités et des services de l'organisation régionale. Sur tous ces points, le sens de l'évolution est clair: il s'agit d'une organisation de plus en plus conforme à celle des administrations bureaucratiques, c'est-à-dire d'une organisation plus procédurière à l'intérieur de laquelle sont enchâssés les places et les attributs des divers agents. L'on pourrait insister longuement sur les caractéristiques intrinsèques de chacune des nouvelles structures, mais là n'est pas l'intérêt. L'intérêt de ce processus de restructuration doit être situé plus largement, c'est-à-dire dans la dynamique de fonctionnement qui tend dès lors à se substituer à l'ancienne.

⁸⁹ Dans le cadre de cette restructuration, le gérant devient directeur-général. Cette nouvelle nomination ne change toutefois pas son statut d'administrateur. Le directeur-général continue en effet de siéger au conseil d'administration avec droit de vote. Il est également membre du nouveau comité exécutif.

Centré sur le double statut du gérant régional, l'ancien dispositif se caractérisait par la relation hybride qu'entretenaient les administrateurs élus et le petit groupe de cadres regroupés au secrétariat général. Il réalisait ainsi un type particulier d'articulation entre la représentation des intérêts locaux et la légitimation des politiques régionales, et entre le pouvoir de décision et le pouvoir d'exécution. Les transformations structurelles dont l'URTR est à la fois l'acteur et le théâtre au cours des années 1960 se caractérisent par la multiplication et la spécialisation des agents rattachés aux fonctions intermédiaires. Elles introduisent au moins deux ruptures par rapport à l'ancien dispositif. Elles érodent la capacité d'intervention des forces locales du mouvement dans la définition des politiques régionales. Elles favorisent, d'autre part, un relâchement des mécanismes qui liaient formellement les administrateurs élus de l'URTR avec le déroulement quotidien de ses activités. Cette double rupture n'affecte toutefois pas le statut particulier du gérant régional (devenu directeur-général); au bout du compte, les prérogatives qu'il exerce à la jointure de la décision et de l'exécution, du politique et de l'administratif, s'en trouvent reconfirmées. Par contre, les enjeux autour de la centralisation sont réactualisés à la lumière des nouveaux acteurs du mouvement.

Les nouvelles structures ne sont donc pas neutres, pas plus qu'elles ne sont extérieures aux agents. Elles sont à l'image du pouvoir grandissant exercé par les cadres et les nouveaux spécialistes à l'emploi des entités fédérales au cours des années 1960. Il faut maintenant examiner la logique d'action de ces agents. Celle-ci n'est compréhensible qu'à travers l'examen de leur mode de cohésion, de leurs représentations et de leurs échanges avec l'environnement.

La montée des spécialistes

On ne peut saisir l'affirmation de cette nouvelle catégorie de dirigeants à la tête des structures de l'URTR, sans référer au pouvoir grandissant qu'ils exercent à la grandeur du mouvement, c'est-à-dire dans les maillages administratifs des autres unions régionales, de la FQUR et bientôt de leurs sociétés affiliées. C'est que la genèse, le mode de cohésion et les pratiques des agents de cette technostructure s'inscrivent dans une mouvance dont la logique déborde largement l'organisation régionale. En effet, la montée de ces agents au sein des divers appareils du dispositif régional au cours de la décennie 1960 est à la fois une réponse spécifique aux initiatives de la Fédération provinciale et la poursuite de sa volonté d'encadrer plus étroitement les activités de ses caisses affiliées. Elle favorise le renouvellement de la structure de pouvoir du mouvement.

Cette nouvelle structure de pouvoir, que nous désignons sous le vocable de *technostructure étagée*, est de plus en plus complexe et ce, à tous les niveaux de l'organisation du mouvement: au sein des caisses les plus développées, des entités fédérales et de leurs sociétés affiliées. Elle se caractérise en outre par un élargissement de l'espace occupé par les agents intermédiaires. Ces nouveaux agents possèdent certains dénominateurs communs. À la différence de la plupart de leurs prédécesseurs, ils sont détenteurs, le plus souvent, d'un savoir spécialisé ou de compétences sanctionnés par un diplôme universitaire. Leur cohésion tient essentiellement à un facteur, mais il est fondamental: œuvrant au sein des appareils, ils défendent et promeuvent d'abord leur efficacité. Au cours des années 1960, ces nouveaux agents, que nous nommerons indistinctement spécialis-

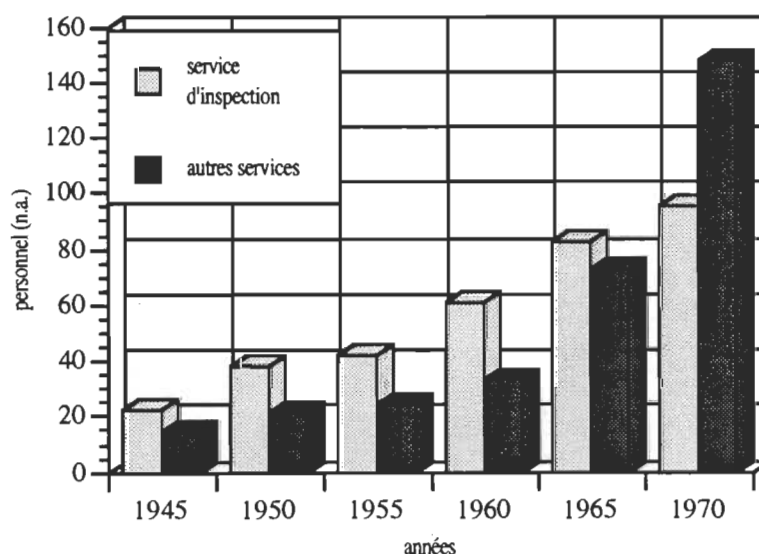
tes ou experts, investissent les divers postes de pouvoir et de responsabilités des entités fédérales du mouvement des caisses. Ils participent, à différents degrés et selon diverses modalités, à l'introduction puis à la diffusion de la nouvelle idéologie «manageriale».

Deux groupes de «professionnels» cohabitent aux différents niveaux de l'organisation du mouvement à compter de la Deuxième Guerre. Le premier est formé des gérants de caisses et d'unions régionales. Après de nombreuses années passées à militer sur une base faiblement rémunérée et plus ou moins permanente, les gérants tendent — graduellement et à des rythmes divers — à se professionnaliser. Loin de les éloigner des instances de représentation, ce processus, nous l'avons vu, a plutôt eu tendance à y accroître leur visibilité. Parce qu'ils arrivent au mouvement plus tardivement, parce qu'ils le font souvent à travers d'autres filières de recrutement et *surtout* parce qu'ils ne sont pas élus, les effectifs de la seconde cohorte de professionnels forment un groupe distinct des titulaires de la gérance. Jusqu'à la fin des années 1950, ils jouent un rôle plutôt effacé, laissant le devant de la scène aux gérants. Trois facteurs vont les amener progressivement à assumer un rôle de premier plan dans la dynamique d'ensemble du mouvement: leur nombre, leur expertise et leurs appuis.

La croissance de leurs effectifs s'est effectuée en deux vagues successives. Au cours des décennies 1940 et 1950, elle est régulière, modérée et se caractérise par le profil relativement homogène des nouveaux arrivants. C'est que les lieux propices à leur recrutement restent encore passablement limités: le service d'inspection de la FQUR, ceux des dix unions régionales et, à un moindre niveau, la Société d'assurance des caisses popu-

lares et l'Assurance-Vie Desjardins en constituent les principales structures d'accueil. La plupart des arrivants de cette période bénéficient d'une formation en comptabilité, et nombre d'entre eux sont recrutés parmi le personnel des institutions financières concurrentes. Vers le début des années 1960 cependant, les contingents de nouvelles recrues se font de plus en plus imposants. La figure 3.12 donne une certaine idée de l'accélération du rythme d'accroissement du personnel de la FQUR. On constate qu'avant 1960, la croissance des emplois est pratiquement reliée aux seuls effectifs du service d'inspection alors que la situation inverse prévaut au cours des années suivantes. Cette inversion s'explique par l'expansion de la structure de services de la FQUR. Ainsi, au Service d'inspection et au Bureau s'ajoutent les services techniques, le personnel et l'éducation pendant la première moitié de la décennie. Suivent plus tard les services administratifs, la recherche, l'information & la publicité, les placements, et

FIGURE 3.12
Progression du personnel de la FQUR, 1945-1970
(nombres absolus)



Sources: FQUR, Rapports annuels du Service d'inspection et procès-verbaux des assemblées générales annuelles, 1935-70.

enfin, l'informatique⁹⁰. Pour se faire une idée plus sensible de l'effet d'envahissement provoquée par cette affluence subite de personnel au sein du mouvement, il faudrait ajouter aux effectifs directement rattachés à la FQUR, ceux des deux sociétés d'assurances dont nous avons déjà fait état, de La Sauvegarde (1962), de La Sécurité, de la Fiducie du Québec et enfin de l'Institut coopératif Desjardins (1963). L'ensemble de ces services et de ces sociétés constituent autant de lieux propices au recrutement et à l'affirmation des nouveaux spécialistes.

À la différence de leurs aînés qui misent sur une expérience pratique de longue date et, dans nombre de cas, sur un militantisme éprouvé, les nouveaux arrivants comptent davantage sur le fait qu'ils sont généralement plus scolarisés. C'est sur la base de leurs compétences particulières qu'ils sont embauchés et, à ce titre, leur avancement et leur trajectoire professionnelle tiennent à des considérations extérieures à la logique coopérative. Ces nouvelles compétences arrivent au mouvement en empruntant une filière dont l'importance s'accroît sans cesse avec les années: l'université. Elles y sont même recrutées de façon systématique à travers des tournées organisées par les services en demande de personnel ou encore à travers la procédure élaborée par le service du personnel⁹¹. Les nouveaux cadres de service sont non seulement plus scolarisés mais ils sont aussi de formations

⁹⁰ Jusqu'au début des années 1960, la structure d'organisation de la FQUR ne repose que sur l'existence de deux services: le Service d'inspection et le Bureau. En 1962, la FQUR confie le soin de préparer la restructuration de ses services au département de relations industrielles de l'Université Laval (FQUR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 3 septembre 1962, 29 septembre 1962, 27 février 1963). Les relations entre les deux institutions sont allées en s'intensifiant tout au long de la décennie.

⁹¹ FQUR, «Rapport annuel du Service du personnel», annexe au *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 9 mars 1966; «Rapport annuel du Service d'inspection», annexe au *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 12 mars 1968.

plus diversifiées: aux comptables qui continuent d'être embauchés en grand nombre, s'ajoutent bientôt des diplômés des relations industrielles, des spécialistes de la publicité, du marketing, de la gestion d'entreprises, de la finance et, à un moindre niveau, des animateurs sociaux, des sociologues et des experts en pédagogie. En somme, l'on assiste au cours de ces années au développement d'une véritable technocratie.

Forts de leur nombre et de leur niveau de formation, les nouveaux spécialistes du mouvement ne tardent pas à y devenir une force de premier plan. En fait, quelques dix ans leur suffisent pour asseoir solidement leur emprise. Ils le font d'abord en investissant les postes de commande des différents services mis en place par la Fédération provinciale, les unions régionales et les sociétés affiliées. Ils le font également à titre d'experts ou dans l'exercice des fonctions «conseil», comme on dit dans le jargon des grandes entreprises. De plus en plus, les dirigeants font appel à leur expertise avant d'arrêter leurs décisions et leurs politiques, qu'il s'agisse des relations de travail, de l'opportunité d'offrir un nouveau service, de formation du personnel, etc. Bref, ils occupent une place centrale dans l'élaboration et la mise en œuvre des nouvelles politiques du mouvement. La facilité et surtout la rapidité avec laquelle ces nouveaux agents vont parvenir à s'imposer à l'organisation peuvent paraître étonnantes. Il faut dire que leur arrivée coïncide avec une profonde remise en question des politiques du mouvement. Cette mise à jour recueillait de nombreux appuis, notamment chez les jeunes gérants de caisse qui critiquaient depuis longtemps des politiques qu'ils estimaient dépassées⁹². À ces appuis de la base, il faut ajouter ceux qu'ils reçoivent de la part des cadres de vieille

⁹² Ces questions seront abordées dans le prochain chapitre.

souche. La réforme du mouvement leur ouvre plusieurs opportunités d'avancement⁹³.

Évidemment, les nouveaux arrivants ne se retrouvent pas tous dans des postes de pouvoir. Plusieurs d'entre eux occupent et continuent d'occuper des fonctions intermédiaires. Quant à la majorité du nouveau personnel, elle demeure exclue des circuits décisionnels. Autrement dit, les clivages sociaux et professionnels perdurent; ils ont même tendance à s'institutionnaliser avec la hiérarchisation des rapports de travail. Les clivages sexuels également, les femmes étant massivement confinées à la réalisation des tâches subalternes et rattachées aux postes de travail les moins bien rémunérés. Inversement, tout le pouvoir ne tombe pas aux nouveaux cadres dès qu'ils prennent la direction d'un service. Ce pouvoir, ils doivent en effet constamment le négocier avec la direction générale et le conseil d'administration.

Il reste que ces agents d'encadrement prennent une part de plus en plus active à la direction du mouvement. C'est à eux désormais, et de plus en plus à eux, qu'il incombe de définir les contenus des politiques, des normes de fonctionnement et des stratégies de développement du mouvement des caisses. C'est encore à eux qu'il revient d'en assurer la mise en œuvre et ce, du haut de l'organisation jusqu'à la base, en passant par les unions régionales.

⁹³ La nécessité de recourir à de plus en plus de «techniciens compétents», comme on les appelle à l'époque, et le problème du «manque de personnel» reviennent inlassablement dans les rapports annuels présentés par le directeur du Service d'inspection de la FQUR. FQUR, «Rapports annuels du Service d'inspection», en annexe des *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles*, 27 mai 1947, 15 mai 1952, 7 mai 1958.

La diffusion d'une nouvelle rationalité

Lorsque les nouveaux spécialistes arrivent au mouvement, ils le font dans un contexte bien précis: l'on s'attend à ce qu'ils réorganisent les anciens services, en établissent de nouveaux, en uniformisent les structures et définissent de nouvelles normes de fonctionnement de façon à favoriser la cohésion des caisses, des unions et de la Fédération provinciale. Cette «mission» générale que l'on désigne déjà sous le vocable de «rationalisation», ils vont s'employer à l'accomplir en mettant à profit leurs «savoir faire», leurs «façons de dire» et aussi leurs «façons d'être». Les spécialités universitaires à l'intérieur desquelles sont formés les nouveaux arrivants, présentent certaines similitudes importantes: elles doivent beaucoup à l'importation des valeurs, des technologies sociales et des méthodes de gestion développées dans le rayon d'influence du *management* américain. L'introduction de cette rationalité plus *manageriale*, plus technocratique également, se traduit bientôt par une véritable révolution du discours que le mouvement tient sur lui-même, sur ses pratiques et sur son identité. Parce qu'il est diffusé à partir du sommet des appareils dans le cadre d'interventions à grande échelle, et parce qu'il est véhiculé par de nouveaux agents, ce discours introduit un déplacement de perspectives fondamental dans les références symboliques du mouvement.

Nous n'évoquerons pas en détail ici l'ensemble des nouvelles représentations qui se font jour avec la montée des experts au cours des années 1960. Une telle entreprise exigerait des efforts démesurés et nous éloignerait par ailleurs de la ligne de conduite qui a orienté notre démarche jusqu'à maintenant. Cela dit, un survol de la littérature produite par le

mouvement pendant cette période laisse tout de même entrevoir des ruptures, des glissements de sens qui nous apparaissent significatifs et sur lesquels nous allons devoir insister.

L'une des ruptures les plus fondamentales introduites dans le nouveau discours tient à ses références territoriales. Désormais, les problèmes relatifs à la croissance des caisses vont être définis dans une perspective beaucoup plus globale qu'ils ne l'étaient auparavant; la paroisse n'occupe plus dans ce discours qu'une place marginale et les références à la doctrine fondatrice se font nettement moins insistantes⁹⁴. La nouvelle doctrine, celle avec laquelle il faut désormais composer, elle s'élabore au jour le jour en regard des forces du marché, des tendances anticipées de son évolution et du jeu de la concurrence. Bien sûr, l'ancien discours était tout aussi sensible à la réalité du marché, mais cette sensibilité n'était pas encore articulée à de véritables stratégies de croissance à grande échelle. Chaque paroisse était en quelque sorte un monde en soi, voire un marché de taille réduite qui, en principe, devait suffire à la croissance de chacune des caisses⁹⁵. Dans la perspective de ces économies à petite échelle, les rapports entre les caisses et les banques n'étaient pas pensés en termes de concurrence, mais plutôt en termes de «complémentarité», selon une sorte de pacte implicite suivant lequel le petit prêt et la petite épargne allaient

⁹⁴ Dans la réédition de 1960 du manuel de comptabilité et d'instruction publié à l'intention des gérants de caisse, toutes les références à la doctrine sont éliminées. Le manuel ne contient plus que les seules informations à caractère technique. FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 17 mai 1960.

⁹⁵ Dans cette optique, la cohésion de l'ensemble des caisses se trouvait assurée tant que chacune d'entre elles s'en tenait strictement à son aire d'activité: «Chacune doit, de toute nécessité, avoir une juridiction définie et distincte. L'extension d'une Caisse établie doit toujours arrêter l'extension d'une autre Caisse voisine», opposait C. Vaillancourt aux gérants qui réclamaient des assouplissements à la juridiction territoriale de leurs activités. FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 24 mai 1955.

aux premières tandis que le crédit aux entreprises et la gestion des gros portefeuilles de valeurs étaient réservés aux secondes⁹⁶. Dans le discours formulé par les nouveaux spécialistes, la réalité du marché tient lieu de référence fondamentale. Il s'agit non plus d'un marché local mais «national», dynamisé par la concurrence à grande échelle. Cette extension du cadre de référence, on l'aura compris, commande des politiques et des stratégies de développement concertées de la part de l'ensemble des caisses. Elle appelle donc un rôle plus actif et des interventions plus musclées, plus structurantes de la part des entités fédérales du mouvement.

Dans la problématique qui tend dès lors à prédominer, il faut amener les caisses à «s'adapter aux méthodes modernes» de la gestion⁹⁷, «faire évoluer leurs techniques administratives afin de devenir plus efficaces vis-à-vis une concurrence de plus en plus sophistiquée»⁹⁸, les «doter de services efficaces à coûts compétitifs»⁹⁹, accroître «l'efficacité technique de leur gestion et de leurs opérations»¹⁰⁰, «établir et appliquer des normes rationnelles dans les domaines des placements, de l'analyse financière et des méthodes comptables»¹⁰¹, «rentabiliser leurs opérations»¹⁰², etc. Il faut également «uniformiser les politiques d'intérêts pratiquées par les

⁹⁶ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 juin 1936; FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 16 décembre 1958.

⁹⁷ FQUR, «Rapport annuel du directeur-général», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 16 juillet 1963.

⁹⁸ FQUR, «Rapport annuel des Services techniques» *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 11 mars 1969.

⁹⁹ FQUR, «Rapport annuel du Service du bureau», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 9 mars 1966.

¹⁰⁰ FQUR, «Rapport du Service d'éducation» *Ibidem*.

¹⁰¹ FQUR, «Rapport annuel du Service de la recherche, de la documentation et de la statistique», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 12 mars 1968.

¹⁰² URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 13 novembre 1968.

caisses locales», les «ajuster aux taux offerts par les concurrents» et abandonner «cette attitude de faiblesse qu'est la tolérance de politiques d'intérêts contradictoires»¹⁰³. Il faut enfin «rationaliser leur politique de prêt et d'investissement» sans oublier la «gestion du personnel»¹⁰⁴. Efficacité, rentabilité et uniformité: tels sont les principaux créneaux du discours et des stratégies *manageriales* qui s'imposent avec la montée des spécialistes et des cadres de services.

Face à «la pression subie par l'ensemble des Caisses qui se débattent avec des contraintes de plus en plus fortes offertes par la compétition», le programme proposé par les cadres de service et les conseillers de divers niveaux prend une coloration de plus en plus technocratique¹⁰⁵. Sa réalisation, il va sans dire, passe par des «études communes et des solutions globales»; elle implique, précise-t-on, que les «politiques soient inspirées et coordonnées par la FQUR, en laissant aux unions régionales le soin d'en faire l'adaptation selon les besoins et les circonstances»¹⁰⁶. Mais elle exige surtout, dit-on, que des «spécialistes émanant de toutes les disciplines soient mis au service des caisses»¹⁰⁷. C'est à ces experts qu'il incombe désormais de «chercher les innovations appropriées pour répondre aux nouveaux besoins des membres»¹⁰⁸.

¹⁰³ *Ibidem*.

¹⁰⁴ FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 14 mars 1967.

¹⁰⁵ FQUR, «Rapport des Services administratifs», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 11 mars 1969.

¹⁰⁶ FQUR, Procès-verbaux du conseil d'administration, 24 mai 1962 et 9 septembre 1965.

¹⁰⁷ FQUR, «Rapport des services administratifs», *op. cit.*

¹⁰⁸ FQUR, «Rapport du service de la recherche, de la documentation et de la statistique», *op. cit.*

À travers le triomphe de cette nouvelle problématique de la croissance, il se produit donc un glissement de sens à plusieurs niveaux dans le discours que tient le mouvement sur son identité et sur sa finalité. Ces glissements vont de l'association coopérative à l'entreprise, de la paroisse à la «communauté québécoise», des classes laborieuses aux membres isolés et bientôt aux clientèles, du dévouement des élites aux compétences des experts, de la coopération à la compétition, etc. La propagande, qui était pensée originellement en fonction d'une stratégie de fondation de caisses et d'un recrutement d'épargnants, lorgne bientôt du côté de la publicité et du marketing, où la promotion des services tend à prédominer sur l'association de personnes. Le contraste est pour le moins prononcé avec l'ancien discours qui entretenait une certaine pudeur avec l'idée d'établir des parallèles entre le fonctionnement des caisses et celui des entreprises. Dans l'esprit des anciens dirigeants, les deux formes institutionnelles étaient même opposées: dire d'une caisse qu'elle «se comporte comme une entreprise», qu'elle est «administrée comme une banque», qu'elle est dirigée en fonction de l'«appât du gain» et des «gros bénéfices» revêt une connotation nettement péjorative à l'époque¹⁰⁹. Le nouveau discours affirme, au contraire, que les caisses sont des entreprises et que, par conséquent, elles doivent être gérées comme telles, c'est-à-dire en fonction des principes de rentabilité, de concurrence et d'efficacité. Ce phénomène est perceptible non seulement dans les rapports préparés par les cadres et les spécialistes des nouveaux services, mais il gagne bientôt les thématiques des congrès annuels, les allocutions des élus et le contenu de la *Revue Desjardins*.

¹⁰⁹ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 2 février 1940, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 13 mai 1945, 24 avril 1956 et 7 mai 1958; URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 14 octobre 1952.

Bien sûr, cette nouvelle rationalité ne se substitue pas à l'ancienne du jour au lendemain. Pas plus qu'elle n'élimine les références au catholicisme, à la «doctrine» fondatrice et aux «principes» de la démocratie coopérative. En réalité, l'ancien et le nouveau coexistent pendant l'ensemble de la décennie mais, avec les années, la prédominance de la nouvelle rationalité devient de plus en plus nette¹¹⁰. Cette coexistence est parfois difficile, voire conflictuelle. En effet, les dirigeants de la base ne se contentent pas d'accueillir passivement les réformes proposées à partir du haut de l'organisation, à plus forte raison lorsque leur marge d'autonomie s'en trouve amoindrie. Il faut donc conquérir et mobiliser les esprits à l'idée des réformes. Ce processus va consister à réactualiser la problématique de la démocratie coopérative. Il se réalisera dans le cadre d'une idéologie bien particulière: celle de la participation.

¹¹⁰ En 1968, pour donner un exemple parmi d'autres, C. Vaillancourt signait un éditorial dans lequel il invitait les dirigeants des caisses à renouer avec le *Catéchisme des Caisses populaires*, une brochure de vulgarisation rédigée par l'abbé Grondin dont la première édition remontait à 1910. C. Vaillancourt, «Un livre de chevet intéressant pour les dirigeants des caisses populaires», *Revue Desjardins*, 34, 8-9 (août-septembre 1968).

De la participation

«Nous sommes actuellement dominés par nos enfants...»¹¹¹

*Josaphat-N. Gervais,
administrateur de l'URTR, 1964.*

«Nous sommes très conscients que si nous ne prenons garde, il s'établira un fossé entre la formation des gérants et celle donnée aux administrateurs.»¹¹²

*Irenée Bonnier,
directeur du service d'éducation provincial, 1969.*

La montée des spécialistes dans les structures de pouvoir de niveau régional et provincial au sein du mouvement Desjardins n'est pas le simple résultat d'une fatalité économique ou technique. Elle a réclamé la mise en œuvre de multiples stratégies sociales de mobilisation et de remise en question et ce, à tous les niveaux de l'organisation. Les réformes des années 1960 ont été introduites sous le couvert de la démocratisation d'une organisation considérée par certains comme élitiste et conservatrice.

Le terrain était particulièrement propice à une telle remise en question. Au tournant des années 1960, l'ancienne élite — celle qui avait fondé les établissements — est encore bien active à la tête des trois conseils des caisses locales. Elle avait réussi à y perpétuer son influence en recourant de façon systématique aux pratiques de cooptation. Dans nombre de cas, la durée en poste de ces élus ne se calculait pas en termes d'années mais bien de décennies. Le même phénomène s'observe à l'URTR où, en 1960, les élus étaient en poste depuis 17 ans en moyenne. À tous les niveaux de

¹¹¹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 29 janvier 1964.

¹¹² FQUR, «Rapport annuel du service d'éducation», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 11 mars 1969.

l'organisation, les places pour de nouveaux et plus jeunes candidats s'offraient au compte-gouttes, et le pouvoir exercé par les «anciens» semblait devoir s'éterniser. Sous une apparente stabilité, les années 1950 avaient d'ailleurs été marquées par un intense brassage d'idées. Animé par un groupe de jeunes gérants postés à la tête des plus gros établissements, le mouvement des caisses millionnaires avait débouché sur l'organisation d'une véritable opposition parallèle au pouvoir exercé par les leaders des unions et de la FQUR¹¹³. En somme, la distance qui existe *de facto* entre représentants et représentés va créer des conditions particulièrement favorables au déploiement des nouvelles initiatives.

Nous connaissons déjà le rôle de premier plan qu'ont assumé les nouveaux spécialistes dans la réorientation du mouvement. Comment sont-ils parvenus à imposer leur projet et leurs «façons de faire» en l'espace de si peu de temps? Et comment ont-ils pu le faire avec autant d'éclat? En mobilisant les élus bénévoles, les gérants, les cadres et le personnel des caisses et des unions dans un vaste mouvement de participation dont l'idée maîtresse est de «former un personnel et des dirigeants compétents» ou, en d'autres termes, de rendre «experts» ceux qui ne le sont pas¹¹⁴. Mais la participation, comme l'ont bien illustré les travaux de Jacques T. Godbout,

¹¹³ En 1960, ils avaient même réussi à faire bloquer la passation d'un premier projet de refonte de la Loi des syndicats coopératifs à l'Assemblée nationale. Nous renvoyons le lecteur au chapitre 2.

¹¹⁴ Ce mouvement d'idées était appuyé par des séries d'articles valorisant le rôle du personnel et des cadres du mouvement. En voici quelques titres, parmi d'autres, parus dans la *Revue Desjardins*: P. O'Neil, «Une tâche urgente: former des chefs d'entreprise», 26, 6-7 (juin-juillet 1960); J. Tainturier, «Le rôle de l'homme dans l'entreprise», W.M. J. Platt, «La formation des cadres», G. Jobin, «L'administration du personnel», 34, 1-2 (janvier-février 1968); S. Parent, «Notre personnel représente la caisse», 34, 3 (mars 1968).

n'est pas à proprement parler un complément à la démocratie¹¹⁵. Elle peut même s'en révéler le substitut, ou constituer une manière pour les dirigeants — notamment, ceux qui n'ont pas accès au jeu démocratique — d'atteindre directement les acteurs de la base de l'organisation en passant outre les mécanismes démocratiques.

Les services d'éducation de la FQUR et des unions régionales ainsi que l'Institut coopératif Desjardins (ICD) ont été les principaux instigateurs de cette expérience de participation. Rappelons d'abord que les services d'éducation de la FQUR et de l'URTR sont créés de façon simultanée durant la seconde moitié de l'année 1962¹¹⁶. Leur création fait suite à des initiatives des unions régionales qui, au cours de l'année précédente, avaient procédé à la mise sur pied de comités régionaux d'éducation et de propagande. À l'origine, le mandat de ces comités consultatifs était de se pencher sur les moyens de favoriser la participation à la base du mouvement en supportant les caisses dans la préparation de leurs assemblées générales et en stimulant l'organisation des caisses scolaires¹¹⁷. Depuis 1960 d'ailleurs, l'Union régionale de Trois-Rivières avait embauché un propagandiste dont le travail consistait précisément à la réalisation de ces tâches¹¹⁸. Avec la formation des services d'éducation et de l'ICD, les

¹¹⁵ Dans l'ouvrage suivant notamment: *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1983, 190 p. Nous avons nous-mêmes abordé ces questions dans une étude antérieure consacrée à la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie: Y. Rousseau, *Vie associative et rapports sociaux: le cas de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, 1934-1975*, Trois-Rivières, M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, pp. 81-101.

¹¹⁶ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 3 septembre 1962; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 11 octobre 1962.

¹¹⁷ FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 16 mai 1961; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 26 octobre 1961.

¹¹⁸ Il s'agit de Louis-Georges Gervais, un jeune diplômé des sciences sociales de l'Université Laval. URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 18 août 1960.

spécialistes de l'animation, de la pédagogie et des sciences sociales vont assumer des responsabilités de plus en plus importantes dans le mouvement de participation. Non seulement en deviennent-ils les principaux animateurs, mais ses objectifs et ses «clientèles» cibles s'en trouvent profondément modifiés. Du projet initial qui était centré sur l'idée d'«éduquer» et de «faire participer» les sociétaires, l'on glisse rapidement vers le thème de la formation des dirigeants; bien entendu, il s'agira surtout des gérants et du personnel cadre des caisses et des unions, mais aussi de leurs administrateurs, commissaires de crédit et conseillers de surveillance.

C'est dans le rayonnement des activités de ce mouvement de participation que se sont élaborées et diffusées le plus souvent les nouvelles problématiques de croissance dont nous avons déjà fait état précédemment. Qu'il s'agisse de stratégie de publicité, de politique de gestion et de formation du personnel, de l'idée de rentabiliser les caisses ou d'en rationaliser le fonctionnement, ces nouvelles problématiques ont toutes eu quelque chose à voir, à un moment ou à un autre, avec les services d'éducation régionaux et provinciaux¹¹⁹. À la limite, une analyse plus approfondie nous amènerait probablement à réaliser que plusieurs des services, des «divisions de services» et des «sous-divisions de division de services» — bref, de tout ce qui va servir de support à la consolidation de la technostructure — ont été étroitement associés au mouvement lancé par les services d'éducation. Qu'on pense seulement au service du personnel, à celui de l'information et de la publicité, au marketing et même à l'informatique¹²⁰.

¹¹⁹ Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les rapports et les programmes d'activités du service d'éducation provincial et de celui de l'URTR.

¹²⁰ FQUR, «Rapport annuel du service d'éducation», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 10 mars 1970; URTR, *Rapport sur les activités en éducation*, 1970.

Le mouvement de participation des années 1960 apparaît comme une vaste entreprise de mobilisation des différents intervenants du mouvement. Sa finalité est double: il s'agit, d'une part, de préparer les esprits à l'acceptation de structures plus centralisées et, d'autre part, de les persuader du bien-fondé des politiques de développement manageriales et technocratiques.

Ce sera donc le rôle des sociologues, des animateurs sociaux et des spécialistes de la pédagogie d'organiser cette vaste mobilisation interne. Ce sera également leur rôle d'assigner une nouvelle légitimité aux politiques de développement plus centralisées des pouvoirs fédéraux. N'ayant pas accès aux filières traditionnelles de représentation, ces professionnels de l'animation s'appuient sur des mécanismes parallèles à celles-ci. Ils le font d'abord en créant de nouvelles structures de regroupement des caisses. C'est ainsi qu'ont été institués les «secteurs» pendant la première moitié des années 1960¹²¹. Il s'agit de structures de participation locales établies à partir d'un découpage territorial des régions. En vertu de ce découpage, les caisses affiliées à l'URTR ont été regroupées en 14 secteurs selon leur appartenance à l'un ou l'autre des pôles d'attraction de la vie économique régionale. Chaque secteur est représenté par un responsable choisi parmi les gérants des caisses qui leur sont rattachées. Nommés par le conseil d'administration régional, ces responsables siègent d'office au conseil régional d'éducation. Ces mécanismes de consultation, auxquels va s'ajouter une série de nouveaux comités avec les années, ne disposent d'aucun pouvoir de décision. Ils remplissent toutefois une triple fonction. Ils servent d'abord à légitimer les politiques plus centralisées défendues par la

¹²¹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 21 novembre 1963.

direction générale et les cadres de services des entités fédérales du mouvement. Ils constituent également un exutoire aux pressions exercées par les jeunes gérants professionnels qui, tout en se faisant plus nombreux, ne parviennent que difficilement à percer l'écran opaque que semblent former leurs aînés à la tête des instances décisionnelles. Et, enfin, ils institutionnalisent en quelque sorte la procédure de cooptation dans le renouvellement des élus régionaux. En effet, nombre des gérants qui ont été actifs au conseil régional d'éducation au cours des années 1960 vont occuper des positions de pouvoir à l'Union régionale et à la Fédération provinciale dans la décennie suivante¹²².

L'introduction de ces structures et des réformes qui les accompagnent, il va sans dire, ne va pas sans occasionner des frictions et les nouveaux pouvoirs exercés par les agents de la technostructure ne sont pas absolus. En effet, les agents qui avaient le plus à perdre avec la restructuration, c'est-à-dire les gérants locaux, ne se sont pas contentés d'accueillir passivement les nouvelles politiques venues du «haut» de l'organisation. À plusieurs reprises notamment, ils ont réussi à faire échec à des décisions qui remettaient en cause leur statut d'élu et introduisaient des contrôles de la part des corps fédéraux sur leur embauche et la fixation de leurs conditions de travail¹²³. Leur adoption aurait eu pour effet de réduire le

¹²² Au début des années 1970, Henri-Paul Trudel, anciennement gérant de la Caisse Saint-Adelphe et engagé plus tard au service de l'éducation régional, succède à Jean-Jacques Caron comme directeur général de l'URTR. J.-R. Bellemare, gérant de la Caisse de Louiseville, remplace Gérard Rivard à la présidence de l'Union. Les deux individus occuperont également des postes importants dans les instances provinciales. Tout deux avaient été particulièrement actifs au sein du comité régional d'éducation au cours des années 1960.

¹²³ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 27 février 1960, 3 septembre 1962 et 19 mars 1969; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 17 mars 1960.

poids politique des gérants et ceci, non seulement dans les caisses locales, mais à l'échelle de l'ensemble du mouvement. Un certain courant d'opinion parmi les élus bénévoles des caisses était d'ailleurs favorable à ce qu'on interdise aux gérants d'être élus aux conseils d'administration des caisses¹²⁴. À d'autres occasions, des tensions parfois vives ont opposé les cadres de service aux élus, les seconds dénonçant les attitudes autoritaires «d'un certain groupe de techniciens» qui, au nom de la centralisation, «semblent oublier qu'il y a un conseil d'administration à la tête de chaque union régionale et de chaque caisse populaire, et qu'il appartient à ce conseil de prendre les décisions»¹²⁵.

¹²⁴ FQUR, *Entrevue avec Monsieur Frédéric Poliquin (par Paul Lacaille)*, Lévis 1976.

¹²⁵ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 20 juin 1967 et 11 décembre 1968.

Chapitre 4

LES STRATÉGIES ET LES POLITIQUES FINANCIÈRES

Au cours des quelque six décennies qui circonscrivent cette étude, les caisses de la région ont constitué des intermédiaires de premier plan dans la mise en circulation des millions et bientôt des dizaines de millions de dollars qui leur étaient confiés chaque année sous forme de dépôts par leurs sociétaires. L'épargne ainsi accumulée leur a permis d'effectuer annuellement des milliers de prêts à leurs sociétaires sans compter les avances de fonds qu'elles consentaient aux corporations et aux divers niveaux de gouvernement sous forme de placements obligataires. Les sommes réengagées dans ces circuits de financement se sont rapidement chiffrées à des dizaines de millions de dollars et leur volume annuel, il va sans dire, s'est accru de façon exponentielle depuis la Deuxième Guerre. À l'ampleur des capitaux administrés par les caisses, l'on conçoit aisément l'importance des enjeux qui se jouent autour de leurs politiques en matière d'épargne et de crédit.

Situées dans un environnement défini comme un marché et un lieu de concurrence parfois vive entre les institutions financières, les caisses

sont appelées à se donner des politiques cadres et à mettre en œuvre des stratégies afin de recruter de nouvelles clientèles, de s'attirer leurs dépôts, d'effectuer des prêts et de rentabiliser leurs opérations. Du strict point de vue de leurs opérations courantes sur le marché, les activités des caisses et des banques présentent de nombreuses similitudes. Mais le marché n'est jamais une donnée neutre ou une sorte de fatalité qui dicterait d'une certaine façon leurs orientations. En dernière analyse, les politiques sont toujours l'expression d'un *rapport social* et le fait qu'elles doivent s'ajuster aux forces du marché ne change pas fondamentalement cette réalité. Au point de départ, la caisse est d'abord un intermédiaire entre, d'une part, ceux qui lui fournissent les fonds en effectuant des dépôts et en acquérant des parts sociales, et de l'autre, ceux qui en font usage en contractant des emprunts tantôt sous forme de prêts et tantôt sous celle d'émissions d'obligations. Cette relation entre déposants et emprunteurs, entre l'épargne, le crédit et les placements, est centrale dans toute tentative visant à expliquer les pratiques financières des caisses et les transformations successives qu'elles ont connues au fil des années.

Les politiques de crédit ont constitué la pierre angulaire de ces pratiques financières. Elles ont été au centre des débats et des enjeux autour desquels se sont opposés les divers intervenants du mouvement¹. C'est pourquoi nous allons devoir lui consacrer une place privilégiée dans ce chapitre. Cette perspective étonnera peut-être quand on connaît l'insis-

¹ Des aspects de la politique de crédit et certains arguments développés dans ce chapitre ont été traités antérieurement dans un article que nous avons publié en collaboration avec Roger Levasseur: «Un tournant dans l'évolution des caisses Desjardins au Québec: la question du crédit à la consommation dans l'Après-guerre», *Annals of Public and Cooperative Economics/Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 63, 1 (hiver 1992): pp. 25-54.

tance avec laquelle les premières générations de coopérateurs et l'Église ont valorisé l'épargne. Qu'on pense simplement à la diffusion des caisses scolaires, à l'organisation des caisses de dotation, aux caisses d'établissement rural et, plus près de nous, à la diversification des formes d'épargne². Mais l'accumulation de l'épargne ne constitue pas une fin en soi; elle ne prend véritablement tout son sens que dans la mesure où l'on s'interroge sur son résultat immédiat qui est de créer des disponibilités pour le crédit. Dès lors, le problème qu'il importe de résoudre n'est pas tant de cerner les stratégies mises en œuvre pour amener les populations locales à déposer à la caisse populaire que de connaître les *usages* et les *usagers* des disponibilités accumulées par le biais de l'épargne.

Le projet caressé par Alphonse Desjardins, repris à grands renforts par ses successeurs durant l'entre-deux-guerres, est d'organiser un crédit décentralisé en vue de financer la petite production locale. Dans l'analyse qu'il fait de la société québécoise de l'époque, l'exode rural et l'asservissement économique de ses compatriotes aux pouvoirs financiers anglosaxons tiennent lieu de référence fondamentale. En l'absence d'institutions financières qui leur soient propres, soutient-il, les agriculteurs, petits producteurs et artisans francophones sont placés devant deux solutions: quitter les campagnes pour se faire ouvriers dans les manufactures des villes ou s'en remettre, dans bien des cas, aux conditions de financement qui leur sont faites par les usuriers. En principe, la caisse populaire doit élargir l'accès au crédit à ces groupes situés en marge des circuits capi-

² Ces initiatives ont toutes été reprises à un moment ou à un autre et à diverses échelles par les animateurs des caisses dans la région. Outre les caisses scolaires qui connaissent une certaine vigueur au cours des années 1950 et 1960 et les dépôts à terme qui, pour leur part, gagnent la faveur des déposants vers la fin des années 1960, les autres tentatives ont toutes eu une existence éphémère.

talistes de financement en favorisant d'abord l'octroi de petits prêts à des conditions avantageuses et en laissant la maîtrise des fonds aux principaux intéressés, c'est-à-dire aux sociétaires et à leurs représentants aux trois conseils. Un ensemble de mécanismes et de règles de fonctionnement, que nous analyserons plus loin, sont prévus afin que soient assurées la sécurité des fonds et la viabilité financière de la formule.

Dans ce dernier chapitre, nous chercherons à comprendre comment la mutualité d'épargne et de crédit s'est effectivement traduite à travers les pratiques financières des caisses de la région. Nous insisterons sur les enjeux économiques et sociaux auxquels ces pratiques donnent lieu et sur les ruptures qu'elles vont connaître au fil des décennies. Comment ont évolué les usages sociaux du crédit? À quels groupes les disponibilités des caisses sont-elles effectivement prêtées? Sont-elles réinvesties localement ou ont-elles tendance à être acheminées à l'extérieur de l'enceinte paroissiale? Quelle a été la contribution des caisses dans le financement des infrastructures des corporations religieuses, municipales, scolaires et gouvernementales? Quel a été le rôle assumé par les entités fédérales dans la mise en circulation des capitaux à l'échelle régionale et québécoise? Ces questions vont être au cœur de notre démarche dans les prochaines pages.

Cette entreprise ne va pas sans difficultés. Au problème de la disponibilité des sources sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, s'ajoute celui de la diversité des situations rencontrées d'une caisse à l'autre. Chaque caisse, en effet, évolue à son propre rythme en fonction des possibilités qui lui sont offertes par son milieu. Elle doit composer avec divers éléments tels que la taille de sa population, les particularités de l'économie

locale, la capacité d'épargne, les besoins de crédit et, dans nombre de cas, avec la présence d'établissements financiers concurrents. Les remarques faites précédemment sur le fonctionnement des caisses prennent donc toute leur pertinence dans ce chapitre et invitent à faire preuve de circonspection dans tout effort de généralisation. Quoiqu'il en soit, ce qui nous intéresse au premier chef ici, ce n'est pas l'évolution de chacune des caisses, mais bien celle de l'ensemble du mouvement, avec ses cohésions et ses tensions internes.

Du point de vue de leurs pratiques financières comme dans les autres dimensions de leurs activités, la Deuxième Guerre constitue un tournant dans l'évolution des caisses Desjardins. Aussi, ce chapitre est-il subdivisé en deux grandes sections. La première est consacrée à la période de l'entre-deux-guerres. L'autre section s'ouvre avec le déclenchement de la guerre et se prolonge jusqu'à la fin des années 1960.

1- LES PRATIQUES FINANCIÈRES DES CAISSES PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Le monde agricole, le clergé et la petite bourgeoisie exercent une influence prédominante dans les caisses de la région pendant l'entre-deux-guerres. Ces trois groupes forment à eux-seuls la vaste majorité de leurs adhérents et constituent une proportion non moins importante de leurs dirigeants³. Aussi n'est-il pas étonnant que les orientations données aux établissements locaux durant cette époque soient liées à leurs préoccupations. Le discours fondateur sur le rôle économique de la caisse populaire est d'ailleurs tout

³ Nous renvoyons le lecteur au premier chapitre.

orienté par le projet de supporter les activités de ces groupes en leur offrant des conditions de financement avantageuses. Avant d'envisager ces questions, il faut d'abord revenir au problème de l'épargne et chercher à comprendre comment les caisses s'y sont prises pour constituer leur fonds.

La collecte et la gestion de l'épargne

La collecte de l'épargne dans les caisses populaires se réalise de deux façons distinctes: l'émission de parts sociales et la perception des dépôts. En principe, il faut détenir au moins une part sociale avant de pouvoir effectuer des dépôts ou de faire une demande d'emprunt. Les parts sociales et les dépôts d'épargne peuvent être retirés en tout temps; dans le premier cas cependant, les caisses exigent généralement un préavis d'une trentaine de jours avant d'acquiescer aux demandes de remboursement. Les parts sociales sont aux caisses ce que les actions représentent pour les banques: elles forment la partie la plus stable de leurs fonds et servent à établir la participation des sociétaires aux bénéfices annuels. C'est à l'assemblée générale annuelle de chaque caisse que revient la responsabilité de déterminer la valeur des parts et d'en établir le nombre maximal par sociétaire. Dans toutes les caisses de la région, la valeur de chaque part est établie à cinq dollars. Le nombre maximal de parts par sociétaire est généralement fixé à quelque 20 ou 25 unités dans les établissements de fondation récente. Suivant la croissance des dépôts d'épargne et des bénéfices, cette limite est progressivement haussée. En 1935 par exemple, la moitié des caisses avaient porté cette limite à 40 ou 50 parts. Dans le quart des établissements, un sociétaire pouvait détenir au-delà de 100 parts⁴.

⁴ Ces chiffres ont été établis à partir des informations contenues dans les rapports

La plupart des caisses accordent un intérêt de 3 à 4% sur les dépôts d'épargne au cours de cette période, soit un rendement comparable à ce qu'offrent alors les banques. En vue de stabiliser le fonds de roulement de la caisse, l'intérêt payé sur les parts sociales, appelé aussi boni, est supérieur à celui qui est attribué sur les dépôts d'épargne. Cet écart est généralement de l'ordre de 1 à 2%, mais il peut atteindre jusqu'à 4 % dans certains cas⁵. Ainsi, entre 1915 et 1940, les sociétaires perçoivent un intérêt annuel oscillant entre 3 et 8% pour leurs parts sociales. Pour éviter que la supériorité du rendement sur les parts sociales n'incite les sociétaires à en privilégier l'acquisition, une *taxe d'entrée* initialement fixée à dix cents est appliquée sur l'achat de chaque part. Les hausses du taux du boni s'accompagnent habituellement d'une augmentation de la taxe⁶. Entre 1935 et 1940, le montant de cette taxe se situe le plus souvent entre 10 et 25 cents. Dans les cas extrêmes, il peut atteindre jusqu'à 40 et même 50 cents. De telles hausses ont vraisemblablement pu avoir un impact sur le recrutement de nouveaux membres⁷. Pour contourner cette difficulté, certaines caisses adoptent un double tarif: elles maintiennent la taxe à dix cents sur l'acquisition des premières parts, mais elles appliquent un tarif plus élevé sur l'achat des parts excédant une limite préalablement déterminée en assemblée générale.

La figure 4.1 donne une idée plus précise de l'évolution de l'importance relative des parts sociales et des dépôts d'épargne dans la croissance du passif des caisses de la région. Si les parts jouent un rôle déterminant

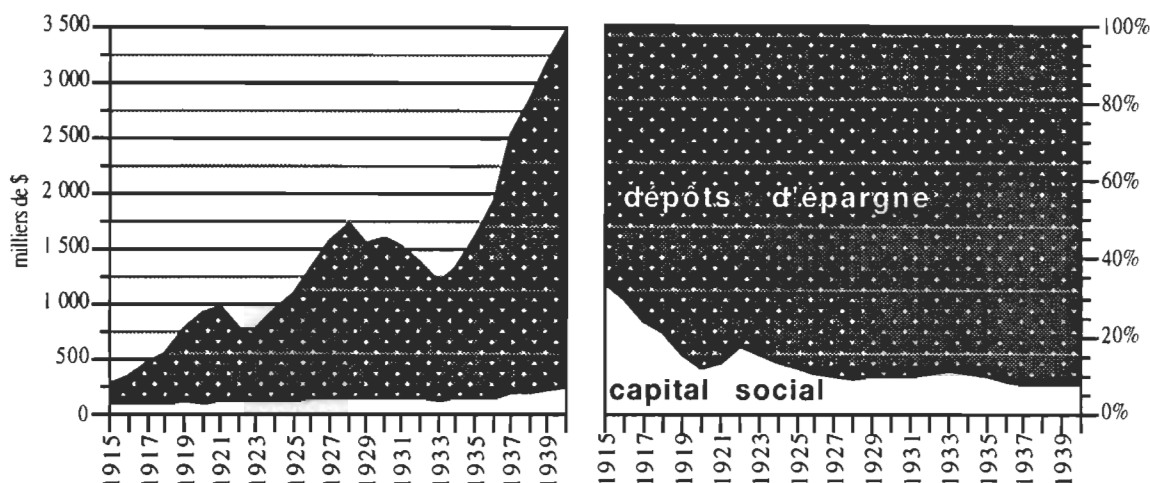
d'inspection des 60 caisses échantillonnées dont nous avons fait précédemment état. Plusieurs autres données exposées dans cette section proviennent de la même source.

⁵ *Annuaire du Québec*, 1917-34.

⁶ P. Poulin, *op. cit.*, p. 238.

⁷ R. Rudin, *op. cit.*, pp. 42-44.

FIGURE 4.1
Progression de la valeur des dépôts et des parts sociales,
Caisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet, 1915-1940
(milliers de \$ courants et %)



Sources: *Annuaire du Québec*, 1916-1934; *Rapports mensuels des caisses au 31 décembre*, 1934-1940.

au cours de la période de démarrage, allant même jusqu'à constituer le tiers des fonds en 1915, leur importance va toutefois en s'amenuisant sans cesse avec les années. À compter du milieu des années 1920, la valeur des parts sociales ne représente plus qu'entre 7 et 10% du total de l'épargne. C'est donc en misant de plus en plus sur la croissance des dépôts d'épargne que les caisses se sont constituées leurs disponibilités. D'ailleurs, plusieurs caisses commencent dès le milieu des années 1910 à accepter des dépôts de la part de non-sociétaires en vue d'accroître leurs fonds. Une douzaine d'entre elles le font de manière systématique pendant les années 1920 et 1930⁸. Cette pratique tolérée par la loi est cependant contraire aux règlements des caisses⁹. Elle est fréquente dans les établissements où le rendement sur les parts sociales et la *taxe d'entrée* ont tendance à être plus

⁸ *Annuaire du Québec*, 1916-34.

⁹ Ces dépôts d'épargne étaient récoltés sous la forme d'emprunts, conformément à l'article 6777 des Statuts refondus de la province de Québec, section XIX, *Loi des syndicats coopératifs*.

élevés qu'ailleurs.

Rebutés par l'idée de devoir défrayer cette taxe ou trop pauvres pour acquérir une part sociale, ces déposants limitent leur contribution aux dépôts d'épargne, se privant par le fait même du droit d'emprunter, de voter et de participer au partage des bénéfices annuels. En regard des conditions particulièrement difficiles vécues par le monde des ouvriers et des employés de l'époque — par ceux qui précisément sont les moins bien représentés parmi les sociétaires et les dirigeants des caisses — et du caractère inégalitaire de la répartition des richesses dans les localités, on peut présumer de l'influence des «gros» épargnants dans les orientations prises par les établissements. Il y aurait sans doute beaucoup de leçons à tirer d'une analyse du profil social des épargnants des caisses populaires et, partant, d'examiner la structure de la distribution de l'épargne parmi les sociétaires. En admettant son intérêt, une telle hypothèse est cependant impossible à vérifier pour des raisons qui tiennent à la fois à la disponibilité des sources et à l'ampleur démesurée que prendrait une telle entreprise. Le manque de monographies approfondies sur les caisses locales se fait une fois de plus lourdement sentir.

Les caisses font fructifier les fonds qui leurs sont confiés par des prêts à leurs sociétaires, par des placements et enfin, comme nous l'avons vu précédemment, en les déposant à la caisse régionale ou dans les succursales bancaires. Elles ne conservent dans leurs coffres que le minimum requis pour les opérations courantes. L'administration de ces fonds suppose donc un équilibre constant entre les exigences liées à leur rentabilisation et la nécessité de maintenir une liquidité suffisamment importante pour parer à d'éventuels retraits de fonds.

Des trois types d'opérations réalisées par les caisses, les prêts sont généralement celles qui sont les plus rentables, mais elles sont aussi les plus risquées. Deux catégories de prêts sont effectuées à l'époque. Le prêt sur billet, appelé aussi reconnaissance de dette, n'est garanti que par la seule signature de l'emprunteur, à laquelle s'ajoute souvent celle d'une caution. Les billets sont contractés pour une durée relativement courte: entre deux et six mois en général, mais il peut arriver que les termes de l'entente fixent de plus longs délais. L'emprunteur peut s'acquitter de la totalité de sa dette en un seul versement qu'il effectuera à la fin de son échéance, ou encore, il la réglera en plusieurs versements. Habituellement réalisé sur une plus longue période, le prêt hypothécaire s'applique bien entendu au financement ou à l'entretien de biens immobiliers sur lesquels la caisse peut récupérer sa mise de fonds dans l'éventualité où l'emprunteur se trouverait en défaut de paiement. À l'époque, le crédit sur première hypothèque sert également de filière à la réalisation d'une partie des gros prêts, sans que ceux-ci soient expressément contractés en vue de financer des propriétés immobilières ou foncières.

En principe, les placements constituent une alternative à l'accumulation des disponibilités excédentaires de la caisse populaire, c'est-à-dire à la partie de ses fonds qui ne se trouve pas engagée dans des prêts aux sociétaires. Il est rare en effet que dans une localité l'équilibre entre la demande de crédit et l'offre d'épargne soit parfait. Pour éviter que ces fonds ne soient improductifs, Alphonse Desjardins conseille aux gérants de les offrir sous forme de prêts remboursables à courte échéance à des institutions publiques ou religieuses telles que les municipalités, les fabriques, les maisons d'enseignement et les communautés religieuses. Il leur recom-

mande également de les investir dans des placements par l'achat d'obligations¹⁰. En mettant ainsi leurs fonds à la disposition des institutions catholiques et canadiennes-françaises, soutient le fondateur, les caisses favorisent l'avancement et l'autonomie financière des Canadiens français¹¹.

En regard du caractère décentralisé du mouvement des caisses et en l'absence de véritables mécanismes qui permettent d'assurer les transferts de liquidités entre les établissements disposant de surplus et ceux dont les disponibilités pour les prêts sont insuffisantes, on conçoit aisément l'importance névralgique de la politique de crédit. À qui les caisses prêtent-elles leurs fonds? Comment s'assure-t-on de la sécurité de ces opérations? Quels sont les usages du crédit? Ce sont là les questions sur lesquelles nous allons maintenant nous attarder.

Les dominantes du discours fondateur sur le crédit

«Les caisses populaires ne sont pas des institutions de charité», se plaisent fréquemment à répéter les leaders du mouvement aux dirigeants locaux enclins à gérer de façon trop prodigue leur portefeuille de prêts. Alphonse Desjardins et ses successeurs de l'entre-deux-guerres avaient une vision bien précise du type de crédit qui devait être offert par les caisses populaires, des usages auxquels les prêts devaient être associés et des modalités suivant lesquelles ces derniers devaient être attribués. La connaissance du discours fondateur sur le rôle du crédit est incontournable pour comprendre les débats qui vont mettre en cause les divers intervenants autour des orientations des coopératives Desjardins. Car la contestation dans le mou-

¹⁰ P. Poulin, *op. cit.*, p. 251.

¹¹ *Ibidem.*

vement Desjardins s'assortit toujours d'un effort de réactualisation du discours fondateur. Ce travail de légitimation permet au mouvement de s'adapter aux tendances du marché tout en l'autorisant à réaffirmer sa spécificité par rapport à ses concurrents.

Le discours prédominant durant l'entre-deux-guerres est à l'image de ceux qui animent alors les caisses, à savoir le monde agricole, la petite bourgeoisie et le clergé. Il s'inspire d'une vision idéalisée des communautés rurales et revêt des connotations à la fois morales, populistes et nationalistes. Trois grands principes, que nous allons examiner à l'instant, orientent en principe les pratiques de crédit de la caisse populaire: mettre les disponibilités locales au service du développement de la localité, soutenir les agents des professions autonomes et de la petite production et, enfin, élargir l'accès au crédit au plus grand nombre possible de sociétaires en favorisant les petits prêts.

Servir le développement de la localité

Nous n'insisterons jamais trop sur l'importance de la paroisse dans le mouvement lancé par le leader lévisien. C'est que la paroisse n'est pas que discours, mais elle est au fondement même de l'organisation et du fonctionnement de la caisse populaire tels que conçus et valorisés par les premiers animateurs du mouvement. Par la densité de ses réseaux d'interconnaissance et de réciprocité, font-ils valoir le plus souvent, elle réunit les conditions idéales pour remplir la double exigence de sécuriser l'épargne des sociétaires et de s'assurer de la solvabilité et de la moralité des emprunteurs. Dans le cas du crédit, la paroisse revêt une importance toute particulière: «Dans une paroisse, dit l'abbé Trudel en 1922, tous les gens

se connaissent. Alors, les commissaires de crédit qui sont choisis parmi les membres connaissent un peu l'état financier de chacun»¹².

Pour obtenir un prêt, le candidat doit résider dans la paroisse, être membre de la caisse et présenter de solides garanties morales, c'est-à-dire qu'il doit être un citoyen réputé «bon payeur», «bon travailleur», «sobre», «économe» et d'une «scrupuleuse honnêteté». Dans cet esprit, l'on veut rejoindre d'éventuels petits emprunteurs qui, ne présentant pas les garanties matérielles nécessaires à l'octroi d'un prêt, n'en sont pas moins dignes de confiance. Pour parer aux risques associés à l'absence de garantie matérielle, les caisses peuvent exiger de l'emprunteur qu'il se trouve une caution¹³. Celle-ci vient recommander l'emprunteur à la caisse en témoignant de sa valeur morale, de sa solvabilité et de sa volonté de faire «bon usage» de la somme sollicitée. Dans l'esprit des animateurs du mouvement, la caution est l'une des clés de la mutualité paroissiale. Elle est d'ailleurs présentée comme «un moyen d'habituer les gens de la paroisse à s'aider les uns les autres»¹⁴. Mais la caution est beaucoup plus que cela: elle est en effet un mécanisme par lequel les demandes d'emprunt des candidats les moins fortunés — celles qui comportent souvent le plus de risques — peuvent être refusées en dépit de leurs qualités morales. Les propos tenus par le propagandiste de l'URTR devant le ministre de l'agriculture du Québec en 1922 sont éloquents à cet égard: «le fait d'exiger

¹² *Rapport du Comité permanent de l'Agriculture...*, *op.cit.*, p. 51.

¹³ La caution ou l'endosseur c'est un membre qui s'engage à remplir l'obligation financière de l'emprunteur dans l'éventualité où il se trouverait en défaut de paiement. Il n'y a pas d'obligation légale dans la *Loi des syndicats coopératifs* à l'égard du cautionnement des prêts ni dans les statuts types de la caisse populaire. C'est aux commissaires de crédit qu'il revient de juger de la nécessité ou non d'exiger la caution.

¹⁴ FQUR, *Rapport de la réunion des inspecteurs*, 8 mars 1938.

une caution, dans bien des cas, nous sert pour refuser certains prêts en nous permettant de leur dire: la caisse ne peut pas exposer ses fonds sur une seule signature. Trouvez un endosseur solvable. Lorsque l'emprunteur ne peut pas trouver d'endosseur, il ne peut pas emprunter. Alors, le refus ne retombe pas sur la caisse»¹⁵.

En laissant la maîtrise des fonds entre les mains des élites locales représentées au trois conseils de la caisse, Desjardins et ses proches successeurs veulent donc favoriser un crédit décentralisé fonctionnant sur le principe de la mutualité paroissiale. Dans cette perspective, le soutien aux forces vives de l'économie locale leur apparaît en quelque sorte comme la finalité première de la caisse populaire, et cette dernière comme le complément économique de l'Église et de l'administration municipale dans «l'organisation que tout groupe de population requiert pour se suffire à lui-même»¹⁶.

Soutenir les petits producteurs en favorisant l'octroi de petits prêts

Le crédit que les leaders du mouvement ont promu et favorisé jusqu'à la Deuxième Guerre est le *crédit productif*. Celui-ci comporte deux objectifs complémentaires: d'une part, stimuler l'agriculture, l'artisanat et la petite industrie locale en leur procurant des capitaux; d'autre part, permettre à l'«honnête travailleur» au sens large (ce dernier comprend aussi bien le cultivateur que l'ouvrier ou l'artisan) de se sortir d'une impasse financière, de rembourser par des prêts avantageux ses dettes ou d'assumer ses

¹⁵ *Rapport du Comité permanent de l'Agriculture...*, *op.cit.*, p. 67.

¹⁶ A. Desjardins devant le Comité spécial de la Chambre des Communes, 1907. La citation est rapportée par P. Poulin, *op. cit.*, p. 92.

obligations. Sans ces prêts, avançait-on, son autonomie et son avenir étaient sérieusement compromis.

Pour Alphonse Desjardins, le crédit joue d'abord un rôle essentiel dans le procès de production: «L'observateur attentif des phénomènes économiques sait quel rôle prodigieux le crédit joue dans les activités productives et que, sans son concours, bien des entreprises heureuses seraient absolument paralysées et ne seraient même jamais conçues»¹⁷. L'usage productif du crédit signifie en premier lieu l'achat de moyens de production ou d'outils de travail pour la petite production locale, agricole, artisanale et industrielle, qui évolue en marge du capitalisme: «Ce que nous voulons, c'est le crédit de production; ce crédit bienfaisant qui féconde les efforts, fait germer les initiatives heureuses, augmente le rendement, décuple les produits, accroît, par une sage prévoyance, la prospérité de celui qui sait l'utiliser avec sagesse et prudence»¹⁸. La caisse vient soutenir les efforts des petits producteurs et autres indépendants pour assurer leur survie et leur développement dans le contexte de la concentration du pouvoir économique et de l'affirmation du capitalisme de grande entreprise. Elle fournit un crédit de production aux cultivateurs pour l'achat d'instruments aratoires, de graines de semence, de bétail, pour l'établissement d'industries domestiques; aux artisans pour l'achat d'outils de travail; aux petits commerçants pour le financement à court terme de leurs opérations commerciales; aux professions libérales pour l'établissement de leur bureau.

¹⁷ A. Desjardins, *La caisse populaire*, Montréal, École sociale populaire, 1912, p. 1.

¹⁸ A. Desjardins, «Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec», *op.cit.*, p. 168.

Sans avoir l'impact et l'importance du crédit lié directement à la sphère de la petite production, «le crédit, ou le pouvoir d'emprunt pour des fins légitimes et avantageuses, écrit Desjardins, n'en est pas moins nécessaire et bienfaisant». Ces fins légitimes et avantageuses d'emprunter renvoient à la nécessité et non au superflu. Aussi ce crédit conserve-t-il une connotation de «productivité» dans le sens qu'il vient en aide à des «producteurs» dans le besoin, en situation de grande précarité ou en quête d'autonomie. Sans cette aide, la faillite ou le chômage les guettent. Ce crédit devient donc légitime car il facilite le paiement de créances urgentes ou l'achat de biens essentiels: remboursement d'une mauvaise dette, paiement de frais médicaux, achat de nourriture ou de mobiliers indispensables, acquisition d'une maison, etc. En fait, il assure la reproduction des «producteurs» autonomes ou salariés.

Non seulement le crédit improductif ou lié à la consommation de biens de luxe n'entre pas dans les politiques de prêts des caisses, mais il est dénoncé et combattu par le fondateur et les dirigeants du mouvement des caisses. Il conduirait à l'endettement, à l'appauvrissement, à la dépossession, voire à la faillite de ceux qui y ont recours: «Jamais, au grand jamais, une caisse populaire ne doit prêter pour une dépense improductive, c'est-à-dire une extravagance, une dépense inutile ou un but frivole, comme une promenade, une excursion ou une noce tapageuse. Tout cela ne laisse aucun bénéfice à l'emprunteur, au contraire, l'appauvrit et le laisse dans la gêne»¹⁹. Le recours au crédit de «luxe» serait même responsable, selon Desjardins, de «cette migration de nos campagnes vers les centres industriels que l'on voit avec tant de justes larmes, et de cet autre fléau qui

¹⁹ A. Desjardins, *La caisse populaire, op. cit.*, p. 28.

nous a fait tant de mal, le dépeuplement de nos belles paroisses rurales au profit des villes des États-Unis»²⁰. Pour s'assurer que le crédit soit octroyé à des fins productives ou légitimes, la commission de crédit exige des candidats qu'ils divulguent les motifs de leurs demandes d'emprunt.

Il existe, enfin, un dernier principe qui, dans l'esprit des pionniers, doit guider la politique de crédit de la caisse populaire. Il s'agit du principe suivant lequel la priorité doit être accordée aux petits prêts: «Le but de l'établissement de ces caisses-là, dit l'abbé Trudel, est de faire du bien à tous les membres. Si nous n'avons que 100 \$ et si nous le prêtons à un seul, nous faisons du bien à un seul. Mais si, poursuit-il, nous le prêtons à 10 membres en prêtant 10 \$ à chacun, je crois que nous rendons plus de service, nous faisons plus de bien que si nous prêtions tout le montant au même»²¹. Ce principe est même inscrit dans des articles des statuts de la caisse populaire²². Afin d'éviter que les disponibilités soient immobilisées dans de gros prêts, une limite maximale est habituellement imposée par l'assemblée générale à la valeur des billets pouvant être consentis à un seul emprunteur. Cette limite varie énormément d'une caisse à l'autre. En 1935, elle se situait entre 50 et 2 500 \$ selon les caisses²³.

Cette conception productiviste et populiste du crédit a prévalu longtemps après la mort du fondateur en 1920. Les animateurs de la

²⁰ A. Desjardins, «Mémoire sur l'organisation...», *op. cit.*, p. 168.

²¹ *Rapport du Comité permanent de l'Agriculture...*, *op. cit.*, p. 64.

²² Notamment dans les articles 34 et 36 des statuts types de la caisse populaire. Dans le premier, il est mentionné que la caisse doit accorder «la préférence aux opérations les plus petites». Dans le second, il est spécifié qu'«à garantie égale de remboursement, les petits prêts sont toujours préférés aux plus élevés». *Statuts de la Caisse Populaire*, 1939.

²³ Selon les informations fournies dans les *rapports d'inspection* des 60 caisses échantillonnées en 1935.

Fédération provinciale et des unions régionales l'ont sans cesse réaffirmée dans le cadre des débats relatifs à la mise en place du crédit agricole pendant l'entre-deux-guerres. Dans la seconde moitié des années 1930, la *Revue Desjardins* consacre de nombreux articles valorisant le plus souvent la dimension utilitaire et productive du crédit dispensé par les caisses populaires et rappelant à leurs dirigeants l'importance d'octroyer de petits prêts²⁴. Un article paru en 1939 sous la plume de l'abbé P. Grondin donne une idée pour le moins explicite du ton et du contenu qui caractérisent la plupart des écrits de l'époque sur la question du crédit: «En matière de crédit, il y a crédit et crédit: le mauvais et le bon. Le mauvais qui ruine son homme en jetant dans sa maison toutes les fariboles imaginables. Le bon qui permet d'exploiter économiquement une ferme, une boutique, une petite usine. C'est ce dernier, appelé «crédit d'exploitation», qui se fait de plus en plus nécessaire chez nous, qui s'impose dans tous les milieux»²⁵.

Les pratiques de crédit

Mais ce projet de soutenir les petits producteurs et de servir le développement de la localité, comment a-t-il été retraduit à travers les pratiques de crédit effectives des caisses de l'époque? Qui ont été les principaux usagers de leurs disponibilités et à quelles fins ont-elles été utilisées? Dans quelle mesure ces disponibilités ont-elles été réinvesties localement? Ces questions renvoient à des réalités à la fois complexes et multiples qui

²⁴ Notamment: I. Trudel, «Le crédit populaire», 3, 1 (janvier 1937); C. Vaillancourt, «Quand et comment prêter», éditorial publié en deux parties dans le vol. 4, 7 et 8 (août-octobre 1938): p. 74 et p. 86; R. Laplante, «Votre caisse consent-elle de petits prêts?», 9, 1 (janvier 1943).

²⁵ Paul Breval (pseud. de l'abbé P. Grondin), «Crédit et crédit», *Revue Desjardins*, 5, 2 (mars 1939): p. 29.

restent inaccessibles à l'approche synthétique que nous avons privilégiée jusqu'à maintenant. Pour résoudre ces problèmes, il faudrait en outre analyser systématiquement le profil social des emprunteurs et recenser les motifs pour lesquels les emprunts sont sollicités. Il faudrait également procéder à l'analyse des placements réalisés annuellement par les caisses et examiner leurs destinations. Nous ne disposons malheureusement pas de telles sources qu'il aurait fallu collecter auprès des caisses locales²⁶.

En s'en remettant aux données gouvernementales, aux rapports des inspections réalisées au cours des années 1930 et à d'autres sources sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, il est tout de même possible de broser un tableau général des pratiques financières des caisses de l'époque. L'ère du crédit productif, comme nous allons le voir à l'instant, marque la dominance du monde rural dans le mouvement des caisses, avec ses clivages sociaux, ses disparités économiques et ses difficultés.

Le volume et la structure des opérations des caisses

Les sources les plus fiables sur les pratiques de crédit des caisses sont celles qui étaient publiées annuellement par le Bureau provincial de la statistique dans les *Annuaire du Québec* entre 1915 et 1933. Pour chacune des caisses en activité, l'on y trouve en effet des données sur le nombre et la valeur des prêts et des placements, les bénéfices réalisés sur ces opéra-

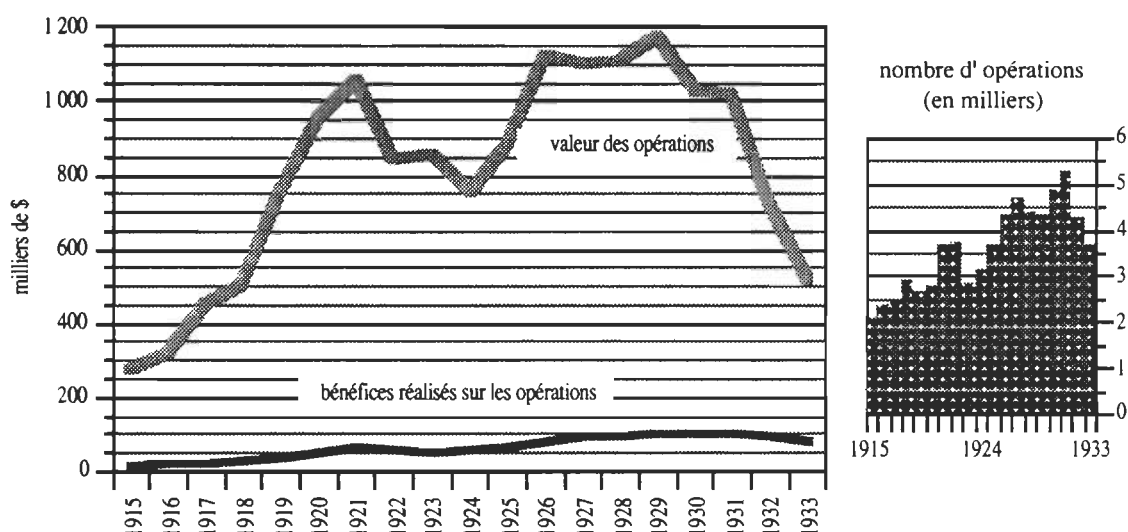
²⁶ Les quelques explorations que nous y avons faites n'ont d'ailleurs pas été très concluantes à cet égard. Lorsque les commissions de crédit se donnent la peine d'inscrire les motifs des demandes d'emprunts dans leurs procès-verbaux, ce n'est souvent que pour un temps limité. Avec la progression du volume d'affaires des caisses, la rédaction des rapports tend à devenir de plus en plus expéditive et les motifs d'emprunts finissent par ne plus y apparaître. À ce premier niveau de difficulté, viennent s'ajouter de sérieux problèmes de disponibilité et de régularité au niveau des informations.

tions ainsi que diverses informations sur les catégories des prêts accordés. Les informations recensées dans les éditions parues entre 1915 et 1926 comportent toutefois une importante lacune: les billets, les prêts hypothécaires et les placements sur obligations sont en effet confondus en une seule catégorie, de sorte qu'il est impossible de connaître leurs valeurs respectives. Dans les éditions publiées à compter de 1926, les données relatives aux prêts deviennent nettement plus intéressantes: outre le fait que les trois catégories d'opérations ci-haut mentionnées soient distinguées, il est aussi possible, pour les années postérieures à 1929, d'évaluer avec une relative exactitude la répartition des prêts sur billets parmi les emprunteurs. Les précisions relatives aux sources ayant été établies, voyons d'abord comment se présente l'évolution des activités financières des caisses au cours de la période.

Nous avons déjà eu l'occasion d'insister abondamment sur les difficultés des caisses pendant l'entre-deux-guerres. En regard de leur recrutement limité et de la précarité de leur organisation, on peut déjà présumer de leur vulnérabilité financière. Dans l'ensemble, les caisses ne disposent que de peu de disponibilités, ce qui les rend particulièrement sensibles aux fluctuations de la conjoncture économique. Si la décennie 1920 se présente comme l'âge d'or du déploiement de la grande industrie et de l'urbanisation, elle correspond inversement aux années noires de l'agriculture et du monde rural. Or, le réseau des caisses de l'époque repose pour une large part sur les relations privilégiées qu'il entretient avec le monde agricole. En se reportant à la figure 4.2, l'on est tout de suite saisi par l'impact de la crise des prix agricoles (1921-24) et de la Grande Crise sur la progression des affaires des caisses. Dans les deux cas, les chutes sont

dramatiques et relativement prolongées: elle est de l'ordre de 28% entre 1921 et 1924 et de plus de 50% entre 1930 et 1933 en ce qui a trait à la valeur globale de leurs opérations. Ces deux longues phases de régression des affaires tiennent au caractère volatile de leurs dépôts, lesquels connaissent des baisses tout aussi accentuées.

FIGURE 4.2
La progression du volume d'affaires des caisses examinée
selon la valeur des prêts, des placements et des bénéfices
caisses populaires des diocèses de Nicolet de Trois-Rivières, 1915-1933
(en milliers de \$ courants)

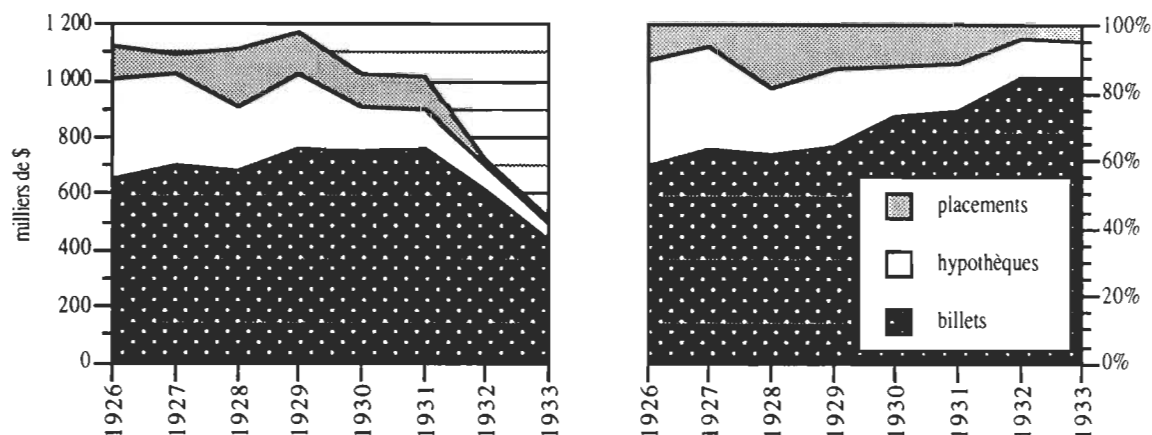


Sources: *Annuaire du Québec*, 1916-1934.

Toutes proportions gardées, les caisses prêtent beaucoup pendant cette période. Cette affirmation se confirme d'abord à l'examen de leur nombre d'emprunteurs: leur importance par rapport au nombre total de sociétaires oscille en effet entre 25 et 35% suivant les années²⁷. Elle se confirme également par l'importance relative que tient leur portefeuille de prêts dans l'ensemble de leurs activités financières: en 1935, par exemple,

²⁷ *Annuaire du Québec*, 1916-1934; *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre, années 1934-40.

FIGURE 4.3
La structure des opérations financières des caisses locales
examinée selon trois catégories d'activités,
caisses populaires des diocèses de Nicolet de Trois-Rivières, 1926-1933
(en milliers de \$ courants et en %)



Sources: *Annuaire du Québec*, 1927-1934.

55% du total de l'actif des caisses était engagé dans des prêts. Ces proportions ne seront jamais plus égalées au cours des années ultérieures. Quels genres de prêts les caisses accordent-elles et pour quels montants ceux-ci sont-ils octroyés? Elles se spécialisent surtout dans les prêts sur billets dont la valeur représente bon an mal an entre 60 et 85% du total de leur portefeuille, la part restante étant constituée de prêts hypothécaires et de placements obligataires (figure 4.3). La valeur moyenne des billets se situe généralement entre 120 et 180 \$; celle des prêts hypothécaires, beaucoup moins nombreux, varie entre 1 500 et 2 500 \$²⁸. Si les caisses ont l'habitude de se montrer plutôt souples dans la perception des prêts, elles ne consentent toutefois pas de crédit à rabais, les taux d'intérêts exigés sur les prêts étant comparables à ceux de leurs concurrents bancaires.

Pour souligner le caractère populaire des coopératives d'épargne et de crédit, les propagandistes du mouvement insistent fréquemment sur le

²⁸ Calcul établi à partir des données des *Annuaire du Québec*, 1926-34.

nombre élevé de petits prêts qu'elles octroient à leurs sociétaires²⁹. Cet état de fait, font-ils valoir chiffres à l'appui, constituerait une démonstration éloquentes des services qu'elles rendent aux gens des conditions les plus modestes. Avec des prêts sur billets dont la valeur moyenne se situe en deçà de 200 \$, l'on peut d'ores et déjà présumer des conditions plutôt modestes de la majeure partie de leurs emprunteurs. En ne retenant pour indicateur que la seule variable du nombre de petits prêts sans évaluer leur importance relative par rapport à la valeur totale des prêts consentis, l'on ne met en évidence qu'une partie de la réalité. En effet, si les petits prêts représentent une forte majorité des emprunts contractés dans les caisses, il faut aussi préciser qu'ils n'engagent qu'une proportion bien faible de la valeur totale de leur portefeuille. C'est du moins la conclusion qui s'impose à l'analyse des prêts effectués entre 1930 et 1933³⁰. Ainsi, entre 55 et 70% du nombre de prêts sur billets consentis annuellement par les caisses le sont pour des montants inférieurs à 100 \$ (tableaux 4.1 à 4.4). Ce qui confirme d'ailleurs l'importance occupée par les petits prêts dans l'ensemble de leurs opérations. Toujours est-il que la valeur totale de ces petits emprunts ne représente qu'une bien petite partie de l'ensemble des billets contractés: entre 15 et 20% selon les années. Quant aux gros prêts, c'est-à-dire ceux dont la valeur excède 1 000 \$, ils forment généralement

²⁹ J.-R.-I. Trudel, *Les oeuvres économiques, la caisse populaire, la coopération agricole, le crédit populaire*, Trois-Rivières, Le Bien Public, 1925; «Le crédit populaire», *op. cit.*; L. Létourneau, «Rapports entre la caisse paroissiale et l'Union régionale», *op. cit.*

³⁰ Il s'agit malheureusement des seules années pour lesquelles nous disposons d'informations sur la répartition des prêts sur billets en regard de leur valeur. En 1931, s'amorce l'une des phases les plus creuses de l'évolution des affaires des caisses. Nous ne croyons toutefois pas que cette conjoncture ait changé radicalement leurs façons de faire dans l'octroi des billets. Ce sont les transactions à plus long terme, notamment les prêts hypothécaires et les placements, qui ont été les plus affectées au cours de la récession.

TABLEAUX 4.1 à 4.4
Les prêts sur reconnaissance de dette
effectués par les caisses au cours des années 1930 à 1933,
Union régionale de Trois-Rivières*

1930

montant des prêts	nombre	%	valeur (\$)	%
moins de 100 \$	2 608	55,1	101 033	13,5
100 à 199 \$	1 022	21,6	133 745	17,8
200 à 499 \$	793	16,8	223 990	29,9
500 à 999 \$	215	4,5	133 304	17,8
plus de 1000 \$	93	2,0	157 894	21,1
total des billets	4 731	100,0	749 966	100,0

1931

montant des prêts	nombre	%	valeur (\$)	%
moins de 100 \$	3 194	61,7	144 863	19,0
100 à 199 \$	978	18,9	136 430	17,9
200 à 499 \$	731	14,1	210 193	27,6
500 à 999 \$	184	3,6	111 783	14,7
plus de 1000 \$	93	1,8	159 106	20,9
total des billets	5 180	100,0	762 375	100,0

1932

montant des prêts	nombre	%	valeur (\$)	%
moins de 100 \$	2 720	64,8	100 421	16,3
100 à 199 \$	776	18,5	104 700	17,0
200 à 499 \$	470	11,2	144 209	23,4
500 à 999 \$	163	3,9	96 518	15,6
plus de 1000 \$	69	1,6	171 611	27,8
total des billets	4 198	100,0	617 459	100,0

1933

montant des prêts	nombre	%	valeur (\$)	%
moins de 100 \$	2 529	69,5	89 597	20,4
100 à 199 \$	594	16,3	80 442	18,3
200 à 499 \$	380	10,4	114 800	26,2
500 à 999 \$	101	2,8	62 981	14,3
plus de 1000 \$	37	1,0	91 182	20,8
total des billets	3 641	100,0	439 002	100,0

Sources: *Annuaire du Québec*, 1931-1934.

* Seules les caisses implantées dans la région couverte par les diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières sont prises en considération.

moins de 2% du nombre total des emprunts sur billets, mais ils peuvent canaliser à eux-seuls jusqu'à 28% des sommes prêtées annuellement par les caisses. En ajoutant à ceux-ci les emprunts de plus de 500 \$, les disparités sont encore plus évidentes: l'on arrive cette fois-ci à une situation où de 4 à 7% des prêts octroyés chaque année emploient entre 35 et 42% des fonds prêtés.

La faible proportion des valeurs employées dans les petits prêts trahit les disparités économiques qui prévalent au sein des populations locales. En ce sens, les pratiques de crédit des caisses de l'entre-deux-guerres sont l'expression de ces inégalités qui, par ailleurs, les débordent très largement. Dans tout ceci, il faut retenir le caractère encore passablement limité du sociétariat des établissements. Une bonne partie des agents qui sont alors les plus susceptibles de gonfler la demande d'emprunts pour des petits montants sont précisément ceux qui sont les plus faiblement représentés parmi leurs sociétaires et leurs dirigeants. Notons également que les consignes relatives à l'usage productif du crédit éliminent d'emblée une bonne partie des candidats au crédit, et probablement ceux dont les conditions d'existence sont les plus précaires. À l'inverse, l'application de ces consignes a pour effet de cibler les candidatures admissibles au crédit parmi des catégories bien particulières de sociétaires: à savoir les cultivateurs et les divers éléments de la petite bourgeoisie propriétaire ou indépendante.

Les usages du crédit

Comment cette idée du «crédit de production» s'est-elle traduite dans les politiques de prêts des caisses locales? Pour apporter des éléments de

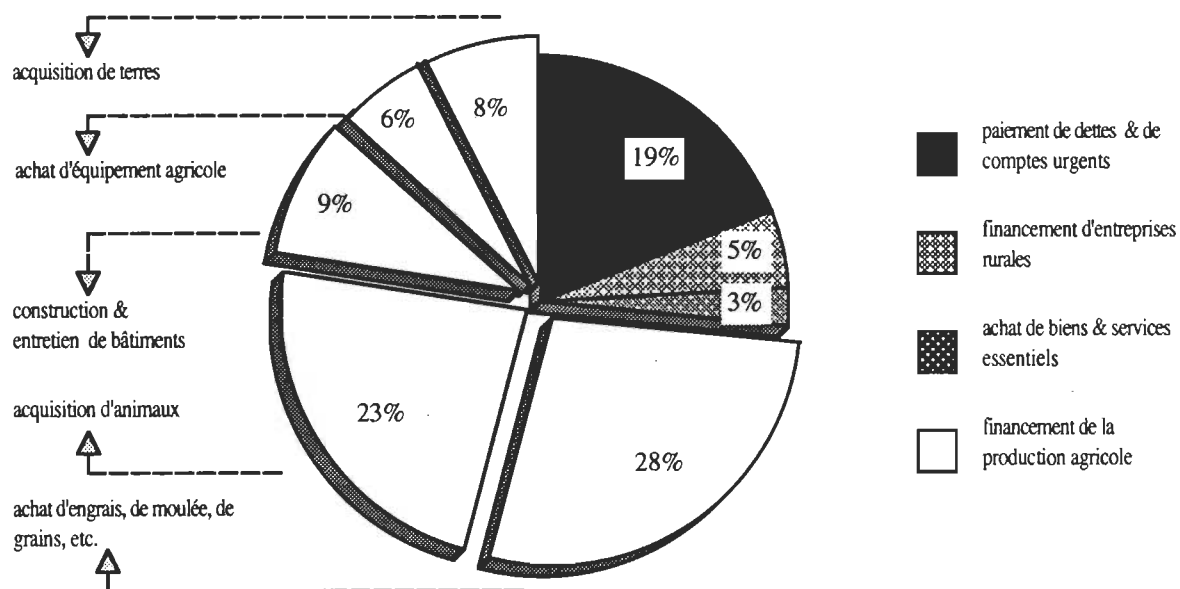
réponse à cette question, nous disposons d'une enquête menée en 1936 par la Fédération provinciale auprès des gérants sur les prêts consentis par les caisses³¹. Cette enquête nous fournit deux types d'informations: 1) le nombre, la nature (sur billets et sur hypothèques) et le montant des prêts en cours au 29 février 1936 selon deux catégories d'emprunteurs: les cultivateurs et les villageois ou citadins; 2) le nombre, la nature et le montant des prêts consentis pendant l'année sociale 1935 aux cultivateurs ainsi que l'usage qu'ils déclarent vouloir en faire. Parmi les 261 caisses en exercice à la grandeur du Québec, 192 ont répondu au sondage. Celui-ci, soit dit en passant, visait à établir l'importance relative des prêts consentis aux cultivateurs par les caisses Desjardins dans le cadre plus large du débat sur l'établissement d'un crédit agricole par le gouvernement du Québec.

L'enquête nous apprend que 60% des prêts sont accordés aux agriculteurs contre 40% aux villageois ou citadins; cependant, si nous examinons la valeur des emprunts consentis, le rapport entre les deux groupes s'inverse: 40% des sommes employées dans les prêts va aux cultivateurs contre 60% aux villageois ou aux citadins. En outre, les premiers empruntent surtout sur billet alors que les seconds le font davantage sur hypothèque. L'usage à court terme du crédit est moins un choix délibéré de la part des cultivateurs qu'une politique arrêtée par les caisses en raison, selon certains témoignages de gérants, de leur faible capacité de prêter à long terme. Celles-ci comptent sur l'établissement par l'État provincial d'un crédit agricole, mais administré par les caisses, pour consentir des prêts à long terme à la classe agricole.

³¹ FQUR, *Enquête sur les prêts consentis par les caisses populaires*, Lévis, 1936.

Quelles sont les raisons invoquées pour emprunter à la caisse? Pour cette question, l'enquête portait exclusivement sur le crédit octroyé aux cultivateurs, ce qui n'a pas empêché certaines caisses urbaines, comme nous le verrons, de fournir des informations sur les motifs d'emprunt de leurs sociétaires. Le questionnaire demandait aux gérants d'énumérer dans un style libre les raisons invoquées par les cultivateurs pour obtenir du crédit. L'analyse des questionnaires remplis par les caisses affiliées à l'Union régionale des caisses populaires de Trois-Rivières permet d'avancer l'hypothèse suivant laquelle les pratiques de crédit des caisses rurales rejoignent largement l'idée de «crédit de production» élaborée par le fondateur des caisses. En effet, le prêt au cultivateur sert prioritairement

FIGURE 4.4
Les motifs d'emprunts des cultivateurs dans les caisses populaires
Union régionale de Trois-Rivières, 1934-35*
 (% du nombre total de mentions)



Sources: FQUR, Enquête sur les prêts consentis par les Caisses populaires, Lévis, 1936.

* Les pourcentages exprimés sont établis en fonction de la fréquence des mentions d'emprunt pour les 31 caisses affiliées à l'URTR ayant répondu au questionnaire. Toutefois, ils ne tiennent pas compte de la valeur des prêts qui leur sont rattachés.

à financer ses moyens de production, à savoir l'achat de terres et d'engrais pour les fertiliser, l'achat d'animaux de ferme et de moulées pour les nourrir, l'acquisition de chevaux de trait, d'instruments aratoires et de machinerie agricole, la construction, l'amélioration et l'entretien de bâtiments de ferme. Au total, pas moins des trois quarts des prêts qui leur sont consentis servent à financer la production agricole (figure 4.4). Dans une moindre mesure, les cultivateurs recourent au crédit pour rembourser des dettes contractées auprès de banques, de particuliers ou de magasins et pour payer des comptes urgents tels que les taxes municipales et scolaires.

Ces pratiques de prêts axées sur le «crédit de production» valent-elles uniquement pour le monde agricole? Quel usage les résidents des villes et des villages font-ils du crédit? Si l'on s'en tient aux résultats de l'enquête pré-citée, nous savons déjà que la majeure partie des sommes prêtées leur est destinée. Les informations relatives à leurs motifs d'emprunts sont toutefois plus problématiques. L'enquête de 1936 n'abordait que les seuls prêts aux agriculteurs. Nous disposons cependant d'un témoignage, celui du notaire Wilfrid Guérin, gérant de la Caisse populaire de l'Immaculée-Conception de Montréal. Le cas de cet établissement n'est pas nécessairement représentatif du monde urbain, mais il nous fournit tout de même des indications significatives sur les pratiques de crédit en milieu urbain. La liste exhaustive des raisons d'emprunt sur billet des sociétaires de la caisse en question révèle une politique tout à fait fidèle à la conception du «crédit de production». Tous les prêts ont une finalité productive. Ils servent à l'établissement d'artisans, de commerçants ou de professionnels, au roulement de fonds de petits commerces, au remboursement de dettes, à la construction, l'amélioration et la réparation de maisons ou

d'immeubles, au paiement de comptes ou d'obligations diverses, à l'achat de biens essentiels³². En s'en remettant à ces informations, il semblerait donc que la politique de crédit privilégiée par les caisses urbaines de l'entre-deux-guerres soit particulièrement sensible aux besoins de la petite bourgeoisie propriétaire. Cette hypothèse est d'ailleurs partiellement confirmée par les travaux récemment menés sur cette question. Les travaux de R. Rudin ont notamment démontré que les principaux utilisateurs des services de crédit offerts par la Caisse populaire de Lévis se recrutaient parmi les sociétaires les mieux nantis, le plus souvent associés à la nébuleuse des gens d'affaires³³. En outre, une bonne partie des petits prêts recensés dans cet établissement serait attribuable à des marges de crédit accordées à des commerçants. Cette pratique — qui favorise l'emploi répété de petites sommes dans le financement d'opérations commerciales à court terme — contribuerait à gonfler le nombre de petits prêts consentis par les caisses. L'on retrouve sensiblement les mêmes observations dans l'étude réalisée par J. Poirier sur la politique de crédit d'une caisse urbaine de la ville de Montréal³⁴. Au demeurant, les rapports intimes qu'entre-

³² La liste exhaustive des motifs d'emprunts de la Caisse Immaculée-Conception a été reproduite intégralement dans l'article que nous avons rédigé en collaboration avec R. Levasseur: «Un tournant dans l'évolution des caisses Desjardins au Québec: la question du crédit à la consommation dans l'Après-guerre», *op. cit.*, pp. 50-51.

³³ D'après l'étude qu'il fait du cas de Lévis, les deux tiers des prêts sur billets consentis par la caisse en 1925-26 iraient aux professionnels et aux petits hommes d'affaires locaux. Voir: R. Rudin, «In whose interest? The early years on the first Caisse Populaire, 1900-1945», dans: Société historique du Canada, *Communications historiques*, 1987, p. 170.

³⁴ Les ouvriers des secteurs de la fabrication, des transports et des communications de même que les manœuvres ne formaient que 5% du nombre total d'emprunteurs de la Caisse Saint-Alphonse d'Youville en 1939-40; la valeur de ces crédits ne représentait pas plus de 3% de l'ensemble du portefeuille de prêts. Les effectifs de catégories de travailleurs représentaient pourtant 45% de la main-d'œuvre montréalaise à cette époque. À l'inverse, les agents associés au petit commerce et à la petite entreprise, les membres des professions libérales et les autres effectifs agissant à leur propre compte employaient

tiennent la petite bourgeoisie locale et les caisses populaires se conçoivent aisément en regard de l'influence qu'elle exerce à leur direction et de la place encore très limitée des effectifs du monde ouvrier parmi les sociétaires.

Somme toute, le «crédit productif» tel que mis en œuvre pendant l'entre-deux-guerres vise principalement à soutenir les agents associés à la petite production, mais également à conforter financièrement les gens d'affaires en prêtant à leurs clients pour le remboursement de leurs dettes. Aussi n'est-il pas du tout étonnant de retrouver la classe agricole et la petite bourgeoisie locale parmi les principaux usagers et bénéficiaires de cette forme de crédit. Elles bénéficient directement de la politique de prêts favorisant le financement de leurs activités de travail, mais aussi indirectement des prêts consentis pour le remboursement de dettes ou le paiement de comptes, dont ils sont souvent les créanciers. Le cultivateur ou l'artisan emprunte à la caisse, par exemple, pour payer le marchand ou le médecin. La caisse, tout en assurant une meilleure circulation du numéraire, permet ainsi à certaines composantes de la petite bourgeoisie locale de récupérer des sommes qu'elles auraient pu perdre en l'absence de mécanisme ouvert sur la pratique du petit prêt. À travers ces médiations multiples, la caisse populaire favorise la régulation des rapports marchands au sein de la socio-économie locale tout en encourageant la collaboration entre les divers groupes sociaux localisés.

environ 58% des fonds prêtés. À ce sujet: J. Poirier, *Le crédit dans une caisse populaire en milieu urbain: Saint-Alphonse d'Youville, 1940-1950*, M.A (histoire), Université du Québec à Montréal, 1991, pp. 84-87.

Le financement des institutions locales et religieuses

Mais les agriculteurs et les divers éléments de la petite bourgeoisie locale ne sont pas les seuls usagers des disponibilités des caisses. L'Église et les corps administratifs locaux y trouvent aussi largement leur compte. Ceci explique dans une certaine mesure la valeur relativement élevée des fonds engagés dans les prêts aux villageois et aux citadins que nous avons relevée plus haut. Ainsi, la Caisse de Saint-Étienne-des-Grès, une localité rurale située tout près de Trois-Rivières, gérât un portefeuille de prêts d'une valeur de 58 000 \$ en 1933. De ce montant, 24 300 \$ étaient octroyés à la municipalité sous forme de prêts sur billets³⁵. Mais le financement des institutions locales ne passe pas seulement par la filière du prêt conventionnel, il emprunte également celle des placements sur obligations. En effet, la Caisse de Saint-Étienne-des-grès détenait aussi des placements sur obligations d'une valeur de 24 500 \$ de la commission scolaire locale³⁶. Des quelque 138 000 \$ placés ou prêtés par la caisse, seulement le quart était retourné aux sociétaires sous forme de prêts, le tiers allait au financement des institutions locales et les valeurs restantes étaient toutes transigées avec des institutions situées à l'extérieur de la localité sous forme de placements obligataires. La Caisse de Pointe-du-Lac offre un autre exemple de ce type. Cette caisse, présidée et gérée de main ferme par le curé Poisson depuis le presbytère, constitua pendant de nombreuses années l'un des principaux bailleurs de fonds des corps administratifs ou religieux de la municipalité. Du milieu des années 1920 à la fin des années 1930, de 50 à 66% des prêts sur billets consentis annuellement par la caisse allaient aux

³⁵ *Rapport d'inspection de la Caisse de Saint-Étienne-des-Grès*, 2 mai 1933.

³⁶ *Ibidem*.

corps administratifs locaux, notamment à la fabrique, à la municipalité, à la commission scolaire et à divers établissements dirigés par les communautés religieuses de l'endroit³⁷. À ces prêts, il faut ajouter encore une fois les avances de fonds transigées sous la forme d'obligations: au cours de l'année financière 1936-37, par exemple, plus du tiers de la valeur des titres détenus par la caisse était destiné au financement du couvent et de la fabrique de Pointe-du-Lac³⁸.

Avec la lente reprise des affaires qui s'amorce à compter du milieu des années 1930, les placements obligataires vont d'ailleurs constituer une partie de plus en plus importante des activités des caisses, et ce au détriment des prêts aux sociétaires. Au tournant de 1940, ils représentaient déjà près du tiers de l'actif des caisses affiliées à l'URTR, en comparaison à 23% en 1935³⁹. Aux transactions effectuées directement par les établissements locaux, s'ajoutent les opérations, plus indirectes, que réalise la caisse régionale dans la gestion des dépôts qui lui sont confiés par ces mêmes établissements. Les trois quarts de ces dépôts étaient placés sur le marché des obligations à pareille date⁴⁰. En se reportant à la figure 4.5, l'on ne sera guère étonné de la destination des montants: la majeure partie de ces fonds est consacrée au financement des institutions administrées par l'Église (près de 40% du portefeuille de placements des caisses locales et 50% du portefeuille régional) ou à celui des corps municipaux et scolaires (environ 43% de la valeur totale des placements). Cette stratégie de

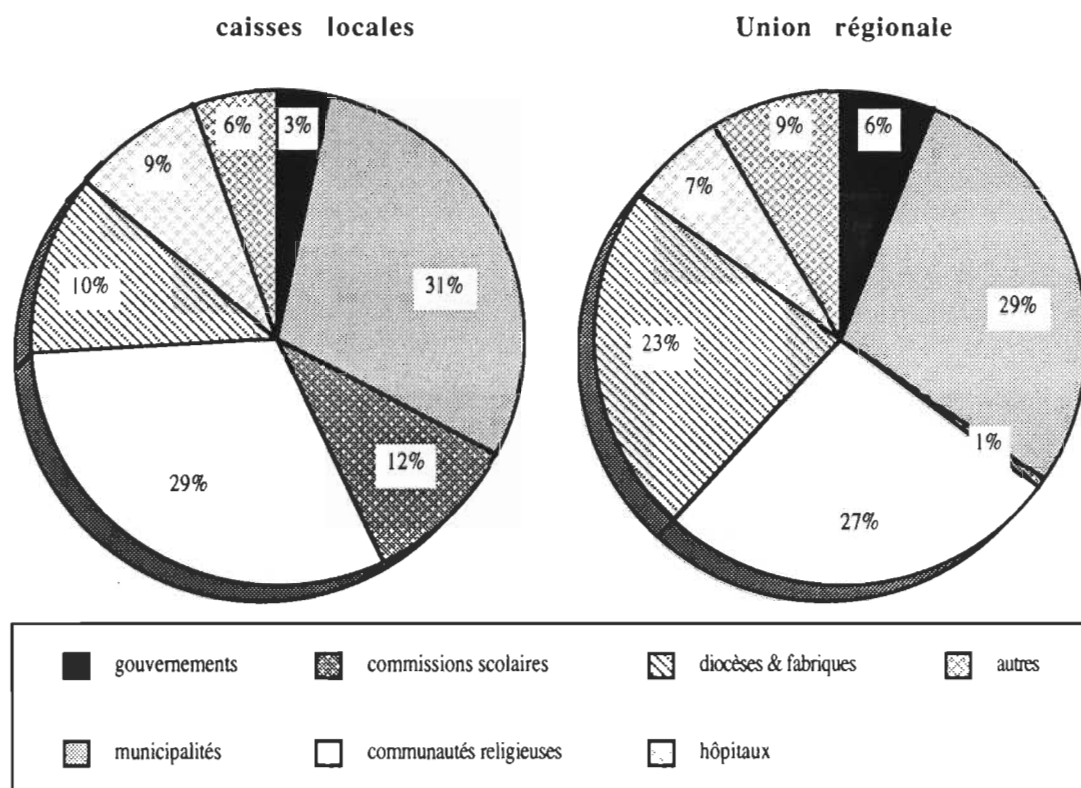
³⁷ *Rapports d'inspection de la Caisse de Pointe-du-Lac, 1933-39; Annuaire du Québec, 1927-34.*

³⁸ *Rapport d'inspection de la Caisse de Pointe-du-Lac, 1938.*

³⁹ *Rapports mensuels des caisses* au 31 décembre de l'année financière, années 1935 et 1940.

⁴⁰ URTR, *Rapport mensuel* au 31 décembre, 1940.

FIGURE 4.5
La composition du portefeuille d'obligations des caisses locales et de
l'Union régionale en 1939-40 selon la destination des titres
(% de la valeur totale du portefeuille)



Sources: FQUR, Rapport d'inspection de l'URTR, année financière 1939-40; Procès-verbal du conseil d'administration, 15 février 1940.

placements traduit les rapports privilégiés qu'entretiennent les caisses, l'Église et les administrations publiques à caractère local sur le terrain proprement économique.

L'importance grandissante que prennent les transactions obligataires dans la gestion des disponibilités des caisses est révélatrice d'une certaine forme de délocalisation de leurs activités financières. La majeure partie de ces fonds allait servir le développement des infrastructures cléricales, municipales et scolaires des milieux urbains, entraînant avec elle une fraction relativement importante de l'épargne des milieux ruraux. Cette

pratique alimente d'ailleurs une certaine critique de la part des milieux agricoles organisés dans le cadre des débats sur le crédit agricole au cours des années 1920 et 1930: «[Les caisses], faisait valoir un dirigeant de l'UCC à l'occasion de ces discussions, ont été jusqu'ici plutôt une institution d'épargne qu'une institution de crédit agricole [...] Bien qu'il y ait pénurie d'argent à la campagne, les caisses ont actuellement plusieurs centaines de mille piastres placées sur débentures à des corporations des villes...»⁴¹. Elle fait également l'enjeu de débats entre les divers intervenants du mouvement des caisses. À l'occasion d'une émission d'obligations par l'Office du crédit agricole en 1938 notamment, une assemblée spéciale des dirigeants des grosses caisses fut convoquée en vue de mobiliser sous leur contrôle une partie des 10 millions \$ d'actif de l'organisme gouvernemental⁴². Favorables à cette initiative, des délégués ruraux insistaient sur l'importance pour les caisses d'acheter directement ces obligations et d'inciter leurs sociétaires à faire de même, au risque de voir la «grande finance» se les approprier. Ils faisaient valoir en outre que «l'argent de la campagne [devait] aller à la campagne» et «demeurer sous contrôle canadien-français pour le développement de l'agriculture»⁴³. Ces arguments laissèrent plutôt tièdes la majorité des délégués qui, notant le faible rendement des obligations, n'adoptèrent qu'une vague résolution de principe relative à la conservation des fonds de chaque localité rurale pour l'agriculture et au devoir de souscrire aux obligations⁴⁴.

⁴¹ Citation rapportée par J.-P. Kesteman dans: *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, U.C.C.-U.P.A. 1924-1984*, Montréal, Boréal, 1984, pp. 75-78

⁴² FQUR, *Réunion des présidents et gérants des Caisses Populaires de la Province qui ont un actif de plus de 100 000 \$*, 8 avril 1938.

⁴³ *Ibidem.*

⁴⁴ *Ibidem.*

À l'heure des premières percées significatives du mouvement des caisses en milieu urbain, celui-ci commençait donc à prendre ses distances par rapport aux orientations qui l'avaient profondément marqué depuis ses origines. Si les mots d'ordre des leaders ont conservé longtemps leurs anciennes consonances, leur gestion financière est toutefois symptomatique d'un certain «relâchement» à l'égard des politiques agrariennes. Décidément, l'avenir était à la ville... En s'ouvrant à des populations plus diversifiées, les caisses allaient être confrontées tôt ou tard à la nécessité de réactualiser leurs discours et leurs politiques financières.

2- DE NOUVELLES STRATÉGIES FINANCIÈRES DANS L'APRÈS-GUERRE

La Deuxième Guerre marque un tournant dans l'évolution des pratiques financières du mouvement des caisses Desjardins. Les établissements de la région du centre du Québec ont été partie prenante de cette nouvelle évolution. En recrutant plus largement parmi les populations locales et en comptant sur une croissance nourrie de leurs actifs, les caisses allaient s'exposer à des pressions de plus en plus fortes en faveur d'une redéfinition des politiques qu'elles avaient préconisées depuis leurs origines. La fin de la guerre s'ouvre en effet sur une longue période de transition au cours de laquelle on assiste à la mise en œuvre de nouvelles stratégies financières et à l'élaboration de nouveaux discours pour les légitimer. Ce renouvellement s'est réalisé en empruntant deux voies principales que nous analyserons successivement dans les prochaines pages. La première de ces voies est celle de la libéralisation du crédit dans les caisses locales. La seconde avenue est celle de l'engagement, timide certes mais non moins

réel, du mouvement des caisses dans le financement de projets industriels et commerciaux.

La libéralisation du crédit

La Deuxième Guerre mondiale crée des conditions favorables à l'essor des caisses populaires. La croissance économique accélérée et les restrictions à la consommation imposées par l'économie de guerre favorisent l'épargne. Au terme des hostilités, les caisses disposent d'un volume d'épargne sans précédent dans leurs coffres. Avec la levée des restrictions à la consommation, elles sont placées devant la nécessité de repenser leurs politiques de crédit.

Le Québec, comme l'ensemble de l'Occident, entre dans une longue phase de croissance économique. Le niveau de vie des Québécois n'a rien de commun avec ce qu'ils ont connu durant les années 1930. Le revenu personnel par habitant passe en effet de 655 \$ en 1946 à 1 455 \$ en 1961, soit un taux d'accroissement nettement supérieur à celui de l'inflation⁴⁵. Cette augmentation du pouvoir d'achat s'accompagne bientôt d'une généralisation de la consommation⁴⁶. L'automobile, les meubles, les appareils électroménagers, le téléviseur exercent un attrait grandissant parmi les Québécois. L'accès au crédit s'élargit rapidement et l'endettement devient une dimension du niveau de vie. La croissance économique s'accompagne d'autre part d'une poussée soutenue de l'urbanisation. De 1941 et 1961, la population des seules agglomérations urbaines de la région est portée du

⁴⁵ P.-A. Linteau et al., *op. cit.*, p. 188.

⁴⁶ Simon Langlois et al., *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, IQRC, 1990, 667 p.

simple au double⁴⁷. Dans ce contexte, la construction résidentielle et commerciale et les travaux d'infrastructure urbaine sont en pleine effervescence. De nombreux logements sont construits grâce à des prêts des caisses populaires en vertu d'un programme provincial, institué en 1948, qui subventionne, à certaines conditions, une partie de l'intérêt hypothécaire.

Les aspirations des classes moyennes des milieux urbains à la propriété et l'engouement pour la consommation des nouveaux biens et services pèsent donc de tout leur poids sur les pratiques de crédit des caisses pendant les quelque 25 années d'après-guerre. Si ces dernières se montrent réceptives à la demande de prêts hypothécaires, leur éveil au crédit à la consommation est plus tardif. Il faut en effet attendre le tournant des années 1960 avant qu'elles n'entrent résolument dans l'ère de la consommation. C'est que le consensus est encore loin d'être acquis sur cette question, et des débats particulièrement vifs opposent les tenants de l'ancienne rationalité productiviste et les promoteurs du crédit à la consommation. Dénoncé autrefois comme un crédit improductif, le crédit à la consommation est progressivement réhabilité pourvu que sa valeur utilitaire soit moralement acceptable et qu'il ne stimule pas la consommation de biens de luxe. L'opposition entre l'utile et l'accessoire, entre les besoins et les aspirations, permet aux caisses de tirer parti de la consommation de masse.

⁴⁷ *Recensement du Canada*, 1941 et 1961.

Gérer l'incertitude

À l'examen des mots d'ordre lancés par les dirigeants du mouvement des caisses au cours des années d'après-guerre, il y a quelque chose d'inusité. Bien que, dans l'ensemble, les établissements locaux progressent avec régularité, jamais les incitations à la prudence dans la gestion de leurs fonds n'ont été répétées avec autant d'insistance. Liquidité des actifs à 50%, cautionnement des petits prêts et exigence de garanties matérielles dans l'octroi des gros prêts, tels sont les trois mots d'ordre qui sont repris le plus souvent par les dirigeants des entités fédérales et par les inspecteurs. Ces politiques trouvent leur justification dans la crainte d'un ralentissement de la croissance économique, d'une poussée de l'inflation ou du chômage et surtout, dans l'appréhension de l'impact qu'aurait la déconfiture financière d'une seule caisse sur la confiance des déposants. En raison de la capacité d'intervention limitée des caisses régionales et du fonds de sécurité provincial⁴⁸, la crainte d'une telle éventualité avait sans doute certains fondements⁴⁹. Mais il faut également retenir que des taux de liquidité élevés vont de pair avec des politiques restrictives en matière de crédit et

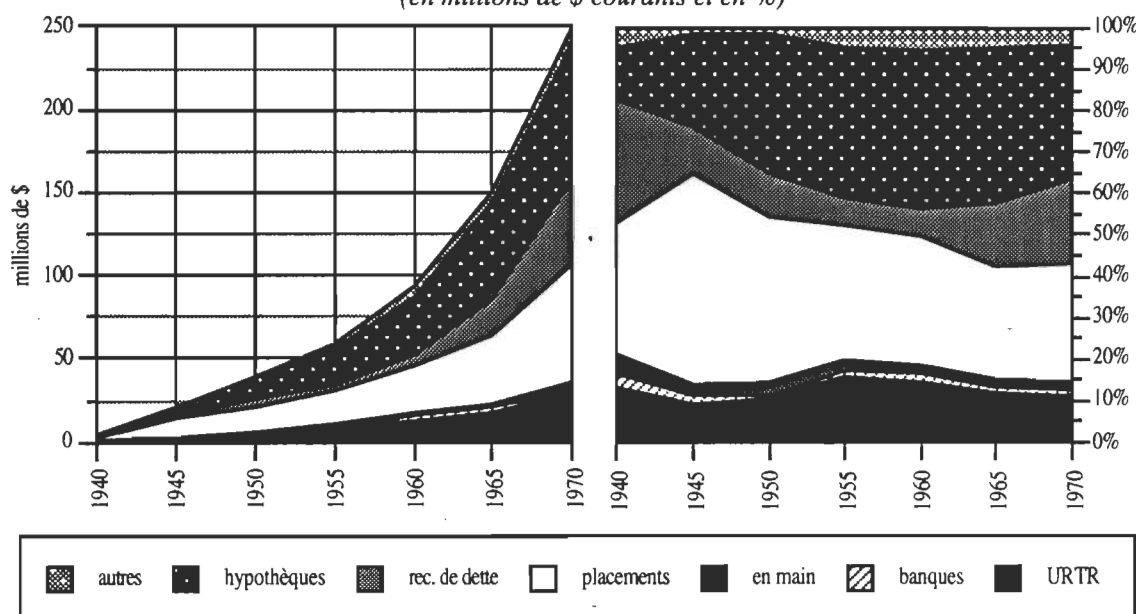
⁴⁸ Le fonds de sécurité est créé en 1948 en vue de parer à d'éventuelles difficultés financières. L'entente prévue entre les unions régionales participantes prévoit qu'un montant équivalent à 10% du total des cotisations des caisses doit lui être attribué. En 1959, la valeur du fonds de sécurité atteint environ un demi million de dollars. FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 25 novembre 1948; *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 28 mai 1959.

⁴⁹ La déconfiture de la Caisse de Val d'Or, qui s'était engagée de façon audacieuse dans le financement d'une coopérative de consommation, servait d'ailleurs d'argument d'autorité aux tenants de la prudence. Dans la région, les Caisses de La Baie, de Sainte-Marguerite de Trois-Rivières et de Saint-Joseph de Drummondville, ont elles aussi été impliquées dans des difficultés similaires suite à leur participation au financement de coopératives. Le sort de la Caisse de La Baie fut plus dramatique que celui des deux autres caisses: elle dut en effet être liquidée puis réorganisée durant les années 1930. Quant à la Caisse de Sainte-Marguerite, impliquée dans un projet de financement de coopératives d'habitation, elle ne put surmonter ses difficultés qu'avec une injection de fonds de la part de la Caisse de Trois-Rivières et de l'URTR.

qu'ils servent directement la croissance des actifs de la caisse régionale.

Dans quelle mesure ces mots d'ordre ont-ils été réappropriés par les dirigeants des caisses locales? En se reportant à figure 4.6, on remarque que l'essentiel des fonds locaux a été consacré aux prêts hypothécaires et aux placements sur obligations, soit des secteurs où les risques sont peu élevés. L'importance relative des premiers va toutefois en s'atténuant tandis que les seconds accaparent une part grandissante des actifs. Ainsi, entre 1945 et 1960, la proportion des actifs locaux consacrée aux placements chute de 51 à 31% pendant que la part des prêts hypothécaires est portée de 23 à 38%. Ces deux catégories réunies mobilisent donc à elles-seules les sept dixièmes des fonds des caisses durant les 15 années d'après-guerre.

FIGURE 4.6
Évolution de la structure de l'actif des caisses locales
examinée selon l'usage des fonds,
caisses affiliées à l'URTR, 1940-1970*
(en millions de \$ courants et en %)



Sources: *Rapports mensuels des caisses au 31 décembre*, années 1940-1970

* Pour l'année financière 1940, la répartition entre prêts hypothécaires et prêts sur reconnaissance de dette est approximative.

Si l'on ajoute à ces fonds, ceux que les établissements doivent conserver en liquidité encaisse, c'est-à-dire entre 15 et 20% des actifs, il reste donc bien peu de disponibilités pour répondre aux demandes de prêts sur reconnaissance de dette. Ce type d'opérations englobe notamment les petits prêts, ceux qui dans l'esprit du fondateur devaient être à la base des politiques de crédit des caisses. Or, l'importance de la valeur relative des prêts sur reconnaissance de dette va sans cesse déclinant entre 1940 et 1960: ils ne représentent plus que 7% de l'actif des caisses en 1960 en comparaison à 30% en 1940. Il faut attendre les années 1960 avant qu'ils ne regagnent de l'importance. Au cours de cette décennie, leur progression est d'ailleurs très marquée: leur valeur est en effet portée de 7 à 21% des fonds administrés par les caisses.

La demande pour ce type de prêts est pourtant en pleine expansion au cours des années 1950. Les sociétés de petits prêts étendent leurs réseaux d'activités et font des affaires d'or grâce à l'essor des marchés de l'automobile, de l'ameublement et des appareils ménagers. En somme, la région, comme l'ensemble du Québec, vit déjà à l'ère de la consommation. Et les pressions pour que les caisses s'ouvrent à cette nouvelle réalité se font sentir de plus en plus fortement.

La contestation des politiques restrictives de crédit

À l'aube des années 1950, les dirigeants de la Fédération provinciale présentent que le bouleversement des habitudes de consommation et de crédit gagne peu à peu les dirigeants des caisses. Préconisant la prudence en matière de prêts et de placements, ils sont plutôt inquiétés par l'affirmation

des valeurs et des comportements associés à ce qu'ils nomment déjà la «montée de la société de consommation». S'adressant aux délégués des unions régionales qui assistaient à l'assemblée générale annuelle de la Fédération provinciale en 1949, le directeur du Service d'inspection y allait d'une charge à fond de train contre la tentation d'un relâchement des critères moraux dans l'attribution des prêts. Après avoir établi que les valeurs morales étaient à la baisse et que les gens ne pensaient plus qu'à dépenser pour «s'amuser et se récréer», il portait sa critique du côté de la popularité grandissante du crédit à cet égard: «Trop de gens ne vivent plus selon leurs moyens. C'est pourquoi il faut toujours plus d'argent pour satisfaire les besoins que l'on a bien voulu se créer; comme conséquence, on ne respecte plus le juste prix...»⁵⁰. Et il renchérisait en invitant les «coopérateurs contaminés par ces nouvelles valeurs» à renouer avec l'«idéal chrétien et social» qui devait animer la «société coopérative d'épargne et de crédit»⁵¹. Cette résistance aux nouvelles valeurs couvées par la société québécoise de l'après-guerre allait s'exprimer constamment dans les éditoriaux de *La Revue Desjardins* durant les années 1950. Son discours réaffirmait que l'emprunteur devait être connu dans sa communauté et apprécié pour ses qualités morales⁵². En toute logique, le rayonnement de la caisse devait se limiter à la paroisse. Les défenseurs les plus énergiques de la mutualité paroissiale faisaient même valoir la nécessité d'appliquer de façon systématique la politique de cautionnement à tous les prêts sur

⁵⁰ FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 10 mai 1949.

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² Voir: «Des prêts aux sociétaires», *La Revue Desjardins*, 16, 1 (janvier 1950): p. 12.

reconnaissance de dette⁵³. Or, cette pratique était loin de faire l'unanimité parmi les dirigeants et les sociétaires des caisses comme l'avaient révélé — depuis longtemps d'ailleurs — les inspections de caisses réalisées antérieurement. En dépit des pressions réitérées par les inspecteurs, plusieurs caisses avaient abandonné cette politique devant l'opposition de leurs sociétaires⁵⁴.

C'est dans ce climat plutôt hostile à l'idée de crédit à la consommation que s'ouvrent les années 1950. Encore arrimé à la problématique du crédit productif et du primat de l'épargne, le mouvement des caisses amorce alors un lent virage au plan idéologique vers un crédit plus ouvert à la consommation. Le changement à cet égard ne sera pas enclenché par le sommet de l'organisation. Il se réalisera plutôt en sens inverse. En clair, ce sont les pressions du local qui vont amener le central à redéfinir les valeurs associées à la consommation et à repenser sa politique de crédit.

Les premières brèches dans les politiques «orthodoxes» d'épargne et de crédit sont ouvertes par l'offensive des caisses «millionnaires» dans le cadre de leurs congrès à compter du début des années 1950. Disposant

⁵³ Pour le directeur du service d'inspection, le fait que tous les prêts soient garantis par un cautionnement constituait un «élément efficace de propagande» en plus de constituer un appel à l'entraide: «des coopérateurs, disait-il, ne peuvent s'objecter à demander à leur voisin, un parent ou un ami d'être caution». Il recommandait en outre d'étendre le cautionnement aux prêts qui étaient déjà garantis sur nantissement agricole. *Compte rendu du cinquième congrès des caisses populaires importantes*, tenu à Sherbrooke les 7, 8 et 9 mai 1956, pp. 10-29.

⁵⁴ La loi du concordat adoptée par le gouvernement fédéral en 1934 exigeait en outre que tous les prêts sur billets soient cautionnés par deux endosseurs et interdisait l'octroi de prêts sur deuxième hypothèque. En dépit de l'entrée en vigueur de cette loi d'exception, plusieurs caisses de la région ont continué à consentir des prêts sans exiger la caution ou à ne l'appliquer qu'avec plus ou moins de zèle devant les oppositions de leurs sociétaires. C'est du moins la conclusion qui ressort d'un examen des *rapports d'inspection* des années 1930.

d'importantes liquidités et pressées par les nouveaux besoins de leurs membres, elles sont amenées à remettre en cause la politique originale du crédit productif encore défendue par la Fédération. Les critiques formulées par ces caisses durant l'ensemble de la décennie vont porter principalement sur deux enjeux: l'ouverture au crédit à la consommation qui impliquait que l'on s'interroge sur les finalités de l'épargne et du crédit et d'autre part, la limitation des activités des caisses au cadre paroissial qui soulevait notamment le problème du cautionnement des prêts personnels.

Le congrès soulignant le cinquantième anniversaire de fondation de la Caisse de Lévis en 1950 se déroule sous le thème *Épargne et crédit* ; il est l'occasion de réaffirmer l'attachement des caisses aux principes élaborés par le fondateur en matière d'épargne et de crédit⁵⁵. En prenant l'initiative d'organiser les congrès suivants, les «caisses millionnaires» vont faire la démonstration que l'unanimité est loin d'être acquise à cet égard. En effet, ces congrès sont l'occasion pour les caisses participantes de faire valoir leurs positions en faveur d'une libéralisation des politiques de crédit. Inquiétées par la progression des compagnie dites de «finance» sur le marché du petit prêt, elles proposent un élargissement de l'éventail des biens de consommation admissibles à un financement⁵⁶. Invitant ouvertement les caisses à favoriser l'organisation du crédit à la consommation, un des participants au Congrès de 1955 formule ainsi ce qui est devenu une position de plus en plus partagée parmi ces caisses: «il nous faut, face à la réalité, accueillir avec discernement les demandes de ceux qui, ayant une

⁵⁵ *Congrès international et cinquantenaire des caisses populaires Desjardins*, Lévis, 24-27 août, 1950.

⁵⁶ *Rapport du deuxième Congrès des caisses populaires millionnaires*, Trois-Rivières, 19 et 20 juin 1953.

vie rangée et réglée, veulent non seulement s'acheter un meuble essentiel, mais même un appareil de télévision ou quelque objet du même genre...»⁵⁷. Sans contester ouvertement la pensée du fondateur, les caisses «millionnaires» se proposent d'élargir la sphère de la nécessité aux nouvelles aspirations de leurs sociétaires. Du crédit «productif», elles glissent progressivement au crédit «utile». Les actions menées par les «caisses millionnaires» en faveur d'un relâchement des politiques limitatives de crédit ont rencontré des résistances à la Fédération. Les débats achoppaient sur la question suivante: un tel assouplissement était-il conforme avec la nature et le rôle qui devaient être ceux des caisses populaires?⁵⁸.

La question de la limitation des activités des caisses au cadre paroissial est probablement celle qui a soulevé les tensions les plus vives entre les caisses «millionnaires» et la Fédération provinciale. Il faut rappeler encore une fois que la mutualité paroissiale, dans les principes de fonctionnement des coopératives élaborés par Desjardins, est au cœur du système de sécurité des pratiques de crédit. Le cautionnement des prêts participe de cette mutualité qui ne pouvait avoir cours que dans une unité territoriale de petite dimension. Or, la libéralisation des politiques de crédit allait de pair avec un assouplissement des garanties d'emprunts exigées par les caisses, notamment de l'exigence d'un cautionnement des prêts qui était toujours au centre de la politique officielle du Service d'inspection de la Fédération provinciale. Si, comme nous l'avons vu précédemment, la plupart des caisses mettaient peu de zèle dans l'application de la politique

⁵⁷ *Rapport du quatrième Congrès des caisses populaires millionnaires*, Hull, 10, 11 et 12 mai 1955.

⁵⁸ FQR, *Procès-verbaux des séances du conseil d'administration* tenues les 21 septembre 1954 et 17 septembre 1956.

de cautionnement, elles n'en traînaient pas moins la réputation d'être tatillonnes dans l'octroi du crédit. La conséquence en était l'éloignement d'un nombre croissant d'éventuels petits emprunteurs qui allaient faire leur demande de prêts ailleurs.

Durant les années 1950, un nombre grandissant de caisses contestent ouvertement la limitation de leurs activités au cadre paroissial et font valoir leur position en faveur d'un assouplissement des exigences relatives au cautionnement des prêts⁵⁹. Les critiques les plus fréquemment formulées faisaient valoir qu'en s'opposant aux nouveaux usages du crédit, les caisses incitaient de toute façon les petits salariés à se tourner vers les sociétés de petits prêts, que la politique de crédit productif n'était plus appropriée à la réalité et encore que la mutualité paroissiale était inadaptée à la réalité urbaine⁶⁰. D'autres laissaient entendre que la liquidité à 50% exigée par les fédérations était trop élevée, que les caisses n'avaient pas été établies pour acheter des obligations, mais pour prêter, et qu'à ce titre, elles devaient favoriser les prêts sur reconnaissance de dette plutôt que les prêts hypothécaires⁶¹. Ces débats se sont rapidement élargis aux milieux intellectuels, syndicaux et nationalistes⁶². Au cœur de ces critiques qui échappaient de

⁵⁹ Sur la contestation du cadre paroissial, nous invitons le lecteur à se reporter au chapitre 2.

⁶⁰ URTR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 30 octobre 1956 et 9 juin 1960; C. Vaillancourt, «Pourquoi nous opérons ainsi» (éditorial en trois parties), *Revue Desjardins*, 22, 8-9, 10 et 11 (août-septembre, octobre et novembre 1956): pp. 123-128, pp. 143-145 et pp. 163-165.

⁶¹ *Ibidem*.

⁶² Voir notamment les conférences suivantes: Jean Marchand, secrétaire-général de la CTCC, «Relèvement social du salarié; rôle des caisses populaires» et André Raynaud, «Le rôle des caisses populaires Desjardins dans l'économie canadienne-française», *Compte rendu du cinquième Congrès des caisses populaires importantes*, tenu à Sherbrooke les 7, 8 et 9 mai 1956. Dans la région, des critiques du même genre avaient aussi été formulées à l'occasion du congrès annuel de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie au tournant de l'année 1960. À ce sujet: URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*,

plus en plus au leadership des entités fédérales, naissaient les germes de ce qui allait devenir plus tard la nouvelle politique de crédit du mouvement.

De l'épargne «vertueuse» au crédit «ordonné»

Tenu sous le thème *«Inflation, crédit à la consommation, épargne et budget familial»*, le congrès de 1957 marque une étape importante dans l'évolution des débats sur la libéralisation du crédit. D'une part, la FQUR et les unions régionales s'engagent dans la mise à jour de la problématique et du discours du mouvement sur le crédit. D'autre part, le leadership dans ce dossier controversé se déplace graduellement du local vers le central⁶³.

Les principes inspirant la politique de crédit officiellement en vigueur durant les années 1950, avons-nous déjà relevé, stipulaient en outre que l'emprunteur devait être connu dans sa communauté et apprécié pour ses qualités morales (être honnête, sobre, travailleur et solvable) et que les prêts devaient être évalués en regard du «nécessaire» ou de leur finalité «productive». Invité à prononcer une conférence dans le cadre du congrès de 1957, l'économiste André Raynauld formule ainsi les difficultés associées à une telle politique: «Nous voulons bien qu'on attache de l'importance à l'honorabilité et à la qualité morale de l'emprunteur. Mais ne croyez-vous pas qu'il serait avantageux de préciser noir sur blanc qu'est-ce qu'on entend par une personne honnête? [...] Refusez-vous de prêter à un homme honnête, capable sans effort extraordinaire de rembourser son emprunt, si

9 juin 1960.

⁶³ En 1961, le dernier congrès des caisses millionnaires a lieu. Les congrès suivants seront organisés par la Fédération provinciale et seront ouverts à l'ensemble des délégués des caisses populaires affiliées.

la raison invoquée représente un besoin non nécessaire?»⁶⁴.

Il devenait évident à ce moment que les nouvelles habitudes de consommation devaient être considérées par le mouvement, et conséquemment, que l'austérité en matière de crédit devait faire place à une politique plus libérale, sous peine de voir les sociétaires des caisses se tourner vers d'autres institutions financières. L'idée de «besoin» ne s'exprimait plus uniquement en termes de nécessités, mais aussi en termes de désirs et d'aspirations. Mais cette libéralisation du crédit allait se réaliser dans la tradition, c'est-à-dire avec prudence. Il n'était pas question pour les caisses, soutenait-on, d'accepter une consommation débridée comme le suggéraient déjà les agents de marketing et de publicité de la production industrielle des biens et services. La consommation devait être «réfléchie». Le crédit devait être «intelligent». Le congrès des caisses que nous venons de citer avait pour slogan: «Penser avant de dépenser». Le mouvement réalisait que les changements qui avaient cours dans les habitudes de consommation de la population étaient irréversibles, qu'ils allaient même s'accroître dans les années futures. Malgré toutes les incitations à l'épargne, les citoyens en général et les sociétaires des caisses en particulier consommaient et empruntaient pour le faire. De plus, s'ils ne trouvaient pas à la caisse populaire l'ouverture de crédit voulue, ils allaient ailleurs. L'offensive de la Fédération dans les années postérieures s'appuie sur deux stratégies: l'organisation de campagnes éducatives et la consultation d'experts.

Délaissant peu à peu la seule voie de l'éducation à l'épargne, le mou-

⁶⁴ A. Raynauld, «Les facteurs déterminants de l'épargne», *Rapport du Congrès international des caisses populaires Desjardins*, Lévis, 1957, p. 126.

vement Desjardins passe de plus en plus à l'éducation à la consommation. Dans la *Revue Desjardins*, paraissent de nombreux articles centrés sur l'idée que la consommation doit correspondre à la tenue d'un budget personnel et familial⁶⁵. Pour l'essentiel, le nouveau discours avance que la consommation doit s'inscrire dans le possible et que le crédit devait y figurer comme élément intégré, de façon à ne pas l'excéder. Corrélativement, il commande une série d'émissions télévisées intitulée *Joindre les deux bouts* qui se propose de sensibiliser un public large à la nécessité d'équilibrer le budget familial et de l'aider à résoudre divers problèmes d'ordre financier⁶⁶. Enfin, de nouvelles initiatives sont déployées directement sur le terrain. Dans les agglomérations ouvrières de Shawinigan et de Drummondville notamment, des caisses ont participé au lancement et au financement d'associations coopératives d'économie familiale; d'autres caisses ont préféré engager leurs propres conseillers en éducation familiale⁶⁷. L'idée centrale de ces actions est de discipliner la consommation et d'associer l'usage du crédit à une pratique budgétaire «sensée».

Conquérir le marché du prêt à la consommation

Les débats qui ont agité le mouvement des caisses depuis le début des années 1950 ont mis au grand jour un écart grandissant entre les politiques

⁶⁵ «Le budget familial», *La Revue Desjardins*, 23, 12 (décembre 1957): pp. 205-208. Voir aussi: P.-É. Charron, «Il faut budgeter», *La Revue Desjardins*, 25, 12 (décembre 1959): p. 190; G. Rivard, «Le budget», *La Revue Desjardins*, 26, 2 (février 1960): pp. 36-37.

⁶⁶ Voir à ce sujet: «Joindre les deux bouts», *La Revue Desjardins*, 24, 11 (novembre 1958): p. 171; «Un programme éducatif à la télévision», *La Revue Desjardins*, 24, 8-9 (août-septembre 1958): pp. 131-132.

⁶⁷ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 8 et 24 novembre 1966, «Rencontre entre les administrateurs de l'URTR et les gérants des caisses populaires du Grand Shawinigan et des environs», *Procès-verbal d'une assemblée spéciale*, 7 décembre 1966.

de prêts effectivement appliquées par un bon nombre de «grosses» caisses et la politique officielle encore défendue par les autorités fédérales (crédit productif et cautionnement des prêts). Par exemple, les emprunts pour des appareils électroménagers, automobiles et autres biens étaient de plus en plus acceptés par ces caisses en vertu de garanties financières (obligations, parts sociales, etc.) ou de la seule capacité de payer de l'emprunteur. La FQUR décide alors d'en savoir plus sur «les comportements économiques de la famille salariée du Québec» et commande une vaste recherche de 1958 à 1964, connue depuis sous le nom de l'enquête Tremblay/Fortin⁶⁸. Il n'est pas exagéré de dire que les données et les observations de cette enquête, jumelées aux pressions des caisses «millionnaires», ont favorisé l'ouverture de la Fédération au crédit à la consommation.

L'enquête menée par les deux universitaires mit au grand jour la part croissante du marché du prêt personnel accaparée par les entreprises spécialisées dans le financement des biens de consommation. En effet, ces dernières avaient la faveur de 28% des emprunts contractés par les Québécois salariés au moment du sondage; en outre ces prêts étaient principalement concentrés dans le domaine de la consommation (automobiles, articles ménagers, consolidation de dettes, etc.). Les caisses, pour leur part, ne contrôlaient que 19% du marché du crédit, et ce pourcentage englobait les prêts hypothécaires⁶⁹, leur domaine de prédilection à cette époque. La démonstration était faite que les Québécois, à travers leurs comportements en matière de consommation et de crédit, n'acceptaient pas (ou plus) le

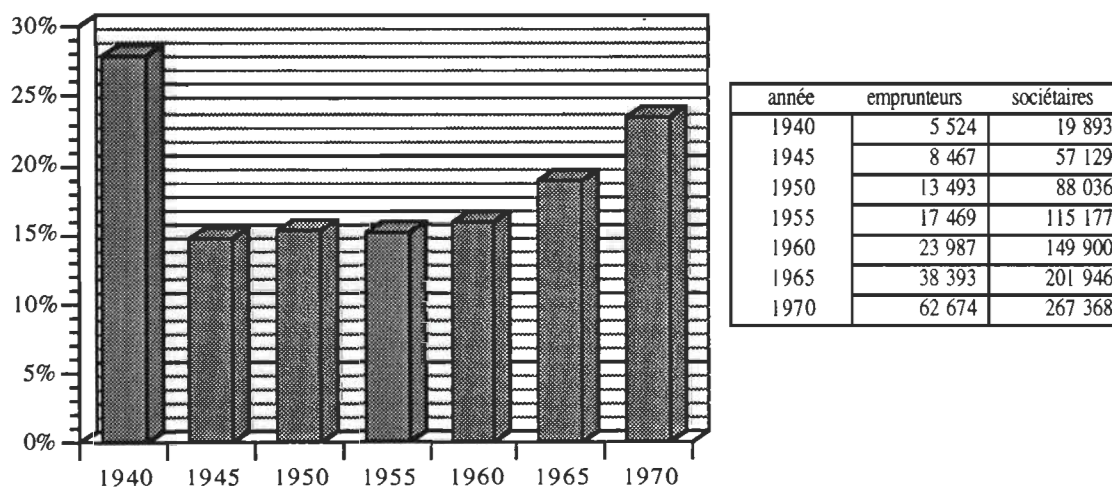
⁶⁸ M.-A. Tremblay et G. Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, P.U.L., 1964, 405 p.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 188-191.

discours centré sur l'idée de crédit productif. À défaut d'un accueil positif chez Desjardins, ils allaient vers d'autres institutions financières plus ouvertes en la matière: banques, compagnies de finance, commerces, etc.

Forte des informations révélées au fil des ans par l'enquête Tremblay/Fortin, la Fédération va réévaluer en profondeur les lignes directrices de la politique qu'elle préconise alors en matière de crédit. Durant la première moitié des années 1960, l'idée de crédit est élargie graduellement de ses fonctions de production et d'utilité, sans les renier pour autant. Le mouvement Desjardins parviendra non sans tiraillements à se trouver des justifications à cette ouverture. Au demeurant, la libéralisation du crédit associée à une prudente politique de placements, est perçue, au tournant des années 1960, comme le fer de lance d'une stratégie destinée à rentabiliser les caisses. Dès lors, la FQUR et plus précisément les cadres de ses nouveaux services passent à l'avant-plan, invitant même l'ensemble des caisses populaires à emboîter le pas.

FIGURE 4.7
Évolution de la proportion de sociétaires disposant d'un emprunt,
Union régionale de Trois-Rivières, 1940-1970
(en % et en nombres absolus)



Sources: *Rapports mensuels des caisses au 31 décembre*, années 1940-1970.

On assiste dès le début des années 1960 à une augmentation significative des taux annuels de pénétration du mouvement Desjardins dans le champ du crédit à la consommation. Cette ouverture se confirme à l'échelle de la région par l'accroissement substantiel que connaissent les prêts sur reconnaissance de dette au cours des années 1960 (voir la figure 4.6 dans une section précédente du chapitre). Elle se traduit également par un élargissement de l'accès au crédit parmi les sociétaires des caisses comme l'illustre la figure 4.7. Le ratio emprunteurs/sociétaires, qui s'était maintenu autour des 15% entre 1945 et 1960, est porté à 19% en 1965 puis à 23% en 1970.

Deux enquêtes menées entre 1965 et 1967 par le Service de la recherche de la Fédération provinciale sur les politiques de prêts des caisses locales viennent confirmer le virage amorcé plus tôt par l'ensemble du mouvement⁷⁰. Les résultats de ces études démontrent les gains substantiels réalisés par les caisses dans l'octroi des prêts à la consommation. Par exemple, la valeur des prêts pour l'achat d'automobiles, qui représentait 6% de l'ensemble du portefeuille de prêts au moment de l'enquête Tremblay-Fortin, passe à 20%. Il s'agit sans doute du meilleur indice d'une libéralisation du crédit chez Desjardins dans le sens de la consommation. Ceci s'accompagne d'une décroissance relative des prêts consacrés à la petite production (agricole ou artisanale) qui ne représentent plus au milieu des années 1960 que le dixième de la valeur totale des prêts consentis par les caisses locales. La libéralisation du crédit se traduit également

⁷⁰ FQUR [Service de la recherche], *Étude de quelque 3 800 prêts accordés par 68 caisses populaires*, Lévis, 1965, 50 p. plus annexes; *Étude de 23 000 prêts réalisés entre mars 1966 et février 1967 (brouillon)*, Lévis, 1967, non-paginé. Dans l'étude la plus récente, une quinzaine de caisses affiliées à l'URTR avaient été sélectionnées parmi les quelque 136 caisses échantillonnées à travers le Québec.

par un assouplissement des exigences en termes de garanties ou de caution: selon les données de ces enquêtes, plus d'un emprunteur sur deux obtient un prêt personnel sur simple signature. Une enquête menée précédemment par le Service d'éducation de l'URTR avait d'ailleurs révélé sensiblement les mêmes tendances à l'échelle régionale⁷¹.

Le mouvement en faveur de la libéralisation du crédit était définitivement lancé. Entre 1966 et 1971, la part du marché québécois du prêt à la consommation occupée par le mouvement Desjardins était passée de 9,8 à 15%⁷². Les débats internes sur les politiques de crédit étaient cependant loin d'être clos. Ils allaient se cristalliser dans les années ultérieures sur l'opportunité pour les caisses d'émettre des cartes de crédit. En 1965, une première proposition en ce sens avait été amenée par la Caisse de Victoria-ville, puis rejetée par les responsables de la FQUR dont les opinions étaient partagées sur cette question⁷³. Devant les pressions réitérées par des caisses urbaines, un comité d'étude chargé d'étudier les implications du projet de cartes de crédit fut établi en 1968⁷⁴. Dès lors, le mouvement des caisses s'engageait dans de longues négociations internes où les arguments à caractère moral allaient faire de moins en moins le poids devant les considérations de marché et de rentabilité.

⁷¹ En outre, le cinquième des prêts sur reconnaissance de dette consentis par les caisses en 1964 et 1965 l'avaient été pour l'acquisition d'automobiles; cette catégorie de prêts n'était surpassée que par les consolidations de dettes. Le crédit à la petite production, pour sa part, ne représentait plus que 13% de la valeur du portefeuille. Enfin, la moitié de la valeur totale de ces prêts avait été accordée sur simple signature et moins du tiers était cautionné. Les résultats préliminaires de cette étude ont été publiés dans l'organe officiel de la FQUR: A. Morin, «La politique de prêt des Caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières», *Revue Desjardins*, 32, 6-7 (juin-juillet 1966): pp. 125-127.

⁷² Selon les estimés du Service de la recherche de la FQUR.

⁷³ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 septembre 1965.

⁷⁴ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 28 novembre 1968 et 5 novembre 1969; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 11 décembre 1968.

Du producteur au consommateur

Au terme de la période étudiée, les caisses sont passées, en matière de politique de petits prêts, du «crédit de production» à ce que l'on peut appeler le crédit «libéral», ouvert à la consommation au sens contemporain du terme. D'abord de portée limitée, les débats et les enjeux relatifs au crédit sont devenus fondamentaux dans l'après-guerre. Deux positions se sont conjuncturellement polarisées au sein du mouvement des caisses. L'une, la plus ancienne, défendue par les autorités centrales du mouvement au nom des principes légués par le fondateur, valorisait une politique de crédit axée sur la petite production dont le cadre de référence était la paroisse rurale. L'autre position, soutenue par les gérants des caisses les plus prospères des milieux urbains, se chargeait de rappeler que celles-ci évoluaient dans un cadre dynamisé par l'économie marchande dans laquelle la figure dominante du sociétaire était, non plus le petit producteur ou l'indépendant, mais le consommateur. Plus largement, le changement de cap en matière de crédit est l'expression du passage d'une organisation animée à la base *par et pour* les agents de la petite production et les indépendants issus principalement du monde rural à un mouvement composé majoritairement de salariés vivant dans les villes⁷⁵. À travers cette «ré-identification» des acteurs, pour reprendre la terminologie de C. Vienney, l'entreprise coopérative redéfinissait ses rapports au nouveau contexte économique, passant de la résistance à la promotion du crédit à la consom-

⁷⁵ Les résultats des deux enquêtes réalisées par le service de recherche de la FQR au cours des années 1960 montrent d'ailleurs une tendance très nette à la diversification du profil social des emprunteurs des caisses. Toutefois, les données sur cette question sont difficilement réutilisables en raison de notre ignorance des critères de classification socio-professionnelle qui ont servi au regroupement des professions. FQR [Service de la recherche], «Étude de quelque 3 800 prêts...», *op. cit.*, pp. 11-13; «Étude de 23 000 prêts...», *op. cit.*, (série de tableaux relative à la distribution des prêts selon l'occupation).

mation. La politique de crédit s'est donc révélée l'un des moyens de cette adaptation.

Par ailleurs, cette période de l'évolution des caisses Desjardins annonce un réaménagement des rapports entre l'entreprise et l'association coopératives, où l'impératif de concurrence sur les marchés prend le pas sur le caractère mutuel de leur organisation. La montée des «caisses millionnaires» pendant les années 1950 a favorisé l'introduction puis l'affirmation de cette nouvelle rationalité économique. Cette dernière s'est opposée, de façon plus ou moins ouverte, à l'ancienne rationalité qui concevait la mutualité paroissiale comme principe régulateur des rapports entre l'épargne et les risques associés au crédit. La gestion de ces risques se réalisera désormais par la mise en oeuvre des méthodes modernes d'investigation sur la valeur marchande des emprunteurs. À cet égard, les glissements de sens que nous avons relevés à propos du discours sur le crédit gagnent parallèlement les autres activités des caisses. Par exemple, la «propagande» coopérative, pensée originellement en fonction d'un recrutement d'épargnants, lorgne de plus en plus du côté de la publicité et bientôt du côté du marketing, où la promotion des services offerts par les caisses devient prédominante. Le sociétariat, pour sa part, se définit de plus en plus en termes de clientèles. L'opposition que l'on établissait entre la coopérative d'épargne et de crédit et l'entreprise privée s'estompe au profit d'une reconnaissance de leurs similarités. Au cours de cette phase de transition cruciale, la «doctrine» du fondateur Alphonse Desjardins a servi de référence aux tenants des deux rationalités. C'est au nom du respect de ces principes, que s'est exprimée la résistance à la libéralisation du crédit. C'est aussi en son nom que l'on a légitimé la nécessité d'offrir

le prêt à la consommation pour combattre les «usuriers des temps modernes», à savoir les «compagnies de finance».

Évoluer parmi les «grands»...

«Nous avons réuni l'élite et avec la coopération de tous, avec les différents moyens de la coopération, nous arriverons de plus en plus à prendre conscience de nos moyens, à nous servir de nous-mêmes, à ne plus compter sur ceux qui nous ont asservis.⁷⁶»

*abbé Edgar Laforest,
vice-président de l'URTR, 1944.*

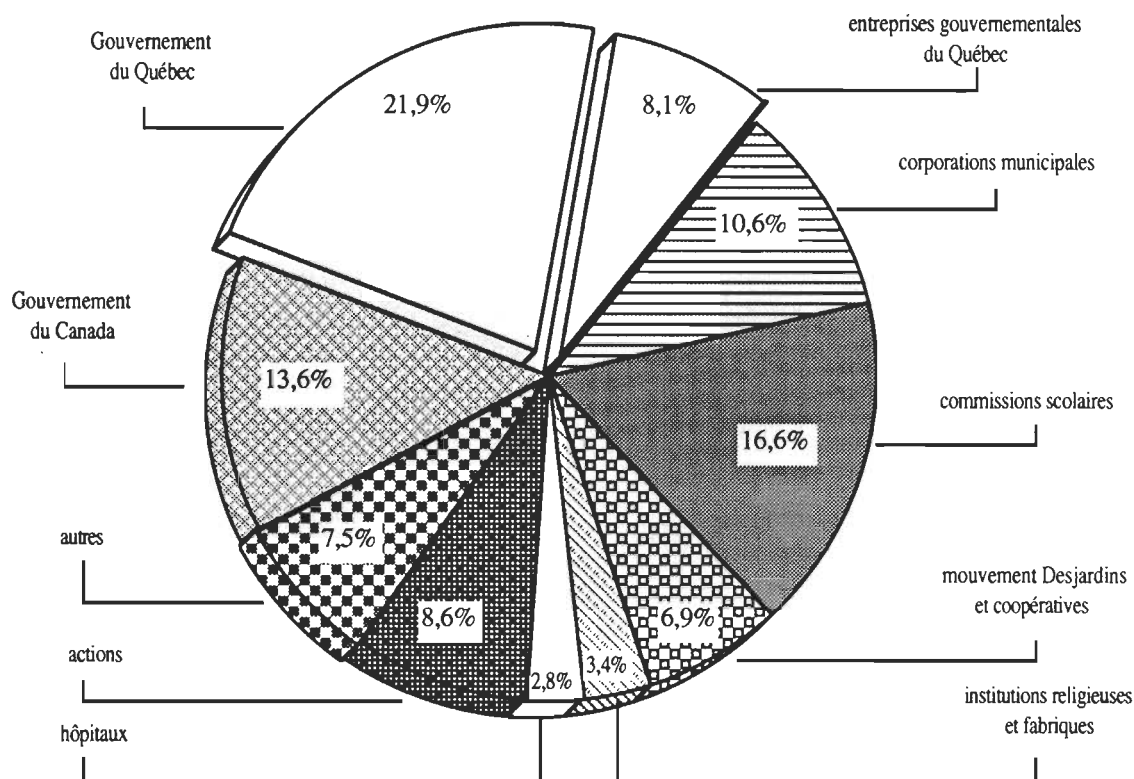
Nous avons déjà établi l'importance des activités de placements des caisses dans le financement des institutions religieuses, municipales et scolaires pendant l'entre-deux-guerres. Ces dernières vont continuer de recueillir des sommes substantielles en provenance du réseau des caisses après la guerre. Avec les années toutefois, l'importance relative de ces placements tend à s'atténuer par rapport à l'ensemble de leurs investissements (figure 4.8). La désaffection des caisses à l'égard du financement des établissements religieux et des fabriques est sans aucun doute l'un des faits marquants de l'après-guerre du point de vue de leur stratégie de placements. Elle ne manque pas de susciter de la désapprobation parmi certains dirigeants de caisses qui déplorent le «manque de solidarité» devant les difficultés éprouvées par ces dernières pour faire financer leurs immobilisations⁷⁷. Aux placements obligataires qui se transigent de plus en plus avec les gouvernements du Québec et du Canada, viennent s'ajouter, à compter du début des années 1960, de nouvelles formes d'investissements telles que l'acquisition d'actions dans les entreprises gouvernementales, les

⁷⁶ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 26 octobre 1944.

⁷⁷ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 30 octobre 1956.

corporations financières et les sociétés affiliées au mouvement Desjardins.

FIGURE 4.8
Ventilation du portefeuille de valeurs au 30 août 1971,
Union régionale de Trois-Rivières,
 (% de la valeur nominale totale du portefeuille de valeurs)



Sources: URTR, Rapport annuel, année financière 1970-71.

Les sommes engagées par l'URTR et son réseau de caisses affiliées dans les circuits de financement autres que les prêts aux particuliers sont d'ailleurs sans commune mesure avec ce qu'elles étaient auparavant. Entre 1940 et 1970, elles sont passées de 1,5 à 91,3 millions \$⁷⁸. C'est dire que les capitaux administrés par le réseau des caisses pèsent de plus en plus dans la socio-économie régionale et nationale. Cet élargissement du potentiel financier du mouvement des caisses éveille de nouvelles aspirations

⁷⁸ *Rapports mensuels* de l'URTR et de ses caisses affiliées au 31 décembre des années 1940 et 1970.

chez certains de ses dirigeants, lesquels se montrent de plus en plus sensibles à l'idée de participer au financement de grands projets industriels, commerciaux et financiers. Cette volonté de s'aménager une place parmi les grandes corporations financières et d'être associés à la décision économique s'est traduite par diverses initiatives que nous analyserons dans les prochaines pages.

Ces nouvelles ambitions conjuguées au poids financier grandissant du mouvement des caisses vont mener à un durcissement de la concurrence bancaire à compter du milieu des années 1950. C'est dans ce nouveau contexte que le mouvement des caisses entreprend dès lors une longue lutte en faveur de la levée des obstacles juridiques qui limitaient, en vertu de son statut coopératif, ses pouvoirs d'investissement.

Financer l'industrie et le commerce

Le financement industriel et commercial a constitué pendant longtemps une épineuse question au sein du mouvement des caisses. En raison de l'ampleur des fonds qu'elle requiert, des risques qui lui sont associés et du caractère décentralisé du réseau de capitaux administré par les caisses, il faut un certain temps avant qu'une véritable politique en matière de financement des entreprises ne soit envisageable. Il existe d'ailleurs à cet égard, comme nous l'avons souligné plus tôt, une sorte d'entente tacite entre les banques et les caisses depuis la fin des années 1930 suivant laquelle les grandes opérations financières étaient réservées aux premières tandis que le petit prêt aux particuliers était dévolu aux secondes⁷⁹. Or, l'essor du

⁷⁹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 17 février 1939.

marché des biens de consommation et de la construction domiciliaire va amener les banques, à compter du milieu des années 1950, à jouer un rôle de plus en plus actif dans le domaine du prêt aux particuliers. Parallèlement, les plus nationalistes des dirigeants des caisses réalisent qu'en l'absence de stratégies concertées en matière d'investissements et de percées significatives dans le financement industriel et commercial, le mouvement Desjardins est condamné à n'occuper qu'une place bien marginale dans la décision économique. Mais il existe au moins deux obstacles juridiques à la réalisation de ce projet. D'abord, la Loi des syndicats coopératifs leur interdit d'acquérir des actions de corporations industrielles, commerciales et financières⁸⁰. En vertu de la même législation, les caisses ne peuvent, au contraire des banques, garantir leurs prêts commerciaux et industriels par des biens mobiliers tels que les inventaires de marchandises et la machinerie⁸¹. Elles doivent s'en remettre à la garantie sur première hypothèque. Cet état de fait, il va sans dire, n'était pas sans inciter les entreprises à transiger leurs affaires avec les établissements bancaires.

En dépit de ces contraintes bien réelles, les caisses ont continué d'entretenir des relations d'affaires avec le monde industriel et commercial de leurs localités. Mais ces initiatives ont semblé relever le plus souvent d'actions localisées et ont été généralement restreintes aux petits entrepreneurs et aux petites entreprises à caractère familial. L'absence de sources à ce sujet nous empêche malheureusement d'évaluer avec précision l'importance relative et les destinataires des montants engagés dans le financement

⁸⁰ *Loi des syndicats coopératifs*, article 40, alinéa 2.

⁸¹ *Ibidem*.

d'entreprises⁸². Toutefois, les procès-verbaux de l'URTR se font occasionnellement l'écho de telles pratiques. En 1949, par exemple, les administrateurs régionaux sont saisis d'une demande de la Caisse de Saint-Léonard à l'effet que l'URTR injecte des fonds dans le redressement financier de la principale industrie de la localité⁸³. La caisse demanderesse, le gouvernement québécois et les nouveaux acquéreurs y étaient allés chacun de leur mise de fonds, mais il manquait encore une somme de 30 000 \$ que l'on requérait de l'URTR pour faire redémarrer l'industrie⁸⁴. En 1957, les caisses de l'agglomération de Drummondville demandent au conseil d'administration régional d'approuver une avance de capital dans le cadre de leur implication financière dans la mise en place d'un complexe industriel⁸⁵. En 1960, une demande similaire lui est adressée par une caisse engagée cette fois-ci dans le financement d'une entreprise de transport localisée sur la rive sud du Saint-Laurent⁸⁶.

L'Union de Trois-Rivières fut elle-même impliquée financièrement dans la relance d'un moulin à papier au cours des années 1950 et 1960. En 1957, ses commissaires de crédit furent en effet saisis d'une première demande de prêt de 75 000 \$ logée par Louis Coderre, alors sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, à la Caisse populaire de Kingsey-Fall, une petite localité de 850 habitants située à une trentaine de kilomètres de

⁸² Il faut attendre le milieu des années 1970 avant que les prêts aux industries et aux commerces ne soient regroupés sous une rubrique distincte dans les rapports mensuels des caisses. En ce qui concerne la période qui retient notre attention, ils sont noyés parmi l'ensemble des autres prêts.

⁸³ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 8 septembre 1949.

⁸⁴ *Ibidem*.

⁸⁵ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 14 novembre 1957.

⁸⁶ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 juin 1960.

Drummondville⁸⁷. Ne possédant pas de telles liquidités, la Caisse désirait une avance de fonds de la part de l'URTR. L. Coderre venait d'acquérir, au nom de la Kingsey Paper Mill Corporation, les installations de la Sterling Paper Company, laquelle avait cessé ses activités à la suite d'un conflit ouvrier. L'industriel voulait relancer les activités du moulin. À l'échelle de cette petite localité, l'enjeu était de taille puisqu'une quarantaine de familles tiraient leurs revenus de cette seule entreprise. Les premières mises de fonds de l'URTR et de la Caisse de Kingsey-Fall furent bientôt suivies de plusieurs avances additionnelles de sorte qu'en 1962, elles avaient englouti pas moins de 400 000 \$ dans cette affaire, une somme appréciable à l'époque. Pour plusieurs raisons, la Kingsey Paper Mill ne parvint jamais à faire redémarrer les activités du moulin pour de bon⁸⁸. Si bien qu'en avril 1963, suite à un jugement de la Cour supérieure, l'URTR se retrouva seule et unique propriétaire de l'entreprise, de sa machinerie, de ses bâtisses et de ses quelque 4 800 acres de terres à bois, un capital évalué alors à un demi million \$⁸⁹. Un projet de location du moulin à papier fut présenté à l'URTR six mois plus tard par Bernard et Laurent Lemaire au nom de la Drummond Pulp & Fibre⁹⁰. En 1967, les Lemaire se portaient acquéreurs du moulin à papier⁹¹. Ils opéraient depuis quelques années sous le nom de Papier Cascade Inc. La réputation passée du moulin ainsi que le statut encore fragile des Lemaire faisait en sorte qu'il leur était

⁸⁷ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 14 novembre 1957.

⁸⁸ Une machinerie vétuste, un manque de planification des investissements ainsi qu'une mauvaise administration, aux dires de G. Rivard, placèrent rapidement l'entreprise dans une situation qui ne lui permettait pas de produire son papier à prix concurrentiel. G. Rivard, *op. cit.*, pp. 193-216.

⁸⁹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 4 avril 1963.

⁹⁰ G. Rivard, *op. cit.*, p. 199.

⁹¹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 27 mars 1967.

difficile au départ d'obtenir du crédit auprès des banques. C'est à l'URTR qu'ils feront le plus souvent appel au cours des premières années où ils exploiteront l'entreprise. De même, c'est cette dernière qui financera la transaction rendant Papier Cascade propriétaire du moulin de Kingsey-Fall. Au début des années 1970, les Lemaire avaient réinjecté un demi million \$ pour moderniser l'entreprise et son chiffre d'affaires dépassait les 12 000 000 \$.

Ces quelques exemples témoignent de l'existence de relations certaines entre les caisses populaires et le monde des affaires. Ils n'en constituent probablement que la pointe de l'iceberg. C'est avec des franges bien déterminées du monde des affaires — les petits entrepreneurs, les commerçants locaux et les propriétaires de petites entreprises familiales —, et le plus souvent à travers la filière du prêt aux particuliers, que les caisses ont participé au financement de ce qu'elles appellent à l'époque l'industrie locale. Mais d'un point de vue général, ces opérations sont demeurées marginales. En réponse à des critiques qui déploraient la faiblesse de la participation des caisses au financement de «l'industrie de chez-nous» au tournant des années 1960, C. Vaillancourt signalait les résultats d'une enquête interne à ce sujet. Cette enquête révélait en outre que les caisses locales de la province avaient prêté directement quelque 100 millions \$ à la petite industrie entre 1945 et 1960⁹². Le chiffre avancé par le gérant de la Fédération provinciale peut paraître élevé, mais en considérant la valeur totale des prêts consentis par les caisses durant cette période, il s'agit d'un

⁹² C. Vaillancourt, «Éditorial: Réflexion en marge de certaines critiques», *Revue Des-jardins*, 27, 8-9 (août-septembre 1961): pp. 123-125.

montant encore bien modeste⁹³.

Les directives préconisées par les dirigeants des instances fédérales et le Service d'inspection provincial à ce sujet sont généralement d'«éviter le crédit aux commerces, aux industries et aux coopératives» et de n'effectuer ces prêts qu'en engageant directement la responsabilité des individus⁹⁴. Un amendement apporté aux statuts de l'URTR en 1951 vient resserrer son contrôle sur ce genre d'opérations en obligeant les caisses locales à s'enquérir de son approbation préalable pour leurs prêts aux sociétés coopératives, industrielles et commerciales⁹⁵. En vertu de la nouvelle réglementation, une des caisses affiliées à l'URTR fut même forcée de remercier son gérant et son président en 1960 sous peine de se voir retirer son affiliation. Depuis 1940, elle avait continué d'entretenir des relations d'affaires très étroites avec les industries de sa localité en dépit des avertissements répétés du Service d'inspection provincial, des responsables de l'Union et des administrateurs de la FQUR. On lui reprochait en outre de «consentir des prêts industriels et commerciaux insuffisamment garantis», d'«effectuer des transactions de nature bancaire» et même de faire une «concurrence déloyale aux banques»⁹⁶. On craignait également que de telles pratiques ne servent d'argument aux banques dans leurs pressions sur le gouvernement fédéral pour qu'il place les caisses sous la juridiction de la Loi des Banques⁹⁷.

⁹³ Entre 1945 et 1960, la valeur totale des prêts effectués par les caisses à l'échelle du Québec s'élevait à 1,3 milliards \$ selon les données d'une étude réalisée par le Service de la recherche de la FQUR.

⁹⁴ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 24 juillet 1940 et *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 15 mai 1952.

⁹⁵ URTR, *Procès-verbal de l'assemblée générale spéciale*, 24 octobre 1951.

⁹⁶ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 28 janvier 1960.

⁹⁷ *Ibidem*.

Les pressions en faveur d'une ouverture des caisses au crédit industriel et commercial n'en sont pas moins constamment présentes. Elles semblent même s'accroître au cours des années 1960. Avec l'enclenchement de la Révolution tranquille, une certaine critique parmi les milieux nationalistes québécois, à laquelle des dirigeants du mouvement Desjardins se font l'écho, fait notamment valoir que les centaines de millions \$ gérés par les caisses pourraient servir au développement de grandes entreprises nationales. Cette critique paraît avoir assez de retentissement pour que le gérant de la FQUR lui consacre pas moins de cinq éditoriaux dans la *Revue Desjardins* au cours de la seule année 1961⁹⁸. Tout indique par ailleurs que les dirigeants des instances fédérales étaient profondément divisés sur cette question. Pour les uns, favorables au respect des principes fondateurs de la doctrine coopérative, l'aide à la moyenne et à la grande industrie «détourne les caisses de leur vocation originale qui est d'aider les gens de modestes conditions économiques»⁹⁹. Pour les autres, partisans d'une implication dans le domaine industriel, «l'industrie et le commerce ne constituent pas nécessairement un investissement risqué»¹⁰⁰. Le problème, font-ils valoir, réside dans les restrictions d'ordre légal imposées aux opérations financières des caisses populaires et, à ce chapitre, c'est la législation même qu'il faut faire amender. L'approfondissement des différends entre les caisses et les banques à compter des années 1950 va constituer un véritable tournant à cet égard.

⁹⁸ C. Vaillancourt, «23 janvier 1901», «Petites industries et caisses populaires», «En marge de deux congrès», «Réflexions en marge de certaines critiques» et «Pourquoi procède-t-on ainsi», éditoriaux parus dans la *Revue Desjardins*, 27, 1, 2, 6-7, 8-9 et 10 (janvier à octobre 1961).

⁹⁹ FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 10 mars 1965.

¹⁰⁰ FQUR, *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 12 mars 1968.

La concurrence bancaire

Les caisses populaires et les banques sont amenées à entretenir des relations quotidiennes pour l'encaissement des chèques et des ordres de paiements. En vertu de leur exclusion du cadre régi par la Loi fédérale des banques, les premières n'ont pas accès à la Banque du Canada pour s'approvisionner en monnaie. Elles doivent conséquemment faire appel aux banques à charte qui agissent, en quelque sorte, comme intermédiaires dans leurs transactions avec la Banque du Canada. Cette situation place donc les caisses et les banques dans l'obligation de s'entendre sur les procédures servant à régir ces activités. Jusqu'à la fin des années 1930, les ententes sur ces questions étaient négociées localement ou régionalement. Au tournant des années 1940, les gérants des unions régionales et de la FQUR réussissaient à arracher à la Canadian Banker's Association (CBA) une première entente négociée à grande échelle¹⁰¹. Fondé sur le principe de la complémentarité de leurs objectifs et sur la reconnaissance du rôle des caisses régionales en matière de compensation bancaire, l'accord définissait le cadre dans lequel devaient s'établir les relations d'affaires entre les banques et les unions: rémunération des dépôts des caisses régionales dans les banques, charges imposées sur l'approvisionnement en monnaie, commissions sur l'encaissement des chèques, etc.¹⁰². Cet accord a prévalu jusque dans la seconde moitié des années 1950. Lorsqu'en 1958, la CBA décide unilatéralement de modifier les termes de ses relations d'affaires avec le mouvement des caisses, les dirigeants des unions régionales et de la FQUR ressentent douloureusement qu'ils pèsent encore bien peu devant la

¹⁰¹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 17 février 1939.

¹⁰² *Convention entre la Banque canadienne nationale et l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Trois-Rivières*, 1 mai 1940.

puissance de leurs vis-à-vis bancaires. Dès lors, s'engage une longue lutte en faveur de leur émancipation à l'égard des liens quasi tutélaires qu'ils entretiennent avec les banques à charte. Voyons les faits.

La décision de la CBA en 1958 est accueillie avec indignation par les administrateurs de l'Union de Trois-Rivières. Ils font valoir qu'«une telle ordonnance est inacceptable à raison d'exigences injustes, injustifiables et injustifiées et qu'elle est à l'avantage exclusif des banques»¹⁰³. L'ordonnance impose en effet la centralisation des opérations de compensation à Québec et à Montréal et augmente de façon appréciable les frais exigés des caisses pour l'encaissement de leurs chèques et leur approvisionnement en monnaie¹⁰⁴. Elle abolit, de surcroît, les commissions prélevées par les caisses régionales sur l'encaissement des chèques émis par les banques. De plus, la CBA stipule que le nouveau cadre de procédure ne va pas faire l'objet de négociations contrairement à ce qui se faisait antérieurement¹⁰⁵. La réponse des dirigeants des instances fédérales du mouvement à ces nouvelles exigences sera cinglante. Après avoir préalablement insisté sur la complémentarité des activités des banques et des caisses et sur le fait que ces dernières y maintiennent entre 15 et 20 millions \$ de dépôts faiblement rémunérés, ils y vont d'une menace à peine voilée qui en dit long sur le caractère tendu des relations entre les deux institutions: «... nous ne tenons pas, lit-on dans une lettre adressée par le gérant de la FQUR au secrétaire de la CBA, à être responsables d'une campagne de propagande

¹⁰³ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 4 août 1958.

¹⁰⁴ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 4 décembre 1958; FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 16 décembre 1958.

¹⁰⁵ W.E. Mc Laughlin, *président du Comité de la Chambre de compensation des banques*, à C. Vaillancourt, Toronto, 8 décembre 1958.

toujours possible au pays. Plus d'un million de personnes sont présentement membres de nos Caisses populaires; il serait vraiment regrettable qu'ils deviennent des antagonistes des Banques»¹⁰⁶. À leur défense, les représentants des banques font notamment valoir que les caisses ne respectent pas leurs ententes précédentes en empiétant sur leurs domaines et que l'augmentation du volume d'affaires leur occasionne des dépenses annuelles croissantes pour la seule compensation des ordres de paiement de caisses populaires¹⁰⁷.

Non sans avoir arraché quelques concessions mineures, les gérants des unions régionales vont finalement se résigner aux nouvelles conditions offertes par les banques¹⁰⁸. Une entente est finalement conclue avec les représentants de la Banque provinciale au terme de multiples tractations. Pour l'essentiel, cette entente stipule que la Banque agit désormais comme «agent exclusif» des caisses pour la compensation des chèques et des ordres de paiement; en retour de quoi, ces dernières s'engagent à déposer et à bloquer 2% de leurs dépôts d'épargne à la Banque provinciale¹⁰⁹.

Ces conditions ont toutefois placé les unions régionales dans une position difficilement tenable. Quelques mois après leur entrée en vigueur, elles affichent des pertes importantes de revenus tirés des commissions sur les chèques conjuguées à des hausses des frais d'exploitation (en

¹⁰⁶ C. Vaillancourt à A. W. Rogers, *secrétaire de la Canadian Banker's Association*, Lévis, 12 décembre 1958.

¹⁰⁷ FQUR, *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 29 octobre et 16 décembre 1958.

¹⁰⁸ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 16 décembre 1958.

¹⁰⁹ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 30 mars 1959; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 8 avril 1959.

termes de personnel notamment) du nouveau système¹¹⁰. Le problème est jugé suffisamment critique pour que soit relancé le débat interne sur l'opportunité de centraliser les fonds des caisses régionales, ce à quoi vont évidemment s'opposer les gérants d'unions¹¹¹. Au cours des années qui vont suivre, les unions et la Fédération provinciale n'auront d'autres choix que de s'entendre bon an mal an avec leurs concurrents bancaires. Parallèlement, elles déploient une série d'initiatives en vue d'élargir leurs pouvoirs d'investissement. Elles escomptent, entre autres, acquérir des actions de sociétés bancaires, industrielles et commerciales et même procéder à d'éventuelles prises de contrôle... Mais il reste un obstacle à franchir pour mener à terme cette stratégie: il faut en effet amener l'État à légiférer de façon à lever les contraintes légales qui régissent les activités de placements des caisses. Et en matière de relations avec les responsables gouvernementaux, les banques disposent d'un solide réseau d'appuis...

Élargir son pouvoir d'investissement

À toutes les fois que les caisses se sont trouvées dans une situation difficile dans leurs relations avec les banques, il s'est trouvé quelqu'un parmi leurs dirigeants pour mousser le projet d'acquérir des actions des banques de façon à ce que les caisses soient en mesure d'y exercer un certain contrôle de l'intérieur. À l'occasion des négociations qui ont mené à la conclusion de l'entente de 1939, le vice-président de l'URTR, Agésilas Kirouac, avait déjà lancé l'idée d'acquérir des actions de banques¹¹². Reçue à l'époque

¹¹⁰ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 5 mars 1959; FQUR, *Réunion des gérants de caisses régionales et centrales*, 15 et 16 août 1959.

¹¹¹ FQUR, *op. cit.*; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 25 août 1959.

¹¹² URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 21 avril 1938.

comme quelque peu irréaliste, l'idée avait été rapidement écartée en raison des dispositions légales qui interdisaient aux caisses d'effectuer de telles transactions.

Le différend qui oppose le mouvement des caisses et la Canadian Banker's Association à compter de 1958 remet à l'ordre du jour ce projet qui pouvait paraître impossible deux décennies plus tôt. En effet, pendant que les dirigeants du mouvement des caisses tentaient par divers moyens d'arracher des concessions à l'association des banquiers, ils étaient de plus en plus sensibles au projet de mettre en place leurs propres mécanismes de compensation bancaire. La clé d'une telle stratégie, c'était d'avoir accès à la Banque centrale. Mais pour arriver à cette fin, il fallait disposer d'un organisme constitué en vertu de la Loi canadienne des banques ou, du moins, il fallait prendre le contrôle d'une banque déjà existante: l'«une des mesures qu'il faudra peut-être prendre [...], lit-on dans le procès-verbal d'une assemblée tenue en 1958, c'est l'organisation d'une banque pour les caisses centrales [ou régionales], avec un bureau dans les principaux centres de la Province»¹¹³. Une première résolution en faveur de l'élargissement des pouvoirs d'investissement des caisses fut alors adoptée. Elle autorisait la FQUR à entreprendre des démarches pour faire amender la législation de façon à permettre aux caisses d'acquérir des actions de sociétés industrielles et financières¹¹⁴. Il s'agissait de la première d'une longue série d'actions dans lesquelles les caisses allaient s'engager au cours des années à venir.

¹¹³ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 26 novembre 1958.

¹¹⁴ *Ibidem*.

Les premières démarches ont été effectuées en 1959 auprès du gouvernement fédéral, alors qu'une délégation composée de gérants et d'administrateurs des unions et de la FQUR se rendait exposer ses griefs aux ministres originaires du Québec, espérant probablement y récolter quelques appuis. L'on attendait du Gouvernement fédéral qu'il accepte la FQUR comme institution membre de la Banque du Canada et qu'il soit autorisé à déposer dans les caisses¹¹⁵. Pour diverses raisons, cette première tentative avorta dans l'œuf et, dès lors, toute la stratégie des dirigeants du mouvement allait s'articuler autour du gouvernement québécois.

Le climat à Québec était d'ailleurs particulièrement propice. L'arrivée de l'équipe Lesage à la tête du gouvernement, la mise sur pied du Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ) et l'enclenchement d'un train de réformes destinées à renforcer le rôle économique de l'État québécois ont fini par créer des conditions favorables à l'accueil des requêtes des dirigeants du mouvement des caisses. Ces derniers font d'ailleurs bonne figure au sein des nouvelles structures de décision économique qui se mettent progressivement en place: ils détiennent notamment trois sièges au COEQ ainsi que trois et bientôt quatre autres à la Société générale de financement (SGF), sans compter qu'ils comptent sur de solides réseaux d'appuis à l'intérieur même de ces structures¹¹⁶. De plus, l'on réalise à Québec que les caisses Desjardins pèsent de plus en plus lourdement parmi les bailleurs de fonds du gouvernement et des entreprises publiques qui lui sont liées. En plus des cinq millions \$ d'actions ordinaires

¹¹⁵ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 5 février 1959.

¹¹⁶ À ce sujet, l'on consultera: D. Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, pp. 106-115

acquises en 1963 dans le cadre de la mise sur pied de la SGF, 1,5 millions d'actions privilégiées sont souscrites par les unions régionales en 1968, la part de l'URTR se chiffrant à quelque 250 000 \$¹¹⁷. Au cours de la seule année 1970, les caisses avaient acheté pas moins de 17% du total des obligations vendues par le gouvernement québécois et l'Hydro-Québec sur le marché canadien. Pendant la même période, elles avaient également acheté entre 40 et 50% des obligations émises par les municipalités et les commissions scolaires¹¹⁸. Pour toutes ces raisons, le gouvernement du Québec avait directement intérêt à légiférer en faveur d'un élargissement des prérogatives des caisses en matière d'investissement.

Il faudra tout de même près d'une dizaine d'années avant que les responsables des unions régionales et de la FQUR ne parviennent à leur fin. À compter de la fin des années 1950, ils multiplient leurs démarches pour que le gouvernement confère aux caisses le droit de se porter acquéreur d'actions de corporations financières, commerciales ou industrielles. L'adoption de la *Loi des caisses d'épargne et de crédit* en 1963 suscite une grande déception à cet égard. En effet, la nouvelle législation n'apporte rien de véritablement nouveau par rapport à l'ancienne sur cette question¹¹⁹. Il faut attendre la fin de l'année 1968, suite à des pressions réitérées, avant que les amendements désirés à la loi ne soient finalement

¹¹⁷ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 5 mars 1968; URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 9 mars 1968.

¹¹⁸ FQUR, «Rapport annuel du directeur-général», *Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle*, 9 mars 1971.

¹¹⁹ La seule nouveauté apportée par la nouvelle loi en matière de placements résidait dans la possibilité pour les caisses d'acquérir des actions émises par les sociétés coopératives; mais la législation ne leur permettait pas encore de prendre part à l'achat d'actions des sociétés industrielles, financières et commerciales. URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 7 février 1963.

accordés aux caisses. Le bill 294, adopté par l'Assemblée législative, permet notamment aux fédérations de caisses d'acquérir des actions de banques à charte.

Depuis plus d'un an, les dirigeants des entités fédérales se préparaient activement à prendre le contrôle financier de la Banque d'Économie du Québec par l'acquisition de la majorité de ses actions. Les objectifs poursuivis à travers ce projet étaient pour le moins explicites: «... depuis plusieurs années, fait-on savoir dans une lettre circulaire adressée aux présidents et gérants de caisses en décembre 1967, un sentiment existe dans le Mouvement Coopératif Desjardins qu'une institution bancaire vienne compléter et renforcer nos structures; un tel sentiment s'est intensifié avec l'expansion rapide de nos caisses populaires et avec leur désir de jouer un rôle plus actif dans le développement de notre économie [...] Une banque, précise-t-on, donnerait l'accès à la Banque du Canada, et permettrait aux caisses de jouer un rôle complémentaire dans le domaine commercial et industriel»¹²⁰.

Or, au moment de l'adoption du bill 294, les dirigeants des entités fédérales du mouvement des caisses avaient déjà conclu une entente avec la Banque Provinciale avec laquelle ils transigeaient depuis déjà dix ans pour assurer la compensation de leurs ordres de paiement et s'approvisionner en papier monnaie. Un bloc de près de 600 000 actions de la Banque Provinciale fut immédiatement acheté par les dix unions régionales. La part de l'URTR fut établie à trois quarts de millions \$ dans cette transaction

¹²⁰ FQUR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 21 décembre 1967. La lettre en question est annexée au procès-verbal.

dont la valeur totale dépassait les 7,5 millions \$¹²¹. L'ensemble de ces acquisitions se sont effectuées par l'intermédiaire de la Société de fiducie du Québec, une filiale du mouvement Desjardins qui avait précédemment souscrit 875 000 \$ en actions dans cette affaire¹²². Quelques mois plus tard, la Banque Provinciale absorbait la Banque d'Économie du Québec. Les unions régionales ont participé à l'opération en investissant une somme additionnelle de plus de quatre millions \$ dans l'acquisition d'actions¹²³. L'URTR s'est engagée, cette fois-ci, pour une souscription supplémentaire de plus de 600 000 \$¹²⁴. Ces mises de fonds successives des entités régionales, combinées aux investissements des caisses locales, ont fini par placer le mouvement Desjardins dans une position très confortable parmi les actionnaires de la Banque Provinciale du Canada. À la suite de ces transactions, celui-ci se retrouvait en effet avec pas moins de 27% des actions de l'institution bancaire. Il n'avait toujours pas accès à la Banque centrale du Canada, mais il pesait suffisamment lourd parmi ses actionnaires pour être en mesure d'y faire entendre sa voix. Au demeurant, l'on craignait de plus en plus qu'en transigeant directement avec la Banque du Canada, les caisses ne finissent par être assujetties à la Loi fédérale des banques et qu'elles ne soient, par la même occasion, soumises au même régime de taxation que les banques. Or, l'on préférait, et de loin, relever juridiquement du gouvernement du Québec, et continuer de bénéficier des avantages associés au statut fiscal particulier des caisses populaires¹²⁵.

¹²¹ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 21 décembre 1968.

¹²² *Ibidem*.

¹²³ URTR, *Procès-verbal du conseil d'administration*, 22 mars 1969.

¹²⁴ *Ibidem*.

¹²⁵ H. Guindon et J.-L. Martel, *Entrevue avec monsieur Rosario Tremblay, s.l.*, Centre de gestion des coopératives (H.É.C.), mai 1979, pp. 34-38.

À l'aube des années 1970, la haute direction des unions régionales et de la Fédération provinciale du mouvement des caisses s'assimile de plus en plus à la nouvelle classe dirigeante québécoise issue des réformes économiques lancées depuis 1960. Pensons simplement à sa participation au lancement de la SGF, à sa stratégie à l'égard des institutions bancaires, aux percées significatives réalisées dans les secteurs des assurances et des activités fiduciaires et, plus près de nous, à l'implication de l'URTR dans le financement initial de Papier Cascade. L'ensemble de ces actions se réalise dans un sens bien précis: la volonté de prendre part à la décision économique et, par là, de participer à la construction d'une économie «nationale». Cette volonté, nous l'avons souligné précédemment, germait déjà dans l'esprit de quelques-uns au début de la Deuxième Guerre. Il aura toutefois fallu attendre une conjoncture politique favorable, plusieurs centaines de millions \$ additionnels à l'actif des caisses et la formation d'un nouveau groupe de cadres dont les intérêts allaient être servis par ces initiatives d'envergure nationale, avant que le projet n'atteigne une certaine maturité et qu'il ne se concrétise dans de nouvelles institutions. À travers ce processus, l'on assiste en quelque sorte à une dérégionalisation des stratégies de développement qui avaient été à la base du renforcement des unions depuis la Deuxième Guerre. Ces dernières s'articuleront de plus en plus étroitement à des stratégies de croissance à grande échelle sur un marché dont les frontières vont être sans cesse repoussées.

CONCLUSION

Le mouvement des caisses populaires Desjardins tient une place singulière dans l'histoire économique et sociale du Québec au XX^{ème} siècle. Écrire l'histoire des caisses, c'est tenter de comprendre, à partir d'un terrain privilégié, la formation de la société québécoise contemporaine du point de vue de son originalité, de ses dynamismes, de ses foyers de tensions et de sa cohésion d'ensemble. Il faut comprendre par là que nous sommes encore loin d'une compréhension historique de la formation sociale québécoise qui en saisisse le changement à travers ses manifestations locales et régionales. Le mouvement des caisses nous est apparu dès le début de nos travaux comme une porte grande ouverte sur la connaissance historique du Québec dans cette perspective. Tel est d'ailleurs le fil conducteur de la démarche que nous avons poursuivie tout au long de la réalisation de cette monographie.

L'Union régionale de Trois-Rivières et ses caisses populaires affiliées ont joué un rôle déterminant dans la mise en place de l'organisation

du mouvement Desjardins au cours des années qui suivirent le décès du fondateur lévisien. Leur principal héritage est inscrit dans la structure même de l'organisation du mouvement: il s'agit de l'association régionale des caisses et des capitaux. Née de l'initiative de l'élite d'affaires trifluvienne et d'un groupe de curés impliqués dans les organisations du monde agricole, l'URTR procéda à la fondation de la plupart des caisses implantées dans les diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet. Elle le fit en épousant fidèlement la configuration de leur échiquier paroissial. Elle parvint, non sans difficultés, à s'affirmer comme représentante attitrée et principale gestionnaire des liquidités de ces caisses et joua un rôle de premier plan dans les négociations qui aboutirent à la création de la Fédération provinciale en 1932. Dès lors, la vie de relations au sein de l'organisation du mouvement des caisses allait constamment se jouer à trois, mais elle allait se jouer en vertu d'un héritage bien particulier. En effet, l'antériorité des caisses locales sur les unions régionales, et de ces dernières sur la Fédération provinciale, a marqué profondément le mouvement au cours de son évolution subséquente. Inscrite dans la genèse même de sa structure, une tradition autonomiste particulièrement vivace allait s'exprimer à partir des établissements locaux et des organisations régionales. C'est d'ailleurs pourquoi le seul fonctionnement de l'Union régionale de Trois-Rivières ne pouvait être rendu intelligible sans une étude approfondie de son réseau d'établissements affiliés et sans la re-situer plus largement dans ses relations aux autres composantes du mouvement Desjardins.

Pour mener à terme cette recherche, nous avons donc dû procéder à l'exploitation systématique d'une documentation à la fois imposante et diversifiée. Il nous a fallu en outre établir des séries statistiques originales

sur la composition sociale des fondateurs et dirigeants du mouvement, sur la progression financière des caisses et de l'Union et sur l'évolution de leur structure interne. Cette entreprise a été menée de façon à élucider les transformations successives du mouvement des caisses sous l'angle de quatre grandes dimensions d'analyse intrinsèquement liées: ses bases sociales, sa relation au territoire, ses dynamismes internes ainsi que ses activités financières. À la lumière de ces quatre points d'ancrage de l'analyse, il nous est possible de dresser un tableau général de l'évolution de l'URTR et de son réseau de caisses affiliées depuis la naissance des premiers établissements jusqu'au tournant des années 1970.

Le monde rural a constitué en quelque sorte le berceau du mouvement des caisses dans la région. Jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre, celui-ci entretient des relations privilégiées avec le monde agricole, la petite bourgeoisie et le clergé. Non seulement ces groupes forment-ils la grande majorité des sociétaires des caisses, mais ils dirigent la plupart d'entre elles. Cette alliance s'est historiquement nouée sur la base d'un projet aux contours bien définis: celui de soutenir les activités des petits producteurs par des conditions de financement avantageuses et, plus largement, de revitaliser une économie rurale en voie de marginalisation. Si le mouvement réussit tant bien que mal à gagner de l'étendue avant la Seconde Guerre, le recrutement de sociétaires reste encore limité et sa viabilité est loin d'être assurée. Au mieux, plusieurs caisses parviennent à se maintenir à travers l'alternance de phases de croissance, de stagnation et de décroissance; au pire, de nombreuses autres meurent dans l'œuf ou périssent au terme de quelques années d'activités.

Avec la force d'attraction exercée par la ville et l'activité des grands ensembles économiques, les caisses urbaines vont progressivement s'imposer comme l'élément moteur de la croissance du mouvement. La Deuxième Guerre constitue une époque charnière à cet égard. En l'espace de peu de temps, la configuration du réseau des caisses est profondément modifiée. Rappelons en passant le quadrillage du territoire régional, la poussée sans précédent de la croissance des actifs et du sociétariat des établissements locaux et l'essor des activités financières de la caisse régionale. Les décennies d'après-guerre apparaissent en quelque sorte comme la continuation des nouvelles tendances apparues précédemment. En dépit de la faiblesse numérique et de la jeunesse des caisses urbaines, leur poids économique et leur influence vont sans cesse grandissant. Cette montée des caisses urbaines favorise, au fil des décennies, l'élargissement des bases sociales du mouvement et la redéfinition des rapports de pouvoir à sa direction. Ses anciennes classes d'appui doivent en effet faire une place de plus en plus grande aux nouvelles, issues de l'économie urbaine et industrielle et porteuses de tout autres aspirations. Elles doivent également compter avec l'influence grandissante exercée par les gérants de caisse en voie de professionnalisation.

L'histoire des caisses dans la région est non seulement marquée par le jeu complexe des relations entre les anciennes et les nouvelles classes, mais elle est aussi chargée des rapports qu'entretiennent la ville et la campagne, de rivalités territoriales et, encore, des relations entre les zones centrales et secondaires de la socio-économie régionale. En effet, si les données prises globalement laissent l'impression d'une croissance linéaire, continue et généralisée, une analyse plus serrée révèle des disparités consi-

dérables. Le caractère inégal et diversifié du réseau des caisses de la région nous est ainsi apparu comme une donnée incontournable pour cerner les enjeux qui ont été associés à la formation de l'Union régionale et à son évolution subséquente. Rappelons les faits qui nous apparaissent les plus significatifs.

L'Union régionale de Trois-Rivières a incarné avec une énergie sans cesse renouvelée et une volonté constamment réaffirmée l'idée d'un pouvoir régional fort au sein de l'organisation du mouvement des caisses. Dès sa création, l'URTR est investie d'une triple mission qu'elle se disputera plus tard avec la Fédération provinciale: étendre le réseau des caisses à l'ensemble des paroisses de la région, assurer leur suivi quotidien et leur inspection et, enfin, centraliser les disponibilités locales au sein de sa caisse régionale. La réussite de cette entreprise est toutefois loin d'être assurée au départ. La coalition d'intérêts qui se mobilise autour de la fondation de l'URTR est plutôt animée par un sentiment d'urgence face au projet lévisien de centraliser l'organisation des caisses et, surtout, d'amorcer la centralisation des capitaux locaux à travers une caisse centrale unique. Elle est cependant loin d'avoir fait l'unanimité sur l'orientation qu'elle entend donner à l'organisme naissant. À peine mise en activité, la jeune Union est confrontée à d'importantes résistances de la part des caisses locales. L'opposition à la reconnaissance du nouveau cadre régional se prolonge jusqu'à la Seconde Guerre. Comme nous l'avons étayé, elle emprunte plusieurs sentiers: refus de s'affilier, de se faire inspecter, de déposer à la caisse régionale, d'acquitter sa cotisation annuelle, mouvement sécessionniste d'un groupe de caisses sud-riveraines, etc. À maintes reprises, il faudra d'ailleurs les menaces ou l'intervention législative de l'État pour mettre un

terme à ces différends. Des tensions d'un genre similaire imprègnent les négociations menées par les unions régionales autour du projet de se fédérer au sein d'un organisme provincial. En jouant à la fois sur la menace d'inspection gouvernementale et sur l'attrait d'une subvention, c'est encore l'État qui forcera l'entente en amenant les unions à jeter les bases de la Fédération provinciale en 1932. Dans le cadre de ces discussions avec les dirigeants des autres unions, l'URTR négocie avec âpreté son espace dans l'organisation d'ensemble du mouvement. En définitive, à la veille de la Deuxième Guerre, la situation de l'URTR reste précaire et son avenir est pour le moins incertain. Sous-financée et soumise aux susceptibilités autonomistes de ses caisses affiliées, elle demeure la chose d'un petit groupe d'hommes d'affaires recruté principalement parmi les caisses urbaines de la rive nord et de curés rattachés aux établissements ruraux avoisinants. Elle défend énergiquement, d'autre part, ses prérogatives devant les partisans d'une direction plus centralisée à la FQUR.

Au cours de la période suivant le déclenchement de la Guerre, la situation de l'URTR se transforme radicalement. Assise sur un mouvement en pleine mutation, elle devient en peu de temps l'un des lieux d'expression privilégiés des rapports de forces entre ses caisses affiliées. Si le discours et les représentations des promoteurs de l'Union font encore une large place aux thèmes de l'attachement à la terre et du catholicisme social, la composition sociale des instances régionales ne laisse toutefois aucun doute sur les transformations qui ont cours. Les dirigeants des caisses urbaines succèdent à ceux des caisses rurales, les curés sont tous relayés par des laïcs et la presque totalité des élus régionaux sont gérants de caisses. Dans le même temps, les écarts de représentation entre le nord et le sud

s'amenuisent. Ce réaménagement des rapports de forces à la tête de l'Union ne se réalise pas tant en regard du nombre, mais bien en vertu de la taille des actifs. Il est symptomatique du recul des anciennes forces d'appui du mouvement des caisses.

L'essor des activités de la caisse régionale pendant la Seconde Guerre a constitué la clé de voûte du renforcement et de l'autonomisation de l'Union. Forte des revenus tirés de l'exploitation de cette caisse et de l'augmentation des contributions locales, l'URTR étend sa structure de services à de nouvelles prérogatives et devient un interlocuteur central dans le fonctionnement quotidien de ses établissements affiliés. La consolidation du dispositif régional se confirme par l'importance qu'il acquiert dans la gestion des liquidités locales et par des actions plus énergiques en vue de resserrer son encadrement sur les activités des caisses affiliées. Elle s'appuie par ailleurs sur le développement des appareils, lesquels font une place de plus en plus importante aux initiatives des nouveaux cadres, recrutés principalement auprès des réseaux financiers traditionnels, et bientôt des nouvelles filières universitaires.

Mais cette tendance au renforcement du dispositif régional n'est pas absolue. Il faut en effet la replacer dans le contexte plus large de l'évolution d'ensemble du mouvement Desjardins à compter de la Deuxième Guerre. À cet égard, l'Union régionale est soumise à l'action de deux mouvements de provenances et de finalités contradictoires: la force centrifuge exercée par la pression des grosses caisses et, d'autre part, l'activité centripète déployée par les agents du dispositif provincial. Le pouvoir régional, comme le provincial, fait d'abord l'objet de contestations de la

part des caisses, en particulier des grosses caisses des centres urbains, qui dénoncent aussi bien les ponctions financières auxquelles elles sont soumises que les contrôles de plus en plus nombreux qu'elles subissent. Ensuite, le poids économique relatif de l'URTR et de ses caisses affiliées s'affaiblit constamment dans l'ensemble du mouvement Desjardins à la faveur de l'influence grandissante exercée par l'Union de Montréal. Cette nouvelle donnée vient atténuer les positions fortement régionalistes qu'avaient défendues ses premières générations de dirigeants et amène les nouvelles à considérer l'affermissement du dispositif provincial comme la condition du renforcement des structures de l'URTR. Si, au cours des années 1940 et 1950, les unions constituent le maillon fort du pouvoir fédéral, cet avantage tient toutefois de moins en moins devant les nouvelles contraintes imposées par la concurrence. Au tournant des années 1960, un glissement s'opère en faveur de la Fédération provinciale. Ce processus est d'abord favorisé par les entités régionales elles-mêmes qui doivent se concerter en vue de se donner des politiques plus cohérentes à l'égard du marché et rationaliser la gestion de leurs ressources. Les tensions entre les pouvoirs locaux, régionaux et centraux ne s'atténuent pas pour autant, mais elles s'expriment désormais par l'intermédiaire des agents d'appareils: gérants professionnels, cadres de direction, cadres de service et experts de divers ordres.

Les agents de cette «technostructure étagée» ne sont pas surgis de nulle part, pas plus que leur affirmation ne s'est accompagnée de ruptures nettes et clairement localisables. Ils sont le produit de réarrangements structuraux de longue haleine entre les divers intervenants du mouvement portant à la fois sur leurs propriétés objectives et sur leurs représentations.

À travers ces processus, les agents des dispositifs de gérance et d'encadrement des trois paliers d'organisation du mouvement tendent à se présenter comme un groupe en soi, mû par des intérêts spécifiques, porteur d'un projet de développement et d'une rationalité qui lui sont propres. Le positionnement des gérants dans les instances politiques du mouvement favorise la mise en place d'une véritable «démocratie de cadres», c'est-à-dire d'un mode de délégation et d'exercice du pouvoir qui se caractérise par une tendance au fusionnement du politique et de l'administratif. Ce mode de représentation se substitue à l'ancien, fondé sur la mise à contribution des filières notabiliaires locales. Il introduit une distance de plus en plus grande entre, d'une part, les sociétaires et leurs élus, et de l'autre, le personnel cadre de l'organisation.

À la stratégie de développement promue par les éléments anciens de la petite bourgeoisie et axée sur le soutien à la petite production et sur le financement des institutions municipales et religieuses, succèdent, après la guerre, de nouvelles stratégies, déployées par les dirigeants des appareils des divers niveaux du mouvement. La libéralisation des politiques de crédit, l'éveil au crédit industriel et commercial, la création et l'acquisition de nouvelles sociétés de même que les actions en vue d'élargir la capacité d'investissement du mouvement ont constitué les principales manifestations de sa réorientation. Ces nouvelles stratégies de croissance traduisent, à l'heure de la Révolution tranquille, la volonté de plus en plus affirmée des dirigeants du mouvement de prendre part à la décision économique au sein de la société québécoise. À plusieurs autres égards, elles favorisent la délocalisation des capitaux et accentuent le procès de la centralisation des pouvoirs amorcé précédemment.

La centralisation des pouvoirs et la délocalisation des capitaux apparaissent donc comme le résultat d'un processus complexe dans le cadre duquel les intervenants des diverses composantes du mouvement négocient sans cesse pour y établir, conserver ou élargir leurs espaces respectifs. Dans la perspective du long terme, l'on observe tout de même la mise en place de tendances particulièrement significatives. En effet, la délocalisation des pouvoirs et des ressources financières, c'est d'abord et avant tout l'effritement des prérogatives exercées par le notable local dans le mouvement lancé par Alphonse Desjardins et ses successeurs pendant l'entre-deux-guerres. La centralisation ne fait pourtant pas disparaître celui-ci, mais son rôle et sa place dans le mouvement Desjardins, s'ils demeurent indispensables, s'en trouvent profondément modifiés. Au départ, le notable constitue la pièce maîtresse du réseau des caisses. En misant sur ses contacts avec l'extérieur, l'étendue de ses relations d'affaires et l'ascendant qu'il exerce parmi ses concitoyens, il permet aux caisses de s'enraciner dans les communautés de base et de profiter en quelque sorte de ses réseaux de clientèles. La mise en place de ce système, comme nous avons été à même de le constater, est le résultat d'une stratégie délibérée de la part des premiers animateurs du mouvement. Le renforcement des dispositifs de gérance et des structures d'encadrement introduit un changement majeur dans les rapports entre le notable et la caisse populaire, et partant, dans le fonctionnement et la régulation internes de ce système. Cette fois-ci, le notable se trouve en situation de dépendance à l'égard de l'institution. C'est désormais cette dernière qui alimente son réseau de clientèles, et c'est sur cette base qu'il continue à s'y impliquer.

Telles sont, esquissées à larges traits, les grandes articulations de la

thèse que nous avons soutenue tout au long de la réalisation de cette monographie. L'originalité que nous avons voulue lui assigner tient à la fois aux fondements de l'approche méthodologique préconisée et à la multiplicité des points d'observation à partir desquels nous avons analysé la vie du mouvement, tant dans ses manifestations internes qu'externes. C'est ainsi que la connaissance des acteurs, de leur ancrage social et organisationnel et de leurs interrelations nous est apparue comme une donnée incontournable pour comprendre l'univers des représentations et des pratiques coopératives à proprement parler. Dans la même veine, nous avons insisté davantage sur les foyers de tensions du mouvement que sur ses zones d'harmonie. Pour cerner ces aires conflictuelles et élucider les enjeux qui leur sont rattachés, il fallait d'abord insister sur le caractère hétérogène et profondément inégal du mouvement des caisses. Dans l'historiographie sur le mouvement Desjardins, cette avenue est encore peu fréquentée. Le plus souvent, celui-ci est présenté sous la forme d'une organisation si intégrée que l'autonomie des entités locales et régionales ne paraît être qu'un vague principe appartenant à un passé lointain. La question du pouvoir central y est abordée de façon si envahissante que les pouvoirs locaux et régionaux paraissent souvent quantité négligeable. Ce biais analytique n'a rien d'étonnant si l'on réfère au fait que la plupart des travaux consacrés au mouvement Desjardins l'ont examiné à partir «d'en haut». Vu d'en bas, ce dernier apparaît sous le jour d'une véritable mosaïque dans laquelle l'activité des instances fédérales se trouve constamment empêtrée dans des relations de clientèles et des rapports de forces. La centralisation apparaît ainsi neutralisée en même temps que soutenue par les agents des entités fédérées.

Mais l'hétérogénéité et le caractère conflictuel du mouvement des caisses ne doivent pas faire oublier sa cohésion. Car, il faut bien l'admettre, le mouvement Desjardins est parvenu, en dépit de tensions internes à la fois vives et récurrentes, à s'enraciner profondément dans la presque totalité des localités québécoises et ce, comme peu d'institutions ont réussi à le faire. Il y est parvenu, de surcroît, en connaissant une croissance économique inégalée par ses concurrents financiers à compter de la Deuxième Guerre. C'est qu'en dernière analyse, les facteurs de cohésion du mouvement ont constamment fini par prendre le dessus sur ses facteurs de division. Cette cohésion ne renvoie pas à l'idée d'harmonie, mais plutôt à l'établissement entre les divers intervenants de compromis précaires, instables, sans cesse à renégocier. Dans un contexte de forte croissance, les intérêts de tous et chacun étaient, au bout du compte, mieux servis par ces ententes temporaires que par la logique de l'affrontement poussée à son extrême limite. L'histoire du mouvement Desjardins, c'est donc aussi l'histoire de la réussite d'un mouvement social et celle d'un succès financier.

Dans la tradition orale du mouvement des caisses telle qu'elle s'est transmise depuis les plus anciennes générations de dirigeants et dans un courant prédominant de l'historiographie, on a souvent cherché à expliquer ce succès par le dévouement et la ténacité des pionniers qui, dans un esprit d'altruisme sans bornes, se seraient consacrés à la cause coopérative au nom d'un idéal nationaliste, démocratique et social. Les critiques contemporains font valoir la nécessité de renouer avec ces valeurs fondamentales que sont la démocratie, la participation et la justice sociale. À l'heure où rien ne semble distinguer profondément les façons de faire du mouve-

ment Desjardins, cette vision de l'histoire recueille une certaine audience. Toutefois, chez les plus critiques comme chez les plus enthousiastes, il est fait référence à une période idéalisée du passé où les notions d'engagement social, de participation démocratique et d'égalité auraient été florissantes.

Or, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, il n'existe pas d'âge d'or dans l'évolution des coopératives d'épargne et de crédit. Les principales causes de leur succès résident dans plusieurs facteurs. L'engagement des coopérateurs et la prospérité d'après-guerre sont au nombre des conditions qui ont favorisé l'essor du mouvement, mais elles n'expliquent pas entièrement sa réussite. Les coopérateurs ont servi les caisses Desjardins dans la mesure où celles-ci les servaient. C'est là, à notre avis, la clé de la réussite du mouvement Desjardins et ce, tant du point de vue de son enracinement social qu'à celui de sa progression économique. Pour les uns, il s'agissait de véritables stratégies de survie; pour les autres, il s'agissait de stratégies d'affirmation. Rappelons-nous la mise à contribution des filières familiales dans l'administration quotidienne des caisses, l'implication des femmes dans leur gérance effective, la conversion sociale de plusieurs gérants de caisses et encore les stratégies d'ascension sociale qui accompagnent la montée du mouvement des caisses millionnaires dans l'après-guerre. Au-delà des considérations idéologiques et des préoccupations liées à la «question sociale», l'engagement des curés et de l'institution cléricale dans l'organisation et la diffusion des caisses populaires n'était pas totalement dénué de préoccupations économiques. Les caisses se sont révélées des bailleurs de fonds dont l'importance était loin d'être négligeable au moment où l'Église entreprenait des travaux d'infrastructure en vue de consolider son réseau paroissial en milieu urbain. Le mouvement Des-

jardins apparaît donc comme un lieu de promotion de groupes définis au sein de la société.

Cette thèse aura permis de mettre en évidence un autre phénomène qui nous semble particulièrement intéressant du point de la sociologie et de l'histoire: celui de l'institutionnalisation des mouvements sociaux. Entre le point de départ de cette étude, qui nous ramène à l'éclosion des premières caisses populaires au début du siècle et son point d'arrivée, il s'est manifestement opéré d'importantes mutations au sein du mouvement Des-jardins. L'un des principaux acquis de cette recherche est précisément de montrer que les transformations que connaît le mouvement au cours des années 1960 étaient inscrites depuis fort longtemps dans les tendances de son évolution. À cet effet, la décennie 1960 correspond à une accélération de tendances précédemment apparues à la base du mouvement. Pensons par exemple à la généralisation des procédés manageriaux et technocratiques dans la gestion des ressources de l'organisation, à la façon de concevoir ses relations avec ses «clientèles» et encore, aux initiatives en vue d'élargir sa capacité d'investissement. De ce point de vue, ce qui confère à cette période son aspect si singulier, ce sont les glissements qui s'opèrent dans le discours dominant tenu par les agents des entités fédérales du mouvement. La légitimation de leurs interventions ne passe plus tant par le respect de la doctrine fondatrice que par l'évocation de la nécessité de s'adapter à la réalité de la concurrence et aux méthodes modernes de gestion des entreprises.

Cette réactualisation des politiques et du discours du mouvement est intimement liée au déploiement des agents de la technostucture aux divers

niveaux de son organisation. Si la précocité du phénomène ne fait aucun doute, il faut toutefois reconnaître qu'il prend une ampleur et un impact sans précédent au cours des années 1960. À travers l'affirmation de cette composante particulière de ses dirigeants, le mouvement Desjardins contribue, de concert avec l'État et les milieux d'affaires francophones, au renouvellement des classes dirigeantes au sein de la société québécoise.

Plusieurs aspects de la vie du mouvement des caisses et de son évolution ont été laissés en friche par cette étude et mériteraient d'être approfondis dans le cadre de démarches ultérieures. Nous avons signalé à plusieurs reprises le manque d'études concrètes de caisses locales pour étoffer davantage certaines hypothèses formulées au cours de cette recherche. Il y a là, croyons-nous, des avenues de recherche particulièrement riches du point de vue de l'élucidation des alliances et des rivalités qu'elles mettent en jeu dans leurs milieux respectifs. En outre, des études approfondies de leurs politiques de crédit devraient ouvrir la voie à des analyses sur les stratégies économiques des groupes sociaux localisés. Dans le même ordre d'idées, nous dirons en paraphrasant P. Grémion que la compréhension du phénomène de la centralisation passe par la connaissance des dynamismes à l'œuvre à la base du mouvement et, partant, par celle de l'accueil réservé aux initiatives centrales de la part des acteurs locaux. Il faudra bien un jour combler cette lacune. Il faudra également faire remonter les explorations aux années plus récentes. Pour notre part, nous croyons avoir démontré que les tendances de fond de la progression du mouvement Desjardins au cours des décennies 1970 et 1980 de même que les forces sociales qui vont la promouvoir sont bel et bien à l'œuvre au cours des années 1960. La perspective des études comparatives apparaît enfin comme une

autre voie d'analyse fructueuse. Il y aurait sans doute de nombreux enseignements à tirer d'une analyse comparée de l'organisation du mouvement Desjardins avec d'autres types d'organisations, telles les grandes entreprises privées ou les sociétés d'État. Toutes ces démarches nous apparaissent comme autant de sentiers de recherche pour enrichir notre connaissance du Québec contemporain.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

A. Les archives de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins

Le fonds d'archives de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins est localisé à l'édifice de son siège social à Lévis. C'est là que nous avons puisé la majeure partie de la documentation consultée au cours de l'élaboration de cette thèse. Les pièces du fonds d'archives sont généralement indexées ou classées sous des rubriques déterminées. Elles sont, pour la plupart, disponibles sur microfilms pour consultation. Ce qui a grandement facilité le travail de repérage des documents. Les registres de la FQUR ont tenu une importance capitale dans notre stratégie de dépouillement des archives.

Les registres et les divers rapports d'activités

- *dossier de fondation de la Fédération de Québec des unions régionales de caisses populaires Desjardins* (comprend des documents de divers ordres tels que des comptes rendus d'assemblées et plusieurs lettres échangées entre les animateurs du mouvement autour du projet de constitution d'une fédération provinciale)
- *procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la FQUR, 1932-1970*
- *procès-verbaux des assemblées générales annuelles de la FQUR, 1932-1970*
- *procès-verbaux des assemblées générales spéciales de la FQUR, 1932-1970*
- *procès-verbaux des réunions des gérants d'union régionales*
- *compte-rendu des réunions générales et des congrès des inspecteurs, 1947-1970*
- *rapport des délibérations et conclusions d'un comité chargé d'étudier l'établissement et les opérations d'une Caisse populaire provinciale, 24 novembre 1942.*
- *rapports annuels de la FQUR, 1932-1970*
- *rapports annuels du Service d'inspection de la FQUR, 1933-1970*
- *rapports des directeurs de services, 1964-1970*

Les archives sur les caisses populaires et les unions régionales affiliées

- *documents de fondation des caisses populaires*
- *rapports d'inspection annuels des caisses populaires, 1933-1965*
- *rapports d'inspection annuels de la caisse de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1933-1965*
- *rapports mensuels des caisses populaires au 31 décembre, 1934-1970*
- *rapports mensuels des caisses régionales ou centrales affiliées à la FQUR au 31 décembre, 1934-1970*

Le fonds Alphonse-Desjardins

Le fonds Alphonse-Desjardins est localisé au siège social de la Confédération des caisses à Lévis. Il comprend l'ensemble de la documentation relative à l'activité du leader lévisien (correspondance, études manuscrites, notes diverses, brouillons de lettres, documents extraordinaires, etc.) jusqu'à son décès en 1920. Il a été abondamment exploité par les historiens Y. Roby et P. Poulin. Puisqu'il existe un index permettant de localiser aisément les pièces du fonds que nous avons retenues tout au long de l'ouvrage, nous ne jugeons pas nécessaire d'en énumérer la liste exhaustive et d'en indiquer les cotes. Qu'il suffise de mentionner que nous avons surtout retenu les pièces de la correspondance échangée entre A. Desjardins et les responsables des caisses et les personnalités de la région ainsi que l'ensemble de la documentation relative au projet d'établir une Fédération.

Les autres documents

Comptes-rendus des congrès des caisses

- *Rapport des travaux et délibérations du congrès des caisses populaires Desjardins, Québec, 6, 7 et 8 octobre 1925, 25 p.*
- *Rapport du premier congrès des caisses populaires Desjardins du Canada, Lévis, 11 et 12 septembre 1943, 92 p.*
- *Congrès international des caisses populaires Desjardins et des Credit Unions, Lévis, 24 au 27 août 1950, 376 p.*
- *Congrès des gérants des caisses populaires millionnaires, Lévis, 13 et 14 mai 1952.*
- *Rapport du deuxième congrès des caisses populaires millionnaires, Trois-Rivières, 19 et 20 juin 1953, 36 p.*
- *Rapport du troisième congrès des caisses populaires importantes, Montréal, 11, 12 et 13 mai 1954, 31 p.*

- *Rapport du quatrième congrès des caisses populaires importantes*, Hull, 10, 11 et 12 mai 1955, 51 p.
- *Compte rendu du cinquième congrès des caisses populaires importantes*, Sherbrooke, 7, 8 et 9 mai 1956, 130 p.
- *Congrès international des caisses populaires Desjardins* (jubilé d'argent de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec), Lévis, 16 au 19 septembre 1957, 201 p.
- *Compte rendu du sixième congrès des caisses populaires importantes [actif de plus d'un million]*, Chicoutimi, 14, 15 et 16 septembre 1959.
- *Compte rendu du septième congrès des caisses populaires Desjardins [actif de plus d'un demi-million]*, Montréal, 8, 9, et 10 mai 1961.
- *Compte rendu du huitième congrès des caisses populaires Desjardins*, Québec, 12 au 15 mai 1963, 450 p.
- "La caisse populaire et la communauté québécoise en 1965", *Rapport des travaux du neuvième congrès des caisses populaires*, Montréal, 14 au 18 juin 1965, 147 p.
- "La caisse populaire et notre évolution économique", *Rapport du dixième congrès des caisses populaires Desjardins*, Montréal, 5 au 8 octobre 1967, 123 p.
- "La caisse populaire dans une société dynamique", *Rapport du onzième congrès des caisses populaires Desjardins*, Montréal, mai 1970, dans: *La Revue Desjardins* (numéro spécial), 36, 4, 71 p.

Les mémoires et les études internes

- FQUR, *Enquête sur les prêts consentis par les caisses populaires*, Lévis, 1936 [192 questionnaires remplis par les caisses affiliées portant sur les prêts effectués au cours de l'année financière 1934-1935 ainsi que sur les prêts en cours au 29 février 1936]
- FQUR, Mémoire présenté au Comité permanent de la Banque et du Commerce à Ottawa [par C. Vaillancourt, gérant], 10 mars 1938, 10 p.
- L. Létourneau et C. Vaillancourt, *Mémoire au sujet de la constitution d'une caisse provinciale*, 14 décembre 1942, 4 p.
- FQUR [Comité de trésorerie], *Rapports sur le financement et sur le fonds de contribution et de subvention*, Lévis, dossier 2142-01-14.
- FQUR, *Mémoire de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec à la Commission Gordon sur les perspectives économiques au Canada*, Lévis, le 16 janvier 1956, 28 p. + annexe.

- FQUR [P.-É. Charron], *Mémoire pour étude: amendement à la Loi des syndicats coopératifs* - bill 296, Lévis, 13 juin 1960.
- FQUR et Assurance-vie Desjardins, *La conception populaire de l'instruction. Mémoire à la Commission Royale d'Enquête sur l'éducation*, 1962 [étude préparée par Gérard Fortin et Marc Adélar Tremblay].
- *Mémoire de la Fédération de Québec des Unions Régionales des caisses populaires Desjardins à la Commission Royale d'Enquête sur la Fiscalité*, mars 1963, 30 p.
- *Mémoire de la Fédération de Québec des Unions Régionales des caisses populaires Desjardins présenté au Comité d'étude sur les institutions financières du Québec*, 27 janvier 1967, 60 p.
- FQUR [Service de la recherche], *Étude de quelque 3 800 prêts accordés par 68 caisses populaires*, Lévis, 1965, 50 p. plus annexes.
- FQUR [Service de la recherche], *Étude de 23 000 prêts réalisés entre mars 1966 et février 1967 (brouillon)*, Lévis, 1967, non-paginé.
- FQUR [Service de la recherche], *Crédit à la consommation, statistiques, 1938-1974* (unité 9005).

Les sources publiées

- *La Caisse populaire Desjardins* (organe officiel mensuel de la Fédération de Québec des unions régionales de caisses populaires), 1935-1939.
- *La Revue Desjardins* (organe officiel mensuel de la Fédération de Québec des unions régionales de caisses populaires), 1940-1970.
- Desjardins, Alphonse, *La Caisse populaire I*, Montréal, L'École sociale populaire, 1912, 32 p. [brochure 7].
- Desjardins, Alphonse, *La Caisse populaire II*, Montréal, L'École sociale populaire, 1912, 27 p. [brochure 12].
- Vaillancourt, C. et A. Faucher, *Alphonse Desjardins pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Lévis, Éditions Le Quotidien Ltée, 1950, 232 p. [publication posthume de textes, lettres et conférences d'A. Desjardins].

Autres

- *Correspondance de C. Vaillancourt* (71 lettres choisies à l'intérieur de plusieurs dossiers).
- *Correspondance de L. Létourneau* (45 lettres choisies à l'intérieur de plusieurs dossiers).

B. Les archives de la Fédération régionale des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec

Le fonds d'archives de la Fédération régionale des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec est localisé dans l'édifice de son siège social à Trois-Rivières. La mission de conservation des archives étant confiée à la Confédération, la Fédération régionale ne conserve généralement dans ses locaux que la documentation relative à ses affaires courantes. La consultation de la documentation de longue date nous a parfois posé certains problèmes de repérage. L'un des problèmes majeurs réside dans le fait que la majeure partie de la documentation ait été classifiée en vertu de thématiques. Or, ces thématiques ont malheureusement vieilles et, de plus, la procédure d'entreposage et de thématisation des documents semble avoir été suivie avec plus ou moins de régularité selon les années. Plusieurs pièces retenues dans le cadre de la réalisation de cette thèse sont entreposées dans une dizaine de boîtes identifiées comme «documents historiques». Elles contiennent divers documents tels que la correspondance des premiers leaders de l'URTR, des lettres circulaires, des notes manuscrites, etc. L'intérêt du fonds d'archives de la Fédération régionale tient essentiellement à ses registres qu'elle a conservés dans leur totalité. L'on retrouve, d'autre part, les dossiers courants de chacune de ses caisses affiliées, lesquels comprennent leurs documents de fondation, leurs rapports mensuels (depuis 1960), leurs rapports annuels ainsi que leur correspondance avec l'URTR dans des domaines de juridiction qui lui sont assignés: approbations des projets de construction ou d'acquisitions immobilières, demandes d'extension territoriale, emprunts, etc.

Les registres

- *procès-verbaux des réunions préliminaires ayant mené à la fondation de l'URTR.*
- *procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de l'URTR, 1920-1970*
- *procès-verbaux des assemblées générales annuelles de l'URTR, 1920-1970*
- *procès-verbaux des assemblées générales spéciales de l'URTR, 1920-1970*
- *procès-verbaux des assemblées conjointes des trois conseils*
- *rapports annuels de l'URTR, 1942-1970*
- *rapports annuels du Service d'éducation de l'URTR, 1961-1970*
- *rapports des directeurs de services, 1964-1970*
- *procès-verbaux des assemblées du conseil régional d'éducation, 1961-1970*
- *lettres circulaires aux gérants des caisses populaires affiliées, 1924-1970*

Les archives sur les caisses populaires affiliées

- *documents de fondation des caisses populaires*
- *rapports annuels des caisses populaires, 1950-1970*
- *correspondance échangée par les responsables de l'URTR avec les caisses populaires dans les affaires relatives aux projets de construction ou d'acquisition immobilière, aux demandes d'extension territoriale et aux emprunts.*

Les autres documents

- *correspondance*
 - . Laurent Létourneau [59 lettres]
 - . S.-T. Lupien [43 lettres avec A. Desjardins, 7 autres lettres après 1920]
 - . abbé J.-Édmond Poisson [11 lettres]
 - . abbé J.R.I. Trudel [45 lettres]
 - . Joseph Trudel [2 lettres]
 - . Polydore Beaulac [1 lettre]
 - . Ernest Gravel [1 lettre]
 - . Thomas Bournival [3 lettres]
 - . Jean-Jacques Caron [16 lettres]

C. Les sources gouvernementales

La législation

- *Statuts de la Province de Québec (SQ), 6 Ed. VII, Chapitre 33, Loi concernant les syndicats coopératifs [sanctionnée le 9 mars 1906].*
- *SQ. 7 Ed. VII, Chap. 49, r.1 [28 février 1907].*
- *Statuts refondus de la Province de Québec (SRQ) 1909, alinéa (a) 6762-6811.*
- *SQ. 1 Geo. V, Chap. 43, section (s) 1, a. 6766-6767 [14 mars 1911].*
- *SQ. 2 Geo. V, Chap. 43, a. 6763 [14 mars 1912].*
- *SQ. 5 Geo. V, Chap. 68, a. 6763, 6796, 6797, 6800 et 6809 [5 mars 1915].*
- *SQ. 8 Geo. V, Chap. 65, s.1, a. 6763 [9 février 1918].*
- *SQ. 15 Geo. V, Chap. 69, a. 6763, 6782 et 6796 [3 avril 1925].*
- *SRQ. 1925, Chap. 254, a. 1-51.*
- *SQ. 20 Geo. V, Chap. 91, a. 52-53 [4 avril 1930].*
- *SQ. 20 Geo. V, Chap. 92, a. 54-59 [4 avril 1930].*

- *SQ. 21 Geo. V, Chap. 97, a. 60-61 [4 avril 1931].*
- *SQ. 22 Geo. V, Chap. 86, a. 13, 39, 40 et 54 [19 février 1932].*
- *SQ. 23 Geo. V, Chap. 90, a. 50 [29 mars 1933].*
- *SQ. 25-26 Geo. V, Chap. 78, a. 30 [18 mai 1935].*
- *SRQ. 1941, Chap. 290, a. 1-62.*
- *SQ. 7 Geo. VI, Chap. 42, a. 3-7, 9-11, 14, 16, 22, 25, 40, 46 et 62 [23 juin 1943].*
- *SQ. 9 Geo. VI, Chap. 60, a. 12 et 29 [1^{er} juin 1945].*
- *SQ. 10 Geo. VI, Chap. 20, a. 2, 6, 7 et 14 [17 avril 1946].*
- *SQ. 12 Geo. VI, Chap. 35, a. 16 et 38 [11 mars 1948].*
- *SQ. 5-6 Éliz. II, Chap. 12, a. 63-64 [21 février 1957].*
- *SQ. 9-10 Éliz. II, Chap. 80, a. 60-61 [1^{er} avril 1961].*
- *SQ. 11-12 Éliz. II, Chap. 58, a. 54-60 [27 mars 1963].*
- *SQ. 11-12 Éliz. II, Chap. 57, a. 108 [27 mars 1963].*
- *Assemblée législative de Québec, 11-12 Éliz. II, 4^{ème} session, 25^{ème} législature, Bill no 98, Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, [première lecture en 1960].*
- *SQ. 11-12 Éliz. II, Chap. 57, Bill no 8, Loi des caisses d'épargne et de crédit [27 mars 1963].*

Les rapports et mémoires des commissions d'enquête

- *Rapport du Comité permanent de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation sur l'opportunité de créer un crédit agricole, Québec, 14 décembre 1922, 237 p.*
- Canada [Commission d'enquête sur les coopératives], *Rapport de la Commission d'enquête sur les coopératives*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1945.
- Rioux, Albert, «Le problème rural», dans: *Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*. Montréal, Éd. [Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels], 1955, 166 p.
- Canada [Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier], *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1964, 656 p.

- Québec [Comité d'étude sur les institutions financières], *Rapport du Comité d'étude sur les institutions financières*, Québec, éditeur officiel, 1969.

Les autres publications

- *Annuaire du Canada*, Ottawa, 1963-1964, 758 p.
- *Annuaire statistiques du Québec*, 1915-1934.
- Statistique Canada, *Recensements du Canada*, Ottawa, 1901, 1911, 1921, 1931, 1941, 1951, 1961, 1966 et 1971.

Autres sources

Archives du Séminaire de Trois-Rivières (Fonds Caisse populaire de Trois-Rivières)

- *procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Caisse populaire de Trois-Rivières, 1909-1950* (2 registres)
- *procès-verbaux des assemblées générales annuelles de la Caisse populaire de Trois-Rivières, 1909-1951* (1 registre)

Divers

- Allaire, J.-B.-A., *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français*, tome II: Les contemporains, Saint-Hyacinthe, La Tribune, 1908.
- Allaire, J.-B.-A., *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français*, tome IV: La Revue, Saint-Hyacinthe, La Tribune, 1908.
- Allaire, J.-B.-A., *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français*, tome VI, Saint-Hyacinthe, La Tribune, 1934.
- *Annuaire Polk de Trois-Rivières et de Cap-de-la-Madeleine*.
- Beauchamp, Gérard (dir.), *Qui êtes-vous ? Registre social du Canada français*, Tome II et Tome IV, Québec, L'Institut biographique canadien, 1964.
- *Comptes rendus des sessions annuelles des Semaines Sociales du Canada*, Secrétariat des Semaines Sociales du Canada, Institut social populaire, Montréal:
 - «La propriété», cinquième session, Sherbrooke, 1924, 375 p.
 - «La justice», sixième session, Trois-Rivières, 1925, 414 p.
 - «Le problème économique», huitième session, St-Hyacinthe, 1928, 316 p.
 - «La cité», neuvième session, Chicoutimi, 1929, 320 p.
 - «L'État», onzième session, Ottawa, 1931, 340 p.
 - «La paroisse, cellule sociale», trentième session, Edmunston, 1953, 204 p.
- Fafard, Rémi, *Le clergé du diocèse de Nicolet 1885-1979*, Trois-Rivières, Bien Public, 1979.

- *Le Bien Public*, 1909-1934.
- *Le Canada ecclésiastique*, Montréal, Beauchemin, 1905-1970
- *Le Nouvelliste*, 1920-1955.
- Magnan, Antonio, *Biographies sacerdotales trifluviennes. Le clergé séculier du diocèse des Trois-Rivières*, Trois-Rivières, s.é., 1936
- Rivard, Gérard, *Recueil de souvenirs*, Trois-Rivières, Union régionale de Trois-Rivières des caisses populaires Desjardins, 1977, 296 p.
- Sans auteur, *Biographies Canadiennes-françaises*, 18 tomes parus entre 1922 et 1960, Montréal.
- Sans auteur, *Vedettes 1952. Le fait français au Canada*, Montréal, Société nouvelle d'édition, 1953 (1^{ère} éd.).
- Sans auteur, *Vedettes 1958. Le fait français au Canada*, Montréal, Société nouvelle d'édition, 1958 (2^{ème} éd.).

II. Études

Ouvrages généraux

AGULHON, Maurice, *Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1848: étude d'une mutation de sociabilité*, Paris, A. Colin, 1977, 105 p.

ANSART, Pierre, *Idéologies, conflits et pouvoirs*, Paris, PUF, 1974.

BAUER, Michel et Elie Cohen, «La fin des nouvelles classes: couches moyennes éclatées et société d'appareils», *Revue française de sociologie*, 24 (1983): 285-300.

BAUER, Michel et Elie Cohen, «Les limites du pouvoir des cadres: l'organisation savante comme moyen d'exercice de la domination», *Sociologie du travail*, 3, 1980.

BEAUDELLOT, Christian, Roger Establet et Jacques Malemort, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 1974.

BENGUIGUI, G., A. Griset et D. Monjardet, *La Fonction d'encadrement*, Paris, La Documentation française, 1978.

BERLE, Adolf A. et G. Means, *The Modern Corporation and the Private Property*, New York, Harcourt Brace & World, 1968, 380 p.

BERLE, Adolf A., *Power Without Property: a New Development in American Political Economy*, New York, Harcourt Brace & World, 1959, 184 p.

BHATT, V.V., «Savings and Capital Formation», *Economic Development and Cultural Change*, VII (1959): 318-342.

BIRBAUM, Pierre et al., «Le pouvoir local», *Revue française de sociologie*, numéro spécial, 15, 2 (avril-juin 1974).

BLEITRACH, Danielle et Alain Chenu, «Les notables et la technocratie», *Cahiers internationaux de sociologie*, 56 (janvier-juin 1974): 159-174.

BOLTANSKI, Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éd. de Minuit, 1982, 523 p.

BOURDIEU, P., L. Boltanski et M. de Saint-Martin.. «Les stratégies de reconversion sociale», *Informations sur les sciences sociales*, vol. 12, no 5 (1974): 61-113.

BOURDIEU, Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éd. de Minuit, 1979.

BRATT, V.V., «Savings and Capital Formation», *Economic Development and Cultural Change*, 7 (1959): 318-342.

- COLLECTIF. *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1986, 352 p.
- CROZIER, Michel avec la collaboration de F. Dupuy et D. Martin, *Les Cadres et l'organisation*, Paris, ADSSA, 1975.
- CROZIER, Michel, *Le Phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1964, 400 p.
- DULONG, Renaud, *Les régions, l'État et la société locale*, Paris, PUF, 1978, 245 p.
- FOSSAERT, Robert, *La société*, tome 3: Les appareils, Paris, Seuil, 1978.
- FOURASTIÉ, Jean, *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946-1975*, Paris, Fayard, 1979, 298 p.
- FOURNIER, Marcel et Michelle Lamont (éd.), «La culture comme capital», *Sociologie et Sociétés*, numéro spécial, 21, 2 (1989).
- FRIEDBERG, Ehard, «L'analyse sociologique des organisations», *Pour*, 28 (1972).
- GALBRAITH, John Kenneth, *La science économique et l'intérêt général*, Paris, Gallimard, 398 p.
- GALBRAITH, John Kenneth, *Le Nouvel État industriel. Essai sur le système économique américain*, Paris, Gallimard, 416 p.
- GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 1987, 190 p.
- GRÉMION, Pierre. *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Seuil, 1976, 478 p.
- HABERMAS, Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1986, 324 p.
- HIRSCHMAN, Albert O., *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Paris, Éditions ouvrières, 1972, 143 p.
- LEMIEUX, Vincent, *Réseaux et appareils*, Paris, Maloine, 1982.
- LEVASSEUR, Roger, *De la Sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Éditions du Boréal, 1990, 354p.
- LIPIETZ, Alain, *Le capital et son espace*, Paris, La découverte/Maspero, 1983, 178 p.
- MARRIS, Robin, *The Economic Theory of Managerial Capitalism*, New York, Free Press of Glencoe, 1964, 346 p.
- MARX, Karl, *Le Capital*, trois tomes, Paris, Éditions Sociales, 1977, 762 p., 524 p. et 871 p.

- MEHL, Dominique, «Culture et action associatives», *Sociologie du travail*, 1 (1982): 24-42.
- MEISTER, Albert, *La participation dans les associations*, Paris, Editions Economie et Humanisme et Les Editions Ouvrières, 1974, 276 p.
- MEISTER, Albert, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Editions Economie et Humanisme et Les Editions Ouvrières, 1972, 220 p.
- MILLS, C. Wright, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956, 423 p.
- MILLS, C. Wright, *Les cols blancs: essai sur les classes moyennes américaines*, Paris, Maspero, 1970, 411 p.
- PALARD, Jacques, «Rapports sociaux, stratégie politique et vie associative», *Sociologie du travail*, 3, 1981: 308-324.
- PARADEISE, Catherine, «Rhétorique professionnelle et expertise», *Sociologie du travail*, 1 (1985): 17-31.
- POLANYI, Karl, *La grande transformation, aux origines économiques et politiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, 419 p.
- POULANTZAS, Nicos, *L'État, le pouvoir et le socialisme*, Paris, PUF, 300 p.
- SARFATTI-LARSON, Magali, *The Rise of Professionalism: A Sociological Analysis*, Berkeley, University of California Press, 1977, 309 p.
- SIMMEL, Georg, *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, 1981, 238 p.
- TOURAINE, Alain, *Les sociétés dépendantes*, Paris, Gembloux, 1976, 266 p.
- TOURAINE, Alain. *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1979, 309 p.
- VERGES, Pierre, «Représentations sociales de l'économie: une forme de connaissance», dans: Denise Jodelet (dir): *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1989: 387-405.
- WACQUANT, L.J.D., et C.J. Calhoun, «Intérêt, rationalité et culture: à propos d'un récent débat sur la théorie de l'action», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 78, 1988: 41-60.
- WALKER, Pat (dir), *Between Labor and Capital*, Boston, South End Press, 337 p.
- WISSELER, André, «Prudence bancaire et incertitude», in: Collectif, *Innovation et ressources locales*, Paris, PUF, CCEE, 32 (1989): 201-37.
- WISSELER, André, «Les jugements dans l'octroi de crédit», in: Boltanski, Luc et Laurent Thévenot: *Justesse et justice dans le travail*, Paris, PUF, CCEE, 33, 1989: 67-119.

Le Québec et ses régions

- AYOTTE, Robert, *L'influence du crédit à la consommation sur le développement des aspirations des familles salariées*, M.A. (Faculté des sciences sociales), Université Laval, 1961, 155 p.
- BARBEAU, Victor, *Mesure de notre taille*, Montréal, Le Devoir, 1936, 243 p.
- BÉLANGER, Yves et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise. Développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987, 187 p.
- BELLAVANCE, Claude, *Shawinigan Water and Power. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec 1898-1963*, Ph. D. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1991, 642 p.
- BLANCHARD, Raoul, *Le centre du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 1948, 577 p.
- BLANCHARD, Raoul, *La Mauricie*, Trois-Rivières, Éd. du Bien Public, 1950.
- BOISMENU, Gérard, *Le duplessisme: politiques économiques et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, PUM, 1981, 432 p.
- BOUCHARD, Gérard, «Un essai d'anthropologie régionale: l'histoire sociale du Saguenay aux XIX^e et XX^e siècle», *Annales ESC* (1979): 107-125.
- BOURQUE, Gilles et Anne Légaré, *Le Québec, la question nationale*, Paris, Maspero, 1979, 232 p.
- BROUILLETTE, Normand, *Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois: la Mauricie, 1900-1975*, Ph. D. (géographie), Université McGill, 1983, 381 p.
- BRUNELLE, Dorval, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise, 1978, 223 p.
- COMEAU, Robert et al., *Économie québécoise*, Montréal, PUQ, 1969, 495 p.
- DUMONT, Fernand, *La vigile du Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, 234 p.
- DUMONT, Fernand (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC, 1990.
- FERRETTI, Lucia, *Entre voisins. La société paroissiale en milieu urbain, Saint-Pierre-Apôtre de Montréal 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, 264 p.
- FOURNIER, Marcel, *L'entrée dans la modernité*, Montréal, Éd. A. Saint-Martin, 1988.
- FOURNIER, Pierre (dir.): *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives A. Saint-Martin (1978): 137-181.

- GAGNON, Gabriel, «Sociologie, mouvements sociaux, conduites de ruptures: le cas québécois», *Sociologie et Sociétés*, 10, 2 (octobre 1978): 103-121.
- GODBOUT, Jacques T., *La participation contre la démocratie*, Montréal, Editions Saint-Martin, 1983, 190 p.
- HAMELIN, Jean et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois*, tome 1: 1898-1940, Montréal, Boréal, 1984, 504 p.
- HARDY, René et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express/Musée de l'Homme, 1984, 222 p.
- HOULE, Gilles et Jacques Hamel, «Une nouvelle économie politique francophone: problématique et enjeux», *Cahiers canadiens de sociologie*, 12, 1-2 (1987): 42-63.
- HUGUES, Everett C. *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal, Boréal Express, 1972, 390 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, avec la collab. de Guy Boisclair, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, U.C.C.-U.P.A. 1924-1984*, Montréal, Boréal, 1984, 324 p.
- LANGLOIS, Simon, J.-P. Baillargeon, G. Caldwell, G. Fréchet, M. Gauthier et J.-P. Simard, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, IQRC, 1990, 667 p.
- LÉTOURNEAU, Firmin, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, Chez l'auteur, 1950, 324 p.
- LEVASSEUR, Roger et Normand Séguin, «Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières, 1940-1980», dans: R. Levasseur (dir), *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990: 281-296.
- LINTEAU, Paul-André, R. Durocher et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I: De la Confédération à la crise (1867-1929), Montréal, Boréal, 1979, 658 p.
- LINTEAU, Paul-André, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, tome II: Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal, 1986, 739 p.
- MARTIN, Micheline, *Drummondville: son développement et ses travailleurs 1925-1940*, M.A. (histoire), Université de Sherbrooke, éditée par les Cahiers de la Société historique du Centre du Québec, Drummondville, 1984, 188 p.
- McROBERT, Kenneth et David Posgate, *Développement et modernisation au Québec*, Montréal, Boréal, Express, 1983, 350 p.
- MIGNIER, Robert-Maurice, *Le monde agricole québécois et les premières années de l'Union catholique des cultivateurs (1918-1930)*, Ph D. (histoire), Université de Montréal, 1975, 424 p.

- MINVILLE, Esdras (dir.), *L'agriculture*, Montréal, Fidès, «Études sur notre milieu», 1943, 555 p.
- MONIÈRE, Denis, *Le développement des idéologies au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 1977, 381 p.
- MOREAU, François, *Le capital financier québécois*, Montréal, Éditions coopératives A. Saint-Martin, 1981.
- MORISSET, Michel, *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1987, 206 p.
- NIOSI, Jorge, *Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, PUQ, 1978, 216 p.
- NIOSI, Jorge, *La bourgeoisie canadienne, la formation et le développement d'une classe dominante*, Montréal, Boréal Express, 1980, 241 p..
- PELLETIER, Michel et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, cahier 2: Les années 1930, Montréal, (texte ronéotypé), 1975, 423 p.
- PIEDALUE, Gilles, «Les groupes financiers du Canada 1900-1930. Étude préliminaire», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30, 1 (juin 1976): 3-34.
- ROUILLARD, Jacques, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, PUL, 1979, 342 p.
- ROUILLARD, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, 535 p.
- ROUSSEAU, Yvan, *Vie associative et rapports sociaux: le cas de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie (1934-1975)*, M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1987, 288 p.
- ROUSSEAU, Yvan, «Leadership associatif et forces sociales: la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie au XX^e siècle», dans: R. Levasseur (dir), *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990: 305-324,
- RUDIN, Ronald, *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises 1835-1925*, Montréal, Boréal, 1988, 245 p.
- SABOURIN, Paul, *Sociologie de l'économie francophone au Québec. Analyse de l'appropriation des marchés*, Ph. D. (sociologie), Université de Montréal, 1989, 555 p.
- SÉGUIN, Normand (dir.), *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, 220 p.
- TREMBLAY, Marc-Adélar et Gérald Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, PUL, 1964, 405 p.

VAILLANCOURT, Yves, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, PUM, 1988, 513 p.

VERRETTE, René, *Le régionalisme mauricien des années trente*, M.A. (études québécoises), UQTR, 1989, 363 p.

Les coopératives, le mouvement Desjardins

ANGERS, François-Albert, *La coopération. De la réalité à la théorie économique*, tome I: Le monde vivant de la coopération, Montréal, Fidès, 1974, 226 p.

ANGERS, François-Albert, *La coopération. De la réalité à la théorie économique*, tome II: L'activité coopérative en théorie économique, Montréal, Fidès, 1976, 445 p.

ARCHIBALD, Clinton et Khayyamz Paltiel, «Du passage des corps intermédiaires aux groupes de pression: la transformation d'une idée illustrée par le mouvement coopératif Desjardins», *Recherches sociographiques*, 18, 1 (janvier-avril 1977): 59-92.

ARÈS, Richard, *Les caisses populaires et la communauté canadienne-française*, Montréal, Bellarmin, 1961, 20 p.

BARBEAU, Victor, «Le coopératisme. Une solution au problème économique et social de notre province», *Actualité économique*, 16, 1 (avril 1940): 1-20.

BASTIEN, André, «Le mouvement coopératif Desjardins: de l'époque héroïque à l'ère technocratique», *Forces*, 30 (1er trimestre 1975): 4-15.

BAUER, Milton, *The Caisse Populaire Movement in Quebec, 1932-1950*, Ph. D., Chicago, University of Chicago, 1967, 105 p.

BEAUCHAMP, Claude, *Coopération et syndicalisme agricole au Québec (1900-1930)*, Ph. D., École pratique des hautes études, Paris, 1975, 281 p.

BEAUCHAMP, Claude, «Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricoles, 1900-1930: quelques éléments de la pratique», *Recherches sociographiques*, 20, 3 (septembre-décembre 1979): 337-382.

BEAUCHAMP, Claude, *Agropur: cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du canton de Granby 1938-1988*, Montréal, Boréal, 1988, 289 p.

BEAUCHAMP, Michel, *Organisations coopératives et pouvoir: Les directeurs-gérants des caisses populaires Desjardins affiliées à l'Union régionale de Québec, leurs atouts et l'utilisation de ces atouts*, M.A. (sociologie), Université Laval, 1979.

BEAUCHAMP, Michel, *La communication et les organisations coopératives: le cas du Mouvement Desjardins*, Boucherville, Gaëtan Morin, 1989, 190 p.

- BÉLANGER, Yves, «Desjardins la coopérative contre l'institution financière: les enjeux de la modernisation», *Coopératives et développement*, Revue du C.I.R.I.E.C., 20, 2 (1988-89), pp.31-52.
- BÉLANGER, Yves, Dorval Brunelle, Benoît Lévesque et Suzie Melançon, *Le Mouvement Desjardins. L'institution financière et les relations de travail au Saguenay / lac Saint-Jean et à Montréal*, Montréal, UQAM, 1989, 233 p.
- BELLEFLEUR, Michel, Roger Levasseur et Yvan Rousseau, «La libéralisation du crédit dans le mouvement des caisses Desjardins», dans: P. Lanthier et G. Rousseau, *La culture inventée*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992: 211-229.
- BERNARD, Francine, *Cooperative Structures and Crisis Management*, Cambridge, Ph. D. (sociologie), Harvard University, 1976, 252 p.
- BERNARD, Francine, *L'institutionnalisation d'un mouvement coopératif québécois: les caisses populaires*, Montréal, École des Hautes Études Commerciales, 1976, 33 p.
- BROCHU, Paul, *Économie et parenté; analyse de la circulation au fondement des pratiques financières: le cas de la Caisse d'Économie de l'Érable (1965-1991)*, M.A. (sociologie), Université de Montréal, 1991, 211 p.
- BUSSIERE, Eugène (dir.), *Histoire de la coopération*, Québec, Université Laval (cours par correspondance), 2 vol., 1949, 227 p.
- CALDWELL, Gary, «Révolution du pouvoir dans le mouvement des caisses populaires: technocrates et notables dans le même lit, sous la couverture de la morale coopérative, pendant que les intellectuels ferment les yeux», dans: ACSALF: *La transformation du pouvoir au Québec*, Montréal, Éditions A. Saint-Martin, 1980.
- CHOLETTE, Henri, *Le crédit des caisses populaires*, Licence en sciences commerciales, Université Laval, 1949, 78 p.
- COLAS, Émile, *Les caractéristiques originales de la coopération en droit québécois*, Ph. D. (Faculté de droit), Université d'Ottawa, 1980, 557 p.
- CÔTÉ, Daniel et Martine Vézina, «Place des coopératives agricoles dans l'agro-alimentaire québécois», *Coopératives et développement*, 19, 1 (1987-1988).
- CREWSON, Darryll et Ralph Matthews, «Class Interest in the Emergence of Fruit-Growing Cooperation in Lincoln County, Ontario, 1880-1914», *Canadian Papers in Rural History*, 5 (1986): 23-49.
- DAIGLE, Jean, *Une force qui nous appartient. La Fédération des caisses populaires acadiennes 1936-1986*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1990, 298 p.
- DANEAU, Yvon, «Quelques réflexions au sujet des idées-forces sous-jacentes au développement coopératif québécois», *Revue canadienne d'économie publique et coopérative*, 6, 1-2 (janvier-décembre 1973): 91-97.

- DAVIDOVIC, G., «The Character of the Cooperative Enterprise», *Revue du C.I.R.I.E.C., C.I.R.I.E.C. Canadian Review*, Centre canadien international de recherches et d'information sur l'économie publique et coopérative, 3, 2 (juillet-décembre 1970): 27-92
- DESCHÊNES, Gaston, «Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29, 4 (mars 1976): 539-554.
- DESCHÊNES, Gaston, «Le premier siècle du mouvement coopératif», *Revue canadienne d'économie publique et coopérative*, 13, 1-2 (1980-1981): 15-22.
- DESFORGES, Jean-Guy et Nicole Giroux, «Rôle et situation des caisses d'épargne et de crédit dans le marché financier au Québec», *Coopératives et développement*, 15, 2 (1982-83): 119-151.
- DESFORGES, Jean-Guy, Delmas Lévesque et Benoît Tremblay, «Dynamique de la coopérative: association et entreprise», *Gestion, Revue internationale de gestion*, 4, 2 (avril 1979): 39-48.
- DESFORGES, Jean-Guy, «Valeurs coopératives et défis dans les caisses d'épargne et de crédit au Québec», *Coopérative et développement*, 18, 2 (1986-87): 61-78.
- DESMARCHAIS, Philémon, «Le crédit dans les caisses populaires», *Actualité économique*, 21, 2 (décembre 1945): 161-166.
- DESROCHE, Henri, *Le développement intercoopératif, ses modèles et ses combinaisons*, Sherbrooke, Les cahiers de la coopération, n° 1, 1969, 173 p.
- DESROCHE, Henri, *Le projet coopératif; son utopie et sa pratique, ses appareils et ses réseaux, ses espérances et ses déconvenances*, Paris, Éditions ouvrières, 1976, 461 p.
- FAUCHER, Albert, *L'entreprise coopérative, sa genèse, son rôle économique*, Cahiers de l'Ecole des sciences sociales, politiques et économiques de Laval, 3, 7, 1944, 30 p.
- FAUCHER, Albert, *Histoire économique et unité canadienne*, Montréal, Fidès, 1970, 296 p.
- FAUQUET, G., *Le secteur coopératif. Essai sur la place de l'Homme dans les Institutions coopératives et de celles-ci dans l'Économie*, Paris, U.S.C./PUF, 4^{ème} édition, 1942, 133 p.
- FECTEAU, Jean-Marie, *L'émergence de l'idéal coopératif et l'état au Québec 1850-1914*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, février 1989, 110 p.
- GEERTZ, C., «The Rotating Credit Association: a "Middle Rung" in Development», *Economic Development and Cultural Change*, 10, 3, (avril 1962): 241-263.

- GAUTHIER, Yvon, «Les Coopératives au Québec: un miroir pour notre collectivité». *Possible*, 2, 3 (été 1978): 12-22.
- GELFAT, Isaac, *La coopération devant la science économique*, Paris, PUF, 1966.
- GIDES, Charles, *La solidarité*, Paris, PUF, 1932.
- GOYER, Jocelyn, *Analyse de la politique de prêt et de placements des caisses populaires*, Licence des HEC, Université de Montréal, 1967, 111 p.
- GRANT, Michel, *Les relations de travail dans les caisses populaires: affrontement ou coopération?*, Montréal, Chaire de coopér. Guy-Bernier (UQAM), 1990, 31 p.
- GRANT, Neville, *The Caisses Populaires Desjardins, with Special Reference to their Response to Monetary Policy*, M.A. (économie), Université McGill, 1970, 202 p.
- GRAVEL, Arthur, «Les Caisses populaires Desjardins dans Québec», *Études économiques*, 7 (1937): 181-213.
- GRAVEL, Jean-Paul et André Mercier, *Portrait du syndicalisme dans les coopératives au Québec*, Sherbrooke, IRECUS, Université de Sherbrooke, 1988.
- GUÉRARD, Jean-Claude, «La réserve, un mal non nécessaire pour les coopératives québécoises de premier niveau», *Coopératives et développement*, 21, 1 (1989-1990): 223-230.
- GUESLIN, André, *Les origines du crédit agricole (1840-1914)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1978.
- GUESLIN, André, *Histoire des crédits agricoles*. Tome I: L'envol des Caisses Mutuelles (1910-1960), Paris, Economica, I, 1984, 955 p.
- GUESLIN, André, *Histoire des crédits agricoles*. Tome II: Vers la banque universelle? (depuis 1960), Paris, Economica, II, 1984, 463 p.
- GUESLIN, André, «Pouvoir et conflits de pouvoir dans les structures de sociabilité organisée: le cas de la mutualité de crédit (fin XIX^e, première moitié XX^e)», *Sociabilité, pouvoir et société*, Actes du Colloque de Rouen tenu en novembre 1983, (Publications de l'Université de Rouen, 1987): 263-275.
- GUESLIN, André, *L'invention de l'économie sociale. Le XIX^e siècle français*, Paris, Economica, 1987, 340 p.
- JACQUES, François, *Le clergé québécois et son appui aux caisses populaires de 1900 à 1920*, Québec, Université Laval, 1975.
- LABONTÉ, Marcel, *Les maillons de la chaîne: l'édification du Mouvement Desjardins en Estrie*, Sherbrooke, Fédération des caisses pop. Desj. de l'Estrie, 1988.

- LACHANCE, Jean-Paul, «La politique de prêt des caisses populaires», *L'Actualité économique*, 22, 2 (juillet 1946): 278-300.
- LALIBERTÉ, G.-Raymond, *La culture politique du Conseil de la coopération du Québec*, Sherbrooke, Dossiers sur les coopératives, 1973, 482 p.
- LAMARCHE, Jacques, *La saga des caisses populaires*, Montréal, Les Éditions La Presse, 1985.
- LARIVIERE, J.-A., «L'épargne et les Canadiens-français», *Études économiques*, 2 (1932): 7-69
- LASERRE, Georges, *Les entreprises coopératives*, Paris, PUF, 1977, 128 p.
- LAVERGNE, Bernard, *La révolution coopérative*, Paris, PUF, 1949.
- LAVERGNE, Bernard, *Le socialisme à visage humain; l'ordre coopératif*, Paris, PUF, 1971, 142 p.
- LAVILLE, Christian, *L'assurance-vie Desjardins, 1948-1968*, M.A. Université Laval (histoire), 1971, 165 p.
- LECLERC, André, *Les Doctrines coopératives en Europe et au Canada; naissance, évolution et interrelations*, Sherbrooke, IRECUS, 1982, 161 p.
- LEVASSEUR, Roger, «Vers une histoire sociale du mouvement des caisses Desjardins en Mauricie: de ses débuts (1909) à nos jours», *Coopératives et développement*, 22, 2 (1990-1991): 167-178.
- LEVASSEUR, Roger et Yvan Rousseau, «L'évolution des bases sociales du mouvement des caisses. Le sociétariat de la Fédération régionale du centre du Québec (1909-1965)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45, 3 (hiver 1992): 343-374.
- LEVASSEUR, Roger et Yvan Rousseau, «Un tournant dans l'évolution des caisses Desjardins au Québec: la question du crédit à la consommation dans l'Après-guerre», *Annals of Public and Cooperative Economics/Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 63, 1 (hiver 1992): 25-54.
- LÉVESQUE, Benoît, «Coopération et syndicalisme. Le cas des relations du travail dans les caisses populaires Desjardins», *Relations industrielles*, 46, 1 (1991): 13-44.
- LÉVESQUE, Delmas, «L'expérience coopérative québécoise: émergence, essor, diffusion du mouvement coopératif québécois», *Coopératives et développement*, 21, 1 (1989-90): 183-222.
- LÉVESQUE, Ghyslaine et Ginette Sheehy, «Culture d'entreprise et informatisation: le cas du Mouvement Desjardins au Québec», *Coopératives et développement*, 22, 1 (1990-1991): 95-121.

- MacINNES Daniel William, *Clerics, Fishermen, Farmers and Workers: the Antigonish Movement and Identity in Eastern Nova Scotia, 1928-1939*, Ph. D., Mc Master University, 1978, 484 p.
- MACPHERSON, Hector, *Cooperative Credit Association in the Province of Quebec*, Kingston, Thèse à l'Université de Chicago, 1910, 96 p.
- MacPHERSON, Ian, *Each for all: a History of the Co-operative Movement in English Canada, 1900-1945*, Toronto, The Carleton Library, 1979.
- MALO, Marie-Claire, *Émergence, fonctionnement et transformation de l'organisation coopérative des consommateurs québécois (1938-1978)*, Ph. D. (sciences sociales du développement coopératif), Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1980, 574 p.
- MARENCO, Claudine, «Naissance, évolution et déclin des coopératives de consommation en France et au Québec», *Coopératives et développement*, 22, 1 (1990-1991): 33-58.
- MARTEL, Jean-Louis et Delmas Lévesque, «Émergence du mouvement coopératif agricole au Québec», *Coopératives et développement*, 18, 1 (1986-87): 13-39.
- MARTEL, Jean-Louis et Delmas Lévesque, «L'organisation coopérative et les projets de restauration sociale des années 30 au Québec», *Coopératives et développement*, 18, 2 (1986-87): 15-38
- MAYER, Pierre, *Composition du portefeuille des caisses populaires Desjardins*, M.A. (économie), Université de Montréal, 1965, 177 p.
- MELVIN, Donald-J., *Credit Unions and the Credit Union Industry: A Study of the Powers, Organization, Regulation and Competition*, New York, New York Institute of Finance, 1977, 321 p.
- MÉNARD, André, *Les problèmes de croissance des caisses populaires*, Licence des HEC, Université de Montréal, 1965, 159 p.
- MINGUY-DUCHENE, Claire, *Histoire du mouvement coopératif au Québec*, Ministère des Inst. fin. et coop. (Direction des associations coopératives), 1981.
- MINVILLE, Esdras (dir.), *Notre milieu. Aperçu général sur la province de Québec*, Montréal, Fidès, «Études sur notre milieu», 1942, 443 p.
- MINVILLE, Esdras, «L'économique: progrès ou régression?», *Action Nationale*, 21, 1 (janvier 1943): 16-30.
- MOODY, J. Carroll et Gilbert Fite, *The Credit Union Movement: Origins and Development, 1850-1970*, Lincoln, Nebraska, University of Nebraska Press, 1971, 369 p.
- NOËL, Fernand, *Le droit coopératif québécois*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1980, 482 p.

- O'NEIL, P., «Les caisses populaires Desjardins», *Culture*, 22 (1961): 228-232.
- OPPENHEIMER, Franz, *Économie pure et économie politique*, Giard et Brière, Paris, 1914.
- PICHETTE, Claude, «La Coopérative, Entreprise Privée ou Publique», *Revue du C.I.R.I.E.C., C.I.R.I.E.C. Canadian Review*, 3, 2 (juil.-déc. 1970): 14-26.
- POIRIER, Jean, *Le crédit dans une caisse populaire en milieu urbain: Saint-Alphonse d'Youville, 1940-1950*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1991, 179 p.
- POULIN, Pierre, *Histoire du Mouvement Desjardins. Desjardins et la naissance des caisses populaires 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, I, 1990, 373 p.
- RAYNAUD, André, «Notes sur les caisses populaires», *Actualité économique*, 32, 3 (octobre-décembre 1956): 474-487.
- RAYNAUD, André, «Les caisses populaires devraient se réorienter», *Maclean*, 1, 4 (juillet 1961): 13, 62-65.
- RAYNAUD, André, «Les coopératives à l'heure du XXème siècle», *Cité libre*, 87 (1966): 6-10.
- ROBY, Yves, *Alphonse Desjardins et les caisses populaires 1854-1920*, Montréal, Fidès, 1964, 149 p.
- RUDIN, Ronald, «In Whose Interest ? The Early Years of the First Caisse Populaire, 1900-1945», *Historical Paper / Communications historiques*, Société historique du Canada (1987).
- RUDIN, Ronald, *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires 1900-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 185 p.
- SACOUMAN, R. James, *The Social Origins of Antigonish Cooperative Associations in Eastern Nova Scotia*, Ph D., University of Toronto, 1976, 344 p.
- SACOUMAN, R. James, «Underdevelopment and the Structural Origins of Antigonish Movement Co-operatives in Eastern Nova Scotia», *Acadiensis*, 7, 1 (automne 1977): 66-85.
- SMEREKA, Myroslaw, *Au-delà des divergences: Histoire de la Caisse populaire de Paquetteville*, Sherbrooke, Éditions de l'Université de Sherbrooke, 1985.
- THÉRIAULT, Joseph-Yvon, «Développement dépendant et pénétration coopérative», *Revue de l'Université de Moncton*, 7, 23 (1980): 7-23.
- THÉRIAULT, Joseph-Yvon, *Acadie coopérative et développement acadien: contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistance*, Ph. D. (sociologie), École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1981, 562 p.

- TREMBLAY, Benoît, *Analyse socio-économique de la formation des organisations coopératives: le cas du Québec, 1850-1914*, Ph. D., École Pratique des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1982, 353 p.
- TREMBLAY, Rosario, *Le Mouvement coopératif Desjardins*, Lévis, Fédération de Québec des Unions régionales de caisses populaires Desjardins, 1969, 78 p.
- TRUDEL, Andrée, *Une caisse populaire en 1975: le cas de la Caisse populaire de Carrièreville*, M.A. (sociologie), Université du Québec à Montréal, 1975, 133 p.
- TURCOTTE, Gaston, *L'idéologie des caisses populaires Desjardins*, M.A., Université Laval (sociologie), 1971.
- VIENNEY, Claude, *Les Institutions coopératives comme agents de transformations économiques et sociales*, Paris, École de Hautes Études en Science Sociale, Centre de Recherches Coopératives, 1974-75, 132 p.
- VIENNEY, Claude, «Rapports d'activités et rapports de sociétariat», *Stratégie et organisation de l'entreprise coopérative*, Paris, Coopérative d'information et d'entreprise mutualistes, 1980, 251-283.
- VIENNEY, Claude, *Socio-économie des organisations coopératives. Formation et transformations des institutions du secteur coopératif français*, Paris, Coopérative d'information et d'édition mutualistes, I, 1982, 396 p.
- VIENNEY, Claude, *Socio-économie des organisations coopératives. Analyse comparée des coopératives fonctionnant dans des systèmes socio-économiques différents*, Paris, Coopérative d'information et d'édition mutualistes, II, 1982, 333 p.

Instruments de recherche

- BEAUREGARD, Yves, *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*, Québec, IQRC (documents de recherche), n° 9, 1986, 491 p.
- BERTAUX, Daniel, *Histoire de vie ou récits de pratique? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris, Centre d'étude des mouvements sociaux, 1976, 229 p.
- BOUCHARD, Gérard et Christian Pouyez, «Le classement des professions par secteurs d'activité: aperçu critique et présentation d'une nouvelle grille», *L'Actualité économique*, 25, 4 (octobre-décembre 1979): 585-605.
- BOUCHARD, Gérard, *Méthode d'évaluation et de classement des professions à l'aide de la Classification Canadienne Descriptive des Professions du gouvernement canadien*, SOREP, Document de travail n° 71, Chicoutimi, novembre 1982, 13 p.
- BOUCHARD, Gérard, «L'utilisation des données socioprofessionnelles en histoire: le problème de la diachronie», *Histoire sociale / Social History*, 16, 32 (1983): 429-442.

- BOUCHARD, Gérard et Christian Pouyez, «Les catégories socioprofessionnelles: une nouvelle grille de classement, *Labour / Le Travail*, 15 (printemps 1985): 145-163.
- CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, Conseil de la coopération du Québec et Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, *Revue Desjardins, index analytique 1935-1970*, Québec, CCQ, mai 1979, 619 p.
- DESCHÊNES, Gaston, *Le Mouvement coopératif québécois: guide bibliographique*, Montréal, Éditions du jour, 1980, 291 p.
- HARDY, René et Guy Trépanier, *Bibliographie de la Mauricie*, Québec, IQRC (documents de recherche), n° 27, 1991, 294 p.
- HARDY, René, Carmen Rousseau et Alain Gamelin, *La Mauricie et les Bois-Francs: chronologie: 1850-1950*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, UQTR, cahier n° 1, 1979, 151 p.
- JEAN, Bruno, *L'analyse des histoires de vie*, Québec, Université Laval (Institut supérieur des sciences humaines), janvier 1977, 18 p.
- LANTHIER, Pierre et Alain Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique, 1870-1975*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, UQTR, cahier n° 6, 1981.
- ROY, Jean, Daniel Robert et Louise Verreault-Roy, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique: 1850-1971*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, UQTR, cahier n° 3, 1980, 236 p.
- SÉGUIN, Normand, Louise Verreault-Roy et René Hardy, *Statistiques de l'évolution de l'agriculture en Mauricie, 1850-1950*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, UQTR, cahier n° 2, 1979, 175 p.
- STATISTIQUE CANADA (division des normes), *Classification type des professions 1980*, Ottawa, catalogue 12-565E, février 1981, 575 p.
- THÉVENOT, Laurent, «À propos d'une définition des couches moyennes et de la nouvelle nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles», *Revue française de sociologie*, 24 (1983): 317-326.

APPENDICES

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES APPENDICES

Nous avons tenté de ramener à l'essentiel les considérations méthodologiques au cours de la rédaction de cette thèse. Dans une perspective similaire, nous avons préféré recourir le plus souvent à l'illustration graphique de l'information plutôt qu'au tableau pour appuyer notre propos. Ces décisions ont été arrêtées afin d'alléger le contenu de l'exposé et de faciliter la compréhension de phénomènes qui auraient pu paraître complexes au lecteur non initié. Ces seuls avantages, croyons-nous, justifient amplement la procédure utilisée. Si elle se révèle plus facile d'accès, cette approche présente néanmoins certaines lacunes. En outre, elle laisse sans réponse très précise le problème des choix et des opérations méthodologiques qui sous-tendent la démarche. De plus, la présentation graphique de l'information présente l'inconvénient de ne pas fournir les données numériques exactes. C'est pourquoi nous avons jugé approprié de présenter certaines de ces informations en appendice.

La réalisation de cette thèse repose sur l'exploitation systématique d'une documentation à la fois imposante et diversifiée. Elle se ramène, pour l'essentiel, à l'ensemble des procès-verbaux de l'URTR et de la FQUR, de leurs rapports annuels, des rapports d'inspection et des états financiers mensuels de chacune des caisses affiliées, de ceux de la caisse régionale ainsi qu'à une quantité considérable de dossiers conservés au cours de la période couverte par cette étude. Au total, trois milliers de rapports relatifs aux caisses locales et la quasi totalité des registres de délibération des deux instances fédérales ont été consultés pour mener à terme cette recherche. L'ensemble du travail d'indexation, de saisie et de traitement de cette information a été réalisé sur support informatique. Pour donner une idée plus précise de l'ampleur des moyens mis en œuvre, disons que la seule saisie de l'information a donné lieu à la constitution de quelque 20 000 fiches. Elles portent sur diverses dimensions explorées dans cette étude: données financières sur chacune des caisses affiliées et sur les opérations de la caisse régionale, fondateurs, élus locaux et régionaux, populations des localités, etc. Il faut préciser ici que cette étude n'est

pas l'achèvement d'un processus de recherche mais qu'elle n'en constitue qu'une étape. Dans le cadre plus large d'un chantier de recherche ouvert depuis 1988 sur le mouvement Desjardins, d'autres contributions devraient s'ajouter à moyen et à long terme. L'ampleur de cette documentation s'explique principalement par deux facteurs. Le premier de ces facteurs, c'est l'existence des trois paliers (local, régional et central) au sein de l'organisation du mouvement Desjardins. Pour comprendre l'activité de la seule Union régionale, il était indispensable de pousser nos investigations en amont et en aval de celle-ci, c'est-à-dire qu'il nous fallait aussi cerner la réalité de ses caisses affiliées et celle de la Fédération provinciale. Chaque entité du mouvement Desjardins ne se comprend d'ailleurs que dans sa relation aux autres. L'autre facteur réside dans le caractère diachronique de nos recherches. Celles-ci visent avant tout à cerner, dans une perspective sociohistorique, la dynamique du changement social. La prise en compte de la diachronie a exigé en effet la constitution d'une infrastructure de recherche relativement élaborée.

La réalisation de cette monographie a nécessité par ailleurs la mise au point d'instruments d'analyse adaptés, d'une part, aux besoins spécifiques de la recherche, et de l'autre, aux particularités de la documentation disponible. Qu'il suffise d'évoquer le problème du classement socioprofessionnel, celui des modifications apportées avec le temps dans la présentation comptable des données financières des établissements, sans oublier les problèmes de typologie rencontrés dans la caractérisation des caisses. L'ensemble de ces opérations a impliqué des prises de décisions et la mise au point de stratégies pour contourner ces problèmes.

En présentant ces appendices, nous poursuivons donc un double objectif. Il s'agit d'abord de fournir certaines données générales qui ont été à la base de la confection des figures et des illustrations présentées dans les pages précédentes. Parallèlement, il s'agit d'apporter des précisions sur les aspects de la méthodologie et de la stratégie de recherche qui nous paraissent les plus importants. Ces appendices, dont on trouvera la liste à la page suivante, sont regroupés sous quatre rubriques distinctes: les établissements locaux, l'Union régionale, le traitement des professions et, enfin, les données à caractère contextuel sur la région couverte par l'étude.

LISTE DES APPENDICES

1. L'étude des établissements locaux

- 1.1 Nomenclature des caisses populaires ayant évolué sur le territoire couvert par l'URTR (nom, comté, type, date de fondation, d'affiliation et de fermeture, participation et souscriptions à l'assemblée de fondation)
- 1.2 Nomenclature des caisses populaires ayant évolué à l'extérieur du territoire de juridiction de l'URTR mais lui ayant été temporairement rattachées (nom, comté, type, date de fondation, d'affiliation et de fermeture, participation et souscriptions à l'assemblée de fondation)
- 1.3 Liste des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières classées selon l'ordre de grandeur de leur actif, 1915-1970 (emprunteurs, sociétaires et actif au 31 décembre)
- 1.4 Liste des caisses témoins ayant fait l'objet d'une analyse en profondeur (nom, fondation, comté et type)
- 1.5 État comparatif du groupe des soixante caisses témoins avec l'ensemble des caisses affiliées à l'URTR, 1935-65

2. L'Union régionale

- 2.1 Actif de la caisse de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1970 (milliers de \$)
- 2.2 Passif et réserves de la caisse de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1970 (milliers de \$)
- 2.3 Formation et répartition des revenus de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1932-1970 (milliers de \$)
- 2.4 Actif des caisses régionales ou centrales affiliées à la Fédération de Québec des unions régionales, 1935-1970 (milliers de \$ et pourcentages)
- 2.5 Actif des caisses populaires locales regroupées selon leur union régionale d'appartenance, Fédération de Québec des unions régionales, 1935-1970 (milliers de \$ et pourcentages)
- 2.6 Liste des administrateurs, commissaires de crédit et conseillers de surveillance de l'URTR, 1920-1970 (avec sièges occupés, durée en poste, caisse d'appartenance, professions et remarques diverses)

- 2.7 Les bases sociales de la représentation régionale envisagées selon diverses caractéristiques, membres des trois conseils, Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1969 (mandats ramenés sur une base annuelle)

3. Le traitement des mentions professionnelles: grille utilisée et classification des professions déclarées des fondateurs et des élus des caisses populaires

4. La région du Centre du Québec

- 4.1 La population des comtés de recensement de la région du Centre du Québec, régions rurales et urbaines, 1901-1961
- 4.2 La population rurale des comtés de recensement de la région du Centre du Québec, agricole et non agricole, 1941-1961
- 4.3 Les paroisses de la région du Centre du Québec, comtés de recensement et diocèses, 1905-1965
- 4.4 Les exploitants agricoles dans la région du Centre du Québec, comtés de recensement et diocèses, 1901-1961
- 4.5 Superficie et valeur des terres agricoles selon les comtés de recensement de la région du Centre du Québec, 1901-1961 (acres et milliers de \$ courants)
- 4.6 Emplois, valeur des productions et établissements manufacturiers dans les comtés de recensement de la région du Centre du Québec, 1900-1961

APPENDICE 1

L'ÉTUDE DES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX

Présentation des appendices 1.1, 1.2 et 1.3:

La première grande phase du travail de recherche s'est articulée autour de la problématique des fondations et des fondateurs de caisses populaires. Quelque 156 fondations ou réorganisations d'établissements ont eu lieu sur le territoire couvert par les diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières depuis 1909. À ces caisses, s'en ajoutent 26 autres, localisées le plus souvent dans les comtés circonvoisins, ayant entretenu des liens de plus ou moins longue durée avec l'URTR. Cette dernière fonda d'ailleurs plusieurs de ces établissements, lesquels lui furent temporairement affiliés avant d'être rattachés à leurs propres unions régionales au moment de leur fondation. La première étape du travail a donc consisté à recenser l'ensemble des informations relatives à ces événements nommés fondations, fermetures, réorganisations et affiliations de caisses locales. Pour mener à bien cette entreprise, nous nous sommes principalement appuyé sur les procès-verbaux de l'URTR, sur les dossiers des caisses fermées ou liquidées conservés au siège social de la Confédération à Lévis de même que sur les dossiers des caisses actives au siège social de la Fédération régionale à Trois-Rivières. L'ancien président de l'URTR, G. Rivard, avait déjà amorcé un travail en ce sens vers le milieu des années 1970.

Une fois reconstituée la trame de ces événements, nous avons procédé à la caractérisation des caisses. Nous les avons d'abord distinguées selon les comtés fédéraux de recensements plutôt que sur la base des comtés provinciaux. Le découpage des premiers présente l'avantage d'être plus stable que celui des comtés provinciaux. Nous nous sommes ensuite attardé à déterminer le caractère rural ou urbain des localités d'implantation des caisses. Les *Recensements fédéraux* ont été mis à contribution dans le cadre de cette démarche. Les établissements ont alors été regroupés en trois grandes catégories selon l'importance de leurs populations respectives et celle qu'y tiennent les activités à caractère agricole. C'est ainsi que nous sommes arrivé aux vocables de caisses rurales, semi-urbaines et urbaines. Cette entreprise ne va pas sans problèmes. Le premier de ceux-ci réside dans la diachronie. Au cours des six décennies couvertes par cette étude, les populations sont changeantes. Des petites localités à caractère rural — par exemple les cas d'Almaville, de Sainte-Marguerite de Cortone et d'Arthabaska — sont progressivement assimilées aux grandes zones urbanisées de la région. Pour résoudre cette difficulté, nous avons attribué une caractéristique unique pour chacune des caisses. La Caisse d'Almaville, par exemple, a été assimilée aux caisses urbaines pour l'ensemble de la période. Cette décision se justifie, croyons-nous, par le fait que la plupart de ces cas problématiques ont été intégrés à l'espace urbain régional relativement tôt, ou du moins, la vie économique et la croissance démographique de ces localités se trouvaient d'ores et déjà dynamisées par un centre urbain situé à proximité. L'autre problème tient à la faiblesse de la densité statistique du groupe des caisses semi-urbaines. Dans le traitement des données comparatives entre les établissements locaux, les caisses semi-urbaines ont été assimilées le plus souvent au groupe des caisses urbaines. Il existe bien entendu certains cas limites tels que la municipalité de Warwick, par exemple, mais le choix inverse nous ramenait à des difficultés tout aussi insolubles. Au demeurant, en prenant pour acquis l'effet d'attraction exercé par ces petites localités sur le monde rural environnant, cette décision nous apparaît justifiée.

La deuxième grande phase de la recherche a été consacrée au dépouillement des déclarations de fondation des caisses populaires, des procès-verbaux des assemblées de fondation et des premières séances tenues par les élus de chacun des trois conseils des caisses. Pour chaque fondation de caisses, nous avons relevé de façon systématique les noms, professions et fonctions des participants ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils avaient souscrites individuellement. Ce travail a nécessité la constitution d'environ 5 600 fiches de fondateurs. Nous abordons de façon plus approfondie le problème des fondateurs dans l'appendice réservé au traitement des professions.

Pour être en mesure d'établir des comparaisons entre les caisses affiliées et d'évaluer leur progression sous divers chapitres, nous avons procédé au dépouillement systématique des *Annuaire du Québec* et des *Rapports mensuels* des caisses au 31 décembre. Les premiers ont été traités pour l'ensemble des années comprises entre 1915 et 1934. Les seconds l'ont été sur une base quinquennale depuis 1935 jusqu'en 1970. Les données ont été colligées dans leur état le plus détaillé et elles l'ont été, encore une fois, pour chacun des établissements locaux. Elles portent sur le détail de leur actif, de leur passif, de leurs pratiques de crédit et de leur sociétariat. Cette partie du travail a exigé l'élaboration de près de 4 000 fiches sur ces différentes facettes.

Les appendices 1.1, 1.2 et 1.3 présentent certaines informations, abordées ici, qui pourront apparaître intéressantes au lecteur. Afin de ne pas allonger indûment la liste des appendices, nous nous en tenons à la présentation de données à caractère général.

APPENDICE 1.1

Nomenclature des caisses populaires ayant évolué sur le territoire couvert par l'URTR

(nom, comté, type, date de fondation, d'affiliation et de fermeture, participation et souscription à l'assemblée de fondation)

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	04/07/09	1920	68	236		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Maurice	Champlain	rurale	01/08/09 1924	1920	70	322	1920	Fondée par A. Desjardins. Inactive de 1920 à 1924 des suites d'une défalcation. Réorganisation de la caisse en 1924.
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	12/09/09	1920	48	46		Fondée par A. Desjardins.
Grand'Mère	Champlain	urbaine	10/10/09 04/12/38	— 1938	96 66	180 65	1909	Première fondation par A. Desjardins. Inactive jusqu'à sa réorganisation en 1938 par S. T. Lupien. Le 29 avril 1985, elle absorbe la Caisse des Grandes Piles.
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	24/10/09	1920	78	350		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	03/07/10 08/06/36	— 1936	35 35	101 31	1910	Première fondation par A. Desjardins. Selon certains témoignages, le gérant de la caisse était aussi gérant de la Banque provinciale. Inactive jusqu'à sa réorganisation en 1936 par S.T. Lupien.
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	21/08/10	1923	50	104		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	25/06/11	1925	62	92		Fondée par Félix Leclerc (avocat, gérant de la caisse populaire de Sainte-Anne-de-Danville).
Saint-Prosper de Champlain	Champlain	rurale	13/08/11	1923	44	65		Fondée par A. Desjardins.
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	03/09/11 19/11/33	— 1933	64 29	104 28	1921	Une première fondation par A. Desjardins. En opération jusqu'en 1918 puis fermée définitivement en 1921. Réorganisée en 1933.
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	10/09/11 16/07/39	— 1939	80 53	175 61	1911	Première fondation par A. Desjardins. Inactive jusqu'à sa réorganisation en 1939 par S. T. Lupien.
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	13/09/11 15/01/34	— 1934	48 18	80 18	av. 1920	Première fondation par A. Desjardins. Apparemment inactive jusqu'à sa réorganisation, par S. T. Lupien et l'abbé E. Poisson.
L'Avenir [Saint-Pierre-de-Durham]	Drummond	rurale	17/09/11	1926	63	118		Fondée par A. Desjardins sous le nom de Saint-Pierre de Durham.
Saint-Roch-de-Mékinac	Champlain	rurale	02/06/12	1920	84	127	30/06/21	Fondée par A. Desjardins. Liquidée en 1921.
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	06/06/12	1920	64	286		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Didace	Maskinongé	rurale	16/06/12	—	127	245	25/05/33	Fondée par A. Desjardins. Jamais affiliée à l'URTR.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Saint-Timothée [Hérouxville]	Champlain	rurale	18/09/12 03/10/33	— 1933	76 15	168 15	1912	Fondée une première fois par A. Desjardins. Elle n'aurait jamais démarré ses activités. Réorganisée par S. T. Lupien.
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	19/08/12	1923	143	276		Fondée par A. Desjardins.
Champlain	Champlain	rurale	10/11/12	1921	119	485		Fondée par A. Desjardins.
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	22/06/13	1920	59	87		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	10/08/13 05/09/43	1921 1943	60 19	80 26	1925	Première fondation par A. Desjardins. Liquidée en 1925, puis réorganisée par S.-T. Lupien en 1943. De 1921 à 1925, elle fut affiliée à l'URTR.
Saint-Sylvere	Nicolet	rurale	17/08/13	1923	152	235		Fondée par A. Desjardins. S'affilia le 8 novembre 1923 et se désaffilia peu de temps après. Le 30 novembre 1926, elle joint définitivement les rangs de l'URTR. En 1937 une assemblée spéciale est convoquée pour liquider la caisse. Sa situation étant jugée moins critique que prévue, la résolution est annulée.
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	31/08/13 29/02/44	— 1944	143 230	315 302	31/12/17	Fondée pour la première fois par A. Desjardins. Cesse ses activités au cours de l'année 1917. Réorganisée par Roland Létourneau.
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	21/09/13	1920	160	319		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	05/10/13 07/09/37	— 1937	60 37	77 34	1913	Première fondation par A. Desjardins. Elle n'aurait cependant jamais été active. Réorganisée par S.T. Lupien.
Princeville [Saint-Eusèbe-de-Stanfold]	Arthabaska	semi-urbaine	23/11/13 10/09/42	— 1942	105 25	292 29	1933	Première fondation par A. Desjardins sous le nom de Saint-Eusèbe-de-Stanfold. Liquidée en raison d'une insuffisance de liquidités. Réorganisée par S. T. Lupien sous le nom de Princeville.
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	20/12/14	1927	62	76		Fondée par l'abbé J.-R.-I. Trudel, propagandiste de l'URTR.
Saint-Rosaire d'Arthabaska	Arthabaska	rurale	12/09/15 05/07/38	— 1938	— 33	— 42	1925	Première fondation en 1917. Cesse ses activités en 1925. Réorganisée en 1938 par Agésilas Kirouac et l'Abbé Antonio Denoncourt. Elle est absorbée par la Caisse de Victoriaville en 1972 et devient comptoir de cette dernière.
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	14/11/15	1923	131	157		Fondée par A. Desjardins.
Ville de Shawinigan-sud [Almaville]	Saint-Maurice	urbaine	17/09/16	1925	64	132		Fondée par A. Desjardins.
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	25/02/17	1926	—	—		Fondée par l'abbé Philibert Grondin. N'aurait présumément débuté ses activités qu'en 1920.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Saint-Luc-de-Champlain [Saint-Luc-de-Vincennes]	Champlain	rurale	25/11/17	1921	—	—		Fondée par l'abbé Philibert Grondin. Sous le nom de Saint-Luc-de-Vincennes jusqu'en 1964.
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	27/11/17	1920	21	—		Fondée par l'abbé Philibert Grondin.
De Courval [Saint-Zéphirin-de-Courval]	Yamaska	rurale	06/06/18 03/11/35	— 1935	— 12	—	1928	Première fondation par l'abbé P. Grondin. Débute ses activités en 1924 et ferme en 1928. Réorganisée en 1935 par S.-T. Lupien. Elle absorbe la caisse de Saint-Elphège en 1973 et prend le nom De Courval.
Yamaska [Saint-Michel de Yamaska]	Yamaska	rurale	06/06/19 12/03/42	— 1942	— 32	— 32	1927	Première fondation sous le nom de Yamaska. Liquidée en 1927. Refondée par S. T. Lupien sous le nom de Saint-Michel de Yamaska jusqu'en 1969.
Saint-Ignace-du-Lac	Maskinongé	rurale	10/08/19	1921	—	—	1929	Fermée en 1929, on ignore la date exacte. La liquidation aurait occasionné des pertes à l'ensemble des sociétaires.
Saint-Frédéric de Drummondville	Drummond	urbaine	12/10/19 20/03/39	— 1939	— 26	— 26	1928	Une première fondation par l'abbé E. Hébert (de Montréal). Réorganisée en 1939 par S. T. Lupien. Absorbe la Caisse de Saint-Majorique de Grantham en 1984 qu'elle transforme en comptoir en 1985.
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	07/11/20	1921	37	35		Fondée par l'abbé J.-R.-I. Trudel.
Saint-Médard-de-Warwick [Warwick]	Arthabaska	semi-urbaine	23/02/21	1922-1923	118	267		Il existe deux bulletins d'affiliation à l'Union Régionale. Le premier est daté du 7 juin 1922; l'autre est porte la date du 23 avril 1923.
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	30/06/21 10/09/45	— 1945	— 27	— 26	1924	Première fondation eut lieu en 1921. Liquidée en 1924, puis réorganisée en 1945 par S. T. Lupien.
Nicolet	Nicolet	urbaine	15/01/22	1923	18	18		
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	22/01/22	1922	48	50		
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	07/05/22	1922	11	—		Fondée par l'abbé J.-E. Poisson, inspecteur de l'URTR.
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	01/02/25	1925	—	—		
La Baie [Saint-Antoine-de-la-Baie]	Yamaska	rurale	1925 04/07/39	1925 1939	— 31	— 26	1937	Fondée une première fois au début de l'année 1925. En activité sans interruption jusqu'en 1937 alors qu'elle est paralysée en raison de sa mauvaise position financière. Réorganisée par S. T. Lupien en 1939. Elle est affiliée à l'URTR en avril 1925, puis en 1939, moment de sa réorganisation.
Précieux-Sang de Nicolet	Nicolet	rurale	19/07/25	1925	35	37		

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Saint-Jean-de-Wickham [Wickham]	Drummond	rurale	23/02/26	1926	40	46		Absorbe la Caisse de Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre le 22/01/85.
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	14/03/26 08/12/36	— 1936	— 23	— 23	01/05/28	Fermée en raison de l'insuffisance de son chiffre d'affaires. Réorganisée par S.T. Lupien.
Louiseville	Maskinongé	semi- urbaine	06/06/26 23/05/43	1927 1943	— 101	— 192	1928	Une première fondation eut lieu en 1926, elle s'affilie à l'URTR en septembre 1927. Liquidée en 1928 puis réorganisée en 1943 par S. T. Lupien.
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	06/05/28	1928	37	48		
Notre-Dame de Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	06/08/28	1928	11	—		
Cité de Shawinigan [Saint-Marc de Shawinigan]	Saint-Maurice	urbaine	11/03/29	1929	16	54		
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	19/05/29	1929	58	57		
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	02/11/30	1930	33	38		
Gentilly [Saint-Edouard de Gentilly]	Nicolet	rurale	30/01/33	1933	23	21		Fondée par S.T. Lupien.
Notre-Dame-de-Pierreville	Yamaska	rurale	06/06/33	1934	—	—	08/05/51	Date de fondation approximative. Caisse repérée dans les données manuscrites de la FQUR relatives à la situation des caisses au 31 décembre. Elle apparaît en 1935 et 1945. En très faible position financière, son actif n'a jamais dépassé de beaucoup les 2 000\$.
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	11/07/33	1933	23	22		Aucune inspection entre 1935 et 1943. Devant d'importantes difficultés financières, elle est paralysée durant cette période. A compter de 1943, elle se réorganise.
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	28/11/33 30/06/42	— 1942	— 25	— 24	19/09/35	Réorganisée par Roland Létourneau et Robert Durand.
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	13/05/34	1934	20	20		
Saint-Edmond-de-Grantham [Saint-Edmond-de-Drummond]	Drummond	rurale	22/10/34	1934	14	14		Fondée par S. T. Lupien.
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	24/10/34	1934	21	25		Fondée par S. T. Lupien et l'abbé Laforest.
Saint-Léonard-de-Nicolet	Nicolet	rurale	17/02/35	1935	61	78		
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	17/02/35	1935	43	72		

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondateurs	parts	fermeture	remarques
Sainte-Eulalie-de-Nicolet	Nicolet	rurale	18/02/35	1935	23	20		Fondée par S. T. Lupien.
Tingwick	Arthabaska	rurale	04/03/35	1935	103	125		Fondée par S. T. Lupien.
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	05/03/35	1935	27	24		
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	14/03/35	1935	36	38		Fondée par S. T. Lupien et Angésilas Kirouac. Absorbe la Caisse de Sainte-Séraphine en 1985.
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	19/03/35	1935	27	32		
Saint-Nicéphore	Drummond	rurale	06/05/35	1935	20	20	31/03/53	Liquidée en raison de sa faible rentabilité. La caisse de Saint-Philippe de Drummondville y ouvre un comptoir en 1974.
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	08/05/35	1935	14	14		Fondée par S. T. Lupien.
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	19/05/35	1935	16	51		Fondée par S. T. Lupien.
Maskinongé [Saint-Joseph-de-Maskinongé]	Maskinongé	rurale	17/07/35	1935	19	18		Fondée par S.T. Lupien.
Des Deux Rives [Sainte-Perpétue]	Nicolet	rurale	01/09/35	1935	37	36		Fondée sous le nom de Sainte-Perpétue en 1935, fusionne avec la Caisse de la Visitation en décembre 1971. et prend le nom Des Deux Rives.
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	05/03/36	1936	48	46		Fondée par S. T. Lupien. Le 7 mars 1972, elle absorbe la caisse de Saint-Rosaire.
Saint-Sacrement de Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	17/07/36	1936	14	85		
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	19/10/36	1936	26	—		Fondée par S. T. Lupien.
Saint-Simon de Drummondville	Drummond	urbaine	14/12/36	1936	72	70	28/11/87	Fondée par S. T. Lupien. Impliquée dans la fusion des quatre caisses de Drummondville en 1987 qui donne naissance à la Caisse Desjardins de Drummondville. Elle en devient alors un comptoir financier.
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	09/02/37	1937	24	21		Fondée par S.T. Lupien
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	04/04/37	1937	33	31		Fondée par S.T. Lupien.
Sainte-Angèle-de-Nicolet [Sainte-Angèle-de-Laval]	Nicolet	rurale	10/05/37	1937	41	116		Fondée par S. T. Lupien.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	06/06/37	1937	24	24	13/06/86	Fondée par Agésilas Kirouac. Le 13 juin 1986, elle est absorbée par la Caisse d'Arthabaska dans le cadre d'une fusion et devient comptoir de cette dernière.
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	27/06/37	1937	18	18		Fondée par S.T. Lupien.
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	04/07/37	1937	14	28		Fondée par S. T. Lupien.
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	11/07/37	1937	25	25	02/03/85	Fondée par S. T. Lupien. Absorbée par la Caisse de Saint-Frédéric de Drummondville.
De La Visitation	Yamaska	rurale	11/07/37	1937	19	18	04/12/71	En 1971, elle est absorbée par la caisse de Sainte-Perpétue qui prend le nouveau nom de Les Deux Rives.
Saint-Joseph de Drummondville	Drummond	urbaine	19/07/37	1937	20	25	28/11/87	Fondée par S. T. Lupien. Impliquée dans la fusion des quatre caisses de Drummondville, en 1987, qui donne naissance à la Caisse Desjardins de Drummondville. Elle en devient alors un comptoir financier.
Sainte-Marguerite de Trois-Rivières [...de Cortone]	Saint-Maurice	urbaine	08/03/38	1938	25	26		Fondée par S.T. Lupien.
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	22/03/38	1938	18	55		Fondée par S. T. Lupien et A. Marcoux.
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	04/05/38	1938	31	32		Fondée par S.T. Lupien.
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	05/07/38	1938	17	21		Fondée par Gaston Lemaire et Marcel Paul-Hus.
La Tuque	Champlain	urbaine	12/10/38	1938	48	67		Fondée par S.T. Lupien.
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	06/11/38	1938	27	27		Le 14 novembre 1974, elle est absorbée par la Caisse Saint-Paulin et devient comptoir de cette dernière.
Saint-Philippe de Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	14/12/38	1938	14	29		Fondée par S. T. Lupien.
Sainte-Thérèse de Drummondville	Drummond	urbaine	05/03/39	1939	37	37	28/11/87	Fondée par S. T. Lupien. Impliquée dans la fusion des quatre caisses de Drummondville, en 1987, qui donna naissance à la Caisse Desjardins de Drummondville. Elle fut l'instigatrice de la fusion.
Sainte-Cécile de Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	02/04/39	1939	27	38		Fondée par S.T. Lupien.
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	22/05/39	1939	34	63		Fondée par S.T. Lupien.
Batiscan	Champlain	rurale	09/07/39	1939	24	25		Fondée par S. T. Lupien.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Les Deux Cantons [Saint-Norbert]	Arthabaska	rurale	07/12/39	1939	31	47		Absorbe la Caisse de Sainte-Hélène-de-Chester dans le cadre d'une fusion en 1972.
Kingsey Falls	Drummond	rurale	27/03/40	1940	40	76		Fondée par Agésilas Kirouac.
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	08/06/41	1941	14	23		Fondée par S. T. Lupien.
Saint-Gérard (Yamaska)	Yamaska	rurale	13/10/41	1941	26	26		Fondée par S. T. Lupien.
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	27/10/41	1941	38	28		Devient comptoir dans le cadre d'une fusion impliquant la Caisse de Saint-Albert de Warwick en 1985.
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	11/11/41	1941	47	51	19/01/85	Fondée par S. T. Lupien. Absorbée puis fermée par la Caisse de Saint-François-du-Lac dans le cadre d'une fusion en 1945.
Sacré-Coeur de la Baie de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	11/05/42	1942	20	18		Fondée par S. T. Lupien.
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	28/06/42	1942	16	16	21/01/84	Fondée par S. T. Lupien. Absorbée le 15 septembre 1983 puis fermée par la Caisse de Saint-Cyrille de Wendover.
Daveluyville	Arthabaska	rurale	28/07/42	1942	47	55		Fondée par S. T. Lupien.
Les Chutes [Christ-Roi-de-Shawinigan]	Saint-Maurice	urbaine	13/12/42	1942	57	110		Fondée par Roland Létourneau.
Arthabaska	Arthabaska	semi-urbaine	02/03/43	1943	64	168		Fondée par Roland Létourneau. Le 13 juin 1986, elle absorbe la Caisse de Saint-Rémi de Tingwick qu'elle transforme en comptoir et devient: Arthabaska.
Saint-Elphège Yamaska	Yamaska	rurale	19/05/43	1943	21	25	1973	Absorbée par la Caisse de Saint-Zéphirin dans le cadre d'une fusion en 1973 et devient alors comptoir de la Caisse de Courval.
Séminaire de Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	20/05/43	1943	—	—	07/06/69	Fondée par Laurent Létourneau. Liquidée en raison de la disparition du niveau collégial au Séminaire Saint-Joseph.
Saint-Philippe de Drummondville	Drummond	urbaine	27/06/43	1943	56	57		Fondée par S. T. Lupien.
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	07/07/43	1943	25	138		Fondée par S. T. Lupien, à la demande des Chevaliers de Colomb.
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	08/08/43	1943	17	22		Fondée par Roland Létourneau.
Saint-David d'Yamaska	Yamaska	rurale	23/08/43	1943	15	17		Fondée par Roland Létourneau.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondateurs	parts	femture	remarques
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	17/09/43	1943	46	44	05/12/72	Fondée par S. T. Lupien. Absorbée par la Caisse de Saint-Norbert d'Arthabaska le 5 décembre 1972.
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	06/02/44	1944	29	108		Fondée par Roland Létourneau.
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	28/02/44	1944	26	105		Fondée par Robert Durand et Jean-Jacques Caron.
Saint-Lazare du Cap-de-la-Madeleine	Champlain	urbaine	19/03/44	1944	88	233		Fondée par Robert Durand et Jean-Jacques Caron.
Desjardins de Pierreville	Yamaska	rurale	20/03/44	1944	55	141		Fondée par L. Létourneau.
Desjardins de Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	22/03/44	1944	48	268		Fondée par Robert Durand et Jean-Jacques Caron.
Séminaire de Nicolet	Nicolet	urbaine	23/03/44	1944	—	—	22/07/69	Fermé sensiblement à la même époque que la Caisse du Séminaire de Trois-Rivières et pour des raisons similaires.
Sainte-Ursule	Maskinongé	rurale	10/04/44	1944	39	45		Fondée par S. T. Lupien.
Charette	Saint-Maurice	rurale	31/10/44	1944	29	32		Fondée par S. T. Lupien.
Desjardins de Bécancour	Nicolet	rurale	22/11/44	1944	70	72		Fondée par Jean-Jacques Caron et Robert Durand.
Val Mauricie [Sainte-Jeanne-D'Arc]	Saint-Maurice	urbaine	15/01/45	1945	33	220		Fondée par Robert Durand et Rosaire Couture. Porte le nom de Sainte-Jeanne-d'Arc d'Almaville jusqu'en 1963 et celui de Sainte-Jeanne-D'arc de Shawinigan-Sud jusqu'en 1971.
Desjardins de Lemieux	Nicolet	rurale	23/04/45	1945	40	43		Fondée par Rosaire Couture et Robert Durand.
Saint-Edouard de Maskinongé	Maskinongé	rurale	02/05/45	1945	31	80		Fondée par Robert Durand et Rosaire Couture.
Desjardins de Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	27/06/45	1945	15	30		Le 22 janvier 1985, elle est absorbée par la Caisse de St-Jean-de-Wickham puis devient comptoir de la nouvelle caisse de Wickham.
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	17/09/45	1945	69	391		Fondée par Jean-Jacques Caron, Rosaire Couture et Robert Durand.
Desjardins de Saint-Lucien	Drummond	rurale	15/01/46	1946	36	43		Fondée par Robert Durand.
Odanak	Yamaska	rurale	01/07/46	1946	—	—	23/01/50	Fondée par J.-J. Caron et Robert Durand. Liquidée en raison de la faiblesse de son chiffre d'affaires. Elle était incapable d'assumer ses frais d'administration.
Desjardins de Manseau	Nicolet	rurale	08/07/46	1946	46	109		Fondée par Robert Durand et J.-J. Caron.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondateurs	parts	fermeture	remarques
Desjardins de Saint-François-du-Lac	Yamaska	rurale	24/02/47	1947	40	179		Fondée par Robert Durand. Absorbe puis ferme la Caisse de Saint-Pie-de-Guire et devient: St-François-du-Lac le 19 janvier 1985.
La Croche	Champlain	rurale	09/11/47	1947	51	110	1951	Fondée par Robert Durand et Fernand Gauthier. Liquidée en 1951 en raison de la faiblesse de son chiffre d'affaires.
Desjardins de Sainte-Famille du Cap	Champlain	urbaine	18/04/48	1948	79	417		Fondée par Robert Durand et Jean-Jacques Caron.
Desjardins de Durham-sud [South Durham]	Drummond	rurale	19/04/48	1948	36	168		Fondée par Robert Durand et Jean-Jacques Caron.
Le Rocher [Saint-Jean-Baptiste de Grand-Mère]	Champlain	urbaine	30/04/48	1948	33	100		Fondée par Jean-Jacques Caron et Robert Durand.
Saint-Georges-de-Champlain	Champlain	rurale	09/07/50	1950	24	36		Fondée par S. T. Lupien et Rosaire Couture.
Saint-Jean-Baptiste de Drummondville	Drummond	urbaine	03/11/51	1951	58	78	28/11/87	Fondée par Rosaire Couture et Jean-Jacques Caron. Impliquée dans la fusion des quatre caisses de Drummondville qui ont donné naissance à la Caisse Desjardins de Drummondville.
Saint-Charles-Garnier	Saint-Maurice	urbaine	04/12/51	1951	34	33		Fondée par Rosaire Couture, Gérard Marotte et Gilles Lafrenière. Le 12 décembre 1984, elle absorbe la Caisse des Enseignants de la Mauricie.
Sainte-Croix de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	03/06/52	1952	24	50		Fondée par Rosaire Couture et Jean-Jacques Caron.
Des Hêtres [L'Assomption]	Saint-Maurice	urbaine	13/04/58	1958	28	236		Sous le nom de L'Assomption jusqu'en 1973. Fondée par Gérard Marotte et Rosaire Couture.
Sainte-Victoire	Arthabaska	urbaine	30/04/60	1960	37	57		Fondée par Jean-Jacques Caron et Paul Chouinard.
Les Boulevards [Saint-Jean-Brébeuf]	Saint-Maurice	urbaine	20/09/60	1960	88	88		Fondée par Rosaire Couture et Jean-Jacques Caron.
Saint-Pierre de Drummondville	Drummond	urbaine	16/06/61	1961	102	706		Fondée par L. G. Gervais et Jean-Jacques Caron.
De Normanville	Saint-Maurice	urbaine	31/01/62	1962	56	338		Fondée par Jean-Jacques Caron et Rosaire Couture.
Châteaudun	Champlain	urbaine	29/04/68	1968	43	299		
Des Vieilles Forges	Saint-Maurice	urbaine	18/07/69	1969	16	33		
Des Enseignants de la Mauricie	Mauricie	—	18/07/69	1969	—	—	12/12/84	Absorbée puis fermée par la Caisse de Saint-Charles-Garnier le 12 décembre 1984. Recommandation de liquidation en 1982.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Des Grandes Piles	Champlain	rurale	31/03/70	1970	90	958		Absorbée par la Caisse de Grand-Mère en 1985 dans le cadre d'une fusion
Enseignants des Bois Francs	Bois-Francs	—	05/10/74	1974	—	—	17/11/84	Fondée le 6 sept. 1969, en tant que caisse d'économie affiliée à la Fédération des caisses populaires du Québec. Change d'affiliation en 1974 pour se joindre à l'URTR. Recommandation de liquidation en 1982.
CEGEP de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	25/01/75	1975	31	13		De 1972 à 1975 la caisse la Mauricienne assure le service au Cégep. A partir de 1975, cette caisse devient autonome.
Saint-Elie-de-Caxton	Maskinongé	rurale	03/11/75	1975	19	—		
Parent	Champlain	rurale	28/05/39 1981	— 1981	— 20	— 20	12/10/47	Liquidée le 12/10/47 et affiliée à l'Unions de Montréal jusqu'à sa liquidation. Elle est réorganisée en 1981 et affiliée à l'URTR.
Drummondville	Drummond	urbaine	28/11/87	1987	—	—		Née de la fusion des caisses de Saint-Joseph, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Simon et Sainte-Thérèse de Drummondville, sous l'instigation de cette dernière. Avec cette fusion, elle se trouve à opérer 7 comptoirs financiers incluant les quatre caisses fusionnées et leurs comptoirs respectifs. Se désaffilie en 1993 pour joindre les rangs de la Fédération régionale Richelieu-Yamaska.

APPENDICE 1.2

Nomenclature des caisses populaires ayant évolué à l'extérieur du territoire de juridiction de l'URTR mais lui ayant été temporairement rattachées

(nom, comté, type, date de fondation, d'affiliation et de fermeture, participation et souscription à l'assemblée de fondation)

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondeurs	parts	fermeture	remarques
Saint-Théodore-de-Chertsey	Montcalm	rurale	06/06/36	1936	—	—		Fondée par l'URTR en 1936 et affiliée la même année. En 1945, elle joint l'URJO.
Saint-Barthélemi	Berthier	rurale	23/02/36	1936	—	—		Rattachée à l'URTR de sa naissance jusqu'en 1962. Elle joint alors les rangs de l'URJO.
Danville	Richmond	—	09/07/09	1925	—	—		Affiliée à l'URTR en 1925.
Sainte-Marie-Salomé	Montcalm	—	—	1936	—	—		Son affiliation a été repérée dans les procès-verbaux de l'URTR.
La Reine	Abitibi	rurale	—	1925	—	—		Aurait été fondée par L. Létourneau puis affiliée à l'URTR en 1925; les procès-verbaux n'en font cependant pas mention.
Dupuy [Saint-Jacques-le-Majeur]	Abitibi	rurale	—	1924	—	—		Affiliée à l'URTR en décembre 1924. Elle fut même la première caisse à loger une demande d'emprunt à l'URTR.
Sainte-Rosalie	Bagot	rurale	—	1929	—	—		Affiliée à l'URTR en 1929, les procès-verbaux n'en font cependant pas mention.
Saint-Liboire	Bagot	rurale	—	1929	—	—		Affiliée à l'URTR de 1929 à 1936
Weeden Centre	Wolfe	—	—	1931	—	—		Affiliée à l'URTR en novembre 1931 jusqu'en 1934, moment de la fondation de l'Union régionale de Saint-Hyacinthe (URSH).
Saint-Ange-de-Ham-Nord	Wolfe	rurale	—	1931	—	—		Affiliée à l'URTR en novembre 1931 jusqu'en 1934, moment de la fondation de l'URSH.
Saint-Claude de Sherbrooke	Richmond	—	—	1931	—	—		Adhère à l'URTR en février 1931 jusqu'en 1934.
Katevale	Stanstead	rurale	—	1927	—	—		Aurait été affiliée à l'URTR en 1927. Les procès-verbaux n'en font cependant pas mention
Barraute	Abitibi	rurale	—	1924	—	—		Affiliée à l'URTR en décembre 1924; passe plus tard sous la responsabilité de l'Union régionale de Montréal (URMO) puis de l'Union régionale de l'Ouest québécois (UROQ).
Saint-Roch-d'Orford	Sherbrooke	rurale	—	1923	—	—		Affiliée à l'URTR en décembre 1923. Joint les rangs de l'URSH en 1934.
Saint-Adrien-de-Ham	Wolfe	rurale	—	1928	—	—		Affiliée à l'URTR en 1928. Elle joint les rangs de l'URSH en 1937.

caisse	comté	type	fondation	affiliation	fondateurs	parts	fermeture	remarques
Notre-Dame-de-Ham	Wolfe	rurale	—	1934	—	—		Affiliée à l'URTR en janvier 1934. Elle joint l'URSH en 1941.
Saint-Lin	Assomption	rurale	—	1936	—	—		Affiliée à l'URTR de 1936 à 1938. Elle joint les rangs de l'Union régionale de Joliette (URJO) en 1944.
Senneterre	Abitibi	rurale	—	1926	—	—		Fondée par Laurent Létourneau puis affiliée à l'URTR en mai 1926; passe plus tard sous la responsabilité de l'URMO puis de l'UROQ.
Saint-Jacques de Montcalm	Montcalm	rurale	—	1935	—	—		Affiliée à l'URTR de 1935 à à 1937. Elle joint les rangs de l'URJO au moment de sa fondation.
Saint-Roch de l'Achigan	Joliette	rurale	—	1935	—	—		Affiliée à l'URTR de 1935 à 1942. Elle est affiliée à l'URJO en 1944.
Crabtree-Mills	Joliette	rurale	—	—	—	—		Rien n'a été repéré sur une hypothétique affiliation à l'URTR. Elle figure dans les donnée manuscrites de la FQUR sur la situation des caisses au 31 décembre. En 1940, elle n'y apparaît plus bien que l'URJO ne soit pas encore fondée.
Saint-Côme de Joliette	Joliette	rurale	—	1934	—	—		Affiliée à l'URTR en novembre 1934. Elle joint l'URJO.
Saint-Alphonse de Joliette	Joliette	rurale	—	1934	—	—		Affiliée à l'URTR en 1934. Elle joint l'URJO.
Sainte-Élizabeth de Joliette	Joliette	rurale	—	1934	—	—		Affiliée à l'URTR en 1934. Elle joint plus tard l'URJO.
Saint-Ambroise de Kildare	Joliette	rurale	—	—	—	—		Repérée dans les données manuscrites de la FQUR sur la situation des caisses affiliées. Elle n'aurait jamais été affiliée.
Sainte-Catherine de Statley	Stanstead	rurale	—	1927	—	—		Affiliée à l'URTR en septembre 1927. Elle l'aurait été jusqu'en 1931.

APPENDICE 1.3
Liste des caisses populaires affiliées à l'Union régionale de Trois-Rivières
classées selon l'ordre de grandeur de leur actif 1915-1970
(emprunteurs, sociétaires et actif au 31 décembre)

Au 31 décembre 1915

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	27	577	50 168
Saint-Maurice	Champlain	rurale	94	396	49 272
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	279	522	27 445
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	59	309	22 761
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	105	297	20 769
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	58	181	16 262
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	38	155	15 338
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	146	321	15 276
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	38	135	11 505
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	32	215	10 801
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	19	124	10 399
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	30	166	8 229
Saint-Didace	Maskinongé	rurale	—	250	7 909
Champlain	Champlain	rurale	13	98	7 792
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	39	124	7 661
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	36	133	7 022
L'Avenir	Drummond	rurale	26	146	5 994
Saint-Prosper	Champlain	rurale	30	107	4 831
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	22	111	2 443
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	16	43	981
totaux pour les 20 caisses			1 107	4 410	302 858

Au 31 décembre 1920

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	126	833	224 402
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	327	756	97 884
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	183	386	90 884
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	110	295	83 682
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	59	270	65 598
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	99	250	59 413
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	75	420	55 394
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	80	190	43 496
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	44	131	38 580
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	60	270	34 747
Saint-Didace	Maskinongé	rurale	58	243	33 965
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	38	150	32 619
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	45	123	22 354
Champlain	Champlain	rurale	30	165	21 642
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	134	288	18 911
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	90	175	18 219
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	54	153	15 533
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	9	98	11 888
Saint-Prosper	Champlain	rurale	8	113	10 399
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	53	152	8 484
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	24	57	1 435
L'Avenir	Drummond	rurale	—	—	—
Saint-Maurice	Champlain	rurale	—	—	—
totaux pour les 23 caisses			1 706	5 518	989 529

Au 31 décembre 1925

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	138	727	310 631
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	115	395	131 130
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	173	796	114 866
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	335	417	86 282
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	173	451	85 485
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	76	282	75 933
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	161	235	63 607
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	76	276	55 713
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	20	60	30 491
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	50	171	28 557
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	61	110	26 590
Champlain	Champlain	rurale	29	178	25 543
Saint-Didace	Maskinongé	rurale	62	213	23 034
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	35	148	21 733
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	48	144	18 189
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	203	217	17 993
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	82	251	16 697
Saint-Prosper	Champlain	rurale	37	160	12 501
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	46	129	12 205
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	51	242	10 854
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	35	128	10 336
De Courval	Yamaska	rurale	—	—	9 794
Saint-Maurice	Champlain	rurale	10	78	7 570
Nicolet	Nicolet	urbaine	31	121	6 928
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	37	89	5 606
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	22	86	3 194
La Baie	Yamaska	rurale	16	80	3 101
L'Avenir	Drummond	rurale	—	—	—
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	—	—	—
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	—	—	—
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	—	—	—
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	—	—	—
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	—	—	—
Yamaska	Yamaska	rurale	—	—	—
totaux pour les 34 caisses			2 122	6 184	1 214 563

Au 31 décembre 1930

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	202	865	481 647
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	118	400	162 194
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	170	547	156 142
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	252	828	124 766
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	119	436	103 697
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	79	298	102 100
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	265	621	84 856
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	90	279	72 794
Saint-Prosper	Champlain	rurale	74	337	59 005
La Baie	Yamaska	rurale	181	326	41 939
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	72	103	41 810
Champlain	Champlain	rurale	31	166	35 831
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	88	319	32 306
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	83	242	30 011
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	59	252	29 849

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	97	345	26 731
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	46	137	23 985
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	8	86	21 436
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	50	153	19 320
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	22	130	18 661
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	60	148	18 084
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	22	107	17 538
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	52	260	16 282
Saint-Maurice	Champlain	rurale	13	100	15 287
Saint-Didace	Maskinongé	rurale	67	192	14 407
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	99	181	13 729
Nicolet	Nicolet	urbaine	76	222	12 918
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	18	137	12 562
L'Avenir	Drummond	rurale	37	225	7 859
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	49	105	7 453
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	42	91	5 226
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	34	75	4 471
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	13	74	4 460
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	6	43	3 741
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	14	41	1 775
De Courval	Yamaska	rurale	—	—	—
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	—	—	—
totaux pour les 37 caisses			2 708	8 871	1 824 872

Au 31 décembre 1935

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	145	578	441 487
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	131	405	156 219
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	112	426	113 980
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	232	770	107 020
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	83	286	90 743
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	110	295	78 732
Champlain	Champlain	rurale	40	195	57 783
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	125	1 110	57 600
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	93	303	57 237
Saint-Prosper	Champlain	rurale	64	308	53 088
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	61	377	38 994
Gentilly	Nicolet	rurale	36	251	33 936
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	56	87	32 556
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	79	218	31 651
Nicolet	Nicolet	urbaine	100	267	28 483
Saint-Maurice	Champlain	rurale	22	126	27 380
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	49	237	24 636
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	50	194	23 551
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	20	95	22 678
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	—	180	21 553
La Baie	Yamaska	rurale	78	208	21 505
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	38	133	20 373
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	70	205	20 147
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	—	—	19 589
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	75	146	18 866
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	51	132	17 173
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	—	72	14 811
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	63	141	13 759
L'Avenir	Drummond	rurale	39	108	13 635
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	14	137	13 477

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	65	213	13 398
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	38	95	11 346
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	6	76	8 106
Tingwick	Arthabaska	rurale	56	165	6 383
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	34	143	5 486
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	34	65	4 814
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	18	60	4 521
Saint-Timothée	Champlain	rurale	13	45	4 287
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	3	67	3 745
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	11	47	3 364
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	13	53	3 144
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	21	45	3 004
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	—	—	2 413
De Courval	Yamaska	rurale	—	52	2 268
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	10	62	1 833
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	7	29	1 801
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	8	53	1 532
Notre-Dame-de-Pierreville	Yamaska	rurale	—	—	985
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	5	50	925
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	—	—	638
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	6	24	315
Maskinongé	Maskinongé	rurale	1	15	201
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	—	—	36
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	—	—	—
Saint-Nicéphore	Drummond	rurale	—	—	—
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	—	—	—
total pour les 56 caisses			2 385	9 349	1 757 187

Au 31 décembre 1940

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	152	1 126	602 356
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	298	889	209 873
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	166	637	197 539
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	278	547	186 238
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	140	455	160 136
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	283	754	142 874
Gentilly	Nicolet	rurale	98	592	120 102
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	85	678	113 944
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	89	318	94 711
Nicolet	Nicolet	urbaine	223	530	93 258
Saint-Prosper	Champlain	rurale	56	349	90 811
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	82	444	89 652
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	162	326	85 980
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	125	534	79 736
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	221	591	68 699
Champlain	Champlain	rurale	34	218	64 933
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	167	241	60 590
Saint-Maurice	Champlain	rurale	23	135	49 674
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	66	301	46 528
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	80	316	42 869
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	75	272	41 786
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	105	412	39 433
Tingwick	Arthabaska	rurale	112	312	38 999
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	59	264	37 779
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	89	227	37 478
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	63	230	34 892

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	40	138	31 589
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	51	147	30 467
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	91	310	27 766
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	35	100	27 669
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	20	86	26 957
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	69	251	26 955
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	29	167	25 816
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	63	247	25 058
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	135	450	24 052
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	58	180	22 134
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	21	89	21 069
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	29	126	19 617
L'Avenir	Drummond	rurale	55	161	19 573
La Tuque	Champlain	urbaine	79	389	19 437
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	99	209	19 180
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	50	177	18 719
De Courval	Yamaska	rurale	36	125	18 646
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	58	118	18 477
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	55	228	17 250
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	40	189	17 067
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	75	256	16 984
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	48	156	16 805
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	37	144	16 396
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	12	120	16 071
La Baie	Yamaska	rurale	21	144	15 645
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	13	154	15 336
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	37	131	14 346
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	25	137	12 496
Sainte-Angèle	Nicolet	rurale	60	139	12 361
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	40	177	12 131
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	17	95	11 608
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	24	103	11 060
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	33	122	10 517
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	33	87	10 426
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	77	195	10 036
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	57	167	9 529
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	8	51	9 296
Saint-Timothée	Champlain	rurale	22	102	9 156
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	24	113	8 246
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	24	92	8 126
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	11	125	8 036
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	24	63	7 725
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	29	110	7 621
De La Visitation	Yamaska	rurale	16	62	7 610
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	45	117	7 080
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	22	70	7 048
Maskinongé	Maskinongé	rurale	13	47	6 351
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	20	86	5 278
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	19	55	5 266
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	10	68	4 949
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	7	85	4 778
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	13	73	4 710
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	34	88	4 131
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	59	227	3 850
Notre-Dame-de-Pierreville	Yamaska	rurale	3	29	2 264
Batiscan	Champlain	rurale	5	24	2 249
Kingsey Falls	Drummond	rurale	8	48	2 166
Grand'Mère	Champlain	urbaine	—	80	2 034
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	12	53	1 960
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	17	49	1 842

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Saint-Nicéphore	Drummond	rurale	13	32	1 651
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	13	32	1 261
totaux pour les 88 caisses			5 524	19 893	3 634 799

Au 31 décembre 1945

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	166	2 145	1 595 433
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	257	1 864	1 049 186
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	195	1 334	823 622
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	370	2 218	752 513
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	95	2 182	730 613
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	263	1 230	582 447
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	357	1 514	562 440
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	195	1 725	548 888
Nicolet	Nicolet	urbaine	275	820	511 692
Gentilly	Nicolet	rurale	50	1 095	511 417
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	514	1 964	499 992
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	178	1 214	474 216
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	79	891	455 251
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	272	1 505	419 899
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	56	743	413 970
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	146	1 143	380 144
Louiseville	Maskinongé	s-urbaine	103	1 006	379 618
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	97	1 049	377 110
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	94	647	355 110
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	220	1 085	335 204
Saint-Prosper	Champlain	rurale	46	466	324 458
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	63	517	275 790
Grand'Mère	Champlain	urbaine	175	985	268 772
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	445	1 011	253 270
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	39	526	245 012
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	219	704	243 102
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	58	560	238 258
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	47	472	237 586
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	99	614	230 758
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	120	466	221 458
Les Chutes	Saint-Maurice	urbaine	98	692	216 349
La Tuque	Champlain	urbaine	238	1 220	211 652
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	45	260	211 585
Champlain	Champlain	rurale	22	290	196 538
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	63	462	195 723
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	34	502	192 745
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	67	392	192 712
Saint-Maurice	Champlain	rurale	13	460	180 989
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	57	501	174 790
Tingwick	Arthabaska	rurale	69	439	166 432
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	117	663	164 611
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	55	337	161 149
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	108	527	154 477
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	44	255	154 117
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	87	383	143 253
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	73	382	139 748
L'Avenir	Drummond	rurale	68	398	139 400
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	19	378	137 875
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	38	464	130 487
De Courval	Yamaska	rurale	33	313	123 404

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Arthabaska	Arthabaska	s-urbaine	46	412	119 277
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	40	292	116 992
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	34	246	114 194
Maskinongé	Maskinongé	rurale	17	270	106 984
La Baie	Yamaska	rurale	46	350	101 101
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	20	356	98 221
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	30	325	97 607
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	14	314	97 144
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	72	356	95 410
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	48	287	94 225
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	37	203	89 793
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	50	334	87 945
Val Mauricie	Saint-Maurice	urbaine	54	354	84 551
Saint-Timothée	Champlain	rurale	14	219	84 049
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	8	135	81 546
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	34	207	80 548
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	6	166	77 996
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	58	340	76 281
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	29	306	75 891
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	50	269	75 888
Sainte-Angèle	Nicolet	rurale	37	262	71 094
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	21	231	70 481
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	61	327	67 781
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	40	263	67 308
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	24	163	65 731
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	55	431	65 309
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	13	184	65 038
Yamaska	Yamaska	rurale	5	92	63 540
Pierreville	Yamaska	rurale	8	76	62 151
Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	51	317	60 859
Saint-Lazare de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	30	300	60 603
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	13	190	59 950
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	14	182	59 858
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	5	152	57 179
Batisca	Champlain	rurale	31	168	56 532
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	9	171	55 761
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	25	175	52 374
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	8	146	52 078
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	55	248	51 652
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	27	150	51 374
Charette	Saint-Maurice	rurale	14	158	47 710
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	17	138	47 348
Sainte-Ursule	Maskinongé	rurale	15	176	44 610
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	31	227	41 233
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	5	188	40 905
Sacré-Cœur de la Baie de Shaw.	Saint-Maurice	urbaine	34	154	38 830
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	25	163	37 279
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	60	233	37 228
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	20	103	36 584
Bécancour	Nicolet	rurale	9	192	36 258
Saint-Gérard	Yamaska	rurale	5	112	33 008
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	15	158	30 957
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	20	120	30 525
Saint-Elphège	Yamaska	rurale	5	105	29 690
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	11	148	29 245
De La Visitation	Yamaska	rurale	16	117	28 775
Saint-David	Yamaska	rurale	3	93	28 064
Saint-Philippe de Dr'ville	Drummond	urbaine	43	186	26 796
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	8	101	25 692
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	21	92	25 432

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	19	78	24 961
Daveluyville	Arthabaska	rurale	56	145	24 733
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Maskinongé	rurale	1	60	22 757
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	23	153	21 532
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	24	102	20 013
Kingsey Falls	Drummond	rurale	35	140	19 464
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	27	82	14 886
Saint-Nicéphore	Drummond	rurale	—	139	14 883
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	9	54	14 388
Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	3	48	10 594
Séminaire de T-R	Saint-Maurice	urbaine	7	190	5 515
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	4	46	5 141
Lemieux	Nicolet	rurale	4	66	4 325
Séminaire de Nicolet	Nicolet	urbaine	5	105	3 383
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	2	42	3 137
Notre-Dame-de-Pierreville	Yamaska	rurale	3	28	1 732
totaux pour les 126 caisses			8 479	57 424	21 665 174

Au 31 décembre 1950

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	637	4 573	3 511 763
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	321	2 271	1 620 140
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	471	3 412	1 433 303
Louiseville	Maskinongé	s-urbaine	536	2 128	1 370 230
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	264	1 773	1 290 202
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	315	2 558	1 256 917
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	612	2 989	1 166 092
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	367	2 111	1 133 455
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	443	2 944	1 087 738
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	204	2 028	908 038
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	272	2 301	883 791
Grand'Mère	Champlain	urbaine	353	2 078	861 087
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	175	1 525	843 310
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	265	2 149	836 377
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	150	1 755	826 395
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	269	1 430	805 832
Nicolet	Nicolet	urbaine	268	1 410	704 909
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	129	1 103	671 053
Gentilly	Nicolet	rurale	190	1 299	660 196
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	63	878	578 146
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	270	1 455	553 812
Les Chutes	Saint-Maurice	urbaine	199	1 513	543 850
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	312	1 831	509 157
La Tuque	Champlain	urbaine	310	1 791	504 025
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	127	655	494 196
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	153	764	456 232
Saint-Prosper	Champlain	rurale	70	677	433 370
Val Mauricie	Saint-Maurice	urbaine	244	1 283	421 922
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	56	704	388 224
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	79	643	350 112
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	138	503	345 697
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	144	909	339 266
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	84	424	312 127
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	140	678	300 056
Champlain	Champlain	rurale	24	418	297 640
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	90	650	290 002

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Maurice	Champlain	rurale	22	645	289 081
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	130	557	288 470
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	121	823	280 044
Arthabaska	Arthabaska	s-urbaine	163	704	275 224
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	77	397	269 906
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	66	574	258 860
Saint-Lazare de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	103	802	258 565
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	149	642	253 674
Saint-Sylvere	Nicolet	rurale	68	622	245 672
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	37	564	239 480
Tingwick	Arthabaska	rurale	94	507	239 033
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	43	600	238 040
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	80	606	228 110
Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	107	745	225 574
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	125	702	215 473
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	116	456	213 432
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	31	514	203 123
L'Avenir	Drummond	rurale	64	480	198 910
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	65	401	194 903
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	45	474	190 722
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	104	426	190 398
Maskinongé	Maskinongé	rurale	35	389	170 652
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	77	662	163 177
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	69	353	152 567
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	89	561	152 264
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	51	339	152 038
Saint-Timothée	Champlain	rurale	43	324	145 541
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	30	261	143 953
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	71	387	143 645
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	122	392	141 596
De Courval	Yamaska	rurale	48	368	137 746
Sainte-Angèle	Nicolet	rurale	56	367	129 942
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	24	242	123 588
Sainte-Famille de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	74	514	116 004
Batiscan	Champlain	rurale	33	311	110 491
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	75	385	109 002
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	64	316	105 953
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	40	278	102 931
Sainte-Ursule	Maskinongé	rurale	68	279	100 112
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	54	289	95 273
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	24	204	94 653
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	34	245	94 213
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	37	313	93 630
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	24	206	92 004
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	51	334	90 514
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	57	301	88 331
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	32	218	87 748
La Baie	Yamaska	rurale	66	411	86 746
Le Rocher	Champlain	urbaine	28	306	85 204
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	54	307	84 766
Bécancour	Nicolet	rurale	41	312	83 842
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	18	175	81 169
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	18	304	79 939
Pierreville	Yamaska	rurale	52	350	79 158
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	18	242	76 110
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	84	382	73 076
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	70	404	71 181
Saint-Philippe de Dr'ville	Drummond	urbaine	146	432	70 349
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	26	191	67 677
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	20	221	66 516

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	57	348	62 663
Yamaska	Yamaska	rurale	17	147	62 634
Saint-David	Yamaska	rurale	31	168	60 724
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	26	152	58 603
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	12	159	58 541
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	29	192	56 195
Saint-Gérard	Yamaska	rurale	5	116	55 412
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	24	126	49 827
Charette	Saint-Maurice	rurale	31	209	49 792
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	27	160	49 370
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	36	192	48 768
Daveluyville	Arthabaska	rurale	92	194	48 039
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	32	198	46 373
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Maskinongé	rurale	25	131	44 789
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	30	168	42 547
Sacré-Cœur de la Baie de Shaw.	Saint-Maurice	urbaine	40	210	42 236
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	2	196	40 786
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	35	175	39 145
De La Visitation	Yamaska	rurale	13	131	33 749
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	27	115	33 248
Manseau	Nicolet	rurale	10	115	33 083
Durham-Sud	Drummond	rurale	32	168	32 565
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	22	189	30 360
Lemieux	Nicolet	rurale	10	110	29 240
Kingsey Falls	Drummond	rurale	40	202	28 972
Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	27	105	25 087
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	27	127	23 001
Saint-Elphège	Yamaska	rurale	21	114	19 939
Saint-Lucien	Drummond	rurale	33	147	19 795
Saint-François-du-Lac	Yamaska	rurale	10	83	19 681
Séminaire de T-R	Saint-Maurice	urbaine	7	206	15 132
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	24	82	14 973
Saint-Nicéphore	Drummond	rurale	51	184	10 717
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	11	62	7 724
Saint-Georges-de-Champlain	Champlain	rurale	3	69	7 069
Séminaire de Nicolet	Nicolet	urbaine	10	130	3 299
La Croche	Champlain	rurale	4	63	1 867
totaux pour les 133 caisses			13 510	88 372	39 434 602

Au 31 décembre 1955

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	1 418	6 852	5 319 597
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	406	3 508	2 213 716
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	386	2 596	1 945 884
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	719	4 023	1 919 346
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	533	3 333	1 902 627
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	527	4 097	1 830 551
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	583	3 808	1 829 743
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	333	2 828	1 732 887
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	409	2 485	1 711 808
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	328	2 755	1 694 366
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	330	1 970	1 539 777
Grand'Mère	Champlain	urbaine	449	2 937	1 436 539
Louiseville	Maskinongé	s-urbaine	466	2 652	1 356 978
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	377	2 451	1 259 985
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	199	2 213	1 259 512

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
La Tuque	Champlain	urbaine	409	2 696	1 069 450
Nicolet	Nicolet	urbaine	276	1 689	1 040 532
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	291	1 750	1 016 576
Saint-Narcisse	Champlain	urbaine	250	1 586	1 001 797
Les Chutes	Saint-Maurice	urbaine	243	1 913	931 892
Val Mauricie	Saint-Maurice	urbaine	285	2 099	852 489
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	261	1 553	828 872
Gentilly	Nicolet	urbaine	254	1 399	806 602
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	urbaine	99	1 046	754 091
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	urbaine	221	828	691 285
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	urbaine	130	1 204	674 663
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	204	1 578	645 234
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	urbaine	180	838	588 139
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	290	1 759	564 425
Saint-Lazare de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	206	1 157	537 035
Arthabaska	Arthabaska	s-urbaine	146	957	496 933
Sainte-Famille de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	184	1 255	485 140
Saint-Grégoire	Nicolet	urbaine	160	735	466 100
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	147	1 115	465 369
Saint-Prosper	Champlain	urbaine	77	753	460 277
Champlain	Champlain	urbaine	57	496	458 076
Saint-Célestin	Nicolet	urbaine	107	703	451 389
Sainte-Thècle	Champlain	urbaine	73	850	415 631
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	urbaine	155	858	413 691
Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	151	1 292	392 249
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	urbaine	147	699	384 535
Saint-Justin	Maskinongé	urbaine	159	755	365 138
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	urbaine	111	829	347 490
Saint-Adelphe	Champlain	urbaine	89	730	335 753
Sainte-Gertrude	Nicolet	urbaine	78	668	328 727
Yamachiche	Saint-Maurice	urbaine	96	689	325 139
Saint-Léonard	Nicolet	urbaine	171	984	321 023
Tingwick	Arthabaska	urbaine	121	577	297 845
Saint-Stanislas	Champlain	urbaine	105	734	295 869
Le Rocher	Champlain	urbaine	89	868	286 629
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	urbaine	83	487	279 275
Sainte-Geneviève	Champlain	urbaine	75	642	270 874
Saint-Maurice	Champlain	urbaine	43	671	270 689
Saint-Wenceslas	Nicolet	urbaine	118	514	269 635
Saint-Paulin	Maskinongé	urbaine	34	634	266 792
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	urbaine	131	688	262 643
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	urbaine	88	445	257 328
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	urbaine	103	545	254 821
L'Avenir	Drummond	urbaine	68	546	253 269
Sainte-Angèle	Nicolet	urbaine	80	450	238 420
Saint-Jean-Baptiste de Dr'ville	Drummond	urbaine	80	609	228 342
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	urbaine	77	497	226 972
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	urbaine	130	496	226 232
Saint-Sylvère	Nicolet	urbaine	53	629	223 078
Saint-Timothée	Champlain	urbaine	58	450	218 008
Pierreville	Yamaska	urbaine	97	575	207 311
Batiscan	Champlain	urbaine	33	362	172 238
La Baie	Yamaska	urbaine	77	463	167 389
Maskinongé	Maskinongé	urbaine	60	490	165 002
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	urbaine	81	370	160 870
Sainte-Monique	Nicolet	urbaine	77	405	159 255
Des Deux Rives	Nicolet	urbaine	63	338	152 200
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	60	558	150 570
Sainte-Ursule	Maskinongé	urbaine	97	406	148 817
Saint-Bonaventure	Yamaska	urbaine	91	376	148 130
Sainte-Flore	Saint-Maurice	urbaine	35	333	145 409

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Sainte-Croix de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	62	626	143 623
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	48	365	139 495
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	69	437	139 026
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	55	334	137 891
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	23	248	131 493
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	31	282	128 532
Bécancour	Nicolet	rurale	35	375	127 922
Saint-Georges-de-Champlain	Champlain	rurale	57	430	119 420
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	47	320	119 263
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	22	263	117 540
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	52	282	115 333
Saint-Philippe de Dr'ville	Drummond	urbaine	96	540	110 802
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	29	312	104 241
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	21	265	103 102
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	51	279	97 025
De Courval	Yamaska	rurale	44	306	96 083
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	31	285	95 575
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	49	375	93 457
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	22	189	92 398
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	35	328	92 128
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	9	207	90 280
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	24	181	87 861
Kingsey Falls	Drummond	rurale	64	261	86 723
Yamaska	Yamaska	rurale	11	231	84 592
Saint-David	Yamaska	rurale	38	222	80 034
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	54	269	76 330
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	40	220	74 157
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	36	250	73 718
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	29	226	73 622
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	25	149	73 360
Manseau	Nicolet	rurale	82	308	73 359
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	26	173	72 535
Saint-Gérard	Yamaska	rurale	13	154	72 203
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	66	358	72 095
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	31	209	72 065
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	35	223	70 708
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	20	228	68 782
Sacré-Cœur de la Baie de Shaw.	Saint-Maurice	urbaine	32	222	67 677
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	35	242	65 789
Durham-Sud	Drummond	rurale	42	238	63 551
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Maskinongé	rurale	23	167	61 558
Daveluyville	Arthabaska	rurale	85	284	60 946
Saint-François-du-Lac	Yamaska	rurale	28	145	60 477
Lemieux	Nicolet	rurale	26	182	57 518
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	38	242	55 349
Saint-Charles-Garnier	Saint-Maurice	urbaine	18	175	52 592
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	33	188	45 985
De La Visitation	Yamaska	rurale	13	146	45 503
Charette	Saint-Maurice	rurale	21	213	45 460
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	23	155	44 087
Saint-Elphège	Yamaska	rurale	19	129	38 075
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	2	194	35 885
Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	28	118	29 925
Saint-Lucien	Drummond	rurale	10	126	23 058
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	18	90	15 887
Séminaire de T-R	Saint-Maurice	urbaine	13	240	15 223
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	16	82	14 489
Séminaire de Nicolet	Nicolet	urbaine	19	130	5 708
totaux pour les 134 caisses			17 501	115 547	58 784 485

Au 31 décembre 1960

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	2 102	9 672	8 800 553
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	614	3 743	3 396 480
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	911	5 370	3 353 340
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	715	5 762	3 149 629
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	768	4 615	3 105 977
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	453	3 997	3 066 243
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	426	3 705	2 997 831
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	758	4 090	2 843 970
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	337	3 319	2 707 173
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	407	3 583	2 666 296
Louiseville	Maskinongé	s-urbaine	648	3 723	2 411 395
Grand'Mère	Champlain	urbaine	580	3 832	2 370 333
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	438	3 118	1 994 663
La Tuque	Champlain	urbaine	633	3 991	1 862 928
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	425	2 861	1 752 605
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	332	2 020	1 704 214
Les Chutes	Saint-Maurice	urbaine	335	2 500	1 700 205
Nicolet	Nicolet	urbaine	267	2 051	1 619 776
Val Mauricie	Saint-Maurice	urbaine	403	2 761	1 490 131
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	318	1 970	1 228 911
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	330	2 407	1 173 385
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	364	1 734	1 065 933
Gentilly	Nicolet	rurale	269	1 471	1 051 539
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	302	1 846	1 049 174
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	356	2 078	1 017 457
Sainte-Famille de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	251	2 077	1 014 070
Saint-Lazare de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	248	1 724	990 926
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	147	1 211	886 580
Le Rocher	Champlain	urbaine	222	1 570	868 287
Arthabaska	Arthabaska	s-urbaine	176	1 297	845 846
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	151	1 302	762 196
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	223	1 589	747 793
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	195	920	733 793
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	196	1 179	725 688
Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	280	1 872	704 923
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	216	989	675 164
Champlain	Champlain	rurale	56	520	638 150
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	145	855	630 139
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	192	1 012	625 604
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	194	995	602 296
Saint-Jean-Baptiste de Dr'ville	Drummond	urbaine	118	1 025	593 161
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	134	1 035	588 829
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	232	1 375	570 858
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	216	951	548 628
Saint-Prosper	Champlain	rurale	86	849	532 607
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	126	921	529 447
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	104	839	522 678
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	101	988	467 928
Pierreville	Yamaska	rurale	145	905	426 306
Sainte-Croix de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	112	1 050	426 271
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	104	837	426 075
Sainte-Angèle	Nicolet	rurale	99	582	424 774
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	228	790	400 944
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	132	754	395 666
Saint-Timothée	Champlain	rurale	109	579	383 172
Maskinongé	Maskinongé	rurale	78	674	372 342
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	104	755	366 959
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	98	865	355 862

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	67	641	355 143
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	125	644	352 803
L'Avenir	Drummond	rurale	84	605	350 278
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	151	647	344 506
Sainte-Victoire	Arthabaska	urbaine	67	606	339 067
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	105	468	336 456
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	110	503	329 288
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	53	599	321 581
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	108	576	315 056
Tingwick	Arthabaska	rurale	132	655	314 317
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	121	587	313 496
La Baie	Yamaska	rurale	100	629	304 201
Saint-Georges-de-Champlain	Champlain	rurale	112	619	300 060
Kingsey Falls	Drummond	rurale	61	348	299 536
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	96	594	289 303
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	127	662	288 322
Daveluyville	Arthabaska	rurale	76	461	277 817
Saint-Maurice	Champlain	rurale	66	629	257 453
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	110	474	248 822
Batiscan	Champlain	rurale	59	374	237 802
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	72	543	236 991
Saint-Philippe de Dr'ville	Drummond	urbaine	149	805	229 974
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	59	393	229 076
Durham-Sud	Drummond	rurale	96	449	215 240
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	135	451	213 484
Yamaska	Yamaska	rurale	30	428	209 280
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	84	381	208 359
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	92	434	207 005
Saint-François-du-Lac	Yamaska	rurale	84	417	203 332
Bécancour	Nicolet	rurale	62	435	193 898
Sainte-Ursule	Maskinongé	rurale	67	463	190 695
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	40	348	189 035
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	65	383	174 583
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	63	347	170 541
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	83	381	170 428
Saint-David	Yamaska	rurale	58	325	154 841
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	32	297	154 515
Manseau	Nicolet	rurale	90	460	154 249
Sacré-Cœur de la Baie de Shaw.	Saint-Maurice	urbaine	43	239	154 110
De Courval	Yamaska	rurale	52	313	152 934
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	12	220	152 162
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	24	375	150 976
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	59	367	145 370
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	46	282	141 218
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	33	309	140 822
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	82	317	139 738
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	49	238	124 250
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	25	228	123 871
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	60	270	122 848
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	37	326	122 407
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	22	201	121 055
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	58	402	117 723
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	36	247	115 228
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Maskinongé	rurale	33	240	113 631
Lemieux	Nicolet	rurale	38	219	109 342
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	68	291	103 762
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	28	332	102 194
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	69	333	100 516
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	21	291	100 154
Charette	Saint-Maurice	rurale	16	252	91 719

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	24	194	91 580
Saint-Gérard	Yamaska	rurale	716	172	90 504
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	30	173	89 517
Saint-Charles-Garnier	Saint-Maurice	urbaine	38	205	81 402
De La Visitation	Yamaska	rurale	32	192	73 314
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	21	752	69 393
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	33	230	69 140
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	39	253	68 034
Des Hêtres	Saint-Maurice	urbaine	9	150	65 421
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	30	180	62 789
Saint-Elphège	Yamaska	rurale	24	144	60 816
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	5	217	53 218
Saint-Lucien	Drummond	rurale	26	180	48 028
Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	16	169	40 182
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	23	101	30 667
Les Boulevards	Saint-Maurice	urbaine	—	33	30 236
Séminaire de T-R	Saint-Maurice	urbaine	14	400	19 560
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	10	97	18 809
Séminaire de Nicolet	Nicolet	urbaine	3	265	10 099
totaux pour les 137 caisses			24 004	150 565	92 863 675

Au 31 décembre 1965

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	2 527	12 147	13 008 869
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	1 364	5 292	5 580 656
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	1 532	7 650	5 310 694
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	1 794	8 480	5 187 484
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	997	5 036	4 855 198
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	667	4 526	4 371 835
Louiseville	Maskinongé	s-urbaine	1 144	5 337	4 282 042
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	784	4 556	4 238 309
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	718	4 619	4 072 766
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	700	4 307	3 885 866
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	1 081	5 256	3 860 295
Grand'Mère	Champlain	urbaine	1 035	4 809	3 326 038
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	909	3 609	3 173 248
La Tuque	Champlain	urbaine	841	5 260	3 086 816
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	677	3 818	3 058 860
Val Mauricie	Saint-Maurice	urbaine	772	4 025	2 789 007
Nicolet	Nicolet	urbaine	447	2 750	2 643 276
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	685	4 031	2 462 556
Les Chutes	Saint-Maurice	urbaine	486	3 046	2 394 217
Sainte-Famille de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	435	3 626	2 040 936
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	386	2 152	2 008 864
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	549	3 144	1 887 706
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	412	2 360	1 773 887
Gentilly	Nicolet	rurale	412	1 705	1 751 310
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	501	2 274	1 715 422
Le Rocher	Champlain	urbaine	485	2 705	1 537 094
Sainte-Victoire	Arthabaska	urbaine	663	2 680	1 526 475
Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	535	2 848	1 480 733
Arthabaska	Arthabaska	s-urbaine	398	1 780	1 422 099
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	465	2 328	1 413 765
Saint-Lazare de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	366	2 235	1 334 999
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	395	1 750	1 317 408
Saint-Jean-Baptiste de Dr'ville	Drummond	urbaine	342	1 878	1 239 715
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	224	1 311	1 109 103

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	234	1 260	1 105 326
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	277	1 163	1 100 534
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	273	1 479	1 052 612
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	270	1 598	1 037 939
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	218	1 254	987 819
Champlain	Champlain	rurale	88	689	953 943
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	223	877	932 539
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	378	1 689	876 861
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	263	1 020	876 361
Sainte-Angèle	Nicolet	rurale	135	777	860 795
Saint-Pierre de Dr'ville	Drummond	urbaine	205	1 491	854 322
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	291	1 230	847 509
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	161	1 015	847 049
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	299	1 105	840 795
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	220	1 823	839 646
Pierreville	Yamaska	rurale	244	1 304	779 382
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	204	872	739 482
Saint-Prosper	Champlain	rurale	132	970	735 757
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	248	1 145	727 852
Maskinongé	Maskinongé	rurale	247	1 086	721 410
Sainte-Croix de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	173	1 502	704 457
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	235	1 066	701 733
Daveluyville	Arthabaska	rurale	184	829	682 028
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	176	925	667 658
Saint-Georges-de-Champlain	Champlain	rurale	261	1 031	638 928
Saint-Timothée	Champlain	rurale	201	773	608 113
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	165	975	579 480
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	170	932	568 535
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	168	1 181	564 438
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	152	605	558 471
Les Boulevards	Saint-Maurice	urbaine	139	1 164	554 040
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	182	885	544 259
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	96	770	537 818
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	108	779	525 002
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	261	900	510 059
L'Avenir	Drummond	rurale	160	716	506 779
Saint-Sylvere	Nicolet	rurale	84	703	500 334
Saint-François-du-Lac	Yamaska	rurale	113	768	474 468
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	163	742	472 018
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	181	755	464 827
Saint-Philippe de Dr'ville	Drummond	urbaine	236	1 195	457 882
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	103	673	451 555
La Baie	Yamaska	rurale	137	751	442 108
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	122	610	438 777
Tingwick	Arthabaska	rurale	195	727	417 675
Yamaska	Yamaska	rurale	50	563	401 719
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	163	652	396 197
Batiscan	Champlain	rurale	102	549	391 505
Bécancour	Nicolet	rurale	89	546	385 778
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	111	563	375 430
De Normanville	Saint-Maurice	urbaine	130	776	374 527
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	64	533	360 244
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	55	605	355 466
Saint-David	Yamaska	rurale	56	430	344 448
Manseau	Nicolet	rurale	194	729	334 913
Des Hêtres	Saint-Maurice	urbaine	92	727	333 869
Saint-Maurice	Champlain	rurale	97	608	326 550
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	131	583	325 540
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	128	618	303 608
Saint-Charles-Garnier	Saint-Maurice	urbaine	79	469	301 700
Kingsey Falls	Drummond	rurale	116	441	294 646

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Durham-Sud	Drummond	rurale	170	589	292 055
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	77	459	288 095
De Courval	Yamaska	rurale	86	430	281 425
Sainte-Ursule	Maskinongé	rurale	84	602	277 715
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	115	458	275 411
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	50	381	253 941
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	135	400	243 237
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	47	375	240 466
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	57	336	221 579
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	28	320	214 499
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	66	322	212 463
Sacré-Cœur de la Baie de Shaw.	Saint-Maurice	urbaine	58	340	212 043
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	36	471	210 099
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	84	392	209 697
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	70	327	207 769
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	52	439	202 028
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	86	418	198 456
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	13	252	195 356
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	49	300	194 782
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	85	373	182 082
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	52	354	180 318
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	45	335	171 172
Charette	Saint-Maurice	rurale	17	350	171 056
De La Visitation	Yamaska	rurale	31	215	169 872
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	42	264	168 741
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	38	281	162 857
Saint-Gérard	Yamaska	rurale	25	221	159 456
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Maskinongé	rurale	41	259	156 270
Lemieux	Nicolet	rurale	60	316	154 783
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	62	339	150 772
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	33	216	150 671
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	45	271	144 063
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	30	342	126 366
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	40	212	124 205
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	45	214	110 117
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	37	228	80 221
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	15	275	68 120
Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	27	180	61 745
Saint-Lucien	Drummond	rurale	30	199	55 317
Saint-Elphège	Yamaska	rurale	29	158	54 583
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	23	106	41 323
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	18	101	34 170
Séminaire de T-R	Saint-Maurice	urbaine	14	421	23 458
Séminaire de Nicolet	Nicolet	urbaine	9	291	10 493
totaux pour les 139 caisses			38 416	202 658	149 386 410

Au 31 décembre 1970

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif(\$)
Trois-Rivières	Saint-Maurice	urbaine	3 107	13 234	15 582 475
Saint-Frédéric de Dr'ville	Drummond	urbaine	2 473	8 952	9 567 729
Victoriaville	Arthabaska	urbaine	2 940	12 207	9 237 290
Sainte-Madeleine	Champlain	urbaine	1 960	6 315	8 295 038
Louiseville	Maskinongé	s-urbaine	1 972	7 100	8 204 595
Sainte-Cécile de T-R	Saint-Maurice	urbaine	1 460	6 170	7 582 197
Cité de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	1 306	5 774	7 566 553
Mauricienne de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	1 157	5 624	7 324 435
Grand'Mère	Champlain	urbaine	1 765	5 973	6 377 179

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Saint-Tite	Champlain	s-urbaine	1 301	4 834	6 317 316
Notre-Dame de T-R	Saint-Maurice	urbaine	1 029	5 192	6 261 465
Saint-Joseph de Dr'ville	Drummond	urbaine	1 631	6 106	5 846 426
Saint-Philippe de T-R	Saint-Maurice	urbaine	920	5 678	5 786 748
Val Mauricie	Saint-Maurice	urbaine	1 670	5 867	5 493 184
La Tuque	Champlain	urbaine	1 612	6 860	5 414 278
Sainte-Thérèse de Dr'ville	Drummond	urbaine	888	4 714	4 976 782
Les Chutes	Saint-Maurice	urbaine	809	4 115	4 521 090
Sainte-Marguerite de T-R	Saint-Maurice	urbaine	1 182	5 603	4 420 127
Nicolet	Nicolet	urbaine	726	3 507	4 106 896
Le Rocher	Champlain	urbaine	1 177	4 200	3 605 130
Shawinigan-Sud	Saint-Maurice	urbaine	583	2 279	3 091 619
Sainte-Famille de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	757	5 070	2 882 189
Saint-Sacrement de T-R	Saint-Maurice	urbaine	736	3 396	2 782 816
Saint-Médard-de-Warwick	Arthabaska	s-urbaine	765	2 876	2 749 084
Saint-Simon de Dr'ville	Drummond	urbaine	785	4 198	2 741 024
Sainte-Victoire	Arthabaska	urbaine	1 369	4 685	2 701 105
Arthabaska	Arthabaska	s-urbaine	696	2 402	2 657 690
Saint-Lazare de Cap-de-la-Mad.	Champlain	urbaine	662	3 170	2 648 660
Princeville	Arthabaska	s-urbaine	692	3 392	2 636 448
Gentilly	Nicolet	rurale	621	2 053	2 481 282
Saint-Jean-Baptiste de Dr'ville	Drummond	urbaine	445	2 863	2 151 565
Saint-François d'Assise	Saint-Maurice	urbaine	856	3 949	2 150 177
Saint-Pierre de Dr'ville	Drummond	urbaine	740	3 061	2 042 592
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain	rurale	516	2 004	1 952 782
Yamachiche	Saint-Maurice	rurale	415	1 694	1 927 442
Saint-Narcisse	Champlain	rurale	450	1 798	1 799 642
De Saint-Odilon	Champlain	urbaine	552	2 863	1 765 790
Saint-Léonard	Nicolet	rurale	502	2 137	1 740 330
Saint-Grégoire	Nicolet	rurale	359	1 343	1 641 073
Saint-Germain-de-Grantham	Drummond	rurale	373	1 800	1 615 418
Pointe-du-Lac	Saint-Maurice	rurale	403	1 674	1 595 154
Saint-Séverin-de-Proulxville	Champlain	rurale	422	1 318	1 559 370
Saint-Célestin	Nicolet	rurale	307	1 078	1 540 592
De Normanville	Saint-Maurice	urbaine	417	2 637	1 500 310
Saint-Justin	Maskinongé	rurale	418	1 330	1 484 507
Saint-Paulin	Maskinongé	rurale	423	1 228	1 471 683
Les Boulevards	Saint-Maurice	urbaine	435	2 475	1 456 154
Sainte-Croix de Shawinigan	Saint-Maurice	urbaine	447	1 951	1 396 320
Sainte-Catherine-de-Sienne	Saint-Maurice	urbaine	290	2 018	1 315 551
Pierreville	Yamaska	rurale	378	1 245	1 292 099
Sainte-Gertrude	Nicolet	rurale	230	1 239	1 270 475
Champlain	Champlain	rurale	250	877	1 232 912
Saint-Boniface de Shawinigan	Saint-Maurice	rurale	269	1 351	1 206 172
Saint-Cyrille-de-Wendover	Drummond	rurale	488	1 455	1 196 415
Saint-Guillaume	Yamaska	rurale	293	1 481	1 186 373
Saint-Georges-de-Champlain	Champlain	rurale	296	1 388	1 165 893
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Drummond	rurale	182	1 278	1 141 487
Saint-Étienne-des-Grès	Saint-Maurice	rurale	292	1 211	1 129 527
Daveluyville	Arthabaska	rurale	325	1 215	1 081 333
Saint-Alexis-des-Monts	Maskinongé	rurale	328	1 440	1 052 462
Maskinongé	Maskinongé	rurale	554	1 360	1 033 838
Sainte-Thècle	Champlain	rurale	272	1 667	1 029 682
Sainte-Angèle	Nicolet	rurale	254	1 024	1 018 347
Sainte-Geneviève	Champlain	rurale	282	1 005	919 699
Saint-Adelphe	Champlain	rurale	326	1 067	918 685
Saint-Stanislas	Champlain	rurale	263	993	915 292
Saint-Sylvère	Nicolet	rurale	222	981	887 394
Saint-Philippe de Dr'ville	Drummond	urbaine	342	1 649	881 214
Saint-Prosper	Champlain	rurale	231	840	871 680
Sainte-Clothilde-de-Horton	Arthabaska	rurale	232	946	867 603

caisse	comté	type	emprunteurs	sociétaires	actif (\$)
Des Deux Rives	Nicolet	rurale	305	905	864 323
Saint-Barnabé-Nord	Saint-Maurice	rurale	237	981	840 894
Saint-Timothée	Champlain	rurale	181	887	827 636
Tingwick	Arthabaska	rurale	233	780	820 248
Saint-Jean-de-Wickham	Drummond	rurale	241	1 071	810 820
Saint-Wenceslas	Nicolet	rurale	158	851	809 497
Saint-Louis-de-France	Champlain	rurale	207	957	789 441
Saint-Félix-de-Kingsey	Drummond	rurale	258	1 030	786 764
La Baie	Yamaska	rurale	209	957	769 632
Châteaudun	Champlain	urbaine	290	2 020	745 832
Des Hêtres	Saint-Maurice	urbaine	191	1 224	741 485
Saint-Théophile-du-Lac	Champlain	rurale	278	960	736 180
Yamaska	Yamaska	rurale	144	796	728 873
Saint-Charles-Garnier	Saint-Maurice	urbaine	186	909	710 076
Saint-Pierre-les-Becquets	Nicolet	rurale	173	713	708 914
Saint-Maurice	Champlain	rurale	333	977	692 257
Saint-François-du-Lac	Yamaska	rurale	127	940	673 626
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Champlain	rurale	184	801	635 628
Bécancour	Nicolet	rurale	139	651	631 177
L'Avenir	Drummond	rurale	176	904	621 239
Durham-Sud	Drummond	rurale	230	804	612 861
Saint-Bonaventure	Yamaska	rurale	123	669	608 909
Batiscan	Champlain	rurale	141	704	569 310
Saint-David	Yamaska	rurale	79	599	565 321
Kingsey Falls	Drummond	rurale	177	605	560 525
Sainte-Ursule	Maskinongé	rurale	187	785	507 310
Saint-Paul-de-Chester	Arthabaska	rurale	157	526	482 985
Sainte-Flore	Saint-Maurice	rurale	195	669	474 023
Saint-Eugène-de-Grantham	Drummond	rurale	106	541	469 268
Sainte-Monique	Nicolet	rurale	248	840	459 379
Manseau	Nicolet	rurale	205	870	455 168
Sainte-Brigitte-des-Saults	Nicolet	rurale	88	513	451 261
Saint-Raphaël-d'Aston	Nicolet	rurale	69	472	431 522
De Courval	Yamaska	rurale	211	519	422 928
Les Deux Cantons	Arthabaska	rurale	147	561	403 055
Sacré-Coeur de la Baie de Shaw.	Saint-Maurice	urbaine	120	452	367 950
Saint-Luc-de-Champlain	Champlain	rurale	151	601	366 693
Saint-Pie-de-Guire	Yamaska	rurale	103	414	357 335
Saint-Gérard-des-Laurentides	Saint-Maurice	rurale	99	482	350 763
Saint-Thomas-de-Caxton	Saint-Maurice	rurale	120	410	341 620
Saint-Valère	Arthabaska	rurale	84	420	338 599
Saint-Samuel-de-Horton	Nicolet	rurale	102	413	336 195
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Nicolet	rurale	110	500	330 045
Saint-Albert-de-Warwick	Arthabaska	rurale	50	479	327 567
Sainte-Eulalie	Nicolet	rurale	122	495	280 652
Charette	Saint-Maurice	rurale	16	396	267 111
Sainte-Cécile-de-Lévrard	Nicolet	rurale	74	399	266 566
Lemieux	Nicolet	rurale	88	411	257 697
Saint-Sévère	Saint-Maurice	rurale	36	384	250 395
Saint-Rémi-de-Tingwick	Arthabaska	rurale	48	306	250 388
Saint-Gérard	Yamaska	rurale	41	245	246 955
Saint-Majorique-de-Grantham	Drummond	rurale	83	365	244 529
Sainte-Christine-de-Bagot	Bagot	rurale	73	428	243 563
Saint-Mathieu	Saint-Maurice	rurale	38	326	229 994
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Maskinongé	rurale	57	338	179 202
Précieux-Sang	Nicolet	rurale	55	274	177 097
Sainte-Angèle-de-Prémont	Maskinongé	rurale	64	397	176 731
De La Visitation	Yamaska	rurale	40	310	176 141
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Arthabaska	rurale	67	333	167 470
Saint-Edmond-de-Grantham	Drummond	rurale	60	255	162 201
Saint-Rosaire	Arthabaska	rurale	92	361	146 612

caisse	comté	type	emprunteurs		sociétaires	actif (\$)
Saint-Jean-des-Piles	Champlain	rurale	44		337	136 317
Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	Drummond	rurale	66		283	129 276
Des Enseignants de la Mauricie	—	—	17		444	122 118
Saint-Elphège	Yamaska	rurale	33		186	109 646
Sainte-Hélène-de-Chester	Arthabaska	rurale	31		225	93 558
Des Grandes Piles	Champlain	rurale	12		219	87 982
Saint-Joachim-de-Courval	Yamaska	rurale	18		108	72 260
Sainte-Séraphine	Arthabaska	rurale	29		172	71 053
Des Vieilles Forges	Saint-Maurice	urbaine	5		174	36 217
totaux pour les 140 caisses			62	691	267 812	248 380 749

Présentation des appendices 1.4 et 1.5:

Une soixantaine d'établissements ont été sélectionnés parmi l'ensemble des caisses affiliées à l'URTR. Elles l'ont été dans le cadre d'une stratégie bien arrêtée: servir de groupe témoin pour des investigations plus approfondies sur différents aspects du fonctionnement et de l'évolution des caisses. La section du premier chapitre consacrée à l'évolution de la composition sociale des dirigeants locaux s'appuie essentiellement sur l'analyse de ces quelque 60 cas. Il en est de même pour l'analyse que nous faisons de la gérance locale. Les *rapports d'inspections* de l'ensemble de ces caisses ont fait l'objet d'un dépouillement systématique.

Quatre grands critères ont été retenus dans la sélection de ces caisses: l'âge, la représentation adéquate des milieux urbains et ruraux et les comtés d'appartenance. En marge de l'application de ces critères, nous avons également essayé, dans la mesure du possible, de choisir des établissements représentés à l'un ou l'autre des trois conseils de l'URTR. Cette décision tient principalement au fait que nous désirions enrichir nos dossiers sur l'ancrage local des élus régionaux. De même, nous avons privilégié, le plus souvent, les caisses qui avaient le plus d'ancienneté de façon à pouvoir en analyser les caractéristiques pour la période antérieure à la Deuxième Guerre. Pour toutes ces raisons, les caractéristiques du groupe témoin ne recoupent pas celles de l'ensemble des caisses affiliées sur tous les aspects. Les caisses sélectionnées sont non seulement plus vieilles mais elles sont généralement plus riches que l'ensemble des caisses affiliées. C'est du moins le constat qui s'impose à travers la comparaison de leurs moyennes respectives au chapitre de l'actif et du nombre de sociétaires. Ce groupe de caisses doit donc être compris pour ce qu'il est: un groupe témoin et non un échantillon au sens rigoureux et scientifique de l'expression. Quoiqu'il en soit, nous estimons qu'il représente assez fidèlement la diversité du mouvement. L'on trouvera la liste de ces caisses ainsi qu'une analyse comparative de leurs caractéristiques avec celles de l'ensemble des caisses dans les deux appendices ci-bas.

APPENDICE 1.4

Liste des caisses témoins ayant fait l'objet d'une analyse en profondeur (nom, fondation, comté et type)

caisse	fondation	comté	type
Saint-Médard-de-Warwick	23 février 1921	Arthabaska	semi-urbaine
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	07 mai 1922	Arthabaska	rurale
Tingwick	04 mars 1935	Arthabaska	rurale
Victoriaville	05 mars 1936	Arthabaska	urbaine
Princeville	10 septembre 1942	Arthabaska	semi-urbaine
Saint-Valère	09 février 1937	Arthabaska	rurale
Saint-Narcisse	04 juillet 1909	Champlain	rurale
Saint-Théophile-du-Lac	12 septembre 1909	Champlain	rurale
Saint-Maurice	01 août 1909	Champlain	rurale
Saint-Jean-des-Piles	21 août 1910	Champlain	rurale
Saint-Prosper	13 août 1911	Champlain	rurale
Saint-Séverin-de-Proulxville	19 août 1912	Champlain	rurale
Champlain	10 novembre 1912	Champlain	rurale
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	22 juin 1913	Champlain	rurale
Saint-Luc-de-Champlain	25 novembre 1917	Champlain	rurale
Sainte-Thècle	06 mai 1928	Champlain	rurale
Saint-Adelphe	19 mai 1929	Champlain	rurale
Saint-Tite	02 novembre 1930	Champlain	semi-urbaine
Saint-Timothée	03 octobre 1933	Champlain	rurale
Saint-Félix-de-Kingsey	25 juin 1911	Drummond	rurale
L'Avenir	17 septembre 1911	Drummond	rurale
Saint-Jean-de-Wickham	23 février 1926	Drummond	rurale

caisse	fondation	comté	type
Saint-Simon de Dr'ville	14 décembre 1936	Drummond	urbaine
Saint-Joseph de Dr'ville	19 juillet 1937	Drummond	urbaine
Saint-Cyrille-de-Wendover	04 mai 1938	Drummond	rurale
Sainte-Thérèse de Dr'ville	05 mars 1939	Drummond	urbaine
Saint-Frédéric de Dr'ville	20 mars 1939	Drummond	urbaine
Kingsey Falls	27 mars 1940	Drummond	rurale
Saint-Paulin	27 novembre 1917	Maskinongé	rurale
Saint-Alexis-des-Monts	22 janvier 1922	Maskinongé	rurale
Louiseville	23 mai 1943	Maskinongé	semi-urbaine
Saint-Sylvère	17 août 1913	Nicolet	rurale
Sainte-Brigitte-des-Saults	14 novembre 1915	Nicolet	rurale
Saint-Wenceslas	25 février 1917	Nicolet	rurale
Nicolet	15 janvier 1922	Nicolet	urbaine
Saint-Célestin	01 février 1925	Nicolet	rurale
Précieux-Sang	19 juillet 1925	Nicolet	rurale
Gentilly	30 janvier 1933	Nicolet	rurale
Sainte-Sophie-de-Lévrard	11 juillet 1933	Nicolet	rurale
Sainte-Gertrude	19 novembre 1933	Nicolet	rurale
Saint-Léonard	17 février 1935	Nicolet	rurale
Sainte-Monique	17 février 1935	Nicolet	rurale
Trois-Rivières	24 octobre 1909	Saint-Maurice	urbaine
Saint-Etienne-des-Grès	06 juin 1912	Saint-Maurice	rurale
Pointe-du-Lac	21 septembre 1913	Saint-Maurice	rurale
Saint-Sévère	20 décembre 1914	Saint-Maurice	rurale
Ville de Shawinigan-sud	17 septembre 1916	Saint-Maurice	urbaine
Saint-Thomas-de-Caxton	07 novembre 1920	Saint-Maurice	rurale
Notre-Dame de T-R	06 août 1928	Saint-Maurice	urbaine
Cité de Shawinigan	11 mars 1929	Saint-Maurice	urbaine
Saint-Sacrement de T-R	17 juillet 1936	Saint-Maurice	urbaine
Sainte-Marguerite de T-R	08 mars 1938	Saint-Maurice	urbaine
Saint-Philippe de T-R	14 décembre 1938	Saint-Maurice	urbaine
Sainte-Cécile de T-R	02 avril 1939	Saint-Maurice	urbaine
Sainte-Catherine-de-Sienne	06 février 1944	Saint-Maurice	urbaine
Saint-François d'Assise	22 mars 1944	Saint-Maurice	urbaine
De Courval	03 novembre 1935	Yamaska	rurale
La Baie	04 juillet 1939	Yamaska	rurale
Saint-Gérard	13 octobre 1941	Yamaska	rurale
Saint-Joachim-de-Courval	28 juin 1942	Yamaska	rurale

APPENDICE 1.5
État comparatif du groupe des soixante caisses témoins avec l'ensemble des caisses affiliées à l'URTR, 1935-65

	1935		1940		1945		1950		1955		1960		1965	
<i>variables</i>	échan- tillon	toutes les caisses	échan- tillon	toutes les caisses	échan- tillon	toutes les caisses	échan- tillon	toutes les caisses	échan- tillon	toutes les caisses	échan- tillon	toutes les caisses	échan- tillon	toutes les caisses
fondation médiane (date)	nov. 1920	avr. 1925	nov. 1925	fév. 1935	nov. 1928	mars 1937	nov. 1928	juil. 1937	nov. 1928	juil. 1937	nov. 1928	juil. 1937	nov. 1928	sep. 1937
TYPE DE CAISSES (n.a.)														
rurales	36	50	38	70	41	94	41	99	41	97	41	97	41	97
semi-urbaines	2	2	2	2	4	5	4	5	4	5	4	5	4	5
urbaines	4	4	13	16	15	27	15	29	15	32	15	35	15	37
LOCALISATION DES CAISSES														
Arthabaska	3	6	5	11	6	16	6	16	6	16	6	17	6	17
Bagot	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1
Drummond	3	6	9	15	9	17	9	19	9	19	9	19	9	20
Nicolet	11	15	11	17	11	22	11	23	11	23	11	23	11	23
Yamaska	2	3	2	5	4	13	4	13	4	13	4	13	4	13
Diocèse de Nicolet	19	31	27	49	30	68	30	72	30	72	30	73	30	74
Champlain	13	13	13	20	13	23	13	27	13	26	13	26	13	26
Maskinongé	2	3	2	5	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8
Saint-Maurice	8	9	12	14	14	26	14	26	14	28	14	30	14	31
Diocèse de Trois- Rivières	23	25	27	39	30	57	30	61	30	62	30	64	30	65
MOYENNE DES CAISSES														
actif (\$)	41 326	31 378	60 163	41 305	266 778	174 647	475 827	300 887	682 116	445 178	1 011 285	687 659	1 543 919	1 089 673
sociétaires (n.a.)	229	194	291	226	662	460	987	672	1 237	872	1 548	1 110	1 961	2 475
emprunteurs (n.a.)	62	51	81	62	99	68	144	103	190	132	257	177	380	280

APPENDICE 2

L'UNION RÉGIONALE DE TROIS-RIVIÈRES

APPENDICE 2.1
Actif de la caisse de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1970
(milliers de \$)

année	encaisse	dépôt fixe B. provin.	placements	prêts	divers	actif total
1921	—	—	—	—	—	—
1922	—	—	—	—	—	—
1923	—	—	—	—	—	—
1924	—	—	—	—	—	—
1925	7	—	9 *	—	—	16
1926	7	—	37 *	—	—	44
1927	1	—	20 *	—	—	21
1928	—	—	—	—	—	47
1929	—	—	—	—	—	60
1930	—	—	—	—	—	118
1931	—	—	—	—	—	108
1932	—	—	—	—	—	104
1933	7	—	69	28	—	105
1934	51	—	72	32	—	154
1935	57	—	149	26	—	231
1936	71	—	222	18	1	312
1937	125	—	339	26	1	491
1938	49	—	352	30	1	431
1939	58	—	343	26	1	428
1940	81	—	358	40	11	490
1941	168	—	563	32	15	778
1942	503	—	1 083	42	18	1 646
1943	677	—	1 305	52	19	2 053
1944	349	—	2 348	42	19	2 758
1945	541	—	2 144	88	20	2 795
1946	661	—	2 333	103	22	3 121
1947	484	—	2 594	368	22	3 470
1948	714	—	2 765	341	164	3 986
1949	585	—	3 268	336	192	4 383
1950	335	—	2 892	607	199	4 035
1951	610	—	3 573	978	204	5 366
1952	752	—	4 424	616	214	6 007
1953	938	—	4 761	481	227	6 408
1954	1 629	—	5 320	284	229	7 463
1955	1 353	—	7 661	247	237	9 500
1956	1 210	—	9 304	309	229	11 053
1957	1 010	—	8 727	177	228	10 144
1958	2 301	—	10 273	269	232	13 077
1959	1 041	1 421	9 497	258	226	12 445
1960	3 078	1 402	11 211	303	237	16 234
1961	3 392	1 214	10 032	304	255	15 199
1962	3 360	1 214	11 114	323	282	16 295
1963	3 425	1 285	9 831	428	289	15 260
1964	3 389	1 465	8 560	861	288	14 566
1965	3 937	1 465	11 774	679	412	18 270
1966	5 709	1 427	12 494	656	374	20 662
1967	7 793	2 177	13 961	1 063	214	25 211
1968	5 127	2 177	15 061	1 063	1 278	24 708
1969	8 326	1 986	16 131	1 165	1 265	28 874
1970	10 104	1 986	19 793	554	1 293	33 730

* Inclut les prêts et les placements

APPENDICE 2.2
Passif et réserves de la caisse de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1921-1970
(milliers de \$)

année	capital social	dépôts des caisses	emprunts	dépôt fixe B. provin.	divers	passif exigible	réserves
1921	—	—	—	—	—	—	—
1922	—	—	—	—	—	—	—
1923	—	—	—	—	—	—	—
1924	—	—	—	—	—	—	—
1925	1	15	—	—	—	16	1
1926	1	42	—	—	—	43	1
1927	1	19	—	—	—	20	1
1928	—	—	—	—	—	44	3
1929	—	—	—	—	—	58	3
1930	1	99	15	—	—	115	3
1931	1	71	30	—	—	102	4
1932	2	68	30	—	—	100	4
1933	2	70	28	—	—	100	4
1934	2	147	—	—	—	150	4
1935	3	222	—	—	—	225	5
1936	3	300	—	—	—	303	6
1937	4	475	—	—	—	480	9
1938	5	393	20	—	—	418	9
1939	5	396	10	—	—	412	13
1940	6	428	35	—	—	469	16
1941	83	668	—	—	—	751	20
1942	113	1 494	—	—	—	1 607	26
1943	150	1 854	—	—	—	2 004	33
1944	182	2 515	—	—	—	2 697	44
1945	206	2 511	—	—	1	2 718	55
1946	223	2 806	—	—	—	3 029	70
1947	318	2 788	250	—	—	3 356	85
1948	340	3 509	—	—	—	3 849	101
1949	416	3 351	450	—	—	4 217	123
1950	502	2 768	550	—	—	3 820	150
1951	534	3 883	700	—	—	5 117	191
1952	587	5 127	—	—	1	5 715	227
1953	623	4 640	800	—	1	6 064	264
1954	641	6 426	—	—	—	7 067	300
1955	656	8 413	—	—	—	9 069	331
1956	663	9 914	—	—	1	10 578	353
1957	667	8 947	—	—	1	9 615	390
1958	672	11 819	—	—	1	12 492	432
1959	676	10 632	500	—	—	11 808	478
1960	678	14 868	—	—	1	15 547	525
1961	683	12 604	—	1 214	1	14 502	565
1962	688	13 665	—	1 214	4	15 571	600
1963	686	12 523	—	1 285	1	14 495	625
1964	1 164	11 139	—	1 465	1	13 769	650
1965	1 214	14 739	—	1 465	2	17 420	680
1966	1 249	17 026	—	1 465	157	19 897	765
1967	1 269	20 735	—	2 177	195	24 376	835
1968	1 274	20 144	—	2 177	213	23 808	900
1969	1 262	24 535	—	1 986	192	27 975	927
1970	1 262	28 528	—	1 986	135	31 911	1 817 *

* La forte augmentation des réserves s'explique en large partie par le report de réserves spéciales accumulées au fil des années antérieures.

APPENDICE 2.3
Formation et répartition des revenus
de l'Union régionale de Trois-Rivières, 1932-1970
(milliers de \$)

fin de l'exercice financier	-----REVENUS-----			-----VERSÉ AUX CAISSES-----			---ABSORBÉ PAR L'URTR---	
	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
	caisse régionale	contributions des caisses*	total des revenus	versé en intérêts**	versé en boni	versé en ristournes	dépenses de fonction.	porté aux réserves***
1932	4,5	—	4,5	(2,1)	(0,1)	—	(2,3)	0,0
1933	4,8	0,2	5,0	(3,2)	0,0	—	(1,4)	0,2
1934	5,3	0,2	5,5	(2,6)	(0,1)	(0,7)	(1,8)	0,2
1935	6,3	0,2	6,5	(4,1)	(0,1)	—	(1,7)	0,6
1936	7,1	0,3	7,4	(4,0)	(0,2)	—	(1,8)	1,5
1937	10,8	0,4	11,2	(5,3)	(0,2)	—	(3,0)	2,7
1938	14,0	0,5	14,5	(7,2)	(0,3)	—	(3,1)	4,0
1939	15,1	0,6	15,7	(6,8)	(0,3)	—	(3,7)	4,2
1940	15,0	1,0	16,0	(6,1)	(0,3)	—	(5,4)	4,2
1941	20,3	1,1	21,4	(8,3)	(1,5)	—	(6,8)	5,4
1942	36,4	2,1	38,5	(15,3)	(3,2)	—	(10,5)	9,8
1943	47,4	2,6	50,0	(25,3)	(4,2)	—	(14,4)	10,3
1944	58,8	3,1	61,9	(27,9)	(5,3)	—	(17,1)	11,6
1945	66,6	7,9	74,5	(29,1)	(6,3)	—	(24,0)	15,0
1946	67,7	10,3	78,0	(28,9)	(6,8)	—	(27,5)	14,9
1947	81,8	12,8	94,6	(36,3)	(11,6)	—	(31,1)	15,6
1948	98,9	10,1	109,0	(45,8)	(13,2)	—	(28,8)	21,3
1949	111,7	17,4	129,1	(47,3)	(15,5)	—	(40,0)	26,2
1950	136,7	22,8	159,5	(51,6)	(18,7)	—	(48,5)	40,7
1951	154,9	24,4	179,3	(70,3)	(20,7)	—	(52,1)	36,1
1952	192,5	26,8	219,3	(92,8)	(27,8)	—	(62,6)	36,1
1953	211,4	28,8	240,2	(93,6)	(36,5)	(6,7)	(66,9)	36,5
1954	252,3	30,9	283,2	(115,4)	(38,1)	(24,0)	(71,3)	34,5
1955	280,5	33,4	313,9	(138,7)	(39,0)	(36,0)	(75,9)	24,2
1956	340,6	37,8	378,4	(181,8)	(39,6)	(43,0)	(74,5)	39,1
1957	371,8	43,8	415,6	(194,2)	(40,0)	(53,0)	(82,2)	46,0
1958	400,9	48,5	449,4	(206,2)	(40,1)	(62,0)	(91,0)	50,2
1959	455,9	54,9	510,8	(252,2)	(40,4)	(66,0)	(100,2)	52,2
1960	458,1	61,4	519,5	(285,2)	(40,7)	(50,0)	(107,7)	43,9
1961	518,3	64,6	582,9	(309,4)	(40,8)	(50,0)	(142,1)	40,6
1962	554,8	71,6	626,4	(325,3)	(41,2)	(50,0)	(189,8)	32,8
1963	571,7	78,7	650,4	(306,9)	(41,2)	(62,2)	(206,6)	33,6
1964	566,9	86,4	653,3	(276,8)	(62,4)	(44,3)	(229,2)	40,6
1965	628,9	94,9	723,8	(297,4)	(71,2)	(42,3)	(272,1)	41,5
1966	796,0	106,1	902,1	(393,0)	(74,1)	(58,7)	(295,7)	81,0
1967	971,6	118,9	1 090,5	(456,7)	(76,1)	(118,4)	(348,1)	90,7
1968	1 275,1	124,8	1 399,9	(546,1)	(76,4)	(136,2)	(537,5)	103,7
1969	1 539,0	149,2	1 688,2	(776,5)	(88,4)	(5,1)	(768,1)	49,9
1970	1 918,5	175,8	2 094,3	(922,5)	(88,4)	(237,0)	(764,5)	81,8

* Il s'agit de la part versée à l'URTR, déduction faite de la partie des contributions versées à la FQUR et au Fonds de sécurité.

** Comprend les emprunts.

*** Outre les montants portés au Fonds de réserve et au Fonds de prévoyance, nous avons inclus les montants versés dans les diverses réserves constituées par l'URTR au fil des années.

Sources: FQUR, *Rapports d'inspections* de la caisse de l'URTR; URTR, *Rapports annuels*, 1942-70, *Procès-verbaux des assemblées générales annuelles*, 1933-1942.

APPENDICE 2.4
Actif des caisses régionales et centrales affiliées à
Fédération de Québec des unions régionales, 1935-1970*
(milliers de dollars courants et pourcentages)

<i>unions régionales / années</i>	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965	1970
Trois-Rivières	231 22,1%	692 18,8%	2 245 14,3%	4 776 18,3%	9 948 18,3%	14 735 13,6%	19 741 11,4%	35 483 9,7%
Québec	675 64,5%	1 892 51,5%	6 629 42,4%	9 651 37,0%	15 916 29,3%	27 141 25,1%	30 100 17,4%	73 920 20,1%
Montréal	— —	488 13,3%	2 338 14,9%	5 106 19,6%	14 573 26,8%	39 685 36,8%	52 985 30,6%	109 709 29,9%
Gaspé	85 8,1%	128 3,5%	464 3,0%	431 1,7%	618 1,1%	1 457 1,3%	3 628 2,1%	7 930 2,2%
Sherbrooke	54 5,2%	284 7,7%	1 691 10,8%	2 061 7,9%	3 358 6,2%	4 838 4,5%	8 577 5,0%	17 148 4,7%
Rimouski	— —	189 5,1%	1 522 9,7%	1 692 6,5%	2 710 5,0%	4 212 3,9%	11 577 6,7%	22 933 6,2%
Chicoutimi	— —	— —	— —	— —	2 584 4,8%	3 787 3,5%	5 071 2,9%	17 570 4,8%
Ouest-Québécois	— —	— —	245 1,6%	472 1,8%	546 1,0%	685 0,6%	1 018 0,6%	5 577 1,5%
Saint-Hyacinthe	— —	— —	— —	753 2,9%	2 143 3,9%	5 095 4,7%	22 320 12,9%	46 915 12,8%
Joliette	— —	— —	517 3,3%	1 107 4,2%	1 916 3,5%	6 322 5,9%	18 227 10,5%	30 136 8,2%
TOTAL	1 046	3 674	15 652	26 049	54 312	107 958	173 244	367 321

* Sources: *Situation des caisses centrales et des unions régionales* au 31 décembre de l'année financière.

APPENDICE 2.5
Actif des caisses populaires locales
regroupées selon leur union régionale d'appartenance
Fédération de Québec des unions régionales, 1935-1970*
(milliers de dollars courants et pourcentages)

<i>caisses affiliées / années</i>	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965
Trois-Rivières	1 819 17,2%	3 788 18,0%	21 697 18,2%	39 546 17,7%	59 479 14,7%	93 279 13,6%	149 802 12,4%
Québec	5 870 55,6%	11 003 52,2%	47 412 39,9%	80 427 36,0%	132 745 32,7%	196 501 28,6%	322 852 26,7%
Montréal	1 871 17,7%	3 953 18,8%	18 106 15,2%	49 302 22,0%	126 210 31,1%	254 405 37,0%	472 831 39,2%
Gaspé	544 5,2%	536 2,5%	2 008 1,7%	2 472 1,1%	3 338 0,8%	6 960 1,0%	12 942 1,1%
Sherbrooke	223 2,1%	885 4,2%	7 678 6,5%	13 384 6,0%	20 529 5,1%	29 995 4,4%	52 731 4,4%
Rimouski	— —	770 3,7%	7 374 6,2%	10 107 4,5%	14 639 3,6%	21 293 3,1%	34 880 2,9%
Chicoutimi	— —	— —	7 084 6,0%	11 017 4,9%	16 883 4,2%	23 666 3,4%	36 342 3,0%
Ouest-Québécois	— —	— —	1 516 1,3%	2 092 0,9%	2 307 0,6%	3 180 0,5%	6 930 0,6%
Saint-Hyacinthe	— —	— —	1 535 1,3%	7 482 3,3%	17 307 4,3%	35 746 5,2%	75 850 6,3%
Joliette	— —	— —	4 555 3,8%	7 824 3,5%	12 392 3,1%	22 911 3,3%	42 180 3,5%
Non affiliées	223 2,1%	144 0,7%	— —	— —	— —	— —	— —
TOTAL	10 550	21 079	118 965	223 653	405 829	687 936	1 207 340

* Sources: *Situation des caisses affiliées* au 31 décembre de l'année financière.

APPENDICE 2.6
Liste des administrateurs, commissaires de crédit et conseillers de surveillance de l'URTR, 1920-1970
(avec sièges occupés, durée en poste, caisse d'appartenance, professions et remarques diverses)

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Godin, Henri	administrateur	1920	Trois-Rivières [commiss. de crédit]	propriétaire & tenancier de l'Île St-Joseph	À l'assemblée du CA tenue le 30 décembre 1930, il offre sa démission par lettre. Celle-ci est refusée par le CA. Il n'assistera toutefois à aucune réunion et sera remplacé au cours de l'année suivante. Membre fondateur de la Caisse de T-R, Patron du Club des Conservateurs de T-R pendant les années 1920.
Trudel, Joseph	administrateur	1920-1923	Saint-Prosper [sec.-gérant]	gérant de caisse (1911--25), secrétaire municipal	En 1921, la Caisse de Saint-Prosper se désaffilie de l'URTR. Trudel n'assistera à aucune séance du CA durant son mandat. La Caisse se réaffilie en décembre 1923.
Bournival, Thomas	commissaire de crédit	1920-1927	Trois-Rivières [sec.-gérant] [administrateur]	importateur alimentaire (...1900-1901...); vend son commerce et se lance dans le courtage financier.	L'un des principaux initiateurs du projet de création de l'URTR. Est remplacé par J.-F. Poliquin lors de l'AG de 1928. Membre fondateur et commissaire de crédit de la Caisse de T-R (1909), gérant (1910-22), vice-prés. honoraire de la SSJB des T-R (1907-09), échevin de la Ville de T-R (1900-01), patronne le Club des Conservateurs de T-R au cours des années 1920
Bournival, Roch	assist.-gérant secrétaire-gérant commissaire de crédit	1920-1921 1921-1923 1932-1949	Trois-Rivières [cons. de surveillance] [sec.-gérant]	Courtier financier associé avec son père, l'assiste aussi à la gérance de la Caisse de T-R (1921-22), lui succède en 1923.	Nommé assistant-gérant de l'URTR par le CA le 15-12-1920, puis gérant le 20-12-1921. Démissionne le 14-05-1924. Élu à l'AG de 1932 en remplacement de Mgr Boulay à la commission de crédit. Décède durant son mandat en 1949. Fils de Thomas Bournival, un agent influent du monde des affaires trifluvien, qui fut gérant de la Caisse de T-R de 1910 à 1922 et dirigeant de l'URTR.
Fusey, Ephrem, prêtre	conseiller de surveillance	1920-1927	Notre-Dame-du-Mont-Carmel [administrateur]	curé de la paroisse Sainte-Famille de Cap-de-la-Madeleine	Ne se représente pas à l'élection de 1927 et est remplacé par Dr. J.-A. Toupin. Président-fondateur de la Caisse Notre-Dame-du-Mont-Carmel en 1913.
Normand, Louis-Philippe MD	président	1920-1927	Trois-Rivières [président]	médecin-chirurgien & pharmacien, co-propriétaire de l'Hôpital St-Joseph (1920-...) et propriétaire de la Pharmacie L.-P. Normand; possède des intérêts dans plusieurs mines minières, industrielles & commerciales.	Décède en 1928. Il était toujours à la présidence de l'URTR. Élu à maintes fois à la tête de la Chambre de commerce de T-R, v-p fondateur puis prés. de la Caisse de T-R, élu à plusieurs reprises à la mairie de T-R, membre du Conseil privé du Canada (1921) et prés. du Conseil général du Canada (1923-...), candidat conservateur aux élections fédérales de 1911 et 1921; nommé ministre du cabinet King en 1921.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Gravel, J.-A NP	conseiller de surveillance administrateur vice-président	1920-1921 1921-1928 1928-1929	Saint-Narcisse [sec.-gérant]	notaire & gérant de caisse (1909-1929)	Passe au CA en remplacement du démissionnaire Henri Godin. Promu vice-président en 1928. Ayant été remplacé à la Caisse de Saint-Narcisse durant l'année 1928-29, il ne sollicite pas de nouveau mandat à l'URTR pour l'année suivante.
Trudel, J.-A. NP	vice-président président	1920-1928 1928-1928	indéterminé	notaire, administrateur de la Québec Power et du trust Général du Canada.	À notre connaissance, il n'est actif dans aucune caisse locale. Nommé président en remplacement de L.-P. Normand en 1928. Président du Conseil scolaire de T-R entre 1928 et 1942, dirigeant actif au sein des diverses associations de notaires, prés. de la Ligue des propriétaires de T-R en 1932, prés. du Club des conservateurs de T-R (1924-...), dirigeant de la Chambre de commerce (1926-31), sec. de la SSJB de 1910 à 1914, candidat échevin défait en 1917 et 1923
Lemire, J.-Adélard NP	commissaire de crédit	1920-1929	indéterminé	notaire	Non réélu à l'assemblée de 1929. À notre connaissance, il n'est rattaché à aucune caisse locale. Membre de la Chambre de commerce de T-R (1926-34), prés. de la SSJB des T-R (1926-1930), échevin de la Ville de T-R (1930-34), prés. de l'Association des Notaires du District de T-R (1917-21), v-p de la Chambre des Notaires de la Province de Québec (1924-27)."
Paquin, J.-Ephrem Mgr.	commissaire de crédit	1920-1929	Trois-Rivières [administrateur]	professeur au Séminaire de T-R (1898-1908), procureur de l'Évêché de T-R (1908-1930), chanoine titulaire de la Cathédrale de T-R (1921-...).	N'est pas reconduit en fonction en 1929. Vraisemblablement remplacé par Mgr Boulay. Administrateur de la Caisse de T-R de 1915 à 1933.
Courtois, Guillaume	secrétaire-gérant secrétaire administrateur conseiller de surveillance	1920-1921 1921 1922-1923 1924-1930	Trois-Rivières [cons. de surveillance]	collecteur (...1909...)	Décède en 1930 durant son mandat. Membre fondateur de la Caisse de T-R, il y exerce la charge de conseiller de surveillance jusqu'en 1930.
Trudel, Joseph-Roger-Irénée, ptre.	administrateur	1920-1930	St-Étienne-des-Grès [président] Cité de Shawinigan [président]	vicaire à Sainte-Geneviève (1897-1900), desservant à Saint-Élie-de-Caxton (1899-1900) et à Saint-Joseph-de-Mékinac (1900-04), curé fondateur de Saint-Roch-de-Mékinac (1904-12), curé de Saint-Étienne-des-Grès (1912-26) et curé de Saint-Marc-de-Shawinigan (1926-31)	Passe à la Caisse de Saint-Marc-de-Shawinigan qu'il fonde en 1929. Décède en cours de mandat en 1931. Missionnaire agricole (1915-31), missionnaire colonisateur (1924-...), déchargé de la desserte des Forges en 1920 pour promouvoir les caisses et les coopératives à la demande de l'Évêque, organisateur de sociétés coopératives agricoles (1917-31), aumônier et prés. du Comité de propagande de la Coopérative fédérée. L'«âme dirigeante» du mouvement durant les années 1920 selon l'expression de ses contemporains.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Poisson, J.-Edmond, ptre	administrateur	1920-1940	Pointe-du-Lac [président-gérant]	Vicaire à Saint-Stanislas (1894-96), Champlain (1896-97), Saint-Didace (1897), desservant à Saint-Joseph-de-Mékinac (1897-1900), curé de Saint-Jean-des-Piles (1900-1913) et de Pointe-du-Lac (1913-48)"	gérant-fondateur de la Caisse de Saint-Jean-des-Piles et de la Caisse de Pointe-du-Lac. Dirige cette dernière comme prés.-gér. jusqu'en 1948. Inspecteur de l'URTR de 1920 à 1932. Administrateur puis vice-président de la FQUR jusqu'en 1941. Énergique défenseur des principes de l'autonomie locale et régionale. Joue un rôle extrêmement important dans les négociations qui vont mener à la création de la FQUR.
Caron, Thomas, ptre	administrateur	1920-1942	Saint-Maurice [administrateur]	Vicaire à Saint-Justin (1887-1888), Sainte-Flore (1888), Yamachiche (1889), Louiseville (1889-1895), curé de Saint-Luc-de-Vincennes (1895-1899), ass.-curé à Saint-Maurice (1899-1902) à Saint-Maurice (1902-36...), vicaire forain (1931...)	Demande à être relevé de ses fonctions en 1942. Missionnaire agricole de 1902 à 1936.
Lupien, Sinai-T.	administrateur président	1920-1928 1929-1954	St-Théophile-du-Lac [sec.-gérant]	gérant de caisse (1909-54), agent d'assurances & secrétaire-trésorier de la Commission scolaire (...1935-45...), propagandiste de l'URTR (1935-1945).	Décède en décembre 1954, soit au tout début de son mandat. Gérant fondateur de la Caisse de Saint-Théophile, maire de la Corporation municipale de Lac-à-la-Tortue et prés. de la Commission scolaire à plusieurs reprises.
Saint-Onge, J.-Félix	conseiller de surveillance	1920-1966	St-Étienne-des-Grès [sec.-gérant]	vérificateur municipal, gérant de caisse (1913-64...), marchand-général (...1935-55...), agent d'assurances (1961...).	Décède subitement en 1967. Il était toujours en fonction. Gérant fondateur de sa caisse, assume un mandat à la mairie de Saint-Étienne-des-Grès.
Chartier, J.-Alphonse	conseiller de surveillance	1921-1923	Champlain	Opère une beurrerie durant plus de 35 ans, gérant d'une ferme de tabac, gérant de la Caisse de Champlain (1913-1953...); rentier (1953...)"	Élu à l'AG de 1921. Non-réélu en 1924. Maire de Champlain de 1929 à 1954 après y avoir siégé comme conseiller municipal de Champlain.
Létourneau, Laurent	secrétaire-gérant président-gérant	1923-1954 1954-1955	aucune (...1928) Trois-Rivières (1928-1955) [v-président] [président]	gérant de banque (1905-24), comptable et courtier en valeurs mobilières (1924-44...), gérant de l'URTR (1924-55), inspecteur pour la FQUR (1932-36)."	Remplace R. Bournival au poste de secrétaire-gérant et est nommé membre du CA en remplacement de Joseph Trudel en 1924. Le 17 mars 1955, il est nommé président du CA en remplacement de Lupien. Décède la même année. Administrateur de la Corporation de Prêts de Québec, prés. de la FQUR (1944-55), membre puis dirigeant actif du Club Richelieu de T-R durant les années 1950, v-p (1929-40) puis prés. (1940-55) de la Caisse de Trois-Rivières.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Mercier, J.-Chrysologue	administrateur	1924-1926	Nicolet [sec.-gérant]	professeur à l'École Normale de Nicolet (...1922-45...), gérant de caisse (1922-49...)	Élu par l'AG de 1924. Non-réélu à l'élection de 1927. Gérant fondateur de la Caisse de Nicolet. Il continue d'enseigner tout en s'occupant de la caisse à mi-temps.
Kirouac, Agésilas	administrateur vice-président	1927-1931 1932-1941	Saint-Médard-de-Warwick [sec.-gérant]	agent d'assurances (...1921...), marchand (...1935-42), gérant de caisse (...1922-42) et courtier financier, 1er vp directeur-général de la Société des Artisans c.-f. (1942...).	Prend la vice présidence en 1932. Non-rééligible en 1942 en raison d'un nouvel emploi à l'extérieur de la circonscription. Fonde plusieurs caisses sur la rive sud pendant les années 1940.
Schiller, Télesphore	administrateur	1928-1949	Notre-Dame de T-R [sec.-gérant]	gérant de caisse (1928-63...), gérant de la Salle Notre-Dame de T-R (...1933-38); rentier (1938-63...)."	Élu par l'AG pour combler le poste laissé vacant par le décès de L.-P. Normand. Prend sa retraite en 1949 et démissionne au cours de son mandat. Le CA le remplace par P. Beaulac. Gérant fondateur de la Caisse Notre-Dame.
Poliquin, Frédéric	commissaire de crédit	1928-1969	Trois-Rivières [vice-président] [président]	comptable pour un grossiste de T-R (1915-47), propriétaire de Plomberie St-Maurice (1947-52) puis de Fred Poliquin Inc. (1952-...), grossiste en matériel de plomberie embauchant plusieurs employés.	Ne se représente pas en 1970. cumule plusieurs postes au sein d'associations, de corporations et de corps publics, dirigeant de la Caisse de T-R (1922-72...), échevin & maire suppléant de la Ville de T-R durant les années 1940, militant de l'Union Nationale très proche de Duplessis.
Élie, Antonio	vice-président administrateur	1929-1931 1932-1941	La Baie [sec.-gérant]	m.p.p. cultivateur, député de Yamaska (1931-56...) puis ministre d'État à l'agriculture dans le cabinet du Gouv. de l'Union nationale (~1936-56...), prop.-gér. de la Renardière de la Baie, possède des intérêts dans plusieurs compagnies.	Élu à l'AG de 1929 et non-réélu en 1941. Membre de la Betteraverie de St-Hilaire, prés. du Syndicat du Rachat des Rentes Seigneuriales, dir. de l'Ass. Holstein-Friesian du Canada, Commandeur de l'Ordre du Mérite Agricole, Commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.
Bergeron, F.-X.	conseiller de surveillance	1929-1952	Notre-Dame de T-R [commiss. de crédit] [président]	agent d'assurances (1933)	Élu au cours de l'AG de 1929. Décède en octobre 1953 au cours de son mandat. Le CA nomme alors J.-R. Bellemare pour terminer son terme. Fondateur de la Caisse de Notre-Dame, commissaire de crédit (1928-33) et président (1934-53)."
Boulay, François, Mgr	commissaire de crédit	1930-1931	Trois-Rivières [administrateur]	Vicaire (1887-94); curé (1894-1932). Chanoine titulaire de La Cathédrale (1915-1931), prélat domestique du Pape (...-1930-...)."	Ne se représente pas à l'élection de 1932 pour des raisons de santé. Administrateur de la Caisse de Trois-Rivières (1922-32), fondateur de plusieurs paroisses en milieu rural et urbain et de quelques établissements scolaires et religieux.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Toupin, Dominique	commissaire de crédit	1930-1944	Trois-Rivières [commiss. de crédit]	assistant-maître de poste (...1934); maître de poste (1934-...)	Élu au cours de l'AG de 1930. Fondateur de la Caisse de T-R où il exerce la fonction de commissaire de crédit jusqu'en 1947.
Trudel, Anselme, ptre	administrateur	1931-1936	Cité de Shawinigan [administrateur]	prêtre-curé	Élu par l'AG à la suggestion du CA. Administrateur fondateur de la Caisse de Saint-Thomas-de-Caxton en 1920 et de la Caisse de Saint-Marc de Shawinigan en 1929.
Beaumier, J.-Omer	conseiller de surveillance	1932-1967	Shawinigan-Sud [sec.-gérant]	recenseur gouvernemental (1912), sec.-trés. de la Commission scolaire d'Almaville (1913 & 1922-49), sec. municipal jusqu'en 1947, délégué de la Commission municipale du Québec (1949-58) et gérant de caisse à temps plein depuis 1959.	Élu par l'assemblée gén. de 1932 pour combler le poste laissé vacant par le décès de G. Courtois. Ne présente pas sa candidature à l'élection de 1968.
Gravel, Albert	administrateur	1933-1939	Saint-Prosper [sec.-gérant]	secrétaire municipal et scolaire (...1935-45...) et gérant de caisse.	
Laforest, Edgar, ptre.	administrateur vice-président	1937-1941 1942-1945	Saint-Simon de Dr'ville [administrateur]	Vicaire à Ste-Clotilde (1918-1922), St-Germain (1922-1929); curé-fond. de St-Simon (1936-1965); chanoine titulaire en 1958.	Élus au cours de l'AG de 1937 à la suggestion du CA. Passe à la vice-présidence en 1942. Démissionne le 4/12/1945, soit au tout début de son mandat. Le CA le remplace par le notaire Fradet. Fondateur de la CP de Saint-Simon en 1936, aumônier diocésain de l'UCC (1929-36), aumônier régional de l'ACJC (1933-37).
Gervais, Josaphat-N.	administrateur vice-président	1939-1955 1955-1968	Saint-Timothée [sec.-gérant]	cultivateur & gérant de caisse	Élu une première fois au cours de l'AG. Porté à la vice-présidence en 1955 pour succéder à G. Rivard qui passe à la présidence. Défait à l'élection de 1969. Gérant fondateur de sa caisse d'appartenance.
Rivard, Gérard	administrateur vice-président président	1941-1944 1945-1955 1955-1970	Nicolet [président]	agronome de formation, professeur puis directeur de l'École régionale d'agriculture du Séminaire de Nicolet.	Élu une première fois en 1941, porté à la vice-présidence en 1945 puis à la présidence en 1955. Assume la présidence une partie de l'année 1970-71 avant de la céder à J.-R. Bellemare. Président de la Corporation des Agronomes (section T-R et Nicolet), de la Commission scolaire de Nicolet (1947-50), de l'Association diocésaine des Commissions scolaires du diocèse de Nicolet (1946-50), membre de la SSJB de Nicolet.
Fournier, Wilfrid	administrateur	1942-1943	Saint-Médard-de-Warwick [sec.-gérant]	gérant de caisse (...1933-42), marchand (...1935-40...)	Élu par l'AG pour combler le poste laissé vacant par le départ de Kirouac.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Benoit, Napoléon	administrateur	1942-1947	La Baie [sec.-gérant]	cultivateur (1935), gérant de caisse (1941-48), agent distributeur de machinerie agricole (1940-48)	Élu à l'assemblée générale de 1942. Décède en cours de mandat en 1948. Le CA le remplace par Clément Lalancette. Au nombre des fondateurs de la Caisse de La Baie lors de sa réorganisation en 1939.
Perreault, Nestor Dr	administrateur	1943-1957	Sainte-Madeleine de C-d-I-Mad. [sec.-gérant]	médecin, gérant de caisse	Élu en 1943 pour remplacer Thomas Caron. Décède au tout début de son mandat en 1957. Président fondateur de sa caisse d'attache.
Lapointe, J.-Horace	administrateur	1944-1968	Saint-Médard-de-Warwick [sec.-gérant]	à l'emploi de la BCN (1924-42), gérant de caisse (1942-63...), secrés. d'une section de la Société des Artisans c.-f. à Warwick (1942-49), secrétaire municipal et scolaire (1950-63), courtier d'assurances (1963)	Nommé par le CA le 26/10/1944 pour combler le poste laissé vacant par la démission de W. Fournier. Sa candidature n'est pas proposée à l'AG de 1969.
Farrier, William	commissaire de crédit	1945-1951	Sainte-Cécile de T-R [sec.-gérant]	instituteur (...1939-46); gérant de la caisse depuis 1939 et à temps plein depuis 1947.	Élu en 1945 pour succéder à D. Toupin. Démissionne le 3/09/1952. Le CA le remplace par Aimé Dion. Gérant fondateur de sa caisse en 1939, candidat-échevin défait aux élections de 1939.
Fradet, Antoine, NP	administrateur	1945-1966	Saint-Simon de Dr'ville [sec.-gérant]	notaire public & gérant de caisse	Nommé par le CA pour combler le poste laissé vacant par le départ de l'abbé Edgard Laforest, de la même caisse. Démissionne en 1966. Prés. de l'Association des notaires du District d'Arthabaska, directeur de la Fédération des SSJB du Diocèse de Nicolet, directeur de la Fédération des SSJB de la Province de Québec et v-p du Club Richelieu de Drummondville (...1953...).
Lalancette, Clément	administrateur	1948-1970	Saint-Gérard [sec.-gérant]	cultivateur (...1941...) et gérant de caisse (1941-70...)	Nommé par le CA le 29/09/48 pour terminer le mandat de N. Benoit décédé. Gérant fondateur de sa caisse d'appartenance.
Beaulac, Polydore	administrateur	1949-1962	Cité de Shawinigan [sec.-gérant]	courtier d'assurances & de valeurs mobilières (1935-1945), député du comté de Saint-Maurice (1939-1944), vérificateur municipal dans la région de Shawinigan, syndic de faillite et gérant de caisse à temps plein depuis 1950.	Est nommé par le CA régional en remplacement du démissionnaire Schiller. Démissionne à sa retraite le 10/07/1963. Très actif au sein de la vie municipale et scolaire, membre des Chevaliers de Colomb et de la Chambre de commerce.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Durand, Robert	commissaire de crédit administrateur	1950-1961 1962-1970	Trois-Rivières [sec.-gérant]	comptable puis inspecteur pour le compte de la BCN (1927-43), inspecteur pour l'URTR (1943-49), gérant à temps plein de la Caisse de T-R (1949-70...).	Élu commissaire en 1950 pour combler le siège laissé vacant par le décès de R. Boumival qui est décédé. Passe au CA régional en 1962. Dirigeant de la Chambre de commerce de T-R (1952-62), du Club Richelieu (années 1950) du Comité de placements de la SSJB (1958-67). Militant de l'Union Nationale très près de Duplessis. Au nombre des animateurs les plus influents du mouvement des caisses millionnaires.
Dion, Aimé	commissaire de crédit	1952-1963	Sainte-Cécile de T-R [président]	entrepreneur	Nommé par le CA le 03/09/1952 pour remplacer le démissionnaire W. Farrier. Ne termine pas son mandat en 1963 et est remplacé par S. Neault. Échevin de la Ville de T-R (1930-32), fondateur de la Caisse de Sainte-Cécile (1939)."
Bellemare, J.-Roland	conseiller de surveillance administrateur vice-président président	1953-1954 1954-1968 1969-1970 1970-...	Louiseville [sec.-gérant]	À l'emploi de la BCN (dans plusieurs succursales) jusqu'en 1949, gérant de la caisse à temps plein depuis 1951.	Nommé par le CA pour combler le poste de surveillant laissé vacant par le décès de F.-X. Bergeron. Le 17/03/55, il passe au CA en remplacement de S.-T. Lupien, décédé. Élu vp en remplacement de J.-N. Gervais en 1969. Promu à la présidence en 1970. Actif au sein de nombreuses associations locales, administrateur de La Sauvegarde. Au nombre des animateurs du mouvement des caisses millionnaires.
Gravel, Arthur	conseiller de surveillance	1954-1970	Trois-Rivières [commiss. de crédit] Normanville de T-R [commiss. de crédit]	comptable agréé; secrétaire-trésorier de l'École Technique de T-R (1956) où il enseigne jusqu'en 1955, vérificateur	Nommé une première fois par les administrateurs de l'URTR pour combler le poste laissé vacant par J.-R. Bellemare, promu au CA. Passe à la Caisse de Normanville en 1962. Militant actif de la SSJB (1955-75), de la Chambre de commerce de T-R (1956-71), dirigeant du Club Richelieu (1954-56); membre actif de l'Ordre de Jacques Cartier.
Caron, Jean-Jacques	secrétaire-gérant	1955-1970	aucune	À l'emploi de la Sun Life de 1928 à 1944; assistant-gérant de l'URTR (1944-1955); gérant de l'URTR (1955-1971).	Nommé secrétaire-gérant par le CA le 23/11/1955 en remplacement de L. Létourneau. Abandonne en 1970. Admin. de la FQUR (1955-65) puis vice-prés. (1965-70), marguillier de sa paroisse, membre du Comité de placement de la SSJB (1960-67), au nombre des dirigeants de la Chambre de commerce au cours des années 1950, admin. de l'Assurance-Vie Desjardins (1955-70)."
Bordeleau, Saül	administrateur	1957-1969	Saint-Séverin-de-Proulxville [sec.-gérant]	marchand-général (1944-1964...), gérant de caisse 1942-69...)"	Nommé le 19/12/1957 par le CA pour finir le terme du Dr N. Perreault qui décède durant son mandat.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Longpré, Oscar	administrateur	1962-1969	Les Chutes de Shawinigan [sec.-gérant]	d'abord opérateur-électricien (...1942...) puis gérant de caisse (1942-69...)	Nommé par le CA le 10/07/1963 pour combler le poste du démissionnaire Beaulac. Quitte durant l'année 1969-70.
Lafontaine, Jacques	commissaire de crédit	1962-1970	Grand-Mère [sec.-gérant]	d'abord à l'emploi de la Consolidated Paper de Grand-Mère, prend ensuite la gérance de la Caisse de Grand-Mère.	Élu au cours de l'AG de 1962 en remplacement de R. Durand qui passe au CA. Administrateur à la Jeune Chambre de Commerce (...1953...)
Smith, Ferdinand	administrateur vice-président	1962-1970 1970-...	Saint-Frédéric de Dr'ville [sec.-gérant]	gérant de caisse (...1963-70...)	Élu en 1962 pour combler l'un des deux postes créés dans le cadre de l'élargissement de la représentation au CA. En 1970, il passe à la vice-présidence pour occuper la charge laissée vacante par la promotion de J.-R. Bellemare à la présidence. Au nombre des animateurs du mouvement des caisses millionnaires.
Neault, Sinai	commissaire de crédit administrateur	1963-1968 1968-1970	Mauricienne de Shawinigan [sec.-gérant]	commis (...1942...) puis gérant de caisse à plein temps (1943-70...).	Nommé par le CA au cours de l'année 1963-64 pour combler le poste laissé vacant par le départ d'Aimé Dion. Réélu à la CC par l'AG de 1969 puis est nommé administrateur durant l'année 1969-70. Gérant fondateur de sa caisse d'appartenance.
Messier, Bernard	administrateur	1966-1970	Saint-Joseph de Dr'ville [sec.-gérant]	gérant de caisse	Nommé par le CA pour terminer le mandat du démissionnaire Fradet. Il succède à son père à la gérance de la Caisse de Saint-Joseph. Ce dernier, un marchand-général était au nombre de ses fondateurs.
Cloutier, André	conseiller de surveillance	1966-1970	Princeville [sec.-gérant]	instituteur (1933-43), comptable à la Shawinigan Water & Power (1943-47), gérant de caisse (1947-70), sec. municipal (1947-62) et sec.-trés. de la Commission scolaire de Princeville (1949-64), sec.-trés. de la Cie de Téléphone de Stanfold (1950-53...).	Nommé pour combler le poste laissé vacant par le décès de J.-F. St-Onge. Membre de la Chambre de commerce locale (...1953-64...), juge de Paix (...1964...).
Morand, Germain	conseiller de surveillance	1968-1970	St-Théophile-du-Lac [sec.-gérant]	technicien en radio-télévision (1955-64...), gérant de caisse (1960-69...)	Succède à J.-Omer Beaumier en étant élu sans opposition par l'AG de 1968. Administrateur régional de la SSJB de la Mauricie durant les années 1960, échevin (1945-55) et commissaire scolaire (1948-57).
Poirier, André	administrateur	1969-1970	Val Mauricie [sec.-gérant]	gérant de caisse	Élu à l'AG de 1969. Dirigeant régional de la SSJBM durant les années 1960.

nom	poste à l'URTR	durée en poste	caisse d'appartenance	itinéraire professionnel	remarques diverses
Bolduc, Armand	administrateur	1969-1970	Kingsey Falls [sec.-gérant]	restaurateur (1944-...) et gérant de caisse depuis 1945.	Élu à l'AG de 1969. Membre de l'Association des Hôteliers du Québec (...-1953-...), membre des Chevaliers de Colomb (...-1953-...), activement impliqué dans la vie municipale.
René, André	commissaire de crédit	1969-1970	Victoriaville [sec.-gérant]	gérant de caisse	Nommé par le CA durant l'année 1969-70. Prés. de l'Association des gérants de Caisses populaires de la région des Bois-Francs, membre de la Chambre de commerce locale.
Gagnon, Charles-Édouard NP	administrateur	1970-...	Saint-Stanislas [cons. de surveillance]	notaire	Élu à l'AG de 1970. Sec.-trés. de la Municipalité de St-Stanislas (1954-59) puis conseiller municipal (...1964...), membre du CA de l'Association du Notariat canadien (District de T-R).
Garceau, Gilles-Guy N.P.	commissaire de crédit	1970-...	Sainte-Cécile de T-R [administrateur]	notaire	Élu au cours de l'AG de 1970. Membre actif de la Chambre de commerce de T-R (1959-70), dirigeant du Club Richelieu de T-R (1949-56)."

APPENDICE 2.7
Les bases sociales de la représentation régionale envisagées selon diverses caractéristiques,
membres des trois conseils, Union régionale de Trois-Rivières, 1920-1969*
(mandats ramenés sur une base annuelle)

	1920-24	1925-29	1930-34	1935-39	1940-44	1945-49	1950-54	1955-59	1960-64	1965-69	TOTAL
<i>total des mandats</i>	80	74	71	76	75	77	76	76	83	88	776
REPRÉSENTATION DES CAISSES											
rurale	42	31	27	31	24	20	20	18	20	19	252
urbaine	38	43	44	45	51	57	56	58	63	69	524
RIVE SUD	1	6	10	13	19	21	20	20	23	31	164
- Arthabaska	—	3	5	5	5	5	5	5	5	9	47
- Drummond	—	—	—	3	5	6	5	5	8	12	44
- Nicolet	1	2	—	—	4	5	5	5	5	5	32
- Yamaska	—	1	5	5	5	5	5	5	5	5	41
RIVE NORD	79	68	61	63	56	56	56	56	60	57	612
- Champlain	27	17	12	16	15	15	15	11	13	16	157
- Maskinongé	—	—	—	—	—	—	2	5	5	5	17
- Saint-Maurice	52	51	49	47	41	41	39	40	42	36	438
STATUT LOCAL DES ÉLUS											
gérant	34	27	38	46	43	56	54	50	59	68	475
gérant régional	2	5	5	5	5	5	5	6	5	5	48
non gérant	44	42	28	25	27	16	17	20	19	15	253
PROFESSIONS DES ÉLUS											
agent-distributeur de machinerie agricole	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	6
agronome & professeur	—	—	—	—	4	5	5	5	5	5	29
assureur	—	1	5	5	5	5	3	—	—	—	24
assureur & secrétaire commission scol.	5	5	5	5	5	—	—	—	—	—	25
assureur & secrétaire municipal	—	—	—	—	1	5	5	5	3	—	19
chanoine & prêtre domestique du pape	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
collecteur	5	5	1	—	—	—	—	—	—	—	11
comptable agréé	—	—	—	—	—	—	1	5	5	5	16
courtier de valeurs	4	—	3	5	5	5	—	—	—	—	22
courtier de valeurs & assureur	2	5	5	5	5	4	—	—	—	—	26
courtier de valeurs & marchand	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	8
cultivateur	—	—	—	1	5	7	5	5	5	5	33
cultivateur & assureur	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5
cultivateur, député & ministre	—	1	5	5	2	—	—	—	—	—	13
curé	10	8	9	10	6	1	—	—	—	—	44
curé & «missionnaire agricole»	10	10	6	5	3	—	—	—	—	—	34
délégué Commission munic. du Québec	—	—	—	—	—	—	5	4	—	—	9
entrepreneur en construction	—	—	—	—	—	—	3	5	4	—	12
gérant de caisse	—	—	—	—	—	1	14	20	37	59	131
gérant de l'URTR	—	—	—	—	—	2	5	6	5	5	23
gérant de salle	—	2	5	5	—	—	—	—	—	—	12
inconnue	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	6
instituteur	1	2	—	—	—	4	—	—	—	—	4
maître de poste	—	—	5	5	5	—	—	—	—	—	15
marchand & assureur	—	3	5	5	2	—	—	—	—	—	15
marchand général	5	5	5	5	5	5	1	3	5	1	40
marchand général & assureur	—	—	—	—	—	—	4	5	4	—	13
marchand grossiste	—	2	5	5	5	5	5	5	5	5	42
médecin	—	1	—	—	2	5	5	3	—	—	16
médecin-chirurgien	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	8
notaire	15	13	—	—	—	5	5	5	5	2	50
procureur de l'évêché	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	10
prop.-gérant d'une beumerie	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
propagandiste de l'URTR	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	10
renier	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	10
restaurateur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
secrétaire municipal	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	7
secrétaire municipal & scolaire	—	—	3	5	5	5	—	—	—	—	18
tenancier ile St-Joseph	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1

* Les membres des trois conseils sont tous élus pour des termes de trois ans. À des fins statistiques, nous avons converti ces mandats sur une base annuelle. Dans le procédé utilisé ici, les 59 élus régionaux ayant œuvré entre 1920 et 1969 ont exercé un total de 776 mandats que nous avons regroupés sur une base quinquennale.

APPENDICE 3

LE TRAVAIL DE CLASSIFICATION SOCIOPROFESSIONNELLE

Présentation de l'appendice 3:

Le problème des classifications socioprofessionnelles est probablement l'un des plus épineux de toute démarche méthodologique dans les diverses disciplines des sciences sociales. Les classes et des hiérarchies sociales ne sont évidemment pas réductibles à la représentation qu'en offre une grille de classement socioprofessionnel. Ces questions renvoient à des problème infiniment plus complexes. Par conséquent, il faut définir les catégories socioprofessionnelles pour ce qu'elles sont: un *indicateur* parmi d'autres (notamment les pratiques discursives et les stratégies identitaires des acteurs sociaux), mais un indicateur incontournable si l'on veut saisir empiriquement des aspects fondamentaux de la réalité des sociétés.

Dans le cadre de cette recherche, les professions de plus de 8 200 individus — dont 5 700 fondateurs de caisses, 2 100 élus locaux et 450 gérants de caisses — ont été recensées, assimilées à des catégories socioprofessionnelles puis traitées à travers une série d'opérations statistiques. Au total, près de 700 intitulés professionnels différents ont été relevés. C'est dire l'importance de la place occupée par ces questions dans la démarche méthodologique que nous avons privilégiée tout au long du processus de recherche. Et les embûches rencontrées, il va sans dire, ont été nombreuses. Au problème quasi généralisé de l'imprécision des intitulés s'en sont ajoutés plusieurs autres tels que l'évolution même des attributs des professions dans la moyenne durée et le cumul d'emploi, par exemple.

En nous inspirant de la démarche préconisée par l'équipe de recherche constituée autour de Gérard Bouchard (SOREP), les professions ont d'abord été classifiées en regard de l'application de trois grands critères: la nature de l'effort requis par les tâches associées à l'exécution du travail (travail à dominante manuelle ou non manuelle); la complexité des tâches (difficulté technique) et les responsabilités inhérentes. Elles ont ensuite fait l'objet d'un classement plus détaillé où les critères suivants ont été appliqués lorsque les mentions étaient suffisamment explicites: la relation à la propriété (salarié, autonome, propriétaire); la participation ou non à l'exercice de la décision dans les milieux de travail; le rayonnement de l'unité de gestion ou de l'entreprise (local, supra-local et indéterminé); le caractère juridique de l'unité de gestion (public, privé, coopératif); et enfin, le secteur d'activité économique. Pour ce faire, nous nous sommes appuyé le plus souvent sur le catalogue des professions joint en annexe à l'un des documents de travail de l'équipe du SOREP ainsi que sur le dictionnaire des professions élaboré par Statistique Canada*. Le problème du cumul de professions étant pratiquement insoluble, nous avons choisi de ne considérer que la première mention professionnelle dans les opérations de classification.

L'appendice 3 expose la classification semi-détaillée des mentions professionnelles qui a été à la base de la constitution des tableaux synthèses présentés dans les divers chapitres de la monographie. La plupart des professions y ont été retranscrites dans leur formulation originale, c'est-à-dire telles que les inscrivaient les fondateurs de caisses ou les inspecteurs de la FQUR dans la rédaction de leurs rapports.

* Statistique Canada (division des normes), *Classification type des professions 1980*, Ottawa, catalogue 12-565E, février 1981, 575 p.

APPENDICE 3

Le traitement des intitulés professionnels: grille utilisée et classification des professions déclarées des fondateurs et des élus des caisses populaires

• Propriétaires d'entreprises et professions autonomes assimilées [00000]

- industriels [00100]

fabricant, fabricant de meubles sur commandes, industriel, industriel & secrétaire-trésorier de la municipalité et de la commission scolaire, laitier, manuf. de portes et châssis, manufacturier, manufacturier de bas, prop.-gérant d'imprimerie, propriétaire d'une imprimerie, propriétaire de crèmerie, propriétaire de la scierie, propriétaire de moulin à scie, propriétaire laiterie, propriétaire manufacture de meubles

- commerçants [00200]

agent-distributeur de «Homelite Chains Saw Ltd.», agent-distributeur de «Massey Harris et Beaty Bro.» (fabricant et distributeur de machines agricoles), aubergiste, bijoutier, boucher, boucher & cultivateur, boucher-épiciier, commerçant, commerçant & boulanger, commerçant & cultivateur, commerçant et échevin, commerçant tabagiste, détaillant, distributeur, distributeur de lait, épiciier, épiciier en gros, épiciier restaurateur, épiciier-boucher, grossiste, hôtelier, hôtelier & assistant maître de poste, libraire, marchand, marchand & cultivateur, marchand & gérant, marchand & libraire, marchand de coupons, marchand de bois, marchand de chaussures, marchand de fer, marchand de foin, marchand de glace, marchand de meubles, marchand & gérant de la coopérative agricole, marchand général, marchand général & agent d'assurance, marchand général & secrétaire-trésorier d'une agence des Artisans canadiens-français, marchand général & tailleur, marchand & aviculteur, marchand-général & manufacturier, marchand-plombier, marchand-tailleur, modiste, nettoyeur, prop. d'un magasin de coupons, propriétaire & épiciier, propriétaire d'une salle de quilles, propriétaire magasin meubles, propriétaire station service, concessionnaire automobile, quincailler, restaurateur, restaurateur & aubergiste, tabaconiste, tavernier, vendeur huile

- entrepreneurs, contracteurs & assimilés [00300]

constructeur, contracteur, contracteur de machineries lourdes, contracteur des postes, contracteur électricien, contracteur en isolation, directeur de funérailles, embaumeur, entrepreneur, entrepreneur de pompes funèbres, entrepreneur en construction, entrepreneur en excavation, entrepreneur en plomberie, entrepreneur général, entrepreneur menuisier, entrepreneur-électricien, entrepreneur-menuisier, entrepreneur-peintre, propriétaire d'une entreprise de pompes funèbres, récupérateur, thanatologue

- indéterminés [00400]

co-propriétaire d'entreprise, co-propriétaire d'une entreprise de transport scolaire, collecteur (à son compte), comptable & financier & commerçant, comptable agréé (co-prop. d'une firme), comptable agréé & vice-président Ass. vie Laurentienne, comptable agréé et gérant (entreprise), comptable agréé et président de compagnie, comptable et courtier en valeurs mobilières, coursier, courtier, courtier d'assurances, courtier d'assurances et comptable, courtier d'immeubles, courtier valeurs mobilières, femme d'affaires, homme d'affaires, navigateur, président, président de compagnie, président directeur général de compagnie, propriétaire, propriétaire d'entreprise, propriétaire de la Cie de téléphone, propriétaire et gérant, tenancier de l'Ile St-Joseph

• **Personnel cadre & administratif [01000]**

- de niveau supérieur [01100]

. supra-local [01110]

délégué (Mauricie) de la Commission municipale de Québec, député, directeur de foyer, directeur des achats ville Trois-Rivières, directeur des services pédagogiques, directeur financier, directeur général compagnie assurance-vie, directeur général S.S.J.B., directeur d'hôpital, directeur Institut Tech., directeur régional, directeur service aux étudiants, gérant de l'entreprise «Jos Mercure», gérant Shawinigan W. P., gérant Union régionale, maître de Cour, receveur, registraire, vice-recteur U.Q.T.R.

. local [01120]

directeur de caisse populaire, directeur d'école, directeur général Chambre de Commerce, directeur police, gérant caisse Lac à la Tortue, gérant caisse populaire, gérant de coopérative agricole, gérant de banque T.-R., gérant de coopérative, gérant du Couvoir coopératif, maître de poste, maître de poste & secrétaire municipal, secrétaire-gérant, secrétaire-gérant de la Société coopérative agricole de Gentilly, secrétaire-gérant de la Société coopérative agricole de Villers

. indéterminé [01130]

administrateur, agent impérial, directeur, directeur administratif, directeur de projet, directeur général, directeur informatique, directeur service au personnel, directrice, dispatcher, gérant, gérant crédit, gérant du personnel, gérant de caisse populaire, gérant [toute autre entreprise que les caisses dont l'identité est indéterminée], principal

- de niveau intermédiaire [01200]

. supra-local [01210]

assistant maître de poste (T-R), contrôleur de trains, contrôleur laitier, ing. P., inspecteur d'assurance-vie, inspecteur d'écoles, inspecteur de bâtiments, inspecteur de construction, inspecteur de coton, inspecteur de comités paritaires (syndicats catholiques), inspecteur électricien, inspecteur électricien pour Hydro-Québec, inspecteur électricien pour la Southern Canada Power, inspecteur forestier, inspecteur gouvernement provincial, inspecteur laitier, inspecteur municipal, investigateur de la Société Prêt Agricole, propagandiste de l'Union régionale, registraire adjoint

. local [01220]

gérant de la Salle de Notre-Dame de T-R, greffier, greffier de la Cité, secrétaire-trésorier scolaire, secrétaire de la municipalité, secrétaire de la paroisse, secrétaire municipal, secrétaire-trésorier de la Cie de téléphone, secrétaire-trésorier de la commission scolaire, secrétaire-trésorier de la municipalité et de la commission scolaire, secrétaire-trésorier de la Société des Artisans

. indéterminé [01230]

adjoint SEA, agent de gestion, agent manufacturier, assistant directeur général, assistant gérant, assistant surintendant, assistant-directeur, assistant-gérant, capitaine, capitaine de bateau, chef de bureau, chef de section, chef de service, chef gestion des immobiliers, contre-maître général, gérant adjoint, gérant-adjoint, inspecteur, inspecteur S., paie-maître, secrétaire-administrateur, secrétaire-comptable, secrétaire-trésorier, superviseur, surintendant, surveillant, surveillant de la comptabilité, surveillant mécanographie

- de niveau indéterminé [01300]

. supra-local [01310]

coordonnateur Apl., directeur contrôle fabrication, gérant de crédit, gérant des achats

. local [01320]

secrétaire de la coopérative

. indéterminé [01330]

dir. étude, directeur des ressources matérielles, fonctionnaire, gardien-gérant, gestionnaire, commissaire

• **Professions intellectuelles salariées & fonctions assimilées [02000]**

- supra-local [02100]

agent d'affaire des syndicats nationaux catholiques, annonceur à la radio, comptable chez Sylvania, correspondant, démographe, forestier, journaliste, publiciste, rep. de La Presse, sociologue, urbaniste

- local [02200]

aide-social, bibliothécaire, instituteur, institutrice, professeur à l'École Normale, travailleur social, service social

- indéterminé [02300]

agent d'affaires, agent de réadaptation, agent gestion financière, agronome, analyste, animateur, arpenteur, chimiste, comptable, conseiller pédagogique, criminologue, dessinateur, éducateur, enquêteur, enseignant, estimateur, évaluateur, expert en sinistres, géologue, horticulteur, ingénieur, ingénieur chimiste, ingénieur forestier, ingénieur-conseil, instructeur, monitrice en réadaptation, organisateur, organiste, pédicure, professeur, professeur & cultivateur, recherche & développement

• **Professions libérales & assimilées [03000]**

- membres des corporations professionnelles traditionnelles [03100]

architecte, avocat, chiropraticien, chirurgien, dentiste, denturologue, évaluateur agréé, médecin, médecin vétérinaire, notaire, notaire & maire, notaire public, opticien d'ordonnance, pharmacien, procureur, propriétaire & pharmacien, protonotaire-adjoint, syndic, vétérinaire

- membres du clergé [03200]

aumônier, curé, prêtre, prêtre-assistant, prêtre-curé, vicaire

• **Cols blancs semi et non-spécialisés [04000]**

- salariés [04100]

acheteur, agent de bureau, agent de détention, agent de gare, agent information, agent vérificateur, aide-chimiste, aide-comptable, assistant ingénieur, assistant maître de poste, assistant-secrétaire, assistant-trésorier, caissier, cessionnaire CPR, commis, commis aux postes, commis comptable, commis d'épicerie, commis de banque, commis de bureau, commis senior, commis-vendeur, constable, employé civil, employé civique, employé de bureau, garde, garde chasse prov., garde-feu, garde-forestier, gardien, gardien de nuit, gardien de sûreté, infirmier, infirmière,

infirmière auxiliaire licenciée, junior clerk, lignard, magasinier, militaire, officier, officier de douane, officier de placement, policier, préposé aux bénéficiaires, préposé aux malades, préposé aux personnes âgées, répartiteur, secrétaire, secrétaire de direction, secrétaire juridique, secrétaire médicale, secrétaire-réceptionniste, sténo off., sténo-dactylo, storekeeper, technicien, technicien architecture, technicien en laboratoire, technicien génie civil, technicien R. T., téléphoniste

- autonomes [04200]

agent, agent d'assurance, agent d'assurance et de valeurs mobilières, agent d'assurances & cultivateur, agent immobilier, assureur, assureur-vie, voyageur, voyageur de commerce

- indéterminé [04300]

agent-vendeur, employé à La Tribune, représentant, représentant Compagnie Beatty, représentant des ventes, représentant Pepsi-Cola, représentant pour la Société d'assurance des caisses populaires, vendeur

• **Cultivateurs & professions assimilées [05000]**

agriculteur, apiculteur, aviculteur, cultivateur, cultivateur & directeur Union Régionale des C.P.D., cultivateur & propriétaire de la Cie de téléphone, cultivateur & secrétaire-trésorier de la municipalité et de la commission scolaire, cultivateur B.S.A., cultivateur & commerçant d'animaux, cultivateur & menuisier, cultivateur & secrétaire-trésorier de la municipalité et de la commission scolaire, cultivateur & taxi à son compte, éleveur, fermier, maire & pomiculteur, maraîcher, pêcheur, pommiculteur, porciculteur, producteur agricole, producteur pommes de terre

• **Artisans & gens de métier [06000]**

- artisans [06100]

artisan, artisan menuisier, barbier, beurrier, beurrier & fromager, beurrier-fromager, boulanger, boulanger & marchand, boulanger & secrétaire municipal et scolaire, boulanger (à son compte), cordonnier, cordonnier & sellier, cordonnier & rentier, cordonnier-sellier, cordonnier-sellier & secrétaire de la municipalité et de la commission scolaire, ébéniste, forgeron, forgeron & cultivateur, fourreur, fromager, garagiste, marbrier, meunier, raquetier, sellier, voiturier

- gens de métier [06200]

briqueleur-maçon, briqueteur, briquetier, camion, camionneur, charpentier, charpentier-menuisier, coiffeur, coiffeur & secrétaire trésorier compagnie tél., coiffeuse, cuisinier, cuisinier de train (Canadien National), cuisinier(e), électricien, électronicien, ferblantier, maçon, menuisier, menuisier & rentier, peintre, peintre ent., plâtrier, plombier

• **Ouvriers [07000]**

- spécialisés (contremaîtres y sont inclus) [07100]

chef cantonnier, chef d'équipe, chef monteur, contremaître, contremaître à la Shawinigan Water & Power Co., contremaître Coopérative fédérée, contremaître papeterie, contremaître pour la Voirie, contremaître d'usine, contremaître-plombier, foreman loco., mécanicien & électricien, pilote, responsable des élevages, technicien électricité, technicien en lait industriel, technicien en télévision, télégraphiste, télégraphiste C. N. R., typographe

- semi & non-spécialisés [07200]

aide-agriculteur, aide-cuisinier, aide-ébéniste, aide-fermier, aide-forgeron, aide-tailleur, ajusteur, ajusteur mécanicien, assistant maître mécanicien, assistant-contremaître, assistant-mesureur,

back vender, beaterman, bedeau, bucheron, bûcheron, camionneur laitier, cantonnier, cantonnier pour la Voirie, chartier (charretier?), chauffeur, chauffeur d'autobus, classeur, classificateur, clothing men, commis en couture, concierge, conducteur, conducteur d'autobus, conducteur de taxi, conducteur de tracteur, contrôleur, corsetière, coudeur, couleur man, courrier postal, courrier rural, couturier, cranman, cuviste, débardeur, dormen, emballer, embouteilleur, émondeur, employé à Canadian Celanese, employé à la Ferronnerie Blanchard, employé C. P. R., employé d'usine, employé de mine, employé S. W. & P., employé Sylvania, employé Toupin Electrique, examinateur, expéditeur, facteur, faiseur de papier, femme de ménage (presbytère), fils de cultivateur, finisseur de ciment, finisseur de papier à la Wayagamack, finisseur de soie, foils saler, helper, homme de maintenance, homme de service, huileur, imprimeur, inséminateur, installateur app. de mesurage, jardinier, jobber, journalier, journalier chez Hydro-Québec, journalier-C. D. P., journalier-charron, journalier-pêcheur, lauder, limeur, livreur, loom fixer, machiniste, maintenance, manoeuvre, mécanicien, mécanicien à Bromptonville, mécanicien d'entretien, mécanicien d'usine, mécanicien de machinerie fixe, mécanicien en tuyauterie, mécanicien machinerie lourde, mesureur, mesureur de bois, mille right, milrylle, modeleur, modeleur de la Canada Iron Foundries, monteur de canots, monteur de ligne, mouleur, noyateur, opérateur, opérateur de machinerie lourde, opérateur de tableau de distribution, opérateur gascet, opérateur pell, opérateur-électricien, opératrice, ouvrier, ouvrier certifié entretien, ouvrier textile, paper maker, papetier, piper fitter, planner, plate-maker, postillon, presseur, relieur, réparateur, rewinder man, routier, sableur, sacristain, scieur, serrefreins, servante, serveur, serveur de réception, slasher, soudeur, sponning, steam fitter, tailleur, tailleur de cuir, tanneur, taxi, teinturier, tisserand, tool maker, transporteur laitier, tricoteur, trieur de bois, truster, vérificateur de papier, vitrier, warper

- **Autres [08000]**

- rentiers & retraités [08100]

- bourgeois, bourgeois & maire de la municipalité, pension, pensionnaire, pré-retraité, rentier, rentier & maire de la municipalité, retraité

- autres [08200]

- chômeur, écolier, étudiant, femme au foyer, maîtresse de maison, ménagère, sans emploi, travailleuse au foyer, universitaire

- **Indéterminés [09000]**

agent, aluminium, armée, assurance, assurance générale, assurance vie, assurances générales, Canadian National Railway, chauffrier, Consolidated, Dominion textile, échevin, foil R., G. M. G., groceur, head man, immeuble, indéterminé, maire, moulin à scie, ouvrage général, S. W. & P., services financiers, Westinghouse Electric

- **Inconnus [10000]**

illisibles ou non-mentionnées

APPENDICE 4

LA RÉGION DU CENTRE DU QUÉBEC

APPENDICE 4.1

La population des comtés de recensement de la région du Centre du Québec, régions rurales et urbaines, 1901-1961* *nombres absolus*

<i>localisation</i>	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961
Arthabaska	23 958	24 441	24 848	27 159	30 039	36 957	45 301
- rurale	19 738	17 718	17 384	16 748	16 991	17 451	17 943
- urbaine	4 220	6 723	7 464	10 411	13 048	19 506	27 358
Drummond	16 041	17 149	19 975	25 979	36 683	53 426	58 220
- rurale	14 591	14 713	15 967	14 626	20 572	19 913	16 760
- urbaine	1 450	2 436	4 008	11 353	16 111	33 513	41 460
Nicolet	27 209	30 055	29 695	28 673	30 085	30 335	30 827
- rurale	24 430	25 434	24 247	21 845	26 334	26 251	26 386
- urbaine	2 779	4 621	5 448	6 828	3 751	4 084	4 441
Yamaska	20 564	19 511	18 056	16 820	16 516	16 071	16 058
- rurale	18 694	16 548	13 839	12 740	15 214	14 623	14 499
- urbaine	1 870	2 963	4 217	4 080	1 302	1 448	1 559
Diocèse de Nicolet	87 772	91 156	92 574	98 631	113 323	136 789	150 406
- rurale	77 453	74 413	71 437	65 959	79 111	78 238	75 588
- urbaine	10 319	16 743	21 137	32 672	34 212	58 551	74 818
Champlain	32 015	43 866	54 034	59 935	68 057	85 745	111 953
- rurale	29 065	34 711	27 407	29 243	33 888	28 174	34 000
- urbaine	2 950	9 155	26 627	30 692	34 169	57 571	77 953
Maskinongé	15 083	15 775	16 253	16 039	18 206	19 478	21 274
- rurale	13 518	14 100	14 481	12 970	14 664	15 390	15 145
- urbaine	1 565	1 675	1 772	3 069	3 542	4 088	6 129
Saint-Maurice	29 311	35 045	50 845	69 095	80 352	93 855	109 873
- rurale	16 893	15 100	15 122	15 582	16 765	13 970	17 625
- urbaine	12 418	19 945	35 723	53 513	63 587	79 885	92 248
Diocèse de Trois-Rivières	76 409	94 686	121 132	145 069	166 615	199 078	243 100
- rurale	59 476	63 911	57 010	57 795	65 317	57 534	66 770
- urbaine	16 933	30 775	64 122	87 274	101 298	141 544	176 330
Province de Québec	1 598 898	2 005 776	2 360 665	2 874 255	3 331 882	4 055 681	5 259 211
- rurale	944 833	1 038 934	1 038 096	1 060 649	1 315 204	1 340 340	1 321 742
- urbaine	654 065	966 842	1 322 569	1 813 606	2 016 678	2 715 341	3 937 469

Sources: Recensements du Canada, 1901-1961.

* Pour les années 1951 et 1961, les données retenues sont celles de la définition de 1956. Les chiffres relatifs aux populations des diocèses peuvent différer des données réelles, les limites respectives des comtés de recensement et des diocèses s'étant légèrement modifiées avec les années.

APPENDICE 4.2

La population rurale des comtés de recensement de la région du centre du Québec, agricole et non agricole, 1941-1961*

nombre absolus

année	comté	agricole	non agricole	rurale
1941	Province de Québec	826 698	488 506	1 315 204
	Arthabaska	14 464	2 527	16 991
	Drummond	11 420	9 152	20 572
	Nicolet	19 075	7 259	26 334
	Yamaska	10 189	5 025	15 214
	Diocèse de Nicolet	55 148	23 963	79 111
	Champlain	17 593	16 295	33 888
	Maskinongé	8 562	6 102	14 664
	Saint-Maurice	9 652	7 113	16 765
	Diocèse de Trois-Rivières	35 807	29 510	65 317
1951	Province de Québec	760 905	579 435	1 340 340
	Arthabaska	13 297	4 154	17 451
	Drummond	11 150	8 763	19 913
	Nicolet	17 523	8 728	26 251
	Yamaska	9 190	5 433	14 623
	Diocèse de Nicolet	51 160	27 078	78 238
	Champlain	15 014	13 160	28 174
	Maskinongé	7 283	8 107	15 390
	Saint-Maurice	6 783	7 187	13 970
	Diocèse de Trois-Rivières	29 080	28 454	57 534
1961	Province de Québec	646 065	675 677	1 321 742
	Arthabaska	12 241	5 702	17 943
	Drummond	10 813	5 947	16 760
	Nicolet	15 251	11 135	26 386
	Yamaska	8 396	6 103	14 499
	Diocèse de Nicolet	46 701	28 887	75 588
	Champlain	13 587	20 413	34 000
	Maskinongé	6 245	8 900	15 145
	Saint-Maurice	6 199	11 426	17 625
	Diocèse de Trois-Rivières	26 031	40 739	66 770

Sources: Recensements du Canada, 1941-1961.

APPENDICE 4.3
Les paroisses de la région du Centre du Québec,
comtés de recensement et diocèses, 1905-1965*
(nombres absolus)

localisation	1905	1910	1915	1920	1925	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965
Diocèse de Nicolet	62	62	65	68	69	70	70	74	75	78	83	83	84
Arthabaska	19	19	18	18	17	17	17	18	18	18	20	21	21
Drummond	12	12	12	14	15	16	16	21	22	23	26	26	27
Nicolet	18	18	21	22	23	23	23	22	22	23	23	23	23
Yamaska	13	13	14	14	14	14	14	13	13	14	14	13	13
Diocèse de Trois-Rivières	41	43	52	56	59	62	64	66	69	73	77	79	81
Champlain	22	22	23	25	25	26	26	26	27	28	29	29	31
Maskinongé	9	9	11	12	13	13	14	15	16	16	16	16	16
Saint-Maurice	10	12	18	19	21	23	24	25	26	29	32	34	34
Total des deux diocèses	103	105	117	124	128	132	134	140	144	151	160	162	165

Sources: *Le Canada ecclésiastique*, années 1906 à 1966; J. Roy, D. Robert et L. Verreault-Roy, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique: 1850-1971*, Trois-Rivières, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières, Cahier no 3, 1981.

* La date de création retenue pour chacune des paroisses est celle de leur érection canonique.

APPENDICE 4.4
Les exploitants agricoles dans la région du Centre du Québec,
comtés de recensement et diocèses, 1901-1961*
nombre absolus

localisation	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961
Diocèse de Nicolet	11 215	11 807	10 802	10 196	10 829	9 311	8 053
Arthabaska	3 364	3 058	2 751	2 437	2 806	2 361	1 999
Drummond	2 586	2 343	2 322	2 050	2 310	2 069	1 834
Nicolet	3 381	3 981	3 767	3 664	3 641	3 189	2 680
Yamaska	1 884	2 425	1 962	2 045	2 072	1 692	1 540
Diocèse de Trois-Rivières	7 499	7 863	6 369	5 827	6 213	5 341	4 216
Champlain	3 862	3 784	3 044	2 699	2 981	2 656	2 097
Maskinongé	1 781	1 851	1 674	1 493	1 436	1 306	1 004
Saint-Maurice	1 856	2 228	1 651	1 635	1 796	1 379	1 115
Centre du Québec	18 714	19 670	17 171	16 023	17 042	14 652	12 269
Province de Québec	140 110	149 701	137 619	135 957	154 669	134 336	95 777

Sources: Recensements du Canada, 1901 à 1961.

* Les occupants de terres de moins d'un acre ne sont pas inclus. La baisse importante du nombre d'occupants enregistrées entre 1951 et 1961 à l'échelle du Québec s'explique partiellement par la nouvelle définition donnée aux fermes par Statistique Canada en 1961. Pour l'essentiel, cette redéfinition n'affecte que peu le cas de la région du Centre du Québec.

APPENDICE 4.5
Superficie et valeur des terres agricoles selon les comtés de recensements
Région du Centre du Québec, 1901-1961*
(acres et milliers de dollars courants)

	1901		1911		1921		1931		1941		1951		1961	
<i>localisation</i>	superficie améliorée	valeur (000)	superficie améliorée	valeur (000)	superficie améliorée	valeur (000)	superficie améliorée	valeur (000)	superficie améliorée	valeur (000)	superficie améliorée	valeur (000)	superficie améliorée	valeur (000)
Diocèse de Nicolet	568 835	34 939	688 466	54 265	848 406	100 920	800 053	67 005	835 263	53 688	805 912	103 395	799 977	131 828
Arthabaska	150 840	9 098	172 103	11 630	239 722	24 143	223 200	16 096	216 702	13 864	228 413	27 571	223 963	37 761
Drummond	127 196	7 372	145 126	9 424	186 962	19 380	177 881	12 739	193 447	11 352	175 097	21 758	178 313	28 071
Nicolet	177 605	10 318	222 172	18 145	258 507	32 311	247 007	22 391	263 134	16 465	246 804	32 503	244 732	39 325
Yamaska	113 194	8 151	149 065	15 066	163 215	25 086	151 965	15 779	161 980	12 007	155 598	21 563	152 969	26 671
Diocèse de Trois-Rivières	360 627	25 226	397 439	42 003	439 927	60 121	423 130	46 748	388 207	34 210	352 493	59 140	326 622	68 135
Champlain	166 876	10 939	173 337	17 470	195 662	26 617	194 877	21 756	180 269	15 693	164 876	27 708	155 861	32 336
Maskinongé	103 331	7 616	101 341	12 133	123 644	17 133	111 959	13 237	99 137	8 990	93 143	15 530	84 161	17 449
Saint-Maurice	90 420	6 671	122 761	12 400	120 621	16 371	116 294	11 755	108 801	9 527	94 474	15 902	86 600	18 350
Centre du Québec	929 462	60 165	1 085 905	96 268	1 288 333	161 041	1 223 183	113 753	1 223 470	87 898	1 158 405	162 535	1 126 599	199 963
Province de Québec	7 439 941	436 077	8 162 087	430 156	9 064 650	1 096 788	8 994 158	877 274	9 062 671	739 747	8 828 968	1 399 363	7 864 176	1 624 880

* Sources: *Recensements du Canada*, 1901-1961.

Les données antérieures à l'année 1921 incluent les fermes de moins d'un acre. De 1921 à 1961, les fermes de moins d'un acre ne sont pas considérées.